



Nations Unies

Résolutions et décisions

**adoptées par l'Assemblée générale
au cours de sa cinquante-troisième session**

Volume I

**Résolutions
9 septembre – 18 décembre 1998**

Assemblée générale
Documents officiels ! cinquante-troisième session
Supplément n° 49 (A/53/49)

**Résolutions
et
décisions**

**adoptées par l'Assemblée générale
au cours de sa cinquante-troisième session**

Volume I

Résolutions
9 septembre – 18 décembre 1998

Assemblée générale
Documents officiels ! cinquante-troisième session
Supplément n° 49 (A/53/49)



Nations Unies ! New York, 1999

NOTE

Les résolutions et décisions de l'Assemblée générale sont identifiées comme suit:

Sessions ordinaires

Jusqu'à la trentième session ordinaire, les résolutions de l'Assemblée générale étaient identifiées par un nombre en chiffres arabes suivi d'un nombre en chiffres romains entre parenthèses indiquant la session [par exemple: résolution 3363 (XXX)]. Lorsque plusieurs résolutions avaient été adoptées sous un même numéro, chacune d'elles était identifiée par une lettre majuscule placée entre les deux éléments [par exemple: résolution 3367 A (XXX), résolutions 3411 A et B (XXX), résolutions 3419 A à D (XXX)]. Les décisions n'étaient pas numérotées.

Depuis la trente et unième session, dans le cadre du nouveau système adopté pour les cotes des documents de l'Assemblée générale, les résolutions et décisions sont identifiées par un nombre en chiffres arabes, indiquant la session, suivi d'une barre oblique et d'un autre nombre en chiffres arabes (par exemple: résolution 31/1, décision 31/301). Lorsque plusieurs résolutions ou décisions ont été adoptées sous un même numéro, chacune d'elles est identifiée par une lettre majuscule placée après les deux éléments (par exemple: résolution 31/16 A, résolutions 31/6 A et B, décisions 31/406 A à E).

Sessions extraordinaires

Jusqu'à la septième session extraordinaire, les résolutions de l'Assemblée générale étaient identifiées par un nombre en chiffres arabes suivi, entre parenthèses, de l'initiale «S» (de l'anglais «*Special*») et d'un nombre en chiffres romains indiquant la session [par exemple: résolution 3362 (S-VII)]. Les décisions n'étaient pas numérotées.

Depuis la huitième session extraordinaire, les résolutions et décisions sont identifiées par l'initiale «S» et un nombre en chiffres arabes indiquant la session, suivis d'une barre oblique et d'un autre nombre en chiffres arabes (par exemple: résolution S-8/1, décision S-8/11).

Sessions extraordinaires d'urgence

Jusqu'à la cinquième session extraordinaire d'urgence, les résolutions de l'Assemblée générale étaient identifiées par un nombre en chiffres arabes suivi, entre parenthèses, des initiales «ES» (de l'anglais «*Emergency Special*») et d'un nombre en chiffres romains indiquant la session [par exemple: résolution 2252 (ES-V)]. Les décisions n'étaient pas numérotées.

Depuis la sixième session extraordinaire d'urgence, les résolutions et décisions sont identifiées par les initiales «ES» et un nombre en chiffres arabes indiquant la session, suivis d'une barre oblique et d'un autre nombre en chiffres arabes (par exemple: résolution ES-6/1, décision ES-6/11).

Dans chacune des séries décrites ci-dessus, la numérotation suit l'ordre d'adoption.

*
* *

Le présent volume contient les résolutions adoptées par l'Assemblée générale du 9 septembre au 18 décembre 1998. Les décisions adoptées par l'Assemblée pendant cette période paraîtront dans le volume II. Les résolutions et décisions adoptées ultérieurement au cours de la cinquante-troisième session paraîtront dans le volume III.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
I. Résolutions adoptées sans renvoi à une grande commission	1
II. Résolutions adoptées sur les rapports de la Première Commission .	81
III. Résolutions adoptées sur les rapports de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)	128
IV. Résolutions adoptées sur les rapports de la Deuxième Commission .	164
V. Résolutions adoptées sur les rapports de la Troisième Commission .	209
VI. Résolutions adoptées sur les rapports de la Cinquième Commission	324
VII. Résolutions adoptées sur les rapports de la Sixième Commission . .	376

ANNEXES

I. Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour	396
II. Répertoire des résolutions	406

I. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SANS RENVOI À UNE GRANDE COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/1	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale: assistance économique spéciale à certains pays ou régions	
A.	Assistance au Bangladesh dévasté par les inondations	4
B.	Assistance d'urgence à Antigua-et-Barbuda, Cuba, Haïti, la République dominicaine et Saint-Kitts-et-Nevis	4
C.	Assistance d'urgence au Belize, au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama	5
D.	Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua: séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles	6
E.	Assistance au Niger gravement touché par les inondations	7
F.	Assistance économique spéciale d'urgence aux Comores	7
G.	Assistance au Mozambique	8
H.	Coopération et coordination internationales en vue du rétablissement de la santé de la population, de la régénération de l'environnement et du développement économique de la région de Semipalatinsk au Kazakhstan	9
I.	Assistance pour le relèvement et la reconstruction du Libéria	9
J.	Assistance pour la reconstruction et le développement de Djibouti	10
K.	Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité au Tadjikistan et le relèvement de ce pays	11
L.	Assistance spéciale pour le relèvement économique et la reconstruction de la République démocratique du Congo	12
M.	Assistance humanitaire à la Somalie et soutien au relèvement économique et social du pays	13
N.	Assistance spéciale aux pays d'Afrique centrale et orientale accueillant des réfugiés, des rapatriés et des déplacés	15
O.	Assistance d'urgence au Soudan	16
53/2	Cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	17
53/4	Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique	17
53/5	Octroi à l'Association des États des Caraïbes du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale	18
53/6	Octroi à l'Organisation de coopération et de développement économiques du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale	18
53/7	Le Programme solaire mondial 1996-2005	18
53/8	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes	19

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/9	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains . .	21
53/10	Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique	22
53/13	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire	22
53/14	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique	23
53/15	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique	23
53/16	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique	25
53/17	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes	26
53/21	Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique	27
53/22	Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations	29
53/23	Pouvoirs des représentants à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale	
	Résolution A	30
	Résolution B	30
	Résolution C	30
53/24	Année internationale de la montagne, 2002	30
53/25	Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)	31
53/26	Assistance à l'action antimines	32
53/27	Bethléem 2000	34
53/28	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social	35
53/30	Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes	39
53/31	Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies	39
53/32	Les océans et le droit de la mer	40
53/33	La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux	42
53/34	Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud	45
53/35	La situation en Bosnie-Herzégovine	46
53/37	Jérusalem	50
53/38	La situation au Moyen-Orient: le Golan syrien	51

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/39	Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	52
53/40	Division des droits des Palestiniens (Secrétariat)	52
53/41	Programme spécial d'information sur la question de Palestine du Département de l'information (Secrétariat)	53
53/42	Règlement pacifique de la question de Palestine	54
53/43	Cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide	55
53/68	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	56
53/69	Diffusion d'informations sur la décolonisation	57
53/85	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	58
53/86	Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000	60
53/87	Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies	61
53/88	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies	63
53/89	Assistance au peuple palestinien	63
53/90	Application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90	64
53/91	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine	65
53/92	Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique	67
53/93	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala	69
53/94	La situation en Amérique centrale: processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement	70
53/95	La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti	72
53/168	Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	74
53/202	L'Assemblée du millénaire	74
53/203	Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre; et la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales	
A.	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales	75
B.	Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays ravagé par la guerre	77

53/1. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale: assistance économique spéciale à certains pays ou régions

A

**ASSISTANCE AU BANGLADESH DÉVASTÉ
PAR LES INONDATIONS**

L'Assemblée générale,

Gravement préoccupée par les pertes en vies humaines et la destruction sans précédent de biens et d'infrastructures causées ces dernières semaines par les inondations les plus graves qu'ait jamais subies le Bangladesh,

Considérant que le Bangladesh figure au nombre des pays les moins avancés et que sa situation a été aggravée par la fréquence de catastrophes naturelles dévastatrices,

Reconnaissant que les catastrophes naturelles constituent un problème de développement de grande ampleur, auquel il ne peut être remédié qu'au moyen de ressources considérables, et qu'il importe qu'une aide financière et technique internationale soit apportée à l'appui de l'action menée à cet effet sur le plan national,

Reconnaissant également l'ampleur des opérations de secours, de relèvement et de reconstruction que le Gouvernement et le peuple bangladais ont dû entreprendre pour soulager les souffrances des victimes de la catastrophe et remettre le pays sur la voie du développement,

Consciente du fait qu'une assistance et des investissements internationaux seront nécessaires à long terme pour prévenir ou atténuer les conséquences des catastrophes naturelles,

Prenant note de l'appel que le Secrétaire général a lancé à la communauté internationale pour qu'elle vienne en aide aux Bangladais sinistrés du fait des inondations,

Prenant note également de l'appel que le Premier Ministre et le Gouvernement bangladais ont lancé à la communauté internationale pour qu'elle aide le pays à se relever des inondations qui l'ont dévasté,

1. *Exprime sa solidarité* au Gouvernement et au peuple bangladais qui font courageusement face à la catastrophe;

2. *Demande* à tous les États Membres, aux institutions spécialisées et aux autres organes et organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions financières internationales et aux organisations non gouvernementales, d'agir sans attendre et d'apporter au Bangladesh une assistance généreuse à l'appui des opérations et programmes de secours, de relèvement et de reconstruction qu'il a entrepris au lendemain de cette catastrophe sans précédent;

3. *Exprime sa gratitude* aux États Membres, aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations internationales, aux organisations non gouvernementales, aux

particuliers et aux groupes qui ont si généreusement aidé le Gouvernement bangladais à entreprendre ses opérations de secours et de relèvement immédiats;

4. *Exprime sa profonde reconnaissance* au Secrétaire général pour les dispositions qu'il a prises sans attendre afin de mobiliser l'assistance humanitaire et de coordonner les activités des organismes des Nations Unies œuvrant sur le terrain, de façon qu'une aide concertée puisse être apportée par la communauté internationale, et lui demande de continuer à prendre des mesures résolues à cet effet;

5. *Demande* aux organismes et organes compétents des Nations Unies ainsi qu'aux autres organisations multilatérales de prendre toutes les mesures voulues pour aider le Bangladesh à renforcer sa capacité de planification préalable aux catastrophes et de prévention de leurs effets, ainsi qu'à mettre en œuvre ses plans et programmes visant à remédier de façon durable et efficace aux problèmes causés par les inondations et autres catastrophes naturelles.

*23^e séance plénière
1^{er} octobre 1998*

B

**ASSISTANCE D'URGENCE À ANTIGUA-ET-BARBUDA,
CUBA, HAÏTI, LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
ET SAINT-KITTS-ET-NEVIS**

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 42/169 du 11 décembre 1987, 43/202 du 20 décembre 1988, 44/236 du 22 décembre 1989, 45/185 du 21 décembre 1990, 46/149 du 18 décembre 1991, 46/182 du 19 décembre 1991, 48/188 du 21 décembre 1993, 49/22 A du 2 décembre 1994, 49/21 P du 18 septembre 1995 et 52/169 A à M du 16 décembre 1997,

Profondément attristée par les pertes en vies humaines, le grand nombre de personnes sinistrées et les destructions causées par le cyclone Georges qui, du 20 au 22 septembre 1998, a dévasté Antigua-et-Barbuda, Cuba, Haïti, la République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis et plusieurs autres pays et territoires de la région,

Consciente des efforts que déploient les Gouvernements et les populations d'Antigua-et-Barbuda, de Cuba, d'Haïti, de la République dominicaine et de Saint-Kitts-et-Nevis pour sauver des vies et soulager les souffrances des victimes du cyclone,

Notant l'effort gigantesque qui sera nécessaire pour remédier à la grave situation causée par cette catastrophe naturelle,

Consciente de la rapidité avec laquelle les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies, les organismes internationaux et régionaux, les organisations non gouvernementales et les particuliers apportent des secours,

Considérant que l'ampleur de la catastrophe et ses effets à moyen et à long terme exigeront, en complément des efforts que déploient les Gouvernements et les populations d'Antigua-et-Barbuda, de Cuba, d'Haïti, de la République dominicaine et de Saint-Kitts-et-Nevis, une manifestation de solidarité

internationale et de sollicitude humanitaire pour assurer une large coopération multilatérale face à la situation d'urgence dans les zones touchées et pour lancer le processus de reconstruction,

1. *Exprime son appui* aux Gouvernements d'Antigua-et-Barbuda, de Cuba, d'Haïti, de la République dominicaine et de Saint-Kitts-et-Nevis et sa solidarité aux populations face à la catastrophe;

2. *Exprime sa gratitude* à tous les États de la communauté internationale, aux organismes internationaux et aux organisations non gouvernementales qui apportent des secours d'urgence aux pays touchés;

3. *Prie instamment* tous les États de la communauté internationale d'apporter, d'urgence, une contribution généreuse aux activités de secours, de relèvement et de reconstruction menées dans les pays touchés et un soutien financier aux activités de secours, de relèvement et de reconstruction que les pays touchés entreprennent individuellement et collectivement, aux niveaux national et régional, en utilisant leurs propres ressources humaines;

4. *Prie* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les institutions financières internationales et les organes et organismes des Nations Unies, d'aider les Gouvernements d'Antigua-et-Barbuda, de Cuba, d'Haïti, de la République dominicaine et de Saint-Kitts-et-Nevis à déterminer leurs besoins à moyen et à long terme et à mobiliser des ressources, et d'aider également à la tâche de relèvement et de reconstruction des pays touchés entreprise par leurs gouvernements respectifs;

5. *Prie* les organes et organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations multilatérales de contribuer, en fournissant leur appui et leur assistance, au renforcement des capacités des pays de la région en matière de planification préalable aux catastrophes et de prévention de leurs effets;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, au titre du point 20 de l'ordre du jour, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors du débat qu'il consacrera aux affaires humanitaires à sa session de fond, un rapport sur l'effort de collaboration visé aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus et sur les progrès réalisés dans les activités de secours, de relèvement et de reconstruction dans les pays touchés.

28^e séance plénière
5 octobre 1998

C

ASSISTANCE D'URGENCE AU BELIZE, AU COSTA RICA,
À EL SALVADOR, AU GUATEMALA, AU HONDURAS,
AU NICARAGUA ET AU PANAMA

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 42/169 du 11 décembre 1987, 43/202 du 20 décembre 1988, 44/236 du 22 décembre 1989, 45/185 du 21 décembre 1990, 46/149 du 18 décembre 1991, 46/182 du 19 décembre 1991, 48/188 du 21 décembre 1993, 49/22 A du 2 décembre 1994, 49/21 P du 18 septembre 1995 et 53/1 B du 5 octobre 1998,

Profondément attristée par les pertes en vies humaines et le grand nombre de sinistrés consécutivement au cyclone Mitch qui, du 26 au 29 octobre 1998, a dévasté le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama,

Consciente de l'énormité des pertes matérielles causées aux récoltes, aux habitations, aux infrastructures de base, au tourisme et à d'autres secteurs,

Consciente également des efforts que déploient les Gouvernements du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama pour sauver des vies et porter rapidement secours aux populations touchées,

Notant l'effort gigantesque qui sera nécessaire pour reconstruire les zones sinistrées et remédier à la grave situation causée par cette catastrophe naturelle,

Consciente que la tâche de reconstruction nécessitera un appui important et coordonné de la part de la communauté internationale, qui devra faire preuve de solidarité,

1. *Exprime sa solidarité et son appui* aux Gouvernements et aux populations du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama;

2. *Exprime sa gratitude* aux membres de la communauté internationale qui ont jusqu'à présent fourni leur appui aux activités de secours et d'assistance aux populations touchées;

3. *Prie instamment* tous les États Membres et tous les organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les institutions financières internationales et de développement, de contribuer d'urgence aux activités de secours, de relèvement et d'assistance menées dans les pays touchés;

4. *Prie* le Secrétaire général et tous les organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les institutions financières internationales et de développement, d'aider le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama à déterminer leurs besoins et à mener à bien la tâche de reconstruction à court, à moyen et à long terme de l'économie et de relèvement des populations touchées;

5. *Prie* les organisations et les organes compétents des Nations Unies et les autres organisations multilatérales de renforcer leur appui et leur assistance en vue de développer les capacités des pays susmentionnés en matière de planification préalable aux catastrophes;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre, au titre du point 20 de l'ordre du jour, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors du débat qu'il consacrera aux affaires humanitaires à sa session de fond, un rapport sur l'effort de collaboration visé au paragraphe 4 ci-dessus et sur les progrès réalisés dans les activités de secours, de relèvement et de reconstruction dans les pays touchés.

50^e séance plénière
2 novembre 1998

D

ASSISTANCE INTERNATIONALE POUR LE RELÈVEMENT
ET LA RECONSTRUCTION DU NICARAGUA: SÉQUELLES
DE LA GUERRE ET DES CATASTROPHES NATURELLES

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/15 du 20 novembre 1990, relative à la situation en Amérique centrale, et ses résolutions 47/169 du 22 décembre 1992, 48/8 du 22 octobre 1993, 49/16 du 17 novembre 1994, 50/85 du 15 décembre 1995 et 51/8 du 25 octobre 1996, relatives à la question intitulée «Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua: séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles», dans lesquelles elle priait la communauté internationale de continuer à apporter son concours au Nicaragua en tenant compte des circonstances exceptionnelles auxquelles ce pays devait faire face et demandait au Secrétaire général, agissant en collaboration avec les autorités nicaraguayennes, de prêter l'assistance voulue au processus de consolidation de la paix,

Consciente que, malgré l'allégement et la renégociation de la lourde charge de la dette extérieure, obtenus avec la collaboration de la communauté internationale, le Nicaragua reste fortement endetté, ce qui nuit aux possibilités de parvenir à un véritable développement durable,

Constatant que, malgré les progrès accomplis au sujet des problèmes de propriété, il reste toujours beaucoup à faire dans ce domaine et que le règlement de cette question est un élément important pour la consolidation de la paix et de la démocratie au Nicaragua,

Constatant également que le Gouvernement nicaraguayen ne ménage aucun effort pour favoriser une reprise économique soutenue et que des progrès importants ont été réalisés vers un vaste consensus social grâce au dialogue national entrepris pour régler les problèmes nationaux par des moyens pacifiques,

Soulignant l'importance des programmes destinés à créer une culture de respect des droits de l'homme, de consolidation de la paix et d'encouragement des valeurs morales qui sont mis en œuvre au Nicaragua avec la coopération de la communauté internationale,

Prenant note des progrès accomplis pour la prévention des catastrophes naturelles, l'atténuation de leurs effets et l'assistance aux victimes, grâce au mécanisme municipal, régional et national mis en place par les autorités nicaraguayennes avec l'aide de la communauté internationale, qui a fait la preuve de son efficacité à l'occasion de l'aide d'urgence qui a été apportée pour atténuer les graves conséquences de la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño, laquelle a porté gravement atteinte à la production agricole du pays,

Considérant qu'a pris fin en 1998 la démobilisation du dernier groupe armé datant de la guerre,

Considérant également que, malgré la volonté des autorités nicaraguayennes d'enlever les mines et malgré les efforts qu'elles font à cette fin, en coopération avec l'Organisation des États américains et le Conseil inter-

américain de défense, dans de nombreuses zones qui ont été le théâtre de conflits armés, le problème des mines terrestres continue à se poser, mettant la population en danger et entravant les travaux agricoles et les déplacements dans de vastes régions du pays,

Remerciant de son action le Groupe d'appui au Nicaragua qui, sous la supervision du Secrétaire général, continue de seconder activement les efforts faits par le pays pour assurer la relance économique et le développement social,

Considérant que, malgré la stratégie régionale de lutte contre les incendies et leur prévention, le phénomène El Niño a allongé la saison sèche durant la période 1997-1998, ce qui a entraîné une augmentation du nombre des incendies de forêts dans toute l'Amérique centrale, le Nicaragua étant le pays dont les forêts tropicales ont été les plus touchées de la région,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les mesures adoptées en application de la résolution 51/8¹,

1. *Se félicite* des efforts faits par la communauté internationale, y compris le système des Nations Unies, pour compléter l'action entreprise par le Gouvernement nicaraguayen et les autres parties intéressées en vue de régler les problèmes économiques spéciaux du Nicaragua, de renforcer la démocratie et de consolider la paix;

2. *Remercie* le Secrétaire général de son rapport sur les mesures adoptées en application de la résolution 51/8¹;

3. *Engage* le Gouvernement nicaraguayen à appuyer la mise au point de programmes et de stratégies nationaux à moyen et à long terme, destinés spécialement à l'atténuation de la pauvreté, au développement économique et social et au règlement des problèmes de propriété, de manière à consolider la démocratie et à la rendre stable;

4. *Prend note avec satisfaction* des efforts de déminage faits au Nicaragua et des succès obtenus, et prie instamment les États Membres et les organisations internationales de continuer à offrir l'appui matériel, technique et financier dont le Gouvernement nicaraguayen a besoin pour mener à bien le déminage sur son territoire national;

5. *Souligne* que la communauté internationale doit maintenir sa coopération avec le Nicaragua pour compléter les efforts nationaux et lui fournir les ressources financières nécessaires, de façon soutenue et à des conditions favorables, pour favoriser efficacement la croissance et le développement économique du pays, la préservation de ses ressources naturelles et la consolidation de la démocratie;

6. *Invite* les pays créanciers et les institutions financières à continuer d'appuyer le Nicaragua dans les négociations qu'il mène pour parvenir à une solution efficace et équitable de son problème de la dette extérieure, et à l'aider à accéder le plus tôt possible à l'Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés;

¹ A/53/291.

7. *Demande* au Secrétaire général de lui soumettre à sa cinquante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors du débat qu'il consacrera aux affaires humanitaires à sa session de fond de 2000, un rapport sur l'application de la présente résolution.

59^e séance plénière
16 novembre 1998

E

ASSISTANCE AU NIGER GRAVEMENT TOUCHÉ PAR LES INONDATIONS

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par les pertes en vies humaines et par les destructions sans précédent de biens, d'habitations et d'infrastructures causées ces derniers mois par les inondations les plus graves de l'histoire connue du Niger,

Rappelant que le Niger compte parmi les pays les moins avancés et qu'il figure parmi les plus pauvres selon l'indice de développement humain,

Considérant que l'ampleur du désastre et ses effets à court et à moyen terme exigent, en complément des propres efforts du Gouvernement et du peuple nigériens, une contribution humanitaire de la communauté internationale pour entreprendre les opérations de secours et de relèvement,

Notant l'appel que le Gouvernement nigérien a lancé le 19 août 1998 à la communauté internationale pour qu'elle l'aide à juguler les conséquences désastreuses de ces inondations,

1. *Exprime sa solidarité et son appui* au Gouvernement et au peuple nigériens dans ces moments difficiles;

2. *Prie* tous les États Membres, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ainsi que les institutions financières et les organisations non gouvernementales d'apporter au Niger une assistance généreuse à l'appui des opérations et programmes de secours, de relèvement et de reconstruction qu'il a entrepris afin de faire face aux conséquences catastrophiques des inondations;

3. *Exprime sa gratitude* aux États Membres, aux organisations internationales et non gouvernementales et aux particuliers qui ont si généreusement aidé le Gouvernement nigérien à prendre les premières mesures immédiates de secours;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les dispositions nécessaires pour mobiliser et coordonner l'assistance humanitaire des institutions internationales et des institutions spécialisées des Nations Unies en vue d'appuyer les efforts du Gouvernement nigérien.

59^e séance plénière
16 novembre 1998

F

ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE D'URGENCE AUX COMORES

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'assistance économique d'urgence aux Comores²,

Rappelant sa résolution 51/30 F du 13 décembre 1996 sur l'assistance économique spéciale d'urgence aux Comores,

Prenant acte du fait que les Comores ont été soumises à des événements extérieurs indépendants de leur volonté,

Prenant acte également du traumatisme politique, économique et social provoqué par ces événements qui paralysent l'action économique du Gouvernement, notamment sa collection des recettes de l'État, sur une vaste étendue du territoire national, privant ainsi le budget du pays de la majeure partie de ses rentrées budgétaires régulières,

Notant que, du fait de ces événements, une sévère crise économique a eu de graves conséquences politiques marquées par des tendances séparatistes qui, depuis mars 1997, menacent l'intégrité territoriale et la survie économique et sociale des Comores,

Constatant que cette situation a eu pour résultat une chute du produit intérieur brut du pays assortie de conséquences économiques néfastes; un appauvrissement total de la population; l'incapacité du Gouvernement d'assurer le paiement régulier des traitements des fonctionnaires; la quasi-paralysie des programmes de reconstruction et de développement essentiels à la survie du pays, faute de moyens; et une sévère récession qui a mené à l'effondrement du secteur de l'énergie et à de graves pénuries d'électricité et de carburant,

Consciente des efforts consentis par le Gouvernement et le peuple comoriens pour venir en aide aux secteurs les plus touchés et les plus démunis de la population,

Considérant en particulier que, pour répondre à ces besoins humanitaires pressants, le Gouvernement comorien a dû, faute d'autres ressources, réaffecter de toute urgence à cette fin la majeure partie du budget de fonctionnement de l'État et des ressources financières normalement consacrées à des programmes vitaux dans les domaines économique et social,

Considérant par ailleurs que la situation défavorable des Comores, qui comptent au nombre des pays les moins avancés, est aggravée par plusieurs facteurs importants, dont l'éloignement géographique du pays vis-à-vis de ses partenaires commerciaux, la rareté des ressources naturelles, l'exiguïté du marché intérieur, la chute des prix de ses produits d'exportation et la pauvreté des sols,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'assistance économique d'urgence aux Comores²;

² A/53/330.

2. *Sait gré* au Secrétaire général de son envoi urgent aux Comores, du 25 août au 6 septembre 1997, de la mission pluridisciplinaire d'évaluation humanitaire et technique et des conclusions de cette mission, consignées dans le rapport du Secrétaire général;

3. *Prie instamment* la communauté internationale de répondre généreusement aux besoins d'assistance urgents identifiés dans les annexes I et II du rapport du Secrétaire général et d'accorder au Gouvernement comorien toute l'assistance nécessaire pour faire face à ses carences budgétaires, y compris par des dons en nature et en espèces, ainsi que par des remises de dette;

4. *Exprime sa gratitude* à tous les États et à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à toutes les organisations internationales compétentes, notamment les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies, pour leur assistance au relèvement des Comores, et leur demande instamment d'aider le pays, en consultation avec le Gouvernement comorien, à subvenir à ses besoins humanitaires les plus urgents et de soutenir ses efforts de redressement économique;

5. *Souligne* que les ressources financières disponibles demeurent néanmoins insuffisantes par rapport à celles dont le pays a besoin pour assurer son relèvement;

6. *Demande* à tous les États Membres et aux organismes donateurs, ainsi qu'aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, d'accorder aux Comores toute l'assistance dont elles ont besoin sur le plan financier, économique et technique pour leur permettre d'assurer la reconstruction nationale et un développement durable;

7. *Prie* le Secrétaire général d'aider à mobiliser l'assistance mentionnée ci-dessus et de lui faire rapport à sa cinquante-cinquième session sur l'application de la présente résolution.

59^e séance plénière
16 novembre 1998

G

ASSISTANCE AU MOZAMBIQUE

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, en date du 17 mars 1976,

Rappelant également ses propres résolutions sur la question, en particulier les résolutions 45/227 du 21 décembre 1990, 47/42 du 9 décembre 1992, 49/21 D du 20 décembre 1994 et 51/30 D du 5 décembre 1996, dans lesquelles elle a instamment prié la communauté internationale de répondre généreusement et avec efficacité à l'appel en faveur d'une assistance au Mozambique,

Réaffirmant les principes directeurs de l'aide humanitaire énoncés dans l'annexe à sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991,

Rappelant ses résolutions 48/7 du 19 octobre 1993, 49/215 du 23 décembre 1994, 50/82 du 14 décembre 1995, 51/149 du 13 décembre 1996 et 52/173 du 18 décembre 1997 relatives à l'assistance au déminage, et soulignant qu'il est

nécessaire de favoriser la création d'une capacité nationale de déminage afin que le Gouvernement mozambicain puisse s'attaquer plus efficacement, dans le cadre de l'action menée pour la reconstruction nationale, aux effets néfastes de ces armes,

Sachant que le Mozambique se relève d'une guerre dévastatrice et que, vu sa situation actuelle, il est nécessaire de lui fournir une assistance internationale substantielle qui soit globale et intégrée et qui lie notamment les programmes de réinstallation aux programmes de réinsertion afin de renforcer encore le mouvement de reconstruction nationale et de développement,

Ayant à l'esprit la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, adoptés le 14 septembre 1990 par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés³, et l'engagement mutuel pris à cette occasion,

Notant que les États, les organismes compétents des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont mobilisé et alloué des ressources pour soutenir le pays dans ses efforts,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Mozambique⁴,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁴;

2. *Se félicite* de l'assistance apportée au Mozambique par différents États, les organismes compétents des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales;

3. *Note avec satisfaction* les progrès accomplis sur la voie de la consolidation d'une paix et d'une tranquillité durables, du renforcement de la démocratie et de la promotion de la réconciliation nationale au Mozambique;

4. *Note* les efforts faits par le Gouvernement et le peuple mozambicains en vue de la reconstruction nationale et du développement;

5. *Souligne* que le Mozambique a accompli des progrès appréciables dans sa lutte contre les conséquences d'une guerre dévastatrice et qu'il a besoin de continuer à recevoir une assistance internationale importante et coordonnée afin de l'aider à faire face aux besoins du développement;

6. *Souligne également* les progrès considérables faits par le Gouvernement mozambicain pour assurer les services sociaux essentiels et pour établir un environnement favorable à la réduction de la pauvreté et au développement humain durable;

7. *Se félicite* de l'aide au développement centrée sur la remise en état et le développement des services sociaux essentiels et de l'infrastructure, les investissements dans le capital humain, l'aide aux petits exploitants agricoles et l'établissement d'un environnement propice à l'expansion de l'activité du secteur privé;

³ A/CONF.147/18, première partie.

⁴ A/53/157.

8. *Félicite* tous les États et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont contribué à l'action antimines au Mozambique, et prie instamment ceux qui en ont les moyens de continuer à offrir l'aide nécessaire pour que le Gouvernement mozambicain puisse créer une capacité nationale dans ce domaine, dans le cadre du programme d'action antimines exécuté dans le pays;

9. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite coopération avec le Gouvernement mozambicain:

a) De poursuivre l'action qu'il mène afin de mobiliser une assistance internationale pour la reconstruction nationale et le développement du Mozambique;

b) De continuer à coordonner les activités des organismes des Nations Unies de façon à répondre adéquatement aux besoins de développement du Mozambique;

c) De lui soumettre à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

59^e séance plénière
16 novembre 1998

H

COOPÉRATION ET COORDINATION INTERNATIONALES EN VUE DU RÉTABLISSEMENT DE LA SANTÉ DE LA POPULATION, DE LA RÉGÉNÉRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION DE SEMIPALATINSK AU KAZAKHSTAN

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/169 M du 16 décembre 1997,

Notant le rapport du Secrétaire général⁵,

Constatant que le polygone d'essais nucléaires de Semipalatinsk, hérité par le Kazakhstan et fermé en 1991, est devenu un sujet de graves préoccupations pour la population et le Gouvernement kazakhs du fait de ses conséquences pour la vie et la santé de la population, en particulier des enfants et d'autres groupes vulnérables, ainsi que pour l'environnement de la région,

Sachant que la communauté internationale devrait accorder l'attention voulue aux dimensions humaine, écologique et socioéconomique de la situation dans la région de Semipalatinsk,

Considérant qu'il faut coordonner les efforts faits aux niveaux national et international pour rétablir la santé de la population touchée et régénérer l'environnement dans cette région,

Ayant à l'esprit la nécessité de disposer d'un savoir-faire technique pour réduire au minimum les problèmes radiologiques, sanitaires, socioéconomiques, psychologiques et environnementaux dans la région de Semipalatinsk et pour en atténuer les effets,

Rappelant la Déclaration d'Almaty⁶, adoptée le 28 février 1997 par les dirigeants des pays de l'Asie centrale, proclamant

1998 Année de la protection de l'environnement dans la région de l'Asie centrale,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général⁵ et des conclusions et recommandations qu'il contient, lesquelles sont un précieux apport pour la formulation d'un plan d'action global pour faire face aux problèmes et aux besoins sanitaires, écologiques, économiques et humanitaires de la région de Semipalatinsk;

2. *Souligne* que la communauté internationale doit accorder une attention plus soutenue et consacrer des efforts plus importants à la population et à la région de Semipalatinsk;

3. *Demande instamment* à la communauté internationale d'aider à formuler et à exécuter des programmes et des projets spéciaux pour soigner la population touchée dans la région de Semipalatinsk;

4. *Invite* tous les États, les organisations financières multilatérales compétentes et autres entités de la communauté internationale, y compris les organisations non gouvernementales, à offrir leurs connaissances et leur expérience pour contribuer au rétablissement de la santé de la population, à la régénération de l'environnement et au développement économique de la région de Semipalatinsk;

5. *Invite* tous les États Membres, en particulier les pays donateurs, et les organes et organismes compétents des Nations Unies, y compris les fonds et programmes, à contribuer au relèvement de la région de Semipalatinsk;

6. *Invite* le Secrétaire général à lancer un processus de consultation, avec les États intéressés et des organismes compétents des Nations Unies, sur les modalités permettant de mobiliser l'appui nécessaire à la recherche de solutions adéquates aux problèmes de la région de Semipalatinsk et à la satisfaction de ses besoins, notamment ceux qui ont été définis comme prioritaires dans le rapport du Secrétaire général;

7. *Invite* le Secrétaire général à continuer de sensibiliser l'opinion publique mondiale aux problèmes et aux besoins de la région de Semipalatinsk;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale», un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

59^e séance plénière
16 novembre 1998

I

ASSISTANCE POUR LE RELÈVEMENT ET LA RECONSTRUCTION DU LIBÉRIA

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/232 du 21 décembre 1990, 46/147 du 17 décembre 1991, 47/154 du 18 décembre 1992, 48/197 du 21 décembre 1993, 49/21 E du 20 décembre 1994,

⁵ A/53/424.

⁶ A/52/112, annexe.

50/58 A du 12 décembre 1995, 51/30 B du 5 décembre 1996 et 52/169 E du 16 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁷,

Louant les efforts que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Organisation des Nations Unies déploient en concertation avec le Gouvernement libérien pour réaliser les objectifs de consolidation de la paix de ce dernier,

1. *Exprime sa gratitude* à tous les pays donateurs, aux institutions spécialisées du système des Nations Unies, à l'Union européenne, aux institutions de Bretton Woods et aux organisations non gouvernementales qui ont participé à la table ronde des donateurs réunie à Paris le 7 avril 1998 pour la reconstruction du Libéria, et demande instamment à ceux qui n'ont pas encore honoré leurs engagements ni versé les contributions annoncées de le faire;

2. *Exprime également sa gratitude* à tous les États et à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont aidé et soutenu le processus de consolidation de la paix au Libéria et leur demande instamment de continuer à le faire;

3. *Demande* à tous les États et à toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de fournir une assistance au Libéria pour faciliter la mise en œuvre de son programme de reconstruction nationale présenté à la table ronde des donateurs;

4. *Demande instamment* au Gouvernement libérien de créer des conditions propres à promouvoir le développement socioéconomique et une culture de paix durable dans le pays, notamment de s'engager à préserver l'état de droit, assurer la réconciliation nationale et promouvoir les droits de l'homme;

5. *Sait gré* au Secrétaire général des efforts qu'il continue de déployer en vue de mobiliser une assistance internationale pour le développement et la reconstruction du Libéria et le prie:

a) De poursuivre ses efforts en vue de mobiliser toute l'assistance possible de la part des organismes des Nations Unies afin d'aider le Gouvernement libérien dans son œuvre de reconstruction et de développement, y compris le retour et la réinsertion des réfugiés, des personnes déplacées et des soldats démobilisés;

b) De continuer de collaborer avec le Gouvernement libérien en vue de tenir, le moment venu, une deuxième table ronde des donateurs afin d'étudier le financement de la deuxième phase du programme de reconstruction nationale, en fonction des progrès réalisés dans les domaines des droits de l'homme, de la réconciliation nationale et du renforcement de l'état de droit;

6. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors du débat qu'il consacrerait aux affaires humanitaires à sa session de fond de 2000, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution;

7. *Décide* d'examiner à sa cinquante-cinquième session la question de l'assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Libéria.

59^e séance plénière
16 novembre 1998

J

ASSISTANCE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE DJIBOUTI

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/169 K du 16 décembre 1997 et ses résolutions antérieures sur l'assistance économique à Djibouti,

Rappelant également la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁸, adoptés le 14 septembre 1990 par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, ainsi que les engagements mutuels qui ont été pris à cette occasion et l'importance accordée au suivi de cette conférence,

Consciente que Djibouti figure sur la liste des pays les moins avancés et qu'il est classé 162^e sur les 174 pays étudiés dans le *Rapport mondial sur le développement humain, 1998*⁹,

Notant que les efforts de développement économique et social de Djibouti sont contrecarrés par un climat local extrême, notamment des périodes de sécheresse, des pluies torrentielles et des inondations comme celles qui se sont produites en octobre et en novembre 1997, et que l'exécution des programmes de reconstruction et de développement exige des moyens importants qui dépassent les possibilités réelles du pays,

Soulignant qu'il est urgent d'apporter un appui financier dans les domaines de la démobilisation, de la reconstruction et du relèvement des régions touchées par les troubles civils, en vue de renforcer la paix et la stabilité dans le pays,

Notant que la situation à Djibouti a été aggravée par la détérioration de la situation dans la corne de l'Afrique, en particulier en Somalie, et notant également la présence de dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées hors de leur pays, qui a soumis la fragile infrastructure économique, sociale et administrative du pays à de graves tensions et a causé des problèmes de sécurité à Djibouti, en particulier dans la capitale,

Notant avec satisfaction que le Gouvernement djiboutien poursuit l'exécution d'un programme d'ajustement structurel, et convaincue de la nécessité d'appuyer ce programme de redressement financier et de prendre des mesures efficaces en vue d'atténuer les conséquences, notamment sociales, de cette politique d'ajustement, afin que le pays obtienne des résultats économiques durables,

Notant avec gratitude l'appui fourni par divers pays et organisations intergouvernementales et non gouvernementales aux opérations de secours et de relèvement,

⁸ A/CONF.147/18, première partie.

⁹ Publié pour le Programme des Nations Unies pour le développement par Economica, Paris.

⁷ A/53/377.

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'assistance pour la reconstruction et le développement de Djibouti¹⁰;

2. *Se déclare solidaire* du Gouvernement et du peuple djiboutiens, qui continuent de faire face à des problèmes critiques résultant, en particulier, de la pénurie de ressources naturelles et de la crise continue dans la corne de l'Afrique;

3. *Note* la mise en œuvre par le Gouvernement djiboutien du programme d'ajustement structurel et, à ce propos, lance un appel à tous les gouvernements, aux institutions financières internationales, aux institutions spécialisées des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils répondent de façon appropriée aux besoins tant financiers que matériels du pays;

4. *Considère* que le processus de démobilisation, de réintégration et d'emploi des soldats démobilisés est essentiel non seulement au relèvement national, mais également à la réussite des accords avec les institutions financières internationales ainsi qu'à la consolidation de la paix et exige des moyens importants qui dépassent les possibilités réelles du pays;

5. *Exprime sa gratitude* aux États et aux organisations intergouvernementales qui ont déjà versé les contributions qu'ils avaient annoncées lors de la table ronde sur Djibouti, tenue à Genève les 29 et 30 mai 1997;

6. *Exprime également sa gratitude* aux organisations intergouvernementales et, notamment, au Programme des Nations Unies pour le développement ainsi qu'aux autres fonds et programmes des Nations Unies pour leurs contributions au relèvement national, et les invite à les poursuivre;

7. *Sait gré* au Secrétaire général des efforts continus qu'il déploie pour sensibiliser la communauté internationale aux difficultés de Djibouti;

8. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre, en étroite collaboration avec le gouvernement, ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle à Djibouti;

9. *Prie également* le Secrétaire général de lui soumettre à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social lors du débat qu'il consacrera aux affaires humanitaires à sa session de fond de 1999, un rapport sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'assistance économique en faveur de Djibouti et l'application de la présente résolution.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

K

ASSISTANCE INTERNATIONALE D'URGENCE POUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX ET DE LA NORMALITÉ AU TADJIKISTAN ET LE RELÈVEMENT DE CE PAYS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/30 J du 25 avril 1997 et 52/169 I du 16 décembre 1997,

Rappelant également les résolutions du Conseil de sécurité 1113 (1997) du 12 juin 1997, 1128 (1997) du 12 septembre 1997, 1138 (1997) du 14 novembre 1997, 1167 (1998) du 14 mai 1998 et 1206 (1998) du 12 novembre 1998,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹¹,

Se félicitant des progrès accomplis par les parties sur la voie de la mise en œuvre de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale au Tadjikistan¹²,

Rendant hommage aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, en particulier le représentant spécial du Secrétaire général pour le Tadjikistan et le personnel de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, pour aider les parties à appliquer l'Accord général,

Notant que la situation économique au Tadjikistan demeure très précaire, ce qui entrave les efforts que fait le gouvernement en faveur des secteurs vulnérables de la population, y compris les réfugiés et les déplacés qui reviennent chez eux, et que le Tadjikistan continue d'avoir le plus grand besoin d'une assistance humanitaire et d'une aide au relèvement et au développement,

Regrettant les résultats médiocres de l'appel inter-institutions lancé par l'Organisation des Nations Unies en 1998 en faveur du Tadjikistan,

Sachant que le soutien de la communauté internationale est nécessaire pour créer des conditions qui permettront au Tadjikistan de cesser d'être tributaire de l'aide humanitaire et, par là même, de ne pas demeurer en permanence dans une situation d'urgence,

Considérant qu'il existe une corrélation étroite entre d'une part le rétablissement de la paix et la réconciliation nationale au Tadjikistan et d'autre part la capacité qu'a le pays de subvenir aux besoins humanitaires de sa population et de prendre des mesures efficaces pour relancer rapidement l'économie, et réaffirmant qu'il faut d'urgence aider le Tadjikistan dans les efforts qu'il déploie pour rétablir les services de base et l'infrastructure du pays,

Constatant avec préoccupation que la situation demeure très instable sur le plan de la sécurité dans certaines régions du Tadjikistan,

Profondément préoccupée par le danger que posent les mines terrestres au Tadjikistan,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹¹ et approuve les observations et recommandations qui y sont formulées;

2. *Accueille avec satisfaction* les efforts réalisés en vue du rétablissement de la paix et de la réconciliation nationale au Tadjikistan, engage les parties à mener à bien au plus vite la mise en œuvre de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale au

¹¹ A/53/316.

¹² A/52/219-S/1997/510, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1997*, document S/1997/510.

¹⁰ A/53/361.

Tadjikistan¹² et engage également la Commission de la réconciliation nationale à poursuivre ses efforts, en particulier ceux visant à l'institution d'un large dialogue entre les différentes forces politiques dans le pays, en vue du rétablissement et de la consolidation de l'entente civile au Tadjikistan;

3. *Accueille avec satisfaction* les efforts déployés par le Secrétaire général pour appeler l'attention de la communauté internationale sur les besoins humanitaires pressants du Tadjikistan et pour mobiliser une aide en vue d'assurer l'application de l'Accord général ainsi que le relèvement et la reconstruction du pays;

4. *Se félicite* que le Secrétaire général ait fait du coordonnateur résident des Nations Unies l'adjoint de son représentant spécial au Tadjikistan;

5. *Exprime sa gratitude* aux États, aux organismes des Nations Unies, à la Banque mondiale, aux autres organisations intergouvernementales ainsi qu'à toutes les organisations à vocation humanitaire, institutions et organisations non gouvernementales concernées, y compris le Comité international de la Croix-Rouge, qui ont répondu et continuent de répondre de façon concrète aux besoins humanitaires du Tadjikistan;

6. *Se félicite* des contributions annoncées à la conférence de donateurs réunie par le Secrétaire général à Vienne les 24 et 25 novembre 1997 afin d'obtenir un appui international pour l'application de l'Accord général, notamment dans les domaines de la réconciliation politique et de la démocratisation, de la démobilisation et de la réintégration des anciens combattants, de la réforme des structures du pouvoir et du rapatriement et de la réinsertion des réfugiés et des déplacés, et invite les pays donateurs à continuer de fournir l'assistance nécessaire;

7. *Prend note avec satisfaction* des résultats de la réunion du Groupe consultatif de la Banque mondiale sur le Tadjikistan tenue à Paris le 20 mai 1998;

8. *Engage* les États Membres et les autres intéressés à continuer de fournir une assistance pour faire face aux besoins humanitaires les plus pressants du Tadjikistan et à apporter au pays leur soutien pour le relèvement et la relance de son économie;

9. *Se félicite* que le Secrétaire général ait l'intention de poursuivre le programme humanitaire des Nations Unies au Tadjikistan en lançant un appel global interinstitutions pour l'assistance humanitaire au Tadjikistan pour 1999, et invite les États Membres à financer les programmes prévus dans cet appel;

10. *Condamne énergiquement* l'assassinat de quatre membres de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan et demande instamment aux parties d'assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel de l'Organisation des Nations Unies et des agents des organismes d'aide humanitaire internationaux ainsi que la sécurité de leurs locaux;

11. *Engage* les parties à coopérer en vue de réduire la menace que constitue, pour la population civile du Tadjikistan et pour l'acheminement d'une assistance humanitaire, l'usage sans discernement de mines terrestres;

12. *Considère* qu'un appui global de la communauté internationale demeure essentiel pour renforcer le processus de paix au Tadjikistan et rappelle aux deux parties que la mesure dans laquelle la communauté internationale peut mobiliser des ressources et continuer de fournir une assistance au Tadjikistan est liée à la sécurité du personnel de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, des organisations internationales et des organismes d'aide humanitaire;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer à suivre la situation humanitaire au Tadjikistan et de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des progrès accomplis dans l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'examiner, à sa cinquante-quatrième session, la question de la situation au Tadjikistan au titre du point intitulé «Renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale».

81^e séance plénière
7 décembre 1998

L

ASSISTANCE SPÉCIALE POUR LE RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE ET LA RECONSTRUCTION DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/169 A du 16 décembre 1997,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹³,

Profondément préoccupée par le conflit actuel en République démocratique du Congo, qui fait peser une lourde menace sur la paix et la sécurité régionales,

Réaffirmant l'obligation de respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la République démocratique du Congo et des autres États de la région, ainsi que la nécessité pour tous les États de s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures des autres États,

Alarmée par les souffrances que connaît la population civile dans tout le pays, et demandant que sa protection soit assurée,

Demandant instamment à toutes les parties de respecter et protéger les droits de l'homme et de respecter le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève de 1949¹⁴ et les Protocoles additionnels de 1977¹⁵,

¹³ A/53/538.

¹⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

¹⁵ *Ibid.*, vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

Vivement préoccupée par l'ampleur des pertes en vies humaines et des destructions infligées à la République démocratique du Congo, ainsi que par la gravité des dommages causés aux infrastructures et à l'environnement,

Consciente que la République démocratique du Congo se trouve également aux prises avec des problèmes dus au fait qu'elle a accueilli des milliers de réfugiés venus de pays voisins,

Rappelant que la République démocratique du Congo, qui compte parmi les pays les moins avancés, doit faire face à de graves problèmes économiques et sociaux imputables à la faiblesse de son infrastructure économique et aggravés par le conflit qui se poursuit,

Consciente des liens étroits existant entre l'instauration de la paix et de la sécurité et l'aptitude du pays à satisfaire les besoins humanitaires de la population et à prendre des mesures efficaces en vue de la revitalisation rapide de l'économie, et réaffirmant qu'il est urgent d'aider la République démocratique du Congo à relever et reconstruire son économie ravagée, ainsi qu'à remettre en état les services essentiels et l'infrastructure du pays,

1. *Appelle* à un règlement pacifique du conflit en République démocratique du Congo, notamment un cessez-le-feu immédiat, le retrait de toutes les forces étrangères, la mise en train d'un processus de paix, y compris des négociations visant à mettre fin au conflit, et un dialogue politique axé sur la réconciliation nationale;

2. *Appuie* les initiatives diplomatiques régionales en faveur d'un règlement pacifique du conflit;

3. *Encourage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à appliquer de saines politiques macroéconomiques, à gérer les affaires publiques de façon avisée et à veiller au respect de la légalité, et engage le Gouvernement et la population de la République démocratique du Congo à tout mettre en œuvre pour assurer le relèvement économique et la reconstruction en dépit du conflit armé qui se poursuit;

4. *Invite à nouveau* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et d'autres organismes afin de faire face aux besoins de relèvement et de reconstruction, souligne que le gouvernement se doit d'aider et de protéger la population civile, y compris les réfugiés et les déplacés dans le pays, quelle que soit leur origine, et réaffirme la nécessité de faire respecter les dispositions du droit international humanitaire, en particulier de veiller à la sécurité du personnel humanitaire et d'assurer un accès sans entrave, dans la sécurité, à toutes les populations touchées;

5. *Demande à nouveau instamment* aux conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies de prendre en considération les besoins particuliers de la République démocratique du Congo;

6. *Prie* le Secrétaire général:

a) De continuer, eu égard au caractère d'urgence de la question, à consulter les dirigeants de la région, en coordination avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, quant aux moyens de parvenir à un règlement pacifique et durable du conflit;

b) De garder à l'étude la situation économique dans la République démocratique du Congo en vue d'encourager la participation et le soutien à un programme d'aide financière et matérielle au pays, qui lui permette de faire face à ses besoins pressants en matière de relèvement économique et de reconstruction;

c) De lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur les mesures prises en application de la présente résolution.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

M

ASSISTANCE HUMANITAIRE À LA SOMALIE ET SOUTIEN AU RELÈVEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU PAYS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 43/206 du 20 décembre 1988, 44/178 du 19 décembre 1989, 45/229 du 21 décembre 1990, 46/176 du 19 décembre 1991, 47/160 du 18 décembre 1992, 48/201 du 21 décembre 1993, 49/21 L du 20 décembre 1994, 50/58 G du 20 décembre 1995, 51/30 G du 13 décembre 1996 et 52/169 L du 16 décembre 1997, ainsi que les résolutions et décisions du Conseil économique et social relatives à l'assistance d'urgence à la Somalie,

Rappelant également la résolution 733 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 23 janvier 1992, ainsi que toutes les résolutions adoptées par la suite sur la question, dans lesquelles le Conseil exhortait notamment toutes les parties, tous les mouvements et toutes les factions en Somalie à faciliter les efforts que l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ainsi que les organisations à vocation humanitaire ont entrepris en vue d'apporter une aide humanitaire d'urgence à la population touchée en Somalie, et dans lesquelles il demandait à nouveau que soit pleinement respectée la sécurité du personnel de ces organisations et que soit garantie son entière liberté de circulation à Mogadishu et dans ses alentours, ainsi que dans les autres parties du pays,

Constatant que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des États arabes, l'Union européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, les pays de l'Autorité intergouvernementale sur le développement, le Mouvement des pays non alignés et d'autres encore font preuve d'esprit de coopération dans les efforts qu'ils mènent pour trouver une solution à la crise que traverse la Somalie sur les plans humanitaire et politique et sur celui de la sécurité,

Appréciant les efforts que le Secrétaire général continue de déployer pour aider les Somaliens à rétablir la paix et la stabilité et à assurer la réconciliation nationale,

Notant avec préoccupation que l'absence d'un pouvoir central et d'institutions civiles opérantes qui caractérise la Somalie continue de faire obstacle à un développement global et durable et que, si dans certaines régions les conditions sont devenues plus propices à un effort de reconstruction et de développement, la situation humanitaire et la sécurité sont demeurées précaires ailleurs,

Prenant note avec satisfaction de la stratégie commune pour la fourniture d'une assistance efficace et ciblée et du plan de coordination élaborés et adoptés par l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, et réaffirmant l'importance qu'elle attache à une coordination et une coopération effectives entre les organismes des Nations Unies et leurs partenaires,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'assistance humanitaire à la Somalie et le soutien au relèvement économique et social du pays¹⁶,

Vivement reconnaissante de l'assistance humanitaire et du soutien au relèvement que certains États ont apportés pour soulager la détresse et les souffrances de la population touchée en Somalie,

Constatant que, bien que la situation humanitaire demeure précaire dans certaines régions, il convient de poursuivre l'effort de relèvement et de reconstruction parallèlement au processus de réconciliation nationale, sans compromettre la fourniture de secours d'urgence partout où le besoin peut s'en faire sentir, dans la mesure où la sécurité le permet,

Notant avec satisfaction qu'en l'absence d'un gouvernement national reconnu les organismes des Nations Unies s'emploient autant que possible à collaborer directement avec les collectivités somaliennes, et se félicitant que l'Organisation des Nations Unies, agissant en collaboration avec les notables et autres personnalités locales ou interlocuteurs qualifiés parmi la population somalienne, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales, continue de concentrer ses efforts sur un programme conjuguant une approche humanitaire et une approche axée sur le développement, compte tenu de la diversité des situations dans les différentes régions du pays,

Soulignant de nouveau qu'il importe de continuer d'appliquer sa résolution 47/160 en vue de remettre en état les services sociaux et économiques essentiels, au niveau local, dans tout le pays,

1. *Exprime sa gratitude* à tous les États ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont répondu aux appels lancés par le Secrétaire général et par diverses instances en venant en aide à la Somalie;

2. *Sait gré* au Secrétaire général des efforts qu'il déploie inlassablement en vue de mobiliser une assistance en faveur du peuple somalien;

3. *Se félicite* des efforts que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des

États arabes, l'Union européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, les pays de l'Autorité intergouvernementale sur le développement, le Mouvement des pays non alignés et d'autres encore continuent de consentir pour remédier à la situation en Somalie;

4. *Se félicite également* de la stratégie adoptée par l'Organisation des Nations Unies, qui consiste à privilégier les initiatives communautaires visant à remettre en état les infrastructures locales et à accroître le degré d'autonomie de la population locale, ainsi que des efforts que les organismes des Nations Unies, leurs interlocuteurs somaliens et leurs partenaires déploient pour établir et maintenir des mécanismes efficaces de coordination et de coopération en vue d'exécuter des programmes de secours, de relèvement et de reconstruction;

5. *Souligne* le principe selon lequel c'est d'abord aux Somaliens, en particulier au niveau local, qu'incombe la responsabilité de leur propre développement et de l'application à long terme des programmes d'assistance internationale en vue du relèvement et de la reconstruction, et réaffirme l'importance qu'elle attache à la mise au point d'arrangements de collaboration efficaces entre le système des Nations Unies, ses partenaires et ses interlocuteurs somaliens au niveau local en vue de la bonne exécution des activités de relèvement et de développement dans les régions du pays où la paix et la sécurité ont été rétablies;

6. *Engage instamment* tous les États, de même que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées, à continuer d'appliquer la résolution 47/160 afin d'aider le peuple somalien à entreprendre la remise en état des services économiques et sociaux essentiels et à mettre en place les institutions nécessaires pour reconstituer l'administration civile locale dans toutes les parties du pays où la paix et la sécurité ont été rétablies;

7. *Lance un appel* à toutes les parties somaliennes concernées pour qu'elles recherchent des moyens pacifiques de régler leurs différends et qu'elles redoublent d'efforts pour aboutir à une réconciliation nationale qui permette de passer de la phase des secours à celle de la reconstruction et du développement;

8. *Demande* à toutes les parties, tous les mouvements et toutes les factions en Somalie de respecter rigoureusement la sécurité du personnel de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, ainsi que des organisations non gouvernementales, et de garantir son entière liberté de circulation dans l'ensemble du pays;

9. *Demande* au Secrétaire général de continuer à mobiliser une assistance humanitaire internationale en faveur de la Somalie et un soutien international pour le relèvement et la reconstruction du pays;

10. *Demande* à la communauté internationale de poursuivre et d'accroître son aide en réponse à l'appel interinstitutions des Nations Unies pour l'assistance humanitaire et le soutien au relèvement et à la reconstruction de la Somalie, pour la période allant d'octobre 1998 à décembre 1999;

¹⁶ A/53/344.

11. *Prie* le Secrétaire général, vu la gravité de la situation en Somalie, de prendre toutes les mesures voulues pour faire appliquer la présente résolution et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session.

82^e séance plénière
8 décembre 1998

N

ASSISTANCE SPÉCIALE AUX PAYS D'AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE ACCUEILLANT DES RÉFUGIÉS, DES RAPATRIÉS ET DES DÉPLACÉS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/24 du 2 décembre 1994 et 52/169 B du 16 décembre 1997,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹⁷,

Gravement préoccupée par les conflits qui se poursuivent dans la région des Grands Lacs et y menacent gravement la paix et la sécurité, et par les flux de réfugiés, de rapatriés et de déplacés qui sont la conséquence de ces conflits,

Considérant que la majorité des réfugiés et des déplacés sont des femmes et des enfants,

Gravement préoccupée par le sort des enfants réfugiés, notamment des mineurs séparés de leur famille, et soulignant qu'il faut les protéger, assurer leur bien-être et leur faire retrouver leurs parents,

Gardant à l'esprit les effets évidents qu'ont les flux de réfugiés sur les infrastructures de base, sur l'environnement et sur la vie et les biens des populations locales dans les pays d'accueil,

Considérant que les pays d'Afrique centrale et orientale qui accueillent des réfugiés et qui font pour la plupart partie des pays les moins avancés restent dans une situation économique des plus critiques,

Gravement préoccupée par les graves conséquences qui en découlent pour les capacités de développement économique des pays d'Afrique centrale et orientale,

Constatant avec une vive préoccupation que, malgré tous les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres, la situation des réfugiés et des déplacés en Afrique centrale et orientale reste précaire et problématique,

Consciente de la nécessité d'améliorer les conditions de sécurité dans la région, notamment dans les zones frontalières, dans l'intérêt des réfugiés, de la population locale et du personnel qui participe à l'action humanitaire,

Considérant qu'il importe que les États créent des conditions propices à un redressement rapide et durable de la situation des réfugiés, rapatriés et autres déplacés,

Remerciant les pays d'Afrique centrale et orientale qui ont accueilli des réfugiés des sacrifices qu'ils consentent en leur accordant refuge et hospitalité,

Faisant observer que l'aide humanitaire acheminée devrait autant que possible être proportionnée à l'ampleur des besoins des populations locales,

Soulignant que les populations locales des pays d'accueil doivent continuer de bénéficier d'une assistance spéciale,

1. *Félicite une fois encore* le Secrétaire général des efforts qu'il a déployés pour appeler l'attention de la communauté internationale sur la situation des réfugiés dans les pays d'Afrique centrale et orientale;

2. *Remercie une fois encore* tous les États, les organisations et organismes des Nations Unies et les organisations gouvernementales et non gouvernementales qui fournissent une aide financière, technique et matérielle aux pays accueillant des réfugiés depuis l'origine de la crise et qui continuent d'offrir une assistance humanitaire aux réfugiés et aux pays d'accueil, et leur demande de continuer de contribuer à la réalisation des programmes de régénération de l'environnement et de remise en état des infrastructures sociales dans les régions des pays d'accueil touchées par la présence des réfugiés, et de faciliter la remise en état des services de base qui y ont été détruits;

3. *Prie instamment* la communauté internationale de participer à la recherche de solutions durables pour les réfugiés africains, notamment le rapatriement librement consenti, l'insertion sur place et la réinstallation dans un pays tiers;

4. *Demande* aux gouvernements, aux organes des Nations Unies compétents, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à la communauté internationale dans son ensemble de renforcer les capacités de réaction d'urgence du système des Nations Unies et de continuer à fournir les ressources et l'appui opérationnel dont ont besoin les réfugiés et les pays d'accueil en Afrique centrale et orientale;

5. *Demande une nouvelle fois instamment* aux gouvernements de la région et à toutes les parties intéressées d'assurer la protection du personnel des Nations Unies et du personnel humanitaire et de leur donner la possibilité d'accéder, sans risques et sans restrictions, aux populations dans le besoin dans l'ensemble de la région, conformément au droit international humanitaire;

6. *Demande* au Secrétaire général de poursuivre son effort de mobilisation de l'assistance humanitaire en faveur des secours, du rapatriement librement consenti, de la réinsertion et de la réinstallation des réfugiés, des rapatriés et des déplacés, y compris les réfugiés des zones urbaines;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur la suite qui aura été donnée à la présente résolution, aux fins du débat qui se poursuivra au titre de la question intitulée «Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés».

¹⁷ A/53/292.

O

ASSISTANCE D'URGENCE AU SOUDAN

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 43/8 du 18 octobre 1988, 43/52 du 6 décembre 1988, 44/12 du 24 octobre 1989, 45/226 du 21 décembre 1990, 46/178 du 19 décembre 1991, 47/162 du 18 décembre 1992, 48/200 du 21 décembre 1993, 49/21 K du 20 décembre 1994, 50/58 J du 22 décembre 1995, 51/30 I du 17 décembre 1996 et 52/169 F du 16 décembre 1997, sur l'assistance d'urgence au Soudan,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹⁸,

Se félicitant des conclusions concertées 1998/1, adoptées par le Conseil économique et social à l'issue du débat qu'il a consacré aux affaires humanitaires à sa session de fond de 1998¹⁹, dans lesquelles il a notamment réaffirmé que la coopération internationale visant à faire face aux situations d'urgence doit être fournie conformément au droit international et à la législation nationale et que c'est à l'État touché que revient le rôle primordial dans le lancement, l'organisation, la coordination et l'exécution des opérations d'aide humanitaire sur son territoire,

Se félicitant également des accords conclus par les parties à l'opération Survie au Soudan pour faciliter l'acheminement des secours vers les populations touchées, ainsi que des progrès réalisés par le Coordonnateur des secours d'urgence et le Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire dans le renforcement de la coordination de l'opération,

Notant avec satisfaction que des contributions accrues ont été versées à la suite de l'appel interinstitutions de 1998 en faveur de l'opération Survie au Soudan et des progrès réalisés par celle-ci, après une baisse des contributions au premier trimestre, et notant également que les besoins demeurent considérables, en particulier dans les domaines de l'aide alimentaire et non alimentaire, y compris l'aide destinée à la lutte contre des maladies comme le paludisme, ainsi que dans les domaines de la logistique, du redressement d'urgence, du relèvement et du développement,

Préoccupée par les conséquences catastrophiques des inondations dont ont été victimes récemment plusieurs régions du pays et accueillant avec satisfaction l'appel à l'assistance lancé par l'Organisation des Nations Unies à la suite de ces inondations,

Demandant un règlement rapide du conflit et notant avec préoccupation que la poursuite du conflit accroît les souffrances de la population civile et nuit à l'efficacité de l'assistance humanitaire internationale, régionale et nationale,

Réaffirmant que toutes les parties doivent continuer de faciliter les activités d'assistance d'urgence des organisations

humanitaires, en particulier la distribution de vivres, de médicaments et d'abris et la prestation de soins de santé, ce qui suppose que toutes les parties laissent ces organisations accéder librement et en toute sécurité aux populations touchées,

Considérant que, dans les situations d'urgence, il importe d'assurer le passage progressif de la phase des secours à celles du relèvement et du développement afin de réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire extérieure et des autres secours,

1. *Prend note avec satisfaction* de la coopération que le Gouvernement soudanais offre à l'Organisation des Nations Unies, notamment des accords et arrangements conclus afin de faciliter les opérations de secours et, partant, d'améliorer l'assistance des Nations Unies aux zones touchées, et encourage la poursuite de cette coopération;

2. *Exprime sa gratitude* à la communauté des donateurs, aux organismes des Nations Unies et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales pour les contributions qu'ils ont apportées jusqu'à présent pour répondre aux besoins humanitaires du Soudan, et les invite à poursuivre leur assistance;

3. *Souligne* que l'opération Survie au Soudan doit être menée et gérée de manière efficace, transparente et efficiente, avec la pleine participation et la pleine coopération du Gouvernement soudanais, compte tenu des accords pertinents relatifs à l'opération conclus par les parties, et que l'appel interinstitutions lancé chaque année pour la financer doit être formulé à l'issue de consultations;

4. *Considère* que les activités humanitaires doivent être neutres et impartiales et que toutes les parties doivent pleinement coopérer, et souligne à cet égard que l'opération Survie au Soudan doit être menée dans le respect du principe de la souveraineté nationale et dans le cadre de la coopération internationale, conformément aux dispositions pertinentes du droit international;

5. *Invite* la communauté internationale à continuer d'apporter des contributions généreuses pour répondre aux besoins du pays en matière de secours d'urgence, de relèvement et de développement, et invite instamment tous les États, les pays donateurs, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à apporter une assistance pour soulager les souffrances de la population touchée par les récentes inondations;

6. *Invite instamment* la communauté internationale à fournir une assistance en vue d'assurer la remise en état des moyens de transport et des infrastructures qui sont absolument indispensables pour que les secours puissent être acheminés dans des conditions moins onéreuses et souligne à cet égard qu'il importe que toutes les parties intéressées continuent de coopérer en vue de faciliter et d'améliorer l'acheminement des secours;

7. *Demande* à la communauté des donateurs et aux organismes des Nations Unies, guidés par les mesures qu'appellent ses résolutions pertinentes, de fournir une

¹⁸ A/53/307.

¹⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 (A/53/3), chap. VII, par. 5.

assistance financière, technique et médicale pour lutter contre des maladies comme le paludisme et d'autres maladies endémiques au Soudan;

8. *Prend acte* de la signature de l'accord de paix en avril 1997 ainsi que de l'organisation de séries de pourparlers entre le Gouvernement et l'Armée de libération du peuple soudanais sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement des pays de la corne de l'Afrique, faits qu'elle juge encourageants, demande que ces efforts soient intensifiés et que des pourparlers plus fréquents et plus réguliers soient organisés en vue de parvenir à un règlement pacifique durable, se félicite à cet égard du cessez-le-feu annoncé et appelle les parties au conflit à maintenir celui-ci et à en élargir la portée afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire;

9. *Demande instamment* à la communauté internationale de continuer d'appuyer les programmes nationaux de réinsertion, de réinstallation volontaire et de réintégration des rapatriés et des déplacés, ainsi que l'assistance aux réfugiés;

10. *Souligne* qu'il est impératif d'assurer la sécurité du personnel humanitaire et de lui permettre d'avoir librement accès, dans la sécurité, à toutes les populations touchées pour leur livrer des secours, et qu'il importe de respecter rigoureusement les principes et directives de l'opération Survie au Soudan et du droit international humanitaire réaffirmant que le personnel humanitaire est tenu de respecter les lois du pays;

11. *Exhorte* toutes les parties concernées à continuer d'apporter toute l'assistance possible, notamment en facilitant l'acheminement des secours et les déplacements du personnel qui les distribue, afin de garantir le succès de l'opération Survie au Soudan dans toutes les zones touchées du pays, en veillant tout particulièrement à renforcer les capacités nationales, publiques et privées, dans le domaine humanitaire, et à satisfaire les besoins en matière de secours d'urgence;

12. *Se félicite* de la signature par le Gouvernement soudanais de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction²⁰, demande instamment à toutes les parties au conflit de ne pas utiliser de mines antipersonnel, prie la communauté internationale de ne pas livrer de mines dans la région et invite instamment la communauté internationale et les organismes des Nations Unies à fournir l'assistance voulue pour l'action antimines au Soudan;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mobiliser des ressources et à coordonner l'assistance en faveur de l'opération Survie au Soudan, et de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur la situation d'urgence dans les régions touchées et sur le redressement, le relèvement et le développement du pays.

92^e séance plénière
17 décembre 1998

53/2. Cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

L'Assemblée générale

Adopte la Déclaration à l'occasion du cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui figure en annexe à la présente résolution.

29^e séance plénière
6 octobre 1998

ANNEXE

Déclaration à l'occasion du cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Nous, États Membres de l'Organisation des Nations Unies, sommes réunis à l'occasion de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale pour célébrer le cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il y a en effet cinquante ans qu'a été créée la première mission d'observation des Nations Unies, l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. Nous rendons hommage aux centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, au cours des cinquante dernières années, ont servi sous le drapeau des Nations Unies dans plus de quarante missions de maintien de la paix de par le monde, et nous saluons la mémoire de plus de 1 500 d'entre eux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour servir la paix.

Nous réaffirmons notre appui à tous les efforts visant à renforcer effectivement la protection et la sécurité du personnel de maintien de la paix des Nations Unies. Nous rappelons avec fierté qu'en 1988 le prix Nobel de la paix a été décerné aux forces de maintien de la paix des Nations Unies, et nous nous félicitons que le Conseil de sécurité ait créé la Médaille Dag Hammarskjöld pour rendre hommage au sacrifice de ceux qui ont perdu la vie alors qu'ils étaient affectés à une opération de maintien de la paix placée sous le contrôle opérationnel et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Nous, États Membres de l'Organisation des Nations Unies, nous déclarons fermement résolus à soutenir pleinement le personnel de maintien de la paix des Nations Unies afin qu'il puisse mener à bien les tâches qui lui sont confiées.

53/4. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique

L'Assemblée générale,

Résolue à promouvoir le strict respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant, entre autres principes, ceux de l'égalité souveraine des États, de la non-intervention et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de la liberté du

²⁰ Voir CD/1478.

commerce et de la navigation internationaux, également consacrés dans de nombreux instruments juridiques internationaux,

Rappelant les déclarations que les chefs d'État ou de gouvernement ont faites, lors des Sommets ibéro-américains, quant à la nécessité de mettre fin à l'application unilatérale, par un État à un autre État, de mesures de caractère économique et commercial qui portent atteinte à la liberté des échanges internationaux,

Préoccupée par le fait que des États Membres continuent de promulguer et d'appliquer des lois et règlements, tels que la loi promulguée le 12 mars 1996, connue sous le nom de «loi Helms-Burton», dont les effets extraterritoriaux portent atteinte à la souveraineté d'autres États et aux intérêts légitimes d'entités ou de personnes placées sous leur juridiction, ainsi qu'à la liberté du commerce et de la navigation,

Prenant note des déclarations et résolutions de différents organismes et organes intergouvernementaux et de gouvernements, qui montrent que la communauté internationale et l'opinion publique sont opposées à la promulgation et à l'application de mesures du type susmentionné,

Rappelant ses résolutions 47/19 du 24 novembre 1992, 48/16 du 3 novembre 1993, 49/9 du 26 octobre 1994, 50/10 du 2 novembre 1995, 51/17 du 12 novembre 1996 et 52/10 du 5 novembre 1997,

Préoccupée par le fait que, depuis l'adoption de ses résolutions 47/19, 48/16, 49/9, 50/10, 51/17 et 52/10, de nouvelles mesures du même type visant à renforcer et élargir le blocus économique, commercial et financier de Cuba continuent d'être promulguées et appliquées, et préoccupée également par les conséquences qui en résultent pour la population cubaine et pour les ressortissants cubains résidant dans d'autres pays,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 52/10²¹;

2. *Exhorte de nouveau* tous les États à s'abstenir de promulguer et d'appliquer des lois et mesures du type visé dans le préambule de la présente résolution, conformément aux obligations que leur imposent la Charte des Nations Unies et le droit international, qui, notamment, consacrent la liberté du commerce et de la navigation;

3. *Demande de nouveau instamment* aux États qui continuent d'appliquer des lois ou des mesures de ce type de faire le nécessaire, conformément à leur système juridique, pour les abroger ou pour en annuler l'effet le plus tôt possible;

4. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en consultation avec les institutions et organismes compétents des Nations Unies, un rapport sur l'application de la présente résolution, compte tenu des buts et principes de la Charte et du droit international, et de le lui présenter à sa cinquante-quatrième session;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique».

37^e séance plénière
14 octobre 1998

53/5. Octroi à l'Association des États des Caraïbes du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Considérant que les buts de l'Association des États des Caraïbes, tels qu'ils sont énoncés dans l'accord portant création de l'Association, qui a été enregistré auprès du Secrétariat, sont compatibles avec ceux de l'Organisation des Nations Unies,

Estimant, en conséquence, qu'il est mutuellement avantageux pour l'Organisation des Nations Unies et l'Association des États des Caraïbes de coopérer entre elles,

Prenant note du souhait de l'Association des États des Caraïbes de voir s'instaurer une telle coopération,

1. *Décide* d'inviter l'Association des États des Caraïbes à participer à ses sessions et à ses travaux en qualité d'observateur;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit donné suite à la présente résolution.

38^e séance plénière
15 octobre 1998

53/6. Octroi à l'Organisation de coopération et de développement économiques du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Souhaitant favoriser la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques,

1. *Décide* d'inviter l'Organisation de coopération et de développement économiques à participer à ses sessions et à ses travaux en qualité d'observateur;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit donné suite à la présente résolution.

38^e séance plénière
15 octobre 1998

53/7. Le Programme solaire mondial 1996-2005

L'Assemblée générale,

Consciente que l'une des tâches prioritaires à laquelle l'Organisation des Nations Unies doit s'atteler dans l'intérêt

²¹ A/53/320 et Add.1 à 3.

des générations présentes et futures est d'éliminer la pauvreté et d'améliorer la qualité de la vie de millions de personnes vivant dans la misère,

Rappelant, dans l'optique de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement²², que le développement durable est l'un des principaux objectifs des organismes des Nations Unies, et qu'un des éléments essentiels permettant de le réaliser consiste à utiliser des systèmes énergétiques durables, notamment en ayant davantage recours aux énergies renouvelables ne portant pas atteinte à l'environnement,

Rappelant également que, dans le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, qu'elle a adopté à sa dix-neuvième session extraordinaire²³, elle a considéré qu'il fallait encourager les activités de recherche-développement et l'utilisation des énergies renouvelables aux niveaux international et national,

Rappelant en outre que l'énergie sera l'un des principaux thèmes de la neuvième session de la Commission du développement durable en 2001,

Rappelant que le Sommet solaire mondial qui s'est tenu à Harare les 16 et 17 septembre 1996 a adopté la Déclaration de Harare sur l'énergie solaire et le développement durable²⁴ et a approuvé l'élaboration du Programme solaire mondial 1996-2005²⁵ visant à améliorer la qualité de vie des populations, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, en utilisant davantage les énergies renouvelables, notamment dans les zones rurales des pays en développement, et que le Programme a été approuvé par la Commission solaire mondiale en juin 1997,

Rappelant également la résolution 29 C/14 que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a adoptée en novembre 1997 au sujet du Programme solaire mondial 1996-2005²⁶,

Considérant qu'il importe de faire tous les efforts nécessaires pour réaliser les objectifs énoncés dans la Déclaration de Harare,

Prenant note avec satisfaction du soutien déjà manifesté par certains États Membres donateurs et des engagements qu'ils ont pris,

1. *Remercie* les chefs d'État et de gouvernement qui ont accepté de siéger à la Commission solaire mondiale, et en particulier le Président de la Commission;

2. *Approuve* le Programme solaire mondial 1996-2005²⁵ en tant que contribution au processus général de développement durable;

3. *Invite* tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à contribuer au succès de la mise en œuvre du Programme solaire mondial 1996-2005;

4. *Invite* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en consultation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et en étroite coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organisations compétentes:

a) À mener des actions concrètes pour faire en sorte que le Programme solaire mondial 1996-2005 soit pleinement intégré dans les efforts déployés par les organismes des Nations Unies pour réaliser l'objectif du développement durable;

b) À appeler sur le Programme solaire mondial 1996-2005 l'attention des sources de financement et d'assistance technique pertinentes et à les encourager à envisager de contribuer à le mettre en œuvre;

c) À continuer de sensibiliser tous les États Membres et les institutions internationales, régionales et nationales, tant privées que publiques, à l'importance stratégique du Programme solaire mondial 1996-2005 pour assurer le développement durable, et de la leur faire mieux comprendre;

d) À lui présenter à sa cinquante-quatrième session, au titre du point intitulé «Environnement et développement durable», un rapport intitulé «Programme solaire mondial 1996-2005» relatif aux mesures qu'auront prises les différentes entités du système des Nations Unies, conformément aux dispositions de la présente résolution.

39^e séance plénière
16 octobre 1998

53/8. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions précédentes sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes²⁷,

Rappelant que le Conseil de la Ligue des États arabes a décidé de considérer la Ligue comme une organisation régionale au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies,

Notant le désir des deux organisations de consolider, développer et resserrer encore les liens qui existent entre elles dans les domaines politique, économique, social, humanitaire, culturel, technique et administratif,

²² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe I.

²³ Résolution S-19/2, annexe.

²⁴ A/53/395, annexe, sect. II.

²⁵ Ibid., annexe.

²⁶ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Actes de la Conférence générale, vingt-neuvième session, Paris, 21 octobre-12 novembre 1997, vol. 1: Résolutions.

²⁷ A/53/434.

Tenant compte du rapport du Secrétaire général intitulé «Agenda pour la paix»²⁸, en particulier la section VII, qui a trait à la coopération avec les accords et organismes régionaux, et du «Supplément à l'Agenda pour la paix»²⁹,

Convaincue que le maintien et le renforcement de la coopération entre les organismes des Nations Unies et la Ligue des États arabes servent les buts et principes des Nations Unies,

Convaincue également qu'il faut utiliser de manière plus efficace et coordonnée les ressources économiques et financières disponibles afin de servir les fins communes aux deux organisations,

Reconnaissant qu'il faut resserrer les liens de coopération entre le système des Nations Unies et la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées pour atteindre les buts et objectifs des deux organisations,

Se félicitant de la troisième réunion consacrée à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales tenue les 28 et 29 juillet 1998,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général²⁷;

2. *Félicite* la Ligue des États arabes des efforts qu'elle continue de faire pour encourager la coopération multilatérale entre les États arabes et prie les organismes des Nations Unies de continuer à lui prêter leur soutien;

3. *Sait gré* au Secrétaire général des mesures qu'il a prises pour donner suite aux propositions adoptées lors des réunions tenues par les représentants des secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies et les représentants du Secrétariat général de la Ligue des États arabes et de ses organisations spécialisées, notamment lors de leur dernière réunion générale tenue à Genève en 1997 et de la réunion sectorielle tenue au Caire du 8 au 11 juin 1998;

4. *Prie* le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétariat général de la Ligue des États arabes de coopérer encore plus étroitement, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue de réaliser les buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, de renforcer la paix et la sécurité internationales et d'assurer le développement économique et social, le désarmement, la décolonisation, l'autodétermination et l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale;

5. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts en vue de renforcer la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes et institutions des Nations Unies et la Ligue des États arabes et

ses organisations spécialisées, pour les rendre mieux à même de servir les intérêts et objectifs mutuels des deux organisations dans les domaines politique, économique, social, humanitaire, culturel et administratif;

6. *Demande* aux institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies:

a) De continuer à coopérer avec le Secrétaire général et entre eux ainsi qu'avec la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées pour donner suite aux propositions multilatérales visant à renforcer et à développer dans tous les domaines la coopération entre les organismes des Nations Unies et la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées;

b) De maintenir et intensifier les contacts et d'améliorer le mécanisme de consultation avec les programmes, organismes et institutions homologues intéressés en ce qui concerne les projets et programmes, en vue d'en faciliter l'exécution;

c) De s'associer, chaque fois que cela sera possible, avec les organisations et institutions de la Ligue des États arabes pour exécuter et mettre en œuvre des projets de développement dans la région arabe;

d) D'informer le Secrétaire général, le 15 juillet 1999 au plus tard, des progrès de leur coopération avec la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées, en particulier des mesures prises pour donner suite aux propositions multilatérales et bilatérales adoptées lors des précédentes réunions des deux organisations;

7. *Demande également* aux institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies d'intensifier leur coopération avec la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées dans les domaines prioritaires ci-après: énergie, développement rural, désertification et ceintures vertes, formation et formation professionnelle, technologie, environnement et information et documentation;

8. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en coopération avec le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, d'encourager la tenue de réunions périodiques entre représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétariat général de la Ligue des États arabes pour examiner et renforcer les mécanismes de coordination en vue d'accélérer l'application et d'intensifier le suivi des projets, propositions et recommandations multilatéraux adoptés lors des réunions des deux organisations;

9. *Recommande* que l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes des Nations Unies utilisent, dans la mesure du possible, les institutions et les connaissances techniques arabes dans les projets entrepris dans la région arabe;

10. *Se félicite* des résultats de la réunion sectorielle consacrée au commerce et au développement tenue entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes au siège de la Ligue des États arabes au Caire en juin 1998, et demande que d'autres réunions de ce type se tiennent entre les

²⁸ A/47/277-S/24111; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-septième année, Supplément d'avril, mai et juin 1992*, document S/24111.

²⁹ A/50/60-S/1995/1; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément de janvier, février et mars 1995*, document S/1995/1.

institutions spécialisées des Nations Unies et la Ligue des États arabes;

11. *Décide* que, pour resserrer la coopération et examiner et évaluer les progrès accomplis, il convient de tenir tous les deux ans une réunion générale des représentants des organismes des Nations Unies et des représentants de la Ligue des États arabes et d'organiser périodiquement des réunions sectorielles interorganisations portant sur des questions prioritaires d'une grande importance pour le développement des États arabes, sur la base d'accords entre les programmes homologues des organismes des Nations Unies et de la Ligue des États arabes et de ses organisations spécialisées;

12. *Réaffirme* qu'il importe de tenir la prochaine réunion générale des représentants des secrétariats des organismes des Nations Unies et du Secrétariat général de la Ligue des États arabes et ses organisations spécialisées consacrée à la coopération en 1999, ainsi qu'une réunion sectorielle sur les domaines prioritaires en l'an 2000;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes».

42^e séance plénière
22 octobre 1998

53/9. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 51/4 du 24 octobre 1996, relative à la promotion de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains³⁰,

Rappelant que les Nations Unies se sont notamment donné pour buts de réaliser la coopération internationale en résolvant des problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire et en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes,

Rappelant également que la Charte de l'Organisation des États américains réaffirme ces buts et principes et stipule que cette organisation est un organisme régional au sens de la Charte des Nations Unies,

Rappelant en outre ses résolutions 47/20 A du 24 novembre 1992, 47/20 B du 20 avril 1993, 48/27 B du

8 juillet 1994, 49/5 du 21 octobre 1994, 49/27 B du 12 juillet 1995, 50/86 B du 3 avril 1996 et 51/4 du 24 octobre 1996,

Consciente que, pour bien assurer un nouvel ordre international, il faut une action régionale qui s'harmonise avec celle de l'Organisation des Nations Unies,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains³⁰, ainsi que de ses efforts visant à renforcer cette coopération;

2. *Prend également note avec satisfaction* de l'échange d'informations entre le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et l'Organisation des États américains concernant la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement³¹, qui a aidé à tenir l'Organisation au courant des travaux de la Commission du développement durable;

3. *Apprécie* les travaux que l'Organisation des États américains a réalisés, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, dans le domaine de la coopération régionale et dans ses tâches de coordination avec l'Organisation des Nations Unies;

4. *Se félicite* des activités de coopération technique menées sous les auspices du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, financé par le Gouvernement italien, pour aider les petits États insulaires en développement, y compris ceux qui sont membres de l'Organisation des États américains;

5. *Recommande* qu'ait lieu en 1999 une réunion générale entre des représentants du système des Nations Unies et de l'Organisation des États américains pour poursuivre l'examen et l'évaluation des programmes de coopération et d'autres questions dont il sera décidé d'un commun accord;

6. *Exprime sa satisfaction* au sujet de l'échange avec l'Organisation des États américains de données et de rapports de fond sur l'amélioration de la condition de la femme, des questions liées à la jeunesse et l'élimination de la pauvreté;

7. *Souligne* que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains devrait être menée compte tenu des mandats et domaines de compétences respectifs des deux organisations ainsi que de leur composition, et devrait être adaptée à chaque situation, conformément à la Charte des Nations Unies;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée

³⁰ A/53/272 et Add.1.

³¹ *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Bridgetown (Barbade), 25 avril-6 mai 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.I.18 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe II.

«Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains».

42^e séance plénière
22 octobre 1998

53/10. Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier ceux qui préconisent de développer des relations amicales entre les nations et de réaliser la coopération en résolvant les problèmes d'ordre économique et social,

Rappelant ses nombreuses résolutions dans lesquelles elle a invité la communauté internationale à prendre d'urgence des dispositions efficaces pour mettre fin aux mesures économiques coercitives,

Rappelant également le document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, dans lequel il est affirmé que les mesures économiques coercitives et la promulgation de lois de caractère extraterritorial sont contraires aux règles du droit international et vont à l'encontre des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant en outre la décision adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-quatrième session ordinaire³², dans laquelle elle s'est déclarée préoccupée par le fait que des mesures économiques coercitives de caractère extraterritorial continuaient d'être imposées et a exigé l'élimination de ces mesures,

Tenant compte du document final de la huitième session de la Conférence islamique au sommet, tenue à Téhéran³³, qui a noté avec une grave préoccupation que l'application extraterritoriale de la législation interne avait un impact négatif sur l'investissement étranger dans d'autres États et a rejeté toutes les mesures coercitives visant des États membres qui cherchent à élargir leur coopération économique et leurs échanges commerciaux,

Vivement préoccupée par le fait que des États Membres continuent d'appliquer des lois économiques coercitives de caractère extraterritorial en violation des règles du droit international et des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies,

Convaincue que la prompte élimination des mesures de ce type va dans le sens des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et des dispositions pertinentes de l'Organisation mondiale du commerce,

Rappelant sa résolution 51/22 du 27 novembre 1996,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 51/22³⁴;

2. *Réaffirme* que tout État a le droit inaliénable au développement économique et social et le droit de choisir le système politique, économique et social qu'il juge le plus propice au bien-être de sa population conformément à ses plans et politiques nationaux;

3. *Exprime sa profonde préoccupation* au sujet de l'impact négatif qu'ont les mesures économiques coercitives de caractère extraterritorial imposées unilatéralement sur le commerce et la coopération financière et économique, notamment au niveau régional, ainsi que des décisions qui entravent sérieusement la libre circulation des marchandises et des capitaux aux niveaux régional et international;

4. *Demande de nouveau* que les lois de caractère extraterritorial imposant unilatéralement des sanctions aux sociétés et ressortissants d'États tiers soient abrogées;

5. *Lance de nouveau un appel* à tous les États pour qu'ils ne reconnaissent ou n'appliquent aucune mesure ni loi économique coercitive de caractère extraterritorial imposée unilatéralement par un État quel qu'il soit;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, de l'application de la présente résolution;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique».

43^e séance plénière
26 octobre 1998

53/13. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/7 du 28 octobre 1997, dans laquelle elle a recommandé que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire soit encore renforcée au moment où l'Organisation des Nations Unies se prépare à relever les défis du XXI^e siècle,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général³⁵ et l'évolution récente de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, à la suite de la conclusion d'un accord de coopération entre les deux organisations *Prenant note avec satisfaction* des résolutions adoptées et des activités exécutées par l'Union interparlementaire au cours de l'année écoulée à l'appui des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement économique et social, du droit international et des droits de

³² A/53/179.

³³ A/53/72-S/1998/156; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1998*, document S/1998/156.

³⁴ A/52/343 et Add.1 et 2.

³⁵ A/53/458.

l'homme, de la démocratie, des questions de sexospécificité et de la gouvernance,

1. *Attend avec intérêt* la poursuite de la coopération étroite entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire;

2. *Se félicite* de l'initiative prise par l'Union interparlementaire d'organiser une conférence des présidents des parlements nationaux au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de l'Assemblée du millénaire en l'an 2000 proposée par le Secrétaire général;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur les différentes activités de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, y compris les informations fournies par l'Union interparlementaire sur les préparatifs de la conférence des présidents des parlements nationaux proposée pour l'an 2000;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire».

*47^e séance plénière
28 octobre 1998*

53/14. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 36/38 du 18 novembre 1981, 37/8 du 29 octobre 1982, 38/37 du 5 décembre 1983, 39/47 du 10 décembre 1984, 40/60 du 9 décembre 1985, 41/5 du 17 octobre 1986, 43/1 du 17 octobre 1988, 45/4 du 16 octobre 1990, 47/6 du 21 octobre 1992, 49/8 du 25 octobre 1994 et 51/11 du 4 novembre 1996,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique³⁶,

Ayant entendu la déclaration faite par le Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique sur les mesures prises par ce dernier pour assurer une coopération permanente, étroite et efficace entre les deux organisations³⁷,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général³⁶;

2. *Note en les appréciant* les efforts que le Comité consultatif juridique afro-asiatique poursuit en vue de renforcer, par ses programmes et ses initiatives, le rôle de l'Organisation des Nations Unies et de ses divers organes, y compris la Cour internationale de Justice;

³⁶ A/53/306.

³⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Séances plénières*, 48^e séance (A/53/PV.48), et rectificatif.

3. *Note avec satisfaction* les progrès louables accomplis dans la voie d'une coopération renforcée et plus étendue entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif;

4. *Note également avec satisfaction* la décision prise par le Comité consultatif de participer activement aux programmes de la Décennie des Nations Unies pour le droit international et aux programmes concernant l'environnement et le développement durable, ainsi qu'à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique».

*48^e séance plénière
29 octobre 1998*

53/15. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/2 du 13 octobre 1993, par laquelle elle a octroyé le statut d'observateur à l'Organisation de coopération économique,

Rappelant également qu'un des buts de l'Organisation des Nations Unies est de promouvoir la coopération internationale dans la recherche de solutions aux problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire,

Rappelant en outre ses résolutions 50/1 du 12 octobre 1995, 51/21 du 27 novembre 1996 et 52/19 du 21 novembre 1997, dans lesquelles elle a prié instamment les institutions spécialisées et autres organismes et programmes des Nations Unies et demandé aux institutions financières internationales compétentes d'établir des consultations et des programmes avec l'Organisation de coopération économique et ses institutions associées, de les maintenir et de les développer en vue de la réalisation de leurs objectifs,

Rappelant sa résolution 52/169 M du 16 décembre 1997 relative au rétablissement de la santé de la population, à la régénération de l'environnement et au développement économique de la région de Semipalatinsk au Kazakhstan,

Consciente des progrès accomplis dans le processus de restructuration de l'Organisation de coopération économique et considérant que celle-ci devrait s'efforcer de jouer un rôle plus efficace en vue du développement socioéconomique de ses États membres à tous les niveaux, ce qui est conforme aux buts des Nations Unies pour ce qui est de favoriser le relèvement du niveau de vie et l'instauration des conditions du progrès économique et social et du développement,

Se félicitant des faits nouveaux survenus récemment en ce qui concerne la lutte contre la drogue dans la région de l'Organisation de coopération économique, notamment le resserrement de la coopération entre ladite Organisation et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et la résolution adoptée à sa huitième réunion par le Conseil des ministres de l'Organisation de coopération économique en vue de renforcer la surveillance du commerce international de précurseurs servant à la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes,

Notant que les relations établies entre l'Organisation de coopération économique et divers organismes des Nations Unies ont aidé à définir et à appuyer des programmes régionaux pour le renforcement de l'infrastructure socioéconomique des États membres de l'Organisation de coopération économique, et préconisant que les ressources disponibles continuent d'être utilisées de façon coordonnée pour promouvoir les objectifs communs des deux organisations,

1. *Prend note* de la Déclaration d'Almaty³⁸, dans laquelle, lors de leur cinquième réunion tenue à Almaty les 10 et 11 mai 1998, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Organisation de coopération économique ont de nouveau souligné l'importance que lesdits États attachaient au développement socioéconomique, à l'intensification des échanges commerciaux et à l'existence d'un réseau intégré de transport et de communications dans leurs territoires, ainsi que leur ferme volonté de promouvoir ces éléments;

2. *Prend note également* du Programme d'action de la Décennie des transports et des communications (1998-2007) de l'Organisation de coopération économique, adopté à la deuxième réunion ministérielle sur les transports et les communications tenue à Achgabat en mars 1998, et invite les institutions spécialisées et les institutions financières internationales à examiner sérieusement l'aide qui pourrait être apportée aux projets prévus dans le Programme d'action;

3. *Note avec satisfaction* que les États membres de l'Organisation de coopération économique ont signé, à Almaty en mai 1998, le texte principal de l'Accord-cadre sur le transport en transit qui vise à faciliter la circulation des marchandises et des voyageurs tant à l'intérieur de la région de l'Organisation de coopération économique que dans les pays voisins, et invite les entités compétentes du système des Nations Unies à apporter toute l'aide possible en vue d'aider à atteindre les objectifs de l'Accord-cadre, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région;

4. *Se félicite* de l'entrée en vigueur des accords sur le commerce de transit et la simplification des procédures de délivrance de visas aux hommes d'affaires dans la région de l'Organisation de coopération économique, ce qui peut, concurremment avec l'assistance technique que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement continue de fournir dans les domaines de l'efficacité commerciale et de la facilitation des échanges et des transports, contribuer au développement du commerce intrarégional et interrégional;

5. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'application de sa résolution 52/19³⁹ et se félicite de l'intensification des échanges entre les deux organisations qui servent les intérêts de chacune grâce aux arrangements de coopération conclus par l'Organisation de coopération économique avec divers organismes et programmes des Nations Unies, et prie lesdits organismes de maintenir la dynamique des contacts et de la coopération;

6. *Accueille avec satisfaction* les recommandations formulées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique à sa cinquante-quatrième session, en avril 1998, tendant à intensifier sa coopération avec l'Organisation de coopération économique dans les domaines reconnus comme étant d'intérêt commun, et invite la Commission à renforcer la collaboration avec ladite Organisation, en se concentrant sur les projets réalisables des domaines d'activité prioritaires de celle-ci, à savoir les transports et les communications, le commerce, les investissements, l'énergie, l'environnement, l'industrie et l'agriculture, pour le bien de l'ensemble de la région;

7. *Accueille également avec satisfaction* la signature par l'Organisation de coopération économique et le Programme des Nations Unies pour le développement du descriptif de projet relatif au renforcement des capacités du secrétariat de l'Organisation de coopération économique, et encourage le Programme à continuer d'améliorer l'efficacité et la rentabilité des arrangements régionaux de coopération et à créer des conditions favorables au développement durable de la région;

8. *Accueille en outre avec satisfaction* la signature par l'Organisation de coopération économique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en décembre 1997, d'un mémorandum d'accord, et invite en conséquence l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à se concerter et à collaborer, dans les limites de son mandat et de ses ressources actuels, avec l'Organisation de coopération économique en vue d'atteindre les objectifs de cette dernière dans ce domaine;

9. *Se félicite* de la tenue, à Bakou en septembre 1998, d'une conférence commune de l'Organisation de coopération économique et du Fonds des Nations Unies pour la population sur le rôle des hommes dans le domaine de la santé en matière de reproduction et de la planification familiale et demande au Fonds et aux autres organismes compétents des Nations Unies de continuer à l'avenir à mener des activités dans le domaine de la santé publique et du développement social en collaboration avec l'Organisation de coopération économique;

10. *Demande* au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et aux organismes compétents des Nations Unies de fournir, dans le cadre de la poursuite des objectifs qu'elle a fixés à sa vingtième session extraordinaire, toute l'aide possible à l'Organisation de coopération économique en vue de la réalisation de ses programmes et projets relatifs au problème mondial de la drogue;

³⁸ A/52/962, annexe.

³⁹ A/53/435.

11. *Invite* les institutions financières internationales compétentes à offrir une aide, sur les plans technique et financier selon que de besoin, aux plans de développement régional de l'Organisation de coopération économique dans les domaines d'action prioritaires;

12. *Se félicite* de la décision prise par les chefs d'État d'Asie centrale concernant la création d'un fonds international en vue de sauver la mer d'Aral et invite les organisations internationales compétentes à fournir une aide financière et technique aux programmes et projets d'assainissement, en cours et à venir, dans certains secteurs de la région de l'Organisation de coopération économique qui subissent des effets catastrophiques sur le plan écologique, notamment la mer d'Aral, la mer Caspienne, le site d'essais nucléaires de Semipalatinsk et le bassin du lac de Sarez;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique».

48^e séance plénière
29 octobre 1998

53/16. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/4 du 22 octobre 1982, 38/4 du 28 octobre 1983, 39/7 du 8 novembre 1984, 40/4 du 25 octobre 1985, 41/3 du 16 octobre 1986, 42/4 du 15 octobre 1987, 43/2 du 17 octobre 1988, 44/8 du 18 octobre 1989, 45/9 du 25 octobre 1990, 46/13 du 28 octobre 1991, 47/18 du 23 novembre 1992, 48/24 du 24 novembre 1993, 49/15 du 15 novembre 1994, 50/17 du 20 novembre 1995, 51/18 du 14 novembre 1996 et 52/4 du 22 octobre 1997,

Rappelant également sa résolution 3369 (XXX) du 10 octobre 1975, dans laquelle elle a décidé d'inviter l'Organisation de la Conférence islamique à participer à ses sessions et à ses travaux et à ceux de ses organes subsidiaires en qualité d'observateur,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique⁴⁰,

Considérant que les deux organisations souhaitent continuer de coopérer étroitement dans les domaines politique, économique, social, humanitaire, culturel et technique ainsi qu'à la recherche commune de solutions à des problèmes mondiaux tels que ceux qui ont trait à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement, à l'autodétermination, à la décolonisation, aux droits fondamentaux de l'homme et au développement économique et technique,

Rappelant les articles de la Charte des Nations Unies qui encouragent à promouvoir les buts et principes des Nations Unies par la coopération régionale,

Notant le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, ses fonds et programmes et ses institutions spécialisées et l'Organisation de la Conférence islamique, ses organes subsidiaires et ses institutions spécialisées et apparentées,

Notant également les progrès encourageants qui ont été accomplis dans les dix domaines de coopération prioritaires ainsi que dans l'identification d'autres domaines de coopération,

Convaincue que le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique et ses organes et institutions sert les buts et principes des Nations Unies,

Notant avec satisfaction que les deux organisations sont déterminées à renforcer encore leur coopération en élaborant des propositions précises dans les domaines de coopération désignés comme prioritaires ainsi que dans le domaine politique,

Se félicitant des résultats de la réunion générale des organismes et institutions des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses organes subsidiaires et institutions spécialisées et apparentées, tenue à Genève du 13 au 15 juillet 1998,

Se félicitant également de la convocation par le Secrétaire général, les 28 et 29 juillet 1998, de la troisième réunion de haut niveau des organisations régionales⁴¹, y compris l'Organisation de la Conférence islamique, avec lesquelles l'Organisation des Nations Unies a coopéré dans les domaines de la diplomatie préventive, du rétablissement de la paix et du maintien de la paix,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général⁴⁰;

2. *Prend note* des conclusions et recommandations adoptées par la réunion générale des organismes et institutions des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses organes subsidiaires et institutions spécialisées et apparentées;

3. *Note avec satisfaction* que l'Organisation de la Conférence islamique participe activement à l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour réaliser les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies;

4. *Prie* l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique de continuer de coopérer à la recherche commune de solutions à des problèmes mondiaux tels que ceux qui ont trait à la paix et à la sécurité internationales, au désarmement, à

⁴⁰ A/53/430.

⁴¹ Voir A/52/1021-S/1998/785, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de juillet, août et septembre 1998*, document S/1998/785.

l'autodétermination, à la décolonisation, aux droits fondamentaux de l'homme, au développement social et économique et à la coopération technique;

5. *Se félicite* des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique pour resserrer la coopération entre les deux institutions dans les domaines d'intérêt commun et pour examiner les moyens de renforcer les modalités de cette coopération;

6. *Accueille avec satisfaction* le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique dans les domaines du rétablissement de la paix et de la diplomatie préventive et prend note de la coopération étroite existant entre les deux institutions dans la recherche d'un règlement pacifique et durable du conflit en Afghanistan;

7. *Se félicite* des efforts faits par les secrétariats des deux organisations pour renforcer leurs échanges d'informations ainsi que leur coordination et leur coopération à propos de questions d'intérêt commun dans le domaine politique, ainsi que des consultations qu'ils poursuivent en vue d'affiner les modalités de cette coopération;

8. *Se félicite également* des réunions de haut niveau tenues périodiquement entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique, et entre des hauts fonctionnaires du secrétariat de chaque institution, et encourage leur participation aux réunions importantes des deux organisations;

9. *Encourage* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies à coopérer toujours plus étroitement avec les organes subsidiaires et les institutions spécialisées et apparentées de l'Organisation de la Conférence islamique, notamment en négociant des accords de coopération, et les invite à multiplier les contacts et les réunions entre responsables de la coordination dans les domaines d'intérêt prioritaires de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique;

10. *Demande instamment* à l'Organisation des Nations Unies et autres organismes des Nations Unies, en particulier aux institutions chefs de file, de fournir à l'Organisation de la Conférence islamique, à ses organes subsidiaires et à ses institutions spécialisées et apparentées une assistance technique et autre accrue, en vue de renforcer la coopération;

11. *Sait gré* au Secrétaire général de ce qu'il continue de faire pour renforcer la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et autres organismes des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique, ses organes subsidiaires et ses institutions spécialisées et apparentées et servir ainsi les intérêts mutuels des deux organisations dans les domaines politique, économique, social, culturel et humanitaire;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'état de la coopération entre

l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique».

48^e séance plénière
29 octobre 1998

53/17. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/8 du 16 octobre 1991, 49/141 du 20 décembre 1994 et 51/16 du 11 novembre 1996,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes⁴²,

Gardant à l'esprit les dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies relatives à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional et d'autres activités compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies,

Gardant également à l'esprit l'assistance que prête l'Organisation des Nations Unies en vue du maintien de la paix et de la sécurité dans la région des Caraïbes,

Notant avec satisfaction que la première réunion générale entre les représentants de la Communauté des Caraïbes et ses institutions associées et ceux du système des Nations Unies s'est tenue à New York les 27 et 28 mai 1997,

Se félicitant que la Vice-Secrétaire générale ait assisté, au nom du Secrétaire général, à la réunion des chefs de gouvernement des pays membres de la Communauté des Caraïbes, qui s'est tenue à Castries (Sainte-Lucie), du 30 juin au 4 juillet 1998, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Communauté,

Affirmant qu'il faut renforcer la coopération qui existe déjà entre les organismes des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes dans le domaine du développement économique et social, comme dans celui des affaires politiques et humanitaires,

Convaincue de la nécessité de coordonner l'utilisation des ressources disponibles pour servir les fins communes des deux organisations,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes⁴², et des efforts entrepris pour renforcer cette coopération;

⁴² A/53/275 et Add.1.

2. *Se félicite* que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes aient signé, le 27 mai 1997, un accord de coopération entre les secrétariats des deux organisations;

3. *Note* que s'est tenue, les 28 et 29 juillet 1998, la troisième réunion entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales⁴³, qui a examiné la possibilité de renforcer leur interaction et leur coopération dans le domaine de la prévention des conflits, et constate avec satisfaction que la réunion de suivi dans le domaine de l'alerte rapide et de la prévention des conflits sera convoquée sous peu;

4. *Demande* au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de continuer à œuvrer, en consultation avec le Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes, à la promotion et au maintien de la paix et de la sécurité dans les Caraïbes;

5. *Invite* le Secrétaire général à continuer de promouvoir et élargir la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes afin de mettre les deux organisations mieux à même d'atteindre leurs objectifs;

6. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organismes et programmes des Nations Unies de collaborer avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de la Communauté des Caraïbes pour engager, en vue de la réalisation de leurs objectifs, des consultations et des programmes communs avec la Communauté et ses institutions associées, ou pour les poursuivre et les intensifier, une attention particulière étant accordée aux domaines et questions retenus lors de la réunion des 27 et 28 mai 1997, tels qu'il figurent dans le rapport du Secrétaire général;

7. *Recommande* aux représentants de la Communauté des Caraïbes et ses institutions associées et à ceux du système des Nations Unies de tenir leur deuxième réunion générale en 1999 dans la région des Caraïbes, afin d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis dans les activités entreprises dans les domaines et concernant les questions convenus, et de se consulter sur les autres mesures et procédures qui pourraient être nécessaires pour faciliter et renforcer la coopération entre les deux organisations;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes».

49^e séance plénière
29 octobre 1998

⁴³ Voir A/52/1021-S/1998/785, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de juillet, août et septembre 1998*, document S/1998/785.

53/21. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale,

Ayant reçu le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1997⁴⁴,

Prenant note de la déclaration faite par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique⁴⁵, qui donne des renseignements supplémentaires sur le déroulement des principales activités de l'Agence en 1998,

Sachant l'importance de l'action que mène l'Agence pour encourager encore l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme le prévoit son statut, tout en respectant le droit inaliénable qu'ont les États qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁴⁶ et aux autres accords pertinents ayant force obligatoire sur le plan international et qui ont conclu avec l'Agence les accords de garanties pertinents de poursuivre la recherche, la production et l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux articles I et II et aux autres articles pertinents du Traité ainsi qu'à ses buts et à son objet,

Consciente de l'importance que revêtent les travaux de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garanties prévues dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les autres traités, conventions et accords internationaux ayant des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son statut,

Réaffirmant que l'Agence est l'autorité compétente pour vérifier et assurer, conformément à son statut et à son système de garanties, le respect des accords de garanties qu'elle a conclus avec les États parties en application des obligations que leur fait, au paragraphe 1 de son article III, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, pour empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, et réaffirmant également que rien ne doit être fait qui serait de nature à saper l'autorité de l'Agence à cet égard et que les États parties que préoccupe l'inexécution de l'accord de garanties du Traité par les États parties doivent en informer l'Agence, pièces justificatives à l'appui, laquelle examine la question, enquête, tire des conclusions et décide des mesures à prendre conformément à son mandat,

Soulignant qu'il faut appliquer à la conception et à l'exploitation des centrales nucléaires et aux activités

⁴⁴ Agence internationale de l'énergie atomique, *Rapport annuel pour 1997* (Autriche, juillet 1998) [GC(42)/5]; transmis aux membres de l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/53/286).

⁴⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Séances plénières*, 50^e séance (A/53/PV.50), et rectificatif.

⁴⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

nucléaires pacifiques les normes de sûreté les plus élevées, de façon à réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement,

Considérant qu'une expansion des activités de coopération technique relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire contribuera au bien-être des peuples du monde, sachant que les pays en développement ont spécialement besoin de l'assistance technique de l'Agence et que le financement revêt une grande importance s'ils veulent tirer effectivement parti du transfert et de l'application des techniques nucléaires à des fins pacifiques et mettre l'énergie nucléaire au service de leur développement économique, et souhaitant que les ressources que l'Agence consacre aux activités de coopération technique soient assurées, prévisibles et suffisantes pour réaliser les objectifs énoncés à l'article II de son statut,

Sachant l'importance des travaux de l'Agence concernant l'énergie nucléaire, les applications des méthodes et techniques faisant appel à l'énergie nucléaire, la sûreté nucléaire, la protection radiologique et la gestion des déchets radioactifs et, en particulier, de ce qu'elle accomplit pour aider les pays en développement dans tous ces domaines,

Prenant acte du rapport que le Directeur général a présenté à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique⁴⁷ touchant l'application des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Iraq, de ses rapports au Conseil de sécurité en date des 15 janvier 1998⁴⁸, 9 avril 1998⁴⁹, 27 juillet 1998⁵⁰ et 7 octobre 1998⁵¹ et de la résolution GC(42)/RES/3 de la Conférence générale en date du 25 septembre 1998⁵²,

Prenant note des résolutions GOV/2711 du 21 mars 1994 et GOV/2742 du 10 juin 1994 du Conseil des gouverneurs et GC(42)/RES/2 du 25 septembre 1998 de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, concernant la mise en œuvre de l'Accord entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application des garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armés nucléaires⁵³, des déclarations du Président du Conseil de sécurité en date des 31 mars 1994⁵⁴,

30 mai 1994⁵⁵ et 4 novembre 1994⁵⁶ et du fait que le Conseil des gouverneurs a donné au Directeur général, le 11 novembre 1994, l'autorisation d'exécuter toutes les tâches que, dans la déclaration du 4 novembre 1994, le Président du Conseil de sécurité demandait à l'Agence d'accomplir,

Prenant note également des résolutions GC(42)/RES/4 relative aux règles ou critères applicables au rétablissement du droit de vote, GC(42)/RES/10 relative à la Convention sur la sûreté nucléaire, GC(42)/RES/11 relative aux mesures visant à régler le problème du bogue de l'an 2000, GC(42)/RES/12 relative à la sûreté des sources de rayonnement et à la sûreté des matières radioactives, GC(42)/RES/13 relative à la sûreté du transport de matières radioactives, GC(42)/RES/14 relative à l'étude de la situation radiologique des atolls de Mururoa et Fangataufa, GC(42)/RES/15 relative au renforcement des activités de coopération technique de l'Agence, GC(42)/RES/16 relative au plan pour une production économique d'eau potable, GC(42)/RES/17 relative au renforcement de l'efficacité et l'amélioration du rendement du système des garanties et l'application du modèle de protocole, GC(42)/RES/18 relative aux mesures contre le trafic illicite de matières nucléaires et d'autres sources radioactives, GC(42)/RES/20 relative à la participation de la Palestine aux travaux de l'Agence et GC(42)/RES/21 relative à l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient, que la Conférence générale de l'Agence a adoptées le 25 septembre 1998 à sa quarante-deuxième session ordinaire,

Prenant note en outre de la résolution GC(42)/RES/19 relative aux essais nucléaires, que la Conférence générale de l'Agence a adoptée le 25 septembre 1998 à sa quarante-deuxième session ordinaire,

Notant que, dans la déclaration qu'il a faite concernant les capacités nucléaires d'Israël et la menace qu'elles représentent et que la Conférence générale de l'Agence a approuvée à sa dixième séance plénière, le Président de la quarante-deuxième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence a dit ce qui suit:

«La Conférence générale rappelle la déclaration du Président de sa trente-sixième session, tenue en 1992, relative à la question des capacités nucléaires d'Israël et de la menace qu'elles représentent, déclaration dans laquelle il était estimé qu'il ne serait pas souhaitable d'examiner cette question à la trente-septième session. À la quarante-deuxième session, à la demande de certains États membres, la question a été réinscrite à l'ordre du jour et examinée. Le Président note que certains États membres comptent l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session ordinaire de la Conférence générale»,

Notant également que, dans la déclaration qu'il a faite au titre du point 17 de l'ordre du jour concernant l'article VI du statut de l'Agence, le Président de la quarante-deuxième session ordinaire de la Conférence générale de l'Agence a instamment prié le Conseil des gouverneurs de redoubler

⁴⁷ GC(42)/14.

⁴⁸ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1998*, document S/1998/38.

⁴⁹ Ibid., *Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/312.

⁵⁰ Ibid., *Supplément de juillet, août et septembre 1998*, document S/1998/694.

⁵¹ Ibid., *Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/927.

⁵² Voir Agence internationale de l'énergie atomique, *Résolutions et autres décisions de la Conférence générale, quarante-deuxième session ordinaire, 21-25 septembre 1998* [GC(42)/RES/DEC(1998)].

⁵³ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/403.

⁵⁴ *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1994*, document S/PRST/1994/13.

⁵⁵ Ibid., document S/PRST/1994/28.

⁵⁶ Ibid., document S/PRST/1994/64.

d'efforts en vue de trouver une solution à ce problème de longue date, conformément au mandat que lui a précédemment confié la Conférence par sa résolution GC(41)/RES/20 du 3 octobre 1997 et sa décision GC(41)/DEC/10, et de faire rapport à la Conférence, à sa quarante-troisième session ordinaire, sur une formule définitive, compte tenu des progrès accomplis à ce jour,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique⁴⁴;

2. *Proclame sa confiance* dans l'action que mène l'Agence pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

3. *Se félicite* des mesures et décisions prises par l'Agence pour maintenir et renforcer l'efficacité et le rendement du système des garanties conformément au statut de l'Agence, soulignant en particulier l'importance du modèle de protocole additionnel approuvé le 15 mai 1997, affirme que les mesures visant à renforcer l'efficacité et le rendement du système de garanties nucléaires en vue de déceler toute activité nucléaire non déclarée doivent être appliquées rapidement et universellement par tous les États intéressés et autres parties, conformément à leurs engagements internationaux respectifs, et demande à tous les États intéressés et autres parties aux accords de garanties de conclure sans délai les protocoles additionnels;

4. *Prie instamment* tous les États de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence, conformément à son statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sûreté des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité et le rendement du système des garanties de l'Agence;

5. *Se félicite* des mesures et des décisions prises par l'Agence pour renforcer et financer ses activités de coopération technique qui devraient contribuer au développement durable des pays en développement et demande aux États de coopérer à leur application;

6. *Félicite* le Directeur général et le secrétariat de l'Agence des efforts impartiaux qu'ils déploient continuellement pour faire appliquer l'accord de garanties toujours en vigueur entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée, apprécie le rôle important que joue l'Agence pour ce qui est de surveiller le gel des installations nucléaires dans ce pays comme l'a demandé le Conseil de sécurité, note avec une profonde inquiétude que la République populaire démocratique de Corée continue à ne pas respecter l'accord de garanties, demande à la République populaire démocratique de Corée d'appliquer sans réserve cet accord de garanties et, à cet effet, l'engage instamment à coopérer pleinement avec l'Agence à l'application de l'accord et à prendre toutes les mesures que l'Agence pourra juger nécessaires pour préserver toute l'information dont elle pourrait avoir besoin pour vérifier que le rapport initial de la République populaire démocratique

de Corée sur le stock des matières nucléaires soumises à garanties est exact et complet;

7. *Félicite également* le Directeur général de l'Agence et ses collaborateurs de la diligence dont ils font preuve pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité 687 (1991) du 3 avril 1991, 707 (1991) du 15 août 1991, 715 (1991) du 11 octobre 1991, 1051 (1996) du 27 mars 1996, 1060 (1996) du 12 juin 1996, 1115 (1997) du 21 juin 1997, 1154 (1998) du 2 mars 1998 et 1194 (1998) du 9 septembre 1998, se félicite du rapport du Directeur général de l'Agence en date du 7 octobre 1998⁵¹, demande à l'Iraq de coopérer pleinement avec l'Agence conformément à l'obligation que lui imposent les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et le Mémoire d'accord signé le 23 février 1998 par le Vice-Premier Ministre de l'Iraq et le Secrétaire général et de reprendre immédiatement le dialogue avec l'Agence, et souligne qu'une plus grande transparence de la part de l'Iraq aiderait beaucoup à régler les quelques questions et problèmes restants;

8. *Se félicite* de l'entrée en vigueur, le 24 octobre 1996, de la Convention sur la sûreté nucléaire⁵⁷, engage tous les États à devenir parties à cette convention pour qu'elle recueille le plus grand nombre possible d'adhésions et note avec satisfaction qu'une réunion d'organisation des parties contractantes a eu lieu du 29 septembre au 2 octobre 1998 et qu'une première réunion d'examen s'ouvrira le 12 avril 1999;

9. *Se félicite également* des mesures prises par l'Agence pour épauler les efforts visant à prévenir le trafic de matières nucléaires et d'autres sources radioactives et, dans ce contexte, décide de garder à l'esprit, lors de l'élaboration d'une convention internationale sur la répression des actes de terrorisme nucléaire, les activités de l'Agence visant à prévenir le trafic de matières nucléaires et d'autres sources radioactives et à lutter contre ce trafic;

10. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de la cinquante-troisième session de l'Assemblée qui ont trait aux activités de l'Agence.

51^e séance plénière
2 novembre 1998

53/22. Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, qui préconise notamment un effort collectif pour renforcer les relations amicales entre les nations, écarter les menaces à la paix et promouvoir la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel et humanitaire, ainsi qu'en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

⁵⁷ Agence internationale de l'énergie atomique, INFCIRC/449.

Consciente des réalisations des différentes civilisations, qui témoignent du pluralisme culturel et des formes diverses de la créativité des êtres humains,

Sachant que, malgré l'intolérance, les conflits et les guerres, l'histoire de l'humanité a été marquée par une interaction positive et mutuellement avantageuse entre les civilisations,

Soulignant l'importance de la tolérance dans les relations internationales et le rôle utile que joue le dialogue comme moyen de favoriser la compréhension, d'écarter les menaces à la paix et de renforcer l'interaction et les échanges entre les civilisations,

Notant que l'Année des Nations Unies pour la tolérance a été célébrée en 1995, et considérant que la tolérance et le respect de la diversité facilitent la promotion et la protection universelles des droits de l'homme et constituent de solides fondements pour la société civile, l'harmonie sociale et la paix,

Réaffirmant que les réalisations des différentes civilisations constituent le patrimoine de l'humanité et sont, pour l'humanité tout entière, une source d'inspiration et de progrès,

Se félicitant de l'effort déployé collectivement par la communauté internationale pour développer la compréhension par un dialogue constructif entre les civilisations à l'aube du troisième millénaire,

1. *Se déclare fermement résolue* à faciliter et promouvoir le dialogue entre les civilisations;

2. *Décide* de proclamer l'année 2001 Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations;

3. *Invite* les gouvernements, les organismes des Nations Unies, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et les autres organisations internationales et les organisations non gouvernementales compétentes à préparer et exécuter des programmes culturels, éducatifs et sociaux appropriés pour promouvoir le dialogue entre les civilisations, notamment en organisant des conférences et des séminaires et en diffusant des informations et des ouvrages théoriques sur la question, et à informer le Secrétaire général de leurs activités;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport intérimaire et, à sa cinquante-cinquième session, un rapport final sur les activités entreprises en la matière.

53^e séance plénière
4 novembre 1998

53/23. Pouvoirs des représentants à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale

A

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure⁵⁸,

Approuve le premier rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

54^e séance plénière
10 novembre 1998

B

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport spécial de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure⁵⁹,

Approuve le rapport spécial de la Commission de vérification des pouvoirs.

80^e séance plénière
7 décembre 1998

C

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et la recommandation qui y figure⁶⁰,

Approuve le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

92^e séance plénière
17 décembre 1998

53/24. Année internationale de la montagne, 2002

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1998/30 du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1998⁶¹,

Rappelant également les dispositions pertinentes d'Action 21 concernant la mise en valeur durable des montagnes⁶²,

Prenant note de l'action déjà engagée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en

⁵⁸ A/53/556.

⁵⁹ A/53/726.

⁶⁰ A/53/556/Add.1.

⁶¹ Documents officiels du Conseil économique et social, Supplément n° 1 (E/1998/98).

⁶² Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

faveur de la mise en valeur durable des montagnes, et du rôle de cette organisation en tant que maître d'œuvre du chapitre 13 d'Action 21,

1. *Proclame* l'année 2002 Année internationale de la montagne;

2. *Invite* l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à jouer le rôle de chef de file pour l'Année internationale de la montagne, en collaboration avec les gouvernements, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres organismes concernés des Nations Unies et les organisations non gouvernementales;

3. *Demande* aux gouvernements, aux organisations nationales et internationales, aux organisations non gouvernementales et au secteur privé de verser des contributions volontaires conformément aux directives du Conseil économique et social concernant les années internationales et anniversaires, et d'apporter d'autres formes d'appui à l'Année internationale de la montagne;

4. *Encourage* tous les gouvernements, les organismes des Nations Unies et toutes les autres parties intéressées à profiter de l'Année internationale de la montagne pour faire mieux percevoir l'importance de la mise en valeur durable des montagnes;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'état d'avancement des préparatifs de l'Année internationale de la montagne.

54^e séance plénière
10 novembre 1998

53/25. Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/15 du 20 novembre 1997 et la résolution 1997/47 du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 1997, proclamant l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix, ainsi que sa résolution 52/13 du 20 novembre 1997, relative à une culture de la paix,

Tenant compte de la résolution 1998/54 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 1998, intitulée «Vers une culture de la paix»⁶³,

Rappelant les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme concernant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004),

Tenant compte du projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture intitulé «Vers une culture de la paix»,

Consciente que la tâche de l'Organisation des Nations Unies consistant à préserver les générations futures du fléau de la guerre exige une transition vers une culture de la paix caractérisée par des valeurs, attitudes et comportements qui reflètent et inspirent une interaction sociale et un esprit de partage fondés sur les principes de liberté, de justice et de démocratie, sur tous les droits de l'homme et sur la tolérance et la solidarité, une culture qui rejette la violence et s'emploie à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes pour résoudre les problèmes grâce au dialogue et à la négociation et qui garantit le plein exercice de tous les droits et les moyens de participer pleinement au processus de développement de la société,

Constatant qu'un préjudice et des souffrances énormes sont causés aux enfants par différentes formes de violence à chaque niveau de nos sociétés partout dans le monde et qu'une culture de la non-violence et de la paix favorise le respect de la vie et de la dignité de chaque être humain sans préjugé ni discrimination d'aucune sorte,

Reconnaissant que l'éducation a un rôle à jouer dans l'édification d'une culture de la non-violence et de la paix, particulièrement en enseignant aux enfants la pratique de la non-violence et de la paix, ce qui contribuera à la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Soulignant que la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix devrait émaner des adultes et être inculquée aux enfants, qui apprendront ainsi à vivre ensemble en harmonie, ce qui contribuera à renforcer la paix et la coopération internationales,

Soulignant que la décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde qu'il est proposé de lancer contribuera à la promotion d'une culture de la paix fondée sur les principes énoncés dans la Charte et sur le respect des droits de l'homme, la démocratie et la tolérance, la promotion du développement, l'éducation au service de la paix, la libre circulation de l'information et une plus grande participation des femmes, dans le cadre d'une démarche intégrée visant à prévenir la violence et les conflits et favoriser l'instauration et la consolidation de la paix,

Convaincue que cette décennie, au début du nouveau millénaire, contribuerait sensiblement aux efforts que déploie la communauté internationale en vue de promouvoir la paix, l'harmonie, le respect de tous les droits de l'homme, la démocratie et le développement partout dans le monde,

1. *Proclame* la période 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde;

2. *Invite* le Secrétaire général à lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, en consultation avec les États

⁶³ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23), chap. II, sect. A.

Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales concernés, un rapport et un projet de programme d'action visant à promouvoir la mise en œuvre de la Décennie aux niveaux local, national, régional et international, et à coordonner les activités de la Décennie;

3. *Invite* les États Membres à prendre les mesures nécessaires pour que la pratique de la non-violence et de la paix soit enseignée à tous les niveaux de leurs sociétés respectives, y compris dans les établissements d'enseignement;

4. *Invite* les organismes compétents des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que les organisations non gouvernementales, les institutions et groupes religieux, les établissements d'enseignement et les artistes et les médias à appuyer activement la Décennie pour le bien de chaque enfant du monde;

5. *Décide* d'examiner à sa cinquante-cinquième session la question de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010) au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Culture de la paix».

55^e séance plénière
10 novembre 1998

53/26. Assistance à l'action antimines

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/7 du 19 octobre 1993, 49/215 du 23 décembre 1994, 50/82 du 14 décembre 1995, 51/149 du 13 décembre 1996 et 52/173 du 18 décembre 1997, relatives à l'assistance au déminage, toutes adoptées sans avoir été mises aux voix,

Considérant que l'action antimines est un élément important des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine humanitaire et dans celui du développement,

Constatant une fois de plus avec une profonde inquiétude l'immensité du problème humanitaire dû à la présence de mines et autres engins non explosés, qui a des répercussions socioéconomiques graves et durables sur les populations des régions minées et constitue un obstacle au retour des réfugiés et des personnes déplacées, aux opérations d'aide humanitaire, à la reconstruction et au développement économique, ainsi qu'au rétablissement de conditions sociales normales,

Exprimant de nouveau sa consternation devant le nombre élevé de victimes que font les mines, notamment parmi la population civile, en particulier les enfants, et rappelant à cet égard les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1995/79 du 8 mars 1995⁶⁴, 1996/85 du 24

avril 1996⁶⁵, 1997/78 du 18 avril 1997⁶⁶ et 1998/76 du 22 avril 1998⁶⁷, relatives aux droits de l'enfant, ainsi que les résolutions 1996/27 du 19 avril 1996⁶⁵ et 1998/31 du 17 avril 1998⁶⁷ et la décision 1997/107 du 11 avril 1997⁶⁶, relatives aux droits fondamentaux des handicapés,

Profondément alarmée par le nombre de mines qui continuent d'être posées chaque année, s'ajoutant au grand nombre de mines et autres engins non explosés datant de conflits armés, et convaincue par conséquent que la communauté internationale doit d'urgence intensifier ses efforts de déminage en vue d'éliminer dès que possible le danger que les mines présentent pour les civils,

Notant les décisions adoptées par la Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination⁶⁸, en particulier celles qui ont trait au Protocole II se rapportant à la Convention et à l'inclusion dans la version modifiée du Protocole⁶⁹ d'un certain nombre de dispositions revêtant une grande importance pour les opérations de déminage, notamment les spécifications concernant la détectabilité,

Notant également que le Protocole II se rapportant à la Convention, sous sa forme modifiée, entrera en vigueur le 3 décembre 1998,

Rappelant que les États parties ont déclaré, lors de la Conférence chargée de l'examen de la Convention, qu'ils étaient déterminés à maintenir les dispositions du Protocole II à l'étude afin de garantir qu'il soit fait droit aux préoccupations concernant les armes qu'il vise, et qu'ils encourageraient l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations à poursuivre les efforts qu'elles font pour traiter tous les problèmes que soulèvent les mines terrestres,

Notant que la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, adoptée à la Conférence d'Oslo le 18 septembre 1997 et ouverte à la signature à Ottawa le 3 décembre 1997, dans laquelle il est souligné, entre autres choses, que les États parties qui sont en mesure de le faire devraient fournir une assistance aux activités de déminage et activités connexes, aux soins aux victimes des mines et à leur rééducation, ainsi qu'à leur réinsertion sociale et économique, et aux programmes de sensibilisation au danger des mines, a été signée par plus de cent trente États,

Notant également que la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction entrera en vigueur le 1^{er} mars 1999,

⁶⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1995, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

⁶⁵ *Ibid.*, 1996, *Supplément n° 3* et rectificatif (E/1996/23 et Corr.1), chap. II, sect. A.

⁶⁶ *Ibid.*, 1997, *Supplément n° 3* (E/1997/23), chap. II.

⁶⁷ *Ibid.*, 1998, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

⁶⁸ CCW/CONF.I/16 (Partie I).

⁶⁹ *Ibid.*, annexe B.

Encouragée par les initiatives prises aux conférences tenues à Elseneur (Danemark), à Bonn (Allemagne) et à Tokyo, notamment en ce qui concerne l'élaboration de normes et de procédures internationales pour les opérations de déminage humanitaire, ainsi que la mise au point de nouvelles techniques de détection et d'enlèvement des mines terrestres et de rééducation des victimes, propres à permettre à ces opérations de se dérouler dans des conditions de sécurité, d'efficacité et de professionnalisme accrues dans le monde entier,

Prenant note du Plan d'action sur les mines terrestres adopté par la première Conférence continentale des experts africains des mines terrestres, tenue à Kempton Park (Afrique du Sud), et de la résolution adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, à Harare, concernant le rapport du Secrétaire général de cette organisation sur la question des mines antipersonnel et l'action internationale menée pour aboutir à une interdiction totale de ces mines⁷⁰,

Prenant note également du Programme d'action antimines élaboré lors du Forum d'action antimines tenu à Ottawa au mois de décembre 1997 et des résultats de l'Atelier consacré à la coordination de l'action antimines tenu au mois de mars 1998 à Ottawa,

Prenant note en outre des résultats de la Conférence sur le déminage humanitaire international tenue à Washington au mois de mai 1998,

Prenant note des conférences internationales récemment tenues sur les techniques de déminage à Karlsruhe (Allemagne) et au Centre commun de recherche à Ispra (Italie), sur les dommages corporels causés par les mines et la rééducation des victimes à Amman, sur l'application des obligations découlant des traités dans les forces armées à Vienne, et d'autres réunions internationales se rapportant à la question,

Prenant note également du Forum international sur le déminage et l'aide aux victimes du déminage tenu à Phnom Penh au mois d'octobre 1998, lors duquel il a été souligné qu'il importait que les pays concernés aient la maîtrise des programmes de déminage et que les opérations de déminage soient menées en association avec la communauté internationale en vue d'atteindre l'objectif de «zéro victime»,

Soulignant qu'il importe de relever l'emplacement des mines, de conserver les relevés effectués et, à la cessation des hostilités, de mettre ceux-ci à la disposition des parties concernées, et accueillant avec satisfaction le renforcement des dispositions pertinentes du droit international,

Soulignant également qu'il faut convaincre les États touchés par les mines d'arrêter tout nouveau déploiement de mines antipersonnel afin de garantir l'efficacité et l'efficacité des opérations de déminage,

Consciente que la communauté internationale, en particulier les États qui posent des mines, peut faciliter grandement les opérations de déminage dans les pays

concernés en fournissant les cartes et informations nécessaires et l'assistance technique et matérielle voulue pour supprimer ou neutraliser les champs de mines, ainsi que les mines et les pièges,

Considérant la grave menace que les mines et autres engins non explosés font peser sur la sécurité, la santé et la vie du personnel participant aux programmes et opérations de secours humanitaires, de maintien de la paix et de relèvement,

Sachant qu'il ne sera possible de remédier au problème des mines terrestres dans le monde que si l'on parvient à accélérer sensiblement le déminage,

Notant avec préoccupation qu'il n'existe que peu de matériel de détection et de déminage qui soit peu dangereux et économique et qu'il n'y a pas de coordination effective à l'échelle mondiale des activités de recherche-développement visant à améliorer les techniques, et consciente de la nécessité de promouvoir des progrès plus rapides dans ce domaine et d'encourager la coopération technique internationale à cette fin,

Considérant qu'outre les États, auxquels il appartient au premier chef d'agir, l'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer en matière d'assistance à l'action antimines,

Notant avec satisfaction que le mandat de plusieurs opérations de maintien de la paix prévoit des travaux de déminage exécutés, dans le cadre de ces opérations, sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat,

Se félicitant des mesures que le système des Nations Unies, les gouvernements donateurs et les gouvernements bénéficiaires, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales ont déjà prises pour coordonner leur action et résoudre les problèmes liés à la présence de mines et autres engins non explosés, ainsi que de l'aide qu'ils fournissent aux victimes des mines,

Se félicitant également de ce que le Secrétaire général a fait pour faire mieux connaître le problème des mines et pour créer la base centrale de données sur les mines terrestres regroupant des informations sur la sensibilisation au danger des mines et sur les techniques de déminage,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'assistance au déminage⁷¹;

2. *Se félicite*, en particulier, de l'action menée par l'Organisation pour favoriser la création de capacités nationales de déminage dans les pays où les mines font peser une grave menace sur la sécurité, la santé et la vie des habitants et, soulignant qu'il importe de mettre en place de telles capacités, prie instamment tous les États Membres et les organisations régionales, surtout ceux qui sont le mieux en mesure de le faire, d'aider les pays touchés par les mines à créer leurs propres capacités de déminage ou à les développer;

⁷⁰ Voir A/52/465, annexe I.

⁷¹ A/53/496.

3. *Invite* les États Membres à mettre au point, en coopération, le cas échéant, avec les organisations régionales et les organismes compétents des Nations Unies, des programmes nationaux de sensibilisation au danger des mines, destinés en particulier aux enfants;

4. *Remercie* les gouvernements et les organisations régionales qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage et d'autres programmes de déminage et les engage à continuer de le faire;

5. *Encourage* tous les programmes et organismes multilatéraux et nationaux concernés, agissant en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, à inclure des activités antimines dans leurs programmes d'aide humanitaire et d'aide au relèvement, à la reconstruction et au développement, selon qu'il conviendra, sachant que les pays doivent avoir la maîtrise des programmes, que ceux-ci doivent être durables et qu'il faut renforcer les capacités nationales;

6. *Souligne* qu'il importe que la communauté internationale contribue à l'aide d'urgence à apporter aux victimes de mines ainsi qu'aux programmes de traitement, de rééducation et de réinsertion socioéconomique qui leur sont destinés;

7. *Souligne de nouveau*, à cet égard, l'importance d'une coordination efficace par l'Organisation des Nations Unies des activités antimines, y compris celles des organisations régionales, et prend note avec satisfaction, à cet égard, de la politique en matière d'action antimines et de coordination efficace exposée par le Secrétaire général dans l'annexe II de son rapport⁷¹, qui énonce les principes fondamentaux régissant l'action antimines de l'Organisation et précise les rôles et les responsabilités des organismes des Nations Unies;

8. *Encourage* le Secrétaire général à continuer d'élaborer une stratégie globale d'action antimines, en prenant en considération les répercussions que le problème des mines terrestres a sur le processus de relèvement, de reconstruction et de développement, afin de garantir l'efficacité de l'aide que l'Organisation apporte dans le domaine de l'action antimines et souligne, à cet égard, l'importance de nouvelles évaluations et études multisectorielles;

9. *Accueille avec satisfaction* la création du Service d'action antimines de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du Département des opérations de maintien de la paix, qui est chargé, en tant qu'élément central du système des Nations Unies pour l'action antimines, de collaborer avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et d'en coordonner toutes les activités concernant les mines;

10. *Engage instamment* les États Membres, les organisations régionales, les organisations gouvernementales et non gouvernementales et les fondations à continuer d'apporter leur concours et leur coopération sans réserve au Secrétaire général et, en particulier, de lui fournir toutes les informations et données et les autres ressources qui pourraient être utiles au renforcement du rôle de coordination de l'Organisation en matière d'action antimines, en particulier dans les domaines de la sensibilisation au danger des mines,

de la formation, de la réalisation de levés de champs de mines, de la détection, du déminage, de la recherche scientifique sur les techniques de détection des mines et de déminage ainsi que de l'assistance aux victimes, y compris la distribution de matériel et fournitures médicaux et de la diffusion d'informations à leur sujet;

11. *Demande* aux États Membres, surtout à ceux qui sont le mieux en mesure de le faire, de fournir, selon les besoins, les informations et l'assistance technique et matérielle nécessaires, et de s'employer dès que possible à localiser, éliminer, détruire ou neutraliser les champs de mines, mines, pièges et autres engins, conformément au droit international;

12. *Prie instamment* les États Membres, les organisations régionales, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les fondations qui sont le mieux en mesure de le faire de fournir, selon les besoins, une assistance technique aux pays touchés par les mines ainsi que d'encourager les travaux scientifiques de recherche-développement sur les techniques de déminage humanitaire, afin que les activités de déminage puissent être menées de manière plus efficace et moins onéreuse et dans de meilleures conditions de sécurité, et de favoriser la collaboration internationale dans ce domaine;

13. *Encourage* les États Membres, les organisations régionales, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les fondations à continuer d'appuyer les activités entreprises pour promouvoir la mise au point de techniques appropriées, ainsi que l'élaboration de normes opérationnelles et de sécurité internationales pour les activités de déminage humanitaire, notamment en donnant suite sans tarder aux recommandations de la Conférence internationale sur les techniques de déminage⁷²;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur les progrès réalisés en ce qui concerne les questions évoquées dans ses précédents rapports concernant l'assistance au déminage et dans la présente résolution, et sur le fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage et d'autres programmes de déminage;

15. *Suggère*, à cet égard, que le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage et d'autres programmes de déminage s'appelle désormais Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à l'action antimines;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Assistance à l'action antimines».

60^e séance plénière
17 novembre 1998

53/27. Bethléem 2000

L'Assemblée générale,

Rappelant que la ville palestinienne de Bethléem est le lieu où est né Jésus-Christ et l'un des sites les plus chargés d'histoire et de sens de la planète,

⁷² Voir A/51/472, annexe.

Notant que c'est à Bethléem, ville de paix, que sera célébré l'avènement d'un nouveau millénaire porteur d'espoir pour tous les peuples du monde,

Soulignant l'importance extraordinaire que cet événement revêt pour le peuple palestinien, pour les peuples de la région et pour la communauté internationale tout entière, du fait de ses dimensions à la fois religieuses, historiques et culturelles,

Consciente que le projet Bethléem 2000 est une célébration multiforme qui débutera à Noël 1999 pour se conclure à Pâques 2001,

Consciente également de l'aide qui sera nécessaire pour mener à bien le projet et reconnaissant des mesures qui ont déjà été prises pour accroître l'engagement et la participation de la communauté internationale, y compris les pays donateurs, les organismes des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale, ainsi que la Commission européenne, les institutions religieuses et autres,

Convaincue que la situation dans la région de Bethléem doit changer immédiatement, en particulier pour que la circulation y soit libre,

Soulignant qu'il faut que les fidèles de toutes les confessions et les visiteurs de toutes les nationalités puissent accéder librement et sans restriction aux Lieux saints à Bethléem,

Exprimant l'espoir que le processus de paix au Moyen-Orient progressera rapidement et qu'un règlement définitif interviendra entre les parties palestinienne et israélienne dans les délais convenus, de façon que le millénaire puisse être célébré comme il convient dans un climat de paix et de réconciliation,

1. *Se réjouit* de l'imminence de cette manifestation mondiale et historique qui marquera à la fois la commémoration de la naissance de Jésus-Christ à Bethléem et le début du troisième millénaire, symbole de l'aspiration à la paix commune à tous les peuples du monde;

2. *Manifeste* son appui au projet Bethléem 2000 et salue les efforts entrepris à cet égard par l'Autorité palestinienne;

3. *Prend note avec gratitude* de l'aide apportée de par le monde au projet Bethléem 2000 et demande à l'ensemble de la communauté internationale, y compris au secteur privé, d'accroître son appui et son engagement en faveur du projet, afin d'assurer la réalisation et le succès de cette manifestation grandiose;

4. *Prie* le Secrétaire général de mobiliser les organisations et institutions compétentes des Nations Unies pour qu'elles redoubtent d'efforts afin d'assurer le succès du projet Bethléem 2000;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Bethléem

2000», afin d'avoir une nouvelle occasion de réaffirmer, immédiatement avant la commémoration, son soutien au projet.

61^e séance plénière
18 novembre 1998

53/28. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/139 du 17 décembre 1991, 47/92 du 16 décembre 1992, 48/100 du 20 décembre 1993, 50/161 du 22 décembre 1995, 50/227 du 24 mai 1996, 51/202 du 17 décembre 1996 et 52/25 du 26 novembre 1997,

Rappelant également la décision 1991/230 du Conseil économique et social, en date du 30 mai 1991, les résolutions du Conseil 1992/27 du 30 juillet 1992, 1995/60 du 28 juillet 1995, 1996/7 du 22 juillet 1996, 1996/36 du 26 juillet 1996, 1997/56 du 23 juillet 1997 et 1998/44 et 1998/46 du 31 juillet 1998, ainsi que ses conclusions concertées 1995/1 du 28 juillet 1995, 1996/1 du 26 juillet 1996 et 1997/1 du 25 juillet 1997,

1. *Réaffirme* les engagements pris par les chefs d'État et de gouvernement dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social⁷³ et dans le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social⁷⁴, notamment leur promesse d'accorder la priorité absolue aux politiques et actions menées aux niveaux national, régional et international qui visent à promouvoir le progrès social et la justice sociale, à améliorer la condition humaine et à réaliser l'intégration sociale, avec la pleine participation de tous;

2. *Se déclare profondément préoccupée* par la gravité de la crise économique actuelle dans de nombreuses régions du monde et par ses répercussions sociales et économiques qui démontrent la nécessité d'appliquer pleinement les engagements pris au Sommet, et réaffirme qu'il faut continuer d'évaluer l'impact des programmes d'ajustement structurel, notamment en intégrant les dimensions sociales;

3. *Souligne* qu'il est urgent de faire des objectifs de développement social énoncés dans la Déclaration de Copenhague et le Programme d'action du Sommet l'élément central du processus de formulation des politiques économiques, y compris celles qui agissent sur les forces du marché au niveau national et mondial et sur l'économie mondiale;

4. *Souligne également* qu'il faut relancer partout le développement économique et social suivant un cadre qui place l'être humain au centre du développement et vise à répondre rapidement et plus efficacement aux besoins des individus, notamment en renforçant l'interaction positive entre les politiques économiques et les politiques sociales, et insiste sur la nécessité d'une volonté politique forte et soutenue, aux

⁷³ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe I.

⁷⁴ *Ibid.*, annexe II.

niveaux national, régional et international, d'investir dans l'être humain et dans son bien-être afin d'atteindre les objectifs de développement social;

5. *Prend note* des rapports du Secrétaire général sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social⁷⁵, sur la mise en œuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)⁷⁶ et sur le rôle du microcrédit dans l'élimination de la pauvreté⁷⁷;

Importance cruciale de l'action nationale et de la coopération internationale pour le développement social

6. *Souligne* que le développement social et l'application du Programme d'action du Sommet relèvent au premier chef de la responsabilité des gouvernements et qu'une coopération et une assistance internationales renforcées et coordonnées sont essentielles pour leur pleine mise en œuvre;

7. *Réaffirme* que la coopération internationale exercée dans un esprit de partenariat et de solidarité entre tous les pays contribue à créer un environnement propice à la réalisation des objectifs de développement social;

8. *Demande* à tous les gouvernements et au système des Nations Unies de promouvoir une politique vigoureuse et manifeste consistant à appliquer systématiquement une perspective sexospécifique et à utiliser l'analyse par sexe comme moyen d'intégrer une dimension antisexiste dans la planification et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes de développement social;

9. *Réitère l'appel* lancé aux gouvernements lors du Sommet pour qu'ils évaluent régulièrement les progrès faits par les pays dans l'application des décisions du Sommet et les encourage à fournir des renseignements en suivant les directives formulées par le Secrétaire général pour la présentation de rapports sur les progrès faits et les obstacles rencontrés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action;

10. *Considère* que la tenue, les 17 et 18 septembre 1998, de sa réunion de haut niveau consacrée à la relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat, sur le thème général «Répercussions sociales et économiques de la mondialisation et de l'interdépendance, et leurs incidences politiques», a permis de progresser vers une plus grande coopération et un renforcement du partenariat entre les membres de la communauté internationale;

Mobilisation de ressources financières

11. *Réaffirme* que la mobilisation aux niveaux national et international de ressources pour le développement, en provenance de toutes les sources, est essentielle pour qu'il soit donné suite de façon concrète et effective au Sommet;

12. *Demande* à tous les pays d'élaborer des politiques économiques visant à promouvoir et mobiliser l'épargne intérieure et à attirer des ressources extérieures pour les investissements productifs, de rechercher des sources novatrices de financement, tant publiques que privées, pour les programmes sociaux, en veillant à ce qu'elles soient utilisées efficacement, dans le cadre du processus budgétaire, de veiller à la transparence et à la justification de l'emploi des ressources publiques, et de donner la priorité à la prestation de services sociaux de base et à l'amélioration de ces services;

13. *Se déclare préoccupée* par le fait que l'instabilité des flux de capitaux à court terme peut avoir des conséquences négatives pour le développement social, compromettre la réalisation des objectifs du Sommet et retarder les progrès faits pour en mettre en œuvre les résultats, surtout dans les pays en développement, et souligne qu'il faut étudier les moyens de résoudre ce problème;

14. *Réaffirme* que la concrétisation d'une coopération internationale renforcée en faveur du développement, y compris le développement social, nécessite un fort engagement politique de la part de la communauté internationale, que la mobilisation de ressources internes et internationales pour le développement auprès de toutes les sources possibles est indispensable à la réalisation globale et efficace du développement, qu'un surcroît d'efforts s'impose pour mobiliser et fournir des ressources financières nouvelles et supplémentaires en faveur du développement des pays en développement et que, malgré l'augmentation des flux de capitaux privés, l'aide publique au développement reste une source essentielle de financement extérieur, et note que les pays développés réaffirment qu'ils porteront le plus tôt possible, comme ils l'ont promis, le montant de cette aide aux niveaux fixés comme objectifs par l'Organisation des Nations Unies, soit 0,7 p. 100 de leur produit national brut pour le montant global de l'aide publique au développement et 0,15 p. 100 de leur produit national brut pour l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés, que les pays donateurs qui ont déjà atteint le taux de 0,15 essaieront de le porter à 0,20 p. 100 et qu'il faut aussi faire en sorte que l'aide publique au développement soit plus effective et la diriger d'abord vers les pays les plus pauvres;

15. *Réaffirme également* qu'il importe que les pays partenaires intéressés, développés et en développement, s'engagent d'un commun accord à consacrer respectivement, en moyenne, 20 p. 100 de l'aide publique au développement et 20 p. 100 du budget national aux programmes sociaux de base;

16. *Demande* à la communauté internationale, y compris les institutions financières internationales, de mettre en œuvre pleinement et efficacement toutes les initiatives susceptibles de contribuer à régler durablement les problèmes d'endettement des pays en développement, en particulier les pays d'Afrique et les pays les moins avancés, et de soutenir ainsi les efforts que font ces pays pour assurer leur développement social et, dans ce contexte, réaffirme que les institutions de Bretton Woods doivent progresser davantage dans l'application des recommandations du Sommet, y compris l'Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés;

⁷⁵ A/53/211.

⁷⁶ A/53/329.

⁷⁷ A/53/223 et Add.1.

17. *Considère* qu'il est indispensable que les pays à économie en transition bénéficient d'une coopération technique appropriée et d'autres formes d'assistance, comme le prévoient la Déclaration et le Programme d'action;

Participation de la société civile et d'autres acteurs

18. *Réaffirme* qu'il faut que les gouvernements agissent en collaboration et en coopération étroites avec les acteurs de la société civile, les partenaires sociaux, les principaux groupes visés dans l'Action 21⁷⁸, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé, afin de mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action et d'en assurer le suivi, et qu'ils veillent à ce que ces derniers participent à la planification, à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des politiques sociales au niveau national;

19. *Encourage* les organisations non gouvernementales à participer, dans toute la mesure possible, aux travaux de la Commission du développement social, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996, et à ses décisions 1996/315 du 14 novembre 1996 et 1997/298 du 23 juillet 1997, ainsi qu'au processus de suivi et d'application des conclusions du Sommet;

Rôle du système des Nations Unies

20. *Accueille avec satisfaction* la résolution 36/1 adoptée par la Commission du développement social sur le thème prioritaire «Promotion de l'intégration sociale et de la participation de l'ensemble de la population, y compris les groupes et personnes désavantagés et vulnérables» et les conclusions concertées qu'elle contient⁷⁹;

21. *Accueille également avec satisfaction* le communiqué ministériel adopté par le Conseil économique et social lors du débat de haut niveau de sa session de fond de 1998 consacré au thème «Accès aux marchés: faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation»⁸⁰, et la décision 1998/298 du 5 août 1998, dans laquelle le Conseil a décidé de consacrer le débat de haut niveau de sa session de fond de 1999 au thème «Le rôle de l'emploi et du travail dans l'élimination de la pauvreté: renforcement des moyens d'action et promotion de la femme»;

22. *Rappelle* la session que le Conseil économique et social a consacré du 13 au 15 mai 1998 à l'application et au suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées par l'Organisation des Nations Unies, et, à cet égard, prend note de la résolution

1998/44 du Conseil ainsi que de sa décision 1998/290 du 31 juillet 1998, intitulée «Indicateurs de base pour l'application et le suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et sommets internationaux organisés par l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes»;

23. *Sait gré* aux fonds et programmes des efforts qu'ils déploient pour aider les pays à mettre à exécution, aux niveaux national, régional et international, tous les engagements pris au sommet;

24. *Sait gré également* au Programme des Nations Unies pour le développement des efforts qu'il déploie pour atteindre les objectifs fixés lors du Sommet en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté, notamment en Afrique et dans les pays les moins avancés;

25. *Sait gré en outre* à l'Organisation internationale du Travail de sa contribution à la réalisation des objectifs du Sommet, en particulier de ses activités de promotion du développement de l'emploi productif et de lutte contre le chômage dans le cadre de la promotion du développement social;

26. *Note* qu'à sa trente-septième session, en 1999, la Commission du développement social examinera le thème «Services sociaux pour tous», et souligne l'importance de la participation et de l'appui des fonds et programmes ainsi que des institutions spécialisées, notamment l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à la promotion et à la réalisation de l'engagement pris lors du Sommet – promouvoir l'accès de tous, sur un pied d'égalité, à une éducation de qualité, des normes optimales de santé physique et mentale et l'accès de tous aux soins de santé primaires;

27. *Demande instamment* aux commissions régionales de continuer de participer à l'action entreprise pour réaliser les objectifs du Sommet et de soutenir cette action, aux niveaux régional et sous-régional, et les invite à nouveau, conformément à leur mandat et en collaboration avec les organisations intergouvernementales et les banques régionales, à réunir tous les deux ans des responsables politiques de haut niveau afin qu'ils examinent les progrès accomplis dans la mise en œuvre des résultats du Sommet, procèdent à des échanges de vues, recensent et mettent en commun les pratiques optimales et les enseignements tirés et définissent de nouvelles initiatives pour renforcer la mise en œuvre;

28. *Note avec satisfaction* à cet égard que la Commission économique pour l'Afrique va organiser des réunions sous-régionales en décembre 1998 et en 1999 et que la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale va organiser une réunion régionale en décembre 1998, en vue d'évaluer le suivi du Sommet dans ces régions;

La session extraordinaire de l'Assemblée générale et sa préparation

29. *Rappelle* sa résolution 50/161, dans laquelle elle a décidé de tenir une session extraordinaire en 2000 pour

⁷⁸ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

⁷⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 6 (E/1998/26-E/CN.5/1998/7), chap. I, sect. B.

⁸⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 (A/53/3), chap. IV.

procéder à un examen et à une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du Sommet et pour envisager des interventions et des initiatives nouvelles;

30. *Rappelle également* sa résolution 52/25, dans laquelle elle a décidé de créer un comité préparatoire ouvert à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, auquel pourraient participer des observateurs, conformément à la pratique suivie par l'Assemblée générale;

31. *Prend note* du rapport et des décisions du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives⁸¹;

32. *Rappelle* que les objectifs de la session extraordinaire seront de réaffirmer la Déclaration et le Programme d'action approuvés lors du Sommet et non de les renégocier, de faire le point des progrès accomplis et des obstacles rencontrés, ainsi que des enseignements tirés de l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action aux niveaux national, régional et international, et de recommander des interventions et des initiatives concrètes en vue de contribuer aux efforts aux fins de la mise en œuvre intégrale et efficace de la Déclaration et du Programme d'action;

33. *Rappelle* l'ordre du jour provisoire de la première session du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial pour le développement social et à l'examen de nouvelles initiatives, tel qu'adopté dans la décision 53/405 du 7 octobre 1998;

34. *Réaffirme* qu'il faut intégrer une perspective sexospécifique à tous les niveaux des préparatifs de la session extraordinaire et des travaux de celle-ci;

35. *Prend note* de la recommandation du Comité préparatoire tendant à ce que la Commission du développement social, qui a la responsabilité primordiale du suivi et de l'examen de l'application de la Déclaration et du Programme d'action, soit chargée de servir de cadre pour l'examen des rapports nationaux, en tirant parti des données d'expérience communiquées et, sur cette base, en identifiant en 1999 et en 2000 les domaines dans lesquels de nouvelles initiatives seront nécessaires, pour examen par le Comité préparatoire⁸²;

36. *Réaffirme* la décision du Comité préparatoire selon laquelle il devrait tenir compte, pour ses activités de fond, des résultats d'autres grandes conférences des Nations Unies et des apports d'autres organes et institutions spécialisées compétents du système des Nations Unies, communiqués à temps pour les sessions de fond du Comité⁸³;

37. *Invite* tous les organes, fonds et programmes compétents ainsi que les institutions spécialisées du système des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, à contribuer et à participer activement aux préparatifs et à la session extraordinaire en présentant des communications en vue de l'évaluation d'ensemble de la réalisation des objectifs fixés à Copenhague et, notamment, en présentant des propositions en vue de nouvelles interventions et initiatives;

38. *Invite* l'Organisation mondiale du Travail, qui, en raison de son mandat, de sa structure tripartite et de ses compétences techniques, a un rôle particulier à jouer dans le domaine de l'emploi et du développement social, à participer activement aux préparatifs et à la session extraordinaire, à contribuer à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de la mise en œuvre des résultats du Sommet et à envisager de nouvelles interventions et initiatives dans ce domaine;

39. *Invite* les gouvernements à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour le suivi du Sommet mondial pour le développement social afin d'appuyer la participation des pays les moins avancés aux travaux du Comité préparatoire et à la session extraordinaire, ainsi que les travaux entrepris par le Secrétariat pour préparer la session extraordinaire;

Arrangements en vue des sessions futures du Comité préparatoire et de la session extraordinaire

40. *Note* que le Comité préparatoire a décidé de tenir sa première session de fond à New York du 17 au 28 mai 1999 et sa deuxième session, à New York également, du 3 au 14 avril 2000⁸⁴;

41. *Décide* que le Comité préparatoire devrait créer un groupe de travail de session à composition non limitée durant la deuxième semaine de sa première session de fond, pour faciliter les consultations sur les questions d'organisation de la session extraordinaire;

42. *Prend acte* de la note du Secrétaire général sur les préparatifs de la session extraordinaire⁸⁵;

43. *Sait gré* au Gouvernement suisse de son offre d'accueillir la session extraordinaire à l'Office des Nations Unies à Genève;

44. *Décide* que la session extraordinaire se tiendra à Genève du 26 au 30 juin 2000;

45. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-quatrième session sur la suite donnée au Sommet;

46. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social».

62^e séance plénière
19 novembre 1998

⁸¹ Ibid., *Supplément n° 45* (A/53/45).

⁸² Ibid., chap. VI, sect. B, décision 3, al. a.

⁸³ Ibid., décision 4.

⁸⁴ Ibid., décision 6, al. b.

⁸⁵ A/53/210.

53/30. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit le Chapitre XVIII de la Charte des Nations Unies et le fait qu'il importe de parvenir à un accord général, comme elle l'a souligné dans sa résolution 48/26 du 3 décembre 1993, *se détermine* à n'adopter aucune résolution ou décision sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes, sans le vote affirmatif des deux tiers au moins des membres de l'Assemblée générale.

66^e séance plénière
23 novembre 1998

53/31. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies

L'Assemblée générale,

Consciente des liens indissolubles qui existent entre les principes consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme⁸⁶ et les fondements de toute société démocratique,

Rappelant la Déclaration de Manille⁸⁷ adoptée en juin 1988 par la première Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies⁸⁸,

Considérant les grands changements qui se produisent sur la scène internationale et l'aspiration de tous les peuples à un ordre international fondé sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies, notamment le renforcement et l'encouragement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous et du respect d'autres principes importants tels que l'égalité de droits et l'autodétermination des peuples, la paix, la démocratie, la justice, l'égalité, la primauté du droit, le pluralisme, le développement, l'amélioration des conditions de vie et la solidarité,

Rappelant sa résolution 49/30 du 7 décembre 1994, dans laquelle elle reconnaissait l'importance de la Déclaration de Managua⁸⁹ et du Plan d'action⁹⁰ adoptés en juillet 1994 par la deuxième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies, ainsi que ses résolutions 50/133 du 20 décembre 1995, 51/31 du 6 décembre 1996 et 52/18 du 21 novembre 1997,

Rappelant également le document intitulé «Examen de la situation et recommandations» adopté par la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies tenue à Bucarest du 2 au 4 septembre 1997, sur le

thème «Démocratie et développement»⁹¹, dans lequel des directives, principes et recommandations ont été adressés aux gouvernements, à la société civile, au secteur privé, aux pays donateurs et à la communauté internationale,

Notant en particulier les recommandations adressées dans le même document aux organismes des Nations Unies et aux institutions financières internationales⁹²,

Prenant note avec satisfaction des séminaires, ateliers et conférences sur la démocratisation et la bonne gouvernance organisés en 1998, ainsi que de ceux qui sont prévus sous les auspices de la Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies,

Prenant note des vues exprimées par les États Membres lors du débat dont cette question a fait l'objet à ses quarante-neuvième, cinquantième, cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions,

Considérant que les activités exécutées par l'Organisation des Nations Unies pour appuyer les efforts des gouvernements en vue de promouvoir et de consolider la démocratie sont entreprises conformément à la Charte et uniquement à la demande expresse des États Membres concernés,

Considérant également que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et synergiques et que la démocratie est fondée sur la volonté librement exprimée des êtres humains de choisir leurs propres systèmes politiques, économiques, sociaux et culturels et de déterminer entièrement tous les aspects de leur existence,

Notant qu'un nombre considérable de sociétés ont récemment fait des efforts notables pour atteindre leurs objectifs sociaux, politiques et économiques grâce à la démocratisation et à la réforme économique, entreprises qui méritent d'être appuyées et saluées par la communauté internationale,

Notant avec satisfaction que la quatrième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies se tiendra à Cotonou (Bénin) en 2000,

Soulignant qu'il importe que les États Membres, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales appuient la tenue de la quatrième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁹³, qui met l'accent sur les moyens novateurs permettant à l'Organisation de répondre efficacement et de façon intégrée aux demandes des États Membres qui sollicitent une aide dans le domaine de la bonne gouvernance et de la démocratisation,

⁸⁶ Résolution 217 A (III).

⁸⁷ A/43/538, annexe.

⁸⁸ Appelée à l'époque Conférence internationale des démocraties nouvellement restaurées.

⁸⁹ A/49/713, annexe I.

⁹⁰ Ibid., annexe II.

⁹¹ A/52/334, appendice.

⁹² Ibid., sect. IV.

⁹³ A/53/554.

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général⁹³;

2. *Note avec satisfaction* les activités menées par les organismes des Nations Unies, ainsi que les observations et recommandations présentées dans le rapport en ce qui concerne la création d'une culture politique fondée sur le respect des droits de l'homme, la mobilisation de la société civile, l'assistance électorale, la liberté et l'indépendance des médias, le renforcement de l'état de droit et les mesures visant à améliorer la gestion du secteur public et le fonctionnement des institutions démocratiques grâce au renforcement de la responsabilisation et à une plus grande transparence;

3. *Invite* le Secrétaire général, les États Membres, les institutions spécialisées et organismes compétents des Nations Unies ainsi que les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales à continuer de collaborer au suivi de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies, tenue sur le thème «Démocratie et développement»⁹⁴;

4. *Félicite* le Secrétaire général et, par son intermédiaire, les organismes des Nations Unies des activités qui sont entreprises à la demande des gouvernements pour appuyer les efforts de consolidation de la démocratie;

5. *Accueille avec satisfaction* les mesures prises par les organisations membres du Comité administratif de coordination pour coordonner les activités qu'elles mènent dans le domaine de la démocratisation;

6. *Accueille également avec satisfaction* les travaux accomplis par le mécanisme de suivi de la troisième Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies, tenue sur le thème «Démocratie et développement»;

7. *Considère* que l'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer en fournissant en temps opportun un appui approprié et cohérent aux efforts déployés par les gouvernements afin d'assurer la démocratisation dans le cadre de leurs efforts de développement;

8. *Souligne* que les activités entreprises par l'Organisation doivent être conformes à la Charte des Nations Unies;

9. *Encourage* le Secrétaire général à continuer de faire en sorte que l'Organisation soit mieux à même de répondre efficacement aux demandes des États Membres en appuyant de façon cohérente et appropriée les efforts qu'ils font pour atteindre les buts que sont la bonne gouvernance et la démocratisation;

10. *Encourage* les États Membres à servir la cause de la démocratisation et à s'attacher davantage à définir les mesures qui pourraient être prises afin d'appuyer les efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies».

67^e séance plénière
23 novembre 1998

53/32. Les océans et le droit de la mer

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/28 du 6 décembre 1994, 50/23 du 5 décembre 1995, 51/34 du 9 décembre 1996 et 52/26 du 26 novembre 1997, qu'elle a adoptées depuis l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁹⁵ («la Convention»), le 16 novembre 1994,

Rappelant également sa résolution 2749 (XXV) du 17 décembre 1970, et considérant que la Convention, complétée par l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982⁹⁶ («l'Accord»), définit le régime applicable à la Zone et à ses ressources telles que définies dans la Convention,

Soulignant l'universalité de la Convention et son importance capitale pour le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité internationales ainsi que pour l'utilisation et la mise en valeur durables des mers et des océans et de leurs ressources,

Consciente que les problèmes des espaces marins sont étroitement liés les uns aux autres et doivent être considérés comme un tout,

Notant avec satisfaction que «Océans et mers» sera le thème sectoriel que la Commission du développement durable examinera à sa septième session, en 1999,

Réaffirmant que la Convention revêt une importance stratégique comme cadre de l'action nationale, régionale et mondiale dans le secteur maritime, comme constaté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement au chapitre 17 d'Action 21⁹⁷ et comme souligné dans le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, en particulier au paragraphe 36 du Programme, qui traite des océans et des mers⁹⁸,

Rappelant que, par sa résolution 49/131 du 19 décembre 1994, elle a proclamé 1998 Année internationale de l'océan,

Notant avec satisfaction que le nombre d'États parties à la Convention et à l'Accord a augmenté,

⁹⁵ Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

⁹⁶ Résolution 48/263, annexe.

⁹⁷ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

⁹⁸ Résolution S-19/2, annexe.

⁹⁴ Ibid., chap. II.

Sachant les conséquences que l'entrée en vigueur de la Convention et de l'Accord a pour les États, qui, en particulier les États en développement, ont un besoin croissant de conseils et d'assistance pour appliquer la Convention et l'Accord afin de pouvoir en tirer profit,

Notant avec préoccupation la situation financière de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer,

Consciente de la nécessité d'encourager et de faciliter la coopération internationale, en particulier aux niveaux régional et sous-régional, afin d'assurer la mise en valeur et l'utilisation rationnelles et durables des ressources des mers et des océans,

Consciente également de l'importance de l'éducation et de la formation dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer,

Considérant qu'il importe de disposer d'informations hydrographiques et nautiques fiables pour améliorer la sécurité de la navigation,

Inquiète de la menace croissante que font peser sur la navigation la piraterie et les vols à main armée en mer et exprimant ses remerciements et son appui à l'Organisation maritime internationale pour les activités qu'elle mène dans ce domaine,

Remerciant une fois de plus le Secrétaire général de ce qu'il a fait pour prêter appui à la Convention et en assurer la mise en œuvre effective, notamment en fournissant une assistance pour le fonctionnement des institutions créées par la Convention,

Notant les responsabilités qui incombent au Secrétaire général en vertu de la Convention et de résolutions connexes de l'Assemblée générale, en particulier les résolutions 49/28 et 52/26, et soulignant l'importance que revêt l'exercice de ces responsabilités pour l'application effective et cohérente de la Convention,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général⁹⁹, et rappelant l'importance que revêt l'examen annuel, par l'Assemblée générale, de l'ensemble des faits nouveaux intéressant l'application de la Convention ainsi que d'autres faits nouveaux concernant le droit de la mer et les affaires maritimes,

1. *Demande* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention et à l'Accord, afin de réaliser l'objectif d'une participation universelle;

2. *Réaffirme* le caractère unitaire de la Convention;

3. *Demande* aux États, à titre prioritaire, d'aligner leur législation nationale sur les dispositions de la Convention, d'assurer l'application systématique de celles-ci, de veiller à ce que toutes déclarations qu'ils ont faites ou qu'ils feront au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion soient conformes à la Convention et de retirer toutes déclarations qui ne seraient pas conformes;

4. *Engage* les États parties à la Convention à déposer auprès du Secrétaire général des cartes et des listes de coordonnées géographiques, comme le prévoit la Convention;

5. *Prie* le Secrétaire général de convoquer à New York, du 19 au 28 mai 1999, la réunion des États parties à la Convention durant laquelle, le 24 mai, aura lieu l'élection de sept juges du Tribunal international du droit de la mer («le Tribunal»);

6. *Note avec satisfaction* que le Tribunal, créé en application de l'annexe VI de la Convention pour régler les différends concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de l'Accord, a rendu son premier arrêt le 4 décembre 1997;

7. *Engage* les États parties à la Convention à faire une déclaration écrite pour opérer un choix entre les moyens énumérés à l'article 287 en vue du règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention et de l'Accord, et invite les États à prendre note des dispositions des annexes V, VI, VII et VIII de la Convention concernant, respectivement, la conciliation, le Tribunal, l'arbitrage et l'arbitrage spécial;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire distribuer des listes de conciliateurs et d'arbitres dressées et tenues conformément aux annexes V et VII de la Convention et de mettre ces listes à jour comme il convient;

9. *Prend note avec satisfaction* de la progression des travaux de l'Autorité internationale des fonds marins («l'Autorité») et souligne qu'il importe de continuer à progresser sur la voie de l'adoption d'une réglementation sur la prospection et l'exploration des gisements de nodules polymétalliques;

10. *Note avec satisfaction* l'adoption de l'Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Autorité et l'Accord sur la coopération et les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal;

11. *Demande* à tous les membres de l'Autorité et à tous les États parties à la Convention de verser leurs contributions intégralement et en temps voulu à l'Autorité et au Tribunal, respectivement, afin que ceux-ci puissent exercer les fonctions que leur assigne la Convention;

12. *Note avec satisfaction* les progrès réalisés par la Commission des limites du plateau continental («la Commission») à ses troisième¹⁰⁰ et quatrième¹⁰¹ sessions, tenues à New York respectivement du 4 au 15 mai et du 31 août au 4 septembre 1998, lors desquelles elle a adopté son règlement intérieur et adopté à titre provisoire ses directives scientifiques et techniques qui visent à aider les États à préparer leur dossier concernant les limites extérieures de leur plateau continental;

13. *Approuve* la convocation par le Secrétaire général, à New York, des cinquième et sixième sessions de la

⁹⁹ A/53/456.

¹⁰⁰ CLCS/7.

¹⁰¹ CLCS/9.

Commission, qui auront lieu respectivement du 3 au 14 mai et du 30 août au 3 septembre 1999;

14. *Remercie* le Secrétaire général du rapport annuel d'ensemble sur les océans et le droit de la mer⁹⁹ et des activités menées par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat, conformément aux dispositions de la Convention et au mandat énoncé dans les résolutions 49/28 et 52/26;

15. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que l'Organisation dispose des moyens institutionnels voulus pour répondre aux besoins des États, des institutions nouvelles établies en application de la Convention et des autres organisations internationales compétentes, en leur fournissant conseils et assistance, compte tenu des besoins particuliers des pays en développement;

16. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Convention et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment celles visées au paragraphe 11 de la résolution 52/26, et de veiller à ce que les économies qui pourraient être décidées dans le budget de l'Organisation ne soient pas réalisées au détriment de ces responsabilités;

17. *Note avec satisfaction* les efforts que continue de faire la Division des affaires maritimes et du droit de la mer pour fournir en temps voulu des informations sur les océans, les affaires maritimes et le droit de la mer sur son site Web sur l'Internet¹⁰²;

18. *Réaffirme* qu'il importe d'assurer l'application uniforme et systématique de la Convention, d'en aborder la mise en œuvre de manière coordonnée et de renforcer la coopération technique et l'assistance financière à cet effet, souligne une fois encore l'importance que continuent de présenter les mesures prises à cette fin par le Secrétaire général et invite de nouveau les organisations internationales compétentes et d'autres organes internationaux à appuyer ces objectifs;

19. *Invite* les États Membres et ceux qui sont à même de le faire à contribuer à l'élargissement du programme de bourses à la mémoire de Hamilton Shirley Amerasinghe dans le domaine du droit de la mer créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/116 du 10 décembre 1980, et à appuyer les activités de formation dispensées dans le cadre du programme Formation-mers-côtes de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer;

20. *Observe avec intérêt* les travaux entrepris à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour élaborer une convention sur l'application des dispositions de la Convention relatives à la protection du patrimoine culturel subaquatique, et souligne qu'il importe de veiller à ce que l'instrument qui sera élaboré soit pleinement conforme aux dispositions pertinentes de la Convention;

21. *Invite* les États à coopérer en procédant à des levés hydrographiques et en fournissant des services nautiques afin

d'assurer la sécurité de la navigation, à veiller à uniformiser au maximum les cartes et publications nautiques et à coordonner leurs activités afin que des informations hydrographiques et nautiques soient disponibles dans le monde entier;

22. *Prie instamment* tous les États, en particulier les États côtiers situés dans les régions touchées, de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et combattre la piraterie et les vols à main armée en mer, d'enquêter ou de coopérer aux enquêtes sur de tels incidents partout où ils se produisent et de traduire en justice les personnes présumées responsables, conformément au droit international;

23. *Demande* aux États de coopérer pleinement avec l'Organisation maritime internationale dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée contre des navires, y compris en présentant à cette organisation des rapports sur les incidents;

24. *Prend note* des activités de la Commission mondiale indépendante sur les océans, et de son rapport intitulé «L'océan, notre avenir», et se félicite de sa publication dans le cadre de l'Année internationale de l'océan;

25. *Réaffirme* la décision qu'elle a prise de procéder chaque année à un examen et à une évaluation de l'application de la Convention et des faits nouveaux intéressant les affaires maritimes et le droit de la mer;

26. *Réaffirme également* la décision qu'elle a prise, dans sa résolution S-19/2 du 28 juin 1997, d'examiner, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Les océans et le droit de la mer», les résultats de l'examen du thème sectoriel «Océans et mers» auquel la Commission du développement durable doit procéder en 1999;

27. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution, notamment des autres faits nouveaux et questions intéressant les affaires maritimes et le droit de la mer, dans le cadre de son rapport annuel d'ensemble sur les océans et le droit de la mer, et de faire distribuer ce rapport suffisamment tôt avant l'examen du point de l'ordre du jour relatif aux océans et au droit de la mer;

28. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Les océans et le droit de la mer».

69^e séance plénière
24 novembre 1998

53/33. La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 46/215 du 20 décembre 1991, 49/116 et 49/118 du 19 décembre 1994, 51/36 du 9 décembre 1996 et 52/29 du 26 novembre 1997, ainsi que ses autres résolutions sur la pêche hauturière au grand filet

¹⁰² www.un.org/Depts/los.

dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, les prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général¹⁰³,

Soulignant l'utilité du rapport du Secrétaire général, qui rassemble des renseignements fournis par les États Membres, les organisations intergouvernementales compétentes, les organisations régionales et sous-régionales de pêche et les organisations non gouvernementales, sur la question de la mise en valeur durable des ressources biologiques marines de la planète,

Notant avec satisfaction que, si un travail considérable reste à accomplir, les parties intéressées ont fait des progrès réels sur la voie de la gestion durable des pêches,

Se félicitant des progrès accomplis dans la mise en place, pour plusieurs fonds de pêche qui n'étaient pas encore gérés, d'organisations et d'arrangements régionaux,

Notant que, selon le secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de 60 à 70 p. 100 des pêcheries mondiales sont soit totalement épuisées soit surexploitées, et souhaitant, à cet égard, que le processus intergouvernemental de négociation en cours dans cette organisation examine le problème de la surcapacité des navires de pêche,

Notant avec préoccupation les informations selon lesquelles les prises accessoires continuent de causer des pertes d'oiseaux marins, notamment d'albatros, du fait des opérations au long filet, et causent la perte d'autres espèces marines, notamment diverses espèces de requins et de poissons,

Sachant qu'il est nécessaire de promouvoir et faciliter la coopération internationale, en particulier aux niveaux régional et sous-régional, en vue d'assurer la mise en valeur et l'utilisation durables des ressources biologiques des mers et des océans compte tenu de la présente résolution et de l'obligation qu'ont les États de coopérer à la conservation et à la gestion des ressources biologiques marines, conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer¹⁰⁴,

Se déclarant une fois encore préoccupée par l'impact que la pêche au grand filet dérivant a sur les ressources biologiques des mers et des océans et notant que des informations continuent de faire état d'activités contraires aux dispositions de la résolution 46/215,

Tenant par ailleurs à s'assurer que l'application de la résolution 46/215 dans certaines parties du monde n'entraîne pas le transfert dans d'autres parties du monde des filets dérivants interdits par cette résolution,

Se déclarant préoccupée par les effets néfastes que la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale a sur l'exploitation durable des ressources halieutiques mondiales comme sur la sécurité alimentaire et l'économie de nombreux États, en particulier de pays en développement, et par les informations qui continuent de faire état d'activités de pêche non autorisée, contraires à la résolution 49/116, dans les zones relevant de la juridiction nationale,

Rappelant qu'à la suite d'une proposition formulée à la vingt-deuxième session du Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en mars 1997, cette organisation a décidé d'organiser une consultation d'experts en vue de mettre au point et proposer des directives aux fins de l'élaboration d'un plan d'action visant à réduire les prises accidentelles d'oiseaux marins, d'organiser une consultation d'experts en vue de mettre au point et proposer des directives aux fins de l'élaboration d'un plan d'action pour la conservation et la gestion rationnelle des requins, et de tenir une consultation technique sur la gestion des capacités de pêche en vue de l'élaboration de directives relatives au contrôle et à la gestion des capacités de pêche,

Notant avec satisfaction que la Consultation sur la gestion des capacités de pêche, la pêche au requin et les prises accidentelles d'oiseaux marins, tenue du 26 au 30 octobre 1998, et sa réunion préparatoire, tenue en juillet 1998, ont débouché sur des projets de plan d'action ou d'éléments de tels plans, qui seront soumis pour adoption au Comité des pêches à sa réunion de février 1999,

Consciente de l'importance de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs¹⁰⁵ et de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion, et notant que ni l'un ni l'autre n'est encore entré en vigueur,

Notant que le Code de conduite pour une pêche responsable énonce des principes et des normes mondiales de comportement responsable pour la conservation, la gestion et l'exploitation des pêches, y compris des directives pour la pêche en haute mer et dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États et la sélectivité des engins et des techniques de pêche, l'objectif étant de réduire les prises accessoires et les déchets,

Rappelant qu'aux termes d'Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement¹⁰⁶, les États sont invités à prendre des mesures

¹⁰³ A/53/473.

¹⁰⁴ Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

¹⁰⁵ A/CONF.164/37; voir également A/50/550, annexe I.

¹⁰⁶ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

compatibles avec le droit international pour dissuader leurs ressortissants de changer de pavillon pour se soustraire aux règles de conservation et de gestion applicables à la pêche en haute mer,

Notant avec satisfaction que «Océans et mers» sera le thème sectoriel que la Commission du développement durable examinera à sa septième session, en 1999,

1. *Réaffirme* l'importance qu'elle attache à la gestion et à la conservation durables des ressources biologiques des mers et des océans, ainsi que les obligations qui incombent aux États de coopérer à cette fin, conformément au droit international, et qui découlent des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier les dispositions relatives à la coopération qui figurent dans la partie V et la section 2 de la partie VII de la Convention, concernant les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants), les grands migrateurs, les mammifères marins, les stocks de poissons anadromes et les ressources biologiques de la haute mer;

2. *Réaffirme également* l'importance qu'elle attache au respect de ses résolutions 46/215, 49/116, 49/118 et 52/29, et prie instamment les États et les autres entités d'en assurer le respect intégral;

3. *Prie* tous les participants de contribuer à l'adoption des décisions de la consultation technique organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture du 26 au 30 octobre 1998 à Rome, et engage tous les États à prendre des mesures responsables, aux niveaux national, régional et mondial, selon qu'il conviendra, pour appliquer les plans d'action ou les directives, en particulier ceux qui concernent la gestion des capacités de pêche, une fois que le Comité des pêches les aura adoptés;

4. *Demande* aux États et autres entités visés à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs¹⁰⁵ qui n'ont pas encore ratifié l'Accord ou n'y ont pas encore adhéré d'envisager de le faire aussi tôt que possible, et d'envisager de l'appliquer à titre provisoire;

5. *Demande également* aux États et autres entités visés au paragraphe 1 de l'article 10 de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion qui n'ont pas encore soumis leurs instruments d'acceptation de l'Accord d'envisager de le faire aussi tôt que possible;

6. *Prie instamment* toutes les autorités des membres de la communauté internationale qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures plus énergiques pour faire appliquer intégralement un moratoire général sur la pêche hauturière au grand filet pélagique dérivant dans toutes les mers, y compris les mers fermées et semi-fermées, et d'appliquer des sanctions

appropriées, conformément aux obligations que leur impose le droit international, à ceux qui contreviennent aux dispositions de la résolution 46/215;

7. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures, y compris des mesures visant à dissuader leurs ressortissants de changer de pavillon pour se soustraire aux règles applicables, afin qu'aucun bâtiment de pêche battant leur pavillon national n'opère dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États s'il n'y a pas été dûment autorisé par les autorités compétentes de l'État concerné, les opérations de pêche ainsi autorisées devant être effectuées conformément aux conditions énoncées dans le permis délivré, ni n'opère en haute mer en violation des règles de conservation et de gestion applicables à la pêche en haute mer;

8. *Engage instamment* les États, les organisations internationales compétentes ainsi que les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux de gestion des pêcheries à prendre des mesures, y compris dans le cadre de l'assistance offerte aux pays en développement, en vue de réduire les prises accessoires, les déchets de la pêche et les pertes après capture, conformément au droit international et aux instruments internationaux pertinents, y compris le Code de conduite pour une pêche responsable;

9. *Demande à nouveau* aux organisations s'occupant de programmes d'aide au développement d'appuyer à titre hautement prioritaire, y compris grâce à une assistance financière ou technique, les efforts déployés par les États côtiers en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits pays insulaires en développement, pour améliorer l'observation et le contrôle des activités de pêche et l'application des règlements y afférents, y compris en contribuant, sur le plan financier et technique, à l'organisation de réunions régionales et sous-régionales à cette fin;

10. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale, des organismes intergouvernementaux compétents, des organisations et organismes des Nations Unies, des organisations régionales et sous-régionales de gestion des pêcheries, ainsi que des organisations non gouvernementales intéressées, et de les inviter à lui communiquer des informations sur l'application de la présente résolution;

11. *Prie également* le Secrétaire général de faire en sorte que l'établissement de rapports sur les principaux instruments et activités ayant trait aux pêcheries soit effectivement coordonné, que les doubles emplois à cet égard soient réduits au minimum et que les travaux d'analyse scientifique et technique effectués dans ce domaine soient portés à la connaissance de la communauté internationale, et invite les institutions spécialisées compétentes, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux qui s'occupent de pêche, à coopérer avec le Secrétaire général à cette fin;

12. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'évolution

de la situation concernant l'application de la résolution 52/29, ainsi que sur l'état et l'application de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion et sur les initiatives de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture visées au paragraphe 8 de la résolution 52/29, compte tenu des informations communiquées par les États, les institutions spécialisées compétentes, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et d'autres organes, organismes et programmes appropriés des Nations Unies, les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session, au titre de la question intitulée «Les océans et le droit de la mer», la question subsidiaire intitulée «La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux».

69^e séance plénière
24 novembre 1998

53/34. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 41/11 du 27 octobre 1986, par laquelle elle a solennellement déclaré l'océan Atlantique, dans la région située entre l'Afrique et l'Amérique du Sud, zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud,

Rappelant également les résolutions qu'elle a adoptées depuis lors sur la question, notamment la résolution 45/36 du 27 novembre 1990, dans laquelle elle a de nouveau constaté que les États de la zone sont résolus à améliorer et renforcer leur coopération dans les domaines politique, économique, scientifique, culturel et autres,

Réaffirmant que les questions de paix et de sécurité et les questions de développement sont interdépendantes et indissociables et que la coopération entre les États de la région en vue de la paix et du développement facilitera la réalisation des objectifs de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud,

Sachant l'importance que les États de la zone attachent à l'environnement de la région et la menace que la pollution, d'où qu'elle provienne, constitue pour le milieu marin et côtier, son équilibre écologique et ses ressources,

1. *Réaffirme* l'importance des objectifs de la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud comme point de départ pour promouvoir la coopération entre les pays de la région;

2. *Demande* à tous les États de contribuer à la réalisation des objectifs énoncés dans la déclaration instituant

la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud et de s'abstenir de toute action incompatible avec ces objectifs ou avec la Charte des Nations Unies et les résolutions applicables de l'Organisation, en particulier d'actions qui risqueraient de susciter ou d'aggraver la tension et le risque de conflit dans la région;

3. *Prend acte* du rapport présenté par le Secrétaire général¹⁰⁷ en application de sa résolution 52/14 du 20 novembre 1997;

4. *Rappelle* qu'à leur troisième réunion, tenue à Brasilia en 1994, les États membres de la zone ont décidé d'encourager la démocratie et le pluralisme politique et, en application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme¹⁰⁸, de promouvoir et défendre tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, ainsi que de coopérer à la réalisation de ces objectifs;

5. *Note avec satisfaction* que la cinquième réunion des États membres de la zone s'est tenue à Buenos Aires les 21 et 22 octobre 1998, et prend note de la Déclaration finale et du Plan d'action qui y ont été adoptés¹⁰⁹;

6. *Se félicite* des progrès accomplis en vue de la pleine entrée en vigueur du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)¹¹⁰ ainsi que de la signature du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba)¹¹¹;

7. *Se félicite également* de l'entrée en vigueur de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes¹¹², adoptée en novembre 1997, ainsi que de la décision portant sur la prolifération des armes légères, que le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine a adoptée à sa soixante-huitième session ordinaire, tenue à Ouagadougou du 4 au 7 juin 1998¹¹³;

8. *Se félicite en outre* du rétablissement de la démocratie en Sierra Leone et au Libéria et, à cet égard, rend hommage à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour le rôle actif qu'elle a joué et aux États qui ont contribué au Groupe de contrôle de la Communauté;

9. *Prend note avec satisfaction* de l'accord conclu le 1^{er} novembre 1998 à Abuja¹¹⁴ entre le Gouvernement de la Guinée-Bissau et la junte militaire autoproclamée, qui constitue un progrès sur la voie de la réconciliation nationale

¹⁰⁷ A/53/488.

¹⁰⁸ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

¹⁰⁹ A/53/650, annexe.

¹¹⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068.

¹¹¹ Voir A/50/426, annexe.

¹¹² A/53/78, annexe.

¹¹³ A/53/179, annexe I.

¹¹⁴ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1028.

en Guinée-Bissau, et, dans ce contexte, salue les efforts de médiation accomplis par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et par la Communauté des pays de langue portugaise, et engage le Gouvernement et la junte à se conformer aux dispositions de cet accord;

10. *Note avec satisfaction* que le Gouvernement nigérian s'est engagé à exécuter le plan de transition vers l'organisation d'élections générales et la mise en place de nouvelles structures démocratiques, qu'il a libéré des prisonniers politiques et que le respect des droits de l'homme continue de progresser dans le pays;

11. *S'inquiète* du conflit armé qui sévit actuellement en République démocratique du Congo, souligne la nécessité de respecter l'intégrité territoriale de ce pays, prie instamment les parties au conflit et les États qui ont proposé leurs bons offices de mettre fin aux hostilités et de n'épargner aucun effort pour faire aboutir des négociations conduisant au rétablissement de la paix, note avec satisfaction que la Communauté de développement de l'Afrique australe a donné suite à la demande présentée par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour qu'elle l'aide à rétablir la paix et la stabilité dans le pays et note également avec satisfaction que la République démocratique du Congo a décidé d'organiser des élections en juin 1999;

12. *Se félicite* des efforts déployés par le Gouvernement angolais pour appliquer le Protocole de Lusaka¹¹⁵ et réaffirme que la crise en Angola et le blocage du processus de paix tiennent essentiellement à ce que les dirigeants de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola ont failli aux obligations que leur imposent les «Acordos de Paz»¹¹⁶, le Protocole de Lusaka et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité;

13. *Réaffirme* qu'elle est disposée à contribuer par tous les moyens dont elle dispose à l'instauration d'une paix réelle et durable en Angola;

14. *Prie instamment* la communauté internationale et toutes les organisations internationales et privées compétentes d'apporter rapidement, comme elles s'y sont engagées, l'assistance nécessaire pour faciliter la démobilisation des anciens combattants et leur réinsertion dans la société, le processus de déminage, la réinstallation des personnes déplacées et le relèvement de l'économie angolaise en vue de consolider les acquis du processus de paix;

15. *Félicite* les États Membres et les organisations humanitaires des efforts qu'ils ont consentis pour fournir une assistance humanitaire à l'Angola et à la Sierra Leone, et les prie instamment de maintenir cette assistance et de l'accroître;

16. *Souligne* l'importance de l'Atlantique Sud pour le commerce et la navigation maritime dans le monde et se déclare résolue à préserver dans la région la possibilité de mener toute activité visant des fins pacifiques ou protégée par

le droit international, en particulier par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer¹¹⁷;

17. *Invite* les États Membres à poursuivre leurs efforts en vue de réglementer de façon appropriée le transport par mer des déchets radioactifs et toxiques, en tenant compte des intérêts des États côtiers, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la réglementation de l'Organisation maritime internationale et de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

18. *Constate avec préoccupation* l'accroissement du trafic de drogue et des infractions liées à la drogue, y compris la toxicomanie, et demande instamment aux États membres de la zone de promouvoir la coopération régionale afin de lutter contre tous les aspects du problème des drogues et des infractions connexes;

19. *Constate* que, vu le nombre, la gravité et la complexité des catastrophes naturelles et autres situations d'urgence, il est indispensable que les États membres de la zone renforcent la coordination de l'assistance humanitaire pour être à même de réagir en temps voulu et efficacement à ces situations;

20. *Note avec satisfaction* que le Bénin a offert d'accueillir la sixième réunion des États membres de la zone;

21. *Prie* les organisations, organes et organismes compétents des Nations Unies de prêter aux États membres de la zone toute l'assistance qu'ils pourraient demander à l'appui des efforts qu'ils font en commun pour mettre en œuvre la déclaration instituant la zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud;

22. *Prie* le Secrétaire général de continuer de suivre l'application de la résolution 41/11 et des résolutions adoptées par la suite à ce sujet et de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport tenant compte, notamment, des vues exprimées par les États Membres;

23. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud».

70^e séance plénière
25 novembre 1998

53/35. La situation en Bosnie-Herzégovine

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/242 du 25 août 1992, 47/1 du 22 septembre 1992, 47/121 du 18 décembre 1992, 48/88 du 20 décembre 1993, 49/10 du 3 novembre 1994, 51/203 du 17 décembre 1996 et 52/150 du 15 décembre 1997 ainsi que toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la situation en Bosnie-Herzégovine,

¹¹⁵ Ibid., quarante-neuvième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1994, document S/1994/1441.

¹¹⁶ Ibid., quarante-sixième année, Supplément d'avril, mai et juin 1991, document S/22609.

¹¹⁷ Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

Réaffirmant son attachement à l'indépendance, à la souveraineté, à la continuité juridique et à l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, dans ses frontières internationalement reconnues,

Réaffirmant également son attachement à l'égalité des trois peuples constitutifs et des autres populations en Bosnie-Herzégovine, pays uni comptant deux unités multiethniques,

Se félicitant de la signature, à Paris, le 14 décembre 1995, de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et de ses annexes (appelés collectivement «Accord de paix»)¹¹⁸,

Se félicitant également des efforts déployés en faveur du respect, de la promotion et de la protection des droits de l'homme dans toute la Bosnie-Herzégovine et en faveur du fonctionnement des institutions communes en Bosnie-Herzégovine, conformément aux dispositions de l'Accord de paix,

Soutenant les institutions et les organisations de Bosnie-Herzégovine qui s'attachent à appliquer l'Accord de paix et à concourir au processus de réconciliation et de réintégration du pays,

Préoccupée par les obstacles auxquels continuent de se heurter les réfugiés et les déplacés qui souhaitent rentrer chez eux, en particulier dans les zones où l'ethnie à laquelle ils appartiennent est minoritaire, soulignant qu'il faut que toutes les parties, les États concernés et les organisations internationales compétentes contribuent à instaurer des conditions propres à faciliter ce retour, et insistant sur la nécessité d'une approche régionale de la question des réfugiés et des déplacés,

Prenant note avec satisfaction des résultats des conférences de Sarajevo et de Banja Luka sur le retour des réfugiés et demandant instamment aux autorités d'en accélérer la mise en œuvre et de lever immédiatement tous les obstacles politiques, juridiques et administratifs qui s'opposent encore au retour des minorités,

Affirmant son appui aux efforts déployés par le Rassemblement pour le retour et le Conseil interconfessionnel en vue de faciliter la réalisation des objectifs de l'annexe 7 de l'Accord de paix,

Soutenant pleinement les efforts du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, soulignant l'importance et l'urgence des travaux du Tribunal international, qui est un élément du processus de réconciliation en Bosnie-Herzégovine et dans la région tout entière, exigeant que les États et les parties à l'Accord de paix s'acquittent de leur obligation de coopérer pleinement avec le Tribunal, comme prévu dans les résolutions du Conseil de sécurité 827 (1993) du 25 mai 1993, 1022 (1995) du

22 novembre 1995 et 1207 (1998) du 17 novembre 1998, y compris leur obligation de livrer les personnes recherchées par le Tribunal, et se félicitant des efforts faits pour que les décisions du Tribunal soient exécutées, conformément aux directives du Conseil de sécurité,

Ayant examiné le cinquième rapport annuel du Tribunal international, notant qu'une amélioration sensible s'est produite au cours de la période considérée en ce qui concerne l'exécution des décisions du Tribunal et le respect des obligations découlant du droit international, notant également que les entités et États de la région ont encore beaucoup à faire, et se félicitant des efforts déployés par le Haut Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine et le commandant de la Force de stabilisation pour appliquer les dispositions de l'Accord de paix,

Constatant que la plupart des accusés encore en liberté se trouvent ou sont présumés se trouver en liberté dans la Republika Srpska, une entité de Bosnie-Herzégovine, ou dans la République fédérale de Yougoslavie, se déclarant gravement préoccupée par le fait que la République fédérale de Yougoslavie continue à ne faire aucun cas des obligations que lui impose le droit international, en particulier qu'elle refuse d'appréhender et de livrer les personnes inculpées par le Tribunal international, et notant que la Republika Srpska a donné quelques signes encourageants de sa volonté de coopérer avec celui-ci,

Remerciant de son action la Commission internationale des personnes disparues et priant instamment les parties de coopérer plus efficacement pour déterminer ce qu'il est advenu de toutes les personnes disparues lors de la guerre,

Notant avec satisfaction la reconnaissance mutuelle de tous les États successeurs de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie dans leurs frontières internationalement reconnues et soulignant la nécessité d'une normalisation complète des relations entre ces États, y compris par l'établissement inconditionnel de relations diplomatiques, conformément à l'Accord de paix, et par le règlement de toutes les questions relatives à la succession de l'ex-Yougoslavie, afin de faciliter l'instauration d'une paix et une stabilité durables dans la région,

Se félicitant de la signature, par la République de Croatie et la Bosnie-Herzégovine, de l'accord portant création du Conseil de coopération interétatique, ainsi que de la signature de l'Accord sur l'établissement de relations spéciales entre la République de Croatie et la Fédération de Bosnie-Herzégovine¹¹⁹,

Se félicitant également de la signature de l'Accord relatif à la liberté de transit à travers le territoire de la République de Croatie à destination et en provenance du port de Ploce et à travers le territoire de la Bosnie-Herzégovine à Neum¹²⁰, et

¹¹⁸ Voir A/50/790-S/1995/999; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1995*, document S/1995/999.

¹¹⁹ Voir A/53/702-S/1998/1118, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1118.

¹²⁰ Ibid., annexe II.

soulignant l'importance de cet accord pour l'économie des deux pays et pour leurs relations bilatérales en général,

Se félicitant en outre de la signature, par la République de Croatie et la Bosnie-Herzégovine, du protocole relatif à l'ouverture de la Sava et de ses affluents à la navigation ainsi que de l'annexe 2 du mémorandum d'accord concernant la reconstruction commune des voies de communication entre la République de Croatie et la Bosnie-Herzégovine,

Soulignant l'importance que le respect intégral des droits de l'homme et des libertés fondamentales revêt pour le succès des efforts de paix dans la région et demandant aux gouvernements et autorités de la région, ainsi qu'aux organisations internationales compétentes, de contribuer à cet objectif,

Constatant que la démocratisation, dans la région, accroîtra les perspectives d'une paix durable et aidera à garantir le plein respect des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine et dans la région,

Notant avec satisfaction que les élections générales organisées dans toute la Bosnie-Herzégovine sous la supervision de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe les 12 et 13 septembre 1998 se sont déroulées avec succès, et comptant que les résultats des élections seront rapidement appliqués,

Notant les résultats positifs qu'ont eus pour le processus de paix la reconstitution du pays et l'effort de reconstruction les quatre conférences pour les annonces de contributions tenues le 21 décembre 1995, les 13 et 14 avril 1996, le 25 juillet 1997 et les 8 et 9 mai 1998, sous la présidence de la Banque mondiale et de l'Union européenne, soulignant qu'il importe de fournir d'urgence l'assistance financière et la coopération technique promises en vue de l'effort de reconstruction et insistant sur le rôle de la revitalisation économique dans le processus de réconciliation, dans l'amélioration des conditions de vie et dans la préservation d'une paix durable en Bosnie-Herzégovine et dans la région,

Soulignant que l'aide à la reconstruction et l'assistance financière ne seront fournies que si les parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord de paix,

Saluant en particulier les efforts importants faits par l'Union européenne et par des donateurs bilatéraux et autres pour apporter une assistance humanitaire et économique en vue de la reconstruction,

Accueillant avec satisfaction la déclaration de l'Union européenne sur la Bosnie-Herzégovine en date du 8 juin 1998, qui trace les perspectives d'un resserrement des liens de coopération entre la Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne et annonce la création d'une équipe spéciale consultative de l'Union européenne et de la Bosnie-Herzégovine,

Soulignant que l'application intégrale, complète et systématique de l'Accord de paix est une condition essentielle du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Consciente de l'importance du déminage pour le rétablissement de conditions de vie normales et le retour des réfugiés et des déplacés,

1. *Soutient* sans réserve l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et ses annexes (appelés collectivement «Accord de paix»)¹¹⁸, qui constitue le mécanisme essentiel pour la réalisation d'une paix durable et juste en Bosnie-Herzégovine, conduisant à la stabilité et à la coopération dans la région et à la reconstitution de la Bosnie-Herzégovine à tous les niveaux;

2. *Se félicite* de la bonne application de certains éléments de l'Accord de paix, notamment de la cessation durable des hostilités, de l'adoption d'un nouveau drapeau, de nouveaux passeports, de plaques minéralogiques et d'une monnaie communes, de l'application des résultats des élections municipales des 13 et 14 septembre 1997 et de la tenue d'élections libres et régulières les 12 et 13 septembre 1998 dans toute la Bosnie-Herzégovine;

3. *Exige de nouveau* que l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine soit appliqué intégralement, complètement et systématiquement;

4. *Soutient pleinement* les efforts coordonnés déployés par le Haut Représentant pour la mise en œuvre du processus de paix en Bosnie-Herzégovine, conformément à l'Accord de paix, et demande à toutes les parties de coopérer avec lui sans réserve et de bonne foi;

5. *Réaffirme* les conclusions de la Conférence sur la mise en œuvre de la paix¹²¹, tenue à Bonn (Allemagne) les 9 et 10 décembre 1997, et demande à toutes les parties signataires de l'Accord de paix et aux autres intéressés d'appliquer pleinement ces conclusions, y compris les décisions du Haut Représentant, et de continuer à travailler à l'avènement d'une Bosnie-Herzégovine pacifique, reconstituée et stable, conformément à l'Accord de paix;

6. *Prend note avec satisfaction* des conclusions de la réunion ministérielle du Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix, tenue à Luxembourg le 9 juin 1998¹²², et exige qu'elles soient pleinement appliquées;

7. *Demande* à toutes les parties de coopérer sans réserve et de bonne foi au fonctionnement efficace de toutes les institutions communes de la Bosnie-Herzégovine, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord de paix, et prie instamment les organisations internationales intéressées de continuer à aider à faire face aux besoins de ces institutions communes en matière d'infrastructure;

8. *Constata* que c'est avant tout aux autorités de Bosnie-Herzégovine qu'il incombe de consolider la paix, comme l'a confirmé, en particulier, la déclaration conjointe adoptée à Genève le 14 août 1996;

¹²¹ Voir A/52/728-S/1997/979, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1997*, document S/1997/979.

¹²² Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/498.

9. *Constate également* que le rôle de la communauté internationale reste essentiel et se félicite que celle-ci soit prête à poursuivre ses efforts en vue de réaliser une paix durable;

10. *Souligne* que l'assistance fournie par la communauté internationale demeure strictement subordonnée au respect de l'Accord de paix et des obligations ultérieures, notamment la coopération spéciale avec le Tribunal international et la facilitation du retour des réfugiés et des déplacés;

11. *Se félicite* du rôle vital que joue la Force multinationale de stabilisation, qui contribue à créer un environnement sûr pour la mise en œuvre du volet civil de l'Accord de paix, invite toutes les parties à offrir leur pleine coopération à la Force et, à cet égard, note avec satisfaction que le Conseil de sécurité a autorisé la prorogation du mandat de celle-ci;

12. *Appuie sans réserve* les efforts que fait le Groupe international de police de l'Organisation des Nations Unies pour s'acquitter de son mandat et invite toutes les parties à offrir leur pleine coopération;

13. *Souligne* l'importance d'une application intégrale, complète et systématique de l'Accord de paix, ce qui suppose la coopération avec le Tribunal international, la création des conditions nécessaires au retour librement consenti des réfugiés et des déplacés et l'instauration des conditions nécessaires à la liberté de circulation;

14. *Note avec satisfaction* que les élections municipales de 1997 se sont déroulées avec succès dans la quasi-totalité des municipalités, demande que les résultats en soient intégralement appliqués et engage les élus à œuvrer dans un esprit de réconciliation;

15. *Souligne* qu'il importe de créer, de renforcer et de développer sur tout le territoire de la Bosnie-Herzégovine des médias libres et pluralistes et salue la constitution de la Commission des médias indépendants, visant à promouvoir des médias libres, indépendants et entièrement restructurés, et insiste sur la nécessité de poursuivre la mise en place et le développement dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine d'un service de télévision véritablement public;

16. *Insiste* sur le fait que tous les inculpés doivent être déférés au Tribunal international pour être jugés, note que le Tribunal a compétence pour se prononcer sur la responsabilité individuelle en cas de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire, y compris en Bosnie-Herzégovine, et exige que toutes les parties s'acquittent de leur obligation de remettre au Tribunal tout inculpé qui se trouverait dans le territoire qu'elles contrôlent, qu'elles se conforment à tous autres égards aux décisions du Tribunal, et qu'elles apportent leur concours aux travaux de celui-ci, y compris en ce qui concerne les exhumations et autres activités d'enquête, conformément à l'article 29 du statut du Tribunal, à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux dispositions pertinentes de l'Accord de paix, en particulier la Constitution de la Bosnie-Herzégovine;

17. *Note avec satisfaction* l'appui déjà fourni à ce jour par les États Membres et exhorte ceux-ci à apporter au Tribunal international, compte tenu des décisions et demandes de celui-ci, un appui sans faille, y compris sur le plan financier, afin qu'il puisse accomplir sa mission, et à s'acquitter des obligations que leur imposent le statut du Tribunal et toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité;

18. *Prie* le Secrétaire général d'établir pour le 1^{er} septembre 1999 un rapport complet comprenant une évaluation des événements survenus depuis la création de la zone de sécurité de Srebrenica, le 16 avril 1993, en vertu de la résolution 819 (1993) du Conseil de sécurité en date du 16 avril 1993, ainsi que d'autres zones de sécurité, jusqu'à l'adoption de l'Accord de paix par le Conseil de sécurité, par sa résolution 1031 (1995) du 15 décembre 1995, en tenant compte des décisions pertinentes du Conseil et des travaux du Tribunal international à cet égard, et encourage les États Membres et les autres intéressés à fournir des informations à cet effet;

19. *Réaffirme une fois encore* que les réfugiés et les déplacés ont le droit de retourner chez eux s'ils le désirent, conformément à l'Accord de paix, plus particulièrement à son annexe 7, et que ce retour doit être assuré avec le concours du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et avec celui des pays d'accueil, demande à toutes les parties de renforcer considérablement leur coopération avec la communauté internationale au niveau des États et des entités ainsi qu'au niveau local, afin de créer immédiatement les conditions nécessaires au retour des réfugiés et des déplacés ainsi qu'à la liberté de circulation et de communication de tous les citoyens de Bosnie-Herzégovine, demande également aux organisations internationales concernées de contribuer à instaurer des conditions propres à faciliter ce retour, conformément aux dispositions de l'Accord de paix et de ses annexes, en particulier la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, et salue les efforts que poursuivent ou qu'entreprennent les organismes des Nations Unies, l'Union européenne, les donateurs bilatéraux et autres, ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, pour concevoir et exécuter des projets visant à faciliter et à accélérer le retour librement consenti des réfugiés et des déplacés, en bon ordre, dans toutes les régions de Bosnie-Herzégovine, notamment des projets tendant à assurer la sécurité et à améliorer les perspectives économiques;

20. *Souhaite* que s'accélère le retour pacifique, en bon ordre et échelonné des réfugiés et des déplacés, y compris dans les zones où l'ethnie à laquelle ils appartiennent est minoritaire, condamne fermement tous les actes d'intimidation et de violence, et les meurtres, y compris les actes visant à dissuader les réfugiés et les déplacés de rentrer chez eux, et exige que de tels actes fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites;

21. *Réaffirme une fois encore son adhésion* au principe selon lequel toutes les déclarations faites et tous les engagements pris sous la contrainte, en particulier ceux qui concernent les terres ou les biens, sont nuls et non avenue, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord de

paix, et appuie le rôle actif de la Commission chargée d'examiner les réclamations concernant des biens fonciers de réfugiés et de déplacés, conformément au mandat qui lui a été confié;

22. *Demande instamment* que des mesures législatives non discriminatoires sur les biens et les logements soient adoptées et appliquées effectivement dans les deux entités, afin de permettre aux réfugiés et déplacés de revenir dans leurs foyers d'avant guerre;

23. *Souligne* que la relance économique et la reconstruction sont essentielles à la bonne consolidation du processus de paix en Bosnie-Herzégovine;

24. *Apprécie* la contribution importante de la communauté internationale, et l'invite à continuer à améliorer la coordination;

25. *Souligne* qu'il convient d'aborder la réforme économique d'une manière plus globale, de façon à contribuer à un développement plus homogène de l'économie des deux entités et des échanges commerciaux entre celles-ci;

26. *Souligne également* qu'il importe de mettre en place un programme économique qui comprenne l'établissement d'un cadre pour le développement du secteur privé, y compris un processus de privatisation et l'amélioration des conditions destinées aux investissements étrangers, la restructuration des banques et des marchés de capitaux, la réforme du système financier et une protection sociale appropriée;

27. *Se félicite* des progrès accomplis dans l'application de la décision du Conseil d'arbitrage de Brcko, souligne que l'obligation de coopérer pleinement avec le Superviseur pour Brcko et d'appliquer ses décisions est impérative pour l'une et l'autre entité, et note que les effets de la sentence arbitrale dépendront pour beaucoup de la mesure dans laquelle les parties auront honoré cette obligation;

28. *Se félicite également* des progrès accomplis dans la mise en œuvre des articles II et IV de l'Accord relatif à la stabilisation régionale et du succès du passage progressif à l'article V, et invite notamment toutes les parties à continuer de s'employer à honorer intégralement leurs obligations;

29. *Souligne* la nécessité d'une information à jour sur la coopération offerte au Tribunal international et sur le respect de ses décisions, sur la situation et les plans en ce qui concerne le retour des réfugiés et des déplacés en Bosnie-Herzégovine et sur l'état d'avancement et la mise en œuvre de l'Accord sur la limitation des armements au niveau sous-régional;

30. *Se félicite* des efforts déployés par les organisations internationales et régionales, les États Membres et les organisations non gouvernementales, y compris par l'intermédiaire du Conseil des donateurs, ainsi que par la Bosnie-Herzégovine dans le domaine de l'action antimines et, dans ce contexte, se félicite également que la responsabilité du programme national d'action antimines ait été récemment transférée au Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine et que le Fonds international slovène d'affectation spéciale pour le

démontage et l'assistance aux victimes des mines en Bosnie-Herzégovine ait été constitué, et invite les États Membres à continuer d'appuyer l'action antimines en Bosnie-Herzégovine;

31. *Rend hommage* aux efforts déployés par la communauté internationale, notamment le Conseil de l'Europe, l'Union européenne, la Mission de vérification de la Communauté européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Comité international de la Croix-Rouge, le Fonds monétaire international, la Force multinationale de stabilisation, les organisations non gouvernementales, l'Organisation de la Conférence islamique, la Banque islamique de développement, la Chambre islamique de commerce et d'industrie, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de mise en œuvre de la paix et la Banque mondiale, qui ont contribué à la mise en œuvre de l'Accord de paix;

32. *Rend hommage en particulier* aux efforts déployés à l'appui du processus de paix en Bosnie-Herzégovine par le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, le Bureau du Haut Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine, le Bureau du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Groupe international de police de l'Organisation des Nations Unies, la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine, le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres institutions des Nations Unies, et les invite à continuer d'appuyer le processus de paix en Bosnie-Herzégovine;

33. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «La situation en Bosnie-Herzégovine».

72^e séance plénière
30 novembre 1998

53/37. Jérusalem

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 36/120 E du 10 décembre 1981, 37/123 C du 16 décembre 1982, 38/180 C du 19 décembre 1983, 39/146 C du 14 décembre 1984, 40/168 C du 16 décembre 1985, 41/162 C du 4 décembre 1986, 42/209 D du 11 décembre 1987, 43/54 C du 6 décembre 1988, 44/40 C du 4 décembre 1989, 45/83 C du 13 décembre 1990, 46/82 B du 16 décembre 1991, 47/63 B du 11 décembre 1992, 48/59 A du 14 décembre 1993, 49/87 A du 16 décembre 1994, 50/22 A du 4 décembre 1995, 51/27 du 4 décembre 1996 et 52/53 du 9 décembre 1997, dans lesquelles elle constatait que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël, Puissance occupante, qui avaient modifié ou visaient à modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, en particulier la prétendue «loi

fondamentale» sur Jérusalem et la proclamation de Jérusalem capitale d'Israël, étaient nulles et non avenues et devaient être rapportées immédiatement,

Rappelant également la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 20 août 1980, dans laquelle le Conseil décidait notamment de ne pas reconnaître la «loi fondamentale» et demandait aux États qui avaient établi des missions diplomatiques à Jérusalem de retirer ces missions de la Ville sainte,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹²³,

1. *Constate* que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration à la ville sainte de Jérusalem est illégale et, de ce fait, nulle et non avenue et sans validité aucune;

2. *Déplore* que certains États aient transféré leur mission diplomatique à Jérusalem, au mépris de la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité, et refusent de se conformer aux dispositions de cette résolution;

3. *Demande à nouveau* à ces États de se conformer aux dispositions des résolutions applicables de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte des Nations Unies;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

76^e séance plénière
2 décembre 1998

53/38. La situation au Moyen-Orient: le Golan syrien

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée «La situation au Moyen-Orient»,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹²⁴,

Rappelant la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date du 17 décembre 1981,

Réaffirmant le principe fondamental de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant une fois de plus que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949¹²⁵, s'applique au Golan syrien occupé,

Profondément préoccupée par le fait que, au mépris des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, Israël ne s'est pas retiré du Golan syrien occupé depuis 1967,

Soulignant que la construction de colonies de peuplement et les activités menées par Israël dans le Golan syrien occupé depuis 1967 sont illégales,

Notant avec satisfaction la convocation à Madrid, le 30 octobre 1991, de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, organisée sur la base des résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973 et 425 (1978) du 19 mars 1978, ainsi que du principe «terre contre paix»,

Se déclarant profondément préoccupée par le fait que, dans les voies de négociation avec la République arabe syrienne et le Liban, le processus de paix s'est arrêté, et exprimant l'espoir que les pourparlers de paix reprendront prochainement à partir du stade déjà atteint,

1. *Déclare* qu'Israël ne s'est toujours pas conformé à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité;

2. *Déclare également* que la décision du 14 décembre 1981 par laquelle Israël a imposé ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé est nulle et non avenue et sans validité aucune, comme le Conseil de sécurité l'a confirmé dans sa résolution 497 (1981), et demande à Israël de la rapporter;

3. *Réaffirme* que toutes les dispositions applicables du Règlement figurant en annexe à la Convention de La Haye de 1907¹²⁶ et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949¹²⁵, continuent de s'appliquer au territoire syrien occupé par Israël depuis 1967, et demande aux parties à ces instruments de respecter et de faire respecter en toutes circonstances les obligations qui en découlent;

4. *Constate une fois de plus* que le maintien de l'occupation du Golan syrien et son annexion de facto font obstacle à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable dans la région;

5. *Demande* à Israël de reprendre les pourparlers dans les voies de négociation avec la République arabe syrienne et le Liban et de respecter les garanties et les engagements déjà convenus;

6. *Exige une fois de plus* qu'en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité Israël se retire de tout le Golan syrien jusqu'à la ligne du 4 juin 1967;

7. *Demande* à toutes les parties intéressées, aux coparrains du processus de paix et à la communauté internationale tout entière de faire tout le nécessaire pour assurer la reprise du processus de paix et son succès;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

76^e séance plénière
2 décembre 1998

¹²³ A/53/550.

¹²⁴ Ibid.

¹²⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

¹²⁶ Voir Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Les Conventions et Déclarations de La Haye de 1899 et 1907*, New York, Oxford University Press, 1918.

53/39. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 181 (II) du 29 novembre 1947, 194 (III) du 11 décembre 1948, 3236 (XXIX) du 22 novembre 1974, 3375 (XXX) et 3376 (XXX) du 10 novembre 1975, 31/20 du 24 novembre 1976, 32/40 A du 2 décembre 1977, 33/28 A et B du 7 décembre 1978, 34/65 A du 29 novembre 1979 et 34/65 C du 12 décembre 1979, ES-7/2 du 29 juillet 1980, 35/169 A et C du 15 décembre 1980, 36/120 A et C du 10 décembre 1981, ES-7/4 du 28 avril 1982, 37/86 A du 10 décembre 1982, 38/58 A du 13 décembre 1983, 39/49 A du 11 décembre 1984, 40/96 A du 12 décembre 1985, 41/43 A du 2 décembre 1986, 42/66 A du 2 décembre 1987, 43/175 A du 15 décembre 1988, 44/41 A du 6 décembre 1989, 45/67 A du 6 décembre 1990, 46/74 A du 11 décembre 1991, 47/64 A du 11 décembre 1992, 48/158 A du 20 décembre 1993, 49/62 A du 14 décembre 1994, 50/84 A du 15 décembre 1995, 51/23 du 4 décembre 1996 et 52/49 du 9 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien¹²⁷,

Rappelant la signature, par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, le 13 septembre 1993 à Washington, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹²⁸, y compris ses annexes et le Mémoire d'accord y relatif, ainsi que les accords d'application postérieurs, en particulier l'Accord intérimaire israélo-palestinien relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza¹²⁹, signé à Washington le 28 septembre 1995,

Réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies a une responsabilité permanente à assumer en ce qui concerne la question de Palestine, jusqu'à ce que cette question soit réglée sous tous ses aspects de manière satisfaisante et dans le respect de la légitimité internationale,

1. *Sait gré* au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien des efforts qu'il a faits pour s'acquitter des tâches qu'elle lui a confiées;

2. *Considère* que le Comité peut continuer d'apporter une contribution précieuse et positive aux efforts internationaux visant à faire progresser l'application effective de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹²⁸ et à mobiliser l'aide et l'appui de la communauté internationale en faveur du peuple palestinien durant la période de transition;

3. *Fait siennes* les conclusions et recommandations formulées par le Comité au chapitre VII de son rapport¹²⁷;

4. *Prie* le Comité de continuer à suivre l'évolution de la question de Palestine et de présenter un rapport et des suggestions à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité, selon qu'il conviendra;

5. *Autorise* le Comité à continuer de n'épargner aucun effort pour promouvoir l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, à apporter à son programme de travail les aménagements qu'il jugera appropriés et nécessaires compte tenu de l'évolution de la situation, à mettre plus spécialement l'accent sur la nécessité de mobiliser aide et appui en faveur du peuple palestinien et à lui rendre compte lors de sa cinquante-quatrième session et par la suite;

6. *Prie* le Comité de continuer d'offrir coopération et soutien aux organisations non gouvernementales palestiniennes et autres organisations non gouvernementales, afin de mobiliser la solidarité et l'appui de la communauté internationale en faveur de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien ainsi que du règlement pacifique de la question de Palestine, et d'associer de nouvelles organisations non gouvernementales à ses travaux;

7. *Prie* la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, qu'elle a créée par sa résolution 194 (III), et les autres organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent de la question de Palestine, de continuer à coopérer pleinement avec le Comité et de lui communiquer, sur sa demande, l'information et la documentation dont ils disposent en la matière;

8. *Prie* le Secrétaire général de communiquer le rapport du Comité à tous les organes compétents de l'Organisation, qu'elle invite instamment à prendre les mesures nécessaires selon qu'il conviendra;

9. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité tous les moyens dont il a besoin pour s'acquitter de ses tâches.

*76^e séance plénière
2 décembre 1998*

53/40. Division des droits des Palestiniens (Secrétariat)

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien¹³⁰,

Prenant note en particulier des renseignements qui figurent à la section B du chapitre V de ce rapport,

Rappelant ses résolutions 32/40 B du 2 décembre 1977, 33/28 C du 7 décembre 1978, 34/65 D du 12 décembre 1979, 35/169 D du 15 décembre 1980, 36/120 B du 10 décembre 1981, 37/86 B du 10 décembre 1982, 38/58 B du 13 décembre 1983, 39/49 B du 11 décembre 1984, 40/96 B du 12 décembre

¹²⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 35 (A/53/35).

¹²⁸ A/48/486-S/26560, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993, document S/26560.

¹²⁹ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997, document S/1997/357.

¹³⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 35 (A/53/35).

1985, 41/43 B du 2 décembre 1986, 42/66 B du 2 décembre 1987, 43/175 B du 15 décembre 1988, 44/41 B du 6 décembre 1989, 45/67 B du 6 décembre 1990, 46/74 B du 11 décembre 1991, 47/64 B du 11 décembre 1992, 48/158 B du 20 décembre 1993, 49/62 B du 14 décembre 1994, 50/84 B du 15 décembre 1995, 51/24 du 4 décembre 1996 et 52/50 du 9 décembre 1997,

1. *Note avec satisfaction* les mesures prises par le Secrétaire général conformément à sa résolution 52/50;

2. *Considère* que la Division des droits des Palestiniens (Secrétariat) continue d'apporter une contribution utile et constructive;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer de fournir à la Division les ressources dont elle a besoin et de veiller à ce qu'elle continue d'exécuter son programme de travail tel que décrit dans des résolutions antérieures sur la question, en consultation avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et sous sa direction, en particulier qu'elle organise des réunions dans différentes régions, avec la participation de tous les secteurs de la communauté internationale, qu'elle continue de mettre au point et de développer le système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine, qu'elle établisse et fasse diffuser le plus largement possible des publications et des informations sur divers aspects de la question de Palestine, qu'elle aide à mener à bien le projet de modernisation de la documentation de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, et qu'elle organise le programme annuel de formation destiné au personnel de l'Autorité palestinienne;

4. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que le Département de l'information et d'autres services du Secrétariat continuent d'aider la Division à s'acquitter de ses tâches et à couvrir comme il convient les divers aspects de la question de Palestine;

5. *Invite* tous les gouvernements et organisations à aider dans leurs tâches le Comité et la Division;

6. *Note avec satisfaction* les mesures prises par les États Membres pour célébrer chaque année, le 29 novembre, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, engage les États Membres à continuer de donner à cette manifestation la plus large publicité possible et prie le Comité et la Division de continuer, dans le cadre de cette célébration, d'organiser une exposition annuelle sur les droits des Palestiniens, en coopération avec le Bureau de l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

76^e séance plénière
2 décembre 1998

53/41. Programme spécial d'information sur la question de Palestine du Département de l'information (Secrétariat)

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien¹³¹,

Prenant note en particulier des renseignements qui figurent au chapitre VI de ce rapport,

Rappelant sa résolution 52/51 du 9 décembre 1997,

Convaincue que la diffusion, à l'échelle mondiale, d'informations exactes et détaillées et l'action des organisations et institutions non gouvernementales demeurent d'une importance capitale pour mieux faire prendre conscience des droits inaliénables du peuple palestinien et en promouvoir le respect,

Ayant à l'esprit la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹³², signée à Washington le 13 septembre 1993 par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, ainsi que les accords d'application postérieurs, en particulier l'Accord intérimaire israélo-palestinien relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza¹³³, signé à Washington le 28 septembre 1995, et leurs répercussions positives,

1. *Prend note avec satisfaction* des mesures prises par le Département de l'information (Secrétariat) conformément à sa résolution 52/51;

2. *Considère* que le programme spécial d'information du Département sur la question de Palestine est fort utile en ce qu'il aide à faire mieux comprendre à la communauté internationale la complexité de la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient en général, y compris les résultats du processus de paix, et qu'il contribue effectivement à une atmosphère propice au dialogue et favorable au bon déroulement de ce processus;

3. *Prie* le Département, agissant en coopération et coordination étroites avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, de poursuivre, avec la souplesse nécessaire pour tenir compte, le cas échéant, des faits nouveaux intéressant la question de Palestine, son programme spécial d'information jusqu'à la fin de l'exercice biennal 1998-1999 et, en particulier:

a) De diffuser des informations sur toutes les activités du système des Nations Unies concernant la question de Palestine, y compris des rapports sur les travaux des organismes des Nations Unies concernés;

¹³¹ Ibid.

¹³² A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

¹³³ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

b) De continuer à faire paraître des publications et des mises à jour concernant les différents aspects de la question de Palestine dans tous les domaines, exposant le dernier état de la question et faisant ressortir, en particulier, les perspectives de paix;

c) D' étoffer sa documentation audiovisuelle sur la question de Palestine et de continuer à produire des documents audiovisuels, y compris à mettre à jour son exposition au Secrétariat;

d) D'organiser ou d'aider à organiser à l'intention des journalistes des missions d'information dans la région, y compris dans les territoires sous la juridiction de l'Autorité palestinienne et dans les territoires occupés;

e) D'organiser des rencontres ou colloques internationaux, régionaux et nationaux à l'intention des journalistes;

f) De continuer à apporter une aide au peuple palestinien pour le développement des médias, en particulier pour renforcer le programme de formation de journalistes palestiniens de la presse écrite, de la radio et de la télévision entrepris en 1995.

76^e séance plénière
2 décembre 1998

53/42. Règlement pacifique de la question de Palestine

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions pertinentes, y compris celles qu'elle a adoptées à sa dixième session extraordinaire d'urgence,

Rappelant également les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 338 (1973) du 22 octobre 1973,

Consciente du fait que 1997 a marqué le cinquantième anniversaire de l'adoption de la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 et le trentième anniversaire de l'occupation du territoire palestinien, y compris Jérusalem,

Ayant examiné le rapport que le Secrétaire général lui a présenté¹³⁴ comme suite à la demande qu'elle avait formulée dans sa résolution 52/52 du 9 décembre 1997,

Convaincue qu'un règlement final et pacifique de la question de Palestine, qui est au cœur du conflit arabo-israélien, est la condition indispensable de l'instauration d'une paix globale et durable au Moyen-Orient,

Considérant que le principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples est au nombre des buts et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Affirmant le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre,

Affirmant également le caractère illégal des colonies israéliennes fondées dans le territoire occupé depuis 1967 et des initiatives israéliennes qui visent à changer le statut de Jérusalem,

Affirmant une fois de plus que tous les États de la région ont le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues,

Rappelant la reconnaissance mutuelle intervenue entre le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien, et la signature par les deux parties, à Washington, le 13 septembre 1993, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹³⁵, ainsi que les accords d'application postérieurs, dont l'Accord intérimaire israélo-palestinien relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza¹³⁶, signé à Washington le 28 septembre 1995,

Rappelant également le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de la région de Jéricho en 1995 conformément aux accords entre les parties, et la mise en place de l'Autorité palestinienne dans ces régions, ainsi que l'amorce d'un redéploiement de l'armée israélienne dans le reste de la Cisjordanie en 1996,

Notant avec satisfaction que les premières élections générales palestiniennes se sont déroulées avec succès,

Prenant note avec gratitude des travaux du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés et de son rôle positif,

Se félicitant de la convocation à Washington, le 1^{er} octobre 1993, de la Conférence à l'appui de la paix au Moyen-Orient, ainsi que de toutes les réunions qui y ont fait suite et des mécanismes internationaux qui ont été créés pour apporter une aide au peuple palestinien,

Préoccupée par les graves difficultés auxquelles se heurte le processus de paix au Moyen-Orient et exprimant l'espoir que le Mémoire de Wye River, signé à Washington le 23 octobre 1998, sera intégralement mis en œuvre de façon que les accords existants soient pleinement appliqués,

1. *Réaffirme* la nécessité de parvenir à un règlement pacifique, sous tous ses aspects, de la question de Palestine, qui est au cœur du conflit arabo-israélien;

2. *Appuie pleinement* le processus de paix engagé à Madrid ainsi que la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹³⁵, de 1993, et les accords d'application postérieurs, dont l'Accord intérimaire israélo-palestinien relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza¹³⁶ conclu en 1995, et formule l'espoir que ce processus

¹³⁴ A/53/652-S/1998/1050; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1050.

¹³⁵ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

¹³⁶ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

conduira à l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient;

3. *Souligne* la nécessité de s'engager à respecter le principe «terre contre paix» et à appliquer les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, qui constituent la base du processus de paix au Moyen-Orient, et d'appliquer immédiatement et scrupuleusement les accords auxquels sont parvenues les parties, notamment le redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie et le commencement des négociations sur le règlement final;

4. *Demande* aux parties concernées, aux coparrains du processus de paix et aux autres parties intéressées, ainsi qu'à la communauté internationale tout entière, de déployer tous les efforts et prendre toutes les initiatives nécessaires pour faire redémarrer le processus de paix et en assurer la poursuite et le succès;

5. *Souligne* la nécessité de respecter les principes ci-après:

a) Réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien dont, au premier rang, le droit à l'auto-détermination;

b) Retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967;

6. *Souligne également* la nécessité de résoudre le problème des réfugiés palestiniens conformément à sa résolution 194 (III) du 11 décembre 1948;

7. *Exhorte* les États Membres à accélérer la fourniture d'une aide économique et technique au peuple palestinien durant cette période critique;

8. *Souligne* qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle élargi et plus actif durant la phase actuelle du processus de paix et dans la mise en œuvre de la Déclaration de principes;

9. *Invite* le Secrétaire général à poursuivre ses efforts auprès des parties concernées, en consultation avec le Conseil de sécurité, en vue du rétablissement de la paix dans la région, et à soumettre des rapports sur l'évolution de la situation à cet égard.

76^e séance plénière
2 décembre 1998

53/43. Cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1998/10 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 avril 1998¹³⁷, relative au cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide¹³⁸,

Rappelant également que lorsqu'elle a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme¹³⁹, le 10 décembre 1948, elle a déclaré que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Rappelant en outre le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme¹⁴⁰, notamment le chapitre VII, intitulé «1998 – Année des droits de l'homme», qui contient des propositions concernant la célébration du cinquantième anniversaire, et se félicitant des efforts déployés par le Haut Commissaire pour faciliter la coordination entre les différentes manifestations envisagées pour cette commémoration,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 96 (I) du 11 décembre 1946, dans laquelle elle a déclaré que le génocide est un crime en droit international et qu'il est contraire à l'esprit et aux buts de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant également que lorsqu'elle a adopté la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, le 9 décembre 1948, elle a souligné que le génocide est un fléau odieux qui a infligé de grandes pertes à l'humanité et elle s'est déclarée convaincue que la coopération internationale est nécessaire pour faciliter la prévention et la répression du crime de génocide,

Constatant que, cinquante ans après la présentation d'une proposition à cet effet, des mesures concrètes ont été prises pour créer des cours pénales internationales ayant compétence pour juger les personnes accusées de génocide,

Notant avec préoccupation que, malgré les efforts de la communauté internationale, des milliers d'innocents continuent d'être victimes de génocide,

Tenant compte de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, du 26 novembre 1968¹⁴¹,

Considérant que le cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide offre à la communauté internationale une nouvelle occasion d'appeler l'attention de tous les États sur l'importance de la Convention et de les inviter à redoubler d'efforts pour prévenir et réprimer le crime de génocide,

1. *Réaffirme* l'importance de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide¹³⁸, instrument international efficace pour la répression du crime de génocide;

¹³⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23), chap. II, sect. A.

¹³⁸ Résolution 260 A (III).

¹³⁹ Résolution 217 A (III).

¹⁴⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 36 (A/52/36).

¹⁴¹ Résolution 2391 (XXIII), annexe.

2. *Exprime sa gratitude* à tous les États qui ont ratifié la Convention ou y ont adhéré;

3. *Invite* les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention ou à y adhérer;

4. *Engage* tous les États à accroître et intensifier les activités qu'ils mènent en vue de l'application intégrale des dispositions de la Convention;

5. *Invite* les gouvernements et la communauté internationale à continuer d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis dans l'application de la Convention depuis son adoption et à identifier les obstacles qui existent et les moyens de les surmonter, grâce à des mesures prises à l'échelon national et une coopération internationale accrue;

6. *Invite* les gouvernements, le Secrétariat, les organes pertinents et les organismes des Nations Unies, compte tenu de leurs mandats respectifs, ainsi que les autres organisations internationales et non gouvernementales, à diffuser largement le texte de la Convention ainsi que celui d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en vue d'en assurer l'universalité et l'application intégrale.

77^e séance plénière
2 décembre 1998

53/68. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux¹⁴²,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes ses résolutions sur l'application de la Déclaration, la dernière en date étant la résolution 52/78 du 10 décembre 1997, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité sur la question,

Sachant que l'élimination du colonialisme est l'une des priorités de l'Organisation des Nations Unies pour la décennie commencée en 1990,

Profondément consciente qu'il faut rapidement prendre des mesures pour éliminer les derniers vestiges du colonialisme d'ici à l'an 2000, comme elle l'a demandé dans sa résolution 43/47 du 22 novembre 1988,

Réaffirmant sa conviction qu'il faut faire disparaître le colonialisme et éliminer totalement la discrimination raciale et les violations des droits fondamentaux de l'homme,

Notant avec satisfaction tout ce que le Comité spécial a fait pour assurer l'application effective et intégrale de la

Déclaration et des autres résolutions de l'Organisation sur la décolonisation,

Soulignant combien il importe que les puissances administrantes participent aux travaux du Comité spécial,

Notant avec satisfaction que certaines puissances administrantes coopèrent et participent activement aux travaux du Comité spécial et qu'elles demeurent disposées à recevoir des missions de visite des Nations Unies dans les territoires qu'elles administrent,

Notant avec préoccupation que la non-participation de certaines puissances administrantes a nui aux travaux du Comité spécial, le privant d'une source importante d'informations sur les territoires qu'elles administrent,

Sachant que les États qui ont accédé depuis peu à l'indépendance ou sont sur le point d'y accéder ont d'urgence besoin d'une assistance du système des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans d'autres domaines,

Sachant également que les territoires encore non autonomes, en particulier les petits territoires insulaires, ont d'urgence besoin de l'aide économique, sociale et autre du système des Nations Unies,

Prenant spécialement note du fait que le Comité spécial a organisé à Nadi (Fidji), du 16 au 18 juin 1998, un séminaire régional pour le Pacifique chargé d'étudier la situation des territoires non autonomes, du point de vue notamment de leur évolution politique sur la voie de l'autodétermination avant l'an 2000¹⁴³,

1. *Réaffirme* sa résolution 1514 (XV) et toutes les autres résolutions sur la décolonisation, y compris sa résolution 43/47 proclamant la décennie commencée en 1990 Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, et demande aux puissances administrantes de prendre, conformément à ces résolutions, toutes les mesures voulues pour permettre aux peuples des territoires intéressés d'exercer pleinement et au plus tôt leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance;

2. *Affirme de nouveau* que la persistance du colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations – y compris l'exploitation économique – est incompatible avec la Charte des Nations Unies, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁴⁴;

3. *Réaffirme sa volonté* de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour que le colonialisme soit éliminé complètement et rapidement et pour que tous les États observent scrupuleusement les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

¹⁴² A/53/23 (Parties I à IX). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

¹⁴³ Voir A/AC.109/2121.

¹⁴⁴ Résolution 217 A (III).

4. *Déclare de nouveau* qu'elle soutient les aspirations des peuples soumis à la domination coloniale qui souhaitent faire valoir leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance;

5. *Approuve* le rapport que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a établi sur ses travaux de 1998, y compris le programme de travail envisagé pour 1999¹⁴⁵;

6. *Demande* à tous les États, en particulier aux puissances administrantes, ainsi qu'aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, de donner effet, dans leurs domaines de compétence respectifs, aux recommandations du Comité spécial tendant à l'application de la Déclaration et des autres résolutions de l'Organisation des Nations Unies en la matière;

7. *Demande* aux puissances administrantes de veiller à ce que les activités menées par des intérêts économiques étrangers dans les territoires qu'elles administrent visent à aider les peuples de ces territoires à exercer leur droit à l'autodétermination;

8. *Prend note* de la décision de certaines puissances administrantes de fermer certaines bases militaires dans les territoires non autonomes ou d'en réduire l'importance;

9. *Demande* aux puissances administrantes d'éliminer les bases militaires restantes dans les territoires non autonomes, conformément aux résolutions qu'elle a adoptées en la matière, et les engage à ne pas associer ces territoires à des actes offensifs ou à des actes d'ingérence dirigés contre d'autres États;

10. *Prie instamment* tous les États, agissant directement ou dans le cadre des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, d'apporter une aide morale et matérielle aux peuples des territoires coloniaux et demande que les puissances administrantes, agissant en consultation avec les gouvernements des territoires qu'elles administrent, prennent des mesures pour obtenir et utiliser efficacement toute l'assistance possible, dans le cadre d'arrangements tant bilatéraux que multilatéraux, en vue de renforcer l'économie de ces territoires;

11. *Prie* le Comité spécial de continuer à rechercher les moyens d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration, de prendre, en ce qui concerne tous les territoires qui n'ont pas exercé encore leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance, les mesures qu'elle a approuvées touchant la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et, en particulier:

a) De faire des propositions précises pour l'élimination des dernières manifestations du colonialisme et de lui en rendre compte à sa cinquante-quatrième session;

b) De continuer à suivre la façon dont les États Membres appliquent la résolution 1514 (XV) et les autres résolutions sur la décolonisation;

c) De continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant régulièrement des missions de visite, et de lui recommander les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance;

d) De tout mettre en œuvre pour obtenir que les gouvernements du monde entier et les organisations nationales et internationales appuient les objectifs de la Déclaration et appliquent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies en la matière;

12. *Demande* aux puissances administrantes de continuer à aider le Comité spécial à s'acquitter de son mandat et de recevoir des missions de visite dans les territoires pour que celles-ci y obtiennent des renseignements de première main et s'assurent des vœux et des aspirations de leurs habitants;

13. *Demande également* aux puissances administrantes qui n'ont pas participé aux travaux du Comité spécial de le faire à sa session de 1999;

14. *Prie* le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'apporter une assistance économique, sociale et autre aux territoires non autonomes et de continuer à le faire, si besoin est, après que ces territoires auront exercé leur droit à l'autodétermination, y compris à l'indépendance;

15. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Comité spécial les moyens et les services nécessaires à l'application de la présente résolution ainsi que des autres résolutions et décisions sur la décolonisation adoptées par l'Assemblée générale et le Comité spécial.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/69. Diffusion d'informations sur la décolonisation

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui est consacré à la diffusion d'informations sur la décolonisation et sur l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine¹⁴⁶,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies

¹⁴⁵ A/53/23 (Partie I), chap. I, sect. J. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

¹⁴⁶ A/53/23 (Partie II), chap. III. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation, en particulier sa résolution 52/79 du 10 décembre 1997,

Reconnaissant que l'examen des options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination requiert une approche souple, pragmatique et novatrice, l'objectif étant de parvenir à la décolonisation totale d'ici à l'an 2000,

Réaffirmant l'importance de la diffusion d'informations comme moyen de servir les buts de la Déclaration et sachant que l'opinion publique mondiale peut aider efficacement les peuples des territoires non autonomes à parvenir à l'autodétermination,

Reconnaissant le rôle que jouent les puissances administrantes dans la communication d'informations au Secrétaire général, conformément aux dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies,

Consciente du rôle des organisations non gouvernementales dans la diffusion d'informations sur la décolonisation,

1. *Approuve* les activités exécutées par le Département de l'information et par le Département des affaires politiques du Secrétariat dans le domaine de la diffusion d'informations sur la décolonisation;

2. *Juge important* de poursuivre ses efforts pour diffuser le plus largement possible des informations sur la décolonisation, en mettant l'accent sur les différentes options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination;

3. *Prie* le Département des affaires politiques et le Département de l'information de tenir compte des suggestions du Comité spécial afin de continuer à prendre les mesures voulues en utilisant tous les moyens d'information disponibles – publications, radio, télévision et Internet – pour faire connaître l'action de l'Organisation dans le domaine de la décolonisation et, notamment:

a) De continuer à rassembler, préparer et diffuser, en particulier à destination des territoires, de la documentation de base sur les questions relatives à l'autodétermination des peuples des territoires non autonomes;

b) De chercher à s'assurer le plein concours des puissances administrantes pour les tâches mentionnées ci-dessus;

c) D'entretenir des relations de travail avec les organisations régionales et intergouvernementales compétentes, notamment dans le Pacifique et les Caraïbes, en procédant à des consultations périodiques et à des échanges d'informations;

d) D'encourager les organisations non gouvernementales à participer à la diffusion d'informations sur la décolonisation;

e) De rendre compte au Comité spécial des mesures prises en application de la présente résolution;

4. *Prie* tous les États, y compris les puissances administrantes, de continuer à coopérer à la diffusion des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

5. *Demande* au Comité spécial de suivre la mise en œuvre de la présente résolution et de lui faire rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/85. **Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe**

L'Assemblée générale,

Rappelant l'accord-cadre sur la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe¹⁴⁷, signé le 26 mai 1993, ainsi que ses résolutions sur la coopération entre les deux organisations,

Rappelant également la déclaration dans laquelle, au Sommet d'Helsinki de 1992, les chefs d'État ou de gouvernement des États participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont dit qu'ils considéraient la Conférence comme étant un accord régional au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et que, en cette qualité, elle représentait un lien important entre la sécurité européenne et la sécurité mondiale¹⁴⁸,

Reconnaissant la contribution croissante que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe apporte à l'instauration et au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans la région de son ressort, grâce à son action en matière d'alerte rapide et de diplomatie préventive, notamment celle du Haut Commissaire pour les minorités nationales, et à ses activités dans les domaines de la gestion des crises et du relèvement après les conflits, ainsi que de la maîtrise des armements et du désarmement,

Rappelant les relations particulières qui existent entre l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et les Partenaires méditerranéens pour la coopération, qui se sont encore renforcées cette année,

Soulignant qu'il importe de continuer à renforcer la coordination et la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général¹⁴⁹;

2. *Note avec satisfaction* que la coopération et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et ses institutions et l'Organisation pour la sécurité et la coopération

¹⁴⁷ Voir A/48/185, annexe II.

¹⁴⁸ Voir A/47/361-S/24370, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-septième année, Supplément de juillet, août et septembre 1992*, document S/24370.

¹⁴⁹ A/53/672.

en Europe se sont encore améliorées, y compris au niveau opérationnel;

3. *Se félicite*, à ce sujet, de la participation de représentants de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies aux réunions du Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de la participation de cette institution à la troisième réunion des secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales;

4. *Prend note avec satisfaction* de l'adoption par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe d'un memorandum d'accord sur le renforcement de la coopération entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le secrétariat de cette organisation, de l'accord sur les domaines de coopération renforcée entre le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et de l'accord sur la coopération entre le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

5. *Accueille avec intérêt* l'invitation lancée à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions pour qu'elles participent à un échange de vues sur une plate-forme de sécurité coopérative, dans le cadre de l'élaboration d'une charte de la sécurité européenne par les États participant à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

6. *Encourage* l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à s'efforcer encore de favoriser la sécurité et la stabilité dans la région de son ressort grâce à des dispositifs d'alerte rapide, de prévention des conflits, de gestion des crises et de relèvement après les conflits, comme indiqué dans la déclaration adoptée en 1996, à leur sommet de Lisbonne, par les chefs d'État ou de gouvernement de cette institution, et grâce à un travail constant de promotion de la démocratie, de l'état de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

7. *Rend hommage* à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour le concours qu'elle a apporté à la mise en application de la résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 31 mars 1998, et notamment pour la contribution de son président en exercice à l'élaboration des rapports présentés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en application de cette résolution;

8. *Se félicite* que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ait créé sans délai la Mission de vérification au Kosovo, chargée de contrôler l'application de la résolution 1199 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 23 septembre 1998, conformément à la résolution 1203 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 24 octobre 1998;

9. *Note avec satisfaction* que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est disposée à continuer d'assumer, en coopération avec l'Organisation des Nations

Unies, le rôle qui lui est confié dans l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine¹⁵⁰, auquel sont venues s'ajouter en 1998 de nouvelles responsabilités en matière de police, de justice et de droits de l'homme;

10. *Approuve pleinement* le fait que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe continue de fournir à l'Albanie conseils et assistance dans son domaine de compétence, notamment en servant de cadre à l'action du Groupe des Amis de l'Albanie, qui réunit des pays et des institutions internationales souhaitant activement seconder les efforts de développement de l'Albanie, et en coprésidant ce groupe avec l'Union européenne au niveau international;

11. *Sait gré* à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe d'avoir fourni les observateurs de police civile qui ont assumé les responsabilités du Groupe d'appui de la police des Nations Unies dans la région du Danube en Croatie;

12. *Appuie pleinement* l'action menée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour parvenir à un règlement pacifique du conflit qui sévit en Azerbaïdjan dans la région du Haut-Karabakh et aux alentours, et se félicite que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe collaborent dans ce domaine;

13. *Se félicite* que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation des Nations Unies coopèrent aux fins du processus de paix en Géorgie, notamment dans le cadre du Bureau des droits de l'homme de Soukhoumi;

14. *Appuie pleinement* les efforts entrepris par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour parvenir au règlement des problèmes de la zone orientale de la République de Moldova, et se félicite que cette organisation se soit engagée à favoriser la mise en application des décisions pertinentes des sommets de Budapest et de Lisbonne;

15. *Prie* le Secrétaire général de continuer à rechercher avec le Président en exercice et le Secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe les moyens de renforcer encore la coopération, les échanges d'informations et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe» et prie le Secrétaire général de lui présenter à cette session un rapport sur la coopération entre les deux organisations aux fins de l'application de la présente résolution.

80^e séance plénière
7 décembre 1998

¹⁵⁰ A/50/790-S/1995/999; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1995*, document S/1995/999.

53/86. Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/233 du 26 juin 1998, intitulée «Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000»,

Accueillant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général intitulé «Mesures prises par les organismes des Nations Unies pour résoudre le problème informatique posé par le passage à l'an 2000»¹⁵¹,

Considérant que le problème informatique du passage à l'an 2000, également connu sous le nom de «bogue du millénaire», risque de perturber le fonctionnement des gouvernements, des entreprises et des autres organisations,

Soulignant la nécessité de prendre des mesures correctives efficaces bien avant l'échéance inéluctable du 31 décembre 1999, après laquelle d'importants systèmes risquent de cesser de fonctionner,

Consciente de la gravité des répercussions que le problème informatique du passage à l'an 2000 pourrait avoir dans tous les pays qui sont de plus en plus interdépendants sur le plan économique,

Soulignant que le problème informatique du passage à l'an 2000 risque de toucher les systèmes informatiques ainsi qu'une grande partie du matériel de commande électronique contenant des puces intégrées et des horloges internes, ce qui produira des effets de grande envergure sur d'importants secteurs tels que l'alimentation en énergie, les télécommunications, les systèmes financiers, les transports, la santé publique, le fonctionnement des bâtiments et des usines, l'approvisionnement alimentaire, les services d'urgence, l'organisation de la protection sociale et les services collectifs de distribution,

Soulignant également que les gouvernements ainsi que les organisations privées, publiques et internationales doivent déployer des efforts coordonnés afin de chercher à résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000,

Se félicitant que la Banque mondiale ait créé un fonds d'affectation spéciale pour appuyer les efforts visant à résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000 et que les États membres aient versé à ce fonds des contributions volontaires,

Saluant les efforts que le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique du Conseil économique et social déploie en vue de mieux faire connaître le problème informatique du passage à l'an 2000,

1. *Prie* tous les États Membres d'intensifier d'urgence leurs efforts tendant à résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000, notamment en s'attachant à faire en sorte que le secteur privé y prête toute l'attention requise, en cherchant eux-mêmes à le résoudre dans les systèmes qui

dépendent d'eux et en désignant à cet effet un coordonnateur à l'échelle nationale;

2. *Lance un appel* à tous les États Membres pour qu'ils coopèrent à l'échelon mondial afin de résoudre en temps voulu le problème informatique du passage à l'an 2000 et travaillent de concert à écarter la menace que ce problème fait peser dans le monde entier;

3. *Demande* aux gouvernements, aux organisations des secteurs public et privé et aux membres de la société civile de mettre en commun, aux niveaux local, régional et mondial, l'information relative à l'expérience qu'ils ont acquise en cherchant à résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000;

4. *Demande instamment* à tous les États Membres d'insister sur l'importance de plans d'urgence et d'élaborer eux-mêmes des plans visant à prévenir toute défaillance majeure dans les secteurs public et privé;

5. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour que tous les organismes des Nations Unies s'assurent, bien avant la fin du siècle, que leurs ordinateurs et leurs équipements dotés de microprocesseurs intégrés sont prêts pour le passage à l'an 2000, en établissant un plan d'action pour le système des Nations Unies;

6. *Prend note avec satisfaction* du projet de directives pour résoudre le problème informatique posé par le passage à l'an 2000 que le Conseil économique et social a établi à sa session de fond de 1998, tel qu'il figure à l'annexe de la résolution 1998/45 du Conseil, en date du 31 juillet 1998, et exhorte les États Membres à se fonder sur ces directives pour s'attaquer au problème sous tous ses aspects;

7. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que les organismes des Nations Unies suivent de près les sources de financement existantes et potentielles afin d'appuyer les efforts des pays en développement et des pays à économie en transition visant à résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000, et de faciliter la diffusion auprès des États Membres de l'information concernant ces possibilités de financement;

8. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des mesures prises au sein des organismes des Nations Unies et avec les États Membres afin de résoudre le problème informatique du passage à l'an 2000;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000» et d'achever ses travaux au titre de ce point de l'ordre du jour avant l'échéance du 31 décembre 1999.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

¹⁵¹ A/53/574 et Corr.1.

53/87. Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991, relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 52/167 du 16 décembre 1997, relative à la sûreté et à la sécurité du personnel humanitaire, et 52/126 du 12 décembre 1997, relative à la protection du personnel des Nations Unies, et prenant note de la résolution 1998/37 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 1998¹⁵²,

Se félicitant des conclusions concertées 1998/1 adoptées à l'issue du débat que le Conseil économique et social a consacré aux affaires humanitaires à sa session de fond de 1998¹⁵³,

Préoccupée par les circonstances de plus en plus difficiles dans lesquelles sont menées les activités d'aide humanitaire dans certaines régions, en particulier par la dégradation constante dans beaucoup de cas du respect des principes et des règles du droit international humanitaire,

Notant avec satisfaction que le cinquantième anniversaire des Conventions de Genève, du 12 août 1949¹⁵⁴, offrira bientôt l'occasion de faire mieux comprendre les questions humanitaires, notamment la nécessité de promouvoir, de respecter et de faire respecter les principes et les règles du droit international humanitaire,

Gravement préoccupée par la multiplication, ces dernières années, des situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier des conflits armés et des situations d'après conflit, qui provoquent une aggravation spectaculaire des pertes en vies humaines, des souffrances des victimes, des courants de réfugiés et de déplacés et des dégâts matériels, et compromettent les efforts de développement des pays touchés, en particulier des pays en développement,

Prenant acte des déclarations du Président du Conseil de sécurité des 19 juin 1997¹⁵⁵ et 29 septembre 1998¹⁵⁶, du rapport du Secrétaire général sur la protection des activités d'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes touchées par un conflit¹⁵⁷ et des vues exprimées au cours du débat public que le Conseil de sécurité a consacré, le 29 septembre 1998, à la protection des activités d'assistance

humanitaire aux réfugiés et autres personnes touchées par un conflit¹⁵⁸,

Se félicitant que les attaques délibérées contre le personnel employé dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies figurent parmi les crimes de guerre dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale¹⁵⁹, adopté le 17 juillet 1998 par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, tenue à Rome du 15 juin au 17 juillet 1998, et notant le rôle que la Cour pourrait jouer dans la traduction en justice des responsables de violations graves du droit international humanitaire,

Saluant le courage et le dévouement des agents qui participent à des opérations d'aide humanitaire, souvent au péril de leur vie,

Déplorant vivement l'augmentation du nombre de victimes parmi le personnel humanitaire et le personnel des Nations Unies intervenant dans des situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier des conflits armés et des situations d'après conflit, et condamnant énergiquement les violences physiques et les harcèlements auxquels sont trop fréquemment exposés ceux qui participent à des opérations d'aide humanitaire,

Sachant que la réalisation des opérations d'aide humanitaire s'appuie en général sur une étroite collaboration entre les gouvernements, l'Organisation des Nations Unies et ses organismes, et d'autres organisations internationales, et entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales,

Guidée par les dispositions relatives à la protection qui figurent dans la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies¹⁶⁰, la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées¹⁶¹ et la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé¹⁶²,

1. *Prend acte* du rapport présenté par le Secrétaire général sous le titre «Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés: sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel de l'Organisation des Nations Unies»¹⁶³;

2. *Prie instamment* tous les États de prendre les mesures nécessaires pour faire effectivement appliquer dans leur intégralité les principes et les normes applicables du droit international humanitaire, notamment ceux qui concernent la sécurité du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies;

¹⁵² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23)*, chap. II, sect. A.

¹⁵³ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 (A/53/3), chap. VII.

¹⁵⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 970 à 973.

¹⁵⁵ S/PRST/1997/34; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1997*.

¹⁵⁶ S/PRST/1998/30; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1998*.

¹⁵⁷ *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de juillet, août et septembre 1998*, document S/1998/883.

¹⁵⁸ Voir S/PV.3932. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, 3932^e séance*.

¹⁵⁹ A/CONF.183/9.

¹⁶⁰ Résolution 22 A (I).

¹⁶¹ Résolution 179 (II).

¹⁶² Résolution 49/59, annexe.

¹⁶³ A/53/501.

3. *Demande instamment* à tous les États de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, pour respecter et faire respecter l'inviolabilité des locaux des Nations Unies, lesquelles sont indispensables à l'exécution et au succès des opérations des Nations Unies, et pour obtenir la prompte libération des membres du personnel des Nations Unies et d'autres personnes agissant en exécution du mandat d'une opération des Nations Unies qui ont été arrêtés ou placés en détention en violation de leur immunité, conformément aux susdites conventions et au droit international humanitaire applicable;

4. *Engage* tous les États à adhérer aux instruments internationaux pertinents, notamment à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé¹⁶², et à en respecter pleinement les dispositions;

5. *Demande* à tous les États de communiquer rapidement tous renseignements utiles sur l'arrestation ou la mise en détention de membres du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, de permettre à des équipes médicales indépendantes de contrôler l'état de santé des personnes détenues et de leur fournir les soins médicaux dont elles ont besoin;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour faire pleinement respecter les droits de l'homme, les privilèges et immunités du personnel des Nations Unies et d'autres personnes agissant en exécution du mandat d'une opération des Nations Unies, de rechercher les moyens de renforcer la protection du personnel des Nations Unies et d'autres personnes agissant en exécution du mandat d'une opération des Nations Unies, notamment en s'efforçant d'inclure, lors de la négociation des accords de siège et autres accords sur le statut des missions concernant le personnel des Nations Unies et le personnel associé, les dispositions pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies¹⁶⁰, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées¹⁶¹ et de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé;

7. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires, dans le cadre de ses attributions, pour que les questions de sécurité fassent partie intégrante de la planification des opérations et pour que les précautions prises s'étendent à l'ensemble du personnel des Nations Unies et des autres personnes agissant en exécution du mandat d'une opération des Nations Unies;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que le personnel des Nations Unies et les autres personnes agissant en exécution du mandat d'une opération des Nations Unies soient convenablement informés et adéquatement formés, de manière à améliorer leur sécurité et leur efficacité dans l'exercice de leurs fonctions;

9. *Lance un appel* à tous les États pour qu'ils envisagent de signer et de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale¹⁵⁹;

10. *Condamne énergiquement* tout acte ou tout manquement ayant pour effet d'entraver ou d'empêcher

l'accomplissement de leurs fonctions humanitaires par le personnel humanitaire et le personnel des Nations Unies, ou qui expose ces personnels à des menaces, à l'emploi de la force ou à des agressions physiques entraînant fréquemment des blessures ou la mort;

11. *Engage* tous les gouvernements et les parties se trouvant dans des situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier des conflits armés et des situations d'après conflit, dans des pays dans lesquels opère du personnel humanitaire, conformément aux dispositions pertinentes du droit international et des législations nationales, à coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes à vocation humanitaire et à garantir l'accès en toute sécurité et sans restrictions du personnel humanitaire pour lui permettre de remplir efficacement sa mission au service des populations civiles touchées, y compris les réfugiés et les déplacés;

12. *Rappelle* que le personnel humanitaire et le personnel des Nations Unies doivent être convenablement informés, notamment par les organismes dont ils relèvent, de l'étendue de leur mission et des normes qu'ils sont censés respecter, notamment celles de la législation nationale et du droit international, et adéquatement formés de manière à améliorer leur sécurité et leur efficacité dans l'exercice de leurs fonctions;

13. *Rappelle également* que tout le personnel humanitaire doit respecter les lois des pays où il opère;

14. *Demande instamment* à tous les États de veiller à ce que toute menace proférée ou tout acte de violence commis à l'encontre du personnel humanitaire opérant sur leur territoire fasse l'objet d'une enquête approfondie, et de prendre toutes les dispositions voulues, conformément au droit international et à la législation nationale, pour que les auteurs de tels actes soient poursuivis;

15. *Se félicite* de la création par le Secrétaire général du Fonds d'affectation spéciale pour la sécurité du personnel du système des Nations Unies hors siège et encourage tous les États à y verser une contribution;

16. *Prend note* du débat consacré au respect et à la sécurité du personnel humanitaire à la première réunion périodique sur le droit international humanitaire, tenue à Genève en janvier 1998, ainsi que du rapport du Président de cette réunion;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la sécurité du personnel humanitaire et la protection du personnel des Nations Unies et les mesures à prendre pour les renforcer, en tenant compte des vues des gouvernements, du Comité permanent interinstitutions, des autres partenaires de l'action humanitaire et du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

53/88. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/182 du 19 décembre 1991, 51/194 du 17 décembre 1996 et 52/168 du 16 décembre 1997, ainsi que la résolution 1995/56 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1995,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies¹⁶⁴,

Se félicitant des progrès réalisés par le Coordonnateur des secours d'urgence et le Bureau de coordination des affaires humanitaires dans le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire fournie par l'Organisation des Nations Unies,

1. *Se félicite* que le Conseil économique et social ait, pour la première fois, inscrit un débat consacré aux affaires humanitaires à sa session de fond de 1998 et qu'il ait adopté à cette occasion les conclusions concertées 1998/1¹⁶⁵;

2. *Lance un appel* aux institutions compétentes des Nations Unies, aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils collaborent avec le Secrétaire général et le Coordonnateur des secours d'urgence pour assurer en temps opportun la mise en application et le suivi des conclusions concertées 1998/1;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 1999, un rapport sur le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies, y compris sur la mise en application et le suivi des conclusions concertées 1998/1;

4. *Invite* le Conseil économique et social à chercher les moyens de développer encore le débat qu'il consacrera aux affaires humanitaires à ses futures sessions, comme prévu dans les conclusions concertées 1998/1.

*81^e séance plénière
7 décembre 1998*

53/89. Assistance au peuple palestinien

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/170 du 16 décembre 1997,

Rappelant également les résolutions antérieures sur la question,

Se félicitant de la signature, par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, représentant du peuple palestinien, de la Déclaration de

principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹⁶⁶, de 1993, et de la signature des accords d'application postérieurs, y compris l'Accord intérimaire relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza¹⁶⁷, de 1995,

Profondément préoccupée par les difficultés économiques et les problèmes d'emploi auxquels le peuple palestinien se heurte dans tout le territoire occupé,

Sachant qu'il importe d'améliorer d'urgence l'infrastructure économique et sociale du territoire occupé et les conditions de vie du peuple palestinien,

Considérant que le développement est difficile sous un régime d'occupation et que la paix et la stabilité lui sont le plus propices,

Notant, compte tenu de l'évolution récente du processus de paix, les graves problèmes économiques et sociaux auxquels ont à faire face le peuple palestinien et ses dirigeants,

Consciente qu'il faut d'urgence apporter une assistance internationale au peuple palestinien, compte tenu des priorités palestiniennes,

Notant la tenue au Caire, les 27 et 28 avril 1998, du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, intitulé «Relever les défis de l'an 2000: promouvoir le développement national palestinien»¹⁶⁸,

Soulignant qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies participe pleinement à la mise en place d'institutions palestiniennes et apporte une assistance très large au peuple palestinien, y compris dans les domaines des élections, de la formation de la police et de l'administration publique,

Notant que le Secrétaire général a nommé en juin 1994 le Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés,

Se félicitant des résultats de la Conférence à l'appui de la paix au Moyen-Orient, tenue à Washington le 1^{er} octobre 1993, de la création du Comité de liaison ad hoc et du travail réalisé par la Banque mondiale qui en assure le secrétariat, ainsi que de la création du Groupe consultatif,

Se félicitant également de la création par le Comité de liaison ad hoc du Comité mixte de liaison, qui offre un cadre pour l'examen, avec l'Autorité palestinienne, des options économiques et des questions pratiques relatives à l'assistance fournie par les donateurs,

Se félicitant en outre de la cinquième réunion du Groupe consultatif, tenue à Paris les 14 et 15 décembre 1997, en particulier des contributions annoncées par la communauté

¹⁶⁴ A/53/139-E/1998/67.

¹⁶⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3* (A/53/3).

¹⁶⁶ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

¹⁶⁷ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

¹⁶⁸ A/53/152-E/1998/71, annexe.

des donateurs et de la présentation du premier plan de développement palestinien pour les années 1998-2000,

Accueillant avec satisfaction les résultats de la Conférence ministérielle à l'appui de la paix et du développement au Moyen-Orient, tenue le 30 novembre 1998 à Washington, et notant avec reconnaissance les annonces de contribution faites par la communauté internationale des donateurs,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹⁶⁹,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹⁶⁹;

2. *Remercie* le Secrétaire général de l'activité et des efforts qu'il a rapidement déployés pour prêter assistance au peuple palestinien;

3. *Remercie également* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont apporté et continuent d'apporter une assistance au peuple palestinien;

4. *Souligne* l'importance des travaux effectués par le Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés et des mesures prises sous les auspices du Secrétaire général pour mettre en place un mécanisme de coordination des activités des Nations Unies dans tous les territoires occupés;

5. *Prie instamment* les États Membres, les institutions financières internationales du système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les organisations régionales et interrégionales, agissant en étroite coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine et par l'intermédiaire des institutions palestiniennes officielles, d'apporter, aussi rapidement et généreusement que possible, une assistance économique et sociale au peuple palestinien;

6. *Demande* aux organisations et institutions compétentes des Nations Unies d'intensifier leur assistance afin de répondre aux besoins urgents du peuple palestinien, conformément aux priorités énoncées par l'Autorité palestinienne, en mettant l'accent sur l'exécution nationale et le renforcement des capacités;

7. *Demande instamment* aux États Membres d'ouvrir leur marché aux produits d'exportation palestiniens, aux conditions les plus favorables, conformément aux règles commerciales appropriées;

8. *Demande* à la communauté internationale des donateurs de fournir rapidement l'aide promise au peuple palestinien, de façon à répondre à ses besoins urgents;

9. *Propose* que l'Organisation des Nations Unies parraine en 1998 un séminaire sur l'économie palestinienne;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil

économique et social, un rapport sur l'application de la présente résolution, contenant:

a) Une évaluation de l'assistance effectivement reçue par le peuple palestinien;

b) Une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions précises concernant les mesures à prendre pour y répondre efficacement;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale», la question subsidiaire intitulée «Assistance au peuple palestinien».

81^e séance plénière
7 décembre 1998

53/90. Application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/151 du 18 décembre 1991, dans l'annexe de laquelle figure le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90,

Rappelant également ses résolutions 48/214 du 23 décembre 1993 et 49/142 du 23 décembre 1994 relatives au nouvel Ordre du jour, ainsi que sa résolution 51/32 du 6 décembre 1996 relative à l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour,

Ayant à l'esprit les conclusions et recommandations que le Comité du programme et de la coordination a formulées à sa trente-septième session¹⁷⁰ et à la première partie de sa trente-huitième session¹⁷¹ après avoir examiné l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, que le Secrétaire général a lancée le 15 mars 1996,

Constatant que, si la performance économique de certains pays africains s'est améliorée, de très graves problèmes sociaux et économiques n'en continuent pas moins de se poser dans le continent,

Notant avec préoccupation que, si le processus de mondialisation crée des problèmes mais également des possibilités, l'Afrique n'en reste pas moins marginalisée dans l'économie mondiale et que ses apports nets de ressources sont en baisse, de même que sa part du commerce mondial,

Ayant examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des

¹⁶⁹ A/53/153-E/1998/75.

¹⁷⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 16 (A/52/16), chap. IV.B.

¹⁷¹ Ibid., cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16), première partie, chap. III.C.

Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, y compris les mesures et recommandations adoptées lors de l'examen à mi-parcours¹⁷²,

Notant avec satisfaction que la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, tenue à Tokyo du 19 au 21 octobre 1998, a adopté le Programme d'action de Tokyo¹⁷³, qui mise, entre autres choses, sur les principes d'une croissance économique accélérée pour lutter contre la pauvreté et poursuivre l'intégration du continent à l'économie mondiale, et met en relief les concepts de responsabilité et de partenariat mondial,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport intérimaire du Secrétaire général sur la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, y compris les mesures et recommandations adoptées lors de l'examen à mi-parcours¹⁷²;

2. *Se déclare préoccupée* par la tendance générale à la baisse des flux financiers à destination de l'Afrique, en particulier du montant de l'aide publique au développement, qui retarde, entre autres choses, l'application du nouvel Ordre du jour;

3. *Souligne* qu'il importe de se concentrer sur les domaines prioritaires choisis par les pays africains eux-mêmes, comme le stipulent le Programme d'action du Caire¹⁷⁴ et le nouvel Ordre du jour, et d'organiser des consultations étroites tant au niveau de l'élaboration des politiques qu'au niveau opérationnel, entre les différents partenaires du développement, en vue d'obtenir les meilleurs résultats;

4. *Réaffirme* l'importance que revêtent des mécanismes de contrôle et d'évaluation et d'autres mécanismes de suivi efficaces, pour la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, et, à ce sujet, prie le Secrétaire général de proposer un ensemble d'indicateurs de résultats permettant de mesurer les progrès accomplis dans l'application du nouvel Ordre du jour;

5. *Prie instamment* tous les États, les organisations internationales et multilatérales, les institutions financières et les fonds et programmes de développement des Nations Unies ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de prendre, d'urgence, des mesures concrètes et efficaces afin d'appliquer intégralement, de manière coordonnée, les recommandations présentées dans le rapport du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale pour l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90¹⁷⁵;

6. *Prie* le Secrétaire général, dans les efforts qu'il fait pour harmoniser les initiatives internationales et bilatérales actuellement mises en œuvre en faveur de l'Afrique, de faire en sorte que le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 soit appliqué de façon efficace et selon le calendrier prévu et, à ce sujet, de s'assurer que l'Organisation des Nations Unies et ses fonds et programmes agissent de façon coordonnée dans le cadre de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90;

7. *Prie également* le Secrétaire général, en attendant l'examen et l'évaluation finals du nouvel Ordre du jour, qui aura lieu en 2002, de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur la suite donnée à sa résolution 51/32.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

53/91. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine¹⁷⁶,

Rappelant les dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, qui a trait aux accords ou organismes régionaux, énonce les principes fondamentaux en régissant les activités et définit le cadre juridique de la coopération avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que sa résolution 49/57 du 9 décembre 1994, dans l'annexe de laquelle figure la Déclaration sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les accords ou organismes régionaux dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Rappelant également l'accord du 15 novembre 1965 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine¹⁷⁷ tel que mis à jour et signé le 9 octobre 1990 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine¹⁷⁸,

Rappelant en outre ses résolutions sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, en particulier les résolutions 43/12 du 25 octobre 1988, 43/27 du 18 novembre 1988, 44/17 du 1^{er} novembre 1989, 45/13 du 7 novembre 1990, 46/20 du 26 novembre 1991, 47/148 du 18 décembre 1992, 48/25 du 29 novembre 1993, 49/64 du 15 décembre 1994, 50/158 du 21 décembre 1995, 51/151 du 13 décembre 1996 et 52/20 du 24 novembre 1997,

¹⁷² A/53/390 et Add.1.

¹⁷³ A/53/559-S/1998/1015, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1015.

¹⁷⁴ Voir A/50/647, annexe II, résolution AHG/Res.236 (XXXI), annexe.

¹⁷⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 48 (A/51/48).*

¹⁷⁶ A/53/419.

¹⁷⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 548, n° 614 (Partie II).

¹⁷⁸ *Ibid.*, vol. 1580, n° 1044 (Partie II).

Rappelant que, dans ses résolutions 46/20, 47/148 et 48/25, elle a notamment engagé le Secrétaire général et les organismes compétents des Nations Unies à apporter leur appui à la création de la Communauté économique africaine,

Rappelant sa résolution 48/214 du 23 décembre 1993 sur la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90¹⁷⁹,

Prenant note des résolutions, décisions et déclarations adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-quatrième session ordinaire, tenue à Ouagadougou du 8 au 10 juin 1998¹⁸⁰,

Notant que le Conseil de sécurité a tenu, le 24 septembre 1998, une réunion ministérielle sur la situation en Afrique et notant qu'a été reconnue la relation symbiotique entre la paix et le développement,

Consciente de la nécessité de poursuivre et resserrer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et l'Organisation de l'unité africaine, notamment dans les domaines politique, économique, social, technique, culturel et administratif,

Notant que le Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits créé par l'Organisation de l'unité africaine développe son potentiel en matière de diplomatie préventive,

Notant également les efforts faits par l'Organisation de l'unité africaine, ainsi que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies, afin de faciliter le règlement pacifique des différends et des conflits en Afrique et la poursuite harmonieuse du processus de démocratisation,

Profondément préoccupée de constater que, malgré les politiques de réforme appliquées par la plupart des pays africains, leur situation économique demeure critique et que le relèvement et le développement de l'Afrique continuent d'être gravement freinés par les cours toujours déprimés des produits primaires, le lourd fardeau de la dette et le manque de moyens de financement,

Considérant les efforts que l'Organisation de l'unité africaine et ses États membres font dans le domaine de l'intégration économique et la nécessité d'accélérer le processus de mise en œuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine¹⁸¹,

Tenant compte de l'aide déjà fournie par la communauté internationale, en particulier aux réfugiés, aux déplacés et aux pays d'asile africains,

Profondément préoccupée par la grave situation des réfugiés et des déplacés en Afrique, qui impose d'accroître d'urgence l'assistance internationale aux réfugiés et aux pays d'asile africains,

Consciente qu'il importe de développer et préserver une culture de paix, de tolérance et de relations harmonieuses fondée sur la bonne gouvernance, la justice sociale et la coopération internationale en vue de contribuer à prévenir conflits et guerres en Afrique,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine¹⁷⁶ et des efforts qu'il déploie pour renforcer cette coopération et appliquer les résolutions en la matière;

2. *Note avec satisfaction* que le Secrétaire général a récemment décidé de créer un bureau de liaison avec l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba;

3. *Constate avec satisfaction* que l'Organisation de l'unité africaine participe toujours davantage aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en y apportant une utile contribution;

4. *Demande* aux organes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social, de continuer d'associer étroitement l'Organisation de l'unité africaine à tous leurs travaux intéressant l'Afrique;

5. *Salue* l'initiative de la réunion ministérielle que le Conseil de sécurité a consacrée à la situation en Afrique le 24 septembre 1998, prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, du 13 avril 1998¹⁸², et engage l'Organisation des Nations Unies, ses organes et les institutions spécialisées à appliquer sans délai, dans leurs domaines de compétence respectifs, les recommandations qui y sont formulées;

6. *Demande* que l'Organisation des Nations Unies coopère et coordonne ses efforts avec l'Organisation de l'unité africaine, notamment dans les domaines ci-après:

a) Règlement pacifique des différends et maintien de la paix et de la sécurité internationales en Afrique, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies;

b) Prévention des conflits par la promotion d'une culture de paix, de tolérance et de relations harmonieuses en Afrique et par le renforcement du dispositif mis en place pour les échanges d'informations et les consultations;

7. *Invite* l'Organisation des Nations Unies à continuer d'aider l'Organisation de l'unité africaine à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de son Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, pour ce qui est, en particulier, des éléments ci-après:

a) Mise en place d'un système d'alerte avancée;

¹⁷⁹ Résolution 46/151, annexe.

¹⁸⁰ A/53/179, annexe II.

¹⁸¹ A/46/651.

¹⁸² A/52/871-S/1998/318; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/318.

b) Assistance technique et formation du personnel, y compris un programme d'échange de personnel;

c) Échange d'informations et coordination entre les systèmes d'alerte avancée des deux organisations;

d) Soutien logistique;

e) Mobilisation de l'appui financier;

8. *Note avec satisfaction* l'assistance que l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui lui sont reliés apportent aux pays africains dans le cadre du processus de démocratisation et demande instamment à l'Organisation d'encourager les pays donateurs à fournir aux pays africains, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine, des fonds et des moyens de formation appropriés pour les aider à améliorer leurs capacités en matière de maintien de la paix, afin qu'ils puissent participer activement aux opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies;

9. *Demande instamment* à l'Organisation des Nations Unies de continuer à soutenir l'Organisation de l'unité africaine dans ses efforts visant à promouvoir l'expansion du processus démocratique en Afrique, en particulier dans les domaines de l'enseignement de la démocratie, de l'observation des élections, des droits de l'homme et de la liberté, notamment en apportant un appui technique à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples;

10. *Demande* à tous les États Membres et aux organisations régionales et internationales, en particulier aux organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales, de fournir une assistance appropriée aux réfugiés et aux déplacés, ainsi qu'aux pays d'asile africains, compte tenu des événements inquiétants survenus récemment dans ce domaine;

11. *Souligne* que les organismes des Nations Unies doivent poursuivre l'assistance économique et technique et l'aide au développement qu'ils fournissent à l'Afrique et qu'ils doivent d'urgence lui accorder la priorité dans ce domaine;

12. *Prie instamment* le Secrétaire général, les États Membres, les organisations régionales et internationales, notamment les organismes des Nations Unies, et les organisations non gouvernementales de soutenir le fonctionnement de la Communauté économique africaine, de faire connaître ses activités et de contribuer au renforcement de l'appui institutionnel dont elle bénéficie;

13. *Prie* les organismes des Nations Unies présents en Afrique d'inclure dans leurs programmes nationaux et régionaux des activités qui renforceront la coopération régionale dans leurs domaines respectifs et de faciliter la réalisation des objectifs du Traité instituant la Communauté économique africaine;

14. *Demande* aux organismes des Nations Unies de renforcer la coordination de leurs programmes régionaux en Afrique, afin de les relier entre eux et d'assurer leur harmonisation avec ceux des organisations économiques régionales et sous-régionales africaines;

15. *Souligne* qu'il faut prendre d'urgence des mesures appropriées pour assurer l'application effective du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90¹⁷⁹, en ce qui concerne, en particulier: a) les réformes économiques, y compris la mobilisation effective et l'utilisation efficace des ressources intérieures; b) la promotion du secteur privé et des investissements étrangers directs; c) l'intensification du processus démocratique et le renforcement de la société civile; d) l'environnement et le développement; e) les flux de ressources; f) le règlement du problème de la dette de l'Afrique; g) la facilitation des échanges commerciaux et l'ouverture des marchés; h) la diversification de l'économie des pays africains; i) l'amélioration des infrastructures matérielles et institutionnelles, le développement social et la mise en valeur des ressources humaines; et j) les femmes et le développement;

16. *Invite instamment* tous les États et les organisations internationales sous-régionales à s'employer activement à appliquer les recommandations de son Comité ad hoc plénier pour l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 qu'elle a adoptées à sa cinquante et unième session;

17. *Invite* le Secrétaire général à associer étroitement l'Organisation de l'unité africaine à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, notamment à l'examen final qui en sera fait en 2002;

18. *Demande* au Secrétaire général d'élaborer des stratégies nouvelles et efficaces en vue de l'application des recommandations issues de la réunion tenue par les secrétariats de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies du 6 au 8 mai 1998;

19. *Demande* aux organismes des Nations Unies compétents de veiller à assurer une représentation effective, juste et équitable de l'Afrique aux postes de responsabilité et de décision, à leurs sièges respectifs comme dans leurs opérations au niveau régional;

20. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution et sur le développement de la coopération entre l'Organisation de l'unité africaine et les organismes des Nations Unies.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

53/92. Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport intitulé «Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement

durables en Afrique»¹⁸³, que le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises par le Conseil de sécurité, en vertu des responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies, dans la perspective d'un effort concerté à déployer d'urgence pour donner suite aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport au sujet de la prévention des conflits et du maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme moyen de promouvoir une paix et un développement durables en Afrique,

Notant que le Conseil économique et social a décidé¹⁸⁴ de tenir, à sa session de fond de 1999, un débat de fond sur la suite donnée aux recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général et de coordonner et d'harmoniser selon les besoins l'action menée par les organismes des Nations Unies pour mettre en œuvre les initiatives consacrées au développement de l'Afrique,

Rappelant l'accord du 15 novembre 1965 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine¹⁸⁵ tel que mis à jour et signé le 9 octobre 1990 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine¹⁸⁶, ainsi que les résolutions adoptées par la suite,

Considérant que de nombreux pays africains ont fait des progrès substantiels vers la création d'un environnement propice à une croissance économique et à un développement durables, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux résultats des conférences des Nations Unies,

Prenant note avec intérêt du Traité instituant la Communauté économique africaine¹⁸⁷, entré en vigueur en mai 1994, par lequel les pays africains se sont engagés à promouvoir la coopération et l'intégration économiques au niveau régional en vue d'accélérer le processus de croissance économique et de développement,

Soulignant le lien étroit qui existe entre paix, sécurité et développement durable,

Notant avec une profonde inquiétude les conflits en Afrique et la fréquence accrue des atrocités dirigées contre les civils, en particulier contre les femmes, les enfants et le personnel des organismes de secours, ainsi que l'enrôlement d'enfants comme combattants,

Soulignant qu'il est nécessaire de respecter les règles du droit international humanitaire et les dispositions des instruments relatifs aux droits de l'homme et que toutes les parties à un conflit ont à répondre de leurs actes,

Se déclarant préoccupée par les graves conséquences des problèmes socioéconomiques, tels que la montée de la pauvreté, la pandémie du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise et les obstacles qui perpétuent la discrimination à l'égard des femmes et des filles,

Notant avec satisfaction toutes les initiatives internationales, régionales et bilatérales en faveur du développement de l'Afrique, y compris le Programme d'action de Tokyo¹⁸⁸, adopté à la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, tenue à Tokyo du 19 au 21 octobre 1998, dans lequel la communauté internationale est appelée à réaffirmer sa volonté de soutenir les efforts de développement de l'Afrique,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général consacré aux causes des conflits et à la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique¹⁸³, qui envisage de façon globale les problèmes de la paix et du développement en Afrique, ainsi que des recommandations concrètes qu'il contient;

2. *Sait gré* au Secrétaire général de l'action vigoureuse qu'il mène à l'échelle mondiale en faveur du développement de l'Afrique et des efforts qu'il déploie pour continuer à mobiliser l'appel de la communauté internationale au continent et en particulier pour amener les organismes des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, à appuyer le développement de l'Afrique dans un cadre coordonné;

3. *Note* que l'application effective des recommandations du Secrétaire général concernant l'instauration d'une paix et d'un développement durables en Afrique exigera une volonté politique accrue et soutenue de la part des États africains et de la communauté internationale;

4. *Demande* aux pays africains de poursuivre leurs efforts visant à créer un environnement interne favorable au développement durable;

5. *Demande* à la communauté internationale d'accroître sensiblement le montant des ressources financières fournies aux pays africains afin qu'ils puissent appliquer efficacement les recommandations du Secrétaire général et, dans ce contexte, demande également à toutes les parties concernées de contribuer à améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide au développement de toutes sources;

6. *Souligne* qu'il importe d'améliorer la coordination entre les organes et organismes compétents des Nations Unies en vue de contribuer à la consolidation de la paix après les conflits, à la réconciliation, à la reconstruction et au développement en Afrique, et prie le Secrétaire général de chercher de nouveaux moyens d'y parvenir;

7. *Engage* l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales compétentes à apporter aux gouvernements, sur leur demande, une aide appropriée en

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ Voir la décision 1998/298 du Conseil économique et social.

¹⁸⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 548, n° 614 (Partie II).

¹⁸⁶ Ibid., vol. 1580, n° 1044 (Partie II).

¹⁸⁷ A/46/651.

¹⁸⁸ A/53/559-S/1998/1015, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1015.

vue de renforcer les institutions de façon à promouvoir la transparence et la responsabilisation dans l'administration publique ainsi que la bonne gouvernance, et engage, dans ce contexte, tous les gouvernements à promouvoir et respecter tous les droits de l'homme et la primauté du droit, et à renforcer leurs institutions démocratiques;

8. *Engage* tous les États ainsi que les autres acteurs à recourir à des moyens pacifiques, et non à des solutions militaires, pour résoudre leurs problèmes et, à cette fin, à promouvoir la diplomatie préventive et les mesures de confiance, selon les besoins, ainsi qu'à renforcer la capacité de l'Afrique de participer à tous les aspects des opérations de maintien de la paix, en particulier grâce à une coopération accrue entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine, ainsi qu'entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations sous-régionales;

9. *Invite* la communauté internationale à compléter les efforts déployés au niveau national en fournissant aux pays africains des ressources à des conditions favorables qui leur permettent de renforcer leurs capacités et de maintenir un rythme soutenu de croissance économique et de développement;

10. *Souligne avec force* l'importance d'un environnement favorable aux investissements, en particulier aux investissements étrangers directs, de l'ouverture des marchés, de la bonne gouvernance, de l'accroissement du volume et de l'efficacité de l'aide publique au développement, de solutions au problème qu'est l'insoutenable fardeau de la dette, y compris de mesures de conversion de la dette, de l'assouplissement de l'Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés, et de l'appui à la coopération et à l'intégration régionales – questions prioritaires qui doivent être abordées si l'on veut réaliser un développement durable dans tous les pays d'Afrique et encourager la participation de tous ces pays à l'économie mondiale, comme recommandé dans le rapport du Secrétaire général;

11. *Engage* les pays africains à continuer de promouvoir la coopération et l'intégration économiques régionales dans le cadre du Traité instituant la Communauté économique africaine¹⁸⁷ et d'autres organisations et arrangements sous-régionaux complémentaires, et demande à la communauté internationale d'appuyer ces efforts;

12. *Prie* tous les gouvernements ainsi que toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de s'attacher à répondre spécialement aux besoins particuliers des femmes et des enfants réfugiés, surtout de ceux qui ont besoin d'une protection spéciale, ainsi que des personnes déplacées;

13. *Appuie* la recommandation visant à harmoniser les initiatives internationales et bilatérales en cours en faveur de l'Afrique, faite par le Secrétaire général dans son rapport, et invite les pays africains et leurs partenaires, dans le cadre du débat que le Conseil économique et social consacrera aux questions de coordination à sa session de fond de 1999, à arrêter ensemble leurs priorités et l'ordre de celles-ci, à définir

leurs responsabilités respectives et à convenir d'objectifs réalistes et quantifiables dans ces domaines prioritaires;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre à sa cinquante-quatrième session un rapport sur la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport;

15. *Prie* le Président de l'Assemblée générale, en prévision du débat qui se déroulera lors de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée, de créer un groupe de travail spécial de l'Assemblée chargé de suivre l'application de la présente résolution et, en particulier, la mise en œuvre des recommandations faites par le Secrétaire général dans le rapport qu'il a soumis au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique; le Groupe de travail déterminera son mandat et ses méthodes de travail, en tenant compte des résultats des délibérations du Conseil économique et social sur cette question.

*81^e séance plénière
7 décembre 1998*

53/93. Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/175 du 18 décembre 1997, dans laquelle elle a décidé d'autoriser la prolongation du mandat de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala du 1^{er} avril au 31 décembre 1998,

Tenant compte de la note du Secrétaire général communiquant le huitième rapport de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala relatif aux droits de l'homme¹⁸⁹,

Tenant compte également des deuxième¹⁹⁰ et troisième¹⁹¹ rapports du Secrétaire général sur l'application des accords de paix du Guatemala,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les activités de la Mission¹⁹² et les recommandations qui y figurent, lesquelles visent à faire en sorte que la Mission soit mieux en mesure de s'acquitter des tâches requises par le processus de vérification jusqu'au 31 décembre 1999,

Encouragée par les progrès et les efforts suivis accomplis par les parties et par les divers secteurs de la société guatémaltèque à l'appui des accords de paix,

Soulignant le rôle joué par la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala à l'appui du processus de paix dans ce pays, et appréciant le soutien apporté à la Mission par le Gouvernement guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque,

¹⁸⁹ A/52/946.

¹⁹⁰ A/52/757.

¹⁹¹ A/53/421.

¹⁹² A/53/288.

Appréciant l'appui apporté par la communauté internationale aux programmes et projets découlant des accords de paix,

Rappelant que les parties ont demandé que le mandat de la Mission ait la même durée que l'Échéancier de mise en œuvre, d'exécution et de vérification de l'application des Accords de paix¹⁹³, à savoir quatre ans, de 1997 à 2000,

1. *Prend note avec satisfaction* des deuxième¹⁹⁰ et troisième¹⁹¹ rapports du Secrétaire général sur l'application des accords de paix du Guatemala;

2. *Prend note* du huitième rapport de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala relatif aux droits de l'homme¹⁸⁹;

3. *Salue* les progrès accomplis à ce jour dans l'application des accords de paix, en particulier les réformes constitutionnelles récemment adoptées, et souligne la nécessité de faire en sorte que ces réformes soient largement acceptées lors du référendum à venir, grâce au renforcement des mécanismes d'inscription des électeurs afin de permettre la participation la plus importante possible au référendum;

4. *Souligne* qu'il importe de continuer à honorer les engagements énoncés dans les accords de paix, en particulier au sujet des questions jugées prioritaires, à savoir la nécessité d'accroître les ressources budgétaires pour pouvoir consolider le processus de paix et de chercher à résoudre les problèmes concernant la terre et la justice;

5. *Invite* les parties à s'acquitter intégralement des engagements qu'elles ont pris dans l'Accord général relatif aux droits de l'homme¹⁹⁴ et dans les autres accords de paix, notamment de ceux prévus pour la troisième phase (1998-2000) de l'Échéancier de mise en œuvre, d'exécution et de vérification de l'application des Accords de paix¹⁹³;

6. *Demande instamment* aux parties et à tous les secteurs de la société guatémaltèque de rester attachés aux objectifs des accords de paix, en particulier durant la période électorale, et de redoubler d'efforts en vue de promouvoir la réalisation d'un consensus, la réconciliation et le développement, en prêtant une attention particulière aux secteurs les plus vulnérables de la société;

7. *Invite* la communauté internationale à continuer d'appuyer les activités en faveur de la paix au Guatemala, notamment en versant des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour le processus de paix au Guatemala créé par le Secrétaire général;

8. *Décide* d'autoriser la prolongation du mandat de la Mission du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport actualisé contenant ses recommandations concernant la Mission après le 31 décembre 1999;

10. *Prie également* le Secrétaire général de la tenir pleinement informée de l'application de la présente résolution.

81^e séance plénière
7 décembre 1998

53/94. La situation en Amérique centrale: processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la question, en particulier la résolution 637 (1989) du 27 juillet 1989, ainsi que ses propres résolutions, en particulier la résolution 43/24 du 15 novembre 1988, dans lesquelles le Secrétaire général a été prié de continuer à user de ses bons offices et de fournir le plus large appui possible aux gouvernements d'Amérique centrale dans les efforts qu'ils font pour réaliser les objectifs de paix, de réconciliation, de démocratie, de développement et de justice définis dans l'accord sur le «Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale», signé le 7 août 1987¹⁹⁵,

Réaffirmant ses résolutions dans lesquelles elle souligne et reconnaît l'importance de la coopération économique, financière et technique que la communauté internationale apporte sur les plans bilatéral et multilatéral afin de promouvoir le développement économique et social de la région de façon à soutenir et compléter les efforts de paix et de démocratisation des populations et des gouvernements des pays d'Amérique centrale, en particulier la résolution 50/58 B du 12 décembre 1995, relative à l'assistance et à la coopération internationales en faveur de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale¹⁹⁶, ainsi que la résolution 53/1 C du 2 novembre 1998, relative à l'assistance d'urgence à l'Amérique centrale, qu'elle a adoptée à la suite des destructions causées par le cyclone Mitch,

Soulignant l'importance de l'évolution du Système d'intégration de l'Amérique centrale, dont l'objectif fondamental est de promouvoir le processus d'intégration; de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale, en tant que programme intégral de développement national et régional, dans lequel sont inscrits les engagements pris et les priorités fixées par les pays de la région pour promouvoir le développement durable; de la mise en place du

¹⁹³ A/51/796-S/1997/114, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1997*, document S/1997/114.

¹⁹⁴ A/48/928-S/1994/448, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1994*, document S/1994/448.

¹⁹⁵ A/42/521-S/19085, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1987*, document S/19085.

¹⁹⁶ Voir A/49/580-S/1994/1217, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-neuvième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1994*, document S/1994/1217.

sous-système et de la politique d'intégration sociale régionale; du modèle de sécurité démocratique en Amérique centrale et de l'application des autres accords adoptés lors des sommets présidentiels – autant d'instruments qui constituent le cadre général de référence pour consolider la paix, la liberté, la démocratie et le développement, et les fondements qui permettront de promouvoir des relations mutuellement bénéfiques entre l'Amérique centrale et la communauté internationale,

Se félicitant de la visite que le Secrétaire général a effectuée au Guatemala à l'appui du processus de consolidation de la paix, de la démocratie et du développement en Amérique centrale, en particulier dans ce pays,

Appréciant les progrès accomplis en ce qui concerne la suite donnée aux engagements qui ont été pris aux termes des Accords de paix du Guatemala et dont l'exécution est vérifiée par la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala, notamment ceux relatifs à la démobilisation et au retour à la vie civile des anciens combattants, aux mesures prises en faveur des rapatriés, à la mise en place de commissions spéciales, à la réduction des forces armées, à la promotion et à la défense des droits de l'homme et aux progrès en matière de réformes constitutionnelles,

Prenant note avec satisfaction des efforts déployés par le peuple et le Gouvernement salvadoriens en vue d'appliquer intégralement les Accords de paix,

Se félicitant du rôle joué par les opérations de maintien de la paix et par les missions de vérification et d'observation des Nations Unies, qui se sont pleinement acquittées de leur mandat en Amérique centrale, conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, respectivement,

Accueillant avec satisfaction les transformations et les progrès réalisés par les populations des pays d'Amérique centrale, dont les efforts ont abouti, notamment, à des réformes constitutionnelles, au renforcement de la société civile, à la création de nouveaux espaces politiques, à l'organisation d'élections libres et pluralistes, à la création de mécanismes de défense et de promotion des droits de l'homme, à la liberté d'expression, au renforcement des institutions démocratiques et de l'état de droit, à la mise en œuvre de processus de réforme judiciaire et à l'adoption d'un mode de développement plus juste offrant de plus grandes possibilités aux peuples d'Amérique centrale,

Soulignant l'importance que revêtent la fin d'une période critique en Amérique centrale et l'ouverture d'une nouvelle ère historique exempte de conflits armés, une ère de gouvernements librement élus dans chaque pays et de profondes transformations politiques, économiques, sociales et autres, qui ont créé un climat propice à la croissance économique et à la consolidation sur de meilleures bases de sociétés démocratiques, justes et équitables,

Réaffirmant que l'instauration d'une paix et une démocratie fermes et durables en Amérique centrale est un processus dynamique et permanent qui se heurte à

d'importants problèmes structurels et dont le maintien et le renforcement sont étroitement liés aux progrès réalisés dans le domaine du développement humain, particulièrement en ce qui concerne la réduction de la pauvreté extrême, la promotion de la justice économique et sociale, la réforme judiciaire, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect des minorités et la satisfaction des besoins fondamentaux des groupes les plus vulnérables parmi les populations de la région, autant de questions importantes génératrices de tensions et de conflits qui méritent d'être réglées avec la même urgence et le même dévouement que ceux qui ont présidé au règlement des conflits armés,

Soulignant l'importance de la décision prise par les présidents des pays d'Amérique centrale de continuer à faire le maximum pour promouvoir, par étapes successives, l'Union de l'Amérique centrale prévue dans la déclaration du Nicaragua du 2 septembre 1997, conformément aux aspirations des peuples de la région,

Constatant les ravages causés en Amérique centrale par le cyclone Mitch qui a semé la désolation, tuant un grand nombre de personnes et infligeant d'immenses dégâts matériels,

Gravement préoccupée par le fait que les conséquences dévastatrices de cette catastrophe naturelle pourraient entraîner un recul sensible de l'action engagée par les peuples d'Amérique centrale et par la communauté internationale pour venir à bout des séquelles des conflits armés, ainsi que des progrès réalisés en matière de stabilité politique, de démocratisation et de développement durable, ce qui crée une situation d'urgence qui exigera tant des gouvernements de la région que de la communauté internationale qu'ils prennent des mesures de caractère extraordinaire pour répondre aux besoins prioritaires des populations touchées et promouvoir dans les délais les plus brefs les tâches de relèvement et de reconstruction de la région,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général¹⁹⁷;

2. *Loue* les efforts que les peuples et les gouvernements des pays d'Amérique centrale font pour rétablir la paix et la démocratie dans toute la région et favoriser le développement durable, en appliquant les accords conclus lors des réunions au sommet, et appuie la décision prise par les présidents de ces pays de faire de l'Amérique centrale une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement;

3. *Constate* qu'il est nécessaire de continuer à suivre de près la situation en Amérique centrale, à l'appui des efforts nationaux et régionaux menés pour remédier aux causes profondes des conflits armés, éviter les retours en arrière et consolider la paix et la démocratisation dans la région, ainsi que de promouvoir la réalisation des objectifs de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale¹⁹⁶;

4. *Souligne* l'importance du cadre général de référence et de l'établissement de priorités nationales et régionales en

¹⁹⁷ A/53/315.

matière de développement, qui servent de fondement à la promotion du progrès véritable, cohérent et soutenu des populations des pays d'Amérique centrale ainsi qu'à la réalisation des activités de coopération internationale, conformément aux nouvelles réalités régionales et extrarégionales;

5. *Accueille avec satisfaction* les progrès accomplis dans l'application des Accords de paix du Guatemala et engage tous les secteurs de la société à unir leurs efforts et à agir avec courage et détermination pour affermir la paix;

6. *Accueille également avec satisfaction* les efforts qu'ont faits le peuple et le Gouvernement salvadoriens pour honorer les engagements énoncés dans les Accords de paix, contribuant ainsi à renforcer sensiblement le processus de démocratisation engagé dans le pays;

7. *Demande* au Secrétaire général, aux organismes et programmes des Nations Unies et à la communauté internationale de continuer à appuyer et à vérifier au Guatemala l'application de tous les accords de paix signés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, dont le respect est une condition indispensable de l'instauration d'une paix ferme et durable dans ce pays, et d'appuyer sans réserve la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala dans l'accomplissement de son mandat;

8. *Reconnaît* l'importance du Système d'intégration de l'Amérique centrale, organisme créé pour coordonner et harmoniser les efforts d'intégration, en tant que processus visant à rétablir, par étapes successives, l'Union de l'Amérique centrale, et lance un appel à la communauté internationale, aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, pour qu'ils apportent un concours généreux et concret en vue d'améliorer la capacité et l'efficacité du Système d'intégration de l'Amérique centrale dans l'accomplissement de son mandat;

9. *Engage* les gouvernements des pays d'Amérique centrale à continuer d'assumer leurs responsabilités historiques en respectant pleinement les engagements qu'ils ont pris aux termes d'accords nationaux, régionaux et internationaux, en particulier ceux qui concernent l'exécution du programme social axé sur la lutte contre la pauvreté et le chômage, la mise en place d'une société plus juste et plus équitable, l'amélioration de la sécurité, le renforcement d'une administration publique moderne et transparente et l'élimination de la corruption, de l'impunité, des actes de terrorisme et du trafic de drogues et d'armes, autant d'activités indispensables à entreprendre d'urgence pour consolider une paix ferme et durable dans la région;

10. *Exprime de nouveau toute sa reconnaissance* au Secrétaire général, à ses représentants spéciaux, aux groupes des pays amis qui ont œuvré en faveur des processus de paix en El Salvador (Colombie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Mexique et Venezuela) et au Guatemala (Colombie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Norvège et Venezuela), au Groupe d'appui au Nicaragua (Canada, Espagne, Mexique, Pays-Bas et Suède), à l'Union européenne avec qui elle a pu mener un dialogue politique et coopérer, aux autres pays qui ont apporté une contribution importante à ces processus et à la communauté internationale en général pour la solidarité

qu'elle a manifestée et l'appui qu'elle a prêté à l'instauration de la paix et de la démocratie et au développement en Amérique centrale;

11. *Réaffirme* l'importance de la coopération internationale, en particulier celle des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et de la communauté des donateurs dans cette nouvelle étape de la consolidation de la paix et de la démocratie en Amérique centrale, et les engage à continuer d'appuyer les efforts que font les pays d'Amérique centrale pour réaliser ces objectifs, compte tenu du cadre global de la nouvelle stratégie de développement régional, qui répond aux aspirations et aux besoins collectifs des peuples des pays d'Amérique centrale;

12. *Considère* qu'il faut fournir d'urgence une aide aux pays d'Amérique centrale du fait de la catastrophe causée par le cyclone Mitch;

13. *Prend note avec satisfaction* des manifestations de solidarité et d'appui témoignées par la communauté internationale aux victimes du cyclone Mitch et de l'aide d'urgence qui leur a été apportée;

14. *Invite* tous les États Membres, les organes, organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les institutions financières internationales, ainsi que les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les autres membres intéressés de la société civile internationale à offrir une coopération généreuse et à apporter d'urgence une aide extraordinaire au relèvement et à la reconstruction des pays touchés par le cyclone;

15. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir le plus large appui possible aux initiatives et activités des gouvernements des pays d'Amérique centrale, en particulier aux efforts qu'ils font pour consolider la paix et la démocratie grâce à l'exécution du programme intégral de développement durable et du projet de création de l'Union de l'Amérique centrale, en mettant notamment en relief les répercussions que les catastrophes naturelles, en particulier le cyclone Mitch, peuvent avoir sur le processus de paix et sur l'économie vulnérable des pays de la région, et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «La situation en Amérique centrale: processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement».

81^e séance plénière
7 décembre 1998

53/95. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée «La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti»,

Rappelant toutes ses résolutions pertinentes, ainsi que celles adoptées sur la question par le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme,

Prenant note de la résolution 1212 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 25 novembre 1998, dans laquelle le Conseil a décidé de proroger le mandat de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti jusqu'au 30 novembre 1999,

Prenant note également des résolutions pertinentes adoptées sur la question par l'Organisation des États américains,

Réaffirmant que l'objectif de la communauté internationale demeure le respect intégral des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la promotion du développement social et économique en Haïti,

Rendant hommage au peuple et aux autorités d'Haïti pour les efforts qu'ils accomplissent en vue d'affermir la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'état de droit,

Soulignant l'importance du rôle revenant aux autorités haïtiennes pour ce qui est de mettre en train et de mener à bien la réforme judiciaire, sans laquelle l'assistance de la communauté internationale ne saurait avoir les effets souhaités,

Gravement préoccupée par l'impasse politique prolongée, qui compromet le développement et la consolidation des institutions démocratiques en Haïti,

Approuvant résolument l'impulsion que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de l'Organisation des États américains continuent de donner à l'action que la communauté internationale mène en vue de favoriser le progrès social, économique et politique en Haïti,

Se félicitant des efforts que les États continuent de déployer en vue d'apporter une aide humanitaire et une coopération technique au peuple haïtien,

Approuvant pleinement la contribution que la Mission civile internationale en Haïti, son directeur exécutif et son personnel, ainsi que la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti apportent à l'instauration d'un climat de liberté et de tolérance propice au plein exercice des droits de l'homme et au rétablissement complet de la démocratie constitutionnelle en Haïti,

Encourageant la poursuite de la coopération entre la Mission civile internationale en Haïti, la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti et d'autres entités qui participent au renforcement des institutions, notamment à la formation de la police,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti¹⁹⁸ et de la demande que le Président de la République d'Haïti a

adressée au Secrétaire général et qui figure à l'annexe de ce rapport,

Soulignant combien il importe de continuer d'améliorer la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti, et notant que les autorités haïtiennes demeurent attachées à la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales et au renforcement de la responsabilité,

1. *Accueille avec satisfaction* la recommandation que le Secrétaire général formule dans son rapport¹⁹⁸, tendant à proroger d'un an le mandat de la composante Organisation des Nations Unies de la Mission civile internationale en Haïti, qui a pour tâches:

a) D'aider, à titre prioritaire, les autorités haïtiennes à renforcer les institutions, notamment en apportant une assistance technique aux organes de l'appareil judiciaire et en les conseillant, dans le cadre de la réforme judiciaire;

b) D'appuyer l'élaboration d'un programme de promotion et de défense des droits de l'homme, afin de favoriser l'avènement d'un climat de liberté et de tolérance propice au raffermissement d'une démocratie constitutionnelle durable en Haïti et de contribuer au renforcement des institutions démocratiques;

c) De vérifier qu'Haïti respecte pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

2. *Décide* d'autoriser, sur la base de la recommandation susmentionnée, la prorogation du mandat de la composante Organisation des Nations Unies de la Mission civile internationale en Haïti jusqu'au 31 décembre 1999, selon le mandat et les modalités de fonctionnement actuels de la Mission;

3. *Engage instamment* les autorités et les dirigeants politiques à poursuivre les efforts qu'ils accomplissent en vue de trouver un compromis qui mette fin à la crise politique;

4. *Demande* aux autorités haïtiennes de mobiliser la volonté politique nécessaire pour assurer la poursuite de la réforme et le renforcement du système d'administration de la justice d'Haïti, y compris l'amélioration des prisons du pays;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre deux rapports sur l'application de la présente résolution et, dans le cas du premier rapport, qui devra être présenté le 15 mai 1999 au plus tard, sur les moyens par lesquels la communauté internationale peut continuer de concourir aux tâches énoncées au paragraphe 1 ci-dessus;

6. *Réaffirme une fois de plus* la volonté de la communauté internationale de poursuivre sa coopération technique, économique et financière avec Haïti pour soutenir ses efforts de développement économique et social et renforcer les institutions haïtiennes chargées d'administrer la justice et de garantir la démocratie, le respect des droits de l'homme, la stabilité politique et le développement économique;

7. *Prie* le Secrétaire général de continuer de coordonner les efforts que les organismes des Nations Unies accomplissent en vue d'apporter une aide humanitaire à Haïti et de contribuer à son développement;

¹⁹⁸ A/53/564.

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti».

82^e séance plénière
8 décembre 1998

53/168. Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant que la Charte des Nations Unies proclame à nouveau la foi des peuples des Nations Unies dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁹⁹ constitue un idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations et que c'est d'elle dont s'inspirent et dont procèdent les progrès ultérieurs dans le domaine des droits de l'homme,

Constatant avec préoccupation que les droits de l'homme et les libertés fondamentales ne sont ni pleinement ni universellement respectés et continuent d'être violés dans toutes les régions du monde, que des peuples continuent à souffrir et à se voir refuser la pleine jouissance de leurs droits civiques, culturels, économiques, politiques et sociaux et que certains peuples ne peuvent toujours pas exercer pleinement leur droit à l'autodétermination,

Soulignant qu'il convient de redoubler d'efforts au niveau national et de renforcer la coopération internationale en vue d'assurer l'exercice effectif de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, notamment en faisant mieux connaître les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et étroitement liés, et que la communauté internationale doit les traiter globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance,

Réaffirmant également qu'il convient d'assurer l'exercice effectif des droits de la femme et de la petite fille, qui sont des droits inaliénables et indivisibles faisant partie intégrante de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales,

Réaffirmant en outre que la communauté internationale doit continuer de suivre et d'évaluer les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration, et doit mettre en évidence les obstacles et trouver les moyens de les surmonter,

Considérant que chacun a droit à un ordre social et international dans lequel les droits et libertés énoncés dans la Déclaration peuvent être pleinement réalisés,

Déclare solennellement qu'elle est résolue à faire appliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui constitue un idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations et une source d'inspiration pour les efforts de promotion et de défense de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales – politiques, économiques, sociaux, civils et culturels – y compris le droit au développement.

86^e séance plénière
10 décembre 1998

53/202. L'Assemblée du millénaire

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/12 B du 19 décembre 1997 et sa décision 52/477 D du 6 mai 1998,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies: un programme de réformes»²⁰⁰ et la note du Secrétaire général intitulée «Assemblée du millénaire, système des Nations Unies (Commission spéciale) et Forum du millénaire»²⁰¹,

Convaincue que l'an 2000 offre une occasion unique, d'un symbolisme irrésistible pour articuler une vision inspiratrice des Nations Unies dans l'ère nouvelle,

Convaincue également qu'une assemblée du millénaire serait l'occasion de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies face aux défis du XXI^e siècle,

1. *Décide* de désigner la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale «Assemblée du millénaire»;

2. *Décide également* de convoquer pendant un nombre limité de jours, à des dates qu'elle fixera à la reprise de sa cinquante-troisième session, un sommet du millénaire qui fera partie intégrante de l'Assemblée du millénaire;

3. *Prie* le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres, des membres des institutions spécialisées et des observateurs et de lui soumettre, à l'issue de consultations intergouvernementales, pour qu'elle les examine à la reprise de sa cinquante-troisième session, plusieurs questions prospectives, d'une portée aussi large que possible, qui permettraient d'articuler le Sommet du millénaire autour d'un thème global;

4. *Prie également* le Secrétaire général de consulter les organisations non gouvernementales, selon qu'il conviendra, avant de présenter ses propositions;

5. *Décide* de poursuivre l'examen de la question intitulée «Réforme de l'Organisation des Nations Unies: mesures et propositions» et convient de se prononcer le plus tôt possible pendant la reprise de sa cinquante-troisième

¹⁹⁹ Résolution 217 A (III).

²⁰⁰ A/51/950 et Add.1 à 7.

²⁰¹ A/52/850.

session sur le processus préparatoire intergouvernemental, en particulier pour ce qui est de son format et de son mandat, assurant la participation pleine et entière de tous les États Membres, des membres des institutions spécialisées et des observateurs à la préparation de l'Assemblée du millénaire;

6. *Décide également* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre du point intitulé «Réforme de l'Organisation des Nations Unies: mesures et propositions», une question subsidiaire intitulée «L'Assemblée du millénaire».

92^e séance plénière
17 décembre 1998

53/203. Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre; et la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

A

LA SITUATION EN AFGHANISTAN ET SES CONSÉQUENCES POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/140 du 20 décembre 1994, 50/88 B du 19 décembre 1995, 51/195 B du 17 décembre 1996 et 52/211 B du 19 décembre 1997,

Rappelant également les résolutions du Conseil de sécurité 1193 (1998), en date du 28 août 1998, et 1214 (1998), en date du 8 décembre 1998, ainsi que toutes les déclarations du Président du Conseil de sécurité sur la situation en Afghanistan,

Notant toutes les déclarations récentes des participants aux réunions internationales régionales et des organisations internationales sur la situation en Afghanistan,

Réaffirmant son profond attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan, et respectant son patrimoine multiculturel, multiethnique et historique,

Convaincue qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit afghan et que seul un règlement politique, visant à l'établissement d'un gouvernement à large assise, multiethnique et pleinement représentatif, acceptable pour les Afghans, peut conduire à la paix et à la réconciliation,

Soulignant l'importance de la non-intervention et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, et profondément préoccupée par toutes les formes d'appui extérieur qui continuent d'être offertes, provoquant la prolongation et l'intensification du conflit,

Se déclarant profondément préoccupée par l'incapacité de toutes les parties afghanes, en particulier les Taliban, de mettre fin au conflit, qui menace sérieusement la stabilité et la paix dans la région, et condamnant vivement la brutale escalade de ce conflit et l'intensification des combats en

Afghanistan, qui ajoutent aux immenses souffrances du peuple afghan et causent des pertes massives en vies humaines, jettent les réfugiés sur les routes, entraînent des meurtres, des vexations, le déplacement forcé de civils innocents et de vastes destructions, et menacent gravement la stabilité et la paix dans la région,

Se déclarant également profondément préoccupée par la persistance des violations des droits de l'homme et des infractions au droit international humanitaire en Afghanistan, attestées par les informations qui font état de massacres et d'atrocités commises par les combattants contre les civils et les prisonniers de guerre,

Se déclarant en outre profondément préoccupée par les informations continues et confirmées qui font état d'une discrimination systématique à l'égard de la population féminine, en particulier dans les zones tenues par les Taliban,

Sérieusement préoccupée par le caractère ethnique de plus en plus marqué du conflit, par les informations qui dénoncent des persécutions fondées sur l'origine ethnique et la religion, dirigées en particulier contre les chiites, et par la menace qui en résulte pour l'unité de l'État afghan,

Condamnant fermement les attaques armées lancées contre le personnel des Nations Unies dans les territoires tenus par les Taliban, au cours desquelles des membres de ce personnel ont été assassinés ou blessés,

Condamnant également fermement la prise par les milices des Taliban du consulat général de la République islamique d'Iran à Mazar-e-Sharif et le meurtre de membres du personnel diplomatique et consulaire du consulat et du correspondant de l'agence de presse Islamic Republic News Agency, et soulignant que ces actes inacceptables constituent des violations de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques²⁰² et de la Convention de Vienne sur les relations consulaires²⁰³,

Profondément troublée par le fait que le territoire afghan continue d'être utilisé pour le recel et l'entraînement de terroristes et pour la culture, la production et le trafic des drogues, et par les répercussions dangereuses de ces activités qui atteignent les voisins de l'Afghanistan et se prolongent bien au-delà,

Réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies, intermédiaire universellement reconnu et impartial, doit continuer de jouer le rôle central dans les efforts internationaux faits en vue d'un règlement pacifique du conflit afghan,

Sachant gré à la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan et à l'envoyé spécial du Secrétaire général en Afghanistan des efforts qu'ils accomplissent à cet égard,

Se félicitant des contacts entre la Mission spéciale et diverses parties et personnalités afghanes non belligérantes, et soutenant les appels à la cessation des combats lancés par ces

²⁰² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, n° 7310.

²⁰³ *Ibid.*, vol. 596, n° 8638.

Afghans indépendants, ainsi que toutes propositions susceptibles de faire avancer la cause de la paix, y compris la réunion d'une véritable *Loya Jirga* pour favoriser un règlement politique,

Sachant gré à l'Organisation de la Conférence islamique de son engagement en Afghanistan, à l'appui de l'Organisation des Nations Unies et en coordination avec elle, particulièrement des missions en Afghanistan effectuées conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique,

Se félicitant du récent échange de prisonniers entre les parties afghanes,

Rappelant le paragraphe 13 de sa résolution 52/211 B par lequel elle a prié le Secrétaire général de continuer à mener des enquêtes approfondies sur les informations faisant état de massacres de prisonniers de guerre et de civils ainsi que de viols commis en Afghanistan, et d'en faire figurer les conclusions dans le prochain rapport qu'il lui soumettrait,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général²⁰⁴ et fait siennes les observations et recommandations qu'il contient;

2. *Souligne* que c'est aux parties afghanes qu'il incombe au premier chef de trouver un règlement politique au conflit et les exhorte toutes à répondre aux appels répétés à la paix lancés par l'Organisation des Nations Unies;

3. *Demande* à toutes les parties afghanes de cesser immédiatement toutes les hostilités armées, de renoncer à l'emploi de la force et d'engager rapidement, sans conditions préalables, un dialogue politique sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en vue de parvenir à un règlement politique durable du conflit par la création d'un gouvernement à large assise, multiethnique et pleinement représentatif qui protège les droits de tous les Afghans et respecte les obligations internationales de l'Afghanistan;

4. *Accueille avec satisfaction* le récent échange de prisonniers entre les parties afghanes et exhorte ces dernières à prendre d'autres mesures de confiance;

5. *Invite* instamment les Taliban et les autres parties afghanes à s'abstenir de tous actes de violence, surtout contre les civils;

6. *Condamne* l'appui militaire étranger qui a continué d'être apporté aux parties afghanes avec la même intensité durant toute l'année 1998 et demande à tous les États de s'abstenir rigoureusement de toute ingérence extérieure et de mettre fin immédiatement aux livraisons d'armes, de munitions et de matériel militaire à toutes les parties au conflit en Afghanistan, ainsi qu'à l'entraînement et à toutes les autres formes d'appui militaire, y compris la présence et la participation de personnel militaire étranger, de personnel paramilitaire ou d'agents des services secrets;

7. *Prie* le Secrétaire général d'autoriser la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, établie en application de la résolution 48/208 du 21 décembre 1993, à poursuivre ses efforts pour faciliter un cessez-le-feu immédiat et durable entre les parties afghanes et pour lancer un processus de négociation conduisant à la formation d'un gouvernement d'unité nationale à large assise, multiethnique et pleinement représentatif;

8. *Appuie* la proposition du Secrétaire général tendant à établir, compte tenu des conditions de sécurité, un groupe distinct pour les affaires civiles, en confiant une nouvelle fonction de surveillance à la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan, avec pour objectif primordial de prévenir les violations graves des droits de l'homme et de promouvoir le respect de normes humanitaires minimales à l'avenir, et d'envoyer en Afghanistan, dès que les conditions de sécurité le permettront, une mission d'évaluation chargée de déterminer le mandat exact des contrôleurs civils, la composition du groupe et son déploiement;

9. *Se félicite* que l'Organisation des Nations Unies continue d'être résolue à faciliter le processus politique qui doit mener à la réconciliation nationale et à un règlement politique durable avec la participation de toutes les parties au conflit et de toutes les composantes de la société afghane, et réaffirme son plein appui à tous les efforts faits par le Secrétaire général, aux activités de l'envoyé spécial du Secrétaire général en Afghanistan et à celles de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan;

10. *Se félicite* à cet égard de la constitution de groupes d'États intéressés, en particulier du groupe «six plus deux», pour coordonner leurs efforts, ainsi que des activités des organisations internationales, en particulier de l'Organisation de la Conférence islamique et de son secrétaire général, et invite instamment ces États et organisations à continuer d'user de leur influence d'une manière constructive à l'appui de l'Organisation des Nations Unies, et en étroite coordination avec elle, pour promouvoir la paix en Afghanistan;

11. *Demande* aux Taliban de fournir des garanties de sécurité pour qu'une enquête puisse être menée sous les auspices du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au sujet des informations faisant état de massacres de civils innocents et d'exécutions massives de prisonniers de guerre, et de meurtres à Mazar-e-Sharif et Bamyan;

12. *Demande instamment* à toutes les parties afghanes, en particulier aux Taliban, de faire la preuve qu'elles sont véritablement décidées à respecter la sécurité de tout le personnel des organisations internationales et humanitaires, condition préalable de ses activités en Afghanistan, pour faciliter son travail;

13. *Prend acte* du protocole additionnel au mémorandum d'accord du 13 mai 1998, relatif à la sécurité du personnel de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan, qui a été signé par l'Organisation des Nations Unies et les Taliban, et prie instamment les Taliban de prendre les mesures nécessaires pour que ce protocole soit appliqué intégralement;

²⁰⁴ A/53/695-S/1998/1109; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1109.

14. *Invite instamment* les Taliban à procéder immédiatement à une enquête approfondie sur les cas de décès, de blessures graves ou de disparition de fonctionnaires internationaux ou nationaux et d'autres personnes au service des organismes des Nations Unies, en particulier sur l'assassinat de deux fonctionnaires afghans du Programme alimentaire mondial et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Jalalabad et sur celui du Conseiller militaire de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan à Kaboul, et à tenir l'Organisation des Nations Unies régulièrement informée des progrès de leur enquête;

15. *Condamne vigoureusement* le meurtre de membres du personnel diplomatique et consulaire du consulat général de la République islamique d'Iran à Mazar-e-Sharif et l'assassinat du correspondant de l'agence de presse Islamic Republic News Agency, dont les Taliban ont reconnu qu'ils avaient été commis par leurs milices, prie instamment les Taliban d'informer le Gouvernement de la République islamique d'Iran et l'Organisation des Nations Unies des résultats de leur enquête à ce jour et demande aux Taliban de coopérer pleinement à une enquête internationale sur le meurtre des diplomates iraniens et du correspondant de l'Islamic Republic News Agency afin que les coupables soient traduits en justice;

16. *Prie instamment* les Taliban et les autres parties afghanes de reconnaître, de protéger et de promouvoir tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, dont le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne sans distinction de sexe, d'appartenance ethnique ou de religion;

17. *Demande* à toutes les parties, en particulier aux Taliban, de mettre fin aux politiques discriminatoires et de reconnaître, de protéger et de promouvoir l'égalité de droits et la dignité des hommes et des femmes;

18. *Condamne* les très nombreuses violations du droit international humanitaire qui se poursuivent en Afghanistan et demande d'urgence à toutes les parties de respecter rigoureusement toutes les dispositions de ce droit qui prévoient une protection essentielle pour les civils dans les conflits armés;

19. *Exige* que toutes les parties, en particulier les Taliban, cessent d'accueillir des terroristes et des organisations terroristes et de permettre leur entraînement, et que toutes les parties afghanes coopèrent aux efforts faits pour traduire en justice les terroristes mis en accusation;

20. *Demande à nouveau* à toutes les parties afghanes, en particulier aux Taliban, de cesser toutes les activités illégales liées à la drogue et de soutenir les efforts internationaux visant à interdire la production illicite et le trafic de drogues;

21. *Réaffirme* que les biens et monuments culturels et historiques de l'Afghanistan font partie du patrimoine commun de l'humanité, demande à toutes les parties afghanes, en particulier aux Taliban, de les protéger contre les actes de vandalisme, les dégradations et le vol, et prie tous les États Membres de prendre des mesures appropriées pour prévenir le pillage des biens culturels ou pour assurer leur retour à l'Afghanistan;

22. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte des progrès de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan tous les trois mois durant sa cinquante-troisième session et de lui faire rapport à sa cinquante-quatrième session sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution;

23. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales».

93^e séance plénière
18 décembre 1998

B

ASSISTANCE INTERNATIONALE D'URGENCE POUR LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX ET DE LA NORMALITÉ EN AFGHANISTAN ET POUR LA RECONSTRUCTION DE CE PAYS DÉVASTÉ PAR LA GUERRE

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/140 du 20 décembre 1994, 50/88 A du 19 décembre 1995, 51/195 A du 17 décembre 1996 et 52/211 A du 19 décembre 1997,

Se déclarant vivement préoccupée par la poursuite des affrontements militaires en Afghanistan, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité régionales, causent d'énormes pertes en vies humaines, infligent d'immenses souffrances à la population et provoquent de nouvelles destructions matérielles, une grave détérioration de l'infrastructure économique et sociale, des flux de réfugiés et des déplacements forcés de grands nombres d'autres personnes,

Profondément troublée par le fait que le personnel des Nations Unies et des organismes à vocation humanitaire ne bénéficie pas de conditions de sécurité suffisantes et que ses déplacements sont soumis à différentes restrictions,

Profondément troublée également par la fermeture des bureaux des organisations non gouvernementales internationales à Kaboul, l'expulsion de leur personnel étranger et l'arrestation de membres du personnel local, qui ont amené les organisations non gouvernementales à réduire l'aide dont la population civile de Kaboul a pourtant grandement besoin,

Restant profondément préoccupée par le problème des millions de mines terrestres antipersonnel et de munitions non explosées en Afghanistan ainsi que par le fait que de nouvelles mines continuent d'y être posées, si bien que de nombreux réfugiés et déplacés afghans ne peuvent toujours pas regagner leurs villages et travailler leurs champs,

Se déclarant vivement préoccupée par les graves violations des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire en Afghanistan, ainsi que par l'insuffisance des mesures prises par les factions belligérantes pour remédier à la situation,

Constatant avec une vive préoccupation que des informations dignes de foi continuent de signaler des

violations des droits de l'homme, en particulier des droits fondamentaux des femmes et des filles, qui sont victimes de toutes les formes de discrimination, et se félicitant de la décision prise par l'Organisation des Nations Unies de nommer des conseillers en matière d'équité entre les sexes et en matière de droits de l'homme qui feront partie intégrante du bureau du coordonnateur résident et coordonnateur pour les questions humanitaires en Afghanistan,

Notant avec une vive préoccupation les effets qu'ont les violations des droits de l'homme sur les programmes internationaux de secours et de reconstruction en Afghanistan ainsi que sur les programmes de rapatriement des réfugiés,

S'inquiétant vivement de la situation des personnes déplacées et des civils afghans sans abri, qui risquent d'affronter un long hiver sans denrées alimentaires de première nécessité, en raison notamment du pillage des locaux et des stocks de vivres des Nations Unies et du fait que les factions belligérantes refusent aux organisations humanitaires la possibilité d'acheminer l'aide dans des conditions acceptables,

Affligée par les pertes en vies humaines causées par les tremblements de terre et les inondations et remerciant tous les États, organismes internationaux et organisations non gouvernementales qui ont fourni des secours d'urgence,

Affirmant qu'il est urgent de maintenir, si la situation le permet, l'aide humanitaire internationale et l'action internationale engagée pour aider l'Afghanistan à rétablir les services de base,

Se félicitant de l'approche fondée sur les principes à respecter concernant l'assistance humanitaire et le relèvement en Afghanistan, telle qu'elle est présentée dans le Cadre stratégique et dans le document intitulé «Next Steps for the United Nations in Afghanistan», ainsi que des mécanismes de programmation conjointe élaborés par l'Organisation des Nations Unies,

Remerciant tous les gouvernements, en particulier ceux du Pakistan et de la République islamique d'Iran, de l'aide qu'ils ont apportée aux réfugiés afghans et sachant qu'une aide internationale demeurera nécessaire pour assurer la subsistance à l'étranger ainsi que le rapatriement librement consenti et la réinstallation des réfugiés et des déplacés,

Exprimant sa gratitude à tous les États, au système des Nations Unies, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales qui ont répondu et continuent de répondre, lorsque la situation le permet, aux besoins humanitaires de l'Afghanistan, ainsi qu'au Secrétaire général qui a mobilisé une aide humanitaire appropriée et en a coordonné l'acheminement,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général²⁰⁴ et souscrit aux observations qui y sont formulées;

2. *Demande* à tous les organismes compétents des Nations Unies de continuer de coordonner étroitement l'aide humanitaire qu'ils apportent à l'Afghanistan en s'appuyant sur le Cadre stratégique en faveur de l'Afghanistan, en particulier

de veiller à adopter une approche cohérente en ce qui concerne les questions de principe, les droits de l'homme et la sécurité, et engage les pays donateurs et les organismes à vocation humanitaire à coopérer étroitement avec l'Organisation des Nations Unies;

3. *Demande* aux dirigeants de toutes les parties afghanes de placer la réconciliation nationale au premier rang de leurs priorités, considérant que le peuple afghan aspire au relèvement, à la reconstruction et au développement économique et social;

4. *Exige* que toutes les parties afghanes respectent le droit international humanitaire, que, s'agissant plus particulièrement des Taliban, elles assurent la sûreté, la sécurité et la liberté de circulation de l'ensemble du personnel humanitaire et la protection des biens des organisations à vocation humanitaire, y compris des organisations non gouvernementales, et qu'elles coopèrent sans réserve à l'action que mènent l'Organisation des Nations Unies et les organismes associés, ainsi que les autres organisations et organismes humanitaires, pour répondre aux besoins humanitaires du peuple afghan;

5. *Condamne* tout blocus ou autre entrave à l'acheminement des secours humanitaires destinés au peuple afghan, qui constitue une violation du droit international humanitaire, et prend note du fait que les Taliban ont récemment levé le blocus dans le centre de l'Afghanistan;

6. *Demande instamment* à toutes les parties afghanes de faire en sorte que l'aide humanitaire, en particulier les denrées alimentaires, les médicaments, les abris et les soins de santé, puisse être acheminée dans de bonnes conditions de sécurité et sans entrave, et d'empêcher le pillage des locaux et des stocks de vivres des Nations Unies;

7. *Prend acte* du protocole additionnel au mémorandum d'accord du 13 mai 1998, relatif à la sécurité du personnel de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan, qui a été signé par l'Organisation des Nations Unies et les Taliban, et prie instamment les Taliban de prendre les mesures nécessaires pour que ce protocole soit appliqué intégralement;

8. *Dénonce* la discrimination dont les femmes et les filles ainsi que les minorités religieuses continuent de faire l'objet et les autres violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Afghanistan, notant avec une vive inquiétude leurs répercussions sur les programmes internationaux de secours et de reconstruction en Afghanistan, et demande à toutes les parties en Afghanistan de respecter intégralement les droits individuels et les libertés fondamentales de tous, indépendamment du sexe, de l'appartenance ethnique ou de la religion, conformément à tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁰⁵ et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²⁰⁶;

²⁰⁵ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

²⁰⁶ Résolution 34/180, annexe.

9. *Demande instamment* à toutes les parties afghanes de mettre fin aux politiques discriminatoires et de reconnaître, protéger et promouvoir l'égalité de droits et la dignité des femmes et des hommes, y compris leur droit de participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie du pays, la liberté de circulation, l'accès aux établissements d'enseignement et de soins, l'emploi en dehors du foyer, la sûreté de la personne et le droit en vertu duquel nul ne peut faire l'objet de mesures d'intimidation et de harcèlement, compte tenu en particulier des répercussions des politiques discriminatoires sur la distribution de l'aide;

10. *Demande* à tous les États et à la communauté internationale de veiller à ce que l'ensemble de l'aide humanitaire apportée au peuple afghan tienne compte d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, en contribuant activement à promouvoir la participation des femmes comme des hommes, et à ce que les femmes bénéficient de cette aide sur un pied d'égalité avec les hommes;

11. *Constate avec préoccupation* que des mines continuent d'être posées et prie instamment toutes les parties afghanes de mettre un terme à l'utilisation des mines terrestres qui continue de faire de nombreuses victimes parmi les civils et entrave considérablement l'acheminement de l'aide humanitaire;

12. *Lance un appel pressant* à tous les États, les organismes et programmes des Nations Unies, institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils continuent à apporter, dans la mesure où les conditions sur le terrain le permettent, toute l'assistance financière, technique et matérielle possible à la population afghane en vue de faciliter le retour librement consenti et en toute sécurité des réfugiés et des déplacés;

13. *Demande* à la communauté internationale de répondre à l'appel global interinstitutions que doit lancer le Secrétaire général pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, en vue d'une aide humanitaire d'urgence et d'une aide au relèvement, en gardant également à l'esprit la possibilité de verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des mesures prises en application de la présente résolution;

15. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre du groupe de questions consacrées à la coordination de l'aide humanitaire, la question intitulée «Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre».

93^e séance plénière
18 décembre 1998

II. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA PREMIÈRE COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/70	Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale	83
53/71	Maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États par la violence	83
53/72	Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires	84
53/73	Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement	85
53/74	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient	86
53/75	Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes	88
53/76	Prévention d'une course aux armements dans l'espace	89
53/77	Désarmement général et complet	
	A. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale	90
	B. Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères	91
	C. Interdiction de déverser des déchets radioactifs	92
	D. Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie	94
	E. Armes légères	94
	F. Réduction du danger nucléaire	95
	G. Essais nucléaires	96
	H. Désarmement régional	96
	I. Décision de la Conférence du désarmement de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat y figurant, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires	97
	J. Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements	98
	K. Relation entre le désarmement et le développement	98
	L. Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925	99
	M. Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement	99
	N. Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction	100

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
	O. Désarmement régional	100
	P. Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional	101
	Q. Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires	102
	R. Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction	102
	S. Transparence dans le domaine des armements	103
	T. Trafic d'armes légères	104
	U. Désarmement nucléaire en vue de l'élimination définitive des armes nucléaires	105
	V. Transparence dans le domaine des armements	106
	W. Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la <i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	107
	X. Désarmement nucléaire	108
	Y. Vers un monde exempt d'armes nucléaires: nécessité d'un nouvel ordre du jour	110
	Z. Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires et désarmement nucléaire	112
	AA. Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement	113
53/78	Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale	
	A. Mesures de confiance à l'échelon sous-régional: activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale	114
	B. Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique	116
	C. Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique	116
	D. Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires	117
	E. Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement	118
	F. Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement	119
	G. Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement	119
53/79	Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire	
	A. Rapport de la Commission du désarmement	120
	B. Rapport de la Conférence du désarmement	121
53/80	Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient	122

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/81	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination	122
53/82	Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée	123
53/83	Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)	125
53/84	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction	126

53/70. Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, dans lesquelles elle a notamment considéré que les réalisations scientifiques et techniques pouvaient se prêter à des applications civiles aussi bien que militaires et qu'il fallait poursuivre et encourager les progrès de la science et de la technique à des fins civiles,

Notant les progrès importants réalisés dans l'élaboration et l'application de technologies de pointe dans le domaine de la téléinformatique,

Affirmant que ce processus lui semble offrir de très vastes perspectives pour le progrès de la civilisation, la multiplication des possibilités de coopération pour le bien commun de tous les États, le renforcement du potentiel créateur de l'humanité et l'amélioration de la circulation de l'information dans la société mondiale,

Rappelant à cet égard les modalités et principes qu'a définis la Conférence sur la société de l'information et le développement, tenue à Midrand (Afrique du Sud) du 13 au 15 mai 1996,

Prenant en considération les résultats de la Conférence ministérielle sur le terrorisme, tenue à Paris le 30 juillet 1996, ainsi que les recommandations qui y ont été formulées¹,

Notant que la diffusion et l'emploi de la téléinformatique intéressent la communauté internationale tout entière et qu'une vaste coopération internationale contribuera à une efficacité optimale,

Se déclarant préoccupée par le fait que la téléinformatique risque d'être utilisée à des fins incompatibles avec le maintien de la stabilité et de la sécurité internationales et de nuire à la sécurité des États,

Jugeant indispensable de prévenir l'utilisation illégale de la téléinformatique ou son emploi à des fins criminelles ou terroristes,

1. *Demande* aux États Membres de collaborer à l'examen, au niveau multilatéral, des dangers réels et des risques dans le domaine de la sécurité de l'information;

2. *Invite* tous les États Membres à communiquer au Secrétaire général leurs vues et observations sur les questions suivantes:

a) Les problèmes généraux en matière de sécurité de l'information;

b) La définition des concepts fondamentaux en matière de sécurité de l'information, notamment les interférences illicites dans les systèmes télématiques ou l'utilisation illégale de ces systèmes;

c) L'opportunité d'élaborer des principes internationaux susceptibles de renforcer la sécurité des systèmes télématiques mondiaux et d'aider à combattre le terrorisme et la criminalité dans le domaine de l'information;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/71. Maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États par la violence

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 51/55 du 10 décembre 1996,

Rappelant également les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Convaincue que le respect de la Charte, des traités et des principes et dispositions pertinents du droit international est essentiel pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

Constatant que des possibilités nouvelles s'offrent en vue d'édifier un monde pacifique,

Ayant présentes à l'esprit les obligations que la Charte impose à tous les États, notamment de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, de développer entre les nations des relations amicales, et de développer et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques,

Profondément préoccupée de voir perdurer des situations susceptibles de compromettre la paix et la sécurité internationales en dépit des efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour y mettre un terme et éviter que de telles situations ne se reproduisent,

Convaincue qu'il faut accroître la capacité générale du système des Nations Unies en matière de prévention et de règlement des conflits pour empêcher ceux-ci d'éclater,

Soulignant l'importance des activités d'organisations internationales telles que l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation des États américains, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, le Conseil de l'Europe, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la Conférence islamique, activités qui visent à prévenir la désintégration des États par la violence, maintenir la paix et la sécurité internationales et promouvoir la coopération internationale pour le développement,

¹ Voir A/51/261, annexe.

Considérant que la désintégration des États par la violence peut compromettre le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Constatant que, dans leur grande majorité, les violents conflits actuels se déroulent à l'intérieur des États,

Affirmant qu'il est nécessaire que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures pour contribuer à prévenir la désintégration des États par la violence, favorisant ainsi le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le progrès économique et social de tous les peuples,

1. *Demande* à tous les États, aux organisations internationales concernées et aux organes compétents des Nations Unies de continuer à prendre, selon qu'il conviendra, conformément à la Charte des Nations Unies, des mesures en vue d'éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales et de contribuer à prévenir la désintégration des États par la violence;

2. *Souligne* qu'il importe que les États entretiennent des relations de bon voisinage et des relations amicales afin de leur permettre de régler leurs problèmes, de prévenir la désintégration des États par la violence et de promouvoir la coopération internationale conformément à la Charte;

3. *Invite* tous les États à résoudre leurs différends avec d'autres États par des moyens pacifiques conformément à la Charte;

4. *Affirme* qu'il est indispensable de respecter rigoureusement le principe de l'inviolabilité des frontières internationales;

5. *Affirme également* qu'il est indispensable de respecter le principe de l'intégrité territoriale de tous les États;

6. *Souligne* l'importance des efforts régionaux visant à prévenir les conflits bilatéraux qui mettent en péril le maintien de la paix et de la sécurité internationales;

7. *Demande* à tous les États et aux organisations internationales compétentes de communiquer au Secrétaire général leurs vues sur la question du maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États par la violence;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États par la violence».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/72. Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/32 du 9 décembre 1997, relative à l'information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires,

Rappelant également sa résolution 35/142 B du 12 décembre 1980, qui a institué le système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires, ses résolutions 48/62 du 16 décembre 1993, 49/66 du 15 décembre 1994 et 51/38 du 10 décembre 1996, par lesquelles elle a demandé à tous les États Membres de l'appliquer, ainsi que sa résolution 47/54 B du 9 décembre 1992, par laquelle elle a approuvé les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires et invité les États Membres à fournir au Secrétaire général des renseignements sur la façon dont ils les appliquent,

Notant que, depuis lors, un certain nombre d'États Membres appartenant à des régions géographiques différentes ont présenté des rapports sur leurs dépenses militaires et sur les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général² sur les moyens d'appliquer les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires, y compris, en particulier, les moyens de renforcer et élargir la participation au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires,

Remerciant le Secrétaire général d'avoir transmis aux États Membres les rapports contenant des données normalisées sur les dépenses militaires communiquées par les États et le rapport sur les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires,

Se félicitant que de nombreux États Membres aient décidé d'échanger et de publier chaque année des informations concernant leurs budgets militaires et d'appliquer les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires, selon qu'il conviendrait,

Notant que la Conférence du désarmement a décidé de nommer à nouveau un coordonnateur spécial chargé d'étudier la question de la transparence dans le domaine des armements afin de solliciter les vues des membres de la Conférence sur le moyen le plus approprié de traiter les questions y relatives³,

Notant également que plusieurs organisations régionales s'efforcent de promouvoir la transparence des dépenses militaires, notamment au moyen d'échanges annuels normalisés d'informations pertinentes entre leurs États membres,

Réaffirmant sa ferme conviction qu'une meilleure circulation d'informations objectives sur les questions militaires peut aider à atténuer les tensions internationales, contribuer à instaurer la confiance entre les États et faciliter la conclusion d'accords concrets de désarmement,

² A/53/218.

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 27 (A/53/27)*, par. 8.

Convaincue que l'amélioration des relations internationales constitue une base solide pour promouvoir la franchise et la transparence dans tout ce qui concerne les questions militaires,

Rappelant que, aux termes des directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires, certains domaines, tels que l'amélioration du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires, devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi,

1. *Recommande* à tous les États Membres d'appliquer les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires, en tenant pleinement compte de la situation particulière de chaque région, notamment sur les plans politique et militaire, sur la base des initiatives des États de la région concernée et avec leur accord;

2. *Se félicite* que le Secrétaire général ait repris, le 23 avril 1998, les consultations avec les organes internationaux compétents afin de déterminer les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter à l'instrument existant pour susciter une plus large participation;

3. *Remercie* le Secrétaire général d'avoir distribué aux États Membres un rapport² sur les résultats de ces consultations, contenant notamment des recommandations sur les moyens d'accroître la participation à l'instrument de publication normalisé;

4. *Invite* tous les États Membres à présenter au Secrétaire général chaque année, le 30 avril au plus tard, un rapport sur leurs dépenses militaires du dernier exercice pour lequel des données sont disponibles, en utilisant de préférence et dans la mesure du possible l'instrument de publication recommandé dans sa résolution 35/142 B ou, selon qu'il conviendra, tout autre modèle mis au point pour les rapports analogues sur les dépenses militaires présentés à d'autres organisations internationales ou régionales;

5. *Encourage* les organismes internationaux et les organisations régionales concernés à promouvoir la transparence des dépenses militaires et à renforcer la complémentarité entre les systèmes de publication, compte tenu des particularités de chaque région;

6. *Prie* le Secrétaire général:

a) De rétablir la pratique consistant à envoyer chaque année aux États Membres une note verbale pour leur demander de communiquer des données au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports, en leur fournissant le modèle de rapport et les instructions pertinentes, et de publier en temps utile dans les moyens d'information appropriés des Nations Unies la date à laquelle les données sur les dépenses militaires doivent être transmises;

b) De promouvoir des colloques et séminaires de formation internationaux et régionaux pour expliquer l'objet du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires et donner les instructions techniques voulues;

c) De distribuer chaque année les rapports sur les dépenses militaires qu'il aura reçus des États Membres;

7. *Prie également* le Secrétaire général de poursuivre, dans les limites des ressources existantes, les consultations avec les organes internationaux compétents afin de déterminer les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter à l'instrument existant pour susciter une plus large participation, en s'attachant particulièrement à examiner les possibilités de renforcer la complémentarité entre les systèmes internationaux et régionaux d'établissement de rapports et d'échanger avec ces organes des informations à ce sujet;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général de formuler des recommandations fondées sur les résultats de ces consultations et tenant compte de l'avis des États Membres au sujet des modifications à apporter au contenu et à la structure du système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires afin de renforcer et élargir la participation au système, et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur le sujet;

9. *Demande* à tous les États Membres de communiquer au Secrétaire général, à temps pour qu'elle puisse en délibérer à sa cinquante-quatrième session, leurs vues sur l'analyse et les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général² ainsi que de nouvelles suggestions sur les moyens de renforcer et élargir la participation au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires, notamment sur les modifications à apporter au contenu et à la structure du système;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/73. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement

L'Assemblée générale,

Considérant que les nouvelles réalisations scientifiques et techniques peuvent se prêter à des applications civiles aussi bien que militaires et qu'il faut poursuivre et encourager les progrès de la science et de la technique à des fins civiles,

Craignant que les applications militaires des nouvelles réalisations scientifiques et techniques ne contribuent grandement à la modernisation et au perfectionnement des systèmes d'armes avancés, notamment les armes de destruction massive,

Consciente de la nécessité de suivre de près les progrès scientifiques et techniques qui risquent de compromettre la sécurité internationale et le désarmement, et de les orienter vers des fins bénéfiques,

Sachant que les transferts internationaux à des fins pacifiques de produits, services et compétences à double usage résultant des technologies de pointe sont importants pour le développement économique et social des États,

Sachant également qu'il est nécessaire de réglementer le transfert de produits et techniques à double usage et de technologies de pointe ayant des applications militaires grâce à des directives universellement applicables et non discriminatoires négociées au niveau multilatéral,

Se déclarant préoccupée par la prolifération croissante des arrangements et régimes spéciaux et exclusifs de réglementation des exportations pour les produits et techniques à double usage, qui tendent à entraver le développement économique et social des pays en développement,

Rappelant que, dans le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998⁴, il a été noté avec inquiétude que les restrictions limitant excessivement les exportations vers les pays en développement de matériels, équipements et technologies destinés à être utilisés à des fins pacifiques étaient toujours en place,

Soulignant que les directives négociées au niveau international concernant le transfert de technologies de pointe ayant des applications militaires devraient tenir compte des besoins légitimes de tous les États en matière de défense et des exigences du maintien de la paix et de la sécurité internationales, tout en veillant à ce qu'il ne soit pas refusé l'accès à des fins pacifiques aux produits, services et compétences résultant de ces technologies,

1. *Déclare* que les progrès scientifiques et techniques devraient être mis au service de l'humanité tout entière afin de promouvoir le développement économique et social durable de tous les États et de garantir la sécurité internationale, et que la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de la science et de la technique au moyen du transfert et de l'échange de compétences techniques à des fins pacifiques devrait être encouragée;

2. *Invite* les États Membres à redoubler d'efforts pour mettre la science et la technique au service du désarmement et fournir aux États intéressés des technologies ayant trait au désarmement;

3. *Demande instamment* aux États Membres d'engager des négociations multilatérales, avec la participation de tous les États intéressés, afin d'élaborer des directives universellement acceptables et non discriminatoires concernant les transferts internationaux de produits et techniques à double usage et de technologies de pointe ayant des applications militaires;

4. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement⁵, et prie le Secrétaire général de solliciter les vues des États Membres sur ledit rapport et de faire, dans un rapport qu'il lui présentera au plus tard à sa cinquante-quatrième session, des recommandations sur les divers moyens d'élaborer des directives universellement acceptables et non discriminatoires négociées au niveau multilatéral concernant les transferts internationaux de produits et techniques à double usage et de technologies de pointe ayant des applications militaires;

5. *Encourage* les organismes des Nations Unies à contribuer, dans les limites des mandats existants, à promouvoir l'application de la science et de la technique à des fins pacifiques;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/74. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3263 (XXIX) du 9 décembre 1974, 3474 (XXX) du 11 décembre 1975, 31/71 du 10 décembre 1976, 32/82 du 12 décembre 1977, 33/64 du 14 décembre 1978, 34/77 du 11 décembre 1979, 35/147 du 12 décembre 1980, 36/87 A et B du 9 décembre 1981, 37/75 du 9 décembre 1982, 38/64 du 15 décembre 1983, 39/54 du 12 décembre 1984, 40/82 du 12 décembre 1985, 41/48 du 3 décembre 1986, 42/28 du 30 novembre 1987, 43/65 du 7 décembre 1988, 44/108 du 15 décembre 1989, 45/52 du 4 décembre 1990, 46/30 du 6 décembre 1991, 47/48 du 9 décembre 1992, 48/71 du 16 décembre 1993, 49/71 du 15 décembre 1994, 50/66 du 12 décembre 1995, 51/41 du 10 décembre 1996 et 52/34 du 9 décembre 1997 relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient,

Rappelant également les recommandations visant à créer une telle zone au Moyen-Orient conformément aux dispositions des paragraphes 60 à 63, notamment de l'alinéa d du paragraphe 63, du Document final de sa dixième session extraordinaire⁶,

Soulignant les dispositions fondamentales des résolutions susmentionnées, où il est demandé à toutes les parties directement intéressées d'envisager de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient et, dans l'attente et au cours de l'établissement d'une telle zone, de déclarer solennellement leur intention de s'abstenir, sur la base de la réciprocité, de

⁴ Voir A/53/667-S/1998/1071, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1071.

⁵ A/53/202.

⁶ Résolution S-10/2.

fabriquer, acquérir ou posséder d'aucune autre manière des armes nucléaires et dispositifs explosifs nucléaires, de ne pas autoriser l'implantation d'armes nucléaires sur leur territoire par aucune tierce partie, d'accepter de soumettre leurs installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de déclarer leur appui à la création d'une telle zone et de déposer leurs déclarations auprès du Conseil de sécurité aux fins d'examen, selon qu'il conviendra,

Réaffirmant le droit inaliénable qu'ont tous les États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et de se doter des moyens nécessaires à cet effet,

Soulignant qu'il faut des mesures appropriées d'interdiction des attaques militaires contre les installations nucléaires,

Ayant à l'esprit que, depuis sa trente-cinquième session, elle a par consensus exprimé sa conviction que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient servirait grandement la cause de la paix et de la sécurité internationales,

Souhaitant faire fond sur ce consensus pour permettre des progrès notables vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient,

Saluant toutes les initiatives tendant au désarmement général et complet, y compris dans la région du Moyen-Orient, et en particulier à la création dans cette région d'une zone exempte d'armes de destruction massive, notamment d'armes nucléaires,

Prenant note des négociations de paix au Moyen-Orient, qui devraient avoir un caractère global et constituer un cadre approprié pour le règlement pacifique des litiges dans la région,

Sachant l'importance d'une sécurité régionale crédible, notamment la création d'une zone exempte d'armes nucléaires pouvant faire l'objet de vérifications mutuelles,

Soulignant que l'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires pouvant faire l'objet de vérifications mutuelles,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 52/34⁷,

1. *Prie instamment* toutes les parties directement intéressées d'envisager sérieusement de prendre d'urgence les mesures concrètes voulues pour donner effet à la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, conformément à ses résolutions sur la question, et, pour aider à atteindre cet objectif, invite les pays intéressés à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁸;

2. *Demande* à tous les pays de la région qui ne l'ont pas encore fait d'accepter, en attendant la création d'une telle zone, de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

3. *Prend note* de la résolution GC(42)/RES/21, adoptée le 25 septembre 1998 par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique à sa quarante-deuxième session ordinaire, concernant l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient;

4. *Note* l'importance des négociations bilatérales de paix en cours au Moyen-Orient et des activités du Groupe de travail multilatéral sur la maîtrise des armements et la sécurité régionale pour la promotion de la confiance réciproque et de la sécurité au Moyen-Orient, y compris la création d'une zone exempte d'armes nucléaires;

5. *Invite* tous les pays de la région à déclarer, en attendant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, leur appui à la création d'une telle zone, conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 63 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁶, et à déposer leurs déclarations auprès du Conseil de sécurité;

6. *Invite également* ces pays à s'abstenir, en attendant la création de la zone, de mettre au point, fabriquer, mettre à l'essai ou acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires ou d'autoriser l'implantation sur leur territoire, ou sur des territoires placés sous leur contrôle, d'armes nucléaires ou dispositifs explosifs nucléaires;

7. *Invite* les États dotés d'armes nucléaires et tous les autres États à prêter leur concours à la création de la zone et à s'abstenir en même temps de toute action contraire à l'esprit et à la lettre de la présente résolution;

8. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁷;

9. *Invite* toutes les parties à étudier les moyens de favoriser le désarmement général et complet et la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région du Moyen-Orient;

10. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre les consultations avec les États de la région et autres États intéressés, conformément au paragraphe 7 de la résolution 46/30 et compte tenu de l'évolution de la situation dans la région, et de demander l'avis de ces États sur les mesures exposées aux chapitres III et IV de l'étude figurant en annexe à son rapport⁹, ou sur d'autres mesures pertinentes, en vue de progresser vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient;

11. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la suite donnée à la présente résolution;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Création

⁷ A/53/379.

⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

⁹ A/45/435.

d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/75. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes

L'Assemblée générale,

Sachant qu'il importe de faire droit à la préoccupation légitime qu'ont les États d'assurer durablement la sécurité de leurs peuples,

Convaincue que les armes nucléaires constituent la menace la plus grave pour l'humanité et pour la survie de la civilisation,

Saluant les progrès des dernières années vers le désarmement tant nucléaire que classique,

Notant que, malgré les récents progrès concernant le désarmement nucléaire, de nouveaux efforts sont nécessaires pour atteindre l'objectif d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace,

Convaincue que le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes nucléaires sont indispensables pour écarter le risque de guerre nucléaire,

Résolue à appliquer strictement les dispositions de la Charte des Nations Unies sur le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force,

Sachant que l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté des États non dotés d'armes nucléaires ont besoin d'être garanties contre la menace ou l'emploi de la force, notamment contre l'emploi ou la menace d'armes nucléaires,

Considérant que, tant que le désarmement nucléaire ne sera pas universel, il est indispensable que la communauté internationale mette au point des mesures et arrangements efficaces pour garantir la sécurité des États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes par qui que ce soit,

Consciente que des mesures et arrangements efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes peuvent contribuer à la lutte contre la dissémination desdites armes,

Tenant compte du paragraphe 59 du Document final de sa dixième session extraordinaire¹⁰, la première consacrée au désarmement, dans lequel elle a instamment prié les États dotés d'armes nucléaires de poursuivre leurs efforts en vue de conclure, selon qu'il serait approprié, des arrangements efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, et souhaitant faire appliquer les dispositions pertinentes du Document final,

Rappelant les parties pertinentes du rapport spécial que le Comité du désarmement¹¹ lui a présenté à sa douzième session extraordinaire¹², la deuxième consacrée au désarmement, et du rapport spécial que la Conférence du désarmement lui a présenté à sa quinzième session extraordinaire¹³, la troisième consacrée au désarmement, ainsi que du rapport de la Conférence sur sa session de 1992¹⁴,

Rappelant également le paragraphe 12 de la Déclaration faisant des années 80 la deuxième Décennie du désarmement, qui figure en annexe à sa résolution 35/46 du 3 décembre 1980 et où il est notamment déclaré que le Comité du désarmement devrait s'efforcer de mener d'urgence des négociations pour aboutir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces garantissant les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes,

Notant les négociations approfondies qui ont été entamées, pour aboutir à un accord sur la question, par la Conférence du désarmement et son Comité spécial chargé d'élaborer des arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes¹⁵,

Prenant note des propositions présentées sur la question à la Conférence du désarmement, notamment des projets de convention internationale,

Prenant note également de la décision pertinente de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998¹⁶, et des recommandations pertinentes de l'Organisation de la Conférence islamique,

Prenant note en outre des déclarations unilatérales faites par tous les États dotés d'armes nucléaires au sujet de leur politique de non-recours à l'emploi ou à la menace de ces armes à l'encontre des États qui n'en sont pas dotés,

Notant l'intérêt manifesté à la Conférence du désarmement et à l'Assemblée générale pour l'élaboration d'une convention internationale visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, ainsi que les difficultés soulevées par la mise au point d'une approche commune acceptable pour tous,

¹¹ Le Comité du désarmement a pris le nom de Conférence du désarmement le 7 février 1984.

¹² *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Supplément n° 2 (A/S-12/2), sect. III.C.*

¹³ *Ibid.*, quinzième session extraordinaire, Supplément n° 2 (A/S-15/2), sect. III.F.

¹⁴ *Ibid.*, quarante-septième session, Supplément n° 27 (A/47/27), sect. III.F.

¹⁵ *Ibid.*, quarante-huitième session, Supplément n° 27 (A/48/27), par. 39.

¹⁶ Voir A/53/667-S/1998/1071, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1071.

¹⁰ Résolution S-10/2.

Notant également qu'il y a une volonté plus affirmée de surmonter les difficultés rencontrées les années précédentes, qui s'est manifestée par la reconstitution du Comité spécial chargé de la question par la Conférence du désarmement au cours de sa session de 1998¹⁷ et par la recommandation de la Conférence de constituer le Comité spécial au début de sa session de 1999¹⁸,

Prenant note de la résolution 984 (1995) du Conseil de sécurité, en date du 11 avril 1995, et des vues qui y sont exprimées,

Rappelant ses résolutions des années précédentes sur la question, en particulier les résolutions 45/54 du 4 décembre 1990, 46/32 du 6 décembre 1991, 47/50 du 9 décembre 1992, 48/73 du 16 décembre 1993, 49/73 du 15 décembre 1994, 50/68 du 12 décembre 1995, 51/43 du 10 décembre 1996 et 52/36 du 9 décembre 1997,

1. *Réaffirme* qu'il faut parvenir à s'entendre rapidement sur des arrangements internationaux efficaces qui garantissent les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

2. *Note avec satisfaction* qu'il n'y a à la Conférence du désarmement aucune objection de principe à l'idée d'une convention internationale visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, même si les difficultés que soulève la mise au point d'une approche commune acceptable pour tous ont, elles aussi, été signalées;

3. *Engage* tous les États, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, à travailler activement à la conclusion rapide d'un accord sur une approche commune, en particulier sur une formule commune qui pourrait figurer dans un instrument international ayant force obligatoire;

4. *Recommande* de redoubler d'efforts pour parvenir à cette approche ou formule commune et d'étudier plus avant les diverses approches possibles, notamment celles envisagées à la Conférence du désarmement, afin de surmonter les difficultés;

5. *Recommande également* que la Conférence du désarmement poursuive activement des négociations intensives en vue de parvenir rapidement à un accord et de conclure des arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, en tenant compte du large mouvement en faveur de la conclusion d'une convention internationale et en prenant en considération toutes autres propositions visant à atteindre ce même objectif;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les

États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/76. Prévention d'une course aux armements dans l'espace

L'Assemblée générale,

Considérant qu'il est de l'intérêt général de l'humanité tout entière d'explorer et d'utiliser l'espace à des fins pacifiques,

Réaffirmant que la volonté de tous les États est que l'espace, y compris la Lune et les autres corps célestes, soit exploré et utilisé à des fins pacifiques, pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique,

Réaffirmant également les dispositions des articles III et IV du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes¹⁹,

Rappelant l'obligation qu'ont tous les États de respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies concernant la menace ou l'emploi de la force dans leurs relations internationales, y compris dans leurs activités spatiales,

Réaffirmant le paragraphe 80 du Document final de sa dixième session extraordinaire²⁰, où il est déclaré que, pour empêcher la course aux armements dans l'espace, de nouvelles mesures devraient être prises et des négociations internationales appropriées devraient être engagées conformément à l'esprit du Traité,

Rappelant ses précédentes résolutions sur la question, et prenant note des propositions qui lui ont été présentées lors de sa dixième session extraordinaire et lors de ses sessions ordinaires, ainsi que des recommandations adressées aux organes compétents des Nations Unies et à la Conférence du désarmement,

Consciente que la prévention d'une course aux armements dans l'espace éviterait que la paix et la sécurité internationales ne soient gravement mises en danger,

Soulignant qu'il importe au plus haut point de respecter strictement les accords actuels de limitation des armements et de désarmement qui se rapportent à l'espace, y compris les accords bilatéraux, ainsi que le régime juridique actuellement applicable aux utilisations de l'espace,

Considérant qu'une large participation au régime juridique de l'espace pourrait contribuer à en améliorer l'efficacité,

¹⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 27 (A/53/27)*, par. 8.

¹⁸ *Ibid.*, par. 38.

¹⁹ Résolution 2222 (XXI), annexe.

²⁰ Résolution S-10/2.

Notant que le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, s'appuyant sur les travaux qu'il a effectués depuis sa création en 1985 et soucieux d'en améliorer encore la qualité, a continué d'étudier et d'identifier différentes questions se rapportant à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, en tenant compte des accords en vigueur, des propositions existantes et des initiatives futures²¹, ce qui a permis de mieux comprendre un certain nombre de problèmes et de saisir plus clairement les diverses positions,

Notant également qu'aucune objection de principe n'a été opposée, durant la session de 1997 de la Conférence du désarmement, à la reconstitution du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, sous réserve que soit réexaminé le mandat énoncé dans la décision de la Conférence en date du 13 février 1992²²,

Soulignant que, s'agissant de prévenir une course aux armements dans l'espace, les efforts bilatéraux et multilatéraux sont complémentaires, et exprimant l'espoir que ces efforts porteront leurs fruits sans tarder,

Convaincue que, pour empêcher une course aux armements, y compris l'implantation d'armes dans l'espace, il faut envisager de nouvelles mesures pour parvenir à des accords bilatéraux et multilatéraux efficaces et vérifiables,

Soulignant que l'utilisation croissante de l'espace rend encore plus nécessaire que la communauté internationale parvienne à une plus grande transparence et à une meilleure information,

Rappelant, à cet égard, ses résolutions précédentes, en particulier les résolutions 45/55 B du 4 décembre 1990, 47/51 du 9 décembre 1992 et 48/74 A du 16 décembre 1993, dans lesquelles elle a notamment réaffirmé l'importance de mesures de confiance en tant que moyen de prévenir une course aux armements dans l'espace,

Consciente des avantages que présentent des mesures de confiance et de sécurité dans le domaine militaire,

Constatant que la négociation d'un ou de plusieurs accords internationaux visant à prévenir une course aux armements dans l'espace demeure la tâche prioritaire du Comité spécial et que des propositions concrètes sur des mesures de confiance pourraient faire partie intégrante de tels accords,

1. *Réaffirme* qu'il importe, d'urgence, de prévenir une course aux armements dans l'espace et que tous les États sont disposés à travailler à cet objectif commun, conformément aux dispositions du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes¹⁹;

2. *Constate une fois encore* que, comme il est indiqué dans le rapport du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, le régime juridique applicable à l'espace ne suffit pas, en soi, à garantir la prévention d'une course aux armements dans ce milieu, que ce régime joue un rôle important à cet égard, qu'il faut le consolider, le renforcer et le rendre plus efficace, et qu'il importe de respecter strictement les accords existants, tant bilatéraux que multilatéraux;

3. *Souligne* qu'il faut adopter de nouvelles mesures, assorties de clauses de vérification appropriées et efficaces, pour empêcher une course aux armements dans l'espace;

4. *Demande* à tous les États, en particulier à ceux qui sont dotés de capacités spatiales importantes, d'œuvrer activement pour que l'espace soit utilisé à des fins pacifiques et pour prévenir une course aux armements dans l'espace et de s'abstenir d'actes incompatibles avec cet objectif et avec les traités en vigueur en la matière, afin de maintenir la paix et la sécurité dans le monde et de servir la coopération internationale;

5. *Réaffirme* que la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, a un rôle primordial à jouer dans la négociation d'un ou de plusieurs accords multilatéraux, selon qu'il conviendra, visant à prévenir, sous tous ses aspects, une course aux armements dans l'espace;

6. *Invite* la Conférence du désarmement à réexaminer le mandat énoncé dans sa décision du 13 février 1992²², en vue de le mettre à jour selon qu'il conviendra, afin de pouvoir reconstituer le Comité spécial pendant sa session de 1999;

7. *Constate*, à cet égard, qu'il existe une convergence de vues de plus en plus large sur l'élaboration de mesures visant à renforcer la transparence, la confiance et la sécurité dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace;

8. *Prie instamment* les États qui mènent des activités dans l'espace, ainsi que les États désireux d'en mener, de tenir la Conférence du désarmement informée du déroulement, le cas échéant, de négociations bilatérales ou multilatérales sur la question, de manière à lui faciliter la tâche;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Prévention d'une course aux armements dans l'espace».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/77. Désarmement général et complet

A

CRÉATION D'UNE ZONE EXEMPTÉ D'ARMES NUCLÉAIRES EN ASIE CENTRALE

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/38 S du 9 décembre 1997,

²¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 27 (A/49/27), sect. III.D (par. 5 du texte cité).

²² CD/1125.

Rappelant également les paragraphes 60, 61, 62 et 64 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale²³, les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴ et les paragraphes 5 et 6 de la décision intitulée «Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires» du Document final de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation²⁵, concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires,

Convaincue que la création de zones exemptes d'armes nucléaires peut contribuer au désarmement général et complet,

Soulignant l'importance des accords internationalement reconnus portant création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde et visant à renforcer le régime de non-prolifération,

Considérant que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale²⁶, sur la base d'accords librement conclus entre les États de la région et compte tenu des caractéristiques particulières de celle-ci, peut améliorer la sécurité des États concernés et renforcer la sécurité et la paix aux niveaux mondial et régional,

Rappelant la Déclaration d'Almaty, adoptée le 28 février 1997 par les chefs d'État des pays d'Asie centrale²⁷, et la Déclaration adoptée à Tachkent, le 15 septembre 1997, par les Ministres des affaires étrangères du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale²⁸,

Accueillant favorablement le Communiqué de la Réunion consultative d'experts des pays d'Asie centrale, des États dotés d'armes nucléaires et de l'Organisation des Nations Unies, tenue à Bichkek les 9 et 10 juillet 1998²⁹, afin de rechercher des modalités acceptables en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale,

Réaffirmant le rôle universellement reconnu de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de créer des zones exemptes d'armes nucléaires,

1. *Engage* tous les États à appuyer l'initiative visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;

2. *Accueille avec satisfaction* les premières mesures concrètes qu'ont prises les États de la région en vue de jeter les bases juridiques de leur initiative;

3. *Encourage* les cinq États d'Asie centrale à poursuivre leur dialogue avec les cinq États dotés d'armes nucléaires sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;

4. *Prie* le Secrétaire général d'apporter, dans les limites des ressources existantes, une assistance aux États d'Asie centrale afin d'élaborer la forme et les éléments d'un accord sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;

5. *Décide* d'examiner la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale à sa cinquante-quatrième session, au titre du point intitulé «Désarmement général et complet».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

B

ASSISTANCE AUX ÉTATS POUR L'ARRÊT DE LA CIRCULATION ILLICITE ET LA COLLECTE DES ARMES LÉGÈRES

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/36 H du 6 décembre 1991, 47/52 G et J du 9 décembre 1992, 48/75 H et J du 16 décembre 1993, 49/75 G du 15 décembre 1994, 50/70 H du 12 décembre 1995, 51/45 L du 10 décembre 1996 et 52/38 C du 9 décembre 1997,

Considérant que la circulation illicite de quantités massives d'armes légères dans le monde constitue un frein au développement et un facteur aggravant d'insécurité,

Considérant également que le transfert international illicite d'armes légères et leur accumulation dans de nombreux pays constituent une menace pour les populations et pour la sécurité nationale et régionale et un facteur de déstabilisation des États,

Se fondant sur la déclaration du Secrétaire général se rapportant à la demande du Mali relative à une assistance de l'Organisation des Nations Unies pour la collecte des armes légères,

Profondément préoccupée par l'ampleur du phénomène d'insécurité et de banditisme lié à la circulation illicite des armes légères au Mali et dans les autres États concernés de la sous-région sahélo-saharienne,

Prenant note des premières conclusions des missions consultatives des Nations Unies dépêchées dans les pays concernés de la sous-région par le Secrétaire général en vue d'étudier la manière la plus appropriée d'arrêter la circulation illicite des armes légères et d'en assurer la collecte,

Prenant également note de l'intérêt manifesté par d'autres États de la sous-région désireux de recevoir une mission consultative des Nations Unies,

²³ Résolution S-10/2.

²⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

²⁵ *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, Partie I* [NPT/CONF.1995/32 (Part I)], annexe, décision 2.

²⁶ Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

²⁷ A/52/112, annexe.

²⁸ A/52/390, annexe.

²⁹ A/53/183, annexe.

Notant les actions entreprises et celles recommandées au cours des rencontres des États de la sous-région, tenues à Banjul, Alger, Bamako, Yamoussoukro et Niamey, pour l'instauration d'une coopération régionale étroite visant à renforcer la sécurité,

Tenant compte du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique³⁰,

Se félicitant de l'initiative prise par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest relative à la déclaration d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères en Afrique de l'Ouest,

Se félicitant également de la décision du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, à sa soixante-huitième session ordinaire, tenue à Ouagadougou du 4 au 7 juin 1998, relative à la prolifération des armes légères³¹,

Prenant note avec intérêt des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, notamment les recommandations figurant aux alinéas a et g du paragraphe 79 de son rapport³²,

Soulignant la nécessité de faire progresser les efforts en vue d'une plus grande coopération et d'une meilleure coordination dans la lutte contre l'accumulation, la prolifération et l'utilisation massive d'armes légères, notamment à travers la conception commune émanant de la Réunion d'Oslo sur les armes légères, tenue les 13 et 14 juillet 1998³³ et l'Appel à l'action de Bruxelles adopté par la Conférence internationale sur un «Désarmement durable pour un développement durable», tenue à Bruxelles les 12 et 13 octobre 1998³⁴,

1. *Se félicite* de l'initiative prise par le Mali concernant la question de la circulation illicite et de la collecte des armes légères dans les États concernés de la sous-région sahélo-saharienne;

2. *Se félicite également* de la Déclaration de moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères adoptée à Abuja, le 31 octobre 1998, par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest³⁵, et engage la communauté internationale à apporter son appui à la mise en œuvre de ce moratoire;

3. *Se félicite en outre* de l'action entreprise par le Secrétaire général dans la mise en œuvre de cette initiative, dans le cadre de la résolution 40/151 H du 16 décembre 1985;

4. *Remercie* les gouvernements concernés de la sous-région de l'appui important apporté aux missions consultatives des Nations Unies, et se félicite que d'autres États se soient déclarés disposés à accueillir la mission consultative;

5. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre ses efforts, dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 49/75 G et des recommandations des missions consultatives des Nations Unies, pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères dans les États concernés qui en feraient la demande, avec l'appui du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, et en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine;

6. *Note* que, dans ses efforts pour mettre fin au mouvement des armes légères qui affluent au Mali et dans la sous-région sahélo-saharienne, le Gouvernement malien a procédé, lors de la cérémonie de la «Flamme de la paix» organisée à Tombouctou (Mali) le 27 mars 1996, à la destruction de milliers d'armes légères remises par les ex-combattants des mouvements armés du nord du Mali;

7. *Encourage* la mise sur pied dans les pays de la sous-région sahélo-saharienne de commissions nationales contre la prolifération des armes légères et invite la communauté internationale à apporter son appui autant que possible au bon fonctionnement des commissions nationales là où elles existent;

8. *Prend note* des conclusions de la consultation ministérielle concernant la proposition d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères dans la région, tenue à Bamako le 26 mars 1997, et encourage les États intéressés à poursuivre leurs concertations sur la question;

9. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'examen de la question et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

C

INTERDICTION DE DÉVERSER DES DÉCHETS RADIOACTIFS

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les résolutions CM/Res.1153 (XLVIII)³⁶ et CM/Res.1225 (L)³⁷ sur le déversement des déchets

³⁰ A/52/871-S/1998/318; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/318.

³¹ Voir A/53/179, annexe I, décision CM/Dec.432 (LXVIII).

³² A/52/298, annexe.

³³ Voir CD/1556.

³⁴ A/53/681, annexe.

³⁵ A/53/763-S/1998/1194, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1194.

³⁶ Voir A/43/398, annexe I.

³⁷ Voir A/44/603, annexe I.

nucléaires et industriels en Afrique, adoptées respectivement en 1988 et 1989 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine,

Accueillant avec satisfaction la résolution GC(XXXIV)/RES/530 établissant le Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs, adoptée le 21 septembre 1990 par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique lors de sa trente-quatrième session ordinaire³⁸,

Accueillant également avec satisfaction la résolution GC(XXXVIII)/RES/6 que la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique a adoptée le 23 septembre 1994 à sa trente-huitième session ordinaire³⁹, dans laquelle elle invite le Conseil des gouverneurs et le Directeur général de l'Agence à entreprendre la préparation d'une convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, et notant les progrès faits à cet égard,

Notant que les participants au Sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires, tenu à Moscou les 19 et 20 avril 1996, se sont engagés à interdire le déversement de déchets radioactifs en mer⁴⁰,

Considérant sa résolution 2602 C (XXIV) du 16 décembre 1969, dans laquelle elle a invité la Conférence du Comité du désarmement⁴¹ à examiner, notamment, des méthodes efficaces de lutte contre le recours, aux fins de guerre, à des moyens radiologiques,

Rappelant la résolution CM/Res.1356 (LIV) adoptée en 1991 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine⁴² et consacrée à la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux en Afrique et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets produits en Afrique,

Consciente des dangers que présente tout emploi de déchets radioactifs qui constituerait un acte de guerre radiologique ainsi que de ses incidences sur la sécurité régionale et internationale et, en particulier, sur la sécurité des pays en développement,

Rappelant toutes les résolutions qu'elle a adoptées sur la question depuis sa quarante-troisième session en 1988, notamment sa résolution 51/45 J du 10 décembre 1996,

Désireuse d'encourager l'application du paragraphe 76 du Document final de sa dixième session extraordinaire²³, la première consacrée au désarmement,

1. *Prend acte* de la partie du rapport de la Conférence du désarmement consacrée à une future convention interdisant les armes radiologiques⁴³;

2. *Se déclare profondément préoccupée* par tout emploi de déchets nucléaires qui constituerait un acte de guerre radiologique et aurait de graves incidences sur la sécurité nationale de tous les États;

3. *Engage* tous les États à prendre les mesures voulues pour empêcher tout déversement de déchets nucléaires ou radioactifs qui porterait atteinte à la souveraineté nationale;

4. *Prie* la Conférence du désarmement d'examiner, à l'occasion des négociations sur une convention interdisant les armes radiologiques, la question des déchets radioactifs comme entrant dans le cadre de cette convention;

5. *Prie également* la Conférence du désarmement de redoubler d'efforts en vue de conclure sans tarder une telle convention et de l'informer du déroulement des négociations sur la question dans le rapport qu'elle lui présentera à sa cinquante-quatrième session;

6. *Prend note* de la résolution CM/Res.1356 (LIV), adoptée en 1991 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine⁴² et consacrée à la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets produits en Afrique;

7. *Exprime l'espoir* que l'application effective du Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique assurera à tous les États une meilleure protection contre le déversement de déchets radioactifs sur leur territoire;

8. *Se félicite* que la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible irradié et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs ait été adoptée à Vienne le 5 septembre 1997, comme l'avaient recommandé les participants au Sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires tenu à Moscou les 19 et 20 avril 1996, et qu'elle ait été signée par un certain nombre d'États à partir du 29 septembre 1997, et lance un appel à tous les États pour qu'ils signent et, ultérieurement, ratifient, acceptent ou approuvent cet instrument, afin qu'il puisse entrer en vigueur dès que possible;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Interdiction de déverser des déchets radioactifs».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

³⁸ Voir Agence internationale de l'énergie atomique, *Résolutions et autres décisions de la Conférence générale, trente-quatrième session ordinaire, 17-21 septembre 1990* [GC(XXXIV)/RESOLUTIONS(1990)].

³⁹ Ibid., *trente-huitième session ordinaire, 19-23 septembre 1994* [GC(XXXVIII)/RES/DEC(1994)].

⁴⁰ A/51/131, annexe I, par. 20.

⁴¹ La Conférence du Comité du désarmement est devenue le Comité du désarmement à compter de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le Comité du désarmement est devenu la Conférence du désarmement le 7 février 1984.

⁴² Voir A/46/390, annexe I.

⁴³ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 27 (A/53/27), chap. III.E.

DSÉCURITÉ INTERNATIONALE ET STATUT D'ÉTAT EXEMPT
D'ARMES NUCLÉAIRES DE LA MONGOLIE

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant également la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies⁴⁴,

Se félicitant que la Mongolie ait décidé de déclarer son territoire zone exempte d'armes nucléaires,

Prenant note avec satisfaction des déclarations faites individuellement par les États dotés d'armes nucléaires après que la Mongolie eut déclaré son territoire zone exempte d'armes nucléaires,

Ayant présent à l'esprit le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998⁴⁵, dans lequel la Conférence a accueilli avec satisfaction et appuyé la politique de la Mongolie visant à institutionnaliser son statut unique d'État exempt d'armes nucléaires,

Constatant que le statut d'État exempt d'armes nucléaires est l'un des moyens d'assurer la sécurité nationale des États,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 49/31 du 9 décembre 1994 relative à la protection et à la sécurité des petits États,

Se félicitant du rôle actif et concret joué par la Mongolie pour ce qui est d'établir des relations pacifiques, amicales et mutuellement avantageuses avec les États de la région et autres États,

Convaincue que le statut internationalement reconnu de la Mongolie aidera à renforcer la stabilité et la confiance dans la région, ainsi qu'à promouvoir la sécurité de la Mongolie en consolidant l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, l'inviolabilité de ses frontières et la préservation de son équilibre écologique,

1. *Se félicite* que la Mongolie ait déclaré son territoire zone exempte d'armes nucléaires;

2. *Approuve et appuie* les relations équilibrées et de bon voisinage entretenues par la Mongolie avec ses voisins, ce qui constitue un élément important pour le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité de la région;

3. *Invite* les États Membres, y compris les cinq États dotés d'armes nucléaires, à coopérer avec la Mongolie en vue de prendre les mesures nécessaires pour consolider et renforcer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Mongolie, l'inviolabilité de ses frontières, sa sécurité économique, son équilibre écologique et son statut d'État exempt d'armes nucléaires, ainsi que l'indépendance de sa politique étrangère;

4. *Demande* aux États membres de la région de l'Asie et du Pacifique d'appuyer les efforts menés par la Mongolie pour adhérer aux arrangements régionaux appropriés touchant la sécurité et l'économie;

5. *Prie* le Secrétaire général et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies d'apporter l'aide voulue à la Mongolie, dans la limite des ressources existantes, pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires visées au paragraphe 3 ci-dessus;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, sur l'application de la présente résolution;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie».

*79^e séance plénière
4 décembre 1998*

E

ARMES LÉGÈRES

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/38 J du 9 décembre 1997,

Convaincue de la nécessité d'une approche globale en vue de promouvoir, aux niveaux mondial et régional, la limitation et la réduction des armes légères d'une manière équilibrée et non discriminatoire, de façon à contribuer à la paix et à la sécurité internationales,

Réaffirmant le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, qui implique que les États ont également le droit d'acquérir des armes pour se défendre,

Réaffirmant également le droit à l'autodétermination de tous les peuples, en particulier les peuples sous domination coloniale ou autres formes de domination ou d'occupation étrangères, et l'importance d'assurer l'exercice effectif de ce droit, tel qu'il est énoncé, entre autres, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993⁴⁶,

Réaffirmant en outre qu'il faut d'urgence parvenir à un désarmement concret, s'inscrivant dans le contexte des conflits dont s'occupe l'Organisation des Nations Unies et dans celui des armes qui font des centaines de milliers de morts,

⁴⁴ Résolution 2625 (XXV), annexe.

⁴⁵ A/53/667-S/1998/1071, annexe I, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1071.

⁴⁶ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

Demandant à nouveau aux États Membres d'appliquer, dans toute la mesure possible et le cas échéant en coopération avec les organisations internationales et régionales compétentes ou au moyen d'une coopération internationale et régionale entre les services de police, de renseignements, de douane et de contrôle aux frontières, les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur les armes légères, qui a été établi avec l'aide du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères³²,

Priant à nouveau le Secrétaire général d'appliquer dès que possible les recommandations qui le concernent, dans les limites des ressources financières disponibles et, le cas échéant, en coopération avec les organisations internationales et régionales compétentes, et encourageant à nouveau les États Membres et le Secrétaire général à donner suite aux recommandations concernant les situations après les conflits, y compris la démobilisation des ex-combattants et l'élimination et la destruction des armes,

Notant que le Secrétaire général, avec l'assistance d'un groupe d'experts gouvernementaux désignés par lui conformément au principe de la représentation géographique équitable, prépare à l'intention de l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session un rapport a) sur les progrès réalisés dans l'application des recommandations contenues dans son rapport sur les armes légères³², auxquelles elle a souscrit dans sa recommandation 52/38 J, et b) sur les mesures ultérieures recommandées,

Prenant note de la première réunion du groupe d'experts techniques nommés par le Secrétaire général pour étudier sous tous leurs aspects les problèmes concernant les munitions et les explosifs,

Prenant également note des réponses reçues à ce jour des États Membres, auxquels le Secrétaire général avait demandé de présenter des observations sur son rapport concernant les armes légères et sur les mesures prises pour en appliquer les recommandations, en particulier la recommandation relative à la convocation d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects,

Notant avec intérêt les travaux en cours visant à élaborer une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée ainsi qu'un protocole pour lutter contre la fabrication illicite et le trafic des armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions, dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que des travaux connexes de la Commission et du Centre international pour la prévention de la criminalité, au Secrétariat,

Soulignant qu'il importe de renforcer la coordination entre les organes compétents des Nations Unies, ainsi qu'au sein du Secrétariat, en ce qui concerne les questions relatives aux armes légères et notamment la fabrication illicite et le trafic de ces armes, et se félicitant à cet égard que le Secrétaire général ait décidé de créer un Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères,

1. *Décide* de convoquer une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects, au plus tard en 2001;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport contenant ses recommandations, qui devrait être soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session afin qu'elle puisse alors prendre une décision sur les objectifs, la portée, l'ordre du jour, la date, le lieu et le comité préparatoire d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects;

3. *Prie également* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le rapport demandé au paragraphe 2 de la présente résolution:

a) De consulter tous les États Membres sur les objectifs, la portée, l'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects, ainsi que sur la préparation de cette conférence, et de prendre en considération leurs vues ainsi que celles qu'ils ont déjà exprimées en réponse à la demande adressée par le Secrétaire général conformément au paragraphe 4 de la résolution 52/38 J;

b) De tenir compte de son rapport sur les armes légères³², ainsi que des recommandations pertinentes figurant dans son rapport établi avec l'aide du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, qui sera présenté à l'Assemblée générale conformément au paragraphe 5 de sa résolution 52/38 J;

4. *Se félicite* de l'offre qu'a faite le Gouvernement suisse d'accueillir à Genève, au plus tard en 2001, une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects;

5. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre dès que possible, dans les limites des ressources financières disponibles et avec tout autre concours fourni par les États Membres en mesure de le faire, afin d'aider à prévenir le trafic et la circulation illicite des armes légères, une étude sur la possibilité de limiter le droit de fabriquer ces armes et d'en faire le commerce aux seuls fabricants et marchands agréés par les États;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Armes légères».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

F

RÉDUCTION DU DANGER NUCLÉAIRE

L'Assemblée générale,

Considérant que l'emploi des armes nucléaires constitue la menace la plus grave pour l'humanité et la survie de la civilisation,

Réaffirmant que tout emploi ou toute menace des armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies,

Convaincue que la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects aggraverait considérablement le danger de guerre nucléaire,

Convaincue également que le désarmement nucléaire et l'élimination totale des armes nucléaires sont indispensables pour supprimer le danger de guerre nucléaire,

Considérant que, tant qu'il y aura des armes nucléaires, il est impératif que les États qui en sont dotés prennent des mesures pour garantir les États qui n'en possèdent pas contre leur emploi ou leur menace,

Considérant également que le système d'alerte instantanée aux armes nucléaires comporte des risques inacceptables d'emploi involontaire ou accidentel des armes nucléaires, qui aurait des conséquences catastrophiques pour l'humanité tout entière,

Sachant que les États dotés d'armes nucléaires ont pris des mesures de portée limitée concernant le dépointage pour répondre à cette préoccupation et qu'il est nécessaire que d'autres mesures soient prises pour favoriser l'instauration d'un climat international plus propice à des négociations conduisant à l'élimination des armes nucléaires,

Consciente du fait que la réduction des tensions qu'engendrerait une modification des doctrines nucléaires aurait un effet favorable sur la paix et la sécurité internationales et favoriserait l'instauration des conditions requises pour une nouvelle réduction des armes nucléaires et leur élimination,

Soulignant de nouveau le rang élevé de priorité qu'elle a accordé au désarmement nucléaire dans le Document final de sa dixième session extraordinaire²³ et que la communauté internationale a de même accordé à cette question,

Rappelant que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*⁴⁷ a réaffirmé que tous les États avaient l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

1. *Demande* que les doctrines nucléaires soient réexaminées et, dans ce contexte, que des mesures soient prises immédiatement à titre prioritaire pour réduire les risques d'emploi involontaire ou accidentel des armes nucléaires;

2. *Prie* les cinq États dotés d'armes nucléaires d'adopter des mesures en vue de donner suite au paragraphe 1 de la présente résolution;

3. *Demande* aux États Membres de prendre les mesures voulues pour empêcher la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects et pour favoriser le désarmement nucléaire, l'objectif ultime étant l'élimination des armes nucléaires;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Réduction du danger nucléaire».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

G

ESSAIS NUCLÉAIRES

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que l'arrêt de tous les essais nucléaires contribuera à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, au processus de désarmement nucléaire conduisant à l'objectif ultime de l'élimination complète des armes nucléaires et, par conséquent, au renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant également son appui au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴ et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁴⁸ et l'importance cruciale que revêtent ces instruments pour le régime international de non-prolifération et la poursuite du désarmement nucléaire, dont ils constituent le fondement,

Convaincue que tous les États qui ne l'ont pas encore fait devraient appliquer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sans délai et sans conditions,

Partageant les inquiétudes exprimées aux niveaux international, régional et national à la suite des essais nucléaires récemment réalisés,

Rappelant la résolution 1172 (1998) du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 6 juin 1998,

1. *Se déclare gravement préoccupée* par les essais nucléaires effectués en Asie du Sud et les déplore vivement;

2. *Note* que les États concernés ont déclaré un moratoire sur de nouveaux essais et ont annoncé qu'ils étaient disposés à s'engager en droit à ne pas procéder à d'autres essais nucléaires, et réaffirme qu'ils doivent donner un caractère juridique à cet engagement en signant et en ratifiant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

H

DÉSARMEMENT RÉGIONAL

L'Assemblée générale,

Estimant que la création de zones internationalement reconnues exemptes d'armes nucléaires, compte dûment tenu des particularités de chaque région et sur la base d'arrangements librement conclus par les États de la région concernée, peut jouer un rôle important dans la promotion de la paix et de la sécurité régionales et mondiales,

⁴⁷ A/51/218, annexe.

⁴⁸ Voir résolution 50/245.

Se félicitant des Traités de Tlatelolco⁴⁹, Rarotonga⁵⁰, Bangkok⁵¹ et Pelindaba⁵², ainsi que de la Déclaration d'Almaty²⁷ sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires et des initiatives analogues prises dans les différentes régions, conformément aux principes établis,

Prenant note de la volonté souveraine des États d'Europe centrale et orientale de contribuer à la nouvelle architecture de sécurité européenne, fondée notamment sur les principes de bon voisinage, ainsi que de coopération avec les structures euratlantiques et d'adhésion à celles-ci, et d'en tirer profit,

Se félicitant que, par suite des événements historiques des dernières années qui ont renforcé le climat de confiance, de respect mutuel et de partenariat entre États européens, les armes nucléaires se trouvant sur le territoire du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine en aient été retirées, et qu'il n'y ait pas actuellement d'armes nucléaires stationnées sur le territoire des États d'Europe centrale et orientale,

Prenant note de la déclaration faite le 10 décembre 1996 à l'issue de la Réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord et confirmée par les chefs d'État ou de gouvernement des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord dans l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre la Fédération de Russie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord⁵³ signé à Paris le 27 mai 1997, aux termes duquel les pays membres de cette organisation n'ont pas l'intention, ne prévoient pas et n'ont pas de raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire de nouveaux membres,

Saluant les efforts visant à renforcer la stabilité et la sécurité en Europe centrale et orientale grâce à une nouvelle architecture de sécurité régionale fondée sur la coopération et les valeurs communes et sans créer de nouvelles divisions,

1. *Prie instamment* tous les États intéressés de continuer à faire en sorte qu'il soit possible de ne pas avoir l'intention, de ne pas prévoir et de ne pas avoir de raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire des États de la région d'Europe centrale et orientale qui n'en sont pas dotés;

2. *Invite* tous les États d'Europe centrale et orientale et les autres États intéressés à continuer de respecter les obligations que les accords multilatéraux et bilatéraux en vigueur leur imposent en matière de non-prolifération des armes nucléaires;

3. *Décide* d'examiner l'application de la présente résolution à sa cinquante-cinquième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Désarmement général et complet».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

I

DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT DE CONSTITUER, AU TITRE DU POINT 1 DE SON ORDRE DU JOUR INTITULÉ «CESSATION DE LA COURSE AUX ARMEMENTS NUCLÉAIRES ET DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE», UN COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ DE NÉGOCIER, SUR LA BASE DU RAPPORT DU COORDONNATEUR SPÉCIAL (CD/1299) ET DU MANDAT Y FIGURANT, UN TRAITÉ MULTILATÉRAL, NON DISCRIMINATOIRE ET INTERNATIONALEMENT ET EFFECTIVEMENT VÉRIFIABLE INTERDISANT LA PRODUCTION DE MATIÈRES FISSILES POUR LA FABRICATION D'ARMES ET AUTRES DISPOSITIFS EXPLOSIFS NUCLÉAIRES

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/75 L du 16 décembre 1993,

Convaincue qu'un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires contribuerait beaucoup à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects,

Prenant acte du rapport de la Conférence du désarmement, dans lequel il est notamment fait observer que toute décision prise en la matière ne préjugera d'aucune décision touchant l'établissement d'autres organes subsidiaires au titre du point 1 de l'ordre du jour, et que des consultations intensives auront lieu afin de permettre aux membres de la Conférence du désarmement de faire connaître leurs vues sur les méthodes de travail et les modalités à adopter en ce qui concerne le point 1 de l'ordre du jour, compte tenu de toutes les propositions et vues sur ce point⁵⁴,

1. *Se félicite* de la décision prise par la Conférence du désarmement⁵⁴ de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial⁵⁵ et du mandat y figurant, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;

2. *Note avec satisfaction* que ce comité spécial a déjà entamé la première étape des négociations de fond;

⁴⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068.

⁵⁰ Voir *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 10: 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.86.IX.7), appendice VII.

⁵¹ Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est.

⁵² A/50/426, annexe.

⁵³ A/52/161-S/1997/413, appendice; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/413.

⁵⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 27* (A/53/27), par. 10.

⁵⁵ CD/1299.

3. *Encourage* la Conférence du désarmement à rétablir son comité spécial au début de la session de 1999.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

J

RESPECT DES NORMES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT DANS L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES ACCORDS DE DÉSARMEMENT ET DE MAÎTRISE DES ARMEMENTS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 50/70 M du 12 décembre 1995, 51/45 E du 10 décembre 1996 et 52/38 E du 9 décembre 1997,

Soulignant qu'il importe de respecter les normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de limitation des armements,

Considérant que les accords adoptés lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ainsi que les accords pertinents adoptés précédemment, doivent être dûment pris en considération lors de l'élaboration et de l'application des accords de désarmement et de limitation des armements,

Consciente que l'emploi des armes nucléaires a des effets préjudiciables sur l'environnement,

1. *Réaffirme* sa résolution 52/38 E sous tous ses aspects;

2. *Réaffirme également* que les instances internationales s'occupant du désarmement doivent tenir compte des normes pertinentes relatives à l'environnement lorsqu'elles négocient des traités et des accords de désarmement et de limitation des armements et que tous les États doivent contribuer pleinement, par leurs actes, à assurer le respect de ces normes dans l'application des traités et des conventions auxquels ils sont parties;

3. *Demande* aux États d'adopter des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales qui puissent contribuer à assurer l'application des progrès scientifiques et techniques dans le cadre de la sécurité internationale, du désarmement et autres domaines connexes, sans porter atteinte à l'environnement ou à son apport efficace à la réalisation du développement durable;

4. *Prend note avec satisfaction* des informations communiquées par les États Membres sur l'application des mesures qu'ils ont prises pour promouvoir les objectifs envisagés dans la présente résolution⁵⁶;

5. *Invite* tous les États Membres à communiquer au Secrétaire général des informations sur les mesures qu'ils ont adoptées pour promouvoir les objectifs envisagés dans la présente résolution, et demande au Secrétaire général de lui soumettre un rapport contenant ces informations à sa cinquante-quatrième session;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

K

RELATION ENTRE LE DÉSARMEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions du Document final de sa dixième session extraordinaire²³ concernant la relation entre le désarmement et le développement,

Rappelant également l'adoption, le 11 septembre 1987, du Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement⁵⁷,

Rappelant en outre ses résolutions 49/75 J du 15 décembre 1994, 50/70 G du 12 décembre 1995, 51/45 D du 10 décembre 1996 et 52/38 D du 9 décembre 1997,

Ayant à l'esprit le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998⁴⁵,

Soulignant l'importance croissante que revêt la relation symbiotique entre le désarmement et le développement dans les relations internationales contemporaines,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁵⁸ et des mesures prises conformément au Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement⁵⁷;

2. *Invite instamment* la communauté internationale à consacrer au développement économique et social une partie des ressources obtenues grâce à la mise en œuvre d'accords de désarmement et de limitation des armements afin de réduire l'écart toujours croissant entre pays développés et pays en développement;

3. *Invite* tous les États Membres à communiquer au Secrétaire général, d'ici au 15 avril 1999, leurs vues et propositions concernant l'application du programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement⁵⁹ ainsi que toutes autres vues et propositions concernant la réalisation des objectifs du programme d'action, dans le contexte des relations internationales contemporaines;

⁵⁷ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.87.IX.8.

⁵⁸ A/53/206.

⁵⁹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.87.IX.8, par. 35.

⁵⁶ A/53/158 et Add.1 et 2.

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre, par l'intermédiaire des organes compétents et dans les limites des ressources disponibles, des mesures en vue de l'application du programme d'action adopté par la Conférence internationale;

5. *Prie également* le Secrétaire général de présenter un rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Relation entre le désarmement et le développement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

L

MESURES VISANT À RENFORCER L'AUTORITÉ DU PROTOCOLE DE GENÈVE DE 1925

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions précédentes sur la question, en particulier sa résolution 51/45 P du 10 décembre 1996,

Résolue à agir de manière à progresser réellement vers un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Rappelant que la communauté internationale est résolue de longue date à parvenir à l'interdiction effective de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et biologiques, et qu'elle a toujours appuyé les mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925⁶⁰, comme l'attestent de nombreuses résolutions précédentes adoptées par consensus,

Se félicitant de la fin de la guerre froide ainsi que du relâchement de la tension internationale et du renforcement de la confiance entre les États qui en ont résulté,

Se félicitant également que certains États parties aient pris l'initiative de retirer leurs réserves au Protocole de Genève de 1925;

1. *Demande de nouveau* à tous les États de se conformer strictement aux principes et objectifs du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925⁶⁰, et réaffirme qu'il est vital de donner effet à ses dispositions;

2. *Engage* les États qui maintiennent leurs réserves au Protocole de Genève de 1925 à les retirer;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

M

CONSOLIDATION DE LA PAIX GRÂCE À DES MESURES CONCRÈTES DE DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/45 N du 10 décembre 1996 et 52/38 G du 9 décembre 1997,

Convaincue qu'une approche globale et intégrée à l'égard de certaines mesures concrètes de désarmement, notamment la maîtrise des armements, particulièrement en ce qui concerne les armes légères, les mesures de confiance, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, le déminage et la reconversion, est souvent une condition nécessaire au maintien et à la consolidation de la paix et de la sécurité et constitue ainsi la base de tout processus effectif de relèvement et de développement économique et social dans les régions touchées par un conflit,

Constatant avec satisfaction que la communauté internationale est plus que jamais sensible à l'importance de ces mesures concrètes de désarmement, notamment pour la lutte contre les problèmes de plus en plus graves dus à l'accumulation et à la prolifération excessives et déstabilisantes d'armes légères qui constituent une menace à la paix et à la sécurité et limitent les perspectives de développement économique dans de nombreuses régions, en particulier après les conflits,

Soulignant qu'il faudra poursuivre les efforts pour mettre au point et appliquer effectivement des programmes de désarmement concret dans les régions touchées,

Rappelant les délibérations de la Commission du désarmement concernant les «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» et le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères³² qui est à prendre en considération dans le contexte de la présente résolution et des travaux actuellement menés par la Commission du désarmement,

1. *Souligne* l'intérêt particulier des délibérations menées durant la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement concernant les «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale», qui constituent une base utile pour la poursuite des travaux, et encourage la Commission du désarmement à poursuivre son action en vue de l'adoption de ces directives en 1999;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de

⁶⁰ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV (1929), n° 2138.

désarmement⁶¹, présenté en application de la résolution 51/45 N, et encourage de nouveau les États Membres ainsi que les arrangements et organismes régionaux à fournir leur appui en vue de l'application des recommandations qui y sont formulées;

3. *Invite* le groupe des États intéressés créé à New York en mars 1998 à continuer d'analyser les enseignements tirés de projets antérieurs en matière de désarmement et de consolidation de la paix et à promouvoir de nouvelles mesures concrètes de désarmement en vue de consolider la paix, en particulier celles qu'ont prises ou élaborées les États touchés eux-mêmes;

4. *Encourage* les États Membres, y compris le groupe des États intéressés, à apporter leur appui au Secrétaire général en faisant droit aux requêtes présentées par les États Membres concernant la collecte et la destruction des armes légères au lendemain des conflits;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

N

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI, DU STOCKAGE, DE LA PRODUCTION ET DU TRANSFERT DES MINES ANTIPERSONNEL ET SUR LEUR DESTRUCTION

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/38 A du 9 décembre 1997,

Réaffirmant qu'elle est déterminée à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel qui tuent ou mutilent chaque semaine des centaines de personnes, pour la plupart des civils non armés et en particulier des enfants, font obstacle au développement économique et à la reconstruction, entravent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et ont d'autres conséquences graves longtemps après avoir été posées,

Convaincue qu'il est nécessaire de tout faire pour contribuer de manière efficace et coordonnée à relever le défi que représente l'enlèvement des mines antipersonnel disséminées dans le monde et pour veiller à leur destruction,

Désireuse de n'épargner aucun effort en vue d'apporter une assistance pour les soins et la réadaptation des victimes des mines, y compris leur réinsertion sociale et économique,

Rappelant la conclusion à Oslo, le 18 septembre 1997, des négociations concernant la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction⁶² et l'ouverture de la Convention à la signature à Ottawa, les 3 et 4 décembre

1997, et ensuite au Siège, à New York, jusqu'à son entrée en vigueur,

Se félicitant que la Convention ait été signée depuis lors par de nouveaux États, qu'elle ait été ratifiée sans tarder par de nombreux signataires et que la quarantième ratification ait été rapidement acquise, le 16 septembre 1998, lui permettant ainsi, conformément aux dispositions de son article 17, d'entrer en vigueur le 1^{er} mars 1999,

Soulignant qu'il est souhaitable de susciter l'adhésion de tous les États à la Convention, et déterminée à s'employer énergiquement à promouvoir son universalisation,

1. *Invite* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction⁶², ou, après son entrée en vigueur, à y adhérer;

2. *Demande instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention sans retard après l'avoir signée;

3. *Demande de nouveau* à tous les États de contribuer à la mise en œuvre intégrale et à l'application efficace de la Convention afin d'accomplir des progrès en ce qui concerne les soins aux victimes des mines, leur réadaptation et leur réinsertion sociale et économique, les programmes de sensibilisation aux dangers des mines et l'enlèvement des mines antipersonnel disséminées dans le monde, et de veiller à leur destruction;

4. *Sait gré* au Gouvernement du Mozambique de son offre généreuse d'accueillir la première réunion des États Parties;

5. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder, conformément au paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention, aux préparatifs nécessaires pour convoquer la première réunion des États Parties à Maputo dans la semaine du 3 mai 1999;

6. *Invite* tous les États parties à la première réunion des États Parties et, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 11 de la Convention, les États qui n'y sont pas parties ainsi que l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations ou institutions internationales et régionales intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales compétentes à assister à cette réunion en qualité d'observateurs, conformément au règlement intérieur convenu.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

O

DÉSARMEMENT RÉGIONAL

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/58 P du 4 décembre 1990, 46/36 I du 6 décembre 1991, 47/52 J du 9 décembre 1992, 48/75 I du 16 décembre 1993, 49/75 N du 15 décembre 1994, 50/70 K du 12 décembre 1995, 51/45 K du 10 décembre 1996 et 52/38 P du 9 décembre 1997 sur le désarmement régional,

⁶¹ A/52/289.

⁶² Voir CD/1478.

Convaincue que les efforts faits par la communauté internationale pour se rapprocher de l'idéal qu'est le désarmement général et complet procèdent du désir inhérent à l'humanité de connaître une paix et une sécurité authentiques, d'éliminer le danger de guerre et de libérer des ressources économiques, intellectuelles et autres pour des fins pacifiques,

Affirmant que tous les États ont le devoir solennel de respecter, dans la conduite de leurs relations internationales, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant qu'elle a adopté à sa dixième session extraordinaire des principes directeurs essentiels pour progresser sur la voie du désarmement général et complet⁶³,

Prenant note des directives et des recommandations concernant des approches régionales du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale que la Commission du désarmement a adoptées lors de sa session de fond de 1993⁶³,

Constatant avec satisfaction que les négociations entre les deux superpuissances ont ouvert ces dernières années des perspectives de progrès véritable dans le domaine du désarmement,

Prenant note des récentes propositions relatives au désarmement faites aux niveaux régional et sous-régional,

Sachant combien les mesures de confiance sont importantes pour la paix et la sécurité régionales et internationales,

Convaincue qu'en œuvrant pour le désarmement régional compte tenu des particularités de chaque région et conformément au principe d'une sécurité non diminuée au niveau d'armements le plus bas, les pays renforceraient la sécurité de tous les États et contribueraient ainsi à la paix et à la sécurité internationales en réduisant le risque de conflits régionaux,

1. *Souligne* que des efforts soutenus sont nécessaires, à la Conférence du désarmement et sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour faire progresser l'ensemble des questions de désarmement;

2. *Affirme* que le désarmement mondial et le désarmement régional sont complémentaires et qu'il faut donc les mener de front dans l'intérêt de la paix et de la sécurité régionales et internationales;

3. *Invite* les États à conclure, chaque fois qu'ils le pourront, des accords sur la non-prolifération des armes nucléaires, le désarmement et les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional;

4. *Accueille avec satisfaction* les initiatives que certains pays ont prises aux niveaux régional et sous-régional en faveur du désarmement, de la non-prolifération des armes nucléaires et de la sécurité;

5. *Soutient et encourage* les efforts visant à promouvoir des mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions régionales et de faire progresser à ces deux niveaux le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Désarmement régional».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

P

MAÎTRISE DES ARMES CLASSIQUES AUX NIVEAUX RÉGIONAL ET SOUS-RÉGIONAL

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/75 J du 16 décembre 1993, 49/75 O du 15 décembre 1994, 50/70 L du 12 décembre 1995, 51/45 Q du 10 décembre 1996 et 52/38 Q du 9 décembre 1997,

Sachant combien est décisif le rôle que la maîtrise des armements joue dans la promotion de la paix et de la sécurité régionales et internationales,

Convaincue que c'est aux niveaux régional et sous-régional que la maîtrise des armes classiques doit principalement être assurée, étant donné que la plupart des menaces pesant sur la paix et la sécurité en cette période d'après guerre froide interviennent entre États de la même région ou sous-région,

Consciente que le maintien de l'équilibre dans les capacités de défense des États au niveau d'armements le plus bas contribuerait à la paix et à la stabilité et devrait constituer l'un des principaux objectifs de la maîtrise des armes classiques,

Désireuse de promouvoir des accords visant à renforcer la paix et la sécurité régionales au niveau d'armements et de forces militaires le plus bas possible,

Notant avec un intérêt particulier les initiatives prises à cet égard dans différentes régions du monde, notamment l'ouverture de consultations entre plusieurs pays d'Amérique latine et les propositions faites dans le contexte de l'Asie du Sud en vue de la maîtrise des armes classiques, et reconnaissant la pertinence et l'utilité, dans cette optique, du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe⁶⁴, qui est une pierre angulaire de la sécurité en Europe,

Estimant que les États militairement importants et ceux qui sont dotés de vastes capacités militaires ont une responsabilité spéciale à assumer dans la promotion de tels accords de sécurité régionale,

Estimant également que la maîtrise des armes classiques dans les zones de tension devrait avoir pour grand objectif de prévenir la possibilité d'attaques militaires lancées par surprise et d'éviter l'agression,

⁶³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément n° 42 (A/48/42), annexe II.

⁶⁴ CD/1064.

1. *Décide* de procéder d'urgence à l'examen des questions que pose la maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;

2. *Prie* la Conférence du désarmement, pour commencer, d'envisager de dégager les principes qui pourraient servir de cadre aux accords régionaux sur la maîtrise des armes classiques, et attend avec intérêt un rapport de la Conférence sur la question;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

Q

HÉMISPHERE SUD ET ZONES ADJACENTES EXEMPTS D'ARMES NUCLÉAIRES

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/45 B du 10 décembre 1996 et 52/38 N du 9 décembre 1997,

Déterminée à continuer de contribuer à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects et au désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant les dispositions sur les zones exemptes d'armes nucléaires que contenait le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale²³, la première consacrée au désarmement, ainsi que la décision concernant les principes et les objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires prise par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation²⁵,

Soulignant l'importance des Traités de Tlatelolco⁴⁹, de Rarotonga⁵⁰, de Bangkok⁵¹ et de Pelindaba⁵², portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi que du Traité sur l'Antarctique⁶⁵, notamment pour atteindre l'objectif ultime d'un monde exempt d'armes nucléaires, et soulignant également l'intérêt d'une coopération accrue entre les membres des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires au moyen de mécanismes tels que des réunions conjointes des États parties, des signataires et des observateurs,

Rappelant les principes et règles applicables du droit international relatifs à la liberté de la haute mer et aux droits de passage dans l'espace maritime, notamment ceux de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁶⁶,

1. *Se félicite* que le Traité sur l'Antarctique⁶⁵ et les Traités de Tlatelolco⁴⁹, de Rarotonga⁵⁰, de Bangkok⁵¹ et de Pelindaba⁵² continuent de contribuer à libérer de la présence d'armes nucléaires tout l'hémisphère Sud et les régions adjacentes visées par ces traités;

2. *Demande* à tous les États de la région de ratifier les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba, et à tous les États concernés de continuer d'œuvrer de concert pour faciliter l'adhésion aux protocoles des traités portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires par tous les États intéressés qui n'y ont pas encore adhéré;

3. *Se félicite* des mesures prises en vue de conclure de nouveaux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, et demande à tous les États d'examiner toutes les propositions pertinentes, y compris celles qui sont reprises dans ses résolutions sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient et en Asie du Sud;

4. *Souligne de nouveau* le rôle important que jouent les zones exemptes d'armes nucléaires dans le renforcement du régime de non-prolifération nucléaire et, eu égard en particulier aux responsabilités des États dotés d'armes nucléaires, dans la progression du désarmement nucléaire vers son objectif ultime, à savoir l'élimination totale de ces armes;

5. *Demande* aux États parties aux Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba, et à leurs signataires d'étudier et de mettre en œuvre d'autres moyens de coopération entre eux et les organes créés en vertu de ces traités, de manière à promouvoir les objectifs communs desdits traités ainsi que le statut de zone exempte d'armes nucléaires de l'hémisphère sud et des zones adjacentes;

6. *Incite* les autorités compétentes à l'égard des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires à prêter leur concours aux États parties et aux États signataires afin de faciliter la réalisation de ces objectifs;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Hémisphère Sud et zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

R

APPLICATION DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT, DE LA FABRICATION, DU STOCKAGE ET DE L'EMPLOI DES ARMES CHIMIQUES ET SUR LEUR DESTRUCTION

L'Assemblée générale,

Rappelant ses précédentes résolutions sur la question des armes chimiques et bactériologiques (biologiques), en particulier la résolution 52/38 T, en date du 9 décembre 1997, adoptée sans être mise aux voix, dans laquelle elle constatait

⁶⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, n° 5778.

⁶⁶ *Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer*, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

avec satisfaction l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction⁶⁷,

Résolue à parvenir à l'interdiction effective de la mise au point, de la fabrication, de l'acquisition, du transfert, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et à leur destruction,

Notant avec satisfaction que, depuis l'adoption de la résolution 52/38 T, quatorze autres États ont ratifié la Convention, ce qui porte à cent vingt au total le nombre des États parties à la Convention,

1. *Prend note avec intérêt* des travaux que mène l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en vue de réaliser l'objet et le but de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, d'assurer l'application intégrale de ses dispositions, notamment celles qui prévoient la vérification internationale de son respect et d'offrir aux États parties un lieu de consultation et de coopération;

2. *Souligne* combien l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est importante pour vérifier le respect des dispositions de la Convention et favoriser la réalisation de tous ses objectifs en temps voulu et de manière efficace;

3. *Souligne également* qu'il est d'une importance vitale que toutes les dispositions de la Convention soient appliquées intégralement et efficacement et qu'elles soient respectées;

4. *Engage* tous les États parties à la Convention à s'acquitter intégralement et ponctuellement des obligations qu'elle leur impose et à prêter leur appui à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans les activités qu'elle mène pour en assurer l'application;

5. *Souligne* la nécessité d'une adhésion universelle à la Convention et demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention sans tarder;

6. *Souligne* qu'il est important pour la Convention que tous les États qui possèdent des armes chimiques et des installations pour les fabriquer ou les mettre au point, y compris les pays qui ont déclaré posséder des armes chimiques, figurent au nombre des États parties à la Convention, et se félicite des progrès réalisés dans ce sens;

7. *Se félicite* de la coopération qui se met en place entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ainsi que des efforts visant à conclure rapidement un accord définissant les relations entre les deux institutions conformément à la Convention;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Application

de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

S

TRANSPARENCE DANS LE DOMAINE DES ARMEMENTS

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit que les États Membres se sont engagés, en vertu de la Charte des Nations Unies, à promouvoir l'instauration et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde,

Considérant qu'il est nécessaire d'accélérer d'urgence les efforts visant au désarmement général et complet en vue de maintenir la paix et la sécurité régionales et internationales dans un monde libéré du fléau de la guerre et du fardeau que constituent les armements de tout genre,

Considérant également que la franchise et la transparence dans le domaine des armements de tout genre contribueraient beaucoup à la confiance et à la sécurité entre les États,

Consciente qu'un niveau accru de transparence en ce qui concerne les armes classiques et les armes de destruction massive, les transferts de matériel et de technologies directement associés à la mise au point et à la fabrication d'armes de ce type, et les technologies de pointe ayant des applications militaires, favoriserait la stabilité, renforcerait la paix et la sécurité régionales et internationales et accélérerait les efforts en vue du désarmement général et complet,

Consciente également que le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies⁶⁸, sous sa forme actuelle, constitue un premier pas important sur la voie de la transparence concernant les questions militaires,

Convaincue que le principe de la transparence devrait aussi s'appliquer à toutes les armes de destruction massive, en particulier aux armes nucléaires, et aux transferts de matériel et de technologies directement associés à la mise au point et à la fabrication d'armes de ce type, de même qu'aux technologies de pointe ayant des applications militaires,

Considérant qu'il faut susciter des efforts dans ce sens au niveau international, notamment en gardant constamment à l'étude la tenue du Registre en vue d'y apporter des modifications,

Soulignant qu'il est nécessaire de donner un caractère universel au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴, à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction⁶⁷ et à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur

⁶⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément n° 27 (A/47/27), appendice I.

⁶⁸ Voir résolution 46/36 L.

destruction⁶⁹, afin d'atteindre l'objectif que constitue l'élimination totale des armes de destruction massive,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la transparence dans le domaine des armements,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la transparence dans le domaine des armements⁷⁰;

2. *Rappelle* les rapports du Groupe d'experts gouvernementaux du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies convoqué en 1994 et en 1997 pour examiner la tenue du Registre⁶⁸ et les modifications à y apporter, ainsi que les vues exprimées et les propositions présentées dans ces rapports;

3. *Constate* qu'il importe de progresser davantage dans l'amélioration du Registre afin qu'il puisse véritablement renforcer la confiance et la sécurité entre les États et accélérer les efforts visant à atteindre l'objectif que constitue le désarmement général et complet, et, à cette fin, demande instamment aux États Membres de communiquer au Secrétaire général leurs vues sur les questions ci-après afin que le Groupe d'experts gouvernementaux puisse les examiner lorsqu'il se réunira en 2000:

a) L'élargissement rapide de la portée du Registre;

b) L'élaboration de moyens concrets permettant d'améliorer encore le Registre en vue d'accroître la transparence en ce qui concerne les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, et les transferts de matériel et de technologies directement associés à la mise au point et à la fabrication de telles armes;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Transparence dans le domaine des armements».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

T

TRAFFIC D'ARMES LÉGÈRES

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/75 G du 15 décembre 1994 sur la circulation illicite des armes légères et sa résolution 51/45 F du 10 décembre 1996 sur les mesures visant à freiner le transfert et l'emploi illicites d'armes classiques,

Ayant à l'esprit sa résolution 52/38 J du 9 décembre 1997 sur les armes légères,

Remerciant le Secrétaire général pour les rapports qu'il a établis en application des résolutions 51/45 F⁷¹ et 52/38 C⁷²,

Remerciant également le Secrétaire général de son rapport du 13 avril 1998 sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique³⁰ et, dans ce contexte, prenant note de l'examen en cours, par le Conseil de sécurité, de la question des transferts illicites d'armes vers l'Afrique et à l'intérieur de ce continent,

Se félicitant des initiatives prises par les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en vue de conclure un moratoire sur la fabrication, l'importation et l'exportation d'armes légères,

Se félicitant également de l'entrée en vigueur de la Convention interaméricaine contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes⁷³,

Se félicitant en outre de la décision sur la prolifération des armes légères prise par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à la soixante-huitième session ordinaire de l'Organisation, tenue à Ouagadougou du 4 au 7 juin 1998³¹,

Se félicitant que l'Union européenne ait adopté le programme visant à prévenir et à combattre le trafic des armes classiques et que des initiatives aient été prises pour mettre en œuvre ce programme,

Soulignant l'importance des efforts déployés pour élaborer une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée, y compris un protocole pour lutter contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu et de pièces, éléments et munitions destinés à de telles armes, dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Se félicitant que le Secrétaire général ait annoncé le 14 août 1998 qu'il avait désigné le Département des affaires de désarmement comme centre de coordination de toutes les activités des organismes des Nations Unies concernant les armes légères,

Soulignant qu'il importe de renforcer, dans le cadre des initiatives en cours ayant trait au trafic d'armes légères, la coopération et la coordination entre les organes intergouvernementaux compétents des Nations Unies et au sein du Secrétariat, en particulier en ce qui concerne les activités du Centre de prévention de la criminalité internationale, du Département des affaires de désarmement et du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères,

Consciente des souffrances causées par le trafic d'armes légères et considérant qu'il appartient aux États d'intensifier leurs efforts en se mettant d'accord sur les questions en jeu et en définissant des moyens concrets pour faire face au problème,

Ayant à l'esprit les rapports entre la violence, la criminalité, le trafic de drogue, le terrorisme et le trafic d'armes légères,

⁶⁹ Résolution 2826 (XXVI), annexe.

⁷⁰ A/53/334 et Add.1.

⁷¹ A/52/229.

⁷² A/53/207.

⁷³ A/53/78, annexe.

1. *Demande* au Secrétaire général de tenir, dans les limites des fonds disponibles et en faisant appel à toute autre assistance que pourraient apporter les États Membres en mesure de le faire, compte tenu des travaux en cours du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, de larges consultations avec tous les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales intéressées, les organismes internationaux et les experts compétents sur les questions suivantes:

a) L'ampleur et la portée du phénomène du trafic d'armes légères;

b) Les mesures qui pourraient être prises, notamment celles qui seraient adaptées aux mesures proprement régionales, pour lutter contre le trafic et la circulation illicite des armes légères;

c) Le rôle de l'Organisation des Nations Unies concernant la collecte, le classement, la mise en commun et la diffusion d'informations sur le trafic d'armes légères;

2. *Demande également* au Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-quatrième session sur le résultat des négociations qu'il aura tenues;

3. *Invite* les États Membres qui sont en mesure de le faire, d'apporter, aux niveaux bilatéral et régional ainsi que par les voies multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies, l'assistance nécessaire pour appuyer l'application des mesures liées à la lutte contre le trafic et la circulation illicite des armes légères;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Trafic d'armes légères».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

U

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE EN VUE DE L'ÉLIMINATION DÉFINITIVE DES ARMES NUCLÉAIRES

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 H du 15 décembre 1994, 50/70 C du 12 décembre 1995, 51/45 G du 10 décembre 1996 et 52/38 K du 9 décembre 1997,

Ayant à l'esprit les essais nucléaires récents, qui vont à l'encontre des efforts internationaux visant à renforcer le régime international de non-prolifération des armes nucléaires,

Appelant de ses vœux l'entrée en vigueur rapide du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II)⁷⁴, et se félicitant de la Déclaration commune sur les paramètres concernant de

futures réductions des forces nucléaires, publiée par les Présidents des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie⁷⁵,

Se félicitant des efforts que font d'autres États dotés d'armes nucléaires pour réduire leurs arsenaux nucléaires, comme c'est le cas, tout récemment encore, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Se félicitant également que le Brésil ait adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴,

Se déclarant à nouveau convaincue que de nouveaux progrès du désarmement nucléaire contribueront à la consolidation du régime international de non-prolifération pour assurer la paix et la sécurité internationales,

Se félicitant que la Conférence du désarmement ait décidé de constituer un comité spécial⁵⁴ chargé de négocier, sur la base du rapport de 1995 de son Coordonnateur spécial⁵⁵ et du mandat qui y figure, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires,

1. *Réaffirme* qu'il importe de parvenir à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴, et exhorte les États qui ne sont pas parties au Traité à y adhérer sans retard et sans conditions;

2. *Réaffirme également* qu'il importe que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'acquittent des obligations que leur impose le Traité;

3. *Demande* aux États dotés d'armes nucléaires de poursuivre une action résolue, systématique et progressive afin de réduire globalement les armements nucléaires pour, finalement, les éliminer, et à tous les États de poursuivre des efforts déterminés visant le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace;

4. *Constate* que, pour éliminer définitivement les armes nucléaires, il est important et nécessaire:

a) Que tous les États signent et ratifient sans retard le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁴⁸, en vue de son entrée en vigueur rapide et, en attendant, qu'ils mettent fin à tous les essais nucléaires;

b) Que la Conférence du désarmement achève sans retard les négociations sur un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial et du mandat qui y figure;

c) Que des pourparlers multilatéraux soient engagés au sujet des futures mesures qui pourraient être prises pour le

⁷⁴ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 18: 1993 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.IX.1), appendice II.

⁷⁵ A/53/371-S/1998/848, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de juillet, août et septembre 1998*, document S/1998/848.

désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires;

d) Que le Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II)⁷⁴ entre en vigueur rapidement et que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie négocient sans retard un accord START III;

e) Que les cinq États dotés d'armes nucléaires entreprennent de nouveaux efforts pour réduire leurs arsenaux nucléaires unilatéralement et par leur négociation;

5. *Invite* les États dotés d'armes nucléaires à tenir les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dûment informés des progrès ou des efforts accomplis dans le domaine du désarmement nucléaire;

6. *Accueille avec satisfaction* les efforts actuellement déployés pour démanteler les armes nucléaires, et note qu'il importe de gérer dans des conditions de sécurité et d'efficacité les matières fissiles qui en résultent;

7. *Demande* à tous les États de n'épargner aucun effort pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, en confirmant et en renforçant au besoin leurs politiques consistant à ne pas exporter d'équipements, de matières ou de technologies qui pourraient contribuer à la prolifération de ces armes;

8. *Demande* à tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de tout mettre en œuvre pour assurer le succès de la prochaine Conférence d'examen qui aura lieu en 2000;

9. *Encourage* la poursuite de délibérations sérieuses sur la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement nucléaire dans les instances appropriées.

*79^e séance plénière
4 décembre 1998*

V

TRANSPARENCE DANS LE DOMAINE DES ARMEMENTS

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/36 L du 9 décembre 1991, 47/52 L du 15 décembre 1992, 48/75 E du 16 décembre 1993, 49/75 C du 15 décembre 1994, 50/70 D du 12 décembre 1995, 51/45 H du 10 décembre 1996 et 52/38 R du 9 décembre 1997, intitulées «Transparence dans le domaine des armements»,

Continuant d'estimer qu'une plus grande transparence en matière d'armements est un facteur majeur de confiance et de sécurité entre États et que l'établissement du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies⁶⁸ constitue un pas en avant important sur la voie de la transparence concernant les questions militaires,

Accueillant avec satisfaction le rapport de synthèse du Secrétaire général sur le Registre, qui contient les données, informations et réponses reçues des États Membres pour 1997⁷⁰,

Se félicitant de la réponse des États Membres qu'elle avait invités aux paragraphes 9 et 10 de sa résolution 46/36 L à fournir des données relatives à leurs importations et exportations d'armes ainsi que les informations générales disponibles sur leurs dotations militaires, leurs achats liés à la production nationale et leurs politiques en la matière,

Soulignant qu'il conviendrait d'examiner la tenue du Registre et les modifications à y apporter afin d'obtenir un Registre qui puisse susciter la plus large participation possible,

1. *Réaffirme qu'elle est résolue* à veiller à la bonne tenue du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies⁶⁸, conformément aux dispositions des paragraphes 7 à 10 de sa résolution 46/36 L;

2. *Invite* les États Membres, en vue de parvenir à une participation universelle, à fournir chaque année au Secrétaire général, avant le 31 mai, les données et informations demandées pour le Registre, y compris en lui adressant éventuellement un rapport portant la mention «néant», sur la base des résolutions 46/36 L et 47/52 L et des recommandations figurant au paragraphe 64 du rapport de 1997 du Secrétaire général sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter⁷⁶;

3. *Invite* les États Membres qui sont en mesure de le faire, en attendant les améliorations qui seront apportées au Registre, à fournir des informations complémentaires sur leurs achats liés à la production nationale et leurs dotations militaires, et à utiliser la colonne des «observations», sur le formulaire type de notification, pour fournir des données supplémentaires sur les types et les modèles d'armes;

4. *Réaffirme* sa décision de continuer à examiner la portée du Registre ainsi que la participation à celui-ci, en vue de l'améliorer encore, et rappelle à cet effet qu'elle a prié:

a) Les États Membres de communiquer au Secrétaire général leurs vues sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter, ainsi que sur les mesures de transparence dans le domaine des armes de destruction massive;

b) Le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux qui sera convoqué en 2000 sur la base d'une répartition géographique équitable, un rapport sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter, compte tenu des travaux de la Conférence du désarmement, des vues exprimées par les États Membres et de ses rapports sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter⁷⁷, en vue de prendre une décision à sa cinquante-cinquième session;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du Secrétariat pour la tenue du Registre;

⁷⁶ A/52/316 et Corr.1.

⁷⁷ A/49/316 et A/52/316.

6. *Invite* la Conférence du désarmement à envisager de poursuivre ses travaux sur la transparence dans le domaine des armements;

7. *Demande de nouveau* à tous les États Membres de coopérer, aux niveaux régional et sous-régional, en tenant pleinement compte de la situation particulière qui règne dans la région ou la sous-région considérée, en vue de renforcer et de coordonner les efforts faits par la communauté internationale pour accroître la franchise et la transparence dans le domaine des armements;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Transparence dans le domaine des armements».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

W

SUITE DONNÉE À L'AVIS CONSULTATIF DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE SUR LA LICÉITÉ DE LA MENACE OU DE L'EMPLOI D'ARMES NUCLÉAIRES

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 K du 15 décembre 1994, 51/45 M du 10 décembre 1996 et 52/38 O du 9 décembre 1997,

Convaincue que la persistance des armes nucléaires fait peser une menace sur l'humanité tout entière et que leur emploi aurait des conséquences catastrophiques pour toutes les formes de vie sur Terre, et considérant que la seule protection contre une catastrophe nucléaire est l'élimination complète des armes nucléaires et la certitude qu'il n'en sera plus jamais fabriqué,

Réaffirmant l'engagement pris par la communauté internationale d'atteindre l'objectif consistant à éliminer dans leur totalité les armes nucléaires et à créer un monde exempt de telles armes,

Consciente des obligations solennelles que les États parties ont contractées, en vertu de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴, en particulier pour ce qui est de poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire,

Rappelant les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptés par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation²⁵ et, en particulier, l'objectif consistant à ce que les États dotés d'armes nucléaires poursuivent une action résolue, systématique et progressive

afin de réduire globalement les armements nucléaires pour, finalement, les éliminer,

Rappelant également qu'elle a adopté le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par sa résolution 50/245 du 10 septembre 1996, et se félicitant de l'augmentation du nombre des États qui ont signé et ratifié le Traité,

Constatant avec satisfaction que le Traité sur l'Antarctique⁶⁵ et les Traités de Tlatelolco⁴⁹, de Rarotonga⁵⁰, de Bangkok⁵¹ et de Pelindaba⁵² libèrent progressivement de la présence d'armes nucléaires tout l'hémisphère Sud et les régions adjacentes que couvrent ces traités,

Notant les efforts entrepris par les États qui possèdent le plus grand nombre d'armes nucléaires pour réduire leurs stocks soit unilatéralement, soit grâce à des accords et arrangements bilatéraux et unilatéraux, et demandant que ces efforts soient intensifiés afin d'accélérer la réduction substantielle des arsenaux nucléaires,

Considérant qu'il est nécessaire d'adopter un instrument juridiquement contraignant et négocié sur le plan multilatéral pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi de ces armes,

Réaffirmant le rôle central de la Conférence du désarmement en tant qu'instance multilatérale unique pour les négociations sur le désarmement et exprimant le regret que les négociations sur le désarmement, en particulier sur le désarmement nucléaire, n'aient pas progressé lors de la session tenue en 1998 par la Conférence du désarmement,

Soulignant qu'il est nécessaire que la Conférence du désarmement entame des négociations sur un programme échelonné visant l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Désireuse d'atteindre l'objectif concernant l'interdiction, juridiquement contraignante, de la mise au point, de la fabrication, de l'essai, du déploiement, du stockage, de la menace et de l'emploi des armes nucléaires et leur destruction sous un contrôle international efficace,

Rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* en date du 8 juillet 1996⁴⁷,

Prenant note des sections pertinentes de la note du Secrétaire général⁷⁸, relatives à la mise en application de la résolution 52/38 O,

1. *Souligne à nouveau* la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace;

2. *Demande à nouveau instamment* à tous les États de satisfaire immédiatement à cette obligation en engageant des

⁷⁸ A/53/208 et Add.1.

négociations multilatérales en 1999 en vue de parvenir à la conclusion rapide d'une convention sur les armes nucléaires interdisant la mise au point, la fabrication, l'essai, le déploiement, le stockage, le transfert, la menace ou l'emploi de ces armes et prévoyant leur élimination;

3. *Prie* tous les États de tenir le Secrétaire général au courant des efforts qu'ils déploient et des mesures qu'ils prennent quant à l'application de la présente résolution et à la réalisation du désarmement nucléaire, et prie le Secrétaire général de lui communiquer ces renseignements à sa cinquante-quatrième session;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

X

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/75 E du 15 décembre 1994 sur la réduction progressive de la menace nucléaire et ses résolutions 50/70 P du 12 décembre 1995, 51/45 O du 10 décembre 1996 et 52/38 L du 9 décembre 1997 sur le désarmement nucléaire,

Réaffirmant la volonté de la communauté internationale de réaliser l'objectif consistant à éliminer totalement les armes nucléaires et à créer un monde exempt de telles armes,

Tenant compte de ce que la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction⁶⁹ et la Convention de 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction⁶⁷ ont déjà institué des régimes juridiques concernant l'interdiction totale de ces deux catégories d'armes, et résolue à parvenir à une convention sur l'interdiction des essais, de la mise au point, de la fabrication, du stockage, du prêt, du transfert, de l'emploi ou de la menace des armes nucléaires et sur leur destruction, et à conclure cette convention internationale sans tarder,

Considérant qu'il existe à présent des conditions permettant de créer un monde exempt d'armes nucléaires,

Ayant à l'esprit le paragraphe 50 du Document final de sa dixième session extraordinaire²³, la première consacrée au désarmement, dans lequel il est demandé que soient négociés d'urgence des accords en vue de mettre un terme au perfectionnement et à la mise au point de systèmes d'armes nucléaires et d'établir un programme global et graduel reposant sur un calendrier convenu, dans la mesure du possible, pour réduire de façon progressive et équilibrée les stocks d'armes nucléaires et leurs vecteurs, conduisant en fin de compte à leur élimination totale dans les plus brefs délais possibles,

Réaffirmant la plus haute priorité accordée au désarmement nucléaire dans le Document final de sa dixième session extraordinaire ainsi que par la communauté internationale,

Considérant que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁴⁸ et tout traité envisagé sur les matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires doivent constituer des mesures non seulement de non-prolifération mais aussi de désarmement et que ces mesures, ainsi qu'un instrument juridique international dans lequel les États dotés d'armes nucléaires s'engageraient collectivement à ne pas recourir en premier aux armes nucléaires et qui comporterait pour les États n'en possédant pas des garanties appropriées de sécurité contre l'emploi ou la menace de ces armes et une convention internationale interdisant l'utilisation desdites armes, devraient être des étapes importantes sur la voie de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Se félicitant de l'entrée en vigueur du Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs⁷⁹ auquel le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine sont parties,

Se félicitant également de la conclusion du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs⁷⁴ par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, et de sa ratification par les États-Unis d'Amérique, et appelant de ses vœux l'application intégrale des Traités START I⁷⁹ et START II⁷⁴ par les États parties et l'adoption de nouvelles mesures concrètes de désarmement nucléaire par tous les États dotés d'armes nucléaires,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises unilatéralement par les États dotés d'armes nucléaires en vue de limiter ces armes, et les encourageant à prendre encore d'autres mesures en ce sens,

Considérant que les négociations multilatérales et les négociations bilatérales sur le désarmement nucléaire se complètent et que celles-ci ne sauraient se substituer à celles-là,

Prenant note de l'appui exprimé à la Conférence du désarmement et à l'Assemblée générale pour l'élaboration d'une convention internationale visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, et des efforts multilatéraux entrepris à la Conférence du désarmement en vue de parvenir rapidement à un accord sur une telle convention,

Rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 8 juillet 1996, sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*⁴⁷, et se félicitant que tous les juges de la Cour aient réaffirmé à l'unanimité que tous les États avaient l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement

⁷⁹ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 16: 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.92.IX.1), appendice II.

nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

Ayant à l'esprit le paragraphe 114 et les autres recommandations pertinentes figurant dans le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998⁴⁵, aux termes desquels la Conférence du désarmement était priée de créer, à titre prioritaire, un comité spécial chargé d'entamer en 1998 des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Ayant également à l'esprit la proposition de vingt-huit délégations à la Conférence du désarmement, qui appartiennent au Groupe des 21, concernant un programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires⁸⁰, et exprimant sa conviction que cette proposition apportera une contribution importante aux négociations sur cette question à la Conférence,

Accueillant avec satisfaction l'initiative prise par vingt-six délégations à la Conférence du désarmement, appartenant au Groupe des 21⁸¹, qui ont proposé un mandat global pour un comité spécial du désarmement nucléaire prévoyant des négociations qui porteraient, dans un premier temps, sur un accord multilatéral universel et ayant force obligatoire, par lequel tous les États proclameraient leur attachement à l'objectif que constitue l'élimination totale des armes nucléaires, sur un accord concernant les mesures complémentaires à prendre dans le cadre d'un programme échelonné conduisant, dans des délais fixés, à l'élimination totale des armes nucléaires, et sur une convention interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu du rapport du Coordonnateur spécial sur la question⁵⁵ et des avis touchant la portée de cet instrument,

Prenant note de la déclaration conjointe faite le 9 juin 1998 par les Ministres des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Égypte, de l'Irlande, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovaquie et de la Suède intitulée «Vers un monde exempt d'armes nucléaires: nécessité d'un nouvel ordre du jour»⁸², à laquelle un certain nombre d'États, y compris certains membres du Mouvement des pays non alignés, ont apporté leur appui et ont donné suite,

1. *Estime* que, étant donné l'évolution récente de la situation politique, le moment est venu pour que tous les États dotés d'armes nucléaires prennent des mesures effectives de désarmement en vue de l'élimination totale de ces armes selon un calendrier déterminé;

2. *Estime également* qu'il est véritablement nécessaire de réduire l'importance accordée au rôle des armes nucléaires

et de réexaminer et revoir les doctrines nucléaires en conséquence;

3. *Prie instamment* les États dotés d'armes nucléaires de mettre immédiatement un terme au perfectionnement, à la mise au point, à la fabrication et au stockage d'ogives nucléaires et de leurs vecteurs;

4. *Prie de même instamment* les États dotés d'armes nucléaires, à titre de mesures intérimaires, de lever immédiatement l'état d'alerte de leurs armes nucléaires et de les désactiver;

5. *Préconise* la conclusion, dans un premier temps, d'un accord multilatéral universel et ayant force obligatoire, par lequel tous les États proclameraient leur attachement à l'objectif que constitue l'élimination totale des armes nucléaires;

6. *Demande à nouveau* aux États dotés d'armes nucléaires de procéder à une réduction progressive de la menace nucléaire et de prendre des mesures effectives de désarmement nucléaire en vue de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé;

7. *Demande* aux États dotés d'armes nucléaires, en attendant que l'on parvienne à l'interdiction totale des armes nucléaires au moyen d'une convention sur ces armes, de conclure un instrument juridiquement contraignant sur le plan international dans lequel ils s'engageraient collectivement à ne pas recourir en premier aux armes nucléaires, et demande à tous les États de conclure un instrument juridiquement contraignant sur le plan international concernant des garanties de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

8. *Se félicite* que la Conférence du désarmement ait constitué le Comité spécial sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires et préconise de conclure sans tarder une convention universelle et non discriminatoire à ce sujet, et se félicite également qu'ait été constitué le Groupe spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes et préconise de poursuivre à titre prioritaire l'effort entrepris dans ce domaine;

9. *Constate avec préoccupation* que certains États dotés d'armes nucléaires demeurent opposés à ce que soit constitué, comme elle l'a demandé dans sa résolution 52/38 L, un comité spécial du désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement;

10. *Demande à nouveau* à la Conférence du désarmement de constituer, à titre prioritaire, un comité spécial du désarmement nucléaire chargé d'entamer, au début de 1999, des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé au moyen d'une convention sur ces armes;

11. *Invite instamment* la Conférence du désarmement à tenir compte à cet égard de la proposition des vingt-huit

⁸⁰ A/C.1/51/12, annexe.

⁸¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 27 (A/52/27), par. 30.

⁸² A/53/138, annexe.

délégations concernant un programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires⁸⁰, ainsi que du mandat proposé par les vingt-six délégations pour le comité spécial du désarmement nucléaire⁸¹;

12. *Demande* que soit convoquée, à une date rapprochée, une conférence internationale sur le désarmement nucléaire en vue de conclure un accord sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé au moyen d'une convention sur ces armes;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Désarmement nucléaire».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

Y

VERS UN MONDE EXEMPT D'ARMES NUCLÉAIRES: NÉCESSITÉ D'UN NOUVEL ORDRE DU JOUR

L'Assemblée générale,

Alarmée par la menace que représente pour la survie même de l'humanité l'existence des armes nucléaires,

Inquiète de l'éventualité de la possession indéfinie d'armes nucléaires,

Préoccupée par le fait que les trois États dotés d'une capacité nucléaire militaire et n'ayant pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴ continuent de retenir l'option des armes nucléaires,

Estimant que la thèse selon laquelle les armes nucléaires peuvent être conservées à perpétuité et ne jamais être utilisées, accidentellement ou délibérément, est dénuée de vraisemblance et que la seule protection complète est l'élimination de ces armes et la certitude qu'il n'en sera plus jamais fabriqué,

Préoccupée par le fait que les États dotés d'armes nucléaires n'ont pas tenu promptement et entièrement l'engagement qu'ils avaient pris d'éliminer leurs armes nucléaires,

Préoccupée également par le fait que les trois États dotés d'une capacité nucléaire militaire et n'ayant pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'ont pas renoncé à l'option des armes nucléaires,

Considérant que la majorité écrasante des États se sont engagés formellement à ne pas recevoir, fabriquer ou acquérir d'aucune autre manière des armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, et qu'ils en ont décidé ainsi dans le contexte des engagements juridiquement contraignants qu'ont pris les États dotés d'armes nucléaires à l'égard du désarmement nucléaire,

Rappelant la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice figurant dans son avis consultatif de 1996, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

Soulignant que la communauté internationale ne doit pas entamer le troisième millénaire en ayant la perspective de voir la possession d'armes nucléaires considérée comme légitime dans un avenir indéfini, et convaincue que la situation actuelle offre une occasion unique d'interdire ces armes et de les éliminer à tout jamais,

Considérant que l'élimination totale des armes nucléaires exigera que des mesures soient prises en premier lieu par les États dotés d'armes nucléaires qui ont les arsenaux les plus importants, et soulignant que ces États devront être imités dans un avenir proche et sans contretemps par ceux qui ont des arsenaux nucléaires de moindre envergure,

Saluant les progrès actuels et les promesses futures du processus des négociations stratégiques de Genève ainsi que la possibilité qu'il offre de constituer un mécanisme plurilatéral englobant tous les États dotés d'armes nucléaires afin de démanteler et de détruire réellement les armements nucléaires dans la perspective de leur élimination,

Estimant qu'il existe un certain nombre de mesures concrètes que les États dotés d'armes nucléaires peuvent et doivent prendre immédiatement avant l'élimination effective des arsenaux nucléaires et l'élaboration des régimes de vérification nécessaires, et prenant note à cet égard de certaines mesures récentes unilatérales et autres,

Se félicitant de l'accord auquel est récemment parvenue la Conférence du désarmement en vue de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial⁵⁵ et du mandat qui y figure, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, et estimant que ce traité doit renforcer l'assise du processus d'élimination totale des armes nucléaires,

Soulignant que pour pouvoir éliminer totalement les armes nucléaires, une coopération internationale efficace en vue de prévenir la prolifération de ces armes est essentielle et doit être renforcée notamment par l'élargissement des contrôles internationaux sur toutes les matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires,

Soulignant également l'importance des traités en vigueur portant création de zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que de la signature et de la ratification des protocoles y relatifs,

Prenant note de la déclaration ministérielle conjointe du 9 juin 1998⁸² et de l'appel qui y est lancé en faveur d'un nouvel ordre du jour international pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires grâce à la recherche parallèle d'une série de

mesures se renforçant mutuellement aux niveaux bilatéral, plurilatéral et multilatéral,

1. *Demande* aux États dotés d'armes nucléaires de s'engager sans équivoque à éliminer promptement et en totalité leurs armements nucléaires et de poursuivre de bonne foi et mener à terme sans tarder des négociations aboutissant à l'élimination de ces armes, s'acquittant ainsi des obligations que leur impose l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴;

2. *Demande* aux États-Unis d'Amérique et à la Fédération de Russie de mettre en vigueur le Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II)⁷⁴ sans plus tarder et d'ouvrir ensuite immédiatement des négociations sur START III en vue de parvenir à sa conclusion rapide;

3. *Demande* aux États dotés d'armes nucléaires de prendre les mesures nécessaires en vue d'intégrer sans contretemps les cinq États dotés d'armes nucléaires dans le processus conduisant à l'élimination totale de ces armes;

4. *Demande également* aux États dotés d'armes nucléaires de continuer activement à réduire leur dépendance à l'égard des armes nucléaires non stratégiques et de poursuivre les négociations sur l'élimination de ces armes dans le cadre de leurs activités globales de désarmement nucléaire;

5. *Demande en outre* aux États dotés d'armes nucléaires, à titre de mesure intérimaire, de lever l'état d'alerte de leurs armes nucléaires et de retirer les ogives nucléaires de leurs vecteurs;

6. *Engage instamment* les États dotés d'armes nucléaires à examiner d'autres mesures intérimaires, notamment des mesures susceptibles de renforcer la stabilité stratégique et, en conséquence, à revoir leurs doctrines stratégiques;

7. *Demande* aux trois États dotés d'une capacité nucléaire militaire et n'ayant pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de renoncer clairement et d'urgence à mettre au point et déployer de telles armes et de s'abstenir de toute action susceptible de nuire à la paix et à la sécurité régionales et internationales ainsi qu'aux efforts déployés par la communauté internationale en vue du désarmement nucléaire et de la prévention de la prolifération des armes nucléaires;

8. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer inconditionnellement et sans retard au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de prendre toutes les mesures nécessaires découlant de cette adhésion;

9. *Demande également* aux États qui ne l'ont pas encore fait de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique des accords de garanties intégrales et des protocoles additionnels sur la base du protocole type approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 15 mai 1997⁸³;

10. *Demande en outre* aux États qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier, inconditionnellement et sans retard, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁴⁸ et, en attendant son entrée en vigueur, d'observer un moratoire sur ces essais;

11. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires⁸⁴ et de s'employer à la renforcer davantage;

12. *Demande* à la Conférence du désarmement de poursuivre et de conclure sans tarder, au sein du Comité spécial créé au titre du point 1 de son ordre du jour, intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», sur la base du rapport du Coordonnateur spécial⁵⁵ et du mandat qui y figure, ses négociations sur un traité multilatéral non discriminatoire, et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu des objectifs concernant la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement nucléaire, et, en attendant l'entrée en vigueur de ce traité, prie instamment tous les États d'observer un moratoire sur la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;

13. *Demande également* à la Conférence du désarmement de créer un organe subsidiaire chargé du désarmement nucléaire et, à cet effet, de poursuivre à titre prioritaire ses consultations intensives sur les méthodes de travail et les modalités appropriées en vue de parvenir sans retard à une décision dans ce sens;

14. *Estime* qu'une conférence internationale sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires, qui complèterait efficacement les efforts entrepris dans d'autres instances, pourrait faciliter l'élaboration d'un nouvel ordre du jour pour un monde exempt d'armes nucléaires;

15. *Rappelle* l'importance des décisions et de la résolution adoptées à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation⁸⁵, et souligne qu'il importe de mettre pleinement en œuvre la décision relative au renforcement du processus d'examen du Traité;

16. *Affirme* qu'il sera nécessaire d'élaborer des arrangements en matière de vérification pour le maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires, et demande à l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'aux autres organisations et organes internationaux compétents, d'étudier les éléments d'un système de ce genre;

⁸³ Voir IAEA/GOV/2914, pièce jointe.

⁸⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1456, n° 24631.

⁸⁵ *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, Partie I* [NPT/CONF.1995/32 (Part I)], annexe.

17. *Demande* que soit conclu un instrument international contraignant visant à garantir véritablement les États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

18. *Souligne* que les efforts visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi que l'élargissement des zones existantes, sur la base d'arrangements librement conclus, en particulier dans les régions de tension telles que le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, constituent une contribution importante à l'objectif que constitue un monde exempt d'armes nucléaires;

19. *Affirme* qu'un monde exempt d'armes nucléaires devra en fin de compte reposer sur un instrument universel et contraignant, négocié au niveau multilatéral, ou sur un cadre comportant un ensemble d'instruments se renforçant mutuellement;

20. *Prie* le Secrétaire général d'établir, dans les limites des ressources existantes, un rapport sur l'application de la présente résolution;

21. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Vers un monde exempt d'armes nucléaires: nécessité d'un nouvel ordre du jour», et d'examiner l'application de la présente résolution.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

Z

NÉGOCIATIONS BILATÉRALES RELATIVES AUX ARMES NUCLÉAIRES ET DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions sur la question,

Constatant les changements fondamentaux qui se sont produits en ce qui concerne la sécurité internationale et qui ont permis des accords sur des réductions notables des armements nucléaires des États possédant les stocks les plus importants de telles armes,

Consciente qu'il incombe à tous les États de contribuer à la détente internationale et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, et d'adopter et d'appliquer à cet effet des mesures visant le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Mesurant l'importance d'un certain nombre de faits positifs intervenus dans le domaine du désarmement nucléaire, en particulier la signature du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée⁸⁶, et les traités sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs,

Mesurant également l'importance de la prorogation pour une durée indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁸⁷, et reconnaissant l'importance de la volonté déclarée des États dotés d'armes nucléaires d'aller systématiquement et progressivement de l'avant afin de réduire les armements nucléaires dans leur ensemble, puis de les éliminer, et de la volonté de tous les États d'œuvrer pour le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Se félicitant des mesures que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont déjà prises afin de commencer à réduire le nombre des armes nucléaires et à lever l'état de déploiement de ces armes, ainsi que des accords bilatéraux sur le dépointage des missiles nucléaires stratégiques,

Notant que les États de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques et les États-Unis d'Amérique connaissent, dans leurs relations, un nouveau climat qui leur permet d'intensifier leurs efforts communs visant à garantir la sûreté et la sécurité des armes nucléaires ainsi que leur destruction sans danger pour l'environnement,

Rappelant la Déclaration du Sommet de Moscou sur la sécurité et la sûreté nucléaires, adoptée en avril 1996⁸⁷,

Demandant instamment que des mesures soient prises sans tarder pour parachever la ratification du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs⁸⁸, et que soient encore intensifiés les efforts visant à accélérer l'application des accords et des décisions unilatérales concernant la réduction des arsenaux nucléaires,

Prenant note avec satisfaction des déclarations conjointes, publiées le 21 mars 1997, des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions des forces nucléaires et sur les éléments d'un accord sur les systèmes de défense contre les missiles de théâtre à grande vitesse⁸⁸, ainsi que leur déclaration conjointe du 10 mai 1995 au sujet du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antibalistiques⁸⁹,

Se félicitant de la déclaration conjointe publiée le 21 mars 1997 à Helsinki⁸⁸, dans laquelle les Présidents des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie se sont mis d'accord pour que, après l'entrée en vigueur du Traité START II, leurs deux pays ouvrent immédiatement des négociations en vue d'un accord START III qui comporterait une réduction du nombre global d'ogives nucléaires stratégiques, lequel ne devrait pas dépasser 2 000 à 2 500 au 31 décembre 2007,

Prenant note avec satisfaction du Protocole du Traité START II, ainsi que de la Déclaration concertée conjointe et des lettres sur la désactivation rapide, signées à New York le 26 septembre 1997 par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, qui doivent être considérés comme de

⁸⁶ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 12: 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.88.IX.2), appendice VII.

⁸⁷ A/51/131, annexe I.

⁸⁸ Voir CD/1460.

⁸⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 944, n° 13446.

nouvelles mesures concrètes pour réduire le danger nucléaire et renforcer la stabilité internationale et la sûreté nucléaire,

Se félicitant que le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine aient signé, le 26 septembre 1997, un certain nombre d'accords importants qui contribueront à assurer la viabilité du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antibalistiques,

Se félicitant des réductions substantielles effectuées par d'autres États dotés d'armes nucléaires et encourageant tous les États dotés de cette arme à envisager d'adopter des mesures appropriées relatives au désarmement nucléaire,

1. *Se félicite* de l'entrée en vigueur du Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs signé à Moscou le 31 juillet 1991 par les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques⁷⁹, y compris de son Protocole signé à Lisbonne le 23 mai 1992 par les parties au Traité, et de l'échange des instruments de ratification qui a eu lieu à Budapest le 5 décembre 1994 entre le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine;

2. *Se félicite également* de la signature à Moscou, le 3 janvier 1993, du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs⁷⁴, et demande instamment aux parties de prendre les mesures nécessaires pour que cet instrument entre en vigueur le plus rapidement possible;

3. *Se déclare satisfaite* des réductions des armements stratégiques offensifs effectuées en application du Traité de 1991, ainsi que de l'avis favorable du Sénat des États-Unis d'Amérique et de son consentement au Traité de 1993 exprimés en janvier 1996, et exprime l'espoir que la Fédération de Russie pourra bientôt prendre des mesures correspondantes pour ratifier ce Traité, et que le Sénat des États-Unis d'Amérique et la Douma d'État de la Fédération de Russie pourront approuver le Protocole au Traité de 1993 et les autres documents signés le 26 septembre 1997, de façon que le Traité START II puisse entrer en vigueur;

4. *Note avec satisfaction* que le Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les États-Unis d'Amérique sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée⁸⁶ continue d'être appliqué et, en particulier, que les parties ont achevé la destruction de tous leurs missiles déclarés dont le Traité prévoyait l'élimination;

5. *Se félicite* que toutes les armes nucléaires aient été enlevées du territoire du Kazakhstan au 1^{er} juin 1995, du territoire de l'Ukraine au 1^{er} juin 1996 et du territoire du Bélarus au 30 novembre 1996;

6. *Encourage* le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine à poursuivre leurs efforts de coopération visant à éliminer les armes nucléaires et les armements stratégiques offensifs sur la base des accords existants, et se félicite que d'autres États apportent également leur concours à cet effet;

7. *Se félicite* de la participation, en qualité d'États non dotés d'armes nucléaires, du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires²⁴, qui vient renforcer notablement le régime de non-prolifération;

8. *Se félicite* de l'initiative signée par les Présidents Eltsine et Clinton le 2 septembre 1998, contenue dans la déclaration commune sur l'échange de données d'information concernant les lancements de missiles et sur la préalerte, ayant pour objectif d'instituer un échange continu de données d'information concernant les lancements de missiles balistiques et de véhicules aérospatiaux, tirées des systèmes d'alerte en cas de lancement de missiles dont dispose chaque partie, et d'établir éventuellement un centre pour l'échange de données sur les lancements de missiles, qui serait exploité par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie tout en étant distinct des centres nationaux de ces deux pays, et prend note de l'initiative ayant pour objectif d'étudier bilatéralement la possibilité d'établir un régime multilatéral de notification préalable des lancements de missiles balistiques et de véhicules aérospatiaux qui serait ouvert à la participation d'autres États, à leur gré;

9. *Accueille avec satisfaction* l'engagement pris en septembre 1998 par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie d'enlever par étapes une cinquantaine de tonnes de plutonium de chacun de leurs programmes d'armement nucléaire, et de convertir cette matière de façon qu'elle ne puisse jamais être utilisée pour fabriquer des armes nucléaires;

10. *Demande instamment* aux États-Unis d'Amérique et à la Fédération de Russie d'ouvrir des négociations en vue d'un accord START III dès que la Fédération de Russie aura ratifié START II, comme ils en étaient convenus dans la déclaration conjointe publiée à Moscou le 2 septembre 1998;

11. *Encourage et soutient* les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie dans les efforts qu'ils déploient en vue de réduire et d'éliminer leurs armements nucléaires dans le cadre des accords en vigueur en continuant de donner à ces efforts la plus haute priorité afin de contribuer à la réalisation de l'objectif ultime consistant à éliminer ces armes;

12. *Invite* les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie à tenir les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies dûment informés des progrès enregistrés dans leurs discussions et dans l'application de leurs accords et décisions unilatérales concernant les armements stratégiques offensifs.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

AA

CONVOCATION DE LA QUATRIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
CONSACRÉE AU DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 I du 15 décembre 1994, 50/70 F du 12 décembre 1995, 51/45 C du 10 décembre 1996 et 52/38 F du 9 décembre 1997,

Rappelant également qu'elle a, chaque fois sur la base d'un consensus, consacré trois sessions extraordinaires au désarmement, en 1978, en 1982 et en 1988,

Ayant à l'esprit le Document final de sa dixième session extraordinaire⁹⁰, adopté par consensus à la première session extraordinaire consacrée au désarmement, qui contenait la Déclaration, le Programme d'action et le Mécanisme concernant le désarmement,

Ayant également à l'esprit l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace,

Se félicitant des changements positifs intervenus récemment sur la scène internationale, caractérisée par la fin de la guerre froide, le relâchement des tensions au niveau mondial et l'apparition d'un nouvel esprit présidant aux relations entre nations,

Prenant note du paragraphe 145 du Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998⁴⁵, dans lequel ceux-ci ont appuyé la convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui offrirait l'occasion d'examiner, dans une perspective correspondant mieux à la situation internationale actuelle, les aspects les plus critiques du processus de désarmement et de mobiliser la communauté internationale et l'opinion publique mondiale en faveur de l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive et de la maîtrise et de la réduction des armements classiques,

Prenant également note du rapport de la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement sur la question intitulée «Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement»⁹⁰,

Désireuse de tirer parti de l'échange de vues constructif auquel a donné lieu, lors de la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement, la question de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement,

Réaffirmant sa conviction qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement peut déterminer la voie à suivre à l'avenir dans le domaine du désarmement, de la maîtrise des armements et des questions de sécurité internationale y relatives,

Soulignant l'importance du multilatéralisme pour le processus du désarmement, la maîtrise des armements et les questions connexes de sécurité internationale,

Notant qu'après les progrès récents accomplis dans le domaine des armes de destruction massive et celui des armes classiques, il serait opportun que la communauté internationale entreprenne, au cours des années à venir, de dresser le bilan de la situation dans l'ensemble du domaine du

désarmement et de la maîtrise des armements en cette période d'après guerre froide,

1. *Décide* de convoquer sa quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement, sous réserve de la réalisation d'un consensus sur ses objectifs et son ordre du jour;

2. *Approuve* le rapport de la Commission du désarmement sur les travaux de sa session de fond de 1998⁹⁰ et recommande que la question intitulée «Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement» soit inscrite à l'ordre du jour de la Commission à sa session de 1999, afin de favoriser un accord sur l'ordre du jour et le calendrier de la session extraordinaire;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement» et, compte tenu des résultats des débats de la session de fond de 1999 de la Commission du désarmement, de fixer la date exacte de la convocation de la session extraordinaire et de décider des questions d'organisation s'y rapportant.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/78. Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale

A

MESURES DE CONFIANCE À L'ÉCHELON SOUS-RÉGIONAL:
ACTIVITÉS DU COMITÉ CONSULTATIF PERMANENT
DES NATIONS UNIES CHARGÉ DES QUESTIONS
DE SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 43/78 H et 43/85 du 7 décembre 1988, 44/21 du 15 novembre 1989, 45/58 M du 4 décembre 1990, 46/37 B du 6 décembre 1991, 47/53 F du 15 décembre 1992, 48/76 A du 16 décembre 1993, 49/76 C du 15 décembre 1994, 50/71 B du 12 décembre 1995, 51/46 C du 10 décembre 1996 et 52/39 B du 9 décembre 1997,

Considérant l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises sur l'initiative et avec la participation de tous les États concernés et compte tenu des caractéristiques propres à chaque région, du fait que ces mesures peuvent contribuer à la stabilité régionale ainsi qu'à la sécurité internationale,

Convaincue que les ressources libérées par le désarmement, y compris le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

⁹⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 42 (A/53/42).

Rappelant les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

Convaincue que le développement ne peut être réalisé que dans un climat de paix, de sécurité et de confiance mutuelle au niveau tant interne qu'interétatique,

Tenant compte de la création par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région,

Rappelant la Déclaration de Brazzaville sur la coopération pour la paix et la sécurité en Afrique centrale⁹¹, et la Déclaration de Bata pour la promotion de la démocratie, de la paix et du développement durables en Afrique centrale⁹²,

Ayant à l'esprit les résolutions 1196 (1998) et 1197 (1998) adoptées par le Conseil de sécurité respectivement les 16 et 18 septembre 1998 à l'issue de l'examen du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique⁹³,

Soulignant la nécessité de renforcer la capacité de prévention des conflits et de maintien de la paix en Afrique,

Rappelant la décision de la quatrième réunion du Comité consultatif permanent en faveur de la création, sous l'égide du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, d'un centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional⁹⁴, qui porte sur les activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale depuis l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 52/39 B;

2. *Réaffirme son soutien* aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits dans la sous-région et de promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable en Afrique centrale;

3. *Réaffirme également son soutien* au programme de travail du Comité consultatif permanent, que celui-ci a adopté à sa réunion d'organisation, tenue à Yaoundé du 27 au 31 juillet 1992;

4. *Note avec satisfaction* les progrès que les États membres du Comité consultatif permanent ont réalisés dans la mise en œuvre du programme d'activités pour la période 1998-1999, notamment:

a) En ayant tenu à Libreville, du 28 au 30 avril 1998, une réunion conjointe des ministres de la défense et de l'intérieur sur les questions de sécurité en Afrique centrale;

b) En ayant organisé à Bata (Guinée équatoriale), du 18 au 21 mai 1998, une conférence sous-régionale sur les institutions démocratiques et la paix en Afrique centrale;

c) En ayant tenu à Yaoundé, du 27 au 31 juillet 1998, un séminaire de formation des formateurs à la consolidation de la paix par des mesures concrètes de désarmement, à l'intention de hauts cadres civils et militaires;

5. *Souligne* l'importance d'apporter aux États membres du Comité consultatif permanent l'appui indispensable dont ils ont besoin pour mener à bien l'intégralité du programme d'activités qu'ils ont adopté lors des neuvième et dixième réunions ministérielles, en particulier l'organisation des exercices militaires conjoints de simulation aux opérations de maintien de la paix;

6. *Se félicite* que les États membres du Comité consultatif permanent aient décidé de convoquer dans les meilleurs délais une réunion des chefs d'État et de gouvernement en vue de créer un conseil supérieur pour la promotion de la paix, la prévention, la gestion et le règlement des crises politiques et des conflits armés en Afrique centrale et un parlement sous-régional en Afrique centrale;

7. *Accueille favorablement* l'établissement d'un mécanisme d'alerte rapide en Afrique centrale qui servira, d'une part, d'instrument d'analyse et de suivi de la situation politique dans les États membres du Comité consultatif permanent en vue d'y prévenir l'éclatement de futurs conflits armés et, d'autre part, d'organe technique à partir duquel les États membres exécuteront le programme de travail que le Comité a adopté en 1992 à Yaoundé, lors de sa réunion d'organisation;

8. *Prie* le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de prêter leur concours à la création du centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale;

9. *Prie également* le Secrétaire général, en application de la résolution 1197 (1998) du Conseil de sécurité, d'apporter aux États membres du Comité consultatif permanent l'appui nécessaire au bon fonctionnement du mécanisme d'alerte rapide qu'ils viennent d'établir;

10. *Remercie* le Secrétaire général d'avoir mis en place le Fonds d'affectation spéciale pour le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;

11. *Fait appel* aux États Membres et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils versent au Fonds d'affectation spéciale des contributions volontaires additionnelles en vue de la mise en œuvre du programme de

⁹¹ A/50/474, annexe I.

⁹² A/53/258-S/1998/763, annexe II, appendice I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément de juillet, août et septembre 1998*, document S/1998/763.

⁹³ A/52/871-S/1998/318; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/318.

⁹⁴ A/53/369.

travail du Comité consultatif permanent, en particulier les activités mentionnées aux paragraphes 5 et 7 ci-dessus;

12. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir une assistance aux États membres du Comité consultatif permanent pour assurer la poursuite de leurs efforts;

13. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Mesures de confiance à l'échelon sous-régional: activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

B

CENTRE RÉGIONAL DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 42/39 D du 30 novembre 1987, par laquelle elle a créé le Centre régional pour la paix et le désarmement en Asie, et sa résolution 44/117 F du 15 décembre 1989, dans laquelle elle a décidé que le Centre s'appellerait désormais Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, dont le siège est à Katmandou et qui a pour mandat de fournir aux États Membres de la région de l'Asie et du Pacifique, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les efforts et activités qu'ils conviendraient d'un commun accord de mener en vue d'une action en faveur de la paix et du désarmement, par une utilisation judicieuse des ressources disponibles,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général⁹⁵, dans lequel ce dernier se dit persuadé que le mandat du Centre régional reste valable et que le Centre peut contribuer utilement à promouvoir un climat de coopération en cette période d'après guerre froide,

Notant que les tendances de l'après guerre froide ont donné du relief au rôle du Centre régional consistant à aider les États Membres à faire face aux nouveaux problèmes de sécurité et de désarmement qui apparaissent dans la région,

Se félicitant des activités utiles menées par le Centre régional pour favoriser le dialogue aux niveaux régional et sous-régional en vue de renforcer l'ouverture, la transparence et la confiance et de promouvoir le désarmement et la sécurité grâce à l'organisation de réunions régionales, ce que, dans la région de l'Asie et du Pacifique, on appelle désormais communément le «processus de Katmandou»,

Sachant gré au Centre régional d'avoir organisé des réunions régionales de fond à Katmandou et Jakarta en 1998,

Se félicitant des résultats positifs du dixième anniversaire du processus de Katmandou,

Se félicitant également de l'idée d'établir éventuellement un programme d'éducation et de formation pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique destiné aux jeunes d'origines diverses, qui serait financé grâce à des contributions volontaires,

Notant l'importance du rôle joué par le Centre régional pour appuyer les initiatives des États Membres spécifiques à la région, y compris son assistance aux travaux relatifs à l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale,

Apprécient hautement le rôle important joué par le Népal en tant que pays abritant le siège du Centre régional,

1. *Réaffirme* son appui énergique à la poursuite des activités et au renforcement du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;

2. *Souligne* l'importance du processus de Katmandou en tant que moyen puissant de développer la pratique du dialogue sur la sécurité et le désarmement à l'échelle de la région;

3. *Se félicite* de l'appui politique et des contributions financières que le Centre régional continue de recevoir et qui ont été essentiels pour la poursuite de ses activités;

4. *Engage* les États Membres, en particulier ceux de la région de l'Asie et du Pacifique, ainsi que les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et les fondations, à verser des contributions volontaires, qui sont les seules ressources du Centre régional, pour renforcer le programme d'activité du Centre et son exécution;

5. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Centre régional, dans la limite des ressources disponibles, tout l'appui dont il a besoin pour exécuter son programme d'activités, en tenant compte du paragraphe 6 de sa résolution 49/76 D du 15 décembre 1994;

6. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

C

CENTRE RÉGIONAL DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT EN AFRIQUE

L'Assemblée générale,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 11 de la Charte des Nations Unies selon lesquelles l'une des fonctions de l'Assemblée générale

⁹⁵ A/53/323.

consiste à étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements,

Rappelant ses résolutions 40/151 G du 16 décembre 1985, 41/60 D du 3 décembre 1986, 42/39 J du 30 novembre 1987 et 43/76 D du 7 décembre 1988 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique ainsi que ses résolutions 46/36 F du 6 décembre 1991 et 47/52 G du 9 décembre 1992 sur le désarmement régional, y compris les mesures de confiance,

Rappelant également ses résolutions 48/76 E du 16 décembre 1993, 49/76 D du 15 décembre 1994, 50/71 C du 12 décembre 1995, 51/46 E du 10 décembre 1996 et 52/220 du 22 décembre 1997,

Ayant à l'esprit les difficultés financières que le Centre régional rencontre dans l'exécution de ses programmes d'activités,

Consciente du large appui dont bénéficie la revitalisation du Centre régional et du rôle important qu'il peut jouer dans le contexte actuel pour ce qui est d'encourager l'adoption de mesures de confiance au niveau régional et de favoriser ainsi les progrès dans le domaine du développement durable,

Tenant compte du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique⁹³,

1. *Note avec satisfaction* les activités menées par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique à l'appui des efforts visant à encourager la compréhension et la coopération entre pays africains dans les domaines de la paix, du désarmement, de la sécurité et du développement⁹⁶;

2. *Réaffirme* qu'il importe de revitaliser le Centre régional et de lui fournir les ressources nécessaires au renforcement de ses activités et programmes, et accueille avec satisfaction les mesures prises à cette fin par le Secrétaire général, y compris la nomination d'un directeur du Centre régional;

3. *Lance un appel urgent* aux États Membres, principalement aux États africains, ainsi qu'aux organisations gouvernementales internationales et aux fondations, pour qu'ils versent des contributions volontaires en vue de revitaliser le Centre régional, de renforcer ses programmes d'activités et de faciliter leur exécution;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir, dans les limites des ressources existantes, tout l'appui nécessaire au Centre régional afin de lui permettre d'améliorer ses résultats;

5. *Prie également* le Secrétaire général d'aider le nouveau Directeur du Centre régional à stabiliser la situation financière du Centre et à revitaliser ses activités;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée: «Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

D

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE L'UTILISATION DES ARMES NUCLÉAIRES

L'Assemblée générale,

Convaincue que l'emploi d'armes nucléaires fait peser la menace la plus grave sur la survie de l'humanité,

Ayant à l'esprit l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 8 juillet 1996, sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*⁹⁷,

Convaincue qu'un accord multilatéral, universel et contraignant interdisant le recours à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires contribuerait à éliminer la menace nucléaire et à créer le climat voulu pour des négociations qui conduiraient à l'élimination définitive des armes nucléaires, renforçant ainsi la paix et la sécurité internationales,

Consciente que certaines mesures que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont adoptées pour réduire leurs arsenaux nucléaires et améliorer le climat international peuvent aider à l'élimination complète des armes nucléaires, qui constitue l'objectif à atteindre,

Rappelant qu'au paragraphe 58 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁹⁸ elle a déclaré que tous les États devraient participer activement aux efforts visant à instaurer dans les relations internationales entre États des conditions qui permettent de s'accorder sur un code de conduite pacifique des nations dans les affaires internationales et qui excluraient la possibilité de recourir à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires,

Réaffirmant que toute forme d'emploi d'armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité, comme elle l'a déclaré dans ses résolutions 1653 (XVI) du 24 novembre 1961, 33/71 B du 14 décembre 1978, 34/83 G du 11 décembre 1979, 35/152 D du 12 décembre 1980 et 36/92 I du 9 décembre 1981,

Résolue à parvenir à une convention internationale sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes nucléaires conduisant à leur destruction,

Soulignant qu'une convention internationale sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires constituerait

⁹⁶ Voir A/53/348.

⁹⁷ A/51/218, annexe.

⁹⁸ Résolution S-10/2.

une étape importante d'un programme échelonné conduisant à l'élimination complète des armes nucléaires, selon un calendrier déterminé,

Notant avec regret que la Conférence du désarmement n'a pu entreprendre de négociations sur la question lors de sa session de 1998, ainsi qu'il était demandé dans la résolution 52/39 C de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1997,

1. *Demande à nouveau* à la Conférence du désarmement d'entamer des négociations en vue de parvenir à un accord sur une convention internationale interdisant en toutes circonstances de recourir à la menace ou à l'emploi des armes nucléaires;

2. *Prie* la Conférence du désarmement de lui présenter un rapport sur les résultats de ces négociations.

79^e séance plénière
4 décembre 1998

E

PROGRAMME D'INFORMATION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Rappelant la décision qu'elle a prise en 1982 à sa douzième session extraordinaire, la deuxième consacrée au désarmement, de lancer la Campagne mondiale pour le désarmement⁹⁹,

Gardant à l'esprit ses différentes résolutions sur la question, y compris sa résolution 47/53 D du 9 décembre 1992, dans laquelle elle a notamment décidé que la Campagne mondiale pour le désarmement serait connue désormais sous le nom de «Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement» et le Fonds d'affectation spéciale de la Campagne mondiale pour le désarmement sous le nom de «Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement»,

Rappelant sa résolution 51/46 A du 10 décembre 1996,

Notant avec satisfaction le rétablissement du Département des affaires de désarmement du Secrétariat, et exprimant l'espoir que cette mesure contribuera à relancer les activités d'information et de diffusion de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement¹⁰⁰, et notant avec satisfaction que l'accent est mis davantage sur les produits destinés au grand public et sur l'utilisation accrue des moyens électroniques pour diffuser l'information auprès des principaux publics intéressés,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement¹⁰⁰;

2. *Félicite* le Secrétaire général des efforts qu'il fait pour utiliser au mieux les ressources limitées dont il dispose afin de diffuser aussi largement que possible des informations sur la limitation des armements et le désarmement auprès des gouvernements, des médias, des organisations non gouvernementales, des milieux de l'enseignement et des instituts de recherche, de même que pour exécuter un programme de séminaires et de conférences;

3. *Souligne* l'importance du Programme, outil précieux permettant à tous les États Membres de participer pleinement aux délibérations et négociations concernant le désarmement qui se déroulent au sein des différents organes des Nations Unies, qui les aide à appliquer les traités, selon que de besoin, et à contribuer aux mécanismes convenus en matière de transparence;

4. *Prend note avec satisfaction* des contributions apportées aux activités du Programme par le Département de l'information du Secrétariat et par les centres d'information;

5. *Recommande* que le Programme fasse porter principalement ses efforts sur les objectifs suivants:

a) Informer et éduquer le public de façon concrète, équilibrée et objective, pour l'amener à comprendre combien il importe d'appuyer l'action multilatérale dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement menée notamment par l'Organisation des Nations Unies et la Conférence du désarmement, en particulier en publiant dans toutes les langues officielles l'*Annuaire des Nations Unies sur le désarmement* et des mises à jour de l'*État des accords multilatéraux relatifs à la réglementation des armements et au désarmement*, ainsi que des publications spéciales, en utilisant la page d'accueil du Département des affaires de désarmement sur l'Internet et en menant d'autres activités de diffusion, comme la production du documentaire intitulé «Le messenger de la paix»;

b) Faciliter la libre circulation des idées et les échanges d'informations entre le secteur public et les groupes et organismes de défense de l'intérêt public, et constituer une source indépendante d'informations équilibrées et concrètes, qui tienne compte d'un large éventail d'opinions, afin d'alimenter un débat éclairé sur la limitation des armements, le désarmement et la sécurité;

c) Organiser des réunions pour faciliter les échanges de vues et d'informations entre le secteur gouvernemental et le secteur non gouvernemental et entre les experts gouvernementaux et autres, afin de faciliter la recherche d'un terrain d'entente;

6. *Souligne* l'importance du versement de contributions au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement afin de soutenir un programme de diffusion efficace, et invite tous les États Membres à verser des contributions au Fonds;

⁹⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Séances plénières*, 1^{re} séance, par. 110 et 111.

¹⁰⁰ A/53/161 et Corr.1 et Add.1.

7. *Sait gré* au Secrétaire général d'appuyer les efforts que font les universités, les autres établissements d'enseignement et les organisations non gouvernementales s'occupant d'enseignement pour développer, partout dans le monde, l'éducation en matière de désarmement, et l'invite à continuer de fournir un appui aux établissements d'enseignement et aux organisations non gouvernementales qui poursuivent de tels efforts et à leur offrir sa coopération, sans qu'il en résulte de dépenses au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport portant à la fois sur la façon dont les organismes des Nations Unies auront exécuté, durant les deux années précédentes, les activités au titre du Programme et sur celles qu'ils envisagent pour les deux années suivantes;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

F

CENTRES RÉGIONAUX DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/220 du 22 décembre 1997 concernant le maintien et la revitalisation des trois centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, et se félicitant de l'intention du Secrétaire général de nommer des directeurs pour le Centre pour la paix et le désarmement en Afrique et le Centre pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes,

Réaffirmant la décision qu'elle a prise en 1982, à sa douzième session extraordinaire, de lancer le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement en vue d'informer et éduquer l'opinion publique et de lui permettre de comprendre et soutenir les objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmement⁹⁹,

Ayant à l'esprit ses résolutions 40/151 G du 16 décembre 1985, 41/60 J du 3 décembre 1986, 42/39 D du 30 novembre 1987 et 44/117 F du 15 décembre 1989 sur les centres régionaux pour la paix et le désarmement au Népal, au Pérou et au Togo,

Estimant que les changements survenus dans le monde ont ouvert de nouvelles perspectives et créé de nouveaux problèmes dans le domaine du désarmement, et consciente à cet égard que les centres régionaux pour la paix et le désarmement peuvent beaucoup contribuer à améliorer la compréhension et la coopération entre les États de chacune des régions dans le domaine de la paix, du désarmement et du développement,

Notant qu'au paragraphe 146 du Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des

pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998, les chefs d'État ou de gouvernement se sont félicités de la décision prise par l'Assemblée générale de maintenir et revitaliser les trois centres régionaux pour la paix et le désarmement au Népal, au Pérou et au Togo¹⁰¹,

1. *Réitère* l'importance des activités menées par l'Organisation des Nations Unies au niveau régional pour accroître la stabilité et la sécurité de ses États Membres, qui pourraient être facilitées de manière concrète par le maintien et la revitalisation des trois centres régionaux pour la paix et le désarmement;

2. *Réaffirme* qu'afin d'obtenir des résultats concrets il convient que les trois centres régionaux mettent en œuvre des programmes de diffusion et d'éducation permettant de promouvoir la paix et la sécurité régionales et de modifier les attitudes fondamentales à l'égard de la paix, de la sécurité et du désarmement en vue de promouvoir la réalisation des buts et principes des Nations Unies;

3. *Engage* les États Membres de chaque région et ceux qui sont en mesure de le faire, ainsi que les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et les fondations, à apporter des contributions volontaires aux centres régionaux situés dans leur région afin de renforcer et d'exécuter leurs programmes d'activités;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir, dans la limite des ressources existantes, tout l'appui nécessaire aux centres régionaux pour leur permettre d'exécuter leurs programmes d'activités;

5. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

G

BOURSES D'ÉTUDES, FORMATION ET SERVICES CONSULTATIFS DES NATIONS UNIES EN MATIÈRE DE DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les bourses d'études, la formation et les services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement¹⁰²,

Rappelant sa décision, figurant au paragraphe 108 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁹⁸, la

¹⁰¹ A/53/667-S/1998/1071, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1071.

¹⁰² A/53/426.

première consacrée au désarmement, d'instituer un programme de bourses d'études sur le désarmement, ainsi que ses décisions figurant à l'annexe IV du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire¹⁰³, la deuxième consacrée au désarmement, par lesquelles elle a notamment décidé de poursuivre le programme,

Notant avec satisfaction que le programme a déjà permis de former un nombre appréciable de fonctionnaires originaires de diverses régions géographiques représentées dans le système des Nations Unies, dont la plupart occupent maintenant dans leur pays ou leur gouvernement des postes de responsabilité dans le domaine du désarmement,

Rappelant les résolutions qu'elle a adoptées chaque année en la matière depuis sa trente-septième session en 1982, y compris la résolution 50/71 A du 12 décembre 1995,

Notant avec satisfaction que le programme, dont on célèbre en 1998 le vingtième anniversaire, continue, tel qu'il a été conçu, de permettre à un nombre accru de fonctionnaires, en particulier de pays en développement, d'approfondir leurs connaissances dans le domaine du désarmement,

Estimant que les formes d'assistance offertes par le programme aux États Membres, en particulier aux pays en développement, permettront aux fonctionnaires de ces pays de mieux suivre les délibérations et négociations tant bilatérales que multilatérales en cours sur le désarmement,

1. *Réaffirme* les décisions figurant à l'annexe IV du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire¹⁰³ et le rapport du Secrétaire général¹⁰⁴ qu'elle a approuvé par sa résolution 33/71 E du 14 décembre 1978;

2. *Remercie* les Gouvernements allemand et japonais d'avoir invité les boursiers de 1997 et 1998 à étudier certaines activités dans le domaine du désarmement, servant par là les objectifs d'ensemble du programme;

3. *Rend hommage* au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du programme;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer, dans les limites des ressources existantes, à exécuter chaque année le programme organisé à Genève et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-cinquième session;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/79. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

A

RAPPORT DE LA COMMISSION DU DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement¹⁰⁵,

Rappelant ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du 8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993, 49/77 A du 15 décembre 1994, 50/72 D du 12 décembre 1995, 51/47 B du 10 décembre 1996 et 52/40 B du 9 décembre 1997,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes qu'elle-même a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

1. *Prend acte* du rapport de la Commission du désarmement¹⁰⁵;

2. *Réaffirme* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;

3. *Réaffirme également* le rôle de la Commission du désarmement en tant qu'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;

4. *Félicite* la Commission du désarmement d'avoir mené à bien, à la reprise de la session de la Première Commission en juin 1998, l'examen de ses travaux conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1997, à la suite de quoi l'Assemblée a adopté le 8 septembre 1998 la décision 52/492;

5. *Encourage* la Commission du désarmement à continuer de faire tout son possible pour améliorer ses méthodes de travail de façon à pouvoir axer son attention sur un nombre limité de questions prioritaires dans le domaine du désarmement, compte tenu de la décision qu'elle a prise d'adopter pour son ordre du jour un cycle d'examens échelonnés portant sur deux points;

6. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale¹⁰⁶ et au paragraphe 3

¹⁰³ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

¹⁰⁴ A/33/305.

¹⁰⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 42 (A/53/42).

¹⁰⁶ Résolution S-10/2.

de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte adopté quant aux «Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement»¹⁰⁷;

7. *Note* que la Commission du désarmement, à sa session d'organisation de 1998, a adopté les questions suivantes aux fins d'examen à sa session de fond de 1999:

a) Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée;

b) Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1996;

c) Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

8. *Prie* la Commission du désarmement de se réunir en 1999 pendant trois semaines au plus et de lui présenter un rapport de fond à sa cinquante-quatrième session;

9. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement¹⁰⁸, ainsi que tous les documents officiels de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

10. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens, y compris les procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Rapport de la Commission du désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

B

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement¹⁰⁸,

Convaincue que la Conférence du désarmement, en tant qu'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement, joue

un rôle primordial dans les négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement,

Considérant, à cet égard, que le climat international actuel devrait donner aux négociations multilatérales l'impulsion supplémentaire requise pour que celles-ci puissent déboucher sur des accords concrets,

Notant que la Conférence du désarmement a un certain nombre de questions urgentes et importantes à négocier,

1. *Réaffirme* que la Conférence du désarmement est l'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement;

2. *Se félicite* que la Conférence du désarmement soit déterminée à remplir ce rôle en tenant compte de l'évolution de la situation internationale afin de progresser rapidement dans l'examen de fond des questions prioritaires inscrites à son ordre du jour;

3. *Se félicite également* des décisions de la Conférence du désarmement visant à créer un comité spécial au titre du point 4 de son ordre du jour intitulé «Arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes», chargé de négocier en vue de parvenir à un accord sur de tels arrangements qui pourraient revêtir la forme d'un instrument international juridiquement obligatoire, ainsi qu'un comité spécial constitué au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial¹⁰⁹ et du mandat formulé dans ce rapport, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, et prend acte des recommandations tendant à ce que ces comités soient reconstitués au début de la session de 1999;

4. *Se félicite en outre* de la décision prise par la Conférence du désarmement de charger ses présidents successifs de continuer à tenir des consultations intensives et à solliciter les vues des membres de la Conférence sur les méthodes de travail et les modalités à adopter en ce qui concerne le point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», et prend acte de la recommandation du dernier Président de la session de 1998 tendant à ce que ces consultations reprennent au début de la session de 1999;

5. *Note avec satisfaction* que la Conférence du désarmement souhaite progresser sur les questions de fond à sa session de 1999, et exprime l'espoir que des consultations appropriées pendant l'intersession lui permettront de commencer rapidement à examiner divers points de son ordre du jour;

¹⁰⁷ A/CN.10/137.

¹⁰⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 27 (A/53/27).

¹⁰⁹ CD/1299.

6. *Encourage* la Conférence du désarmement à poursuivre ses consultations visant à revoir sa composition en vue de parvenir rapidement à un accord sur son élargissement;

7. *Encourage également* la Conférence du désarmement à intensifier l'examen en cours de son ordre du jour et de ses méthodes de travail;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que la Conférence du désarmement dispose des services appropriés d'appui administratif et technique et de conférence;

9. *Prie* la Conférence du désarmement de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur ses travaux;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Rapport de la Conférence du désarmement».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/80. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit ses résolutions sur la question,

Prenant note des résolutions adoptées sur la question par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont la plus récente est la résolution GC(42)/RES/21, adoptée le 25 septembre 1998,

Sachant que la prolifération des armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient constituerait une grave menace pour la paix et la sécurité internationales,

Consciente qu'il est nécessaire de placer immédiatement toutes les installations nucléaires de la région du Moyen-Orient sous les garanties intégrales de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Rappelant la résolution sur le Moyen-Orient adoptée le 11 mai 1995 par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation¹¹⁰, dans laquelle la Conférence a noté avec préoccupation qu'il continuait d'exister au Moyen-Orient des installations nucléaires non soumises aux garanties, a réaffirmé qu'il importait que tous les États adhèrent au plus tôt au Traité¹¹¹ et a invité tous les États du Moyen-Orient, sans exception, à y adhérer dès que possible s'ils ne l'avaient pas déjà fait et à placer toutes leurs installations nucléaires sous les garanties intégrales de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Rappelant également la décision sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, adoptée le 11 mai 1995 par la Conférence de 1995 des Parties

au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation¹¹⁰, aux termes de laquelle la Conférence a jugé urgent d'obtenir de tous les pays du monde qu'ils adhèrent au Traité, et a invité tous les États qui n'étaient pas encore parties au Traité à y adhérer au plus tôt, en particulier les États qui exploitent des installations nucléaires non soumises aux garanties,

Notant que, depuis l'adoption de sa résolution 51/48 du 10 décembre 1996, Israël demeure le seul État du Moyen-Orient à n'être pas encore partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires,

Inquiète des menaces que la prolifération des armes nucléaires fait peser sur la sécurité et la stabilité de la région du Moyen-Orient,

Soulignant qu'il importe de prendre des mesures de confiance, en particulier de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, afin de renforcer la paix et la sécurité dans la région et de consolider le régime de non-prolifération dans le monde,

Prenant acte de l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires¹¹² et de sa signature par cent quatre-vingt sept États, dont un certain nombre d'États de la région,

1. *Demande* au seul État de la région à n'être pas partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹¹¹ d'y adhérer sans plus tarder, de ne pas mettre au point, fabriquer, mettre à l'essai ou acquérir d'aucune autre manière des armes nucléaires, de renoncer à posséder de telles armes et de placer toutes ses installations nucléaires non soumises aux garanties sous les garanties intégrales de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ce qui constituerait une mesure de confiance importante entre tous les États de la région et un pas en avant vers le renforcement de la paix et de la sécurité;

2. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/81. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/42 du 9 décembre 1997 et ses résolutions antérieures se rapportant à la Convention sur

¹¹⁰ Voir *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, partie I* [NPT/CONF.195/32 (Part I)], annexe.

¹¹¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, n° 10485.

¹¹² Voir résolution 50/245.

l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination¹¹³,

Rappelant avec satisfaction l'adoption, le 10 octobre 1980, de la Convention, du Protocole relatif aux éclats non localisables (Protocole I)¹¹³, du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II)¹¹³ et du Protocole sur l'interdiction ou la limitation des armes incendiaires (Protocole III)¹¹³, qui sont entrés en vigueur le 2 décembre 1983,

Rappelant également avec satisfaction que la Conférence des États Parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination a adopté, le 13 octobre 1995, le Protocole relatif aux armes laser aveuglantes (Protocole IV)¹¹⁴ et, le 3 mai 1996, le Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II)¹¹⁵,

Rappelant que les États parties à la Conférence d'examen ont affirmé leur volonté de continuer à examiner les dispositions du Protocole II pour garantir qu'elles répondent bien aux préoccupations concernant les armes visées et ont déclaré qu'elles encourageraient l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations à s'attaquer à tous les problèmes que posent les mines,

Rappelant également le rôle du Comité international de la Croix-Rouge dans l'élaboration de la Convention et des protocoles y annexés,

Se félicitant que de nouveaux États aient ratifié ou accepté la Convention ou y aient adhéré, et que de nouveaux États aient ratifié ou accepté le Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II) ainsi que le Protocole relatif aux armes laser aveuglantes (Protocole IV) ou y aient adhéré,

Notant que, conformément à l'article 8 de la Convention, des conférences peuvent être convoquées pour examiner des amendements à la Convention ou à l'un quelconque des protocoles y annexés, pour examiner des protocoles additionnels concernant d'autres catégories d'armes classiques non visées par les protocoles existants ou pour revoir la portée et l'application de la Convention et des Protocoles y annexés, ainsi que pour examiner toute proposition d'amendements ou de protocoles additionnels,

Se félicitant que la Conférence d'examen ait adopté, dans sa Déclaration finale¹¹⁶ du 3 mai 1996, la décision de convoquer une Conférence d'examen en 2001 au plus tard,

Notant qu'aux termes de l'article 13 du Protocole modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II), une conférence des États parties audit Protocole se tiendra chaque année à des fins de consultation et de coopération pour toutes les questions touchant le Protocole,

1. *Se déclare satisfaite* que le Protocole relatif aux armes laser aveuglantes (Protocole IV)¹¹⁴ soit entré en vigueur le 30 juillet 1998, recommande cet instrument à l'attention de tous les États, afin qu'il soit au plus tôt appliqué aussi largement que possible et, en particulier, demande à tous les États parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait de déclarer qu'ils consentent à être liés par le Protocole;

2. *Se félicite* que vingt et un États aient adhéré au Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié (Protocole II) et que ce protocole soit entré en vigueur le 3 décembre 1998, et demande en particulier à tous les États parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait de déclarer qu'ils consentent à être liés par le Protocole;

3. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire du Protocole II modifié, de convoquer en 1999 la première conférence annuelle des États parties au Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13 du Protocole II modifié;

4. *Invite* tous les États parties au Protocole II modifié à participer à la première conférence annuelle, et note qu'en vertu des dispositions qui doivent être adoptées conformément au paragraphe 2 de l'article 13, ils peuvent décider d'inviter des représentants d'États non parties au Protocole et du Comité international de la Croix-Rouge;

5. *Demande instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes dispositions pour devenir parties le plus tôt possible à la Convention et aux protocoles y annexés, en particulier au Protocole II modifié, afin que le plus grand nombre possible d'entre eux en appliquent sans tarder les dispositions, et demande aux États successeurs de prendre les mesures voulues pour que l'application de ces instruments devienne universelle;

6. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et des protocoles y annexés, de continuer à l'informer périodiquement des ratifications, acceptations et adhésions concernant ces instruments, et décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

¹¹³ Voir *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 5: 1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.81.IX.4), appendice VII.

¹¹⁴ CCW/CONF.1/16 (Part I), annexe A.

¹¹⁵ Ibid., annexe B.

¹¹⁶ Ibid., annexe C.

53/82. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée

L'Assemblée générale,

Rappelant ses précédentes résolutions sur le sujet, notamment sa résolution 52/43 du 9 décembre 1997,

Réaffirmant que c'est aux pays méditerranéens qu'il incombe au premier chef de renforcer et de promouvoir la paix, la sécurité et la coopération dans la région de la Méditerranée,

Ayant à l'esprit l'ensemble des déclarations et engagements que les pays riverains ont déjà formulés, de même que les initiatives qu'ils ont prises dans le cadre des récents sommets, réunions ministérielles et instances diverses concernant la question de la région de la Méditerranée,

Consciente que la sécurité de la Méditerranée est indivisible et qu'une coopération plus étroite entre pays méditerranéens, visant à encourager le développement économique et social de tous les peuples de la région, contribuera beaucoup à la stabilité, à la paix et à la sécurité dans la région,

Consciente également des efforts déployés jusqu'ici par les pays méditerranéens et de leur volonté d'intensifier le dialogue et les consultations pour résoudre les problèmes qui existent dans la région de la Méditerranée et éliminer les causes de tension et le danger qu'elles constituent pour la paix et la sécurité, et constatant que ces pays sont de plus en plus sensibles à la nécessité de faire davantage d'efforts communs afin de renforcer la coopération économique, sociale, culturelle et écologique dans la région,

Consciente en outre que les perspectives d'une coopération euroméditerranéenne plus étroite dans tous les domaines peuvent être améliorées par l'évolution positive qui se produit dans le monde entier, en particulier en Europe, au Maghreb et au Moyen-Orient,

Réaffirmant que tous les États ont le devoir de contribuer à la stabilité et à la prospérité de la région de la Méditerranée et se sont engagés à respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que les dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies¹¹⁷,

Notant les négociations de paix au Moyen-Orient, qui devraient être de nature globale et constituer un cadre approprié pour le règlement pacifique des situations litigieuses dans la région,

Exprimant sa préoccupation devant la tension persistante et la poursuite d'activités militaires dans certaines parties de la région de la Méditerranée, qui entravent les efforts visant à renforcer la sécurité et la coopération dans la région,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹¹⁸,

1. *Réaffirme* que la sécurité de la Méditerranée est étroitement liée à la sécurité européenne de même qu'à la paix et à la sécurité internationales;

2. *Exprime sa satisfaction* devant les efforts que les pays méditerranéens continuent de faire pour contribuer activement à éliminer toutes les causes de tension dans la région et à parvenir à résoudre de manière juste et durable et par des moyens pacifiques les problèmes persistants que connaît la région, assurant ainsi le retrait des forces d'occupation étrangères dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les pays de la Méditerranée et du droit des peuples à l'autodétermination, et demande en conséquence une adhésion totale aux principes de la non-ingérence, de la non-intervention, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force et de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, conformément à la Charte et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Salue* les efforts que déploient les pays méditerranéens pour faire face de façon globale et coordonnée aux défis qui leur sont communs, mus par un esprit de partenariat multilatéral, avec pour objectif général de faire du bassin méditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération, garantissant la paix, la stabilité et la prospérité, et les encourage à renforcer ces efforts, notamment par un dialogue durable, multilatéral, concret et concerté entre les États de la région;

4. *Estime* que l'élimination des disparités économiques et sociales liées à l'inégalité du développement et autres obstacles, ainsi que la promotion du respect mutuel et d'une meilleure compréhension entre les cultures, dans la région de la Méditerranée, contribueront à renforcer, dans le cadre des instances existantes, la paix, la sécurité et la coopération entre les pays méditerranéens;

5. *Appelle* tous les États de la région de la Méditerranée qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à tous les instruments juridiques relatifs au désarmement et à la non-prolifération issus de négociations multilatérales, créant ainsi les conditions nécessaires au renforcement de la paix et de la coopération dans la région;

6. *Encourage* tous les États de la région à favoriser l'instauration des conditions nécessaires au renforcement des mesures de confiance mutuelle en faisant prévaloir la franchise et la transparence authentiques à l'égard de toutes les questions militaires, en participant en particulier au système des Nations Unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires et en communiquant des données et informations exactes au Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies¹¹⁹;

7. *Encourage* les pays méditerranéens à renforcer encore leur coopération dans la lutte contre le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, qui constitue une grave menace pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et, partant, compromet sérieusement l'amélioration de la situation politique, économique et sociale actuelle;

¹¹⁷ Résolution 2625 (XXV), annexe.

¹¹⁸ A/53/422 et Add.1.

¹¹⁹ Voir résolution 46/36 L.

8. *Invite* tous les États de la région à faire face, par diverses formes de coopération, aux problèmes et dangers auxquels est confrontée la région, tels que le terrorisme, la criminalité internationale et les transferts illicites d'armes, ainsi que la production, la consommation et le trafic illicites de stupéfiants, qui compromettent les relations amicales entre les États, font obstacle au développement de la coopération internationale et aboutissent à la négation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à la destruction des assises démocratiques d'une société pluraliste;

9. *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport sur les moyens de renforcer la sécurité et la coopération dans la région de la Méditerranée;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/83. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)

L'Assemblée générale,

Rappelant que, dans sa résolution 1911 (XVIII) du 27 novembre 1963, elle a exprimé l'espoir que les États d'Amérique latine prendraient les mesures qu'il convenait d'adopter pour conclure un traité visant à interdire les armes nucléaires en Amérique latine,

Rappelant également que, dans la même résolution, elle s'est déclarée convaincue qu'une fois conclu un tel traité, tous les États, notamment les États dotés d'armes nucléaires, coopéreraient pleinement à la réalisation efficace de ses objectifs de paix,

Considérant que, dans sa résolution 2028 (XX) du 19 novembre 1965, elle a posé le principe d'un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles entre les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui n'en possèdent pas,

Rappelant que le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)¹²⁰ a été ouvert à la signature à Mexico le 14 février 1967,

Notant avec satisfaction que la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes a tenu sa onzième session extraordinaire le 14 février 1997 pour commémorer le trentième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité de Tlatelolco,

Rappelant qu'il est déclaré dans le préambule du Traité de Tlatelolco que les zones militairement dénucléarisées ne

constituent pas une fin en soi, mais un moyen d'aboutir, à une étape ultérieure, au désarmement général et complet,

Rappelant également que, dans sa résolution 2286 (XXII) du 5 décembre 1967, elle a accueilli avec la plus grande satisfaction le Traité de Tlatelolco, considérant qu'il constituait une réalisation d'importance historique dans le cadre des efforts déployés pour éviter la prolifération des armes nucléaires et assurer la paix et la sécurité internationales,

Rappelant en outre qu'en 1990, 1991 et 1992, la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes a approuvé et ouvert à la signature un ensemble d'amendements¹²¹ au Traité de Tlatelolco¹²⁰ destinés à permettre la pleine entrée en vigueur de cet instrument,

Rappelant la résolution C/E/RES.27 du Conseil de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes¹²², dans laquelle le Conseil a demandé de promouvoir la coopération et les consultations avec d'autres zones exemptes d'armes nucléaires,

Notant avec satisfaction que le Traité de Tlatelolco est en vigueur dans trente-deux États souverains de la région,

Notant également avec satisfaction que, le 27 mars 1998, la République dominicaine a déposé son instrument de ratification de l'amendement au Traité de Tlatelolco approuvé par la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes dans sa résolution 290 (E-VII) du 26 août 1992,

Notant en outre avec satisfaction que, le 21 août 1998, le Guatemala a déposé son instrument de ratification de l'amendement au Traité de Tlatelolco approuvé par la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes dans sa résolution 267 (E-V) du 3 juillet 1990,

Notant avec satisfaction que le Traité de Tlatelolco modifié entrera pleinement en vigueur pour l'Argentine, la Barbade, le Brésil, le Chili, le Guyana, la Jamaïque, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela,

1. *Accueille avec satisfaction* les mesures concrètes que divers pays de la région ont prises au cours de l'année écoulée pour renforcer le régime de dénucléarisation militaire défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)¹²⁰;

2. *Demande instamment* aux pays de la région qui ne l'ont pas encore fait de déposer leurs instruments de ratification des amendements au Traité de Tlatelolco approuvés par la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans

¹²⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, n° 9068.

¹²¹ A/47/467, annexe.

¹²² Voir CD/1392.

les Caraïbes dans ses résolutions 267 (E-V), du 3 juillet 1990, 268 (XII), du 10 mai 1991, et 290 (E-VII), du 26 août 1992;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco)».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

53/84. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures sur l'interdiction complète et effective des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et leur destruction,

Notant avec satisfaction que cent quarante et un États, dont tous les membres permanents du Conseil de sécurité, sont parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction¹²³,

Considérant qu'elle a invité tous les États parties à la Convention à participer à l'application des recommandations des conférences d'examen, notamment à l'échange d'informations et de données convenu dans la Déclaration finale de la troisième Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction¹²⁴, et à communiquer chaque année au Secrétaire général ces informations et ces données, selon la procédure normalisée, au plus tard le 15 avril,

Rappelant sa résolution 46/35 A, adoptée sans être mise aux voix le 6 décembre 1991, dans laquelle elle a notamment accueilli avec satisfaction la création, suite aux recommandations de la troisième Conférence d'examen¹²⁵, d'un groupe spécial d'experts gouvernementaux, ouvert à tous les États parties, chargé de définir et d'étudier du point de vue scientifique et technique des mesures de vérification éventuelles,

Rappelant également sa résolution 48/65, adoptée sans être mise aux voix le 16 décembre 1993, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction du rapport final du Groupe spécial d'experts gouvernementaux chargé de définir et d'étudier du point de vue scientifique et technique des mesures de vérification éventuelles¹²⁶, adopté par consensus à la

dernière réunion du Groupe spécial tenue à Genève le 24 septembre 1993,

Rappelant en outre sa résolution 49/86, adoptée sans être mise aux voix le 15 décembre 1994, dans laquelle elle a accueilli avec satisfaction le rapport final de la Conférence spéciale des États Parties à la Convention¹²⁷, adopté par consensus le 30 septembre 1994, dans lequel les États parties sont convenus de créer un groupe spécial, ouvert à tous les États parties, qui serait chargé d'étudier des mesures appropriées, y compris des mesures de vérification éventuelles, et d'élaborer des propositions visant à renforcer la Convention, qui seraient incorporées, le cas échéant, dans un instrument ayant force obligatoire qui serait soumis à l'examen des États parties,

Rappelant les dispositions de la Convention ayant trait à la coopération scientifique et technique et les dispositions connexes du rapport final du Groupe spécial d'experts gouvernementaux, le rapport final de la Conférence spéciale des États Parties à la Convention, tenue du 19 au 30 septembre 1994, et les documents finals des conférences d'examen,

Rappelant également le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998¹²⁸, dans lequel les chefs d'État ou de gouvernement ont pris note des progrès accomplis jusqu'ici dans la négociation d'un protocole, ont souligné qu'il importait de réaliser d'autres progrès fondamentaux en vue de la conclusion d'un instrument universellement acceptable et juridiquement contraignant visant à renforcer la Convention, et ont corroboré la décision prise par la quatrième Conférence d'examen des Parties à la Convention de demander instamment au Groupe spécial d'achever les négociations le plus tôt possible avant le début de la cinquième Conférence d'examen,

Se félicitant que, dans sa Déclaration finale¹²⁹, la quatrième Conférence d'examen ait réaffirmé que l'article premier de la Convention interdisait effectivement, en toute circonstance, d'utiliser, de mettre au point, de fabriquer et de stocker des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines,

Rappelant la Déclaration de la Réunion ministérielle officielle, tenue à New York le 23 septembre 1998, dans laquelle les participants et les coauteurs ont affirmé qu'ils appuyaient fermement la Convention ainsi que l'amélioration de son efficacité et de sa mise en œuvre,

1. *Accueille avec satisfaction* les informations et données fournies à ce jour et invite de nouveau tous les États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques

¹²³ Résolution 2826 (XXVI), annexe.

¹²⁴ BWC/CONF.III/23, part II.

¹²⁵ Voir BWC/CONF.III/23.

¹²⁶ BWC/CONF.III/VEREX/9 et Corr.1.

¹²⁷ BWC/SPCONF/1.

¹²⁸ A/53/667-S/1998/1071, annexe I; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1071.

¹²⁹ BWC/CONF.IV/9, partie II.

(biologiques) ou à toxines et sur leur destruction¹²³ à participer à l'échange d'informations et de données convenu dans la Déclaration finale de la troisième Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention¹²⁴;

2. *Accueille également avec satisfaction* les progrès accomplis jusqu'ici dans la négociation d'un protocole en vue de renforcer la Convention, et corrobore la décision prise par la quatrième Conférence d'examen de demander instamment au Groupe spécial d'achever les négociations le plus tôt possible avant le début de la cinquième Conférence d'examen et de présenter son rapport, qui sera adopté par consensus, aux États parties qui l'examineront lors d'une conférence spéciale¹³⁰;

3. *Demande*, dans ce contexte, à tous les États parties d'accélérer les négociations et de redoubler d'efforts au sein du Groupe spécial pour formuler un régime efficace, peu coûteux et pratique, et de chercher à régler dans les meilleurs délais les questions en suspens en faisant à nouveau preuve de souplesse afin que l'élaboration du protocole puisse être menée à bien sur la base du consensus à une date aussi rapprochée que possible;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer de prêter l'assistance voulue aux gouvernements dépositaires de la Convention et de fournir les services nécessaires pour l'application des décisions et recommandations des conférences d'examen, ainsi que des décisions figurant dans le rapport final de la Conférence spéciale, notamment d'apporter au Groupe spécial toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin;

5. *Engage* tous les États signataires qui n'ont pas encore ratifié la Convention à le faire sans tarder et les États qui ne l'ont pas signée à y devenir parties rapidement, pour en faire un instrument véritablement universel;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction».

79^e séance plénière
4 décembre 1998

¹³⁰ Voir BWC/CONF.IV/9.

III. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION (QUATRIÈME COMMISSION)

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/44	Effets des rayonnements ionisants	130
53/45	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace	130
53/46	Aide aux réfugiés de Palestine	134
53/47	Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	135
53/48	Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures	135
53/49	Offres par les États Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine	136
53/50	Opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	137
53/51	Revenus provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine	138
53/52	Université de Jérusalem (Al Qods) pour les réfugiés de Palestine	139
53/53	Travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	139
53/54	Applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés	140
53/55	Les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé	141
53/56	Pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, y compris Jérusalem	142
53/57	Le Golan syrien occupé	143
53/58	Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects	143
53/59	Questions relatives à l'information	
	A. L'information au service de l'humanité	144
	B. Politique et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information	145
53/60	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	148
53/61	Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes	149
53/62	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	150

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/63	Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes	152
53/64	Question du Sahara occidental	153
53/65	Question de la Nouvelle-Calédonie	154
53/66	Question des Tokélaou	155
53/67	Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines	
	A. Situation générale	156
	B. Situation dans les différents territoires	158

53/44. Effets des rayonnements ionisants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 913 (X) du 3 décembre 1955 portant création du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et ses résolutions plus récentes à ce sujet, dont la résolution 52/55, en date du 10 décembre 1997, dans laquelle elle a notamment prié le Comité scientifique de poursuivre ses travaux,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants¹,

Réaffirmant qu'il est souhaitable que le Comité scientifique poursuive ses travaux,

Préoccupée par les effets néfastes qui peuvent résulter, pour les générations actuelles et futures, des niveaux de rayonnement auxquels l'homme et son environnement sont exposés,

Prenant note des vues exprimées par les États Membres, à sa cinquante-troisième session, sur les travaux du Comité scientifique,

Prenant note également des dispositions du paragraphe 38 de la section XII de l'annexe à sa résolution 51/241 du 31 juillet 1997 relative au renforcement du système des Nations Unies,

Rappelant qu'elle a invité l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation mondiale de la santé, dans sa résolution 52/55, à examiner les fonctions et le rôle du Comité scientifique et à lui présenter une recommandation à sa cinquante-troisième session,

Prenant note de la recommandation de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'Organisation mondiale de la santé tendant à ce que le Comité scientifique garde les fonctions et le rôle indépendant qui sont actuellement les siens, y compris en ce qui concerne les modalités d'établissement de ses rapports,

Consciente de la nécessité de continuer d'examiner et de rassembler des informations sur les rayonnements ionisants et d'analyser leurs effets sur l'homme et son environnement,

1. *Félicite* le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants de la précieuse contribution qu'il apporte depuis sa création, il y a quarante-trois ans, à une connaissance et à une compréhension meilleures des niveaux, des effets et des dangers des rayonnements ionisants, ainsi que de la compétence scientifique et de l'indépendance de jugement avec lesquelles il s'acquitte du mandat qui lui a été confié à l'origine;

2. *Décide* que le Comité scientifique conserve les fonctions et le rôle indépendant qui sont actuellement les siens, y compris en ce qui concerne les modalités d'établissement de ses rapports;

3. *Prie* le Comité scientifique de poursuivre ses travaux, y compris ses importantes activités visant à mieux faire connaître les niveaux, les effets et les dangers des rayonnements ionisants de toute origine;

4. *Approuve* les intentions et les projets du Comité scientifique en vue de la poursuite de ses activités scientifiques d'examen et d'évaluation au nom de l'Assemblée générale;

5. *Prie* le Comité scientifique de continuer, à sa prochaine session, d'examiner les problèmes importants qui se posent dans le domaine des rayonnements ionisants et de lui présenter un rapport sur cette question à sa cinquante-quatrième session;

6. *Prie* le Programme des Nations Unies pour l'environnement de continuer d'apporter son appui au Comité scientifique afin de lui permettre de poursuivre efficacement ses travaux et d'assurer la diffusion de ses conclusions auprès de l'Assemblée générale, de la communauté scientifique et du public;

7. *Exprime sa satisfaction* de l'assistance fournie au Comité scientifique par les États Membres, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations non gouvernementales, et les invite à accroître leur coopération dans ce domaine;

8. *Se félicite*, à cet égard, de l'empressement mis par les États Membres à fournir au Comité scientifique des informations utiles sur les effets des rayonnements ionisants dans les régions touchées, et invite le Comité scientifique à analyser ces informations et à les prendre dûment en considération, compte tenu en particulier de ses propres conclusions;

9. *Invite* les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressées à continuer de communiquer des données pertinentes sur les doses, les effets et les dangers des différentes sources de rayonnement, ce qui aiderait considérablement le Comité scientifique à élaborer les prochains rapports qu'il lui présentera.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/45. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/122 du 13 décembre 1996 et 52/56 du 10 décembre 1997,

Profondément convaincue qu'il est de l'intérêt de l'humanité tout entière d'encourager l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques et de poursuivre les efforts en vue de faire profiter tous les États des avantages

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 46 (A/53/46).

en découlant, et profondément convaincue également de l'importance que revêt dans ce domaine la coopération internationale, pour laquelle il convient que l'Organisation des Nations Unies demeure un point de convergence,

Réaffirmant l'importance de la coopération internationale pour assurer la primauté du droit, y compris des normes pertinentes du droit de l'espace qui jouent un rôle de premier plan dans la coopération internationale en vue de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, ainsi que l'importance d'une adhésion aussi large que possible aux traités internationaux visant à promouvoir les utilisations pacifiques de l'espace,

Préoccupée par la possibilité d'une course aux armements dans l'espace,

Considérant que tous les États, notamment ceux qui sont particulièrement avancés dans le domaine spatial, doivent s'employer activement à empêcher une course aux armements dans l'espace, condition essentielle pour promouvoir la coopération internationale touchant l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques,

Considérant également que la question des débris spatiaux intéresse tous les pays,

Notant les progrès réalisés tant dans l'exploration de l'espace et l'application des techniques spatiales à des fins pacifiques que dans divers projets spatiaux entrepris sur le plan national ou en collaboration, qui contribuent à la coopération internationale dans ce domaine, et estimant qu'il importe de renforcer cette dernière,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général² sur l'application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique³,

Se félicitant que la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE III) soit convoquée à l'Office des Nations Unies à Vienne du 19 au 30 juillet 1999 en tant que session extraordinaire du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique ouverte à la participation de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sur les travaux de sa quarante et unième session⁴,

1. *Approuve* le rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique sur les travaux de sa quarante et unième session⁴;

2. *Invite* les États qui ne sont pas encore parties aux traités internationaux régissant les utilisations de l'espace⁵ à envisager de les ratifier ou d'y adhérer;

3. *Note* qu'à sa trente-septième session le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a, par l'intermédiaire de son groupe de travail, poursuivi ses travaux conformément à la résolution 52/56 de l'Assemblée générale⁶;

4. *Approuve* les recommandations du Comité tendant à ce que, à sa trente-huitième session, le Sous-Comité juridique, tenant compte des préoccupations de tous les pays, en particulier de celles des pays en développement:

a) Continue d'envisager l'examen et la révision éventuelle des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace⁷;

b) Poursuive, par l'intermédiaire de son groupe de travail, l'examen des questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment des moyens permettant d'utiliser l'orbite de façon rationnelle et équitable sans porter atteinte au rôle de l'Union internationale des télécommunications;

c) Continue d'examiner l'état d'avancement des cinq instruments juridiques internationaux régissant l'espace extra-atmosphérique et crée un groupe de travail chargé de cet examen;

d) Poursuive son examen de questions diverses, notamment sous forme de consultations officielles concernant certaines propositions déjà formulées en vue d'inscrire éventuellement de nouveaux points à l'ordre du jour du Sous-Comité juridique;

5. *Approuve également* la recommandation du Comité tendant à ce que, à ses trente-huitième et trente-neuvième sessions, le Sous-Comité juridique suspende l'examen, dans le cadre de son groupe de travail, des Principes relatifs à

² A/53/265.

³ Voir *Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique*, Vienne, 9-21 août 1982 et rectificatif (A/CONF.101/10 et Corr.2).

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 20 (A/53/20)*.

⁵ Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (résolution 2222 (XXI), annexe); Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (résolution 2345 (XXII), annexe); Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (résolution 2777 (XXVI), annexe); Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (résolution 3235 (XXIX), annexe); et Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes (résolution 34/68, annexe).

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 20 (A/53/20)*, chap. II.D.

⁷ Voir résolution 47/68.

l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace en attendant les conclusions des travaux du Sous-Comité scientifique et technique, sans préjudice de la possibilité de réunir de nouveau le groupe de travail chargé de l'examen de cette question si, de l'avis du Sous-Comité juridique, des progrès suffisants ont été faits à la session de 2000 du Sous-Comité scientifique et technique pour justifier que le groupe de travail soit convoqué de nouveau;

6. *Note* que, dans le contexte de l'alinéa *c* du paragraphe 4 ci-dessus, le Sous-Comité juridique exécutera le plan de travail qu'il a adopté à sa trente-sixième session⁸;

7. *Fait siennes* les recommandations et décisions du Comité concernant l'organisation des travaux du Sous-Comité juridique;

8. *Note avec satisfaction* que, conformément au paragraphe 9 de sa résolution 52/56, le Comité, à sa quarante et unième session, a revu de nouveau ses besoins concernant l'utilisation de transcriptions non éditées et décidé de continuer d'utiliser ces transcriptions;

9. *Prend note* de la décision prise par le Comité à sa quarantième session sur la composition de ses bureaux et de ses organes subsidiaires pour le deuxième mandat commençant en 2000, dans le cadre de l'application des dispositions relatives aux méthodes de travail de ces organes, qu'elle a approuvées au paragraphe 11 de sa résolution 52/56;

10. *Note* qu'à sa trente-cinquième session le Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a poursuivi ses travaux, conformément à la résolution 52/56 de l'Assemblée générale⁹;

11. *Note avec satisfaction* que le Sous-Comité scientifique et technique a continué d'examiner en priorité le point de l'ordre du jour relatif aux débris spatiaux, et qu'à sa trente-cinquième session il s'est attaché principalement à la question des dispositions à prendre pour réduire l'impact des débris spatiaux, conformément au plan de travail pluriannuel qu'il avait adopté à sa trente-deuxième session¹⁰;

12. *Note* que le Sous-Comité scientifique et technique, lorsqu'il examinera la question des débris spatiaux à sa trente-sixième session, s'attachera principalement à mettre au point le rapport technique complet sur les débris spatiaux, pour adoption;

13. *Approuve* les recommandations du Comité tendant à ce qu'à sa trente-sixième session le Sous-Comité scientifique et technique, tenant compte des préoccupations de tous les pays, en particulier de celles des pays en développement, examine en priorité les questions suivantes:

a) Préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE III) par le Comité consultatif d'UNISPACE III;

b) Débris spatiaux;

c) Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales et coordination des activités spatiales menées dans le cadre du système des Nations Unies;

14. *Approuve également* la recommandation du Comité selon laquelle, compte tenu du calendrier de travail écourté du Sous-Comité scientifique et technique à sa trente-sixième session et des préparatifs à effectuer en vue d'UNISPACE III, le Sous-Comité devrait, à titre exceptionnel, suspendre pour un an l'examen des points ci-après et le reprendre à sa trente-septième session:

a) Échange de vues général;

b) Télédétection spatiale, y compris, notamment, ses applications intéressant les pays en développement;

c) Utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace;

d) Systèmes de transport spatial; leurs incidences sur l'avenir des activités spatiales;

e) Orbite des satellites géostationnaires: nature physique et caractéristiques techniques; utilisation et applications, notamment pour les communications spatiales, et autres questions relatives à l'évolution des communications spatiales, compte tenu en particulier des besoins et des intérêts des pays en développement;

f) Sciences de la vie, y compris médecine spatiale;

g) Progrès réalisés dans les activités spatiales nationales et internationales relatives à l'environnement terrestre, en particulier dans le Programme international concernant la géosphère et la biosphère (changements planétaires);

h) Exploration des planètes;

i) Astronomie;

j) Thème privilégié retenu pour le Sous-Comité scientifique et technique; le Comité de la recherche spatiale et la Fédération internationale d'astronautique devraient être invités, en concertation avec les États Membres, à organiser un colloque, avec une participation aussi large que possible, qui se tiendrait durant la première semaine de la session du Sous-Comité pour compléter les délibérations de ce dernier sur ce thème;

15. *Note* que le thème privilégié à retenir pour la trente-septième session du Sous-Comité scientifique et technique sera défini par celui-ci à sa trente-sixième session;

16. *Approuve* le plan de travail sur quatre ans que le Sous-Comité scientifique et technique a adopté à sa trente-

⁸ Voir A/AC.105/674, annexe II.B.

⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 20 (A/53/20)*, chap. II.C.

¹⁰ A/AC.105/605, par. 83.

cinquième session concernant l'examen du point de l'ordre du jour relatif à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace, et convient que le Sous-Comité devrait convoquer de nouveau son groupe de travail sur l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace à sa trente-septième session afin qu'il effectue ses travaux conformément au plan de travail;

17. *Note* que le Groupe de travail plénier chargé d'évaluer l'application des recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a terminé son évaluation de l'application des recommandations de la deuxième Conférence, et prend note des conclusions du Groupe de travail plénier, telles qu'elles ont été approuvées par le Comité et telles qu'elles figurent dans le rapport du Groupe de travail plénier¹¹;

18. *Constate avec satisfaction* que, conformément à sa résolution 52/56, le Groupe de travail plénier a apporté son concours au Comité consultatif d'UNISPACE III en vue des préparatifs de la Conférence, et convient que le Comité consultatif devrait convoquer de nouveau le Groupe de travail plénier à sa session de 1999 afin de mettre la dernière main aux préparatifs;

19. *Approuve* le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales pour 1999, tel qu'il a été proposé au Comité par le Spécialiste des applications des techniques spatiales¹²;

20. *Note avec satisfaction* que, conformément au paragraphe 30 de sa résolution 50/27 du 6 décembre 1995, le Centre de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Asie et le Pacifique a poursuivi son programme de formation en 1998 et que d'importants progrès ont été réalisés dans l'établissement de centres régionaux de formation aux sciences et techniques spatiales dans les autres régions;

21. *Note* que, conformément à la demande qu'elle a formulée au paragraphe 29 de sa résolution 51/123, le Comité et son Sous-Comité scientifique et technique, à leurs sessions de 1998, se sont acquittés des fonctions qui leur avaient été confiées dans leurs rôles respectifs de comité préparatoire et de comité consultatif d'UNISPACE III;

22. *Approuve* les recommandations que le Comité préparatoire a faites à sa session de 1998, concernant en particulier le plan du projet de rapport et le règlement intérieur d'UNISPACE III, telles qu'elles figurent dans son rapport¹³, et prie le Comité préparatoire, le Comité consultatif et le secrétariat exécutif de s'acquitter de leurs fonctions conformément à ces recommandations;

23. *Prend note avec satisfaction* de la tenue de la conférence régionale préparatoire à Kuala Lumpur, du 18 au

22 mai 1998, et de ses recommandations, de la tenue de la conférence régionale préparatoire à Concepción (Chili), du 12 au 16 octobre 1998, et de la Déclaration de Concepción, en date du 16 octobre 1998¹⁴, et de la tenue de la conférence régionale préparatoire à Rabat, du 26 au 30 octobre 1998, et prend note de même avec satisfaction qu'une conférence régionale préparatoire se tiendra en Roumanie du 25 au 29 janvier 1999;

24. *Encourage* tous les États Membres, organismes des Nations Unies et autres organisations internationales qui mènent des activités spatiales, ainsi que les industries et organisations nationales liées aux activités spatiales, invitées par l'entremise de leur gouvernement, à contribuer activement à la réalisation des objectifs d'UNISPACE III;

25. *Invite* les États Membres, les organisations spatiales et les organisations internationales et nationales liées aux activités spatiales à appuyer les préparatifs d'UNISPACE III en détachant au secrétariat exécutif des spécialistes de divers niveaux, en coparrainant des activités liées à UNISPACE III et en fournissant d'autres contributions volontaires;

26. *Note avec satisfaction* que pour assurer le service d'UNISPACE III autant que possible dans les limites des ressources existantes, on mettra à profit les ressources en services de conférence que le Comité et ses organes subsidiaires auront économisées en 1998 et 1999 en raccourcissant à titre exceptionnel leurs sessions annuelles ordinaires;

27. *Convient* que les consultations préalables à la Conférence entre tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient être menées le 18 juillet 1999 sur les lieux d'UNISPACE III, dans les limites des ressources existantes, et demande au Comité préparatoire de faire rapport, durant les consultations, sur les travaux qu'il a effectués;

28. *Prie* UNISPACE III de lui faire rapport à sa cinquante-quatrième session;

29. *Convient* que, compte tenu du calendrier de travail écourté du Comité à sa quarante-deuxième session et des préparatifs d'UNISPACE III, le Comité devrait suspendre pendant un an ses travaux sur les questions suivantes, qui reprendraient à sa quarante-troisième session:

a) Examen, à titre prioritaire, des moyens d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques;

b) Examen du point de l'ordre du jour intitulé «Retombées bénéfiques de la technologie spatiale: examen de la situation actuelle»;

30. *Recommande* d'accorder plus d'attention à tous les aspects de la protection et de la préservation de l'environnement spatial, en particulier à ceux qui pourraient affecter l'environnement terrestre;

¹¹ A/AC.105/697, annexe II.

¹² Voir A/AC.105/693 et Corr.1, sect. I.

¹³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 20 (A/53/20)*, chap. II.B.

¹⁴ A/C.4/53/8, annexe.

31. *Juge essentiel* que les États Membres portent une attention accrue au problème des collisions d'objets spatiaux, y compris ceux qui utilisent des sources d'énergie nucléaires, avec des débris spatiaux, et à d'autres aspects de la question des débris spatiaux, demande que la recherche nationale se poursuive, que les techniques de surveillance des débris spatiaux soient améliorées et que les données sur ces débris soient rassemblées et diffusées, estime en outre qu'il faudrait que, dans la mesure du possible, le Sous-Comité scientifique et technique en soit informé, et convient que la coopération internationale est nécessaire pour élaborer des stratégies appropriées et abordables aux fins de réduire au minimum l'effet des débris spatiaux sur les futures missions spatiales;

32. *Prie instamment* tous les États, notamment ceux qui sont particulièrement avancés dans le domaine spatial, de s'employer activement à empêcher une course aux armements dans l'espace, condition essentielle pour encourager la coopération internationale dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques;

33. *Souligne* qu'il faut tirer davantage parti des techniques spatiales et de leurs applications et contribuer à une croissance méthodique des activités spatiales propres à favoriser un progrès économique soutenu et à assurer le développement durable dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement;

34. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organisations internationales de poursuivre et, s'il y a lieu, de renforcer leur collaboration avec le Comité et de présenter à ce dernier des rapports d'activité sur les travaux qu'elles consacrent aux utilisations pacifiques de l'espace;

35. *Prie* le Comité de poursuivre ses travaux, conformément à la présente résolution, d'envisager selon qu'il conviendra de nouveaux projets d'activités spatiales, et de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport indiquant notamment quels sujets devraient, selon lui, être examinés à l'avenir.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/46. Aide aux réfugiés de Palestine

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/57 du 10 décembre 1997 et toutes ses résolutions antérieures sur la question, y compris la résolution 194 (III) en date du 11 décembre 1948,

Prenant acte du rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998¹⁵,

Se félicitant de la signature à Washington, le 13 septembre 1993, par le Gouvernement de l'État d'Israël et

l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple de Palestine, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹⁶ et des accords d'application postérieurs, ainsi que de la signature à Washington, le 28 septembre 1995, de l'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza¹⁷,

Encourageant le Groupe de travail multilatéral sur les réfugiés, établi dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient, à poursuivre son action importante,

Se félicitant de l'achèvement du transfert à Gaza dans sa zone d'opérations, du siège de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient,

1. *Note avec regret* que ni le rapatriement ni l'indemnisation des réfugiés, prévus au paragraphe 11 de sa résolution 194 (III), n'ont encore eu lieu et que la situation des réfugiés demeure donc préoccupante;

2. *Exprime ses remerciements* au Commissaire général et à tout le personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, consciente que l'Office fait tout ce qui est en son pouvoir dans les limites des ressources dont il dispose, et exprime également ses remerciements aux institutions spécialisées et aux organismes privés qui apportent une aide précieuse aux réfugiés;

3. *Constata avec regret* que la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine n'a pu trouver le moyen de faire progresser l'application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III), et prie la Commission de poursuivre ses efforts en ce sens et de lui rendre compte, selon qu'il conviendra, mais au plus tard le 1^{er} septembre 1999;

4. *Note* que le Programme de mise en œuvre de la paix de l'Office a donné des résultats importants depuis la signature de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie¹⁶, et souligne que le versement de contributions à ce programme ne doit pas se faire aux dépens du Fonds général;

5. *Se félicite* du renforcement de la coopération entre l'Office et la Banque mondiale ainsi que d'autres institutions spécialisées, et demande à l'Office de s'employer résolument à donner un nouvel élan au processus visant à instaurer la stabilité économique et sociale dans les territoires occupés;

6. *Demande instamment* à tous les États Membres de prêter aide et assistance le plus rapidement possible en vue du développement économique et social du peuple palestinien et des territoires occupés;

¹⁶ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

¹⁷ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

¹⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 13 (A/53/13)*.

7. *Constate une fois de plus avec une vive préoccupation* que la situation financière de l'Office, telle que le Commissaire général l'a exposée dans son rapport¹⁵, demeure critique;

8. *Salue* les efforts déployés par le Commissaire général pour parvenir à la transparence budgétaire et à l'efficacité interne, et exprime l'espoir qu'ils se poursuivront;

9. *Note avec une profonde inquiétude* que le problème de déficit structurel auquel se heurte l'Office laisse présager une détérioration quasi certaine des conditions de vie des réfugiés de Palestine et risque donc d'avoir des répercussions sur le processus de paix;

10. *Demande* à tous les gouvernements de faire preuve d'urgence de la plus grande générosité possible pour répondre aux besoins prévus de l'Office, prie instamment les gouvernements qui ne versent pas de contributions d'en verser régulièrement et encourage ceux qui en versent déjà à envisager d'augmenter le montant de leurs contributions régulières;

11. *Décide* de proroger le mandat de l'Office jusqu'au 30 juin 2002, sans préjudice des dispositions du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/47. Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2656 (XXV) du 7 décembre 1970, 2728 (XXV) du 15 décembre 1970, 2791 (XXVI) du 6 décembre 1971, 52/58 du 10 décembre 1997 et les résolutions antérieures sur la question,

Rappelant également sa décision 36/462 du 16 mars 1982, par laquelle elle a pris acte du rapport spécial du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient¹⁸,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail¹⁹,

Tenant compte du rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998²⁰,

Profondément préoccupée de voir persister la situation financière critique de l'Office, qui a nuit et continue de nuire

à sa capacité de fournir les services nécessaires aux réfugiés de Palestine, s'agissant notamment des programmes d'urgence,

Soulignant qu'il faut continuer de déployer des efforts extraordinaires pour maintenir, au moins à leur niveau minimal actuel, les activités de l'Office et permettre à celui-ci d'effectuer les travaux de construction essentiels,

1. *Félicite* le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient des efforts qu'il fait pour contribuer à assurer la sécurité financière de l'Office;

2. *Prend note en l'approuvant* du rapport du Groupe de travail¹⁹;

3. *Prie* le Groupe de travail de poursuivre ses efforts, en coopération avec le Secrétaire général et le Commissaire général, pour assurer le financement de l'Office pour une nouvelle période d'un an;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Groupe de travail les services et l'assistance nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/48. Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2252 (ES-V) du 4 juillet 1967 et 2341 B (XXII) du 19 décembre 1967 et toutes les résolutions pertinentes adoptées depuis lors,

Rappelant également les résolutions 237 (1967) et 259 (1968) du Conseil de sécurité, en date des 14 juin 1967 et 27 septembre 1968,

Prenant acte du rapport que le Secrétaire général lui a présenté en application de sa résolution 52/59 du 10 décembre 1997²¹,

Prenant acte également du rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998²²,

Préoccupée de voir persister les souffrances humaines engendrées par les hostilités de juin 1967 et les hostilités postérieures,

Prenant note des dispositions applicables de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, signée à Washington le 13 septembre 1993, par le

¹⁸ A/36/866 et Corr.1; voir également A/37/591.

¹⁹ A/53/569.

²⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 13 (A/53/13).

²¹ A/53/471.

²² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 13 (A/53/13).

Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine²³, concernant les modalités d'admission des personnes déplacées en 1967, et constatant avec préoccupation que le processus dont ils sont convenus n'a pas encore été mis en œuvre,

1. *Réaffirme* le droit de toutes les personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures de regagner leurs foyers ou anciens lieux de résidence dans les territoires occupés par Israël depuis 1967;

2. *Exprime l'espoir* que le retour des personnes déplacées pourra être accéléré grâce au mécanisme convenu par les parties à l'article XII de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie²³;

3. *Approuve* les efforts que fait entre-temps le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient afin de continuer à fournir toute l'aide humanitaire possible, en tant que mesure d'urgence et provisoire, aux personnes de la région qui sont actuellement déplacées et qui ont grand besoin de continuer à recevoir une assistance du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures;

4. *Adresse un appel pressant* à tous les gouvernements, ainsi qu'aux organisations et aux particuliers, pour qu'ils versent de généreuses contributions, aux fins énoncées ci-dessus, à l'Office et aux autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, après consultation avec le Commissaire général, avant sa cinquante-quatrième session, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/49. Offres par les États Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 212 (III) du 19 novembre 1948 sur l'aide aux réfugiés de Palestine,

Rappelant également ses résolutions 35/13 B du 3 novembre 1980, 36/146 H du 16 décembre 1981, 37/120 D du 16 décembre 1982, 38/83 D du 15 décembre 1983, 39/99 D du 14 décembre 1984, 40/165 D du 16 décembre 1985, 41/69 D du 3 décembre 1986, 42/69 D du 2 décembre 1987, 43/57 D du 6 décembre 1988, 44/47 D du 8 décembre 1989, 45/73 D du 11 décembre 1990, 46/46 D du 9 décembre 1991, 47/69 D du 14 décembre 1992, 48/40 D du 10 décembre 1993,

49/35 D du 9 décembre 1994, 50/28 D du 6 décembre 1995, 51/127 du 13 décembre 1996 et 52/60 du 10 décembre 1997,

Consciente qu'il y a cinq décennies que les réfugiés de Palestine ont perdu leurs foyers, leurs terres et leurs moyens de subsistance,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général²⁴,

Ayant examiné également le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998²⁵,

1. *Demande instamment* à tous les États de réserver à l'appel qu'elle a lancé dans sa résolution 32/90 F du 13 décembre 1977 et réitéré depuis dans ses résolutions sur la question un accueil qui soit à la mesure des besoins des réfugiés de Palestine en matière d'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle;

2. *Lance un appel pressant* à tous les États et aux institutions spécialisées et organisations non gouvernementales pour qu'ils augmentent les allocations spéciales pour subventions et bourses d'études qu'ils accordent aux réfugiés de Palestine, en sus de leurs contributions au budget ordinaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;

3. *Exprime ses remerciements* à tous les gouvernements et à toutes les institutions spécialisées et organisations non gouvernementales qui ont donné suite à ses résolutions sur la question;

4. *Invite* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies concernés à continuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, de fournir une assistance aux étudiants palestiniens réfugiés pour leur permettre de faire des études supérieures;

5. *Lance un appel* à tous les États, aux institutions spécialisées et à l'Université des Nations Unies pour qu'ils versent des contributions généreuses aux universités palestiniennes dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, y compris, le moment venu, l'Université de Jérusalem (Al Qods) envisagée pour les réfugiés de Palestine;

6. *Lance un appel* à tous les États, aux institutions spécialisées et aux autres organismes internationaux pour qu'ils versent des contributions en vue de la création de centres de formation professionnelle à l'intention des réfugiés de Palestine;

7. *Prie* l'Office de centraliser ces allocations spéciales pour subventions et bourses d'études, d'en assurer la garde et de les accorder à des réfugiés de Palestine remplissant les conditions voulues;

²³ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

²⁴ A/53/472.

²⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 13 (A/53/13)*.

8. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/50. Opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 194 (III) du 11 décembre 1948, 212 (III) du 19 novembre 1948, 302 (IV) du 8 décembre 1949 et toutes les résolutions pertinentes adoptées depuis lors,

Rappelant également les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Ayant examiné le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998²⁶,

Prenant note de la lettre, en date du 28 septembre 1998, adressée au Commissaire général par le Président de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, dont le texte figure dans le rapport du Commissaire général²⁷,

Ayant examiné les rapports que le Secrétaire général lui a présentés en application de ses résolutions 48/40 E²⁸, 48/40 H²⁹ et 48/40 J³⁰ du 10 décembre 1993 et 49/35 C du 9 décembre 1994³¹,

Rappelant les Articles 100, 104 et 105 de la Charte des Nations Unies et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies³²,

Affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949³³, est applicable au territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem,

Consciente qu'il y a plus de cinq décennies que les réfugiés de Palestine ont perdu leurs foyers, leurs terres et leurs moyens de subsistance,

Consciente également de la persistance des besoins des réfugiés de Palestine, que l'on constate dans tout le territoire

palestinien occupé et dans les autres zones d'opérations, à savoir le Liban, la Jordanie et la République arabe syrienne,

Consciente en outre du travail des plus utiles accompli par les fonctionnaires de l'Office s'occupant des affaires des réfugiés, qui assurent la protection du peuple palestinien, en particulier celle des réfugiés de Palestine,

Profondément préoccupée par la situation financière critique de l'Office et par ses répercussions sur la capacité de l'Office de continuer à fournir les services nécessaires aux réfugiés de Palestine, s'agissant notamment des programmes d'urgence,

Notant les travaux réalisés dans le cadre du nouveau Programme de mise en œuvre de la paix de l'Office,

Rappelant la signature à Washington, le 13 septembre 1993, par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine³⁴, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, ainsi que des accords d'application postérieurs, y compris l'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, signé à Washington le 28 septembre 1995³⁵,

Prenant note de l'accord intervenu le 24 juin 1994, qui fait l'objet d'un échange de lettres entre l'Office et l'Organisation de libération de la Palestine³⁶,

Notant l'établissement de relations de travail entre la Commission consultative de l'Office et l'Organisation de libération de la Palestine, conformément à sa décision 48/417 du 10 décembre 1993,

1. *Exprime ses remerciements* au Commissaire général et à tout le personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour leurs efforts incessants et leur remarquable travail;

2. *Exprime également ses remerciements* à la Commission consultative de l'Office et la prie de poursuivre son action et de la tenir au courant de ses activités, en ce qui concerne notamment la pleine application de sa décision 48/417;

3. *Se félicite* de l'achèvement du transfert du siège de l'Office à Gaza et de la signature de l'Accord de siège entre l'Office et l'Autorité palestinienne;

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid., p. viii.

²⁸ A/49/440.

²⁹ A/49/442.

³⁰ A/49/443.

³¹ A/50/451.

³² Résolution 22 A (I).

³³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

³⁴ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

³⁵ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

³⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 13 (A/49/13)*, annexe I.

4. *Constate* que le Gouvernement du pays d'accueil et l'Organisation de libération de la Palestine accordent leur appui à l'Office dans l'accomplissement de sa tâche;

5. *Invite* Israël, Puissance occupante, à accepter l'applicabilité *de jure* de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949³³, et à se conformer scrupuleusement à ses dispositions;

6. *Invite également* Israël à se conformer aux Articles 100, 104 et 105 de la Charte des Nations Unies et à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies³² en ce qui concerne la sécurité du personnel de l'Office, la protection de ses institutions et la sécurité de ses installations dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem;

7. *Invite une fois encore* le Gouvernement israélien à dédommager l'Office des dégâts que des actes imputables au côté israélien ont causés à ses biens et à ses installations;

8. *Prie* le Commissaire général de délivrer des cartes d'identité aux réfugiés de Palestine et à leurs descendants dans le territoire palestinien occupé;

9. *Note* que le nouveau climat résultant de la signature, par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie³⁴ et des accords d'application postérieurs a eu des conséquences majeures pour les activités de l'Office, qui est désormais appelé, en étroite coopération avec le Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, les institutions spécialisées et la Banque mondiale, à poursuivre son action en vue de faire régner une plus grande stabilité économique et sociale dans le territoire occupé;

10. *Note également* que l'action de l'Office demeure essentielle dans tous les domaines de son activité;

11. *Note en outre* le remarquable succès remporté par le Programme de mise en œuvre de la paix de l'Office;

12. *Exprime sa préoccupation* au sujet des mesures d'austérité encore en vigueur en raison de la crise financière, qui ont eu des incidences sur la qualité et le niveau de certains des services de l'Office;

13. *Prie* le Commissaire général d'envisager la possibilité de moderniser les archives de l'Office;

14. *Demande instamment* à tous les États, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales de continuer à verser leurs contributions à l'Office et de les augmenter, afin d'atténuer les difficultés financières qu'il connaît actuellement et de lui permettre de continuer à fournir aux réfugiés de Palestine l'assistance fondamentale la plus efficace possible.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/51. Revenus provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 194 (III) du 11 décembre 1948, 36/146 C du 16 décembre 1981 et toutes ses résolutions postérieures sur la question,

Prenant acte du rapport que le Secrétaire général lui a présenté en application de la résolution 52/62 en date du 10 décembre 1997³⁷,

Prenant acte également du rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine pour la période du 1^{er} septembre 1997 au 31 août 1998³⁸,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁹ et les principes du droit international consacrent le principe selon lequel nul ne peut être privé arbitrairement de ses biens personnels,

Rappelant en particulier sa résolution 394 (V) du 14 décembre 1950, dans laquelle elle a chargé la Commission de conciliation de prescrire, en consultation avec les parties concernées, des mesures pour la protection des droits, des biens et des intérêts des réfugiés arabes de Palestine,

Prenant note de l'achèvement du programme d'identification et d'évaluation des biens arabes que la Commission de conciliation a annoncé dans son vingt-deuxième rapport d'activité⁴⁰, et du fait que le Bureau foncier possédait un registre des propriétés arabes et un cadastre indiquant l'emplacement, la superficie et d'autres caractéristiques des biens arabes,

Rappelant que, dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient, l'Organisation de libération de la Palestine et le Gouvernement israélien sont convenus, dans la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie du 13 septembre 1993⁴¹, d'entreprendre des négociations sur les questions liées au statut final, dont l'importante question des réfugiés, et appelant les intéressés à entamer ces négociations,

1. *Réaffirme* que les réfugiés arabes de Palestine ont droit à leurs biens et aux revenus provenant, conformément aux principes de justice et d'équité;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre, en consultation avec la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, toutes les mesures appropriées pour protéger

³⁷ A/53/644.

³⁸ A/53/518 et Corr.1, annexe.

³⁹ Résolution 217 A (III).

⁴⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Annexes, Annexe n° 11, document A/5700.

⁴¹ A/48/486-S/26560, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993, document S/26560.

et administrer les biens, les avoirs et les droits de propriété arabes en Israël, exprime sa satisfaction pour le travail accompli afin de conserver et d'actualiser les registres existants de la Commission, et prie le Secrétaire général d'achever ce travail;

3. *Demande une fois de plus* à Israël de fournir au Secrétaire général toutes facilités et assistance pour l'application de la présente résolution;

4. *Demande* à toutes les parties concernées de communiquer au Secrétaire général tous les renseignements pertinents dont elles disposent au sujet des biens, des avoirs et des droits de propriété arabes en Israël, ce qui aiderait le Secrétaire général à appliquer la présente résolution;

5. *Engage* les parties palestinienne et israélienne à examiner, ainsi qu'elles en sont convenues, l'importante question des biens des réfugiés de Palestine et des revenus en provenant, dans le cadre des négociations du processus de paix au Moyen-Orient liées au statut final;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/52. Université de Jérusalem (Al Qods) pour les réfugiés de Palestine

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 36/146 G du 16 décembre 1981, 37/120 C du 16 décembre 1982, 38/83 K du 15 décembre 1983, 39/99 K du 14 décembre 1984, 40/165 D et K du 16 décembre 1985, 41/69 K du 3 décembre 1986, 42/69 K du 2 décembre 1987, 43/57 J du 6 décembre 1988, 44/47 J du 8 décembre 1989, 45/73 J du 11 décembre 1990, 46/46 J du 9 décembre 1991, 47/69 J du 14 décembre 1992, 48/40 I du 10 décembre 1993, 49/35 G du 9 décembre 1994, 50/28 G du 6 décembre 1995, 51/130 du 13 décembre 1996 et 52/63 du 10 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁴²,

Ayant examiné également le rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour la période du 1^{er} juillet 1997 au 30 juin 1998⁴³,

1. *Souligne* la nécessité de renforcer l'enseignement dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis le 5 juin 1967, y compris Jérusalem, et, en particulier, la nécessité de créer l'université envisagée;

2. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires à la création de l'Université de

Jérusalem (Al Qods), conformément à sa résolution 35/13 B du 3 novembre 1980, en tenant dûment compte des recommandations compatibles avec les dispositions de ladite résolution;

3. *Demande une fois de plus* à Israël, Puissance occupante, de coopérer à l'application de la présente résolution et de lever les obstacles qu'il a dressés pour empêcher la création de l'Université de Jérusalem (Al Qods);

4. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/53. Travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

L'Assemblée générale,

S'inspirant des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

S'inspirant également des principes du droit international humanitaire, en particulier de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁴⁴, ainsi que des normes internationales des droits de l'homme, en particulier de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁵ et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴⁶,

Rappelant ses propres résolutions sur la question, dont la résolution 2443 (XXIII), en date du 19 décembre 1968, ainsi que les résolutions pertinentes de la Commission des droits de l'homme,

Rappelant également les résolutions du Conseil de sécurité sur la question,

Ayant à l'esprit l'impact durable du soulèvement (Intifada) du peuple palestinien,

Convaincue que l'occupation représente en elle-même une violation fondamentale des droits de l'homme,

Ayant examiné les rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés⁴⁷ et les rapports du Secrétaire général sur la question⁴⁸,

⁴⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

⁴⁵ Résolution 217 A (III).

⁴⁶ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴⁷ Voir A/53/136 et Add.1 et A/53/661.

⁴⁸ A/53/259, A/53/260, A/53/264 et A/53/660.

⁴² A/53/551.

⁴³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 13 (A/53/13).*

Rappelant la signature à Washington, le 13 septembre 1993, par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie⁴⁹ ainsi que des accords d'application postérieurs, y compris l'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, signé à Washington le 28 septembre 1995⁵⁰,

Exprimant l'espoir que, vu les progrès du processus de paix, il sera mis un terme à l'occupation israélienne et que, par conséquent, les droits de l'homme du peuple palestinien cesseront d'être violés,

1. *Félicite* le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés des efforts qu'il a faits pour s'acquitter des tâches qu'elle lui avait confiées, ainsi que de l'objectivité dont il a fait preuve;

2. *Exige* qu'Israël collabore avec le Comité spécial dans l'exécution de son mandat;

3. *Déplore* la politique et les pratiques d'Israël qui violent les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, comme l'indiquent les rapports du Comité spécial sur la période considérée⁴⁷;

4. *Se déclare préoccupée* par la détérioration de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, par suite des pratiques et mesures israéliennes et des difficultés auxquelles se heurte le processus de paix au Moyen-Orient;

5. *Prie* le Comité spécial, en attendant qu'il soit entièrement mis fin à l'occupation israélienne, de continuer d'enquêter sur la politique et les pratiques israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, en particulier sa non-application des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁴⁴, de procéder avec le Comité international de la Croix-Rouge aux consultations voulues, conformément à son règlement, pour sauvegarder le bien-être et les droits de l'homme de la population des territoires occupés, et de présenter au Secrétaire général un rapport à ce sujet dès que possible et, par la suite, chaque fois qu'il y aura lieu;

6. *Prie également* le Comité spécial de présenter régulièrement au Secrétaire général des rapports périodiques sur la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem;

7. *Prie en outre* le Comité spécial de continuer d'enquêter sur le traitement des prisonniers dans le territoire

palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

8. *Prie* le Secrétaire général:

a) De mettre à la disposition du Comité spécial tous les moyens nécessaires pour qu'il puisse enquêter sur la politique et les pratiques israéliennes visées dans la présente résolution, y compris les moyens dont il aura besoin pour se rendre dans les territoires occupés;

b) De continuer à fournir au Comité spécial le personnel supplémentaire dont il pourra avoir besoin pour accomplir ses tâches;

c) De transmettre régulièrement aux États Membres les rapports périodiques visés au paragraphe 6 ci-dessus;

d) D'assurer la plus large diffusion possible aux rapports du Comité spécial et à ses activités et conclusions par tous les moyens dont dispose le Département de l'information du Secrétariat et, si nécessaire, de réimprimer les rapports du Comité spécial qui sont épuisés;

e) De lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'accomplissement des tâches qu'elle lui confie par la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés».

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/54. Applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions sur la question,

Ayant à l'esprit les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Ayant examiné les rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés⁵¹ et les rapports du Secrétaire général sur la question⁵²,

Considérant que l'un des buts et principes fondamentaux des Nations Unies est d'encourager le respect des obligations découlant de la Charte des Nations Unies et des autres instruments et règles du droit international,

⁴⁹ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

⁵⁰ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

⁵¹ Voir A/53/136 et Add.1 et A/53/661.

⁵² A/53/259, A/53/260, A/53/264 et A/53/660.

Notant la tenue à Genève, du 27 au 29 octobre 1998, à l'initiative de la Suisse, en sa qualité de dépositaire de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁵³, de la réunion d'experts des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève sur les problèmes généraux liés à l'application de la Convention en général, et à son application dans les territoires occupés, en particulier,

Insistant sur le fait qu'Israël, Puissance occupante, doit respecter strictement les obligations qui lui incombent en vertu du droit international,

1. *Réaffirme* que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁵³, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967;

2. *Enjoint* à Israël de reconnaître l'applicabilité *de jure* de la Convention au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par lui depuis 1967, et d'en respecter scrupuleusement les dispositions;

3. *Exhorte* tous les États parties à la Convention, agissant conformément à l'article premier commun aux quatre Conventions de Genève⁵⁴, à tout mettre en œuvre pour en faire respecter les dispositions par Israël, Puissance occupante, dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés par lui depuis 1967;

4. *Rappelle* qu'il importe d'appliquer sans délai la recommandation figurant dans ses résolutions ES-10/3 du 15 juillet 1997, ES-10/4 du 13 novembre 1997 et ES-10/5 du 17 mars 1998 concernant la convocation d'une conférence des Hautes Parties contractantes à la Convention sur les mesures à prendre pour imposer la Convention dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et la faire respecter, conformément à l'article premier commun;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/55. Les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et affirmant que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible,

Rappelant ses résolutions sur la question, y compris celles qu'elle a adoptées à sa dixième session extraordinaire

d'urgence, ainsi que les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967), en date du 22 novembre 1967, 446 (1979), en date du 22 mars 1979, 465 (1980), en date du 1^{er} mars 1980, et 497 (1981), en date du 17 décembre 1981,

Réaffirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁵⁵, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et au Golan syrien occupé,

Considérant le processus de paix au Moyen-Orient lancé à Madrid et les accords conclus entre les parties, en particulier la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, du 13 septembre 1993⁵⁶, et l'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, du 28 septembre 1995⁵⁷,

Se déclarant gravement préoccupée par la décision du Gouvernement israélien de reprendre le développement des colonies de peuplement, notamment de construire la nouvelle colonie de Djabal Abou Ghounaym, en violation du droit international humanitaire, des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et des accords conclus entre les parties,

Gravement préoccupée en particulier par la situation dangereuse créée par les actes de colons israéliens armés illégalement installés dans le territoire occupé, dont témoigne le massacre de fidèles palestiniens perpétré à Al-Khalil, le 25 février 1994, par un colon israélien,

1. *Réaffirme* que les colonies de peuplement israéliennes établies dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé sont illégales et constituent un obstacle à la paix et au développement économique et social;

2. *Demande* à Israël de reconnaître l'applicabilité *de jure* de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁵⁵, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et au Golan syrien occupé, et d'en respecter scrupuleusement les dispositions, en particulier l'article 49;

3. *Exige* l'arrêt complet de la construction de la nouvelle colonie à Djabal Abou Ghounaym et de toutes les activités israéliennes relatives aux colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé;

4. *Souligne* la nécessité d'appliquer intégralement la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité, en date du

⁵⁵ Ibid., n° 973.

⁵⁶ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

⁵⁷ A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

⁵³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

⁵⁴ Ibid., n°s 970 à 973.

18 mars 1994, dans laquelle le Conseil a notamment demandé à Israël, Puissance occupante, de continuer de prendre et d'appliquer des mesures, y compris, entre autres, la confiscation des armes, afin de prévenir des actes de violence illégaux de la part des colons israéliens, et demandé que des mesures soient prises pour garantir la sécurité et la protection des civils palestiniens dans le territoire occupé;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/56. Pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, y compris Jérusalem

L'Assemblée générale,

Rappelant ses propres résolutions sur la question, y compris celles qu'elle a adoptées à sa dixième session extraordinaire d'urgence, et celles de la Commission des droits de l'homme,

Ayant à l'esprit les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont les plus récentes sont les résolutions 904 (1994), en date du 18 mars 1994, et 1073 (1996), en date du 28 septembre 1996,

Ayant examiné les rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés⁵⁸ et les rapports du Secrétaire général⁵⁹,

Consciente de la responsabilité qui incombe à la communauté internationale de défendre les droits de l'homme et de faire respecter le droit international,

Réaffirmant le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force,

Réaffirmant également que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁶⁰, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Rappelant la signature à Washington, le 13 septembre 1993, par le Gouvernement de l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie⁶¹, ainsi que des accords d'application postérieurs, y compris l'Accord

intérimaire israélo-palestinien relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza, signé à Washington le 28 septembre 1995⁶²,

Notant le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et de la région de Jéricho, conformément aux accords conclus entre les parties, ainsi que la mise en place de l'Autorité palestinienne dans ces zones,

Notant également le redéploiement de l'armée israélienne hors de six villes de Cisjordanie,

Préoccupée par les violations persistantes par Israël, Puissance occupante, des droits de l'homme du peuple palestinien sous forme, notamment, de châtiments collectifs, de bouclage de certaines zones, d'annexion et d'établissement de colonies de peuplement, et par les mesures qu'il continue de prendre pour modifier le statut juridique, le caractère géographique et la composition démographique du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem,

Profondément préoccupée en particulier par le bouclage, par les autorités israéliennes, du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, qui empêche la libre circulation des personnes et des biens et est la cause de graves difficultés économiques et sociales, et qui est contraire à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, et aux accords conclus entre les deux parties,

Convaincue de l'effet positif, sur la sécurité et la protection du peuple palestinien, d'une présence internationale ou étrangère temporaire dans le territoire palestinien occupé,

Exprimant sa gratitude aux pays qui font partie de la Présence internationale temporaire à Hébron pour leur contribution positive,

Convaincue qu'il est impératif que les résolutions 904 (1994) et 1073 (1996) du Conseil de sécurité soient intégralement appliquées,

1. *Considère* que toutes les mesures et décisions prises par Israël, Puissance occupante, dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, qui contreviennent aux dispositions applicables de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en tant de guerre, du 12 août 1949⁶⁰, et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité sont illégales et sans valeur, et doivent être immédiatement rapportées;

2. *Exige* qu'Israël, Puissance occupante, renonce à toutes les pratiques et à tous les actes qui violent les droits de l'homme du peuple palestinien;

3. *Souligne* la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de l'ensemble du territoire palestinien occupé et de garantir la liberté de circulation des personnes et des biens dans le territoire, y compris l'élimination des restrictions à

⁵⁸ Voir A/53/136 et Add.1 et A/53/661.

⁵⁹ A/53/259, A/53/260, A/53/264 et A/53/660.

⁶⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

⁶¹ A/48/486-S/26560, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26560.

⁶² A/51/889-S/1997/357, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément d'avril, mai et juin 1997*, document S/1997/357.

l'accès au secteur oriental de Jérusalem et à la sortie de ce secteur, et la liberté de circulation entre le territoire et le monde extérieur;

4. *Demande* à Israël, Puissance occupante, d'accélérer la libération, conformément aux accords conclus, de tous les Palestiniens encore détenus ou emprisonnés arbitrairement;

5. *Demande* le plein respect par Israël, Puissance occupante, de toutes les libertés fondamentales du peuple palestinien, en attendant que les arrangements d'autonomie soient étendus au reste du territoire occupé;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/57. Le Golan syrien occupé

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés⁶³,

Profondément préoccupée de constater que le Golan syrien occupé depuis 1967 demeure sous l'occupation militaire d'Israël,

Rappelant la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité en date du 17 décembre 1981,

Rappelant également ses résolutions précédentes sur la question, dont la dernière est la résolution 52/68 en date du 10 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, présenté en application de la résolution 52/68⁶⁴,

Rappelant ses résolutions précédentes dans lesquelles elle a demandé notamment à Israël de mettre fin à son occupation des territoires arabes,

Réaffirmant une fois de plus l'illégalité de la décision qu'Israël a prise, le 14 décembre 1981, d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé, et qui a abouti à l'annexion de fait de ce territoire,

Réaffirmant que l'acquisition de territoire par la force est inadmissible aux termes du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant également que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁶⁵, est applicable au Golan syrien occupé,

Ayant à l'esprit la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité en date du 14 juin 1967,

Se félicitant qu'ait été tenue à Madrid, sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 22 octobre 1973, la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient visant à instaurer une paix juste, globale et durable, et se déclarant gravement préoccupée par le piétinement du processus de paix s'agissant des volets libanais et syrien,

1. *Demande* à Israël, Puissance occupante, d'observer les résolutions concernant le Golan syrien occupé, en particulier la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci a décidé notamment que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, et a exigé qu'Israël, Puissance occupante, rapporte sans délai cette décision;

2. *Demande également* à Israël de renoncer à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé et, en particulier, à y établir des colonies de peuplement;

3. *Considère* que toutes les mesures et décisions législatives et administratives qui ont été prises ou seront prises par Israël, Puissance occupante, pour modifier le caractère et le statut juridique du Golan syrien occupé sont nulles et non avenues, sont en violation flagrante du droit international et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁶⁵, et n'ont aucun effet juridique;

4. *Demande* à Israël de renoncer à imposer par la force aux citoyens syriens du Golan syrien occupé la nationalité israélienne et des cartes d'identité israéliennes et de renoncer à ses mesures répressives contre la population de ce territoire;

5. *Déplore* les violations par Israël de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949;

6. *Demande une fois de plus* aux États Membres de ne reconnaître aucune des mesures ou décisions législatives et administratives susmentionnées;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/58. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2006 (XIX) du 18 février 1965 et toutes ses autres résolutions sur la question,

⁶³ Voir A/53/136 et Add.1 et A/53/661.

⁶⁴ A/53/260.

⁶⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

Rappelant en particulier ses résolutions 52/69 du 10 décembre 1997 et 53/2 du 6 octobre 1998,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation⁶⁶,

Affirmant, à l'occasion du cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, que les efforts que l'Organisation des Nations Unies déploie en vue du règlement pacifique des différends, notamment en menant des opérations de maintien de la paix, sont indispensables,

Convaincue que l'Organisation doit continuer d'améliorer les moyens dont elle dispose dans le domaine du maintien de la paix et déployer ses missions de maintien de la paix de façon plus judicieuse et plus efficace,

Prenant en considération la contribution que tous les États Membres de l'Organisation apportent au maintien de la paix,

Prenant note du fait que de nombreux États Membres, notamment ceux qui fournissent des contingents, ont exprimé le vœu de contribuer aux travaux du Comité spécial des opérations de maintien de la paix,

Considérant qu'il faut continuer de préserver la qualité et d'accroître l'efficacité des travaux du Comité spécial,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix⁶⁷;

2. *Fait siennes* les propositions, recommandations et conclusions du Comité spécial qui figurent aux paragraphes 44 à 115 de son rapport;

3. *Engage* les États Membres, le Secrétariat et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies à prendre toutes les mesures nécessaires pour donner suite aux propositions, recommandations et conclusions du Comité spécial;

4. *Réaffirme* que les États Membres qui, à l'avenir, fourniront du personnel aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou participeront aux travaux du Comité spécial pendant trois années consécutives en tant qu'observateurs deviendront membres du Comité spécial, à sa session suivante, après en avoir fait la demande par écrit au Président dudit Comité;

5. *Décide* que le Comité spécial continuera, conformément à son mandat, d'étudier toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects et qu'il fera le point sur la suite donnée à ses propositions précédentes et examinera toute nouvelle proposition tendant à renforcer la capacité de l'Organisation de s'acquitter de ses responsabilités dans ce domaine;

6. *Prie* le Comité spécial de lui rendre compte de ses travaux à sa cinquante-quatrième session;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects».

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/59. Questions relatives à l'information

A

L'INFORMATION AU SERVICE DE L'HUMANITÉ

L'Assemblée générale,

Prenant acte de l'important rapport d'ensemble présenté par le Comité de l'information⁶⁸,

Prenant acte également du rapport du Secrétaire général sur les questions relatives à l'information⁶⁹,

Demande instamment que tous les pays, le système des Nations Unies dans son ensemble et toutes les parties intéressées, réaffirmant leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies, aux principes de la liberté de la presse et de la liberté de l'information et à ceux de l'indépendance, du pluralisme et de la diversité des médias, jugeant profondément préoccupantes les disparités existant entre pays développés et pays en développement et leurs conséquences de tous ordres sur l'aptitude des médias publics, privés ou autres et des particuliers des pays en développement à diffuser l'information et à faire connaître leurs vues et leurs valeurs culturelles et morales grâce à la production culturelle endogène, de même qu'à assurer la diversité des sources de l'information et le libre accès à cette dernière, et considérant dans ce contexte l'appel lancé en faveur de ce que l'on a appelé, à l'Organisation des Nations Unies et dans plusieurs instances internationales, «un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, conçu comme un processus évolutif et continu»:

a) Coopèrent et agissent de manière concertée afin d'atténuer les disparités dans la façon dont l'information circule à tous les niveaux en fournissant une assistance accrue pour développer les infrastructures et les capacités de communication dans les pays en développement, compte dûment tenu de leurs besoins et du rang de priorité que ces pays confèrent à ces domaines, de manière à leur permettre, ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres, d'élaborer librement et indépendamment leurs propres politiques d'information et de communication ainsi que de faire participer davantage les médias et les particuliers au processus de communication, et à assurer la libre circulation de l'information à tous les niveaux;

⁶⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 1 (A/53/1).

⁶⁷ A/53/127.

⁶⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 21 (A/53/21/Rev.1).

⁶⁹ A/53/509.

b) Fassent en sorte que les journalistes puissent travailler librement et efficacement, toute attaque contre leur personne étant résolument condamnée;

c) Aident à poursuivre et renforcer les programmes de formation pratique destinés aux journalistes des organes de presse, de radio et de télévision publics, privés et autres, des pays en développement;

d) Épaulent l'action régionale et les efforts de coopération que les pays en développement font conjointement et avec les pays développés pour améliorer leur capacité de communication, l'infrastructure de leurs médias et leurs techniques de communication, notamment en matière de formation et de diffusion de l'information;

e) S'efforcent de fournir aux pays en développement et à leurs médias, publics, privés ou autres, en complément de la coopération bilatérale, tout l'appui et toute l'aide possibles, compte dûment tenu de leurs intérêts et de leurs besoins dans le domaine de l'information et des mesures déjà prises par le système des Nations Unies, et notamment:

- i) De mettre en valeur les ressources humaines et techniques voulues pour améliorer les systèmes d'information et de communication des pays en développement et aider à poursuivre et renforcer des programmes de formation pratique bénéficiant d'appuis publics et privés comme il en existe déjà dans l'ensemble du monde en développement;
- ii) D'instaurer des conditions qui permettent aux pays en développement ainsi qu'à leurs médias, publics, privés ou autres, de se doter, en utilisant les ressources nationales et régionales, des techniques de communication qui répondent à leurs besoins nationaux ainsi que des éléments de programmes nécessaires, notamment pour la radiodiffusion et la télévision;
- iii) D'aider à créer et développer des réseaux de télécommunication sous-régionaux, régionaux et inter-régionaux, notamment entre pays en développement;
- iv) De faciliter, selon qu'il conviendra, l'accès des pays en développement aux techniques de communication de pointe disponibles sur le marché;

f) Appuient sans réserve le Programme international pour le développement de la communication⁷⁰ institué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui devrait soutenir les médias publics aussi bien que privés.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

⁷⁰ Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Actes de la Conférence générale, vingt et unième session, Belgrade, 23 septembre-28 octobre 1980*, vol. 1, *Résolutions*, sect. III.4, résolution 4/21.

B

POLITIQUE ET ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN MATIÈRE D'INFORMATION

L'Assemblée générale,

Rappelant sa décision de renforcer le rôle du Comité de l'information en tant que principal organe subsidiaire chargé de lui faire des recommandations touchant les activités du Département de l'information du Secrétariat,

Se félicitant que le Secrétaire général ait nommé un Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, le titulaire devant diriger le Département de l'information, et notant que le Secrétaire général souscrit à l'avis exprimé par l'Équipe spéciale sur la réorientation des activités d'information des Nations Unies dans son rapport intitulé «Optique mondiale, approches locales: une stratégie de communication pour l'Organisation des Nations Unies»⁷¹, selon lequel le volet «Information et communication» devait être au cœur de la gestion stratégique de l'Organisation,

1. *Réaffirme* les dispositions de sa résolution 13 (I) du 13 février 1946, par laquelle elle a créé le Département de l'information du Secrétariat;

2. *Demande* au Secrétaire général d'appliquer intégralement les recommandations formulées au paragraphe 2 de sa résolution 48/44 B du 10 décembre 1993 en ce qui concerne la politique et les activités des Nations Unies en matière d'information;

3. *Se déclare préoccupée* par la tendance à réduire les ressources allouées au Département de l'information, et réitère que tout changement ou toute réduction du budget doit être opéré conformément aux règles budgétaires existantes, compte tenu de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies;

4. *Demande* au Secrétaire général de continuer à exécuter intégralement tous les mandats qu'elle a définis;

5. *Prend note* du cadre conceptuel pour la réorientation des activités d'information des Nations Unies que le Secrétaire général a esquissé dans son rapport sur l'application des mesures concernant les activités d'information et de communication⁷², engage le Secrétaire général à préciser encore ses propositions de réorientation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information et de la communication, compte tenu des vues des États Membres à ce sujet, et le prie de présenter un projet détaillé sur cette question au Comité de l'information pour qu'il l'examine à sa vingt et unième session en 1999;

6. *Souligne* que la réorientation du Département de l'information devrait avoir pour effet de maintenir et d'améliorer les activités qu'il consacre aux domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en

⁷¹ A/AC.198/1997/CRP.1, annexe.

⁷² A/AC.198/1998/2.

développement et autres pays ayant des besoins spéciaux, y compris les pays en transition, et de concourir à combler le fossé existant entre pays en développement et pays développés dans le domaine crucial de l'information et de la communication;

7. *Prend note avec intérêt* des efforts déployés par le Secrétaire général pour rendre le Département de l'information mieux à même de mettre en place des antennes d'information dans les opérations de maintien de la paix et autres opérations hors Siège de l'Organisation des Nations Unies et d'en assurer le fonctionnement efficace, et prie le Secrétariat de continuer de veiller à ce que le Département soit associé à la phase de planification des futures opérations grâce à des consultations et des activités de coordination avec les autres départements organiques;

8. *Encourage* le Secrétaire général à renforcer encore, selon qu'il conviendra, les dispositifs de consultation entre le Département de l'information et les autres départements organiques du Secrétariat, en particulier ceux qui s'occupent de questions de développement;

9. *Prend note* du rapport sur l'examen des publications du Département de l'information, que le Secrétaire général a présenté au Comité de l'information à sa dix-neuvième session⁷³, et engage le Secrétaire général à ne ménager aucun effort pour assurer la production et la diffusion de toutes les grandes publications du Département dans les délais prescrits et dans toutes les langues officielles de l'Organisation;

10. *Souligne* que les publications du Département doivent répondre à un besoin précis, ne pas faire double emploi avec d'autres publications du système des Nations Unies et être produites aux moindres frais;

11. *Prie instamment* le Secrétaire général de ne ménager aucun effort pour que les publications, de même que les autres productions du Département de l'information, donnent des informations détaillées, objectives et équitables sur les questions dont l'Organisation est saisie et traduisent un souci d'indépendance, d'impartialité, d'exactitude et de totale conformité aux résolutions et décisions de l'Assemblée générale;

12. *Demande* au Secrétaire général de veiller à ce que les représentants des États Membres aient pleinement et directement accès aux réunions d'information organisées au Siège par le Bureau de son porte-parole et de faire diffuser plus largement les comptes rendus de ces réunions;

13. *Demande également* au Secrétaire général de ne rien négliger pour que toutes les informations devant être présentées aux médias soient portées en temps utile à la connaissance des délégations;

14. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'examen des publications produites par le Département de l'information dans le domaine du développement, qui a été

présenté au Comité de l'information à sa dix-neuvième session⁷⁴, et prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour mieux répondre à la nécessité de diffuser plus largement l'information relative au développement;

15. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, qui a été présenté au Comité de l'information à sa dix-neuvième session⁷⁵, et invite le Secrétaire général à poursuivre ses efforts pour faire utiliser à la Bibliothèque les technologies les plus avancées, afin que celle-ci demeure, pour les États Membres et les autres usagers, une source largement accessible d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et joue un rôle accru à cet égard;

16. *Réaffirme* l'importance que les États Membres attachent à la fonction des centres d'information des Nations Unies, qui doivent diffuser efficacement dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, et surtout dans les pays où il faudrait que l'action de l'Organisation soit mieux comprise, une information complète et détaillée sur cette action;

17. *Réaffirme également* que les centres d'information des Nations Unies jouent pour l'essentiel le rôle défini par le Comité de l'information dans son rapport sur les travaux de sa neuvième session⁷⁶;

18. *Prend note* des propositions contenues dans le rapport de l'Équipe spéciale du Secrétaire général sur la réorientation des activités d'information des Nations Unies⁷¹ en ce qui concerne les centres d'information des Nations Unies, y compris la proposition tendant à organiser un réseau de centres d'information des Nations Unies et à créer des pôles régionaux, et note que le Département de l'information examine actuellement ces propositions;

19. *Prend note également* du rapport du Secrétaire général sur les résultats de l'expérience d'intégration des centres d'information des Nations Unies aux bureaux extérieurs du Programme des Nations Unies pour le développement, qui a été présenté au Comité de l'information à sa dix-neuvième session⁷⁷;

20. *Prend note en outre* de l'observation faite par l'Équipe spéciale du Secrétaire général sur la réorientation des activités d'information des Nations Unies concernant les problèmes majeurs auxquels certains centres d'information intégrés se sont heurtés en s'acquittant de leurs fonctions d'information et de communication, et prie le Secrétaire général d'en tenir compte;

21. *Souligne* que l'opération d'intégration doit désormais être exécutée dans un souci d'économie, au cas par cas, compte tenu des vues du pays hôte et de façon que

⁷³ A/AC.198/1997/3.

⁷⁴ A/AC.198/1997/4.

⁷⁵ A/AC.198/1997/2 et Add.1.

⁷⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 21 (A/42/21)*, sect. III.D, recommandation 36.

⁷⁷ A/AC.198/1997/5.

l'intégration ne nuise pas au rôle d'information et à l'autonomie des centres d'information des Nations Unies, et prie le Secrétaire général de présenter un rapport à ce sujet au Comité de l'information à sa vingt et unième session;

22. *Souligne également* qu'il convient de revoir les cas antérieurs d'intégration de centres d'information des Nations Unies, conformément au paragraphe 87 de la section III de sa résolution 52/220 du 22 décembre 1997, en vue de rectifier la situation si nécessaire;

23. *Demande* qu'il soit tenu pleinement compte des vues des États Membres lors de l'élaboration de propositions concernant la création de pôles régionaux;

24. *Réaffirme* le rôle qui lui revient quant à l'ouverture de nouveaux centres d'information des Nations Unies, et invite le Secrétaire général à faire les recommandations qu'il pourra juger utiles touchant la création et l'emplacement de ces centres;

25. *Prend note* des informations communiquées par le Secrétaire général concernant l'allocation de ressources aux centres d'information des Nations Unies en 1995⁷⁸, et demande au Secrétaire général de continuer à étudier les moyens d'assurer une répartition rationnelle et équitable des ressources disponibles entre tous les centres d'information et de rendre compte au Comité de l'information à sa vingt et unième session;

26. *Se félicite* des mesures prises par certains États Membres pour apporter un soutien financier et matériel aux centres d'information des Nations Unies se trouvant dans leurs capitales, et invite le Secrétaire général à consulter, le cas échéant, les États Membres, par l'intermédiaire du Département de l'information, quant à la possibilité d'apporter aux centres, à titre volontaire, un soutien accru au niveau national, sachant que cet appui ne devrait pas se substituer à l'affectation de toutes les ressources financières nécessaires aux centres d'information des Nations Unies dans le budget-programme de l'Organisation;

27. *Prend note* des demandes présentées par le Gabon, la Guinée, Haïti et le Kirghizistan en ce qui concerne la création de centres ou d'antennes d'information des Nations Unies;

28. *Constate* que la coopération ne cesse de se renforcer entre le Département de l'information et l'Université de la paix, au Costa Rica, qui fait office de centre de promotion des activités de l'Organisation et de diffusion de ses documents d'information;

29. *Est fermement convaincue* que, pour diffuser largement et rapidement, avec exactitude et impartialité, des informations sur les activités de l'Organisation, les communiqués de presse de l'Organisation doivent continuer de paraître dans les deux langues de travail du Secrétariat, l'anglais et le français, et, lorsque les circonstances l'exigent, dans d'autres langues, et souligne qu'il importe que ces

communiqués de presse continuent de paraître rapidement et demeurent d'une haute qualité dans les deux langues de travail;

30. *Souligne* que la radio est l'un des médias les plus économiques dont dispose le Département de l'information, que sa portée est considérable et qu'elle constitue un instrument important au service des activités des Nations Unies dans des domaines tels que le développement et le maintien de la paix, conformément à la résolution 48/44 B de l'Assemblée générale;

31. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur la création d'une station de radiodiffusion internationale de l'Organisation des Nations Unies⁷⁹;

32. *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport sur la conception et l'ampleur du projet pilote relatif à une station de radiodiffusion internationale de l'Organisation des Nations Unies, qui sera examiné par le Comité de l'information à sa vingt et unième session en 1999;

33. *Note*, dans ce contexte, que le Département de l'information se propose de demander aux États Membres s'ils sont disposés à offrir des installations techniques pour le projet pilote et de rendre compte des résultats de ses recherches dans le rapport mentionné au paragraphe 32 ci-dessus;

34. *Se déclare favorable* à l'inclusion, dans la page d'accueil de l'Organisation des Nations Unies sur Internet, d'émissions de la Radio des Nations Unies dans toutes les langues disponibles;

35. *Souligne* qu'il demeure important que le Département de l'information recoure aux moyens traditionnels et aux médias pour diffuser l'information sur les Nations Unies, et encourage le Département de l'information à tirer pleinement parti des derniers progrès des techniques de l'information, tels qu'Internet, de façon à améliorer aux moindres frais la diffusion de cette information, en tenant compte de la diversité linguistique de l'Organisation;

36. *Se félicite* des mesures que prend le Département de l'information pour renforcer les moyens qui lui permettent de gérer et coordonner la page d'accueil de l'Organisation des Nations Unies et de communiquer les informations qui doivent y figurer;

37. *Constate avec satisfaction* que le Département de l'information exécute un programme à l'intention des journalistes de la radio et de la presse écrite de pays en développement, et demande que le programme soit encore élargi afin d'accueillir un plus grand nombre de stagiaires de ces pays ainsi que des stagiaires de pays en transition;

38. *Souligne* le travail important qu'effectue l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa collaboration avec des agences de presse et des organismes de radiodiffusion et de télévision des pays en

⁷⁸ Voir A/AC.198/1996/2.

⁷⁹ A/AC.198/1998/4.

développement, de façon à diffuser l'information sur des questions prioritaires;

39. *Prie* le Département de l'information de continuer à assurer le plus large accès possible aux visites guidées des bâtiments de l'Organisation et de veiller à ce que les expositions organisées dans les locaux ouverts au public restent aussi instructives, actuelles, pertinentes et technologiquement novatrices que possible;

40. *Prie instamment* le Département de l'information de prendre les mesures nécessaires, en fournissant des informations pertinentes et objectives, en vue de contribuer à la réalisation des principaux objectifs du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique⁸⁰;

41. *Rappelle* ses résolutions relatives aux conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, en particulier les résolutions 51/138 B du 13 décembre 1996 et 52/172 du 16 décembre 1997, et encourage le Département de l'information, en coopération avec les pays intéressés et avec les organisations et organismes pertinents du système des Nations Unies, à continuer de prendre les mesures voulues pour sensibiliser le public du monde entier aux conséquences de cette catastrophe;

42. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information à sa vingt et unième session, en 1999, et à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session, en 1999, des activités du Département de l'information et de la suite donnée aux recommandations figurant dans la présente résolution;

43. *Décide* qu'à partir de la vingt et unième session du Comité de l'information, le rapport de ce dernier sera établi par un groupe de travail à composition non limitée;

44. *Prie* le Comité de l'information de lui faire rapport à sa cinquante-quatrième session;

45. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Questions relatives à l'information».

*78^e séance plénière
3 décembre 1998*

53/60. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu

de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies⁸¹, ainsi que les mesures prises par le Comité spécial à propos de ces renseignements,

Ayant également examiné le rapport du Secrétaire général sur la question⁸²,

Rappelant sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, dans laquelle elle a prié le Comité spécial d'étudier les renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

Rappelant également sa résolution 52/71 du 10 décembre 1997, dans laquelle elle a prié le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées dans la résolution 1970 (XVIII),

Soulignant qu'il importe que les puissances administrantes communiquent en temps voulu des renseignements adéquats, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, en particulier pour l'établissement par le Secrétariat des documents de travail relatifs aux territoires concernés,

1. *Approuve* le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies⁸¹;

2. *Réaffirme* que tant qu'elle n'a pas elle-même établi qu'un territoire non autonome s'administre complètement lui-même au sens du Chapitre XI de la Charte, la puissance administrante concernée devrait continuer à communiquer des renseignements au sujet de ce territoire en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte;

3. *Prie* les puissances administrantes concernées de communiquer ou de continuer à communiquer au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle des territoires en question, dans les six mois suivant l'expiration de l'exercice administratif dans ces territoires;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que les renseignements voulus soient tirés de toutes les publications disponibles au moment où sont rédigés les documents de travail relatifs aux territoires concernés;

5. *Prie* le Comité spécial de continuer de s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées par sa résolution

⁸⁰ A/52/871-S/1998/318; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/318.

⁸¹ A/53/23 (Part IV), chap. VIII. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

⁸² A/53/263.

1970 (XVIII), conformément aux procédures établies, et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-quatrième session.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/61. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée «Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes»,

Ayant examiné le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait à cette question⁸³,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, ainsi que toutes ses autres résolutions pertinentes, en particulier sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991,

Réaffirmant l'obligation solennelle qui incombe aux puissances administrantes, en vertu de la Charte des Nations Unies, d'encourager le progrès politique, économique et social ainsi que le développement de l'instruction des habitants des territoires qu'elles administrent et de protéger les ressources humaines et naturelles de ces territoires contre les abus,

Réaffirmant également que toute activité économique ou autre qui est préjudiciable aux intérêts des peuples des territoires non autonomes et à l'exercice de leur droit à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale va à l'encontre des buts et principes énoncés dans la Charte,

Réaffirmant en outre que les ressources naturelles sont le patrimoine des peuples des territoires non autonomes, y compris des populations autochtones,

Consciente des circonstances particulières liées à la situation géographique, à la taille et aux conditions économiques de chaque territoire, et gardant à l'esprit la nécessité de promouvoir la stabilité, la diversification et le renforcement de l'économie de chaque territoire,

Sachant que les petits territoires sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement,

Sachant également que, lorsqu'ils sont réalisés en collaboration avec les peuples des territoires non autonomes et conformément à leurs vœux, les investissements économiques étrangers peuvent contribuer valablement au développement socioéconomique desdits territoires et à l'exercice de leur droit à l'autodétermination,

Préoccupée par toutes les activités qui visent à exploiter les ressources naturelles et humaines des territoires non autonomes au détriment des intérêts des habitants de ces territoires,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, le Forum du Pacifique Sud et la Communauté des Caraïbes,

1. *Réaffirme* le droit des peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et à sa résolution 1514 (XV), contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que leur droit de tirer parti de leurs ressources naturelles et d'en disposer au mieux de leurs intérêts;

2. *Affirme* l'utilité des investissements économiques étrangers réalisés en collaboration avec les peuples des territoires non autonomes et conformément à leurs vœux afin d'apporter une contribution valable au développement socioéconomique desdits territoires;

3. *Réaffirme* qu'il incombe aux puissances administrantes, en vertu de la Charte des Nations Unies, de favoriser le progrès politique, économique et social ainsi que le développement de l'instruction dans les territoires non autonomes, et réaffirme également les droits légitimes des peuples de ces territoires sur leurs ressources naturelles;

4. *Réaffirme la préoccupation* que lui inspirent toutes les activités visant à exploiter les ressources naturelles qui sont le patrimoine des peuples des territoires non autonomes, y compris des populations autochtones, des Caraïbes, du Pacifique et d'autres régions, de même que leurs ressources humaines, au détriment des intérêts de ces peuples et de façon à empêcher ceux-ci d'exercer leurs droits sur ces ressources;

5. *Affirme* la nécessité d'éviter toutes les activités économiques et autres qui sont préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes;

6. *Demande de nouveau* à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre, conformément aux dispositions pertinentes de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, des mesures législatives, administratives ou autres à l'égard de ceux de leurs ressortissants et des personnes morales relevant de leur juridiction qui possèdent ou exploitent dans les territoires non autonomes des entreprises préjudiciables aux intérêts des habitants de ces territoires, afin de mettre fin aux activités de ces entreprises;

7. *Déclare de nouveau* que l'exploitation préjudiciable et le pillage des ressources marines et autres ressources naturelles des territoires non autonomes, en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, compromettent l'intégrité et la prospérité de ces territoires;

8. *Invite* tous les gouvernements et tous les organismes des Nations Unies à prendre toutes les mesures

⁸³ A/53/23 (Part III), chap. V. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

possibles pour que la souveraineté permanente des peuples des territoires non autonomes sur leurs ressources naturelles soit pleinement respectée et sauvegardée;

9. *Prie instamment* les puissances administrantes concernées de prendre des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit inaliénable des peuples des territoires non autonomes sur leurs ressources naturelles, ainsi que leur droit d'établir et de conserver leur autorité sur l'exploitation ultérieure de ces ressources, et demande aux puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits à la propriété des peuples de ces territoires;

10. *Demande* aux puissances administrantes concernées de veiller à ce qu'il n'existe pas de conditions de travail discriminatoires dans les territoires placés sous leur administration et de favoriser, dans chaque territoire, l'application à tous les habitants sans discrimination d'un régime salarial équitable;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer, par tous les moyens dont il dispose, d'informer l'opinion publique mondiale de toute activité qui entrave l'exercice par les peuples des territoires non autonomes de leur droit à l'autodétermination conformément à la Charte et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

12. *Lance un appel* aux médias, aux syndicats et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux particuliers, pour qu'ils poursuivent leur action en faveur du progrès économique des peuples des territoires non autonomes;

13. *Décide* de suivre la situation dans les territoires non autonomes pour s'assurer que toutes les activités économiques menées dans ces territoires visent à en renforcer et en diversifier l'économie, dans l'intérêt de leurs peuples, y compris des populations autochtones, et à en promouvoir la viabilité économique et financière;

14. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de la question et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-quatrième session.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/62. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée «Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies»,

Ayant également examiné le rapport du Secrétaire général sur la question⁸⁴ et le rapport que le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a présenté sur ses consultations avec le Président du Conseil économique et social⁸⁵,

Ayant examiné en outre le chapitre du rapport du Comité spécial relatif à la question⁸⁶,

Rappelant ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960, ainsi que les résolutions du Comité spécial et les autres résolutions et décisions pertinentes, en particulier la résolution 1997/66 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1997,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et celles des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, le Forum du Pacifique Sud et la Communauté des Caraïbes,

Consciente de la nécessité de faciliter l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans sa résolution 1514 (XV),

Constatant que la grande majorité des territoires non encore autonomes sont de petits territoires insulaires,

Se félicitant de l'aide fournie aux territoires non autonomes par certaines institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement,

Soulignant que, les possibilités de développement des petits territoires insulaires non autonomes étant limitées, la planification et la réalisation d'un développement durable constituent des tâches particulièrement ardues que ces territoires auront de la peine à mener à bien sans la coopération et l'aide constantes des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies,

Soulignant également qu'il importe de réunir les ressources nécessaires pour financer des programmes plus vastes d'aide aux peuples concernés et qu'il faut, à cet effet, obtenir l'appui de tous les principaux organismes de financement du système des Nations Unies,

Réaffirmant qu'il incombe, de par leur mandat, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures appropriées, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer l'application intégrale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes,

⁸⁴ A/53/130 et Corr.1.

⁸⁵ A/AC.109/L.1880.

⁸⁶ A/53/23 (Part IV), chap. VII. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

Exprimant ses remerciements à l'Organisation de l'unité africaine, au Forum du Pacifique Sud, à la Communauté des Caraïbes et à d'autres organisations régionales, pour la coopération et l'aide constantes qu'ils apportent à ce sujet aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies,

Convaincue que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et entre ces institutions et organismes et les organisations régionales contribueraient à faciliter la formulation de programmes efficaces d'aide aux peuples concernés,

Consciente de la nécessité impérieuse de garder constamment à l'étude la suite que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies donnent aux diverses décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la décolonisation,

Tenant compte de l'extrême fragilité de l'économie des petits territoires insulaires non autonomes et de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les ouragans, les cyclones et l'élévation du niveau de la mer, et rappelant ses résolutions sur cette question,

Rappelant sa résolution 52/73 du 10 décembre 1997 sur l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies,

1. *Prend acte* du rapport que le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a présenté sur ses consultations avec le Président du Conseil économique et social⁸⁵, et fait siennes les observations et suggestions qu'il a suscitées⁸⁷;

2. *Prend également acte* du rapport du Secrétaire général⁸⁴;

3. *Recommande* que tous les États intensifient leurs efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

4. *Réaffirme* que les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies devraient continuer de s'inspirer des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies dans les efforts qu'ils font pour contribuer à l'application de la Déclaration et de toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

5. *Réaffirme également* que la reconnaissance par elle-même, par le Conseil de sécurité et par d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de la légitimité des aspi-

rations des peuples des territoires non autonomes à exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi à ces peuples de tout l'appui voulu;

6. *Exprime ses remerciements* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et prie toutes les institutions spécialisées et autres organismes d'appliquer les dispositions pertinentes de ces résolutions;

7. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales, d'examiner la situation dans chaque territoire de façon à prendre des mesures appropriées pour y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social;

8. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations régionales, de s'employer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à renforcer le soutien déjà apporté aux territoires non encore autonomes et à élaborer des programmes d'aide propres à y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social;

9. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies intéressés de fournir des informations sur:

a) Les problèmes environnementaux auxquels se heurtent les territoires non autonomes;

b) Les effets qu'ont sur ces territoires des catastrophes naturelles, telles que les ouragans et les éruptions volcaniques, et d'autres problèmes environnementaux, tels que l'érosion des plages et des côtes et la sécheresse;

c) Les moyens d'aider ces territoires à lutter contre le trafic des drogues, le blanchiment de l'argent et d'autres activités illégales et criminelles;

d) L'exploitation illégale des ressources marines des territoires et la nécessité d'utiliser lesdites ressources au profit des peuples de ces territoires;

10. *Recommande* que les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies élaborent, avec la coopération active des organisations régionales concernées, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et soumettent ces propositions à leurs organes directeurs et délibérants;

11. *Recommande également* que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies continuent d'examiner, durant les sessions ordinaires de leurs organes directeurs, l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

⁸⁷ Voir E/1998/76.

12. *Se félicite* que le Programme des Nations Unies pour le développement, poursuivant une démarche dont il a pris l'initiative, continue de s'employer à maintenir des contacts étroits avec les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et à fournir une aide aux peuples des territoires non autonomes;

13. *Encourage* les territoires non autonomes à prendre des mesures pour établir ou renforcer les institutions et politiques permettant d'assurer la planification préalable et la gestion des opérations en cas de catastrophe;

14. *Demande* aux puissances administrantes concernées de faciliter la participation de représentants nommés ou élus des territoires non autonomes aux réunions et conférences des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies portant sur des questions qui les concernent, afin que ces territoires puissent bénéficier des activités de ces institutions et organismes;

15. *Recommande* à tous les gouvernements d'intensifier leurs efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres afin d'accorder la priorité à la question de la fourniture d'une aide aux peuples des territoires non autonomes;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à élaborer des mesures appropriées pour assurer l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'aide de ces institutions et organismes, un rapport sur les mesures prises, depuis la publication de son précédent rapport, en application des résolutions pertinentes, y compris la présente;

17. *Félicite* le Conseil économique et social de ses délibérations et de sa résolution 1998/38 du 30 juillet 1998 sur la présente question, et le prie de continuer d'envisager, en consultation avec le Comité spécial, des mesures appropriées pour coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

18. *Prie* les institutions spécialisées de rendre compte périodiquement au Secrétaire général de la suite donnée à la présente résolution;

19. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la présente résolution aux organes directeurs des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour l'appliquer, et prie également le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution;

20. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question et de lui en rendre compte à sa cinquante-quatrième session.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/63. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/74 du 10 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes⁸⁸, établi en application de sa résolution 845 (IX) du 22 novembre 1954,

Consciente qu'il importe de favoriser le développement de l'instruction des habitants des territoires non autonomes,

Fermement convaincue qu'il est essentiel de continuer d'offrir des bourses et d'en augmenter le nombre afin de répondre au besoin croissant que les étudiants originaires des territoires non autonomes ont d'une aide en matière d'enseignement et de formation, et considérant que les étudiants de ces territoires devraient être encouragés à profiter de ces offres,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁸⁸;

2. *Exprime sa satisfaction* aux États Membres qui ont mis des bourses à la disposition des habitants des territoires non autonomes;

3. *Invite* tous les États à offrir ou à continuer d'offrir généreusement des moyens d'étude et de formation aux habitants des territoires qui n'ont pas encore accédé à l'autonomie ou à l'indépendance et, chaque fois que cela est possible, à fournir des fonds pour les frais de voyage des futurs étudiants;

4. *Prie instamment* les puissances administrantes de prendre des mesures efficaces pour que des renseignements sur les moyens d'étude et de formation offerts par des États soient diffusés largement et régulièrement dans les territoires qu'elles administrent et d'accorder toutes les facilités nécessaires aux étudiants qui voudraient profiter de ces offres;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution;

6. *Appelle l'attention* du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

⁸⁸ A/53/262 et Add.1.

53/64. Question du Sahara occidental

L'Assemblée générale,

Ayant examiné de manière approfondie la question du Sahara occidental,

Réaffirmant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Rappelant sa résolution 52/75 du 10 décembre 1997,

Rappelant également l'accord de principe donné le 30 août 1988 par le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Rio de Oro aux propositions du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine dans le cadre de leur mission conjointe de bons offices,

Rappelant en outre les résolutions 658 (1990) et 690 (1991) du Conseil de sécurité, en date des 27 juin 1990 et 29 avril 1991, par lesquelles le Conseil a approuvé le plan de règlement pour le Sahara occidental⁸⁹,

Rappelant toutes les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives à la question du Sahara occidental,

Réaffirmant la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple du Sahara occidental, conformément au plan de règlement,

Notant avec satisfaction l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, conformément à la proposition du Secrétaire général, et soulignant l'importance qu'elle attache au maintien du cessez-le-feu en tant que partie intégrante du plan de règlement,

Notant également avec satisfaction les accords⁹⁰ conclus entre les deux parties au cours des pourparlers privés directs qu'elles ont eus à propos de la mise en œuvre du plan de règlement, et soulignant l'importance qu'elle attache à l'exécution intégrale, équitable et scrupuleuse du plan de règlement et des accords concernant sa mise en œuvre,

Notant en outre avec satisfaction les progrès enregistrés dans la mise en œuvre du plan de règlement depuis décembre 1997,

Prenant note des résolutions 1131 (1997) et 1198 (1998) du Conseil de sécurité, en date des 29 septembre 1997 et 18 septembre 1998,

Ayant examiné le chapitre pertinent du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁹¹,

Ayant également examiné le rapport du Secrétaire général⁹²,

1. *Prend acte du rapport du Secrétaire général⁹²;*

2. *Prend de nouveau note avec satisfaction des accords⁹⁰ conclus pour mettre en œuvre le plan de règlement par le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Rio de Oro⁸⁹ au cours des pourparlers privés directs qu'ils ont eus sous les auspices de M. James Baker III, Envoyé personnel du Secrétaire général, et invite instamment les deux parties à appliquer ces accords pleinement et de bonne foi;*

3. *Rend hommage au Secrétaire général et à son Envoyé personnel pour les efforts qu'ils ont déployés pour faire conclure ces accords, et aux deux parties pour l'esprit de coopération dont elles ont fait montre, en les engageant à poursuivre leur collaboration de manière que le plan de règlement puisse être rapidement mis en œuvre;*

4. *Exhorte les deux parties à poursuivre leur collaboration avec le Secrétaire général et son Envoyé personnel, ainsi que son Représentant spécial, et à éviter toute initiative qui pourrait compromettre l'exécution du plan de règlement et des accords concernant sa mise en œuvre;*

5. *Note avec satisfaction les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre du plan de règlement, et appelle à ce propos les deux parties à une collaboration complète avec le Secrétaire général, son Envoyé personnel et son Représentant spécial dans la mise en œuvre des différentes phases du plan de règlement;*

6. *Réaffirme la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis du peuple du Sahara occidental, telle qu'elle est stipulée dans le plan de règlement;*

7. *Réaffirme également son appui aux efforts que le Secrétaire général continuera de déployer en vue de l'organisation et du contrôle par l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental, impartial et libre de toutes contraintes, conformément aux résolutions 658 (1990) et 690 (1991) du Conseil de sécurité, par lesquelles celui-ci a approuvé le plan de règlement de la question du Sahara occidental;*

⁸⁹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-cinquième année, Supplément d'avril, mai et juin 1990*, document S/21360; et *ibid.*, *quarante-sixième année, Supplément d'avril, mai et juin 1991*, document S/22464.

⁹⁰ *Ibid.*, *cinquante-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1997*, documents S/1997/742 et Add.1.

⁹¹ A/53/23 (Part V), chap. IX. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

⁹² A/53/368.

8. *Prend note* des résolutions 1131 (1997) et 1198 (1998) du Conseil de sécurité;

9. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à examiner la situation au Sahara occidental en ayant à l'esprit la mise en œuvre effective en cours du plan de règlement, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session;

10. *Invite* le Secrétaire général à lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/65. Question de la Nouvelle-Calédonie

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de la Nouvelle-Calédonie,

Ayant également examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la Nouvelle-Calédonie⁹³,

Réaffirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tel qu'il est consacré dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960,

Notant l'importance des mesures constructives que les autorités françaises continuent de prendre en Nouvelle-Calédonie, en coopération avec tous les secteurs de la société néo-calédonienne, pour favoriser le développement politique, économique et social du territoire, notamment dans les domaines de la protection de l'environnement et de la lutte contre l'abus et le trafic des drogues, afin de créer un environnement propice à son évolution pacifique vers l'autodétermination,

Notant également, dans ce contexte, l'importance d'un développement économique et social équitable ainsi que de la poursuite du dialogue entre les parties participant en Nouvelle-Calédonie à la préparation de l'acte d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie,

Se félicitant du renforcement du processus d'examen des Accords de Matignon⁹⁴, grâce à la multiplication des réunions de coordination,

Notant avec satisfaction l'intensification des relations entre la Nouvelle-Calédonie et ses voisins de la région du Pacifique Sud,

1. *Se félicite* des importants faits nouveaux intervenus en Nouvelle-Calédonie, dont témoigne la signature de l'Accord de Nouméa, en date du 5 mai 1998, par les représentants de la Nouvelle-Calédonie et du Gouvernement français⁹⁵;

2. *Prend note* des dispositions de l'Accord de Nouméa visant à mieux prendre en compte l'identité kanake dans l'organisation politique et sociale de la Nouvelle-Calédonie ainsi que des dispositions de l'Accord ayant trait au contrôle de l'immigration et à la protection de l'emploi local;

3. *Prend note également* des dispositions de l'Accord de Nouméa aux termes desquelles la Nouvelle-Calédonie pourra devenir membre de certaines organisations internationales ou associée à celles-ci en fonction de leurs statuts, telles que les organisations internationales du Pacifique, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale du Travail;

4. *Prend note en outre* de l'accord conclu entre les signataires de l'Accord de Nouméa selon lequel le cheminement vers l'émancipation sera porté à l'attention de l'Organisation des Nations Unies;

5. *Invite* la Puissance administrante à envisager d'inviter en Nouvelle-Calédonie, au moment où les nouvelles institutions seront mises en place, une mission d'information qui pourrait comprendre des représentants de pays de la région du Pacifique;

6. *Demande* à la Puissance administrante de communiquer des éléments d'information concernant la situation politique, économique et sociale de la Nouvelle-Calédonie au Secrétaire général;

7. *Engage* toutes les parties concernées, dans l'intérêt de tous les Néo-Calédoniens et de manière à exploiter les résultats positifs de l'examen à mi-parcours des Accords de Matignon et de Nouméa, à poursuivre leur dialogue dans un esprit d'harmonie;

8. *Invite* toutes les parties concernées à continuer de promouvoir un environnement propice à l'évolution pacifique du territoire vers un acte d'autodétermination où toutes les options seraient ouvertes et qui garantirait les droits de tous les Néo-Calédoniens conformément à la lettre et à l'esprit des Accords de Matignon et de Nouméa, qui partent du principe que c'est aux populations de Nouvelle-Calédonie qu'il appartient de choisir la manière de prendre en main leur destin;

9. *Se félicite* des mesures qui ont été prises pour renforcer et diversifier l'économie néo-calédonienne dans tous

⁹³ A/53/23 (Part V), chap. IX. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

⁹⁴ Voir A/AC.109/1000, par. 9 à 14.

⁹⁵ A/AC.109/2114, annexe.

les secteurs, et encourage toutes les mesures dans ce sens qui seraient conformes à l'esprit des Accords de Matignon et de Nouméa;

10. *Se félicite également* de l'importance qu'attachent les parties aux Accords de Matignon et de Nouméa à l'accélération des progrès dans les domaines du logement, de l'emploi, de la formation, de l'éducation et des soins de santé en Nouvelle-Calédonie;

11. *Reconnaît* la contribution apportée par le Centre culturel mélanésien à la protection de la culture autochtone de la Nouvelle-Calédonie;

12. *Note* les initiatives constructives prises pour protéger le milieu naturel de la Nouvelle-Calédonie, notamment l'opération «Zonéco» dont l'objet est de dresser une carte des ressources marines à l'intérieur de la zone économique de la Nouvelle-Calédonie et de les évaluer;

13. *Est consciente* des liens étroits qui unissent la Nouvelle-Calédonie et les peuples du Pacifique Sud et des mesures constructives prises par les autorités françaises et territoriales pour faciliter le développement de ces liens, notamment resserrer les relations avec les pays membres du Forum du Pacifique Sud;

14. *Se félicite*, en particulier, à cet égard, des visites de haut niveau que des délégations de pays de la région du Pacifique continuent de faire en Nouvelle-Calédonie et de celles que des délégations néo-calédoniennes continuent de faire dans les pays membres du Forum du Pacifique Sud;

15. *Décide* de maintenir constamment à l'étude le processus se déroulant en Nouvelle-Calédonie par suite de la signature de l'Accord de Nouméa;

16. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa cinquante-quatrième session.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/66. Question des Tokélaou

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question des Tokélaou,

Ayant également examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux portant sur la question des Tokélaou⁹⁶,

Rappelant la déclaration solennelle sur le statut futur des Tokélaou, dont a donné lecture l'*Ulu-o-Tokelau* (autorité suprême des Tokélaou) le 30 juillet 1994, selon laquelle la question de l'acte d'autodétermination du territoire est en cours d'examen, de même qu'une constitution prévoyant l'autonomie des Tokélaou, et que le peuple tokélaouan donne actuellement la préférence à un statut de libre association avec la Nouvelle-Zélande,

Rappelant également sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies touchant ces territoires, en particulier la résolution 52/77 de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1997,

Rappelant en outre que l'accent était mis dans la déclaration solennelle sur les dispositions du statut de libre association avec la Nouvelle-Zélande souhaité par les Tokélaouans, notamment sur le fait que le type d'aide que les Tokélaou pourraient continuer de recevoir de la Nouvelle-Zélande afin de promouvoir non seulement leurs intérêts extérieurs, mais aussi le bien-être de leur population, serait clairement arrêté dans ce nouveau statut,

Notant avec satisfaction que la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, continue de faire preuve d'une coopération exemplaire dans le cadre des travaux du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux portant sur la question des Tokélaou et qu'elle est disposée à autoriser l'accès du territoire aux missions de visite des Nations Unies,

Notant également avec satisfaction que la Nouvelle-Zélande et les institutions spécialisées et d'autres organismes du système des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Union internationale des télécommunications, collaborent au développement des Tokélaou,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue aux Tokélaou en 1994,

Notant que, en tant que petit territoire insulaire, les Tokélaou sont représentatives de la situation que connaissent la plupart des territoires non autonomes restants,

Notant également que dans la mesure où elles offrent un exemple de décolonisation réussie, les Tokélaou revêtent une plus grande importance pour l'Organisation des Nations Unies au moment où celle-ci s'efforce d'achever son œuvre de décolonisation,

1. *Note* que les Tokélaou demeurent foncièrement attachées à l'acquisition de leur autonomie et à la promulgation d'un acte d'autodétermination qui les doterait d'un statut conforme aux options concernant le statut futur des territoires non autonomes énumérées dans le texte du principe VI de l'annexe à la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1960;

⁹⁶ A/53/23 (Part VII), chap. XI. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

2. *Note également* le souhait exprimé par les Tokélaou de s'acheminer à leur propre rythme vers un acte d'autodétermination;

3. *Félicite* les Tokélaou de chercher à définir leur propre développement constitutionnel en tenant compte des particularités de leurs traditions et de leur environnement;

4. *Félicite également* les Tokélaou de leurs initiatives et des efforts qu'elles déploient pour établir, sur la base d'une large consultation de la population, une véritable «chambre des Tokélaou», reconnaissant le rôle du village en tant qu'élément fondamental de la société tokélaouane et la nécessité de continuer à renforcer les bases de l'autonomie nationale;

5. *Constate* que les Tokélaouans s'intéressent à des questions de portée plus vaste relevant de l'administration publique et notamment qu'ils s'efforcent de définir clairement les responsabilités au sein des administrations nationales et locales;

6. *Prend note* du désir exprimé par les Tokélaouans, en consultation avec le Gouvernement néo-zélandais, d'assumer la responsabilité de la fonction publique aux Tokélaou, et de la volonté du Gouvernement néo-zélandais de procéder aux réformes législatives nécessaires, montrant ainsi qu'il a déjà bien avancé sur la voie du transfert de ce secteur de l'administration, qui concerne les intérêts de l'ensemble des Tokélaouans;

7. *Reconnaît* la nécessité de donner de nouvelles assurances aux Tokélaou, les ressources locales n'étant pas suffisantes pour faire face à la dimension matérielle de l'autodétermination, et l'obligation à laquelle restent tenus les partenaires extérieurs des Tokélaou de les aider à concilier au mieux leur volonté d'autosuffisance et leur besoin d'aide extérieure;

8. *Accueille avec satisfaction* les assurances données par le Gouvernement néo-zélandais qu'il honorera ses obligations envers l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les Tokélaou et respectera les vœux librement exprimés du peuple tokélaouan pour ce qui est de son statut futur;

9. *Invite* la Puissance administrante et les organismes des Nations Unies à continuer d'apporter leur concours au développement social et économique des Tokélaou;

10. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de continuer à examiner la question et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

53/67. Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines

A

SITUATION GÉNÉRALE

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines, ci-après dénommées «les territoires»,

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁹⁷,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à ces territoires, en particulier les résolutions que l'Assemblée générale a adoptées à sa cinquante-deuxième session au sujet des différents territoires visés par la présente résolution,

Consciente que les particularités et les aspirations des peuples des territoires exigent que des modalités d'autodétermination souples, pratiques et novatrices soient adoptées, sans préjudice de la superficie du territoire, de sa situation géographique, de l'importance de sa population ou de ses ressources naturelles,

Rappelant sa résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960, contenant les principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, leur est applicable ou non,

Se déclarant préoccupée de constater que, trente-huit ans après l'adoption de la Déclaration, il reste un certain nombre de territoires non autonomes,

Reconnaissant les progrès notables réalisés par la communauté internationale dans l'élimination du colonialisme conformément à la Déclaration, et consciente qu'il importe de continuer d'appliquer effectivement celle-ci, compte tenu de l'objectif que s'est fixé l'Organisation des Nations Unies d'éliminer le colonialisme d'ici l'an 2000,

Notant l'évolution constitutionnelle positive intervenue dans certains territoires non autonomes, au sujet de laquelle le Comité spécial a reçu des renseignements, tout en convenant

⁹⁷ A/53/23 (Part VI), chap. X, et A/53/23 (Part VIII), chap. XII. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 23*.

qu'il importe de prendre en compte les vœux exprimés par les populations des territoires en faveur de l'autodétermination, conformément à la pratique de la Charte,

Considérant que, dans le processus de décolonisation, il n'y a pas d'autre option que d'appliquer le principe de l'autodétermination tel qu'elle l'a énoncé dans ses résolutions 1514 (XV), 1541 (XV) et d'autres résolutions,

Accueillant avec satisfaction la position déclarée du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord selon laquelle il continue de prendre au sérieux l'obligation que lui fait la Charte d'instaurer l'autonomie dans les territoires dépendants et, en coopération avec les autorités locales élues, de veiller à ce que leurs structures constitutionnelles continuent à répondre aux vœux de la population, ainsi que l'importance qu'il accorde au fait que c'est aux peuples des territoires qu'il appartient en dernier ressort de décider de leur statut futur,

Accueillant également avec satisfaction la position déclarée du Gouvernement des États-Unis d'Amérique selon laquelle il appuie pleinement les principes de la décolonisation et prend au sérieux l'obligation que lui fait la Charte de favoriser dans toute la mesure possible la prospérité des habitants des territoires placés sous l'administration des États-Unis,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières de chacun de ces territoires, et tenant compte de la nécessité d'accroître leur stabilité économique et de diversifier et renforcer davantage leur économie, à titre prioritaire,

Consciente également de la vulnérabilité particulière des petits territoires aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement,

Sachant qu'il est utile, à la fois pour les territoires et pour le Comité spécial, que des représentants nommés ou élus des territoires participent aux travaux du Comité spécial,

Convaincue que les vœux et aspirations des populations des territoires devraient continuer d'orienter l'évolution du statut politique futur de ceux-ci et que des référendums, des élections libres et régulières et autres formes de consultation populaire sont importants pour connaître ces vœux et aspirations,

Convaincue également qu'il ne saurait être question de mener des négociations en vue de déterminer le statut d'un territoire sans y associer activement la population de ce territoire,

Constatant que toutes les formules possibles d'autodétermination des territoires sont valables dès lors qu'elles répondent aux vœux librement exprimés des populations concernées et qu'elles sont conformes aux principes clairement définis dans les résolutions 1514 (XV), 1541 (XV) et d'autres résolutions de l'Assemblée générale,

Sachant que l'envoi de missions de visite des Nations Unies constitue un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires, et estimant qu'il convient de maintenir à l'étude

la possibilité d'y envoyer d'autres missions en temps opportun et en consultation avec les puissances administrantes,

Notant que le Comité spécial a organisé à Nadi (Fidji), du 16 au 18 juin 1998, un séminaire régional pour le Pacifique chargé d'entendre les vues des représentants des territoires ainsi que celles des gouvernements et des organisations de la région touchant la situation politique, économique et sociale dans les territoires,

Sachant que, pour que le Comité spécial comprenne mieux la situation politique des populations des territoires et pour qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat, il importe qu'il soit tenu informé par les puissances administrantes et qu'il reçoive des renseignements d'autres sources appropriées, y compris les représentants des territoires, en ce qui concerne les vœux et aspirations des peuples des territoires,

Sachant également, à ce propos, que le Comité spécial considère que l'organisation de séminaires régionaux dans la région des Caraïbes et la région du Pacifique et au Siège, ou en tout autre lieu, avec la participation active de représentants des territoires non autonomes, est pour lui un bon moyen de s'acquitter de son mandat, tout en reconnaissant la nécessité de revoir le rôle de ces séminaires dans le cadre d'un programme de l'Organisation des Nations Unies visant à établir le statut politique des territoires,

Sachant en outre que certains territoires n'ont pas reçu de missions de visite des Nations Unies depuis longtemps, et que certains autres n'en ont jamais reçu,

Notant avec satisfaction la contribution apportée au développement de certains des territoires par les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que par des organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable des populations des territoires à l'autodétermination, y compris, si elles le souhaitent, à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. *Réaffirme également* que c'est en fin de compte aux populations des territoires elles-mêmes qu'il appartient de déterminer librement leur statut politique futur conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et demande à cet égard aux puissances administrantes, en coopération avec les gouvernements des territoires, de faciliter l'exécution de programmes d'éducation politique dans les territoires afin de faire prendre conscience aux populations de leur droit à l'autodétermination, compte tenu des différents statuts politiques légitimes, y compris ceux qui sont définis dans la résolution 1541 (XV);

3. *Demande* aux puissances administrantes de communiquer au Secrétaire général les renseignements visés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et d'autres rensei-

gnements et rapports rendant compte de la situation actuelle, notamment des vœux et aspirations des populations des territoires concernant leur statut politique futur, exprimés dans le cadre de référendums libres et réguliers et d'autres formes de consultation populaire, ainsi que des résultats de tout autre processus démocratique et conforme à la pratique de la Charte qui atteste la volonté exprimée clairement, librement et en connaissance de cause des populations de modifier le statut actuel des territoires;

4. *Souligne* qu'il importe que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux soit informé des vues et des aspirations des populations des territoires et comprenne mieux leur situation;

5. *Réaffirme* que l'envoi de missions de visite des Nations Unies dans les territoires, en temps opportun et en consultation avec les puissances administrantes, constitue un moyen efficace de connaître la situation dans les territoires, et prie les puissances administrantes et les représentants élus des populations des territoires d'aider le Comité spécial dans ce domaine;

6. *Réaffirme également* qu'aux termes de la Charte il incombe aux puissances administrantes de promouvoir le développement économique et social et de préserver l'identité culturelle des territoires, et recommande que la priorité continue d'être donnée, en consultation avec les gouvernements des territoires intéressés, au renforcement et à la diversification de leur économie;

7. *Prie* les puissances administrantes de prendre, en consultation avec les populations concernées, toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement des territoires placés sous leur administration et pour le préserver de toute dégradation, et demande aux institutions spécialisées compétentes de continuer à surveiller l'état de l'environnement dans ces territoires;

8. *Demande* aux puissances administrantes de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec les gouvernements des territoires, pour faire face aux problèmes liés au trafic des drogues, au blanchiment de l'argent et autres délits;

9. *Souligne* que l'élimination du colonialisme d'ici l'an 2000 exige la coopération constructive et entière de toutes les parties concernées;

10. *Prend note* des situations particulières qui règnent dans les territoires concernés et y encourage l'évolution politique vers l'autodétermination;

11. *Exhorte* les États Membres à participer aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour que le monde du XXI^e siècle soit libéré du colonialisme, et les engage à continuer d'appuyer sans réserve l'action que mène le Comité spécial pour réaliser ce noble objectif;

12. *Invite* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à prendre ou à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le progrès économique et social des territoires;

13. *Prie* le Comité spécial de continuer à examiner la question des petits territoires et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport à ce sujet, y compris des recommandations sur les moyens d'aider les populations des territoires à exercer leur droit à l'autodétermination.

78^e séance plénière
3 décembre 1998

B

SITUATION DANS LES DIFFÉRENTS TERRITOIRES

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

I. Samoa américaines

Prenant note du rapport de la Puissance administrante dans lequel celle-ci indique que la plupart des dirigeants des Samoa américaines se déclarent satisfaits des relations actuelles entre le territoire et les États-Unis d'Amérique,

Notant avec intérêt la déclaration que le Gouverneur des Samoa américaines a faite lors du séminaire régional pour le Pacifique, organisé à Nadi (Fidji) du 16 au 18 juin 1998, et les renseignements qu'il a fournis à cette occasion concernant la situation politique et économique dans les Samoa américaines⁹⁸,

Constatant que le gouvernement du territoire continue de se heurter à de graves problèmes financiers, budgétaires et de contrôle interne, et que le déficit et la situation financière du territoire sont aggravés par la forte demande de services publics émanant d'une population en augmentation rapide, l'étroitesse de la base économique et de l'assiette de l'impôt, et les récentes catastrophes naturelles,

Notant que le territoire, à l'instar d'autres communautés isolées disposant de fonds limités, continue de manquer d'installations médicales adéquates et d'autres équipements indispensables,

Consciente des efforts que déploie le gouvernement du territoire pour maîtriser et réduire les dépenses, tout en maintenant son programme d'expansion et de diversification de l'économie locale,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Invite* la Puissance administrante à continuer, en coopération avec le gouvernement du territoire, de promouvoir le développement économique et social du territoire, notamment en prenant des mesures en vue de reconstituer les capacités de gestion financière et de permettre au

⁹⁸ Voir A/AC.109/2121, par. 28.

gouvernement du territoire de mieux s'acquitter de ses autres fonctions;

3. *Note avec satisfaction* que le Gouverneur des Samoa américaines a invité le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux à envoyer une mission de visite dans le territoire;

II. Anguilla

Consciente de la volonté du Gouvernement d'Anguilla et de la Puissance administrante de mener une nouvelle politique de dialogue et de partenariat plus étroits dans le cadre du plan de développement du territoire pour 1993-1997,

Constatant que le Gouvernement d'Anguilla poursuit son action en vue de faire du territoire un centre financier extraterritorial viable et dûment réglementé pour les investisseurs, en adoptant des lois modernes relatives aux sociétés d'investissement et autres, ainsi qu'une législation sur les partenariats et les assurances, et en informatisant l'enregistrement des sociétés,

Notant que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire doivent continuer à coopérer pour lutter contre les problèmes du trafic des drogues et du blanchiment de l'argent,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Invite* la Puissance administrante et tous les États, organisations et organismes des Nations Unies à continuer d'aider le territoire dans le domaine du développement économique et social;

III. Bermudes

Notant les résultats du référendum sur l'indépendance qui s'est déroulé le 16 août 1995,

Ayant à l'esprit les points de vue divergents des partis politiques du territoire sur la question du statut futur du territoire,

Notant les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le racisme et le projet visant à créer une commission de l'unité et de l'égalité raciale,

Notant également la fermeture des bases et installations militaires étrangères dans le territoire,

Prenant en considération la déclaration que le Ministre des finances a faite en octobre 1995 au sujet du transfert de ces terrains aux fins de projets de développement,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général

informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Engage* la Puissance administrante à poursuivre ses programmes de développement économique et social du territoire;

3. *Demande* à la Puissance administrante d'élaborer, en consultation avec le gouvernement du territoire, des programmes visant expressément à atténuer les effets de la fermeture des bases et installations militaires américaines sur l'économie, la société et l'environnement du territoire;

IV. Îles Vierges britanniques

Notant la conclusion du processus de révision de la Constitution du territoire et l'entrée en vigueur de la Constitution amendée, et notant également les résultats des élections générales tenues le 20 février 1995,

Notant également qu'il ressort de la révision de la Constitution menée en 1993-1994 que l'indépendance doit avoir pour préalable un référendum permettant à la population d'exprimer ses vœux conformément à la Constitution,

Notant en outre que le Ministre principal des îles Vierges britanniques a déclaré en 1995 que le territoire était prêt à évoluer, sur les plans constitutionnel et politique, vers une pleine autonomie interne, à laquelle la Puissance administrante devait concourir en transférant progressivement ses pouvoirs aux représentants élus du territoire,

Constatant que le territoire est en passe de devenir l'un des principaux centres financiers extraterritoriaux du monde,

Notant que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire doivent continuer à coopérer pour lutter contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Invite* la Puissance administrante, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies ainsi que toutes les institutions financières à continuer d'apporter leur concours au développement socioéconomique et à la mise en valeur des ressources humaines du territoire, compte tenu de la vulnérabilité de celui-ci face aux facteurs externes;

V. Îles Caïmanes

Notant que la révision de la Constitution menée en 1992-1993 a fait ressortir que la population des îles Caïmanes souhaitait maintenir en l'état les relations existant avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et conserver le statut actuel du territoire,

Sachant que le territoire a l'un des revenus par habitant les plus élevés de la région, jouit d'un climat politique stable et ne connaît pratiquement pas de chômage,

Notant que le gouvernement du territoire s'emploie à appliquer une politique de recrutement de personnel local visant à développer la participation des autochtones à la prise de décisions,

Notant avec préoccupation la vulnérabilité du territoire face au trafic des drogues, au blanchiment de l'argent et aux activités connexes,

Notant les mesures prises par les autorités pour s'attaquer à ces problèmes,

Constatant que le territoire est devenu l'un des principaux centres financiers extraterritoriaux du monde,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Demande* à la Puissance administrante, aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, de continuer à fournir au gouvernement du territoire tous les services d'experts nécessaires pour lui permettre de réaliser ses objectifs socioéconomiques;

3. *Engage* la Puissance administrante et le gouvernement du territoire à poursuivre leur coopération en vue de lutter contre les problèmes liés au blanchiment de l'argent, aux transferts illicites de fonds et autres délits connexes et contre le trafic des drogues;

4. *Prie* la Puissance administrante, agissant en consultation avec le gouvernement du territoire, de continuer à faciliter l'expansion du programme en cours qui vise à offrir des emplois aux autochtones, en particulier aux postes de commande;

VI. Guam

Rappelant que, lors d'un référendum tenu en 1987, les électeurs guamiens régulièrement enregistrés sur les listes électorales avaient approuvé un projet de loi portant constitution d'un État libre associé de Guam, qui devait placer les relations entre le territoire et la Puissance administrante dans une perspective nouvelle, prévoyant une plus grande autonomie interne de Guam et reconnaissant le droit du peuple chamorro de Guam à l'autodétermination pour le territoire,

Rappelant également sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à ces territoires, en particulier les résolutions 52/77 A et B de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1997,

Rappelant en outre que les représentants élus et les organisations non gouvernementales du territoire ont demandé que Guam ne soit pas retirée de la liste des territoires non autonomes dont s'occupe le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur

l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, jusqu'à ce que le peuple chamorro puisse s'autodéterminer et compte tenu de ses droits et intérêts légitimes,

Consciente que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire poursuivent leurs négociations sur le projet de loi portant constitution d'un État libre associé de Guam ainsi que sur le statut futur du territoire, l'accent étant mis sur la question de l'évolution des relations entre les États-Unis d'Amérique et Guam,

Sachant que la Puissance administrante poursuit son programme de transfert des terres fédérales qu'elle n'utilise pas au Gouvernement guamien,

Notant que les habitants du territoire ont demandé qu'une réforme soit apportée au programme de la Puissance administrante visant le transfert complet, inconditionnel et rapide de terres à la population de Guam,

Consciente que l'immigration à Guam a fait des Chamorros autochtones une minorité sur leur terre d'origine,

Considérant que la pêche commerciale et l'agriculture ainsi que d'autres activités viables offrent la possibilité de diversifier et de développer l'économie de Guam,

Notant qu'il est proposé de fermer et de redéployer quatre installations de la marine des États-Unis à Guam et demandé de transformer, pendant une période de transition, certaines des installations fermées en entreprises commerciales,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies a été envoyée dans le territoire en 1979, et prenant note de la recommandation formulée lors du séminaire régional pour le Pacifique, de 1996, tendant à envoyer une mission de visite à Guam⁹⁹,

Prenant note avec intérêt des déclarations que les représentants du territoire ont faites et des informations qu'ils ont communiquées sur la situation politique et économique de Guam lors du séminaire régional pour le Pacifique, qui s'est tenu à Nadi (Fidji) du 16 au 18 juin 1998¹⁰⁰,

1. *Invite* la Puissance administrante à travailler avec la Commission guamienne de décolonisation en faveur de l'exercice par le peuple chamorro du droit à l'autodétermination, afin de faciliter la décolonisation de Guam, et à tenir le Secrétaire général informé des progrès réalisés à cette fin;

2. *Invite également* la Puissance administrante à tenir compte de la volonté exprimée par le peuple chamorro, sanctionnée par la population guamienne, encourage la Puissance administrante et le gouvernement du territoire de Guam à poursuivre les négociations sur cette question, et prie la Puissance administrante d'informer le Secrétaire général des progrès réalisés à cette fin;

⁹⁹ Voir A/AC.109/2058, par. 33 (20).

¹⁰⁰ Voir A/AC.109/2121, par. 23.

3. *Prie* la Puissance administrante de continuer à aider le gouvernement élu du territoire à réaliser ses objectifs politiques, économiques et sociaux;

4. *Prie également* la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, de continuer à transférer des terres aux habitants du territoire;

5. *Prie en outre* la Puissance administrante de continuer à reconnaître et respecter les droits politiques et l'identité culturelle et ethnique du peuple chamorro de Guam, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des préoccupations du gouvernement du territoire concernant la question de l'immigration;

6. *Prie* la Puissance administrante de collaborer à la mise en place de programmes visant expressément à promouvoir le développement d'activités économiques et d'entreprises viables, en notant le rôle spécial du peuple chamorro dans le développement de Guam;

7. *Prie également* la Puissance administrante de continuer d'appuyer les mesures prises par le gouvernement du territoire pour encourager le développement de la pêche commerciale et de l'agriculture, ainsi que celui d'autres activités viables;

8. *Prie* le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de la question du territoire non autonome de Guam et de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session;

VII. Montserrat

Prenant note avec intérêt des déclarations que les représentants élus du territoire ont faites lors du séminaire régional pour les Caraïbes, organisé à St. John's (Antigua-et-Barbuda) du 21 au 23 mai 1997, et des informations qu'ils ont fournies à cette occasion sur la situation politique et économique de Montserrat¹⁰¹,

Prenant note de la déclaration que le Ministre principal de Montserrat a faite le 22 mai 1998 à l'occasion de la Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme¹⁰²,

Notant que la dernière mission de visite remonte à 1982,

Prenant note du fonctionnement du processus démocratique à Montserrat, ainsi que de la tenue d'élections générales dans le territoire en novembre 1996,

Notant que le Ministre principal aurait exprimé sa préférence pour une indépendance s'inscrivant dans le cadre d'une union politique avec l'Organisation des États des

Caraïbes orientales et affirmé que l'objectif de l'autosuffisance primait sur celui de l'indépendance,

Notant avec préoccupation les terribles conséquences d'une éruption volcanique, qui a contraint d'évacuer les trois quarts des habitants vers des secteurs de l'île où ils seraient en sécurité mais aussi hors du territoire, notamment à Antigua-et-Barbuda et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et dont continue de se ressentir l'économie de l'île,

Notant que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire n'épargnent aucun effort pour faire face à la situation d'urgence créée par l'éruption volcanique et qu'ils mettent en œuvre toute une série de mesures d'intervention pour les secteurs privé et public à Montserrat,

Notant également les mesures coordonnées prises par le Programme des Nations Unies pour le développement pour faire face à la situation et l'aide fournie par l'équipe de gestion des catastrophes de l'Organisation des Nations Unies,

Constatant avec une profonde préoccupation qu'un grand nombre d'habitants du territoire continuent de vivre dans des abris du fait de l'activité volcanique,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Invite* la Puissance administrante, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations régionales et autres à continuer de fournir une aide d'urgence au territoire pour atténuer les effets de l'éruption volcanique;

VIII. Pitcairn

Notant la situation particulière dans laquelle se trouve Pitcairn de par sa population et sa superficie,

Se félicitant de la poursuite du développement économique et social du territoire, de l'amélioration de ses communications avec le monde extérieur ainsi que du plan de gestion adopté en matière de protection de l'environnement,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Prie également* la Puissance administrante de continuer à contribuer à l'amélioration de la situation de la population du territoire dans les domaines économique, social, éducatif et autres;

IX. Sainte-Hélène

Tenant compte du caractère unique de Sainte-Hélène, de sa population et de ses ressources naturelles,

¹⁰¹ Voir A/AC.109/2089, par. 27.

¹⁰² Voir A/AC.109/SR.1486.

Sachant que le Conseil législatif de Sainte-Hélène a demandé à la Puissance administrante de procéder à une révision de la Constitution du territoire,

Se félicitant de la création d'une Commission d'enquête chargée d'examiner la Constitution actuelle et de faire rapport à ce sujet, comme suite à la demande du Conseil législatif de Sainte-Hélène tendant à ce que la Puissance administrante procède à une révision de la Constitution du territoire,

Sachant que le gouvernement du territoire a créé en 1995 l'Agence de développement pour promouvoir le développement de l'île par le biais des entreprises commerciales privées,

Consciente des efforts que la Puissance administrante et les autorités du territoire déploient pour améliorer la situation socioéconomique de la population de Sainte-Hélène, notamment dans le domaine de la production alimentaire et de la poursuite des négociations visant à permettre à des vols commerciaux affrétés d'accéder à l'île de l'Ascension,

Notant avec préoccupation le problème que pose l'augmentation du chômage dans l'île et prenant note de l'initiative commune prise par la Puissance administrante et le gouvernement du territoire pour y remédier,

1. *Note* que la Puissance administrante a pris acte de diverses déclarations faites au sujet de la Constitution par des membres du Conseil législatif de Sainte-Hélène et qu'elle est prête à les examiner plus avant avec la population de Sainte-Hélène, et note également que l'Association parlementaire du Commonwealth a récemment envoyé une délégation chargée d'étudier la Constitution et son application avec le Conseil législatif;

2. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

3. *Prie* la Puissance administrante et les organisations régionales et internationales compétentes de continuer à soutenir l'action menée par le gouvernement du territoire en faveur du développement socioéconomique de Sainte-Hélène;

X. Îles Turques et Caïques

Prenant note avec intérêt des déclarations que le Ministre du Gouvernement et membre de la législature représentant l'opposition du territoire a faites lors du séminaire régional pour les Caraïbes, organisé à St. John's (Antigua-et-Barbuda) du 21 au 23 mai 1997, et des informations qu'il a fournies à cette occasion sur la situation politique et économique des îles Turques et Caïques¹⁰³,

Notant l'action entreprise par le gouvernement du territoire pour renforcer la gestion financière du secteur public, y compris pour accroître les recettes,

Constatant avec préoccupation que le territoire est vulnérable au trafic des drogues et autres activités connexes, et que l'immigration illégale lui pose des problèmes,

Notant que la Puissance administrante et le gouvernement du territoire doivent poursuivre leur coopération pour faire barrage au trafic des drogues et au blanchiment de l'argent,

1. *Prie* la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Invite* la Puissance administrante à tenir pleinement compte des vœux et intérêts du Gouvernement et de la population des îles Turques et Caïques pour ce qui est de la gestion des affaires publiques du territoire;

3. *Engage* la Puissance administrante et les organisations régionales et internationales compétentes à continuer de contribuer à l'amélioration de la situation de la population du territoire dans les domaines économique, social, éducatif et autres;

4. *Demande* à la Puissance administrante et au gouvernement du territoire de continuer de coopérer en vue de faire face aux problèmes liés au blanchiment de l'argent, aux transferts illicites de fonds et autres délits connexes, ainsi qu'au trafic des drogues;

XI. Îles Vierges américaines

Prenant note avec intérêt de la déclaration que le représentant du Gouverneur du territoire a faite lors du séminaire régional pour le Pacifique, organisé à Nadi (Fidji) du 16 au 18 juin 1998, et des informations qu'il a fournies à cette occasion¹⁰⁴,

Notant que des élections générales ont eu lieu en novembre 1994,

Notant également que 27,5 p. 100 des électeurs ont participé au référendum sur le statut politique du territoire organisé le 11 octobre 1993 et que 80,4 p. 100 des votants ont appuyé les arrangements en vigueur concernant le statut du territoire conclus avec les États-Unis d'Amérique, la question du statut restant en suspens,

Notant en outre que le gouvernement du territoire continue de souhaiter que le territoire soit admis, en qualité de membre associé, à l'Organisation des États des Caraïbes

¹⁰³ Voir A/AC.109/2089, par. 29.

¹⁰⁴ Voir A/AC.109/2121, par. 26.

orientales et, en qualité d'observateur, à la Communauté des Caraïbes et à l'Association des États des Caraïbes,

Notant la nécessité de diversifier davantage l'économie du territoire,

Se félicitant de l'achèvement des discussions entre le gouvernement du territoire et la Puissance administrante concernant la question de Water Island,

Notant que le gouvernement du territoire s'emploie à promouvoir celui-ci en tant que centre de services financiers extraterritorial,

Notant avec satisfaction que le territoire souhaite participer pleinement aux travaux du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1977,

1. *Demande* à la Puissance administrante, compte tenu des vues exprimées par la population du territoire dans le

cadre d'un processus démocratique, de tenir le Secrétaire général informé des vœux et aspirations de la population pour ce qui est de son statut politique futur;

2. *Prie* la Puissance administrante de continuer d'aider le gouvernement du territoire à atteindre les buts qu'il s'est fixés dans les domaines politique, économique et social;

3. *Prie également* la Puissance administrante de faciliter, selon qu'il conviendra, la participation du territoire aux travaux de divers organismes, notamment de l'Organisation des États des Caraïbes orientales et de la Communauté des Caraïbes;

4. *Se félicite* de l'achèvement des négociations entre la Puissance administrante et le gouvernement du territoire sur la question de Water Island.

*78^e séance plénière
3 décembre 1998*

IV. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/169	Rôle de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance	166
53/170	Commerce international et développement	167
53/171	Situation en matière de transit dans les États sans littoral d'Asie centrale et les pays en développement de transit qui sont leurs voisins	170
53/172	La crise financière et son impact sur la croissance et le développement, en particulier dans les pays en développement	172
53/173	Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental	174
53/174	Produits de base	175
53/175	Renforcement de la coopération internationale en vue de résoudre durablement le problème de la dette extérieure des pays en développement	176
53/176	Lutte contre la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales	180
53/177	Coopération pour le développement industriel	181
53/178	Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement	182
53/179	Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale	183
53/180	Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat	184
53/181	Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat	185
53/182	Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés	186
53/183	Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	186
53/184	Développement culturel	187
53/185	Coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño	188
53/186	Arrangements institutionnels internationaux relatifs à l'environnement et au développement ..	189
53/187	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement	189
53/188	Mise en œuvre et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et des résultats de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale	190
53/189	Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement	191

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/190	Convention sur la diversité biologique	193
53/191	Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique	195
53/192	Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	196
53/193	Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu en 2001 pour mesurer le degré de réalisation des buts du Sommet mondial pour les enfants	201
53/194	Université des Nations Unies	201
53/195	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	203
53/196	Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles	204
53/197	Année internationale du microcrédit (2005)	204
53/198	Activités au titre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté	205
53/199	Proclamation d'années internationales	208
53/200	Proclamation de 2002 Année internationale de l'écotourisme	208
53/201	Administration publique et développement	208

53/169. Rôle de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies en ce qui concerne en particulier le rôle de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir la coopération économique et sociale internationale, notamment la recherche de solutions aux problèmes qui se posent au niveau international dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Consciente des problèmes soulevés et des possibilités offertes par la mondialisation et l'interdépendance,

Constatant avec préoccupation que l'instabilité des flux de capitaux à court terme et l'accentuation des inégalités de revenus à l'intérieur des pays et entre eux, en particulier, font courir à un grand nombre de pays en développement de graves risques de marginalisation par rapport au processus de mondialisation, y compris dans les secteurs financier et commercial, et aggravent la vulnérabilité des pays en développement qui s'intègrent à l'économie mondiale,

Ayant à l'esprit que, dans le cadre du processus de libéralisation des échanges, les marges que retirent des préférences commerciales les pays en développement, en particulier les pays en développement les moins avancés et les petits États insulaires en développement, diminuent et que les pays doivent prendre des mesures, en se conformant, s'il y a lieu, aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, pour enrayer cette diminution et la contrebalancer,

Considérant que la mondialisation et l'interdépendance ont, par le renforcement des flux commerciaux et de capitaux et les progrès technologiques, ouvert de nouvelles perspectives à la croissance de l'économie mondiale, au développement et à l'amélioration des niveaux de vie partout dans le monde,

Affirmant qu'il importe de mettre en chantier un large éventail de réformes en vue de créer un système financier international renforcé,

Soulignant qu'il importe de promouvoir l'intégration des pays en développement à l'économie mondiale pour leur permettre de tirer parti au maximum des possibilités commerciales offertes par la mondialisation et la libéralisation,

Affirmant que l'assistance technique est également essentielle pour permettre aux pays en développement de tirer parti du climat commercial international,

Soulignant qu'il importe de réduire d'urgence les répercussions négatives de la mondialisation et de l'interdépendance de façon à réaliser les objectifs synergiques de l'élimination de la pauvreté et du développement,

Rappelant que l'Organisation des Nations Unies est particulièrement bien placée, en tant qu'instance universelle,

pour réaliser une coopération internationale permettant de relever les défis du développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance,

Soulignant que le système des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer pour ce qui est de favoriser la cohérence, la complémentarité et la coordination des questions économiques et de développement qui se posent au niveau mondial,

Considérant qu'il importe que tous les pays élaborent au niveau national des mesures permettant de faire face aux défis de la mondialisation, en particulier en s'employant à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et sociales rationnelles, constatant qu'il importe que la communauté internationale appuie les efforts déployés, en particulier par les pays les moins avancés, pour améliorer leurs capacités institutionnelles et administratives, et considérant également que tous les pays doivent appliquer des politiques propices à la croissance économique et à la promotion d'un climat économique mondial favorable,

Rappelant les décisions de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Midrand (Afrique du Sud)¹, qui fournissent un cadre important pour promouvoir le partenariat au service de la croissance et du développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance,

Notant la réunion spéciale de haut niveau entre le Conseil économique et social et les institutions de Bretton Woods, qui s'est tenue le 18 avril 1998, ainsi que le communiqué ministériel adopté par le Conseil économique et social lors du débat de haut niveau qu'il a consacré, à sa session de fond de 1998, à l'ouverture des marchés²,

Rappelant le vœu, largement partagé à l'occasion du dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale, qui s'est tenu les 17 et 18 septembre 1998 dans le cadre de la relance de la concertation sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat, de voir se poursuivre les discussions en vue d'élaborer des moyens cohérents et efficaces d'exploiter les possibilités offertes par la mondialisation et l'interdépendance et d'en relever les défis,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique³, dans lequel il a analysé notamment ce qui empêche l'économie des pays africains de participer pleinement à la mondialisation,

¹ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, neuvième session, Midrand (République sud-africaine), 27 avril-11 mai 1996, Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.II.D.4), première partie, sect.A.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 (A/53/3)*, chap. IV, par. 5.

³ A/52/871-S/1998/318; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/318.

1. *Réaffirme* que l'Organisation des Nations Unies a un rôle central à jouer s'agissant de promouvoir la coopération internationale pour le développement et de donner des directives sur les questions liées au développement mondial, en particulier dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance;

2. *Souligne de nouveau* qu'il importe de tenir compte des besoins des pays en développement, en particulier des besoins spéciaux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, dans le contexte de la mondialisation, et engage la communauté internationale, notamment l'Organisation mondiale du commerce, à continuer d'accorder aux pays en développement, y compris aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement, des conditions plus préférentielles;

3. *Salue* les efforts déployés par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Centre du commerce international pour aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, à remédier à leurs problèmes particuliers dans le cadre de la mondialisation de l'économie, en particulier par le biais d'une assistance technologique dans les domaines du commerce, de l'élaboration des politiques, de l'amélioration de l'efficacité commerciale, ainsi que des politiques liées aux services et du commerce des services, en particulier du commerce électronique;

4. *Souligne* qu'il importe de reconnaître et de s'employer à régler les problèmes économiques particuliers des pays en transition en vue de les aider à recueillir les bienfaits de la mondialisation de façon qu'ils puissent s'intégrer pleinement à l'économie mondiale;

5. *Souligne également* qu'il importe que tous les pays en développement continuent de recueillir tous les bienfaits de la mondialisation et qu'ils soient moins vulnérables aux répercussions négatives de la mondialisation et de l'interdépendance;

6. *Considère* que des efforts concertés devraient être déployés, par une coopération accrue et une coordination renforcée entre toutes les instances et institutions compétentes, pour réduire le plus possible les répercussions négatives et maximiser les avantages de la mondialisation et de l'interdépendance pour les pays en développement;

7. *Souligne* qu'il importe, au niveau national, de poursuivre l'application de politiques macroéconomiques rationnelles et de mettre en place les cadres institutionnels et réglementaires et de valoriser les ressources humaines appropriées;

8. *Souligne avec insistance* l'importance d'un climat propice à l'investissement, en particulier l'investissement étranger direct, de l'ouverture des marchés, de la bonne gouvernance, de l'augmentation du volume et de l'efficacité de l'aide publique au développement, du règlement de la question de l'endettement insoutenable, en particulier par des mesures de conversion de la dette, de la souplesse dans la gestion de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de

l'appui à la coopération et à l'intégration régionales, qui sont les questions à traiter en priorité pour réaliser un développement durable dans tous les pays d'Afrique et encourager la participation de tous ces pays à l'économie mondiale, comme l'a recommandé le Secrétaire général dans son rapport³;

9. *Souligne* qu'il importe de poursuivre le dialogue constructif que les pays développés et les pays en développement ont engagé dans les instances appropriées sur les questions touchant le renforcement et la réforme du système financier international;

10. *Considère* qu'il importe de chercher d'urgence ensemble, au niveau international, les moyens de réduire les répercussions négatives de la mondialisation et de l'interdépendance, compte tenu de la vulnérabilité, des préoccupations et des besoins particuliers des pays en développement;

11. *Invite* le Conseil économique et social et les institutions de Bretton Woods à examiner également, dans leur réunion spéciale de haut niveau, en 1999, les moyens d'optimiser les avantages et de réduire le plus possible les répercussions négatives de la mondialisation et de l'interdépendance, en particulier sur les pays en développement;

12. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et en consultation avec les organisations compétentes, en particulier l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les commissions régionales, un rapport analytique à présenter à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session, dans lequel il examinera les questions interdépendantes en vue de faire mieux comprendre la mondialisation et fera des recommandations, notamment, sur les points suivants:

a) Le rôle de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance;

b) La promotion de la cohérence, de la complémentarité et de la coordination des questions économiques et de développement qui se posent au niveau mondial, en vue d'optimiser les avantages et de réduire les répercussions négatives de la mondialisation et de l'interdépendance;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Mondialisation et interdépendance».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/170. Commerce international et développement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 50/95 et 50/98 du 20 décembre 1995, 51/167 du 16 décembre 1996 et 52/182 du 18 décembre 1997, ainsi que les accords internationaux

pertinents concernant le commerce, la croissance économique, le développement et des questions apparentées,

Prenant note avec satisfaction du communiqué ministériel sur la question intitulée «Accès aux marchés: faits nouveaux intervenus depuis le Cycle d'Uruguay, incidences, perspectives et problèmes, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés, dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation», que le Conseil économique et social a adopté le 8 juillet 1998⁴,

Réaffirmant les conclusions de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Midrand (Afrique du Sud)⁵, qui fournissent le cadre d'un partenariat pour la croissance et le développement,

Soulignant qu'un environnement économique et financier international favorable et propice ainsi qu'un climat positif pour les investissements sont nécessaires pour la croissance de l'économie mondiale, y compris la création d'emplois, en particulier pour la croissance et le développement des pays en développement, et soulignant également que chaque pays est responsable de ses propres politiques économiques en faveur du développement durable,

Prenant acte du rapport du Conseil du commerce et du développement sur les travaux de sa quarante-cinquième session⁶,

Notant que la deuxième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce s'est tenue à Genève du 18 au 20 mai 1998,

1. *Reconnaît* l'importance de l'essor du commerce international, véritable moteur de la croissance et du développement, et la nécessité d'intégrer rapidement et complètement les pays en développement et les pays en transition au système commercial international, sans ignorer les possibilités et les difficultés qui vont de pair avec la mondialisation et la libéralisation et en tenant compte des circonstances particulières de chaque pays, en particulier les intérêts commerciaux et les besoins en matière de développement des pays en développement;

2. *S'engage de nouveau* à maintenir et à renforcer un système commercial multilatéral ouvert, réglementé, équitable, sûr, non discriminatoire, transparent et prévisible, qui contribue au progrès économique et social de tous les pays et de tous les peuples en encourageant la libéralisation et

l'essor du commerce, l'emploi et la stabilité, et en donnant un cadre à la conduite des relations commerciales internationales;

3. *Déplore* toute tentative visant à éluder ou à saper, au moyen d'actions unilatérales non conformes aux règles et réglementations du commerce international, y compris celles qui ont été convenues au cours des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, les procédures du commerce international convenues au plan multilatéral pour la conduite du commerce international;

4. *Réaffirme* le rôle joué par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en tant qu'organisme de coordination au sein du système des Nations Unies pour l'examen intégré des questions touchant le développement et des questions connexes dans les domaines du commerce, des ressources financières, de la technologie, de l'investissement et du développement durable;

5. *Prie* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de continuer, sur la base des conclusions de sa neuvième session, à déterminer et à analyser les incidences sur le développement des questions ayant trait aux investissements, en tenant compte des intérêts des pays en développement et en ayant à l'esprit les travaux menés par d'autres organismes;

6. *Note avec satisfaction* que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a invité les secrétaires exécutifs des commissions régionales des Nations Unies à participer aux discussions du Conseil du commerce et du développement, et encourage la continuation de cette pratique;

7. *Note* l'importance et les applications croissantes du commerce électronique dans le domaine du commerce international et, dans ce contexte, se félicite du sommet sur le thème «Partenaires pour le développement» organisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Lyon (France) du 9 au 12 novembre 1998, et prie instamment la Conférence, agissant en coopération avec les autres organes pertinents du système des Nations Unies, de continuer à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, et, à cet égard, note également les besoins des pays en transition;

8. *Réaffirme* qu'il importe de continuer à libéraliser les échanges dans les pays développés et les pays en développement, notamment dans les secteurs qui présentent un intérêt pour le commerce d'exportation des pays en développement, en prenant entre autres les mesures énoncées ci-après:

a) Réduction sensible des tarifs douaniers, abaissement des crêtes tarifaires et suppression de la progressivité des droits;

b) Élimination des politiques faussant les échanges, des pratiques protectionnistes et des barrières non tarifaires dans les relations commerciales internationales;

c) Contrôle multilatéral effectif du recours à l'imposition de droits antidumping, de droits compensateurs,

⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3* (A/53/3), chap. IV, par. 5.

⁵ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, neuvième session, Midrand (République sud-africaine), 27 avril-11 mai 1996, Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.II.D.4), première partie, sect. A.

⁶ A/53/15 (Partie IV). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 15*.

de normes phytosanitaires et techniques de façon à garantir que ces mesures respectent les règlements et obligations multilatéraux et soient conformes avec ces règlements et obligations, et à faire en sorte qu'ils ne soient pas appliqués à des fins protectionnistes;

d) Amélioration et reconduction, par les pays donneurs de préférences, de leurs Systèmes généralisés de préférences en vue d'intégrer les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, dans le système commercial international, et recherche de moyens qui permettent d'améliorer l'utilisation desdits Systèmes; et, dans ce contexte, réitère ses principes initiaux, à savoir la non-discrimination, l'universalité, le partage des charges et la non-réciprocité;

9. *Réitère* que la communauté internationale a l'obligation morale de mettre un terme à la marginalisation des pays les moins avancés et d'en annuler les effets ainsi que de promouvoir l'intégration rapide de ces pays dans l'économie mondiale et, comme il est indiqué dans le communiqué ministériel sur l'accès aux marchés adopté par le Conseil économique et social le 8 juillet 1998⁴, que tous les pays devraient collaborer afin d'améliorer l'accès aux marchés des exportations des pays les moins avancés dans le cadre de l'appui à leurs efforts de renforcement des capacités; se félicite des initiatives prises par l'Organisation mondiale du commerce en coopération avec d'autres organismes afin de mettre en œuvre le Plan d'action pour les pays les moins avancés adopté à sa première Conférence ministérielle, tenue à Singapour du 9 au 13 décembre 1996, y compris grâce au suivi effectif de la Réunion de haut niveau sur des mesures intégrées pour le développement du commerce des pays les moins avancés, tenue à Genève les 27 et 28 octobre 1997; reconnaît que l'application complète du Plan d'action requiert de nouveaux progrès vers l'importation en franchise des produits des pays les moins avancés, et invite les organisations internationales pertinentes à fournir une assistance technique accrue pour aider ces pays à renforcer leurs capacités de production de manière à les aider à tirer tout le parti possible des débouchés créés par la mondialisation et la libéralisation;

10. *Souligne* qu'il faut d'urgence faciliter l'intégration des pays africains dans l'économie mondiale et, dans ce contexte, accueille avec satisfaction le programme concret pour le développement de l'Afrique proposé par le Secrétaire général dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique⁷ et fait sien l'appel contenu dans le communiqué ministériel, qui encourage la poursuite des efforts visant à ouvrir plus largement les marchés aux produits qui présentent un intérêt pour les pays africains et à renforcer le soutien des initiatives de diversification et de renforcement des capacités de production de ces pays et, à cet égard, prie la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de continuer à contribuer à la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

dans les années 90⁸, en tenant compte des conclusions concertées que le Conseil du commerce et du développement a adoptées à sa quarante-cinquième session⁹;

11. *Souligne également* qu'il faut accorder une attention particulière, dans le cadre de la coopération internationale sur les questions de commerce et de développement, à la mise en application des nombreux engagements internationaux concernant le développement destinés à faire face aux besoins et problèmes spéciaux de développement des petits pays insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, et tenir compte du fait que les pays en développement qui fournissent des services de transit ont besoin d'un soutien approprié pour entretenir et améliorer leur infrastructure de transit;

12. *Réaffirme* qu'il importe que tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce appliquent effectivement les dispositions de l'Acte final énonçant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay¹⁰, compte tenu des intérêts spécifiques des pays en développement de manière à optimiser la croissance économique et les avantages pour le développement de tous les pays et également de la nécessité d'appliquer rigoureusement les dispositions particulières des accords commerciaux multilatéraux et décisions ministérielles connexes en faveur des pays en développement, y compris le régime spécial et préférentiel, et invite instamment les gouvernements et les organisations internationales compétentes à appliquer effectivement la Décision ministérielle relative aux mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires¹⁰;

13. *Réaffirme également* qu'il importe de maintenir la tendance à une libéralisation accrue des échanges, s'agissant en particulier des produits qui présentent un intérêt pour les pays en développement, et de la prendre en compte dans les travaux préalables à la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce; les nouvelles mesures de libéralisation devraient être suffisamment vastes pour tenir compte de toute la gamme d'intérêts et de préoccupations des membres de l'Organisation, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce; dans ce contexte, invite la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à apporter un appui analytique et une assistance technique aux pays en développement pour qu'ils puissent participer efficacement aux négociations commerciales multilatérales et élaborer un programme concret pour les négociations commerciales à venir;

⁸ Résolution 46/151, annexe, sect. II.

⁹ A/53/15 (Partie IV), chap. I, sect. E, conclusions concertées 454 (XLV). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 15*.

¹⁰ Voir *Instruments juridiques reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay faits à Marrakech le 15 avril 1994* (publication du secrétariat du GATT, numéro de vente: GATT/1994-7).

⁷ A/52/871-S/1998/318; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998*, document S/1998/318.

14. *Note avec satisfaction* que le Conseil du commerce et du développement a amorcé à sa quarante-cinquième session les préparatifs de fond de la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui se tiendra à Bangkok en 2000, en vue d'arrêter l'ordre du jour de la Conférence à sa dix-neuvième réunion directive avant le 31 décembre 1998, et considère que la dixième session sera pour les organismes des Nations Unies et la communauté internationale une excellente occasion de mener une réflexion collective sur le développement;

15. *Souligne* qu'il importe de renforcer le système commercial international pour qu'il parvienne à une plus grande universalité et d'accélérer le processus qui vise à permettre aux pays en développement et aux pays en transition d'entrer à l'Organisation mondiale du commerce, qu'il faut que les gouvernements des pays qui sont membres de ladite organisation et les organisations internationales compétentes prêtent une assistance aux pays qui ne le sont pas afin de les aider à le devenir rapidement, avec les droits et les obligations que cela entraîne, et qu'il faut que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation mondiale du commerce leur fournissent une assistance technique en ce sens dans le cadre de leurs mandats respectifs, afin de concourir à leur intégration rapide et complète dans le système commercial multilatéral;

16. *Souligne* la nécessité de mesures plus efficaces pour compenser les effets de la crise financière sur le système commercial international et les perspectives de croissance des pays en développement et des pays touchés par la crise, en soulignant également qu'il est essentiel, pour surmonter cette crise, de garder tous les marchés ouverts et de maintenir l'expansion du commerce mondial et, dans ce contexte, récuse le recours à toute forme de protectionnisme; à une plus grande échelle, il faut introduire une plus grande cohérence entre les objectifs de développement convenus par la communauté internationale et le fonctionnement du système commercial et financier international et, dans ce contexte, lance un appel en faveur d'une étroite coopération entre les organismes des Nations Unies et les institutions commerciales et financières multilatérales;

17. *Reconnaît* l'importance d'une intégration économique régionale ouverte dans la création de nouvelles possibilités de développement du commerce et des investissements, souligne qu'il importe de suivre, s'il y a lieu, dans les initiatives en ce sens, les règles de l'Organisation mondiale du commerce et, ayant à l'esprit la primauté du système commercial multilatéral, affirme que les accords commerciaux régionaux devraient être tournés vers l'extérieur et favorables au système multilatéral d'échanges;

18. *Réaffirme* que, conformément aux principes énoncés dans l'Action 21¹¹ et dans la Déclaration de Rio sur

l'environnement et le développement¹², les gouvernements devraient avoir pour objectif de faire en sorte que la politique commerciale et la politique environnementale soient complémentaires dans l'optique d'un développement durable; à cet égard, les politiques et les mesures de protection de l'environnement susceptibles d'avoir une incidence sur le commerce ne devraient pas être utilisées à des fins protectionnistes, et encourage la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à poursuivre ses travaux sur le commerce, l'environnement et le développement;

19. *Souligne fermement* la nécessité de fournir une assistance technique aux pays en développement afin de leur permettre de tirer le meilleur parti possible du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce, sur la base de règles et réglementations mutuellement convenues et, dans ce contexte, souligne l'importance de permettre à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de fournir dans ce domaine une assistance technique aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés et aux petits pays insulaires en développement, et se félicite de sa collaboration, dans les travaux qu'elle entreprend, avec les organismes compétents des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque des règlements internationaux et d'autres organisations compétentes;

20. *Souligne* que le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce est un élément décisif, qu'il s'agisse de l'intégrité et de la crédibilité du système commercial multilatéral ou de l'obtention de tous les avantages escomptés de la conclusion des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay;

21. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en coopération avec le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution, de l'évolution du système commercial multilatéral et de la suite donnée au communiqué ministériel relatif à l'accès aux marchés que le Conseil économique et social a adopté le 8 juillet 1998.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/171. Situation en matière de transit dans les États sans littoral d'Asie centrale et les pays en développement de transit qui sont leurs voisins

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/169 et 48/170 du 21 décembre 1993, 49/102 du 19 décembre 1994 et 51/168 du 16 décembre 1996,

¹¹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

¹² Ibid., annexe I.

Rappelant également le Cadre mondial de coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit et la communauté de donateurs¹³ et les autres instruments juridiques internationaux pertinents,

Constatant que les efforts de développement socioéconomique que déploient les États sans littoral d'Asie centrale qui cherchent à s'implanter sur les marchés mondiaux en se dotant d'un système de transit multinational sont gênés par l'absence d'accès territorial à la mer, l'éloignement et l'isolement par rapport aux marchés mondiaux et le manque de moyens de transport adéquats dans les pays en développement de transit qui sont leurs voisins, en raison de problèmes économiques,

Réaffirmant que les pays de transit, dans l'exercice de leur entière souveraineté sur leur territoire, sont en droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les droits et facilités accordés aux pays sans littoral ne portent aucunement atteinte à leurs intérêts légitimes,

Appuyant l'action que les États en développement sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance et les pays en développement de transit qui sont leurs voisins mènent actuellement, par le biais d'arrangements multilatéraux, bilatéraux et régionaux appropriés, pour résoudre les problèmes que pose la création d'une infrastructure de transit viable dans la région,

Prenant acte du rapport que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a établi sur la situation en matière de transit des États sans littoral d'Asie centrale et des pays de transit qui sont leurs voisins¹⁴, et considérant que les problèmes de transit que connaissent les pays de la région d'Asie centrale doivent être replacés dans le contexte des changements économiques et des problèmes qu'ils posent, en particulier leur impact sur le commerce international et intrarégional des pays concernés,

Sachant que, pour être efficace, toute stratégie de transport en transit des États en développement sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance et des pays en développement de transit qui sont leurs voisins devrait comprendre des mesures visant à résoudre à la fois les problèmes inhérents à l'utilisation des itinéraires de transit existants et ceux liés à la mise en place rapide et au bon fonctionnement de nouveaux itinéraires de rechange, et se félicitant, dans ce contexte, du renforcement de la coopération entre les États sans littoral et tous les pays intéressés,

Notant qu'un certain nombre de faits nouveaux importants sont intervenus aux niveaux sous-régional et régional, notamment la signature par les États membres de l'Organisation de coopération économique à Almaty (Kazakhstan), le 9 mai 1998, d'un accord-cadre sur le transport en transit, la signature, le 26 mars 1998, par les

chefs d'État du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique de la Déclaration de Tachkent, relative au Programme spécial des Nations Unies pour l'économie des pays d'Asie centrale¹⁵, la mise en œuvre du programme élargi relatif au couloir Europe-Caucase-Asie et la signature, le 8 septembre 1998, de la Déclaration de Bakou¹⁶,

Soulignant de nouveau qu'il importe de renforcer les mesures d'appui internationales en vue de mieux résoudre les problèmes des États en développement sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance et des pays en développement de transit qui sont leurs voisins,

1. *Note avec satisfaction* que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement contribue à améliorer l'efficacité du système de transport en transit dans les États sans littoral d'Asie centrale et les pays en développement de transit qui sont leurs voisins;

2. *Invite* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les gouvernements intéressés, agissant en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique pour l'Europe et les organisations régionales et internationales compétentes, conformément aux priorités approuvées en matière de programmes et dans la limite des ressources financières disponibles, à continuer d'élaborer un programme visant à améliorer, sur le plan de l'efficacité, la situation actuelle en matière de transit dans les États en développement sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance et dans les pays en développement de transit qui sont leurs voisins;

3. *Invite également* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à fournir, en étroite coopération avec les commissions économiques régionales agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs et dans les limites des ressources disponibles, et avec les organisations internationales compétentes, une assistance technique et des services consultatifs aux États sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance et aux pays en développement de transit qui sont leurs voisins, en tenant compte des accords de transit existants;

4. *Invite* les pays donateurs et les institutions multilatérales de financement et de développement, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs, à continuer d'apporter aux États en développement sans littoral d'Asie centrale ayant récemment accédé à l'indépendance et aux pays en développement de transit qui sont leurs voisins une aide financière et une assistance technique appropriées en vue d'améliorer leur situation en matière de transit, s'agissant notamment de la construction, de l'entretien et de l'amélioration de leurs moyens de transport et d'entreposage

¹³ TD/B/42(1)/11-TD/B/LDC/AC.1/7, annexe I.

¹⁴ A/53/331, annexe.

¹⁵ A/53/96, annexe II.

¹⁶ A/C.2/53/4, annexe.

et autres installations de transit et de l'amélioration des communications;

5. *Demande* aux organismes des Nations Unies de continuer d'étudier, en vue de l'application de la présente résolution, les moyens qui permettraient de favoriser l'adoption de dispositions de coopération plus efficaces entre les États sans littoral d'Asie centrale et les pays en développement de transit qui sont leurs voisins et d'encourager la communauté des donateurs à jouer un rôle de soutien plus actif;

6. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, agissant en étroite coopération avec les commissions régionales, d'établir un rapport sur l'application de la présente résolution et de le lui présenter à sa cinquante-cinquième session.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/172. La crise financière et son impact sur la croissance et le développement, en particulier dans les pays en développement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 52/180 du 18 décembre 1997 sur les flux financiers mondiaux et leur incidence sur les pays en développement ainsi que le contenu du communiqué ministériel relatif à l'accès aux marchés, adopté par le Conseil économique et social le 8 juillet 1998¹⁷,

Réaffirmant également que, dans le contexte de l'intégration financière mondiale, les flux financiers mondiaux représentent pour les gouvernements, les institutions financières multilatérales et la communauté internationale tout entière des défis nouveaux et des possibilités nouvelles, et qu'ils doivent constituer un thème très important de la concertation entre les organismes des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods,

Consciente du rôle crucial du financement pour favoriser le développement économique des pays en développement et de la nécessité de mobiliser des ressources financières suffisantes aux fins du développement,

Constatant les avantages de l'intégration croissante des marchés mondiaux et le rôle important des mouvements de capitaux pour le développement économique et le bien-être social,

Profondément inquiète de la tendance globale à la diminution de l'aide publique au développement, qui représente un apport extérieur appréciable pour le financement du développement et un moyen important d'appuyer les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, dans leurs efforts visant à créer des conditions favorables pour éliminer la pauvreté et répondre

aux besoins sociaux de base, notamment quand les flux de capitaux privés sont insuffisants ou absents,

Déplorant que la crise actuelle des marchés financiers, caractérisée, entre autres, par des sorties massives et soudaines de capitaux des pays touchés et par la réduction brutale des flux financiers privés en direction des pays en développement et de certains pays en transition, ait creusé les écarts des taux d'intérêt, ce qui a entraîné un net ralentissement de l'activité économique,

Accueillant avec satisfaction les efforts que continuent de déployer les pays touchés par la crise pour rétablir la stabilité financière et économique, atténuer les retombées sociales de la crise et relancer leurs économies et, dans ce contexte, se félicitant de l'appui que continue d'apporter la communauté internationale, y compris les institutions financières multilatérales, aux pays touchés,

Constatant avec une vive inquiétude que la crise financière internationale a pris des proportions extrêmement préoccupantes, qu'elle menace le développement de l'économie mondiale et que les turbulences financières, si elles devaient se poursuivre, pourraient porter un sérieux coup d'arrêt à l'économie mondiale, en particulier aux progrès réalisés par la plupart des pays en développement dans les années 90,

Se déclarant préoccupée par les effets néfastes de la crise financière sur le commerce international, en particulier l'effondrement des cours des matières premières, qui compromet gravement les perspectives de croissance des pays en développement et de certains pays en transition, et soulignant que la libéralisation de tous les marchés, conformément au régime multilatéral du commerce, et le développement croissant des échanges mondiaux sont des éléments décisifs pour sortir de la crise, et rejetant le recours à toute mesure protectionniste,

Se déclarant préoccupée par le fait que la crise financière compromet gravement la croissance et les perspectives de développement des pays les moins avancés,

Consciente que la crise actuelle a mis en évidence les imperfections du système financier international et qu'il est urgent de mettre en chantier un vaste train de réformes pour renforcer ce système afin qu'il puisse répondre plus efficacement et rapidement aux nouveaux défis de l'intégration financière mondiale,

Se félicitant de la réunion spéciale de haut niveau entre le Conseil économique et social et les institutions de Bretton Woods, tenue à New York le 18 avril 1998, et de la réunion entre le «Programme d'échanges» de la Banque mondiale et une délégation d'ambassadeurs auprès de l'Organisation des Nations Unies, dirigée par le Président du Conseil économique et social, qui a eu lieu à Washington les 27 et 28 mai 1998,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général intitulé «Les flux financiers internationaux et leur impact sur les pays en développement: trouver une solution au problème de

¹⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 (A/53/3)*, chap. IV, par. 5.

l'instabilité»¹⁸, du rapport sur la *Situation économique et sociale dans le monde, 1998*¹⁹ et du *Rapport sur le commerce et le développement, 1998*²⁰;

2. *Insiste* sur la nécessité de créer un environnement international porteur et sur les efforts énergiques et concertés que doivent déployer tous les pays et toutes les institutions pour soutenir les pays frappés par la crise et éviter que d'autres ne soient touchés, et demande à tous les pays, en particulier les grands pays industrialisés qui peuvent influencer beaucoup sur la croissance économique mondiale, d'adopter et d'appliquer des mesures propices à la croissance économique et de promouvoir un environnement extérieur favorable au redressement économique des pays en développement touchés par la crise et des pays en situation économique critique;

3. *Souligne* qu'il importe de mettre en œuvre au niveau national des politiques macroéconomiques saines et des politiques visant au renforcement des capacités institutionnelles et des cadres réglementaires, en particulier les systèmes de réglementation et de supervision des secteurs financiers et bancaires nationaux;

4. *Souligne* que les institutions financières internationales devraient, lorsqu'elles donnent des avis et des orientations dans le cadre des programmes d'ajustement et de gestion de la crise financière, veiller à ce qu'ils tiennent compte de la situation spécifique des pays concernés et des besoins particuliers des pays en développement et contribuent aux meilleurs résultats possibles pour l'économie de ces pays;

5. *Considère* qu'il importe d'accélérer la croissance et le développement des pays les moins avancés, qui demeurent le groupe de pays le plus pauvre et le plus vulnérable de la communauté internationale, et demande aux partenaires de développement de continuer à s'efforcer d'augmenter l'aide publique au développement ainsi que leurs efforts visant à alléger sensiblement le fardeau de la dette, améliorer l'accès aux marchés et renforcer le soutien de la balance des paiements;

6. *Souligne* la nécessité de poursuivre, dans les enceintes appropriées, le dialogue constructif entre pays développés et pays en développement sur les questions relatives au renforcement et à la réforme du système financier international;

7. *Souligne également* qu'il faut que la communauté internationale continue d'œuvrer de concert à la recherche d'une solution mondiale de la crise financière et, à cet égard, accueille avec satisfaction les efforts entrepris pour intensifier la coopération et la collaboration entre les organismes des Nations Unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, l'Organisation mondiale du commerce et les autres institutions économiques internationales compétentes, dans les domaines où les objectifs poursuivis sont communs et complémentaires;

8. *Souligne en outre* l'importance du dialogue de haut niveau et ouvert instauré entre le Conseil économique et social et les institutions de Bretton Woods, et invite le Secrétaire général à aider plus encore le Conseil économique et social à organiser la concertation de haut niveau en 1999, conformément à la résolution 50/227 de l'Assemblée, en date du 24 mai 1996;

9. *Considère* qu'il faut améliorer les capacités et le fonctionnement des institutions financières internationales en ce qui concerne la prévention, la gestion et le règlement rapide et efficace des crises financières internationales;

10. *Souligne* qu'il importe de renforcer la collaboration entre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans les secteurs où cette collaboration est indispensable, tels que le secteur financier, tout en tenant compte de la spécificité de leurs mandats respectifs, et souligne également que les institutions qui s'emploient à résoudre les crises financières doivent garder à l'esprit que l'objectif d'ensemble est de favoriser le développement à long terme;

11. *Souligne* qu'il faut doter le Fonds monétaire international de ressources suffisantes pour fournir des moyens de financement d'urgence aux pays touchés par les crises financières découlant, entre autres, de la grande instabilité des flux de capitaux internationaux et, dans ce contexte, souligne également l'importance de politiques macroéconomiques saines et de politiques visant au renforcement des capacités institutionnelles et des cadres réglementaires;

12. *Souligne également* la nécessité de consolider les systèmes financiers internationaux et nationaux en mettant en place une surveillance nationale, régionale et internationale plus efficace des secteurs publics et privés, fondée sur l'amélioration de la disponibilité et de la transparence de l'information, et le renforcement du rôle du Fonds monétaire international à cet égard, ainsi que la collaboration de la Banque mondiale pour l'assistance technique et le développement des capacités dans ce domaine;

13. *Invite* le Fonds monétaire international et les organismes réglementaires internationaux compétents à envisager dès que possible de prendre des mesures supplémentaires en matière de réglementation et de divulgation de manière à assurer une plus grande transparence des opérateurs présents sur les marchés financiers, y compris des investisseurs institutionnels internationaux, en particulier s'agissant des opérations caractérisées par un fort degré d'endettement;

14. *Encourage* le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international et les autres instances compétentes à hâter le renforcement de la participation du secteur privé à la prévention et au règlement des crises financières;

15. *Souligne* que la libéralisation des mouvements de capitaux doit s'effectuer d'une manière ordonnée, progressive et bien échelonnée, de façon à laisser aux pays le temps de renforcer leur capacité de faire face à ses conséquences, insiste

¹⁸ A/53/398.

¹⁹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.98.II.C.1.

²⁰ Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.98.II.D.6.

sur l'importance déterminante que revêtent à cet égard des systèmes financiers nationaux solides et un cadre prudentiel efficace, et invite le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les organes réglementaires internationaux compétents à contribuer à ce processus;

16. *Demande* à la communauté internationale de déployer des efforts nationaux et internationaux aux niveaux intergouvernemental et interinstitutions, en vue de réduire au maximum l'instabilité excessive des flux financiers mondiaux et de répartir de façon plus équitable entre les secteurs public et privé les coûts de l'ajustement systémique;

17. *Invite* le Fonds monétaire international à faciliter la concertation entre les différentes parties prenantes pour étudier la possibilité de mettre en place des cadres réglementaires sur les flux de capitaux à court terme et le commerce de devises;

18. *Considère* qu'il importe tout particulièrement, maintenant que la mondialisation est une réalité, que la communauté internationale examine la nécessité de mobiliser des ressources pour réaliser des objectifs tels que l'élimination de la pauvreté, la mise en valeur des ressources humaines, la santé et l'éducation;

19. *Sait gré* à la Banque mondiale des efforts qu'elle déploie pour aider les gouvernements à affronter les conséquences sociales des crises, notamment en renforçant les dispositifs de protection sociale pour les plus vulnérables;

20. *Prie* le Secrétaire général d'analyser, en étroite collaboration avec toutes les entités compétentes des Nations Unies, y compris la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dans le cadre de leurs mandats respectifs, et en consultation avec les institutions de Bretton Woods, les tendances des flux financiers mondiaux actuellement observées et de réfléchir aux moyens d'améliorer les capacités d'alerte rapide, de prévention et d'intervention pour réagir à temps face à l'émergence de crises financières et empêcher leur extension, tout en adoptant une perspective globale et à long terme et en tenant compte de la nécessité de relever les défis du développement et de protéger les pays et les groupes sociaux les plus vulnérables;

21. *Prie également* le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les institutions de Bretton Woods et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/173. Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 52/179 du 18 décembre 1997,

Prenant acte des opinions exprimées par les gouvernements, notamment celles qui figurent dans les notes du Secrétaire général, en date du 24 mars 1998²¹ et du 8 octobre 1998²², sur les éléments clefs qui pourraient être inclus dans l'examen de la question du financement du développement,

1. *Rappelle* que, dans la résolution 52/179, elle a décidé de créer un groupe de travail spécial à composition non limitée afin de procéder à un examen approfondi de tous les apports demandés dans ladite résolution ainsi que d'établir un rapport contenant des recommandations sur la forme, la portée et l'ordre du jour d'un sommet, d'une conférence internationale, d'une session extraordinaire ou d'une réunion internationale de haut niveau chargés d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental en vue de faire progresser le partenariat mondial pour le développement, rencontre qui se tiendrait en 2001 au plus tard;

2. *Prie* le groupe de travail spécial d'envisager des modalités appropriées qui lui permettent de terminer ses travaux et de présenter des recommandations spécifiques à l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session;

3. *Prie* le Président de l'Assemblée générale d'exercer, à la cinquante-troisième session, les fonctions de président de droit du groupe de travail spécial et de convoquer une réunion d'organisation de ce groupe, en janvier 1999 au plus tard, afin de décider des modalités visées au paragraphe 2 de la présente résolution et de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la direction et le fonctionnement effectifs du groupe de travail spécial;

4. *Prie également* le Président de désigner, à la cinquante-troisième session, en étroite consultation avec les États Membres, deux vice-présidents pour le groupe de travail spécial, de préférence avant de convoquer la réunion d'organisation du groupe en janvier 1999, et compte tenu d'une représentation appropriée;

5. *Prie* le Bureau de la Deuxième Commission d'organiser, à la cinquante-troisième session, avec l'aide du Secrétariat, des réunions d'information ou des discussions sur des questions importantes ou des tendances et événements susceptibles d'enrichir les débats du groupe de travail spécial;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Questions de politique macroéconomique», une question subsidiaire intitulée «Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

²¹ A/52/840.

²² A/53/470.

53/174. Produits de base

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/200 du 21 décembre 1990, 47/185 du 22 décembre 1992, 48/214 du 23 décembre 1993 et 51/169 du 16 décembre 1996, et soulignant qu'il est urgent de les appliquer intégralement,

Sachant que dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les pays africains et dans les pays les moins avancés, le secteur des produits de base demeure la principale source de recettes d'exportation, d'emplois, de revenus et d'épargne, aussi bien qu'un moteur de l'investissement et un agent de la croissance et du développement,

Se déclarant profondément inquiète des effets négatifs que les conditions météorologiques récemment défavorables ont eus sur l'offre dans les pays tributaires de produits de base et des effets que la crise financière a eus sur la demande, ainsi que de la baisse constante des cours des produits de base qui tend à contrarier la croissance économique des pays tributaires de ces produits, spécialement en Afrique,

Préoccupée par les difficultés que rencontrent les pays en développement pour financer et appliquer des programmes viables de diversification et pour trouver des débouchés pour leurs produits de base,

Soulignant la nécessité pour les pays en développement, en particulier les pays africains et les pays les moins avancés, d'assurer le traitement industriel sur place de leurs produits de base afin d'augmenter la productivité, de stabiliser et d'accroître leurs recettes d'exportation et de promouvoir ainsi leur croissance économique durable en vue de leur intégration à l'économie mondiale,

Prenant acte du rapport établi par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur les tendances et les perspectives mondiales concernant les produits de base²³,

1. *Note* que, pour les pays en développement, en particulier ceux qui sont tributaires de produits de base, il faudrait que les prix de ces produits soient stables et plus prévisibles, alors que, dans de nombreux cas, ils sont instables et ont baissé en valeur réelle;

2. *Souligne* que les pays en développement fortement tributaires de produits primaires doivent continuer à promouvoir une politique intérieure et un environnement institutionnel qui encouragent la diversification et la libéralisation des secteurs du commerce et de l'exportation et renforcent la compétitivité;

3. *Déclare* qu'il faut élaborer d'urgence des politiques internationales de soutien de façon à améliorer le fonctionnement des marchés des produits de base, grâce à des mécanismes efficaces et transparents de formation des prix, notamment des bourses de marchandises, et à l'utilisation

d'instruments de gestion des risques de fluctuation des prix des produits de base;

4. *Engage* les pays développés à continuer d'appuyer les efforts de diversification des produits de base et de libéralisation des échanges faits par les pays en développement, en particulier les pays africains, dans un esprit de solidarité et dans un souci d'efficacité, notamment en leur fournissant une assistance technique et financière pour la phase préparatoire de leurs programmes de diversification des produits de base;

5. *Engage* les producteurs et les consommateurs de produits de base à redoubler d'efforts pour renforcer leur coopération et leur assistance mutuelles;

6. *Réaffirme* qu'il importe, tout en poursuivant la diversification, de maximiser la contribution du secteur des produits de base à la croissance économique et au développement durable des pays en développement, en particulier de ceux qui sont tributaires de ces produits et, à cet égard, souligne que:

a) Les pays en développement qui s'orientent vers le traitement industriel de leurs produits de base ont besoin d'un appui international pour pouvoir augmenter leurs recettes d'exportation et améliorer leur compétitivité afin de s'intégrer plus facilement à l'économie mondiale;

b) Dans le contexte du processus de libéralisation des échanges, il faudrait réduire au minimum le recours à des politiques et des pratiques qui faussent les échanges, notamment les droits de douane très élevés, la progressivité des droits et les barrières non tarifaires, parce qu'elles compromettent la capacité des pays en développement de diversifier leurs exportations et de restructurer comme il faudrait leur secteur des produits de base, et pourraient aussi avoir des effets négatifs sur les mesures de libéralisation prises par les pays en développement tributaires des produits de base;

c) Compte tenu du processus de libéralisation des échanges multilatéraux, qui a conduit à une diminution des marges prévues par les régimes préférentiels, il convient de prendre des mesures, selon que de besoin et conformément aux obligations contractées au niveau international, pour compenser ladite diminution, en particulier en renforçant l'assistance technique offerte aux pays en développement tributaires de produits de base et en allégeant les contraintes qui pèsent sur l'offre dans ces pays, afin d'accroître la compétitivité de leur secteur des produits de base et de les aider à surmonter les difficultés de la diversification;

d) Conformément à l'Action 21²⁴ et à la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement²⁵, les gouvernements devraient avoir pour objectif de faire en sorte

²³ A/53/319, annexe.

²⁴ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

²⁵ Ibid., annexe I.

que leurs politiques commerciales et environnementales se renforcent mutuellement en vue de la réalisation d'un développement durable; ce faisant, leurs politiques et mesures de protection de l'environnement susceptibles d'avoir un impact sur les échanges ne devraient pas être utilisées à des fins protectionnistes;

e) Une coopération financière efficace devrait être maintenue et poursuivie de façon à aider les pays tributaires de produits de base à gérer les fluctuations excessives de leurs recettes d'exportation;

f) Une coopération technique dans les domaines du transfert de technologies nouvelles applicables aux procédés de production et de la formation du personnel technique, administratif et commercial des pays en développement présente une importance primordiale pour l'amélioration qualitative du secteur des produits de base;

g) L'expansion du commerce et des investissements Sud-Sud dans le domaine des produits de base renforce les complémentarités et offre des possibilités pour l'établissement de liaisons intersectorielles au sein des pays exportateurs et entre eux;

h) Il faut promouvoir la recherche-développement, mettre en place des infrastructures et des services d'appui et encourager les investissements, y compris les entreprises mixtes dans les pays en développement qui mènent des activités dans les secteurs des produits de base et du traitement de ces produits;

7. *Engage* le Fonds commun pour les produits de base, en collaboration avec le Centre du commerce international, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'autres organes compétents, à orienter davantage ses programmes de valorisation des produits de base vers des projets de diversification dans le secteur des produits de base, à favoriser le développement du marché des produits de base dans les pays en développement en se concentrant en particulier sur les besoins des pays les moins avancés et à étudier les moyens d'utiliser au mieux les ressources du premier Compte du Fonds commun;

8. *Invite* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à fournir, dans le cadre de son mandat, une assistance aux pays en développement en vue du financement de la diversification des produits de base et à inclure les questions relatives à ces produits dans le soutien analytique et l'assistance technique qu'elle apporte à ces pays pour les aider à se préparer à participer efficacement aux négociations commerciales multilatérales et à la formulation d'un programme concret pour les futures négociations commerciales;

9. *Invite également* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à examiner les questions relatives aux produits de base dans le cadre des préparatifs de sa dixième session, qui se tiendra en Thaïlande en 2000;

10. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de lui

rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, des tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base;

11. *Décide* d'inscrire la question des produits de base à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/175. Renforcement de la coopération internationale en vue de résoudre durablement le problème de la dette extérieure des pays en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/165 du 21 décembre 1993 et 50/92 du 20 décembre 1995, le rapport du Comité ad hoc plénier de l'Assemblée générale pour l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90²⁶ et l'Agenda pour le développement²⁷, ainsi que les résultats, tels qu'ils ont été convenus, de toutes les grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet tenues depuis le début des années 90,

Rappelant également ses résolutions 51/164 du 16 décembre 1996 et 52/185 du 18 décembre 1997 sur le renforcement de la coopération internationale en vue de résoudre durablement le problème de la dette extérieure des pays en développement,

Réaffirmant qu'il est urgent de continuer à mettre en œuvre, selon des modalités efficaces, équitables et propices au développement, les mécanismes existants pour remédier au problème que constituent l'encours et le service de la dette extérieure des pays en développement et d'aider ces pays à se dégager du processus de rééchelonnement et du fardeau insoutenable de la dette et, sur ce point, soulignant qu'il importe de s'entendre sur un partage équitable de ce fardeau entre les créanciers publics internationaux,

Saluant et soulignant l'importance des efforts que les pays débiteurs consentent pour appliquer, malgré leur coût social souvent élevé, des programmes de réforme économique, de stabilisation et d'ajustement structurel par lesquels ils cherchent à instaurer la stabilité, à accroître l'épargne intérieure et les investissements, à devenir compétitifs afin de tirer parti des possibilités d'accès aux marchés lorsqu'elles existent, à réduire l'inflation, à améliorer la productivité économique, et à veiller aux aspects sociaux du développement, notamment à lutter contre la pauvreté et à mettre en place des dispositifs de protection sociale à l'intention des couches de population les plus vulnérables et les plus pauvres, et encourageant ces pays à poursuivre ces efforts,

²⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 48 (A/51/48).

²⁷ Résolution 51/240, annexe.

Notant que la persistance de la crise financière internationale alourdit encore le fardeau de la dette extérieure de nombreux pays en développement et qu'un certain nombre de pays en développement ont continué à s'acquitter ponctuellement des obligations internationales résultant de leur dette et de son service, en dépit de graves contraintes financières extérieures et intérieures,

Notant également, dans ce contexte, l'importance accrue de l'aide publique au développement en tant que ressource extérieure pour de nombreux pays en développement, en particulier les pays africains et les pays les moins avancés, compte tenu de la diminution des flux de capitaux privés, et notant en outre que la tendance générale à la baisse de l'aide publique au développement est un sujet de préoccupation,

Soulignant qu'il est indispensable de mettre en œuvre pleinement et rapidement ces initiatives qui permettront de fournir aux pays en développement, en particulier aux plus pauvres et aux plus endettés, surtout en Afrique, une assistance supplémentaire à l'appui des efforts qu'ils déploient pour réduire le volume de leur dette, compte tenu du fait que l'encours et le service de cette dette continuent de leur imposer un très lourd fardeau,

Notant l'amélioration de la situation de la dette d'un certain nombre de pays et le rôle positif joué en la matière par la stratégie internationale de la dette qui se dessine, notant avec satisfaction les mesures d'allègement de la dette prises par les pays créanciers, tant dans le cadre du Club de Paris que par le biais de l'annulation de dettes publiques bilatérales ou de mesures d'allègement équivalentes, et se félicitant des mesures encore plus favorables d'allègement de la dette prises par le Club de Paris sur la base des conditions convenues à Naples en décembre 1994 et, pour la première fois, sur la base des conditions de Lyon,

Notant avec préoccupation que le problème persistant de la dette et de son service est un des facteurs qui freinent le développement et la croissance économique des pays en développement endettés, et soulignant qu'il importe d'alléger le lourd fardeau que constituent pour beaucoup de pays en développement l'encours et le service de leurs divers types de dettes par une stratégie efficace, équitable, propice au développement et durable et, le cas échéant, de s'attaquer en priorité au problème que pose l'encours total de la dette des pays en développement les plus pauvres et les plus endettés,

Encourageant les créanciers multilatéraux à envisager des mesures appropriées dans le cas des pays en développement dont l'encours total de la dette est exceptionnellement élevé,

Accueillant favorablement la décision du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale de procéder dès 1999 à un examen global de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés,

Soulignant que la croissance économique mondiale doit se poursuivre et l'environnement économique international y rester propice, notamment en ce qui concerne les termes de l'échange, les prix des produits de base, l'amélioration de

l'accès aux marchés, les pratiques commerciales, l'accès à la technologie, les taux de change et les taux d'intérêt internationaux, et notant que, conformément à ses résolutions pertinentes et aux décisions des récentes conférences des Nations Unies, il reste nécessaire de mobiliser des ressources pour promouvoir la croissance économique soutenue et le développement durable des pays en développement,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la situation de la dette des pays en développement au milieu de 1998²⁸;

2. *Constate* que des solutions efficaces, équitables, propices au développement et durables aux problèmes de la dette extérieure et du service de la dette des pays en développement peuvent sensiblement contribuer à renforcer l'économie mondiale et à aider les pays en développement qui s'efforcent de parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement durable, conformément à ses résolutions pertinentes et aux décisions des récentes conférences des Nations Unies;

3. *Note* qu'il est essentiel d'aller de l'avant, notamment en appliquant rapidement des approches novatrices et des mesures concrètes, pour contribuer à apporter des solutions efficaces, équitables, propices au développement et durables aux problèmes de dette extérieure et de service de la dette des pays en développement, surtout des plus pauvres et des plus endettés;

4. *Note également*, tout en reconnaissant les avantages de la libéralisation des flux internationaux de capitaux, les effets nocifs de l'instabilité des flux de capitaux à court terme sur les taux de change, les taux d'intérêt et la situation des pays en développement au regard de la dette, et souligne qu'il convient de veiller à une application cohérente des politiques et d'aborder la libéralisation des opérations en capital de manière ordonnée et progressive et par étapes bien échelonnées, pour suivre le rythme du renforcement de la capacité des pays de faire face aux répercussions de cette instabilité, afin d'en atténuer les effets néfastes;

5. *Engage* la communauté internationale à envisager des mesures volontaires et des dispositifs faisant appel aux créanciers privés et tenant compte des cadres existants, qui donneraient quelque répit aux pays débiteurs, notamment par une suspension temporaire des paiements décidée d'un commun accord, tout en leur préservant l'accès aux financements intérimaires et, à cet égard, se félicite que le Fonds monétaire international soit disposé à envisager de fournir un financement aux membres qui ont des arriérés envers certains créanciers privés;

6. *Souligne* qu'il est urgent de doter le Fonds monétaire international de ressources suffisantes pour qu'il puisse accorder un financement d'urgence aux pays qui connaissent une crise financière du fait notamment de la forte instabilité des flux internationaux de capitaux et qui continuent à poursuivre un programme de stabilisation et de réforme économiques;

²⁸ A/53/373.

7. *Souligne également* que les institutions de Bretton Woods doivent prendre pleinement en considération la situation économique particulière des pays en développement endettés qui ont subi des catastrophes naturelles, lorsqu'elles fournissent des financements d'urgence;

8. *Se félicite* des décisions annoncées par plusieurs pays créanciers d'annuler, en partie ou en totalité, la dette publique bilatérale des pays d'Amérique centrale qui ont été les plus gravement touchés par le cyclone Mitch, ainsi que des décisions prises par des pays donateurs d'aider à réduire leur dette auprès des institutions multilatérales, tout en reconnaissant qu'il importe de veiller à ce que des ressources suffisantes soient toujours consacrées aux opérations de secours et de redressement, et se félicite également des propositions tendant à examiner, à la réunion du Club de Paris du 7 décembre 1998, un allègement supplémentaire de la dette des pays concernés, et demande aux institutions financières internationales d'aider ces pays dans leurs efforts de reconstruction, notamment en allégeant le fardeau du service de la dette, en envisageant de prendre des mesures supplémentaires appropriées, et en admettant au plus tôt le Honduras et le Nicaragua au bénéfice de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés;

9. *Souligne* qu'il importe que les pays en développement poursuivent les efforts qu'ils font pour créer un climat favorable aux investissements étrangers et, de ce fait, à la croissance économique et au développement durable, ce qui pourrait les aider à trouver une issue à leurs problèmes de dette et de service de la dette, et souligne également que la communauté internationale doit favoriser la création d'un climat extérieur qui y soit propice, notamment par des mesures qui améliorent l'accès aux marchés, stabilisent les taux de change, assurent une maîtrise effective des taux d'intérêt internationaux, accroissent les apports de ressources aux pays en développement et leur ouvrent plus largement l'accès aux marchés financiers internationaux et au flux de ressources financières ainsi qu'à la technologie;

10. *Souligne également* que la stratégie de la dette qui se dessine doit aller de pair avec un climat économique international favorable et porteur, ce qui suppose l'application effective de tous les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, ainsi que des décisions ministérielles de Marrakech en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires²⁹;

11. *Souligne en outre* qu'il faut que les mécanismes existants d'allègement de la dette par divers programmes de conversion de la dette, le cas échéant, tels les échanges de créances contre des prises de participation, et les échanges dette-nature, dette-programmes en faveur de l'enfance et autres conversions de créances pour le financement de projets

de développement, soient largement utilisés pour étayer les efforts de développement des pays concernés, appuyer les mesures en faveur des couches les plus vulnérables de leur population et mettre au point des techniques de conversion de dettes à appliquer dans le cadre de programmes et projets de développement social, conformément aux priorités du Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague en mars 1995³⁰;

12. *Estime* qu'il faut accorder un rang de priorité plus élevé aux aspects sociaux dans l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés;

13. *Accueille avec satisfaction* les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et le fait que le Conseil d'administration du Fonds monétaire international ait prorogé jusqu'à la fin 2000 le délai, initialement fixé à deux ans, dans lequel les pays concernés peuvent demander à être admis au bénéfice de cette Initiative, et souligne que celle-ci représente une possibilité importante pour les pays pauvres très endettés de parvenir à une situation de la dette supportable;

14. *Préconise* d'étendre rapidement et résolument l'accès à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés à un plus grand nombre de pays, et encourage tous les pays réunissant les conditions requises à prendre les mesures nécessaires pour pouvoir être associé dès que possible à cette Initiative de façon à pouvoir en bénéficier d'ici à 2000;

15. *Souligne* que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, agissant en étroite coopération avec toutes les entités compétentes des Nations Unies, doivent s'occuper sans tarder des besoins particuliers des pays pauvres qui sortent d'un conflit et, sur ce point, prend note avec satisfaction de la décision du Conseil d'administration du Fonds monétaire international de faire preuve d'une certaine souplesse au moment d'évaluer les progrès accomplis dans l'exécution des politiques économiques par les pays bénéficiaires d'une aide consécutive à un conflit;

16. *Souligne également* qu'une mobilisation effective de ressources financières supplémentaires pour l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés s'impose d'urgence de la part des créanciers tant bilatéraux que multilatéraux, sans préjudice de l'appui nécessaire aux autres activités de développement des pays en développement et, à cet égard, sait gré à certains donateurs bilatéraux d'avoir versé des contributions au Fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour les pays pauvres très endettés et au Fonds fiduciaire pour les pays pauvres très endettés de la Facilité d'ajustement structurel renforcée du Fonds monétaire international, engage les autres donateurs bilatéraux et invite les autres institutions financières internationales qui ne l'ont pas encore fait à mettre au point dès que possible des mécanismes de participation à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, et demande aux donateurs bilatéraux et multilatéraux de fournir des

²⁹ Voir *Instruments juridiques reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay faits à Marrakech le 15 avril 1994* (publication du secrétariat du GATT, numéro de vente: GATT/1994-7).

³⁰ Voir *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8).

contributions au Fonds fiduciaire pour les pays pauvres très endettés en vue d'aider la Banque africaine de développement à assumer sa part des charges afférentes à l'Initiative;

17. *Engage* les pays industrialisés qui n'ont pas encore versé de contribution au Fonds fiduciaire pour les pays pauvres très endettés de la Facilité d'ajustement structurel renforcée à le faire sans plus tarder;

18. *Souligne* qu'il importe de mettre en œuvre avec souplesse l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, notamment en réduisant l'intervalle entre le point de décision et le point d'achèvement, compte dûment tenu des progrès réalisés par les pays dans l'exécution des politiques économiques, d'une manière transparente et en y associant pleinement les pays débiteurs;

19. *Souligne également* qu'il importe d'appliquer avec plus de souplesse les critères d'admission au bénéfice de l'Initiative, notamment en évaluant en permanence et en suivant activement les conséquences de l'application des critères actuels de façon que suffisamment de pays pauvres très endettés puissent en bénéficier, une plus grande souplesse revêtant une importance toute particulière dans les cas limites et pour les pays qui sortent d'un conflit et permettant, entre autres, d'éviter de retarder l'établissement d'un bilan de l'activité économique lorsque des reculs temporaires sont dus à des chocs extérieurs, afin d'aider ces pays à se dégager du processus de rééchelonnement et des charges insupportables que leur impose leur dette;

20. *Souligne* qu'il importe d'assurer la transparence de toute opération d'examen et d'analyse menée pendant la période d'ajustement et d'y associer les pays débiteurs;

21. *Accueille avec satisfaction* l'application par le Club de Paris, depuis 1994, des conditions de Naples ainsi que la décision d'aller au-delà desdites conditions pour alléger la dette des pays réunissant les conditions requises, en particulier les pays les plus pauvres et les plus endettés, et invite tous les autres créanciers bilatéraux, multilatéraux et commerciaux à contribuer par un apport approprié et soutenu à la réalisation de l'objectif commun de la gestion viable de la dette;

22. *Encourage* la communauté des créanciers internationaux à envisager d'appliquer des mesures appropriées aux pays surendettés, y compris, le cas échéant, en prenant des mesures de conversion de la dette en faveur des pays d'Afrique à faible revenu, en particulier les plus pauvres d'entre eux, afin de contribuer par un apport approprié et soutenu à la réalisation de l'objectif commun de la gestion viable de la dette;

23. *Accueille avec satisfaction* la décision des Conseils d'administration du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale selon laquelle l'examen global de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés devrait avoir lieu dès 1999, les encourage à inclure dans cet examen une analyse des critères de viabilité de la dette ainsi qu'une étude générale de l'incidence des efforts classiques d'allègement de la dette et à examiner la question de la relation entre l'allègement de la dette et la réduction de la pauvreté dans le pays bénéficiaire; et considère qu'il faudrait tenir compte, dans le cadre dudit

examen, des apports des autres organisations internationales compétentes;

24. *Invite* les pays créanciers, les banques privées et les institutions financières multilatérales à poursuivre, dans le cadre de leurs mandats respectifs, leurs initiatives et leurs efforts visant à la fois à résoudre les problèmes que la dette commerciale pose aux pays les moins avancés et à assurer que des ressources continuent d'être mobilisées, y compris par l'intermédiaire du Fonds de désendettement de l'Association internationale de développement, pour aider les pays les moins avancés à réduire leur dette commerciale;

25. *Apprécie* les efforts que font les pays en développement endettés pour honorer leurs engagements en matière de service de la dette, malgré le coût social élevé que cela entraîne et, à cet égard, encourage les créanciers privés, et en particulier les banques commerciales, à poursuivre leurs initiatives et leurs efforts en vue de résoudre les problèmes que la dette commerciale pose aux pays en développement à revenu intermédiaire, et surtout ceux qui sont touchés par la crise financière;

26. *Souligne* qu'il est primordial de continuer à prévoir des filets de protection sociale pour les groupes vulnérables les plus durement touchés par l'application de programmes de réforme économique dans les pays débiteurs, en particulier les groupes à faible revenu;

27. *Encourage* les débiteurs et les créanciers à examiner les moyens de faire en sorte que les prêts futurs soient utilisés de manière à éviter qu'ils aient une incidence négative sur la viabilité de la dette;

28. *Note avec inquiétude* la charge que la dette et le service de la dette continuent d'imposer aux pays en développement à revenu intermédiaire, en Afrique en particulier, et encourage les créanciers, notamment les institutions financières multilatérales, les banques commerciales et les créanciers bilatéraux à continuer d'aider ces pays à y faire face;

29. *Appuie fermement* la poursuite des opérations de la Facilité d'ajustement structurel renforcée et souligne à cet égard qu'il est urgent de réunir les ressources requises pour la financer et l'alimenter;

30. *Souligne* qu'il faut achever dès que possible les négociations pour assurer une douzième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement qui soit à la mesure des besoins de financement à des conditions libérales des pays en développement les plus pauvres;

31. *Réaffirme* son adhésion à l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés³¹, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre en faveur de ces pays pour aménager leur dette

³¹ Résolution 50/103, annexe.

officielle bilatérale, leur dette commerciale et leur dette multilatérale;

32. *Souligne* que de nouveaux apports financiers aux pays en développement endettés provenant de toutes les sources devront venir s'ajouter aux mesures d'allègement comprenant une réduction de la dette et de son service, et demande instamment aux pays créanciers et aux institutions financières multilatérales de continuer à fournir une aide financière à des conditions libérales, en particulier aux pays les moins avancés, en vue d'appuyer la mise en œuvre par les pays en développement de réformes économiques et de programmes de stabilisation et d'ajustement structurel qui leur permettent de se libérer du joug de la dette et d'attirer de nouveaux investissements, et de les aider à parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement durable, conformément à ses résolutions pertinentes et aux décisions des récentes conférences des Nations Unies, ainsi qu'à éliminer la pauvreté;

33. *Souligne également* qu'il importe de prévoir des ressources adéquates pour l'allègement de la dette, compte tenu des effets défavorables de la crise financière internationale actuelle sur la mobilisation de ressources, tant intérieures qu'extérieures, pour le développement des pays les moins avancés et de l'Afrique, et se félicite des mesures unilatérales d'allègement de la dette adoptées par les pays créanciers en sus des mesures convenues multilatéralement dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, ayant à l'esprit que ces actions unilatérales renforcent l'incidence de l'Initiative en tant que solution crédible du problème de la dette;

34. *Souligne en outre* la nécessité de renforcer la capacité institutionnelle des pays en développement en matière de gestion de la dette, et demande à la communauté internationale d'appuyer leurs efforts dans ce sens;

35. *Engage* la communauté internationale, y compris les organismes des Nations Unies, et invite les institutions de Bretton Woods, ainsi que le secteur privé, à prendre des mesures appropriées pour assurer la mise en œuvre des engagements, accords et décisions des grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet organisées depuis le début des années 90 sur les liens entre le développement et le problème de la dette extérieure des pays en développement;

36. *Prend note* des différentes propositions contenues dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 1998*³², en ce qui concerne la question de la dette extérieure des pays africains, et prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur les nouveaux faits pertinents dans ce domaine;

37. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/176. Lutte contre la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3514 (XXX) du 15 décembre 1975, dans laquelle elle a notamment condamné toutes les pratiques de corruption, y compris les actes de corruption, dans les transactions commerciales internationales, réaffirmé le droit de tout État de légiférer, d'enquêter et de prendre toutes mesures juridiques appropriées, conformément à ses lois et règlements nationaux, contre lesdites pratiques, et demandé à tous les gouvernements de coopérer pour prévenir ces pratiques, y compris les actes de corruption,

Préoccupée par la gravité des problèmes causés par la corruption, qui menacent la stabilité et la sécurité des sociétés et peuvent saper les valeurs démocratiques et morales et compromettre le développement social, économique et politique,

Inquiète de la corruption d'agents publics par des individus et des entreprises d'autres États dans le cadre de transactions commerciales internationales,

Rappelant les autres travaux accomplis par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social en ce qui concerne l'élaboration du Code international de conduite des agents de la fonction publique³³ et d'un code de conduite pour les sociétés transnationales³⁴, dont l'examen a contribué à attirer l'attention sur les conséquences préjudiciables de la corruption et des actes de corruption dans les transactions commerciales internationales et à y sensibiliser la communauté internationale,

Prenant acte des règles de conduite pour la lutte contre l'extorsion et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales, adoptées par la Chambre de commerce internationale,

Rappelant sa résolution 51/191 du 16 décembre 1996, par laquelle elle a adopté la Déclaration des Nations Unies sur la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales et sa résolution 52/87 du 12 décembre 1997, par laquelle elle a demandé que de nouvelles mesures soient prises pour favoriser l'application de la Déclaration,

1. *Se félicite* des récentes initiatives multilatérales de lutte contre la corruption, telles que la Convention interaméricaine contre la corruption³⁵, adoptée par l'Organisation des États américains, la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, adoptée par l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Déclaration de Dakar sur la prévention et la

³³ Résolution 51/59, annexe.

³⁴ E/1991/31/Add.1.

³⁵ Voir E/1996/99.

³² Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.98.II.D.6.

répression de la criminalité transnationale organisée et de la corruption³⁶, la Déclaration de Manille sur la prévention et la répression de la criminalité transnationale³⁷ et la Convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général intitulé «Promotion et maintien de l'État de droit: lutte contre la corruption et les actes de corruption»³⁸;

3. *Salue* l'action entreprise par la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale et le Centre de prévention de la criminalité internationale du Secrétariat pour lutter contre la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales, notamment la convocation d'une réunion d'experts gouvernementaux à participation non limitée;

4. *Demande* aux États Membres de prendre toutes les mesures possibles pour favoriser l'application de la Déclaration des Nations Unies sur la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales³⁹ et des autres déclarations internationales pertinentes, et de ratifier, selon qu'il conviendra, les instruments existants visant à lutter contre la corruption;

5. *Demande* à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et aux autres organes compétents des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs et programmes de travail convenus, d'aider les États Membres qui en font la demande à exécuter leurs programmes nationaux visant à renforcer la responsabilité et la transparence et à appliquer les conventions, déclarations et autres instruments pertinents visant à lutter contre la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales et, dans ce contexte, prend note avec satisfaction du travail très utile accompli par le Programme des Nations Unies pour le développement dans le domaine de la gouvernance;

6. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite consultation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session des mesures prises par les États Membres et les organisations internationales et régionales compétentes, les organisations non gouvernementales et le secteur privé pour donner effet à la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/177. Coopération pour le développement industriel

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/151 du 18 décembre 1991, 49/108 du 19 décembre 1994 et 51/170 du 16 décembre 1996 sur la coopération pour le développement industriel,

Prenant note de la déclaration adoptée par les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 et de la Chine lors de leur vingt-deuxième réunion annuelle, tenue à New York le 25 septembre 1998, sur l'intérêt que présente l'industrialisation pour le développement et sur l'importance d'une coopération internationale appuyant les efforts des pays en développement dans ce domaine⁴⁰,

Constatant le rôle croissant que joue le monde des affaires, notamment le secteur privé, dans la dynamique du développement du secteur industriel,

Prenant acte du rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel⁴¹,

1. *Réaffirme* que l'industrialisation est un élément clef pour le développement durable des pays en développement, de même que pour la création d'emplois productifs, l'élimination de la pauvreté et l'intégration sociale, notamment celle des femmes au processus de développement;

2. *Souligne* que les opérations de transformation industrielle effectuées sur place dans les pays en développement contribuent beaucoup à l'augmentation de la valeur ajoutée des recettes d'exportation de ces pays, ce qui doit les amener à profiter pleinement du processus de mondialisation et de libéralisation des échanges;

3. *Souligne également* que la coopération pour le développement industriel et un climat favorable aux investissements et aux affaires, aux niveaux international, régional, sous-régional et national, contribuent beaucoup à favoriser l'expansion, la diversification et la modernisation des capacités de production dans les pays en développement et les pays en transition;

4. *Souligne en outre* l'importance d'un environnement international et national propice à l'industrialisation des pays en développement, et demande instamment à tous les gouvernements d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et stratégies de développement qui, dans le cadre de politiques d'industrialisation transparentes et responsables, favorisent notamment le développement de l'entreprise, l'investissement étranger direct, l'adaptation et l'innovation technologiques, l'élargissement de l'accès aux marchés et l'utilisation efficace de l'aide publique au développement, de manière à permettre aux pays en développement de promouvoir un environnement propice à l'investissement grâce auquel ils puissent augmenter et compléter leurs ressources nationales pour accroître,

³⁶ Voir E/CN.15/1998/6/Add.1, chap. I.

³⁷ Voir E/CN.15/1998/6/Add.2, chap. I.

³⁸ A/53/384.

³⁹ Résolution 51/191, annexe.

⁴⁰ A/53/466, annexe.

⁴¹ Voir A/53/254.

diversifier et moderniser leurs capacités de production industrielle dans un système commercial international ouvert, équitable, non discriminatoire, transparent, multilatéral et réglementé;

5. *Réaffirme* l'importance du transfert de technologie vers les pays en développement, qui est un moyen de coopération internationale efficace dans le domaine du développement industriel;

6. *Constate* que, dans les pays en développement, l'aide publique au développement continue d'être également utilisée pour le développement industriel, et demande aux pays donateurs et aux pays bénéficiaires de continuer de coopérer pour utiliser de manière plus efficace les ressources provenant de l'aide publique au développement consacrées à la coopération pour le développement industriel;

7. *Souligne* l'importance que revêt pour les pays en développement le financement pour le développement industriel, y compris les mécanismes et instruments de marché et les modalités de financement novatrices, telles que les plans de cofinancement et les fonds d'affectation spéciale, les échanges de créances contre des prises de participation et, éventuellement, d'autres mesures d'allègement de la dette et l'aide publique au développement spécialement conçues pour renforcer les capacités industrielles des pays en développement grâce, notamment, à la facilitation des flux de capitaux privés et, à cet égard, prie les entités compétentes du système des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, agissant dans le cadre de leur partenariat stratégique, d'aider les pays en développement et les pays en transition à mobiliser des ressources aux fins du développement industriel, grâce en particulier à des activités tendant à favoriser les investissements, à la création de petites et de moyennes entreprises, à l'encouragement des pratiques visant à promouvoir la création d'emplois dans l'industrie et à diverses formes de partenariats commerciaux, notamment les arrangements de coentreprises industrielles, la coopération entre entreprises et les fonds de capital-risque pour le développement industriel;

8. *Rappelle* que la coopération et la coordination au sein du système des Nations Unies contribuent efficacement au développement industriel durable des pays en développement, demande à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de continuer de jouer son rôle central de coordination au sein du système des Nations Unies dans ce domaine, et sait gré à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel de s'employer à renforcer sa coopération avec les autres organismes des Nations Unies tant au Siège que sur le terrain, notamment en participant activement au système des coordonnateurs résidents, afin que cette contribution soit plus efficace, plus utile et plus déterminante pour le développement;

9. *Exhorte* la communauté internationale et les organisations et organismes compétents des Nations Unies, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à appuyer les efforts des pays en

développement visant à intensifier et à étendre leur coopération mutuelle dans le secteur industriel, notamment en ce qui concerne le commerce des produits manufacturés, les investissements industriels et les partenariats commerciaux, ainsi que la technologie industrielle et les échanges scientifiques;

10. *Prie* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, agissant en coopération avec les organismes compétents des Nations Unies, de poursuivre l'évaluation approfondie, l'analyse et la diffusion des meilleures pratiques appliquées dans le domaine des politiques et stratégies industrielles et des enseignements à en tirer en matière de développement industriel, compte tenu de la crise financière et des effets de la mondialisation sur la structure industrielle des pays en développement, afin de soutenir et de relancer la coopération Sud-Sud grâce aux connaissances et aux idées concrètes qu'elle peut avoir en ce qui concerne la coopération internationale pour le développement industriel et la coopération économique et technique entre pays en développement;

11. *Accueille avec satisfaction* la transformation structurelle et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, se félicite de la nouvelle méthode qu'elle suit pour fournir des ensembles complets de services intégrés à ses États membres et du renforcement de sa représentation sur le terrain, et lui demande de continuer d'accorder la priorité aux besoins des pays les moins avancés et des pays de la région africaine;

12. *Se félicite* que, dans le cadre de la nouvelle réorientation de son programme, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel axe ses efforts tant sur le renforcement des capacités industrielles que sur le développement industriel moins polluant et durable, et se félicite également de la coopération qu'elle a instaurée avec les organisations et organismes compétents des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/178. Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance et la validité continue de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du

développement dans les pays en développement, figurant en annexe à sa résolution S-18/3 du 1^{er} mai 1990, et de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, figurant en annexe à sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990,

Rappelant ses résolutions 46/144 du 17 décembre 1991, 47/152 du 18 décembre 1992, 48/185 du 21 décembre 1993, 49/92 du 19 décembre 1994 et 51/173 du 16 décembre 1996, relatives à l'application de la Déclaration et de la Stratégie, ainsi que l'Agenda pour le développement⁴²,

Rappelant également les résultats, tels qu'ils ont été convenus, de toutes les grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet tenues depuis le début des années 90,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le respect des engagements et l'application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et l'application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement⁴³;

2. *Estime* qu'il est nécessaire de renforcer l'application de la Déclaration et de la Stratégie jusqu'à la fin des années 90, en étroite collaboration, notamment, avec les activités entreprises dans le contexte du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90⁴⁴ et de son mécanisme d'exécution, l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique, ainsi que du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁴⁵;

3. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec tous les organes et organismes des Nations Unies concernés, y compris les institutions de Bretton Woods, ainsi que les autres organisations internationales compétentes, de lui présenter, pour qu'elle l'examine à sa cinquante-quatrième session, un rapport analytique contenant une évaluation approfondie du respect des engagements et de l'application des politiques convenus dans la Déclaration et de l'application de la Stratégie, notamment des progrès réalisés et des obstacles rencontrés à cet égard;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Développement durable et coopération internationale: respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application

de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/179. Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 47/187 du 22 décembre 1992, 48/181 du 21 décembre 1993, 49/106 du 19 décembre 1994 et 51/175 du 16 décembre 1996,

Réaffirmant également la nécessité d'intégrer pleinement l'économie des pays en transition à l'économie mondiale,

Notant les progrès accomplis par ces pays pour parvenir à la stabilisation macroéconomique par le biais de réformes structurelles, qui nécessitent des politiques d'investissement plus actives,

Notant également que les pays en transition aspirent à un renforcement de la coopération régionale et interrégionale,

Notant avec satisfaction que certains pays en transition dont la réforme de l'économie est plus avancée ont été mieux à même de maintenir leur stabilité financière interne et externe en dépit de l'agitation qui règne sur les marchés financiers mondiaux,

Consciente qu'il est nécessaire de créer des conditions qui favorisent l'accès des exportations de ces pays aux marchés, conformément aux accords commerciaux multilatéraux,

Constatant avec préoccupation que l'économie des pays en transition est devenue plus vulnérable et a souffert face aux fluctuations soudaines des mouvements de capitaux à court terme,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁴⁶;

2. *Se félicite* des mesures prises par les organismes des Nations Unies pour appliquer les résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale;

3. *Demande* aux organismes des Nations Unies, y compris aux institutions de Bretton Woods, agissant en collaboration avec les institutions multilatérales et régionales extérieures au système des Nations Unies compétentes, de continuer à mener des activités analytiques et à fournir aux gouvernements des pays en transition des conseils théoriques et une assistance technique pour les aider à renforcer le cadre social et politique mis en place pour les réformes de l'économie et du marché, ce qui permettrait d'instaurer, en particulier, les conditions nécessaires pour attirer les

⁴² Résolution 51/240, annexe.

⁴³ A/53/301.

⁴⁴ Résolution 46/151, annexe.

⁴⁵ Voir *Rapport de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés*, Paris, 3-14 septembre 1990 (A/CONF.147/18), première partie.

⁴⁶ A/53/336.

investissements étrangers, ainsi qu'à dépister les crises naissantes, afin d'assurer leur stabilité économique et financière;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/180. Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/177 du 16 décembre 1996 sur l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et 52/192 du 18 décembre 1997 sur la suite donnée à la Conférence et le rôle futur de la Commission des établissements humains,

Rappelant également que, au paragraphe 13 de sa résolution 51/177, elle a réaffirmé que l'Assemblée et le Conseil économique et social, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, devraient constituer, avec la Commission des établissements humains, un mécanisme intergouvernemental à trois niveaux chargé de superviser la coordination des activités relatives à l'application du Programme pour l'habitat⁴⁷,

Rappelant en outre que, au paragraphe 218 du Programme pour l'habitat, adopté par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), la Conférence lui a recommandé d'envisager de convoquer en 2001 une session extraordinaire qui serait consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application des décisions de la Conférence,

Rappelant sa résolution 52/190 du 18 décembre 1997, dans laquelle elle a notamment décidé de tenir en 2001 une session extraordinaire consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), dont les modalités seraient arrêtées à sa cinquante-troisième session,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général contenant des propositions relatives à la teneur et à l'organisation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat⁴⁸,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général concernant les modalités d'organisation de

la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat⁴⁸;

2. *Décide* que la session extraordinaire consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) se tiendra en juin 2001 pendant trois jours ouvrables;

3. *Réaffirme* que la session extraordinaire se déroulera sur la base et dans le respect intégral de la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains⁴⁹ et du Programme pour l'habitat⁴⁷, et que les accords existants qui y figurent ne seront pas renégociés;

4. *Décide* d'inviter les États membres des institutions spécialisées qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies à participer aux travaux de la session extraordinaire en qualité d'observateurs;

5. *Décide également* que la Commission des établissements humains, qui devrait normalement, à ses dix-septième et dix-huitième sessions, se concentrer sur le suivi de l'application du Programme pour l'habitat et l'évaluation de son impact, exercera les fonctions de comité préparatoire de la session extraordinaire;

6. *Décide en outre* que les séances de la Commission, siégeant en tant que comité préparatoire de la session extraordinaire, seront ouvertes à la pleine participation de tous les États;

7. *Souligne* qu'il importe que les autorités locales, les autres partenaires associés au Programme pour l'habitat et les acteurs compétents de la société civile, en particulier le secteur privé et les organisations non gouvernementales, participent efficacement aux préparatifs de la session extraordinaire et qu'il convient de prendre les dispositions voulues, compte tenu de la pratique et de l'expérience de la Conférence Habitat II, pour qu'ils puissent apporter des contributions de fond et un concours actif aux réunions préparatoires et à la session extraordinaire, et invite son Président à proposer aux États Membres, après les avoir consultés, des modalités appropriées pour les associer effectivement à la session extraordinaire;

8. *Invite* les gouvernements à jouer un rôle actif dans les préparatifs, notamment en renforçant l'échange de données d'expérience, et se félicite d'avoir reçu, à ce jour, la proposition de Singapour tendant à organiser, du 19 au 21 avril 1999, une conférence internationale sur les villes modèles, et celle de l'Allemagne tendant à organiser en 2000 une conférence internationale intitulée «Urban 21»;

9. *Invite* la Commission des établissements humains, en sa qualité de comité préparatoire, à se réunir pendant deux

⁴⁷ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.IV.6), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁴⁸ A/53/267.

⁴⁹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.IV.6), chap. I, résolution 1, annexe I.

jours ouvrables tout de suite après sa dix-septième session, notamment pour élire les membres de son bureau, adopter son règlement intérieur et examiner l'organisation des travaux de sa première session de fond, qui se tiendra à Nairobi pendant cinq jours ouvrables en mai 2000, et invite le comité préparatoire à examiner, à sa première session de fond, les modalités, la durée, la date et l'ordre du jour de sa deuxième session de fond, qui se tiendra en 2001;

10. *Invite* le Conseil économique et social à consacrer son programme de coordination de l'an 2000 aux questions liées aux établissements humains et à l'application du Programme pour l'habitat;

11. *Invite également* le Conseil économique et social à s'employer activement à promouvoir et coordonner la participation des commissions régionales à l'examen et à l'évaluation de l'application du Programme pour l'habitat aux niveaux régional et sous-régional;

12. *Invite* les commissions régionales, dans le cadre de leur mandat et en coopération avec les organisations intergouvernementales et les banques régionales, à envisager de convoquer des réunions de haut niveau pour examiner les progrès réalisés dans l'application des décisions de la Conférence et à rendre compte des résultats de cet examen au Conseil économique et social;

13. *Prie* les autres institutions, organismes, et fonds et programmes compétents des Nations Unies, compte tenu de leurs mandats respectifs, de contribuer selon qu'il conviendra à l'examen et à l'évaluation de l'application du Programme pour l'habitat aux niveaux national, régional et mondial;

14. *Prie* le Secrétaire général de chercher à obtenir des ressources extrabudgétaires pour aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, à envoyer des représentants aux sessions du comité préparatoire et à la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera en juin 2001 à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat;

15. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session de l'application de la présente résolution;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question subsidiaire intitulée «Application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/181. Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/165 du 21 décembre 1993, 49/95 du 19 décembre 1994, 50/122 du 20 décembre 1995, 51/174 du 16 décembre 1996 et 52/186 du 18 décembre 1997,

Rappelant également l'adoption de l'Agenda pour le développement⁵⁰ et des dispositions pertinentes concernant son suivi et sa mise en œuvre, ainsi que la nécessité de stimuler la coopération économique internationale pour le développement, afin que l'Agenda soit suivi d'activités complémentaires efficaces,

Se félicitant de la tenue par l'Assemblée générale les 17 et 18 septembre 1998 du premier dialogue de haut niveau sur le thème des répercussions économiques et sociales de la mondialisation et de l'interdépendance et de leurs incidences politiques, notamment du recours à la formule des réunions-débats informelles et des tables rondes qui ont favorisé un dialogue interactif,

1. *Réaffirme* qu'il demeure nécessaire de promouvoir un dialogue constructif et un partenariat véritable si l'on veut renforcer la coopération économique internationale pour le développement;

2. *Souligne* qu'un tel dialogue devrait répondre aux impératifs des intérêts et avantages mutuels, de l'interdépendance véritable, d'une responsabilité partagée et du partenariat, pour promouvoir le développement et pour améliorer le climat économique international de façon qu'il soit propice à un tel développement, et que les organismes des Nations Unies devraient renforcer leurs activités afin de faciliter ce dialogue conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

3. *Décide* d'organiser tous les deux ans une relance du dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat afin de stimuler la promotion de la coopération économique internationale pour le développement;

4. *Décide également*, forte de l'expérience acquise à l'occasion du dialogue de haut niveau qui s'est tenu les 17 et 18 septembre 1998, que le thème et les modalités du second dialogue de haut niveau seront arrêtés dans le cadre du processus intergouvernemental à la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite consultation avec les gouvernements, tous les organismes concernés des Nations Unies et les organisations intergouvernementales intéressées, de proposer en vue du deuxième dialogue de haut niveau des thèmes touchant la promotion de la coopération économique internationale pour le développement, qu'elle examinerait à sa cinquante-quatrième session;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre du point de l'ordre du jour approprié, la question subsidiaire intitulée «Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

⁵⁰ Voir résolution 51/240.

53/182. Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/187 du 18 décembre 1997, dans laquelle elle a décidé de convoquer la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à un niveau élevé en 2001,

1. *Accueille avec satisfaction et accepte* l'offre généreuse de l'Union européenne d'accueillir la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés pendant le premier semestre de 2001;

2. *Nomme* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement Secrétaire général de la Conférence, et le prie d'entreprendre tous les préparatifs nécessaires à la tenue de la Conférence;

3. *Décide* de convoquer la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés pendant le premier semestre de 2001, pour une durée de sept jours, en un lieu et à une date à déterminer par le Secrétaire général de la Conférence en consultation avec l'Union européenne;

4. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence d'organiser le comité préparatoire intergouvernemental (en deux parties) et les trois réunions préparatoires au niveau des experts visés à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la résolution 52/187;

5. *Prie également* le Secrétaire général de la Conférence d'organiser pendant celle-ci, en consultation avec les États Membres et en coopération avec les organes et organismes compétents, des tables rondes portant sur des secteurs et des thèmes bien précis ou, au besoin, sur certains pays, afin de contribuer aux travaux de la Conférence;

6. *Invite* le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale à relier les futures tables rondes et réunions des groupes consultatifs aux préparatifs de la Conférence, et à veiller à ce qu'elles apportent des contributions concrètes à cette dernière;

7. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de veiller, en sa qualité de Coordonnateur du Groupe des Nations Unies pour le développement, à ce que les coordonnateurs résidents des Nations Unies et les équipes de pays dans les pays les moins avancés participent pleinement aux préparatifs de la Conférence;

8. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de convoquer, en consultation avec le Secrétaire général de la Conférence, une réunion interinstitutions en vue de garantir la mobilisation et la coordination totales de tous les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies, ainsi que d'autres institutions intéressées, aux fins des préparatifs et du suivi de la Conférence;

9. *Invite* le Secrétaire général de la Conférence à prendre des dispositions, en consultation avec les États Membres, pour faciliter la participation de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales et le secteur privé, aux préparatifs de la Conférence et à ses travaux;

10. *Décide* de financer la participation de deux représentants du gouvernement de chacun des pays les moins avancés aux réunions du comité préparatoire intergouvernemental et à celles de la Conférence proprement dite, au moyen de ressources extrabudgétaires et, si celles-ci se révélaient insuffisantes, d'envisager toutes les autres possibilités;

11. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires, avec l'aide des organisations et organes concernés du système des Nations Unies, notamment le Département de l'information du Secrétariat, afin d'intensifier leurs activités d'information et les autres initiatives apparentées visant à faire mieux connaître la Conférence, ses objectifs et son importance;

12. *Prie également* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'état d'avancement des préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

*91^e séance plénière
15 décembre 1998*

53/183. Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/128 du 19 décembre 1994, 50/124 du 20 décembre 1995, 51/176 du 16 décembre 1996 et 52/188 du 18 décembre 1997 concernant l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁵¹,

Notant que, au paragraphe 2 de sa résolution 52/188, elle a décidé de convoquer une session extraordinaire de trois jours (30 juin-2 juillet 1999), avec une participation au plus haut niveau politique possible, chargée d'examiner et d'évaluer l'application du Programme d'action,

Prenant note de la résolution 1998/8 du Conseil économique et social, en date du 23 juillet 1998, concernant l'examen et l'évaluation de l'application du Programme d'action,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la session extraordinaire que l'Assemblée

⁵¹ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

générale consacrera à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme d'action⁵²,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁵²;

2. *Réaffirme* que la session extraordinaire se déroulera sur la base et dans le plein respect du Programme d'action, et que les accords dont celui-ci a fait l'objet ne seront pas renégociés;

3. *Souligne* qu'il convient de faire participer effectivement les acteurs de la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales, aux préparatifs de la session extraordinaire, et de prendre les dispositions voulues, compte tenu de la pratique et de l'expérience de la Conférence, pour qu'ils puissent apporter des contributions de fond et un concours actif aux réunions préparatoires et à la session extraordinaire et, dans ce contexte, invite son Président à proposer aux États Membres, après les avoir consultés, des modalités appropriées pour les associer effectivement à la session extraordinaire;

4. *Prie* le Secrétaire général de chercher à obtenir des ressources extrabudgétaires pour aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, à envoyer des représentants à la trente-deuxième session de la Commission de la population et du développement, qui doit remplir les fonctions d'organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, et à la session extraordinaire que l'Assemblée consacrera, du 30 juin au 2 juillet 1999, à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme d'action;

5. *Décide* que la trente-deuxième session de la Commission de la population et du développement, qui se réunira en tant que comité préparatoire de la session extraordinaire, sera ouverte à la pleine participation de tous les États;

6. *Invite* tous les autres organisations et organismes compétents des Nations Unies à contribuer, selon qu'il conviendra, à la session extraordinaire ainsi qu'à ses préparatifs;

7. *Décide* d'inviter les États membres des institutions spécialisées qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies à participer aux travaux de la session extraordinaire en qualité d'observateurs;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur la session extraordinaire;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question subsidiaire intitulée

«Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/184. Développement culturel

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 41/187 du 8 décembre 1986, 46/158 du 19 décembre 1991, 51/179 du 16 décembre 1996 et 52/197 du 18 décembre 1997 sur la question,

Notant que l'opinion publique dans le monde entier ainsi que les gouvernements et les organisations non gouvernementales sont devenus plus sensibles aux besoins d'une meilleure intégration des aspects culturels à l'ensemble du processus de développement, à la suite de la Décennie mondiale du développement culturel⁵³ et des travaux de la Commission mondiale sur la culture et le développement,

Constatant avec satisfaction la participation active des États Membres, des organes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des particuliers à l'exécution des projets de portée nationale, régionale et interrégionale cherchant à promouvoir les objectifs de la Décennie et son suivi, ainsi qu'aux travaux de la Commission mondiale,

Prenant note de la tenue à Stockholm, du 30 mars au 2 avril 1998, de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement,

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général⁵⁴;

2. *Invite* tous les États, les organes intergouvernementaux, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales:

a) À donner effet aux recommandations contenues dans le Plan d'action sur les politiques culturelles pour le développement⁵⁵ adopté par la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement;

b) À coopérer avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture afin d'assurer le suivi efficace du Plan d'action;

c) À intensifier leurs efforts pour intégrer la dimension culturelle dans leurs programmes et projets de développement, afin d'assurer un développement durable qui respecte pleinement la diversité culturelle en tenant compte de leurs valeurs et de leur identité culturelles;

3. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à poursuivre sa mission de promouvoir dans tout le système des Nations Unies une plus

⁵³ Voir résolution 41/187.

⁵⁴ A/53/321.

⁵⁵ Ibid., annexe, appendice.

⁵² A/53/407.

grande compréhension des rapports essentiels entre la culture et le développement, compte tenu de la diversité des cultures et de la nécessité d'appliquer les recommandations de la Conférence de Stockholm;

4. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/185. Coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'application de sa résolution 52/200 du 18 décembre 1997 relative à la coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño⁵⁶,

Notant avec une profonde préoccupation que l'oscillation australe El Niño a des effets dévastateurs qui se font sentir un peu partout dans le monde, ce qui a été tout particulièrement le cas pendant la période 1997-1998, au cours de laquelle les scientifiques ont constaté la plus violente manifestation de ce phénomène jamais enregistrée,

Notant que la compréhension de l'oscillation australe El Niño a progressé et qu'en continuant à intensifier la collecte et l'échange de données et de renseignements, on pourrait aider à modéliser ce phénomène naturel et en prédire le retour,

Notant également qu'un phénomène opposé à l'oscillation australe El Niño, dénommé «la Niña», pourrait, selon les prévisions des scientifiques, se produire et affecter plusieurs régions du monde, et que la coopération internationale pourrait être nécessaire pour en atténuer les effets,

Soulignant que toute stratégie crédible visant à atténuer les effets des catastrophes naturelles liées aux futures manifestations d'El Niño doit reposer sur un dialogue et une coopération efficaces entre les secteurs scientifique et technologique du système des Nations Unies et les responsables des activités opérationnelles dans les domaines de la gestion des catastrophes, de l'assistance humanitaire, du développement durable, de la coopération technique et du renforcement des capacités, notamment pour ce qui est de la collecte des données, de la surveillance et des systèmes d'alerte rapide, à tous les niveaux,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général⁵⁶ et approuve les recommandations et conclusions qu'il contient;

2. *Sait gré* aux organismes des Nations Unies de la coopération qu'ils ont apportée aux efforts des pays touchés

par El Niño pour atténuer les effets de ce phénomène, et à la communauté internationale de la coopération appréciable qu'elle a offerte;

3. *Prend note avec satisfaction* des conclusions de la Conférence internationale sur les systèmes d'alerte rapide pour la prévention des catastrophes naturelles, organisée à Potsdam (Allemagne) du 7 au 11 septembre 1998, dans le cadre de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles;

4. *Se félicite* de l'organisation de la première Réunion intergouvernementale d'experts sur le phénomène El Niño, qui s'est tenue à Guayaquil (Équateur) du 9 au 13 novembre 1998, conformément au paragraphe 10 de sa résolution 52/200;

5. *Décide* que le rapport sur les résultats de cette réunion sera examiné, au titre des points appropriés de l'ordre du jour, à la septième session de la Commission du développement durable, à la session de fond de 1999 du Conseil économique et social et à la session extraordinaire que l'Assemblée générale doit tenir pour évaluer en profondeur l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement⁵⁷;

6. *Décide également* d'étudier le phénomène La Niña dans l'optique de l'application de sa résolution 52/200;

7. *Demande* que sa résolution 52/200 continue d'être appliquée dans son intégralité;

8. *Se félicite* de la convocation à Lima, en 1999, d'une réunion intergouvernementale d'experts sur le phénomène El Niño, qui examinera les questions scientifiques, techniques, sociales et politiques dans une optique globale et sera largement ouverte à la participation d'experts intergouvernementaux et de décideurs;

9. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité administratif de coordination, de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 1999, des recommandations sur la façon dont les organismes des Nations Unies pourraient s'occuper de la question de la prévention des catastrophes naturelles lorsque la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles aura pris fin, en 1999, en tenant compte des enseignements dégagés et en faisant de l'alerte rapide un élément fondamental des futures stratégies de prévention des catastrophes naturelles;

10. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, au titre de la question intitulée «Environnement et développement durable», un rapport sur l'application de la présente résolution.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

⁵⁶ A/53/487.

⁵⁷ *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Bridgetown (Barbade), 25 avril-6 mai 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.I.18 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe II.

53/186. Arrangements institutionnels internationaux relatifs à l'environnement et au développement

L'Assemblée générale,

Rappelant le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁵⁸, adopté à sa dix-neuvième session extraordinaire, et en particulier la partie IV du Programme, intitulée «Arrangements institutionnels internationaux»,

Rappelant également sa décision 52/445 du 18 décembre 1997 relative aux progrès accomplis dans l'application des conventions se rapportant au développement durable,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur les moyens d'effectuer l'examen des progrès accomplis dans l'application des conventions se rapportant au développement au développement durable⁵⁹,

Soulignant que les décisions de politique générale au titre des conventions sont prises par les conférences des parties à celles-ci, qui sont des organes directeurs autonomes,

Notant que les différentes conventions relatives à l'environnement et au développement durable se trouvent à des stades différents d'application, et consciente du rôle qui lui incombe s'agissant de favoriser l'application de ces conventions et le respect des engagements qu'elles contiennent,

Réaffirmant qu'il est nécessaire, comme le stipule la partie IV du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, de donner une plus grande cohérence aux différents organismes et processus intergouvernementaux en coordonnant mieux les politiques au niveau intergouvernemental, ainsi que de poursuivre et de mieux coordonner les efforts visant à développer la collaboration entre les secrétariats des organes directeurs concernés,

1. *Engage* les Conférences des parties et les secrétariats permanents de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁶⁰, de la Convention sur la diversité biologique⁶¹ et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique⁶², à examiner les possibilités et mesures appropriées pour renforcer leurs complémentarités et perfectionner les évaluations scientifiques des liens écologiques existant entre ces trois conventions;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport qu'il lui présentera à sa cinquante-quatrième session et dans lequel il précisera les mesures prises pour appliquer la partie IV.A du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁵⁸, en particulier le paragraphe 119, ainsi que les domaines exigeant un examen et des travaux plus approfondis, compte tenu du rôle des organisations et institutions compétentes du système des Nations Unies, comme indiqué dans la partie IV du Programme.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/187. Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, par laquelle elle a décidé de créer le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Rappelant également les résultats et les décisions de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre d'Action 21⁶³ et, en particulier, les paragraphes 119 et 122 à 124 du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁶⁴,

Rappelant en outre la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement, que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a adoptée à sa dix-neuvième session⁶⁵,

Ayant examiné le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa cinquième session extraordinaire⁶⁶,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa cinquième session extraordinaire et les décisions qu'il contient⁶⁶,

2. *Prend note, en particulier,* de la décision du Conseil d'administration sur la revitalisation, la réforme et le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement⁶⁷, y compris des domaines d'intervention du

⁵⁸ Résolution S-19/2, annexe.

⁵⁹ A/53/477.

⁶⁰ A/AC.237/18 (Part II)/Add.1 et Corr.1, annexe I.

⁶¹ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Convention sur la diversité biologique* (Centre d'activité du Programme pour le droit de l'environnement et les institutions compétentes en la matière), juin 1992.

⁶² A/49/84/Add.2, annexe, appendice II.

⁶³ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

⁶⁴ Résolution S-19/2, annexe.

⁶⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 25 (A/52/25)*, annexe, décision 19/1, annexe.

⁶⁶ *Ibid.*, cinquante-troisième session, Supplément n° 25 (A/53/25).

⁶⁷ *Ibid.*, annexe I, décision SS.V/2.

Programme proposés par le Directeur exécutif, dans la ligne de la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement⁶⁵, ainsi que des autres domaines de priorité du Programme arrêtés par le Conseil d'administration à sa dix-neuvième session;

3. *Se félicite* de l'adoption par la Conférence de plénipotentiaires réunie à Rotterdam (Pays-Bas) le 11 septembre 1998 de la Convention sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause concernant certains pesticides et produits chimiques dangereux faisant l'objet du commerce international, et prend note du fait que les fonctions de secrétariat de la Convention sont, à titre provisoire, assurées en commun par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en attendant que les parties à la Convention se prononcent sur l'emplacement du secrétariat;

4. *Se félicite également* de la tenue à Montréal (Canada), du 29 juin au 3 juillet 1998, de la première session du Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant aux fins de l'application de mesures internationales concernant certains polluants organiques persistants, et se félicite en outre du rôle positif joué par le Programme des Nations Unies pour l'environnement dans le domaine de la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et, plus particulièrement, des efforts qu'il a déployés en qualité de secrétariat de la Convention en ce qui concerne les négociations relatives à une convention sur les polluants organiques persistants;

5. *Souligne* que le Programme des Nations Unies pour l'environnement a été et doit continuer d'être le principal organe des Nations Unies chargé des questions d'environnement et qu'il doit jouer, en matière d'environnement, le rôle de chef de file mondial, qui définit la marche à suivre au niveau mondial dans ce domaine, favorise la mise en œuvre cohérente du volet environnement du développement durable dans le cadre du système des Nations Unies et a autorité pour défendre l'environnement mondial;

6. *Se félicite* de la décision du Conseil d'administration⁶⁸, ainsi que des décisions adoptées par l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial lors de sa réunion tenue à New Delhi du 1^{er} au 3 avril 1998, et par le Conseil du Fonds lors de sa réunion tenue à Washington du 14 au 16 octobre 1998, concernant le rôle du Programme des Nations Unies pour l'environnement vis-à-vis du Fonds, et se félicite également de sa collaboration avec le Fonds en ce qui concerne les ressources en eau douce, par exemple l'évaluation internationale des eaux dans le monde, et en ce qui concerne les activités visant à lutter contre la dégradation des sols qui relèvent des domaines d'intervention du Fonds;

7. *Engage* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à poursuivre la réforme du Programme, considère, comme il est souligné dans la

Déclaration de Nairobi, qu'afin d'exécuter son mandat, le Programme revitalisé a besoin de ressources financières adéquates, stables et prévisibles et, à cet égard, souligne les rapports entre l'excellence, la pertinence et la rentabilité de l'exécution des programmes, la confiance faite à l'organisation et, partant, l'aptitude accrue du Programme à attirer un financement;

8. *Engage également* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources financières supplémentaires auprès d'autres donateurs selon que de besoin, afin de permettre la mise en œuvre des activités relevant des domaines prioritaires du Programme, conformément à la Déclaration de Nairobi et sous réserve de l'accord du Conseil d'administration.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/188. Mise en œuvre et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et des résultats de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, et la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre d'Action 21, qui s'est tenue à New York du 23 au 28 juin 1997,

Réaffirmant qu'Action 21⁶⁹ représente le programme d'action fondamental pour parvenir au développement durable et que le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁷⁰, adopté à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, contribuera à la mise en œuvre complète des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Consciente que le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 contient un engagement envers Action 21 et les objectifs du développement durable, une évaluation des progrès accomplis depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement dans tous les principaux domaines visés dans Action 21 et des autres textes issus de la Conférence, et des recommandations concernant les méthodes de travail futures de la Commission du développement durable et le programme de travail de la Commission pour la période 1998-2002,

Considérant qu'une synergie des efforts internationaux et nationaux est indispensable pour parvenir à un

⁶⁸ Ibid., décision SS.V/6.

⁶⁹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol: I, Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

⁷⁰ Résolution S-19/2, annexe.

développement durable et que l'écart entre pays développés et pays en développement montre qu'un environnement économique international dynamique et porteur, favorable à la coopération internationale, continue d'être nécessaire, surtout dans les domaines des finances, du transfert de technologie, de la dette et des échanges commerciaux, si l'on veut maintenir la dynamique des progrès mondiaux vers un développement durable, voire la stimuler,

Notant avec préoccupation que sur la base de l'évaluation et de l'examen des progrès accomplis auxquels elle a procédé à sa dix-neuvième session extraordinaire, elle a conclu que, bien que certains progrès aient été réalisés, en particulier à l'échelon local, les tendances générales en ce qui concerne l'environnement mondial ne s'étaient pas améliorées, et soulignant que la mise en œuvre complète d'Action 21 demeure d'une importance vitale et qu'elle est plus urgente que jamais,

Prenant note de la tenue de la première réunion de l'Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial à New Delhi, du 1^{er} au 3 avril 1998, et de l'achèvement des négociations relatives à la deuxième reconstitution des ressources du Fonds,

Notant qu'elle doit effectuer en 2002 le prochain examen de la mise en œuvre d'Action 21,

1. *Souligne* qu'il faut accélérer la mise en œuvre complète d'Action 21⁶⁹ et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁷⁰;

2. *A conscience* que la Commission du développement durable, dans le cadre de son mandat tel qu'il est spécifié dans la résolution 47/191 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, et dans le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, continuera d'être l'instance centrale chargée d'examiner les progrès accomplis et de promouvoir la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 ainsi que des autres engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ou comme suite à cette conférence, d'organiser un débat de haut niveau sur les politiques visant la réalisation d'un consensus sur le développement durable, et de stimuler les actions et les engagements à long terme concernant le développement durable à tous les niveaux;

3. *Demande* à la Commission du développement durable de continuer à exécuter ces tâches afin de compléter et de relier entre eux les travaux des autres organes, organisations et organismes des Nations Unies dans le domaine du développement durable, à jouer son rôle dans l'analyse des problèmes posés par la mondialisation qui affectent le développement durable et à remplir ses fonctions en coordination avec les autres organes subsidiaires du Conseil économique et social et les organismes et institutions connexes, notamment en faisant des recommandations, dans le cadre de son mandat, au Conseil, compte tenu des résultats étroitement liés des récentes conférences des Nations Unies;

4. *Souligne* que pour obtenir des résultats plus concrets avant le prochain examen de la mise en œuvre d'Action 21, prévu pour 2002, il faudra des efforts concertés à tous les niveaux, y compris de la part des gouvernements, et demande à tous les pays de tenir les engagements qu'ils ont pris au titre d'Action 21 et, dans ce contexte, demande également aux pays développés de tenir leurs engagements en ce qui concerne les ressources financières et le transfert d'écotechnologie;

5. *Souligne également* qu'il importe que tous les organismes compétents des Nations Unies continuent d'être activement associés à la mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, et prie le Secrétaire général, agissant en étroite collaboration avec tous les organismes compétents des Nations Unies et tenant compte des résultats des délibérations qui ont eu lieu au sein de la Commission du développement durable, de lui présenter lors de sessions futures, par l'intermédiaire du Conseil économique et social en raison de ses fonctions de coordination, un rapport analytique sur les mesures qui auront été prises au sein du système des Nations Unies pour accélérer la mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, notamment en identifiant les obstacles rencontrés et en faisant des recommandations quant aux moyens de les surmonter;

6. *Souligne en outre* qu'il importe de préparer avec le plus grand soin le prochain examen décennal de la mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, et prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur les moyens qui permettraient d'assurer l'efficacité des préparatifs de cet examen;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Environnement et développement durable», une question subsidiaire intitulée «Mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/189. Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/183 du 16 décembre 1996 et 52/202 du 18 décembre 1997,

Réaffirmant les résultats de sa dix-neuvième session extraordinaire, tenue du 23 au 28 juin 1997, en particulier l'adoption du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁷¹, et les résolutions et décisions pertinentes adoptées par la Commission du développement durable à ses

⁷¹ Résolution S-19/2, annexe.

cinquième⁷² et sixième⁷³ sessions, tenues respectivement du 7 au 25 avril 1997, et le 22 décembre 1997 et du 20 avril au 1^{er} mai 1998,

Notant l'importance de la décision qu'elle a prise à sa dix-neuvième session extraordinaire⁷⁴ de tenir en septembre 1999, à New York, une session extraordinaire de deux jours en vue de procéder à un examen et à une évaluation en profondeur de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement⁷⁵,

Réaffirmant sa décision d'inviter les États membres des institutions spécialisées qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies à participer, en qualité d'observateurs, à la session extraordinaire ainsi qu'aux réunions préparatoires de ladite session,

Constatant que les petits États insulaires en développement sont vulnérables et que les efforts qu'ils déploient pour parvenir au développement durable se heurtent à des obstacles,

Notant que le Programme d'action a été mis en œuvre avant tout aux niveaux national et régional, et saluant les efforts déployés par les petits États insulaires en développement à cet égard,

Notant également que les efforts considérables déployés aux niveaux national et régional doivent aller de pair avec un appui financier effectif de la part de la communauté internationale,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les plans et projets de développement durable des petits États insulaires en développement mis en œuvre, en cours de réalisation ou envisagés pour la période 1999-2003 par des donateurs bilatéraux, des organismes des Nations Unies, des organisations régionales et des organisations internationales n'appartenant pas au système des Nations Unies⁷⁶, et se félicite des mesures prises par les petits États insulaires en développement et la communauté internationale des donateurs afin de mettre en œuvre des plans et des projets de développement durable des petits États insulaires en développement;

2. *Prend acte également* du rapport du Secrétaire général sur l'établissement d'un indice de vulnérabilité concernant les petits États insulaires en développement⁷⁷,

demande instamment que l'on continue de progresser dans l'établissement de cet indice, et encourage toutes les organisations concernées qui s'emploient à perfectionner cet indice à travailler en collaboration;

3. *Se félicite* des mesures prises par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, en ce qui concerne la conférence des donateurs qui doit avoir lieu du 24 au 26 février 1999 et réunir des représentants des petits États insulaires en développement et des donateurs potentiels, bilatéraux et multilatéraux, et invite instamment les parties concernées à faciliter l'élaboration et la mise au point de projets;

4. *Encourage* tous les petits États insulaires en développement et les donateurs potentiels, bilatéraux et multilatéraux, à participer à la conférence des donateurs et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de développement des petits États insulaires en développement;

5. *Accueille avec satisfaction* les mesures prises par les gouvernements, les commissions et organisations régionales, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales pour appuyer les activités en rapport avec les décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement;

6. *Engage* les petits États insulaires en développement à poursuivre les préparatifs de la septième session de la Commission du développement durable et de la session extraordinaire que l'Assemblée générale doit tenir en septembre 1999 pour procéder à l'examen et à l'évaluation de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, et engage la communauté internationale, les organismes des Nations Unies et les organes intergouvernementaux à continuer de fournir une aide à cet égard;

7. *Demande* que les membres associés des commissions économiques régionales participent, sous réserve du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, à la session extraordinaire ainsi qu'au processus préparatoire de ladite session, en étant dotés du même statut d'observateur que celui qui leur avait été octroyé lorsqu'ils avaient participé à la Conférence mondiale de 1994;

8. *Souligne* qu'il convient de faire participer activement les acteurs de la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales, aux préparatifs de la session extraordinaire et de prendre les dispositions voulues, compte tenu de la pratique de la Conférence mondiale et de l'expérience acquise à cette occasion, pour qu'ils puissent apporter des contributions de fond et un concours actif aux réunions préparatoires et à la session extraordinaire et, dans ce contexte, invite son président à proposer aux États Membres, après les avoir consultés, des modalités appropriées pour les associer efficacement à la session extraordinaire;

9. *Souligne également* qu'il est important que les petits États insulaires en développement participent

⁷² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément n° 9 (E/1997/29)*.

⁷³ Ibid, 1998, *Supplément n° 9 (E/1998/29)*.

⁷⁴ Résolution S-19/2, annexe, par. 71.

⁷⁵ *Rapport de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, Bridgetown (Barbade), 25 avril-6 mai 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.I.18 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁷⁶ A/53/358.

⁷⁷ A/53/65-E/1998/5.

pleinement et efficacement à la session extraordinaire et à la septième session de la Commission du développement durable, qui est l'organe préparatoire de la session extraordinaire, et engage les gouvernements à verser ponctuellement des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux travaux de la Commission du développement durable; et, dans ce contexte, prie le Secrétaire général d'aider les petits États insulaires en développement en appliquant les modalités d'aide qui ont été utilisées pour financer leur participation à la Conférence mondiale;

10. *Réaffirme* qu'il est urgent que la communauté internationale appuie les efforts d'adaptation déployés par les petits États insulaires en développement face à la perspective menaçante d'une élévation du niveau des mers sous l'effet des changements climatiques;

11. *Prend note avec satisfaction* des activités entreprises par le Fonds pour l'environnement mondial et l'invite, conformément aux décisions pertinentes de son conseil et aux dispositions applicables de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁷⁸ et de la Convention sur la diversité biologique⁷⁹, à accroître son soutien à la réalisation des objectifs du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;

12. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission du développement durable à sa septième session, par l'intermédiaire du mécanisme existant, ainsi qu'à sa session extraordinaire consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, un rapport sur la conférence des donateurs;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Environnement et développement durable», la question subsidiaire intitulée «Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement»;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur les mesures prises pour appliquer la présente résolution et les recommandations issues de la session extraordinaire consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

*91^e séance plénière
15 décembre 1998*

⁷⁸ A/AC.237/18 (Partie II)/Add.1 et Corr.1, annexe I.

⁷⁹ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Convention sur la diversité biologique* (Centre d'activité du Programme pour le droit de l'environnement et les institutions compétentes en la matière), juin 1992.

53/190. Convention sur la diversité biologique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/201 du 18 décembre 1997 concernant la Convention sur la diversité biologique et ses autres résolutions pertinentes,

Rappelant également les dispositions de la Convention sur la diversité biologique⁸⁰,

Rappelant en outre l'Action 21⁸¹, en particulier le chapitre 15 relatif à la préservation de la diversité biologique et les chapitres connexes,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique⁸²,

Profondément préoccupée par l'appauvrissement continu de la diversité biologique dans le monde et réaffirmant, sur la base des dispositions de la Convention, l'engagement de préserver la diversité biologique, d'utiliser rationnellement les éléments qui la composent et d'assurer une répartition juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment en permettant un accès approprié aux ressources génétiques et le transfert approprié des technologies correspondantes, sous réserve que tous les droits sur ces ressources et technologies soient respectés, et au moyen d'un financement adéquat,

Consciente de la contribution que les communautés autochtones et locales apportent à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques,

Soulignant que la Convention est un important instrument pour parvenir au développement durable, compte tenu de ses trois objectifs, et pour promouvoir l'action au niveau des écosystèmes comme le prévoient la Convention et les décisions de la Conférence des Parties à la Convention,

Rappelant les décisions que la Conférence des Parties a adoptées à sa quatrième réunion⁸³ au sujet des droits de propriété intellectuelle et des relations entre la Convention et les autres accords internationaux,

Notant le dialogue qui se déroule à la Commission du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce au sujet des dispositions de l'Accord sur les

⁸⁰ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Convention sur la diversité biologique* (Centre d'activité du Programme pour le droit de l'environnement et les institutions compétentes en la matière), juin 1992.

⁸¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I: *Résolutions adoptées par la Conférence*, résolution 1, annexe II.

⁸² A/53/451, annexe.

⁸³ Voir UNEP/CBD/COP/4/27, annexe.

aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce⁸⁴,

Encouragée par le travail accompli à ce jour en application de la Convention, et notant avec satisfaction que la plupart des États et une organisation d'intégration économique régionale ont ratifié la Convention,

Prenant note avec gratitude de l'offre généreuse faite par le Gouvernement colombien d'accueillir la sixième réunion du Groupe spécial d'experts à composition non limitée pour la prévention des risques biotechnologiques et la réunion extraordinaire de la Conférence des Parties qui se tiendront à Cartagena de Indias, respectivement du 15 au 19 février et les 22 et 23 février 1999,

Rappelant qu'elle a invité le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique à lui rendre compte des résultats des réunions futures de la Conférence des Parties à la Convention,

Notant l'importance de la décision IV/6 adoptée par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion, en particulier le paragraphe 11⁸³,

1. *Se félicite* des résultats obtenus lors de la quatrième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, tenue à Bratislava du 4 au 15 mai 1998⁸³,

2. *Accueille avec satisfaction* la décision IV/16 prise par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion⁸³ sur l'adoption des programmes de travail et la démarche thématique adoptée pour guider ses travaux vers la réalisation, dans un avenir prévisible, des objectifs de la Convention, y compris l'examen approfondi des écosystèmes;

3. *Engage* les gouvernements, agissant en coopération avec la Conférence des Parties, à étudier et suivre de près, en utilisant des méthodes scientifiques, l'évolution des technologies nouvelles afin d'éviter qu'elles aient sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des effets préjudiciables dont les agriculteurs et les communautés locales pourraient se ressentir;

4. *Estime* qu'il est important d'adopter un protocole sur la prévention des risques biologiques à la réunion extraordinaire de la Conférence des Parties qui aura lieu en 1999, ou dès que possible après cette réunion;

5. *Prend note avec satisfaction* de la décision IV/15 que la Conférence des Parties a adoptée à sa quatrième réunion⁸³ et dans laquelle elle a souligné qu'il fallait veiller à ce que la Convention et les accords de l'Organisation mondiale du commerce, y compris l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, soient appliqués de façon cohérente, afin de promouvoir une

plus grande complémentarité et intégration des questions de diversité biologique et la protection des droits de propriété intellectuelle;

6. *Réaffirme* les dispositions du paragraphe 10 de la décision IV/15, où la Conférence des Parties a souligné qu'un travail supplémentaire était nécessaire pour parvenir à dégager une vision commune des rapports entre les droits de propriété intellectuelle et les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, d'une part, et la Convention sur la diversité biologique, d'autre part, en particulier pour ce qui a trait au transfert de technologie et à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et au partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, y compris la protection des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales incarnant des modes de vie traditionnels qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique;

7. *A conscience* de l'importance de l'application de la Convention à tous les niveaux, y compris à travers l'élaboration et l'application de stratégies, de plans et de programmes nationaux, compte tenu des ressources financières nécessaires pour appuyer les activités de mise en application, en particulier celles des pays en développement, conformément aux dispositions de la Convention et aux décisions de la Conférence des Parties;

8. *Engage* les États qui n'ont pas encore ratifié la Convention à le faire aussitôt que possible;

9. *Prend note avec satisfaction* de la décision IV/8 que la Conférence des Parties a adoptée à sa quatrième réunion⁸³ et dans laquelle elle a décidé de créer un groupe d'experts pour mettre en application le contenu de la décision;

10. *Constate* l'importance des mesures prises à l'échelle nationale pour conserver la diversité biologique dans de nombreux biotopes, y compris les forêts, les zones humides et les zones côtières, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en particulier de son article 8, et le besoin de mobiliser un appui national et international en faveur de ces mesures;

11. *Se félicite* de la décision IV/16 adoptée par la Conférence des Parties à sa quatrième réunion⁸³, dans laquelle la Conférence a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa sixième réunion une question intitulée «Espèces allogènes qui menacent les écosystèmes, les biotopes ou les espèces»;

12. *Note* l'utilité des échanges d'informations, et encourage le développement de réseaux d'information sur la biodiversité aux échelons national, régional et international;

13. *Engage* toutes les institutions de financement et les donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que les institutions de financement régionales et les organisations non gouvernementales, à coopérer avec le secrétariat de la Convention pour l'exécution du programme de travail;

⁸⁴ Voir *Instruments juridiques reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay faits à Marrakech le 15 avril 1994* (publication du Secrétariat du GATT, numéro de vente: GATT/1994-7).

14. *Demande* aux États parties à la Convention de régler d'urgence leurs arriérés de contributions éventuels et de verser leurs contributions intégralement et ponctuellement pour assurer la continuité du financement des travaux en cours de la Conférence des Parties, des organes subsidiaires⁸⁵ et du secrétariat de la Convention;

15. *Prie* le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique de lui rendre compte des travaux en cours au titre de la Convention;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question subsidiaire intitulée «Convention sur la diversité biologique».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/191. Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/198 du 18 décembre 1997 et ses autres résolutions relatives à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique⁸⁶,

Réaffirmant la décision qu'elle a prise, conformément au paragraphe 17 de sa résolution 52/198, d'inscrire au calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 1998-1999 les sessions que la Conférence des Parties à la Convention et ses organes subsidiaires⁸⁷ avaient prévu de tenir pendant ledit exercice biennal, compte tenu de la demande faite par la Conférence des Parties à sa première session, qui a eu lieu à Rome du 29 septembre au 10 octobre 1997⁸⁸,

Notant avec satisfaction qu'un grand nombre d'États, ainsi qu'une organisation d'intégration économique régionale, ont ratifié la Convention ou y ont adhéré, et confirmant le caractère universel de celle-ci et l'appui dont elle bénéficie dans le monde entier,

Remerciant vivement le Gouvernement sénégalais d'avoir généreusement offert d'accueillir la deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention,

Remerciant vivement le Secrétaire général et tous les contributeurs bilatéraux et multilatéraux, y compris les

organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales, des contributions et de l'appui qu'ils ont fournis au secrétariat provisoire de la Convention,

Prenant note avec satisfaction de l'action engagée par le secrétariat provisoire de la Convention pour contribuer à la ratification et à l'application de la Convention aux échelons national, sous-régional et régional, notamment pour sensibiliser l'opinion publique,

Comptant sur la Conférence des Parties et ses organes subsidiaires pour continuer de s'employer à chercher des solutions aux problèmes de désertification et de sécheresse en tenant compte des dispositions de la Convention et des décisions prises par la Conférence des Parties à sa première session⁸⁹,

Ayant examiné le rapport établi par le Secrétaire général sur l'application de sa résolution 52/198⁹⁰, conformément au paragraphe 21 de ladite résolution, et notant dans ce contexte la déclaration faite le 22 octobre 1998 devant la Deuxième Commission de l'Assemblée générale par le Secrétaire exécutif de la Convention au sujet des progrès accomplis par tous les intéressés dans l'application des dispositions de la Convention⁹¹,

1. *Se félicite* de la tenue de la deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, qui doit avoir lieu à Dakar du 30 novembre au 11 décembre 1998, conformément au paragraphe 19 de sa résolution 52/198;

2. *Demande* à tous les États et autres parties intéressées de contribuer au succès de la deuxième session de la Conférence des Parties;

3. *Demande également* à tous les États qui ne sont pas encore parties à la Convention de la ratifier ou d'y adhérer dès que possible;

4. *Note* que l'Organisation des Nations Unies, le secrétariat de la Convention et le Gouvernement allemand ont signé, le 18 août 1998⁹², l'accord de siège dont la Conférence des Parties sera saisie à sa deuxième session en vue de son adoption, sous réserve de sa ratification par le Parlement allemand;

5. *Invite* le Gouvernement hôte et le secrétariat de la Convention à apporter leur plein concours au transfert du secrétariat et à son bon fonctionnement à Bonn, et invite également le secrétariat à poursuivre ses efforts pour achever le transfert le plus tôt possible;

⁸⁵ Voir Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Convention sur la diversité biologique* (Centre d'activité du Programme pour le droit de l'environnement et les institutions compétentes en la matière), juin 1992, art. 23, par. 4, al. g, et art. 25.

⁸⁶ A/49/84/Add.2, annexe, appendice II.

⁸⁷ Tels que définis conformément à l'art. 22, par. 2, al. c et à l'art. 24 de la Convention.

⁸⁸ ICCD/COP(1)/11/Add.1, décision 4/COP.1.

⁸⁹ Voir ICCD/COP(1)/11/Add.1.

⁹⁰ A/53/516.

⁹¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Deuxième Commission, 22^e séance*, et rectificatif.

⁹² ICCD/COP(2)/8 et Corr.1 et Add. 1 et 2.

6. *Constate avec préoccupation* que le Mécanisme mondial n'a pas commencé de fonctionner le 1^{er} janvier 1998;

7. *Prend note avec satisfaction* des mesures prises par le Fonds international de développement agricole pour établir le régime correspondant à l'identité distincte du Mécanisme mondial au sein du Fonds, et attend avec intérêt le démarrage prochain de ses activités, conformément aux dispositions de la Convention et aux décisions pertinentes prises par la Conférence des Parties à sa première session;

8. *Prie instamment* tous les États qui sont parties à la Convention de verser intégralement et sans retard, le 1^{er} janvier de chaque année ou avant, à compter de 1999, les contributions nécessaires au financement du budget de base de la Convention prévues par les règles de gestion financière de la Conférence des Parties⁹³, pour que les rentrées de trésorerie permettent d'assurer en permanence la continuité des activités de la Conférence des Parties, des organes subsidiaires, du secrétariat permanent et du Mécanisme mondial;

9. *Note avec satisfaction* l'appui financier déjà fourni à titre volontaire par certains États parties, et lance de nouveau un appel aux gouvernements, à toutes les organisations intéressées et au secteur privé afin qu'ils versent rapidement des contributions volontaires supplémentaires pour financer les activités et le fonctionnement du Mécanisme mondial;

10. *Engage* les gouvernements, les organisations d'intégration économique régionale et les autres organisations intéressées, ainsi que les organisations non gouvernementales et le secteur privé, à verser des contributions généreuses au fonds général, au fonds supplémentaire et au fonds spécial qui doivent être créés d'ici au 1^{er} janvier 1999, conformément aux paragraphes pertinents des règles de gestion financière de la Conférence des Parties⁹⁴;

11. *Engage également* les pays en développement qui sont parties à la Convention à accélérer le processus d'élaboration et d'adoption des programmes nationaux d'action, et demande que ceux qui ont été adoptés soient mis en application grâce, notamment, à la conclusion d'accords de partenariat, y compris en envisageant des contributions des organisations non gouvernementales;

12. *Engage en outre* la communauté internationale, en particulier les pays développés et les organismes des Nations Unies, et invite les institutions financières multilatérales et tous les autres acteurs intéressés, à appuyer les efforts faits par les pays en développement touchés afin d'élaborer et d'appliquer des programmes d'action pour lutter contre la désertification, notamment, selon qu'il convient, des programmes interrégionaux de coopération, en leur procurant des ressources financières et d'autres formes d'assistance;

13. *Invite* la Conférence des Parties à faciliter et à lancer, lors de sa deuxième session, le processus d'élaboration

et de négociation d'une annexe supplémentaire à la Convention concernant son application à l'échelon régional dans les pays de la région d'Europe orientale et centrale, en vue d'en arrêter la version définitive le plus rapidement possible;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des résultats de la deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention, ainsi que des mesures prises pour donner suite aux décisions adoptées par la Conférence à cette session;

15. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question subsidiaire intitulée «Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/192. Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 44/211 du 22 décembre 1989, 47/199 du 22 décembre 1992, 50/120 du 20 décembre 1995, 52/203 du 18 décembre 1997 et 52/12 B du 19 décembre 1997, et tenant compte des vues des États Membres ainsi que des résolutions 1996/42 et 1998/26 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1996 et du 28 juillet 1998,

Réaffirmant que les activités opérationnelles de développement dans le système des Nations Unies ont un rôle important à jouer en permettant aux pays en développement de continuer à prendre en main la gestion de leur propre processus de développement,

Soulignant que les priorités et les plans nationaux sont le seul cadre de référence viable pour la programmation par pays des activités opérationnelles de développement au sein du système des Nations Unies et que les programmes devraient reposer sur ces priorités et ces plans de développement et par conséquent être réalisés sous l'impulsion des pays bénéficiaires,

Soulignant également à ce propos qu'il faut tenir compte des résultats obtenus et des engagements pris à l'issue des conférences pertinentes des Nations Unies, ainsi que des mandats respectifs des divers organes et organismes du système des Nations Unies pour le développement et de leur complémentarité, en gardant à l'esprit la nécessité d'éviter les doubles emplois,

Soulignant en outre que les activités opérationnelles du système des Nations Unies doivent avoir pour caractéristiques fondamentales, entre autres, l'universalité, le financement volontaire et à titre gracieux, la neutralité et le multilatéralisme, ainsi que la capacité de répondre avec souplesse aux besoins des pays en développement, et qu'elles sont exécutées au profit de ces pays, sur leur demande et

⁹³ ICCD/COP(1)/11/Add.1, décision 2/COP.1, annexe, par. 14.

⁹⁴ ICCD/COP(1)/11/Add.1, décision 2/COP.1, annexe, par. 7 à 11.

conformément à leurs politiques et priorités de développement,

Prenant note à cet égard des activités des fonds et programmes des Nations Unies qui visent à apporter aux pays bénéficiaires une assistance technique répondant à leurs besoins et à leurs priorités sur le plan économique et social, notamment l'élimination de la pauvreté et la promotion des droits de l'homme, y compris le droit au développement, pour leur permettre de parvenir à une croissance économique soutenue et à un développement durable, conformément à ses résolutions sur la question et aux décisions prises lors des récentes conférences des Nations Unies, et soulignant que ces activités doivent être entreprises à la demande des gouvernements bénéficiaires intéressés, dans le strict respect des mandats des fonds et programmes considérés, qui devraient recevoir des contributions accrues de la part des pays donateurs,

Consciente des besoins pressants et spécifiques des pays à faible revenu, en particulier des pays les moins avancés,

Soulignant que les pays en développement sont responsables de leur propre développement, et mettant l'accent à cet égard sur le fait qu'il incombe à la communauté internationale d'agir en partenariat pour soutenir les efforts de développement menés par ces pays,

Rappelant le rôle de coordination et d'orientation qui incombe au Conseil économique et social dans le système des Nations Unies, pour assurer la mise en œuvre à l'échelle du système des politiques formulées par l'Assemblée générale, à l'occasion notamment de l'examen triennal des activités opérationnelles, conformément à ses résolutions 48/162 du 20 décembre 1993 et 50/227 du 24 mai 1996,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies⁹⁵;

2. *Confirme* ses résolutions 47/199 et 50/120 ainsi que les parties de sa résolution 52/12 B qui ont trait aux activités opérationnelles de développement, et insiste sur la nécessité d'en appliquer pleinement tous les éléments, au vu de l'expérience, de manière cohérente, en temps utile et en tenant compte de leur interdépendance;

3. *Insiste* sur le fait que c'est aux gouvernements bénéficiaires qu'il incombe au premier chef de coordonner, en fonction de leurs stratégies et priorités nationales, tous les types d'aide extérieure, notamment les apports des organisations multilatérales, en vue de les intégrer effectivement aux programmes nationaux de développement;

4. *Prend note* des efforts accomplis pour rationaliser et améliorer le fonctionnement et l'efficacité des résultats des fonds et programmes des Nations Unies;

I

A. Réforme des activités opérationnelles des Nations Unies

5. *Souligne* que tous les organismes du système des Nations Unies pour le développement doivent axer les efforts qu'ils mènent sur le terrain sur les secteurs prioritaires, conformément aux priorités définies par les pays bénéficiaires et aux mandats et énoncés de mission adoptés par leurs organes directeurs, ainsi qu'aux décisions pertinentes prises par ces derniers, afin d'éviter les chevauchements d'activités et d'accroître la complémentarité et l'impact de leurs travaux;

6. *Souligne également* qu'il convient, dans le cadre de la réforme du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de la restructuration et de la revitalisation du processus intergouvernemental, de respecter et de renforcer les attributions des différentes entités sectorielles et spécialisées et les mandats respectifs des fonds, programmes et institutions spécialisées, en tenant compte de leur complémentarité;

B. Financement des activités opérationnelles des Nations Unies

7. *Note avec regret* que, si des progrès importants ont bien été réalisés dans l'administration et le fonctionnement des fonds et programmes de développement des Nations Unies, il n'y a eu, dans le cadre du processus de changement global, aucune augmentation des ressources de base destinées aux activités opérationnelles de développement sur une base prévisible, continue et assurée;

8. *Se déclare gravement préoccupée* par l'insuffisance persistante des ressources destinées aux activités opérationnelles de développement des Nations Unies, en particulier par la baisse des contributions aux ressources de base;

9. *Réaffirme* que les rares ressources fournies à titre de dons doivent être affectées en priorité aux programmes et projets réalisés dans les pays à faible revenu, en particulier les moins avancés;

10. *Réaffirme avec vigueur* qu'il faut renforcer l'impact des activités opérationnelles du système des Nations Unies, notamment en augmentant substantiellement leur financement sur une base prévisible, continue et assurée, à la mesure des besoins croissants des pays en développement, et en appliquant intégralement les résolutions 47/199, 48/162 et 50/120 ainsi que les parties de la résolution 52/12 B qui ont trait aux activités opérationnelles de développement;

11. *Souligne* qu'il faut continuer à améliorer de manière générale l'efficacité, l'efficience et l'impact des programmes d'aide au développement exécutés par les organismes des Nations Unies, et se félicite des mesures qui ont été prises à cette fin;

12. *Prend note avec satisfaction* des contributions soutenues que de nombreux donateurs et pays bénéficiaires apportent aux activités opérationnelles de développement dans un esprit de partenariat;

⁹⁵ A/53/226 et Add.1 à 4.

13. *Demande instamment* aux pays développés, en particulier à ceux dont les apports globaux ne sont pas à la mesure de leurs moyens, compte tenu des objectifs fixés pour l'aide publique au développement – notamment à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés – et des niveaux actuels de leurs apports, d'accroître substantiellement leur aide publique au développement, y compris leurs contributions aux activités opérationnelles du système des Nations Unies;

14. *Souligne* que les autres pays qui sont en mesure de le faire devraient s'efforcer d'accroître leur assistance dans le cadre de la coopération pour le développement;

15. *Note* l'importance des ressources autres que les ressources de base, notamment de la participation aux coûts, des fonds d'affectation spéciale et des sources non traditionnelles de financement, comme moyen de renforcer la capacité et de compléter les moyens des activités opérationnelles de développement;

16. *Note* les discussions relatives aux stratégies de financement qui ont eu lieu au sein des conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies, y compris les décisions adoptées récemment par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population⁹⁶ dans le cadre des efforts menés par les États Membres pour inverser la tendance à la baisse des ressources de base et d'établir le financement des activités des Nations Unies pour le développement sur une base prévisible, continue et assurée, à la mesure des besoins des pays en développement, souligne dans ce contexte qu'il est urgent de faire aboutir les débats des conseils d'administration de ces organes et d'autres instances, et invite le Conseil économique et social à examiner chaque année la situation financière d'ensemble des fonds et programmes;

C. Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

17. *Souligne* que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui est actuellement dans une phase pilote⁹⁷, devrait favoriser, sous l'impulsion des pays bénéficiaires, une réaction cohérente de l'ensemble des organes des Nations Unies agissant en collaboration pour accroître l'impact de leurs activités au niveau des pays, en respectant pleinement et en appuyant les priorités nationales formulées dans les notes de stratégie de pays ou les plans nationaux de développement, selon le cas;

18. *Souligne également* qu'il importe d'associer pleinement le gouvernement bénéficiaire à la formulation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et de lui en donner l'entière maîtrise, en obtenant son approbation en ce qui concerne sa version finale, considérant que c'est au gouvernement qu'incombe la coordination de toutes les activités d'aide et de développement;

19. *Souligne en outre* qu'il faut assurer la participation pleine et active des fonds et programmes et des institutions spécialisées du système des Nations Unies à la préparation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;

20. *Note* l'importance de consultations plus étroites entre les gouvernements, les organismes de développement compétents des Nations Unies, notamment les institutions spécialisées et les autres partenaires en matière de développement, en vue de la formulation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;

21. *Considère* que la note de stratégie de pays demeure une initiative volontaire et que, dans les cas où il n'en existe pas, il convient de s'appuyer, pour l'établissement du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, sur un autre cadre analogue qui rende compte des priorités nationales, afin que le Plan-cadre réponde pleinement aux priorités et aux besoins du pays concerné en matière de développement;

22. *Note* le rôle que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement devrait jouer en aidant, entre autres, l'Organisation des Nations Unies à contribuer au suivi coordonné des résultats des grandes conférences des Nations Unies sur le terrain, et l'importance du bilan commun de pays pour la formulation du Plan-cadre;

D. Système des coordonnateurs résidents

23. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que le système des coordonnateurs résidents fasse davantage appel à la participation sur le terrain, notamment en recourant davantage aux groupes thématiques et en faisant une place plus large à la consultation au sein du système des Nations Unies;

24. *Prend note* des améliorations apportées au fonctionnement du système des coordonnateurs résidents, et recommande qu'on l'améliore encore, en étroite consultation avec les gouvernements;

25. *Recommande* de poursuivre les efforts déployés, y compris dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement, pour améliorer encore le système des coordonnateurs résidents, et accueille avec satisfaction les initiatives visant à continuer d'élargir la base de recrutement des coordonnateurs résidents en nommant un plus grand nombre de femmes à ces postes, en perfectionnant les critères et procédures de sélection, notamment par l'évaluation des compétences et la formation, et en veillant à ce que les intéressés tiennent pleinement compte des mandats respectifs de tous les organismes participant à ce système;

26. *Réaffirme* que les coordonnateurs résidents doivent, en étroite concertation avec les gouvernements, faciliter sur le terrain un suivi cohérent et coordonné, dans le cadre des Nations Unies, des grandes conférences internationales;

27. *Prie* le système des Nations Unies, notamment les fonds et programmes, les institutions spécialisées et le Secrétariat, de fournir un appui au système des coordonnateurs résidents;

⁹⁶ Voir DP/1999/2.

⁹⁷ Voir A/53/226, par. 72 à 77 et A/53/226/Add.1, par. 88 à 98.

E. Groupe des Nations Unies pour le développement

28. *Demande instamment* au Groupe des Nations Unies pour le développement de s'employer de manière totalement transparente et responsable à renforcer la cohérence dans l'action des Nations Unies en matière de développement, tout en respectant le mandat spécifique et l'identité de chacun des membres;

II

A. Planification, programmation et exécution

29. *Souligne* que les besoins et priorités des pays bénéficiaires exigent que les activités opérationnelles soient exécutées avec souplesse et soient décentralisées à l'échelon des pays, et que ces mesures soient appliquées de manière suivie pour améliorer encore l'adéquation et l'impact des programmes;

30. *Décide* que, avec l'accord du pays hôte, les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement devraient aider les gouvernements à créer un climat favorable au renforcement des liens entre les gouvernements eux-mêmes, le système des Nations Unies pour le développement, la société civile, les organisations non gouvernementales nationales et les entreprises du secteur privé qui participent au processus de développement, en vue de trouver des solutions nouvelles et novatrices aux problèmes de développement, conformément aux politiques et priorités nationales;

31. *Demande* que les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement simplifient, harmonisent et rationalisent encore les procédures qu'ils appliquent dans le cadre de leurs activités opérationnelles sur le terrain, lorsque c'est possible, et élaborent des bases de données communes, en consultation avec les gouvernements;

32. *Invite instamment* les fonds et programmes à arrêter des mesures et calendriers précis pour promouvoir la simplification et l'harmonisation des procédures, et à rendre compte à ce sujet à leurs organes directeurs respectifs;

33. *Demande également* que les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement rendent plus cohérente la présentation des budgets au niveau des sièges et mettent davantage en commun les systèmes et services administratifs sur le terrain;

34. *Souligne* qu'il faut appliquer tous les textes issus des grandes conférences des Nations Unies, en tenant les engagements pris et en réalisant les objectifs convenus lors de ces conférences, et qu'il importe d'accélérer les efforts pour assurer le suivi coordonné de leurs résultats et, dans ce contexte, prend note avec satisfaction de la décision 1998/290 du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1998, dans laquelle le Conseil a décidé d'engager progressivement un processus intergouvernemental pour élaborer des indicateurs pertinents qui permettraient de suivre l'application des résultats des conférences à tous les niveaux, et se félicite également de la décision qu'il a prise de tenir une réunion officielle sur cette question en 1999;

35. *Engage* la Banque mondiale, les banques de développement régionales et tous les fonds et programmes à coopérer plus étroitement pour accroître la complémentarité de leurs activités et assurer une meilleure répartition des tâches ainsi qu'une plus grande cohérence de leurs activités sectorielles, sur la base des arrangements en vigueur et en stricte conformité avec les priorités du gouvernement bénéficiaire;

36. *Prend note* des initiatives en cours pour rechercher de nouveaux locaux communs ainsi que de la nécessité de tenir pleinement compte des études de coûts-avantages, ainsi que le demandent les résolutions pertinentes, et encourage les intéressés à poursuivre la mise en œuvre desdites initiatives, le cas échéant, tout en veillant à ce que les pays hôtes ne se voient pas imposer pour autant une charge supplémentaire;

B. Renforcement des capacités

37. *Réaffirme* que le renforcement durable des capacités doit être expressément défini comme étant un objectif de l'assistance technique offerte dans le cadre des activités opérationnelles du système des Nations Unies au niveau national, le but étant de renforcer les moyens nationaux, notamment en ce qui concerne la formulation des politiques et des programmes, la gestion du développement, la planification, la mise en œuvre, la coordination, le suivi et l'examen;

C. Aide humanitaire

38. *Se déclare préoccupée* par le nombre croissant de catastrophes naturelles et de crises écologiques qui frappent souvent des pays ne disposant pas des ressources nécessaires pour y faire face efficacement;

39. *Constate* qu'en règle générale, les phases de secours, de relèvement, de reconstruction et de développement ne se succèdent pas mais que souvent elles se chevauchent et interviennent simultanément, et note qu'il est urgent d'élaborer, le cas échéant au moyen d'un cadre stratégique, une approche globale à l'égard des pays en crise en associant à cette tâche les autorités nationales ainsi que les organismes des Nations Unies, les donateurs et les organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales, et qu'il faut que les autorités nationales jouent un rôle de chef de file dans tous les aspects du plan de redressement, et note également à cet égard qu'il faut user au plus tôt des outils de développement lors des crises humanitaires, et prend note avec satisfaction des recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général sur cette question⁹⁵;

40. *Souligne* que le versement de contributions au titre de l'aide humanitaire ne devrait pas se faire au détriment de l'aide au développement et que la communauté internationale doit fournir des ressources suffisantes au titre de l'aide humanitaire;

D. Dimension régionale

41. *Insiste* sur la nécessité croissante d'intégrer les dimensions régionale et sous-régionale aux activités

opérationnelles de développement des Nations Unies, et engage les coordonnateurs résidents, agissant en étroite consultation avec les gouvernements, à associer les commissions régionales de plus près au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, selon qu'il conviendra, compte tenu des tâches et programmes de travail qui leur ont été assignés;

E. Thèmes intersectoriels

1. Coopération Sud-Sud/Coopération technique et économique entre pays en développement

42. *Prie* les organismes des Nations Unies de prendre les mesures voulues pour inclure plus efficacement la coopération technique entre pays en développement dans les programmes et projets de ces pays et de redoubler d'efforts pour y intégrer les modalités prévues à ce titre, notamment en appuyant les activités du Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement, et encourage d'autres institutions internationales compétentes à prendre des mesures analogues;

43. *Souligne* que la coopération Sud-Sud, notamment la coopération technique et économique entre pays en développement, offre à ces pays des possibilités de développement viables et, dans ce contexte, prie les conseils d'administration des fonds et programmes de revoir, en vue d'une augmentation éventuelle, le montant des ressources allouées aux activités de coopération technique entre pays en développement;

44. *Note avec satisfaction* que la coopération technique entre pays en développement a bénéficié d'un vaste soutien de la part des États Membres lors de la célébration du vingtième anniversaire du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement⁹⁸;

45. *Accueille favorablement* les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'intégration de la coopération économique et technique entre pays en développement⁹⁹;

2. Équité entre les sexes

46. *Prie* le Secrétaire général et les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement de prendre toutes les mesures voulues pour assurer un équilibre entre les sexes lors des nominations, notamment aux échelons supérieurs et sur le terrain, conformément à ses résolutions pertinentes;

47. *Souligne* la nécessité d'intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans toutes les activités

opérationnelles du système des Nations Unies, en particulier en appuyant les efforts faits pour éliminer la pauvreté;

3. Exécution nationale

48. *Décide* que les organismes des Nations Unies devraient recourir le plus possible aux compétences nationales et aux technologies endogènes disponibles lors de l'exécution des activités opérationnelles;

49. *Invite instamment* tous les fonds et programmes à envisager comment ils pourraient, dans le respect des règles en vigueur, accroître leurs achats de biens et services auprès des pays en développement, à la fois pour promouvoir la coopération Sud-Sud et pour renforcer l'exécution nationale;

50. *Demande* que les travaux se poursuivent en vue de mettre au point des directives communes sur le terrain en ce qui concerne le recrutement, la formation et la rémunération du personnel national des projets, y compris les consultants nationaux s'occupant de la formulation et de l'exécution des projets et programmes de développement appuyés par le système des Nations Unies pour le développement, afin de renforcer la cohérence du système;

51. *Prie* les organisations et organismes des Nations Unies de continuer à s'employer à promouvoir, à améliorer et à développer l'exécution nationale, notamment grâce à la simplification et au renforcement des procédures applicables, de manière à faire progresser la notion de contrôle national et à améliorer la capacité d'absorption dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés d'Afrique;

III

Contrôle et évaluation

52. *Considère* que les opérations de contrôle et d'évaluation des activités opérationnelles, notamment les évaluations conjointes, devraient être menées de façon impartiale et indépendante sous la direction générale des gouvernements bénéficiaires;

53. *Prend acte* du rapport sur l'évaluation d'impact pilote des activités opérationnelles ainsi que de la nécessité de continuer de faire en sorte que les gouvernements bénéficiaires intéressés participent pleinement et efficacement à ce processus d'évaluation;

54. *Souligne* qu'il importe de diffuser les données d'expérience résultant d'une coopération effective et efficace dans le cadre du système des Nations Unies pour le développement;

55. *Souligne également* qu'il convient de favoriser, sous la direction des gouvernements, une collaboration plus étroite au sujet des questions liées à l'évaluation, entre les gouvernements des pays bénéficiaires, le système des Nations Unies pour le développement, en particulier les membres du Groupe des Nations Unies pour le développement, et les partenaires de développement intéressés au niveau des pays;

56. *Considère* à cet égard qu'il importe de renforcer les moyens des pays bénéficiaires de procéder, d'une part, à des

⁹⁸ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

⁹⁹ A/53/226/Add.4, par. 35 à 54.

opérations efficaces de contrôle de l'exécution des programmes et des projets ainsi que de contrôle financier et, d'autre part, à des évaluations d'impact des activités opérationnelles financées par l'Organisation des Nations Unies;

57. *Prie* les organismes des Nations Unies de redoubler d'efforts, en consultation avec les pays bénéficiaires, pour que les enseignements tirés des opérations de contrôle et d'évaluation soient systématiquement appliqués à la programmation au niveau opérationnel et pour que des critères d'évaluation soient incorporés à tous les projets et programmes, dès le stade de leur conception;

IV Suivi

58. *Réaffirme* que les organes directeurs des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies doivent prendre les mesures voulues pour appliquer intégralement la présente résolution, et prie leurs chefs de secrétariat de présenter chaque année auxdits organes un rapport d'activité sur les mesures prises et envisagées pour y donner suite, ainsi que des recommandations appropriées;

59. *Invite* les conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies à veiller à ce que leurs chefs de secrétariat incluent dans les rapports annuels qu'ils présentent au Conseil économique et social, conformément à sa résolution 1994/33 du 28 juillet 1994, une analyse minutieuse des problèmes rencontrés et des enseignements tirés de l'expérience, en privilégiant les questions qui découlent de l'application du programme de réformes du Secrétaire général, de l'examen triennal et de la suite donnée aux conférences internationales, afin de permettre au Conseil de s'acquitter de son rôle de coordination;

60. *Prie* le Secrétaire général, après consultation des responsables des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, de présenter au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1999, un rapport sur un schéma directeur approprié contenant des directives, des objectifs, des normes et un calendrier précis pour l'application intégrale de la présente résolution;

61. *Invite* le Conseil économique et social à examiner, durant le débat qu'il consacrera aux activités opérationnelles au cours de ses sessions de fond de 1999 et 2000, les activités opérationnelles des organismes des Nations Unies de façon à évaluer la suite donnée à la présente résolution en vue d'en assurer l'application intégrale;

62. *Invite également* le Conseil économique et social à examiner entre autres sujets, à sa session de fond de 1999, les questions de l'élimination de la pauvreté et du renforcement des capacités et, à sa session de fond de 2000, celle de l'harmonisation et de la simplification, notamment de la programmation, et celle des ressources, sur la base des rapports d'activité établis par le Secrétaire général, ainsi que des recommandations appropriées;

63. *Décide* que le prochain examen triennal d'ensemble devrait comporter une évaluation, établie en consultation avec

les États Membres, de l'impact du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement sur les activités opérationnelles; prie le Secrétaire général de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 2001, un rapport sur les résultats de cette évaluation, notamment sur les enseignements tirés et les recommandations formulées, pour examen à sa cinquante-sixième session; et prie également le Secrétaire général de présenter chaque année au Conseil économique et social un rapport sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;

64. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-sixième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, une étude détaillée de l'application de la présente résolution, dans le contexte de l'examen triennal, et de formuler des recommandations appropriées.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/193. Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu en 2001 pour mesurer le degré de réalisation des buts du Sommet mondial pour les enfants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 51/186 du 16 décembre 1996,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration mondiale et du Plan d'action adoptés lors du Sommet mondial pour les enfants¹⁰⁰;

2. *Décide* de reporter à sa cinquante-quatrième session l'examen des préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu en 2001 pour mesurer le degré de réalisation des buts du Sommet.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/194. Université des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions antérieures concernant l'Université des Nations Unies,

Accueillant avec satisfaction la nomination de Hans van Ginkel par le Secrétaire général, en septembre 1997, comme quatrième recteur de l'Université des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies¹⁰¹, le rapport du Secrétaire général sur l'Université des Nations Unies¹⁰², le rapport du Corps commun

¹⁰⁰ A/53/186.

¹⁰¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 31 (A/53/31).

¹⁰² A/53/408.

d'inspection sur l'Université des Nations Unies transmis par le Secrétaire général¹⁰³ et les observations du Secrétaire général sur ce dernier rapport¹⁰⁴,

Consciente qu'il faut appliquer une méthode coordonnée dans tout le système à propos de la formation et des sujets de recherche qui s'y rapportent et établir une stratégie cohérente pour tirer parti des domaines d'intérêt communs et des complémentarités entre les diverses institutions de formation et de recherche à l'intérieur du système des Nations Unies,

Se déclarant vivement reconnaissante des contributions volontaires consenties à ce jour par des gouvernements et diverses entités publiques et privées pour soutenir l'Université,

Notant avec satisfaction que le recteur de l'Université des Nations Unies s'efforce d'intensifier son interaction avec le Siège de l'Organisation des Nations Unies dans le contexte de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan stratégique à l'échelle de l'Université qui aiderait celle-ci à définir une orientation stratégique globale pour l'avenir, et l'encourageant à ce propos à renforcer encore la recherche interdisciplinaire comme recommandé dans les observations du Secrétaire général sur le rapport du Corps commun d'inspection¹⁰⁴,

Notant également avec satisfaction que le recteur s'efforce d'engager un processus d'auto-évaluation de l'Université,

1. *Se félicite* que l'examen de l'Université des Nations Unies entrepris par le Corps commun d'inspection et l'évaluation interne effectuée par un comité spécial du Conseil de l'Université aient été achevés, et note avec intérêt les observations du Secrétaire général sur le rapport du Corps commun d'inspection;

2. *Note avec satisfaction* les mesures prises par le Conseil et le recteur de l'Université des Nations Unies pour promouvoir les activités et étendre la renommée de l'Université, et en particulier pour que les États Membres, l'Organisation des Nations Unies et les organisations apparentées connaissent bien cette institution, en organisant une série de rencontres pour diffuser les résultats de ses travaux de recherche, et les prie d'intensifier encore leurs efforts en ce sens;

3. *Constate avec satisfaction* les progrès faits par l'Université pour contribuer aux activités de l'Organisation des Nations Unies, et prie le Conseil et le recteur de continuer à intensifier leurs efforts pour améliorer l'interaction et la communication entre l'Université et les autres organismes compétents des Nations Unies, et de poursuivre leurs efforts pour éviter les chevauchements d'activités au sein du système;

4. *Prie* le Conseil et le recteur de renforcer encore la coordination et la complémentarité entre les programmes de l'Université et ses centres de recherche et de formation, eu égard aux recommandations pertinentes du Corps commun d'inspection figurant dans le rapport intitulé «Les institutions

de formation du système des Nations Unies: programmes et activités»¹⁰⁵;

5. *Est consciente* qu'il importe d'établir des liens, une collaboration et une coopération avec les autres institutions de recherche et les universités dans les pays en développement afin de faciliter l'échange de données d'expérience et de pratiques optimales, de manière à intégrer la perspective des pays en développement à toutes les activités de l'Université;

6. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre à cet égard l'examen de mesures novatrices visant à améliorer l'interaction et la communication entre l'Université et les autres organismes compétents des Nations Unies et de veiller à ce qu'il soit tenu compte des travaux de l'Université dans toutes les activités pertinentes des Nations Unies, eu égard à sa résolution 51/187 du 16 décembre 1996, de manière à permettre aux organismes des Nations Unies de tirer davantage parti des travaux de l'Université, et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-cinquième session;

7. *Se félicite* que l'Université ait l'intention de renforcer ses activités d'analyse décisionnelle et de création de capacités conjointement avec la poursuite des recherches fondamentales et de la réflexion suivant le plan stratégique que l'Université met au point pour la période 1999-2002;

8. *Prie* le Secrétaire général d'encourager l'Université à participer encore plus aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, et le prie également de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session, compte tenu de la résolution 51/187, des initiatives prises par l'Université pour accroître sa participation aux activités du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires, ainsi que par la voie d'autres structures et modalités existantes permettant la communication, l'interaction et la synergie;

9. *Prie instamment* l'Université d'augmenter le nombre des chercheurs provenant des pays en développement parmi les bénéficiaires des bourses de recherche qu'elle attribue afin qu'ils puissent bénéficier des connaissances, du savoir et des compétences de l'Université et de manière à renforcer l'action de création de capacités dans les pays en développement, particulièrement dans les établissements d'enseignement et de recherche;

10. *Prie* le Conseil et le recteur, compte tenu de la résolution 51/187, de continuer à veiller à ce que l'Université fonctionne de façon efficace et économique et à assurer la transparence de ses finances et de ses comptes, de redoubler d'efforts pour accroître son Fonds de dotation et de trouver des moyens novateurs de mobiliser les contributions nécessaires pour financer ses dépenses de fonctionnement et ses divers programmes et projets;

11. *Invite* la communauté internationale à verser des contributions volontaires à l'Université, y compris ses centres de recherche et de formation et ses programmes, et plus particulièrement au Fonds de dotation.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

¹⁰³ Voir A/53/392.

¹⁰⁴ Voir A/53/392/Add.1.

¹⁰⁵ A/52/559, annexe.

53/195. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 47/227 du 8 avril 1993, 48/207 du 21 décembre 1993, 49/125 du 19 décembre 1994, 50/121 du 20 décembre 1995, 51/188 du 16 décembre 1996 et 52/206 du 18 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹⁰⁶ et le rapport du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche sur les activités de l'Institut¹⁰⁷,

Se félicitant de l'achèvement de la restructuration de l'Institut et des progrès que ce dernier a réalisés récemment dans ses divers programmes et activités, notamment de l'amélioration de la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et avec les institutions régionales et nationales,

Notant les recommandations pertinentes que le Corps commun d'inspection a formulées dans son rapport intitulé «Les institutions de formation du système des Nations Unies: programmes et activités»¹⁰⁸,

Exprimant sa gratitude aux gouvernements et aux organismes privés qui ont apporté des contributions financières et autres à l'Institut ou lui en ont annoncées,

Notant que les contributions au Fonds général de l'Institut n'ont pas augmenté proportionnellement à la participation des pays développés aux programmes de formation, et soulignant qu'il faut d'urgence réduire cet écart,

Réaffirmant que les dispositions concernant le financement des programmes de formation organisés à la demande expresse d'États ou de départements et unités administratives de l'Organisation et d'autres organismes et institutions spécialisées des Nations Unies devraient être prises par les parties qui les demandent,

Considérant que les activités de formation devraient avoir un rôle plus important dans la gestion des affaires internationales et l'exécution des programmes de développement économique et social des organismes des Nations Unies et qu'il faudrait mettre ce rôle plus en relief,

1. *Réaffirme* l'importance d'une démarche coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies en matière de recherche et de formation, et souligne qu'il est nécessaire que les institutions de formation et de recherche des Nations Unies évitent les chevauchements d'activités;

2. *Réaffirme également* l'utilité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, compte tenu

de l'importance croissante de la formation au sein du système des Nations Unies et des besoins des États dans ce domaine, et l'intérêt des activités de recherche liées à la formation menées par l'Institut dans le cadre de son mandat;

3. *Souligne* qu'il faut que l'Institut renforce encore sa coopération avec les autres instituts des Nations Unies et les instituts nationaux, régionaux et internationaux appropriés;

4. *Souligne également* la nécessité d'une continuité dans la direction de l'Institut pour en mener efficacement à bien la restructuration et la revitalisation;

5. *Engage de nouveau* tous les gouvernements et les institutions privées qui n'ont pas encore apporté de contributions financières ou autres à l'Institut à lui fournir un appui généreux, financier et autre, et demande instamment aux États qui ont cessé de verser des contributions volontaires d'envisager de recommencer à le faire, compte tenu des progrès qui ont été réalisés dans la restructuration et la revitalisation de l'Institut;

6. *Encourage* le Conseil d'administration de l'Institut à poursuivre ses efforts pour éliminer l'écart entre les contributions au Fonds général de l'Institut et la participation à ses programmes;

7. *Souligne* qu'il importe d'améliorer la coordination entre les principales institutions de formation et de recherche du système des Nations Unies sur la base d'une répartition rationnelle du travail;

8. *Prend note* de l'étude des institutions et programmes de formation du système des Nations Unies effectuée par l'Institut¹⁰⁹, et prie le Secrétaire général, agissant en étroite coopération avec l'Institut, de procéder, dans les limites des ressources disponibles, à une évaluation de l'étude en vue de mettre en lumière les enseignements tirés des réponses déjà reçues, de fournir une évaluation qualitative des méthodes pédagogiques suivies par ces institutions lorsqu'elles dispensent leurs services de formation et de mettre en lumière les complémentarités et les synergies apparentes dans l'étude;

9. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'instauration de partenariats entre l'Institut et d'autres institutions et organismes des Nations Unies en ce qui concerne leurs programmes de formation, en particulier à l'intention des pays en développement et des pays en transition, compte tenu de la répartition du travail;

10. *Souligne* qu'il faut développer et élargir encore la portée de ces partenariats, en particulier au niveau des pays;

11. *Demande* au Conseil d'administration de faire appel, dans la mesure du possible, à des experts de pays en développement et de pays en transition pour l'élaboration des matériels pédagogiques pertinents relatifs aux programmes et activités de l'Institut;

¹⁰⁶ A/53/534.

¹⁰⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 14 (A/53/14).

¹⁰⁸ A/52/559, annexe.

¹⁰⁹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 14 (A/53/14), par. 23 à 26. Pour les résultats de l'enquête, voir le site Web de l'UNITAR (www.unitar.org).

12. *Demande* au Secrétaire général de continuer à examiner tous les moyens possibles de fournir à l'Institut des locaux supplémentaires qui lui permettent d'installer ses bureaux et d'organiser des programmes et des cours de formation à titre gracieux à l'intention des États et de leurs représentants accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, Nairobi, Genève et Vienne;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer à examiner, en consultation avec l'Institut, de même qu'avec les fonds et programmes des Nations Unies, les moyens et les modalités permettant de faire systématiquement appel à l'Institut pour exécuter des programmes de formation et de renforcement des capacités;

14. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

*91^e séance plénière
15 décembre 1998*

53/196. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/207 du 18 décembre 1997 et la résolution 1998/32 du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1998,

Réaffirmant le principe de la souveraineté permanente des populations sous occupation étrangère sur leurs ressources naturelles,

Guidée par les principes de la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, et rappelant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 465 (1980) du 1^{er} mars 1980 et 497 (1981) du 17 décembre 1981,

Réaffirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949¹¹⁰, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Se déclarant préoccupée par le fait qu'Israël, Puissance occupante, exploite les ressources naturelles du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Consciente des nouvelles répercussions économiques et sociales néfastes des colonies de peuplement israéliennes sur les ressources naturelles du territoire palestinien et des autres territoires arabes, en particulier la confiscation de terres et le détournement forcé des ressources en eau,

Notant avec inquiétude les difficultés que rencontre le processus de paix au Moyen-Orient amorcé à Madrid le 30 octobre 1991, qui est fondé sur la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, et les résolutions 338 (1973) et 425 (1978) du Conseil, en date du 22 octobre 1973 et du 19 mars 1978, et sur le principe «terre contre paix»,

1. *Prend acte* du rapport transmis par le Secrétaire général¹¹¹;

2. *Réaffirme* les droits inaliénables du peuple palestinien et de la population du Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles, notamment leurs terres et leurs eaux;

3. *Demande* à Israël, Puissance occupante, de ne pas exploiter, détruire, épuiser, ni mettre en péril les ressources naturelles dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et dans le Golan syrien occupé;

4. *Reconnaît* le droit du peuple palestinien de demander réparation en cas d'exploitation, de destruction, d'épuisement ou de mise en péril de ses ressources naturelles, et exprime l'espoir que cette question sera traitée dans le cadre de la négociation sur le statut final entre les parties palestinienne et israélienne;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution, et décide d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles».

*91^e séance plénière
15 décembre 1998*

53/197. Année internationale du microcrédit (2005)

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/194 du 18 décembre 1997 sur le rôle du microcrédit dans l'élimination de la pauvreté,

Constatant que dans de nombreux pays du monde, les programmes de microcrédit ont permis à des personnes vivant dans la pauvreté d'échapper à leur condition,

Ayant à l'esprit que les programmes de microcrédit ont surtout profité aux femmes et leur ont permis de devenir autonomes,

Constatant que, outre le rôle qu'ils jouent dans l'élimination de la pauvreté, les programmes de microcrédit ont également contribué au développement social et humain,

Consciente de l'importance du rôle que jouent des instruments de microfinancement tels que les services de

¹¹⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

¹¹¹ A/53/163-E/1998/79, annexe.

crédit, d'épargne et autres services commerciaux connexes en donnant accès aux capitaux aux personnes qui vivent dans la pauvreté,

Notant l'appui manifesté au microcrédit dans les conclusions de divers sommets et réunions de haut niveau, dont la douzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à New Delhi les 7 et 8 avril 1997¹¹², le neuvième Sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, tenu à Malé du 12 au 14 mai 1997¹¹³, l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-troisième session ordinaire, tenue à Harare du 2 au 4 juin 1997¹¹⁴, la déclaration du Groupe des Sept sur les questions économiques et financières, publiée à Denver (États-Unis d'Amérique) le 21 juin 1997, la session de fond de 1997 du Conseil économique et social, tenue à Genève du 30 juin au 25 juillet 1997¹¹⁵, la réunion des chefs de gouvernement des États du Commonwealth, tenue à Édimbourg du 24 au 27 octobre 1997, et la treizième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à Cartagena de Indias (Colombie) les 19 et 20 mai 1998¹¹⁶,

Notant également que 2005 est la dernière année de la campagne mondiale que le Sommet sur le microcrédit tenu à Washington du 2 au 4 février 1997, par sa Déclaration et son Plan d'action¹¹⁷, a approuvée pour aider, d'ici à cette date, 100 millions des familles les plus pauvres du monde, en particulier les femmes de ces familles, en leur accordant des crédits qui leur permettront d'exercer une activité indépendante et en leur offrant d'autres services financiers et commerciaux,

Notant en outre que la communauté internationale a proclamé la période 1997-2006 première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté,

1. *Proclame* l'année 2005 Année internationale du microcrédit;

2. *Demande* que la célébration de l'Année soit une occasion spéciale de donner un élan aux programmes de microcrédit à travers le monde;

3. *Invite* les gouvernements, les organismes des Nations Unies et toutes les organisations non gouvernementales concernées, ainsi que les autres acteurs de la société civile, le secteur privé et les médias à mettre en lumière et à faire mieux reconnaître le rôle que joue le microcrédit dans l'élimination de la pauvreté, la contribution

qu'il apporte au développement social et les effets bénéfiques qu'il exerce sur les conditions de vie des personnes vivant dans la pauvreté;

4. *Invite* tous ceux qui œuvrent à éliminer la pauvreté à prendre de nouvelles mesures, notamment en renforçant les institutions de microcrédit existantes ou naissantes et leurs capacités, afin d'offrir à un nombre croissant de personnes vivant dans la pauvreté des services de crédit et des services connexes leur permettant d'exercer une activité indépendante et des activités rémunératrices, et à continuer de mettre au point, selon qu'il conviendra, de nouveaux instruments de microfinancement;

5. *Invite* le Secrétaire général à lui présenter, à sa cinquante-huitième session, un rapport contenant un projet de programme d'action pour célébrer au mieux l'Année, en consultation avec tous les acteurs concernés, y compris les organes de l'Organisation des Nations Unies, au titre d'une question intitulée «Première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)», qui sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de cette session.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/198. Activités au titre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 50/107 du 20 décembre 1995 et 52/193 et 52/194 du 18 décembre 1997, relatives à la célébration de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté et à la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006), ainsi que toutes les autres résolutions concernant la coopération internationale en vue de l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement,

Rappelant également les déclarations et programmes d'action adoptés lors des grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet organisées dans les années 90, pour ce qui a trait à l'élimination de la pauvreté,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)¹¹⁸ et du rapport du Programme des Nations Unies pour le développement intitulé «*Vaincre la pauvreté humaine*»¹¹⁹,

Notant avec préoccupation que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté ne cesse d'augmenter, en particulier dans les pays en développement, et que ce sont en majorité des femmes et des enfants,

Constatant que, si dans quelques pays le nombre de pauvres a diminué, certains pays en développement et certains

¹¹² A/51/912-S/1997/406, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1997*, document S/1997/406.

¹¹³ A/52/222, annexe.

¹¹⁴ A/52/465, annexe II.

¹¹⁵ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément n° 1* (E/1997/97).

¹¹⁶ A/52/970-S/1998/574.

¹¹⁷ A/52/113, annexe I.

¹¹⁸ A/53/329.

¹¹⁹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.99.III.B.2.

groupes de population défavorisés sont déjà marginalisés ou risquent de le devenir et d'être effectivement exclus des avantages de la mondialisation, ce qui freine les efforts visant à éliminer la pauvreté,

Notant avec préoccupation que la crise financière a aggravé la pauvreté existant dans les pays concernés et replongé dans la pauvreté de vastes secteurs de la population dans les pays en développement directement ou indirectement touchés par la crise,

Consciente du fait que, si c'est aux États qu'il incombe au premier chef de réaliser le développement social, la communauté internationale devrait appuyer les efforts que déploient les pays en développement pour éliminer la pauvreté et assurer une protection sociale de base,

Notant les décisions et mesures adoptées, ainsi que les activités menées pour éliminer la pauvreté par des pays et par des organisations, institutions, fonds, programmes et organismes des Nations Unies, y compris la Banque mondiale, ainsi que par des organisations non gouvernementales et par l'ensemble de la société civile, dans le cadre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté,

1. *Déclare de nouveau* que la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté a pour principal objectif d'éliminer la pauvreté absolue et de faire reculer sensiblement la pauvreté en général dans le monde grâce à des mesures nationales et une coopération internationale résolues;

2. *Demande* que l'on redouble d'efforts à tous les niveaux pour mettre en œuvre intégralement et efficacement les résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies ainsi que tous les accords et engagements convenus lors des grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet organisées depuis 1990, pour ce qui a trait à l'élimination de la pauvreté, en vue d'atteindre le plus tôt possible les objectifs de la Décennie;

3. *Réaffirme* que, dans le cadre de l'action d'ensemble visant à éliminer la pauvreté, une attention particulière doit être accordée à la nature multidimensionnelle du problème et au contexte général et aux politiques qui, aux échelons national et international, sont de nature à conduire à l'élimination de la pauvreté en favorisant, entre autres, l'intégration sociale et économique des personnes qui vivent dans la pauvreté afin de leur donner les moyens de participer à la définition des politiques qui les concernent, à promouvoir et à défendre, pour tous, tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, y compris le droit au développement, et à assurer des services publics et une administration efficaces, transparents et responsables;

4. *Réaffirme également* qu'il convient de s'attaquer aux causes de la pauvreté dans le cadre de stratégies sectorielles telles que celles qui concernent l'environnement, la sécurité alimentaire, la population, les migrations, la santé, le logement, la mise en valeur des ressources humaines, y compris l'éducation, l'accès à l'eau douce, le développement rural et l'emploi productif, et en cherchant à répondre aux

besoins particuliers des groupes défavorisés et vulnérables, de manière à accroître les possibilités et les choix de ceux qui vivent dans la pauvreté et à leur permettre de tirer parti de leurs points forts et de leurs atouts pour réaliser leur intégration sociale et économique;

5. *Souligne* qu'il importe de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et qu'il faut satisfaire les besoins fondamentaux de tous et, dans ce contexte, met l'accent sur le rôle fondamental, pour l'élimination de la pauvreté, d'une croissance économique favorable aux pauvres qui soit créatrice d'emplois et assure une répartition équitable des revenus;

6. *Constate* que le processus de mondialisation ouvre des possibilités mais fait aussi surgir de nouveaux défis, en particulier pour les pays en développement et les pays les moins avancés dans les efforts qu'ils déploient pour éliminer la pauvreté;

7. *Constate également* que, face aux problèmes que pose la mondialisation à l'échelle nationale, il convient d'adopter des stratégies appropriées et, notamment, d'appliquer des politiques nationales rationnelles et stables comprenant, entre autres, des mesures macroéconomiques et sociales bien conçues, afin d'atteindre l'objectif d'élimination de la pauvreté;

8. *Engage* la communauté internationale à poursuivre son action visant à instaurer un climat économique favorable et à continuer d'aider les pays en développement à combattre les effets négatifs de la mondialisation, à lutter contre la marginalisation et à réaliser le développement;

9. *Réaffirme* que tous les gouvernements et les organismes des Nations Unies, en particulier les fonds, programmes et institutions compétents, devraient s'employer activement et ostensiblement à appliquer le principe de l'intégration du souci d'équité entre les sexes et employer l'analyse des spécificités de chaque sexe comme moyen d'introduire une composante antisexiste dans la planification et l'application des politiques, stratégies et programmes relatifs à l'élimination de la pauvreté;

10. *Souligne* que, dans les pays en développement, le développement rural reste un élément central des efforts visant à éliminer la pauvreté et passe souvent par la réforme agraire, des investissements dans les infrastructures, le développement de l'intermédiation financière rurale, l'adoption de mesures visant à assurer la sécurité alimentaire, une meilleure éducation et un plus large recours aux technologies appropriées, des prix équitables qui encouragent les investissements dans l'agriculture et l'accroissement de la productivité, y compris dans le secteur non structuré;

11. *Souligne également* qu'il faudrait, dans tous les pays, lutter contre la pauvreté dans les zones urbaines, notamment en assurant aux pauvres des villes des moyens de subsistance durables grâce à la création ou à l'expansion de voies d'accès à la formation, à l'éducation et aux autres services d'aide à l'emploi, en particulier pour les femmes, les jeunes, les chômeurs et les personnes sous-employées;

12. *Se félicite* du fait qu'un nombre considérable de pays ont formulé des plans et programmes de lutte contre la pauvreté, et note dans ce contexte les efforts déployés en vue de réduire de moitié, d'ici à 2015, au moins le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême, et engage tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à formuler des politiques intégrées visant à éliminer la pauvreté ou à renforcer celles qui existent, et à mettre en œuvre, sur un mode participatif, des plans ou programmes nationaux en la matière, qui s'attaquent aux causes structurelles de la pauvreté et dont la portée s'étende à l'action menée aux niveaux national, sous-régional, régional et international, et souligne que lesdits plans et programmes devraient définir, compte tenu de la situation de chaque pays, des stratégies et des buts et objectifs qui soient dans la limite des moyens disponibles et dont les échéances soient fixées, en vue de faire reculer sensiblement la pauvreté en général et d'éliminer la pauvreté absolue;

13. *Engage* les pays développés à redoubler d'efforts pour atteindre dès que possible l'objectif consistant à consacrer à l'ensemble de l'aide publique au développement, comme convenu, un montant égal à 0,7 p. 100 de leur produit national brut et à réserver aux pays les moins avancés une part de ce montant se situant entre 0,15 et 0,20 p. 100 dudit produit national brut;

14. *Engage* la communauté internationale, y compris les institutions financières multilatérales, à mettre en œuvre intégralement et efficacement toutes les initiatives adoptées en vue d'alléger la dette des pays en développement, notamment des pays les moins avancés, et à soutenir ainsi les efforts déployés par ces pays pour éliminer la pauvreté;

15. *Souligne* qu'il importe d'améliorer l'accès des pauvres aux ressources, notamment à la terre, à la formation professionnelle, au savoir, aux capitaux et aux relations sociales;

16. *Souligne également* que le microcrédit est un moyen important de lutte contre la pauvreté puisqu'il favorise la création d'emplois indépendants productifs et renforce l'autonomie des personnes vivant dans la pauvreté, surtout des femmes et, par conséquent, encourage les gouvernements à adopter des politiques favorisant le développement des institutions de microcrédit et de leurs capacités, et engage la communauté internationale, en particulier les organes, organisations et organismes compétents des Nations Unies ainsi que les institutions financières internationales et régionales qui participent à la lutte contre la pauvreté à appuyer la notion de microcrédit, à envisager de l'incorporer dans leurs programmes et à s'employer à mettre au point, selon qu'il conviendra, d'autres instruments de microcrédit;

17. *Salue* l'initiative qu'a prise le Conseil économique et social de renforcer la coordination en vue d'assurer la mise en œuvre intégrée des résultats des grandes conférences des Nations Unies et réunions au sommet tenues dans les années 90, où l'élimination de la pauvreté avait été un thème intersectoriel;

18. *Prend note avec satisfaction* des efforts déployés par les organismes des Nations Unies pour renforcer la coordination entre les organisations, fonds et programmes compétents et les institutions de Bretton Woods, en vue d'assurer le suivi intégré des grandes conférences des Nations Unies et des réunions au sommet, notamment de l'adoption, par le Comité administratif de coordination, de la déclaration d'engagement en faveur des mesures visant à éliminer la pauvreté¹²⁰, et encourage ces entités à prendre des mesures plus efficaces pour soutenir les efforts faits par les États Membres en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie;

19. *Engage de nouveau* tous les donateurs à privilégier l'élimination de la pauvreté dans leurs programmes d'aide au développement, sur une base tant bilatérale que multilatérale, et invite les fonds, programmes et organismes compétents des Nations Unies à appuyer les efforts que les pays en développement, en particulier les pays africains et les pays les moins avancés, déploient pour atteindre l'objectif général consistant à éliminer la pauvreté absolue, faire reculer sensiblement la pauvreté en général dans le monde et assurer des services sociaux de base, en appuyant l'action menée à l'échelon national pour formuler, coordonner et mettre en œuvre des stratégies intégrées concernant la pauvreté, y compris le renforcement des capacités, et pour en assurer le suivi et l'évaluation, et en soutenant les efforts visant à démarginaliser les personnes qui vivent dans la pauvreté;

20. *Prend note avec satisfaction* des différentes initiatives visant ou contribuant à l'élimination de la pauvreté, qui ont été prises par les pays et les organisations internationales, et encourage la poursuite de l'action entreprise et le renforcement de la coopération dans le cadre de ces initiatives;

21. *Réaffirme* qu'il importe que les pays partenaires intéressés, développés et en développement, s'engagent d'un commun accord à allouer en moyenne 20 p. 100 de l'aide publique au développement et 20 p. 100 du budget national, respectivement, aux programmes sociaux de base, et se félicite des efforts déployés pour mettre en œuvre l'initiative 20/20, qui souligne qu'il est essentiel de favoriser l'accès de tous aux services sociaux de base pour assurer un développement durable et équitable et que cet objectif fait partie intégrante de la stratégie d'élimination de la pauvreté¹²¹;

22. *Décide* que les thèmes de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté en 1999 et en 2000 seront, respectivement, «Le rôle des femmes dans l'élimination de la pauvreté» et «La mondialisation et l'élimination de la pauvreté»;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur la suite donnée aux mesures, recommandations et activités s'inscrivant dans

¹²⁰ Voir TD/B/EX(18)/INF.1 (disponible en anglais seulement).

¹²¹ Voir *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.8), chap. I.

le cadre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, et d'y inclure des recommandations concernant les actions et initiatives qui pourraient être prises à l'approche du nouveau millénaire et des propositions en vue d'assurer une meilleure coordination des mesures prises par les organismes des Nations Unies;

24. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Activités au titre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)».

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/199. Proclamation d'années internationales

L'Assemblée générale,

Rappelant sa décision 35/424 du 5 décembre 1980 et les résolutions 1980/67 et 1998/1 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1980 et du 6 février 1998,

Rappelant également sa résolution 50/227 du 24 mai 1996,

Réaffirmant l'importance des principes directeurs concernant les années internationales et anniversaires, qu'elle a adoptés dans sa décision 35/424, pour l'examen des propositions de proclamation d'années internationales,

Reconnaissant qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions concrètes pour la proclamation des années internationales,

Décide que, à compter de 1999, les propositions de proclamation d'années internationales devront lui être directement soumises pour qu'elle les examine et se prononce à leur sujet, à moins qu'elle ne décide de les porter à

l'attention du Conseil économique et social pour qu'il les évalue, à la lumière des principes directeurs susmentionnés.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/200. Proclamation de 2002 Année internationale de l'écotourisme

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la résolution 1998/40 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1998,

Proclame 2002 Année internationale de l'écotourisme.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

53/201. Administration publique et développement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 50/225 du 19 avril 1996 concernant l'administration publique et le développement,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/225¹²²;

2. *Fait sienne* la décision 1998/220 du Conseil économique et social, en date du 23 juillet 1998, dans laquelle le Conseil a demandé au Secrétaire général de procéder à une évaluation quinquennale des progrès réalisés dans l'application de la résolution 50/225 et de faire part de ses conclusions à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil, en 2001.

91^e séance plénière
15 décembre 1998

¹²² A/53/173-E/1998/87.

V. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA TROISIÈME COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/109	Année internationale des personnes âgées, 1999	212
53/110	Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	213
53/111	Criminalité transnationale organisée	215
53/112	Entraide judiciaire et coopération internationale en matière pénale	216
53/113	Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	220
53/114	Renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique	220
53/115	Coopération internationale permettant de faire face au problème mondial de la drogue	222
53/116	Traite des femmes et des filles	226
53/117	Pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles	229
53/118	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	231
53/119	Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat	233
53/120	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action	234
53/121	Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	238
53/122	Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés	239
53/123	Suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins	240
53/124	Nouvel ordre humanitaire international	241
53/125	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	242
53/126	Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique	244
53/127	Les petites filles	246
53/128	Les droits de l'enfant	249
53/129	Décennie internationale des populations autochtones	257
53/130	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	259
53/131	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	260
53/132	Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	262

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/133	Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée	266
53/134	Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination	267
53/135	Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination	269
53/136	Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination	270
53/137	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	270
53/138	Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre	271
53/139	Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	275
53/140	Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse	277
53/141	Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales	278
53/142	Renforcement de l'état de droit	280
53/143	Respect de la liberté universelle de circulation et importance capitale du regroupement familial	281
53/144	Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus	281
53/145	Situation des droits de l'homme au Cambodge	285
53/146	Droits de l'homme et extrême pauvreté	287
53/147	Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	288
53/148	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme	290
53/149	Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité	292
53/150	Question des disparitions forcées ou involontaires	293
53/151	Suivi de l'Année des Nations Unies pour la tolérance	295
53/152	Le génome humain et les droits de l'homme	295
53/153	Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, et information dans le domaine des droits de l'homme	296
53/154	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	299
53/155	Droit au développement	302
53/156	Situation des droits de l'homme au Rwanda	302
53/157	Situation des droits de l'homme en Iraq	304

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/158	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran	306
53/159	Situation des droits de l'homme en Haïti	307
53/160	Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo	308
53/161	Situation des droits de l'homme au Nigéria	310
53/162	Situation des droits de l'homme au Myanmar	311
53/163	Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)	313
53/164	Situation des droits de l'homme au Kosovo	317
53/165	Situation des droits de l'homme en Afghanistan	320
53/166	Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne	322
53/167	Question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme	323

53/109. Année internationale des personnes âgées, 1999

L'Assemblée générale,

Rappelant la Proclamation sur le vieillissement¹, dans laquelle elle a notamment décidé de célébrer en 1999 l'Année internationale des personnes âgées,

Rappelant également les cadres conceptuel et opérationnel de l'Année²,

Convaincue de la nécessité d'appliquer le Plan d'action international sur le vieillissement³ et de promouvoir le respect des Principes des Nations Unies pour les personnes âgées⁴,

Ayant à l'esprit sa résolution 40/30 du 29 novembre 1985, dans laquelle elle a exprimé sa conviction que les personnes âgées doivent être considérées comme un élément important et nécessaire du processus de développement, à tous les niveaux, dans le cadre d'une société donnée,

Ayant également à l'esprit les dispositions pertinentes de la Déclaration de Copenhague et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social⁵, du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁶, de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993⁷, de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁸ et du Programme pour l'habitat adopté par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)⁹,

Consciente qu'à l'orée du XXI^e siècle le vieillissement des individus et des populations, phénomène sans précédent dans l'histoire de l'humanité, a des effets considérables sur la manière dont les sociétés s'organisent, sur les relations entre

générations au sein de la famille et de la communauté, sur le cours tout entier de la vie des individus et sur le statut des personnes âgées au sein de la société dans laquelle elles vivent, la perception qu'on y a d'elles et le rôle qu'elles y jouent,

Consciente également qu'il importe de tenir compte de la parité entre hommes et femmes dans les préparatifs de l'Année,

Désireuse de promouvoir les investissements dans le développement humain sur toute la durée de l'existence et dans la préservation et le soutien d'institutions sociales dans lesquelles les personnes de tous âges aient leur place,

Convaincue que pour progresser vers une société pour tous les âges il faudra prendre des mesures visant à faire davantage en sorte que les individus puissent se perfectionner jusqu'à un âge avancé, l'accent étant mis sur l'autonomie et l'indépendance, et, simultanément, à créer aux niveaux de la famille, du quartier, des communautés d'intérêts et des grandes institutions sociales un environnement favorable fondé sur les principes de la réciprocité et de l'interdépendance,

1. *Note avec satisfaction* que l'Année internationale des personnes âgées ayant pour thème «Une société pour tous les âges» a été lancée avec succès le 1^{er} octobre 1998 dans le monde entier et au Siège de l'Organisation des Nations Unies par le Secrétaire général;

2. *Prend note avec satisfaction* du précieux rapport du Secrétaire général portant sur les préparatifs de l'Année internationale des personnes âgées¹⁰, dans lequel il étudie notamment la question d'une société pour tous les âges, qui est présenté en vue d'être examiné plus avant, entre autres par les comités nationaux;

3. *Encourage* tous les États, tous les organismes des Nations Unies et tous les autres acteurs, dans la poursuite d'une future société pour tous les âges, à profiter de l'Année pour mieux faire prendre conscience des problèmes que pose le vieillissement démographique des sociétés, des besoins individuels et sociaux des personnes âgées, de leur contribution à la société et de la nécessité de changer de comportement à leur égard;

4. *Se félicite* des activités relatives aux personnes âgées entreprises par les États, les organes et organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales en vue de susciter une prise de conscience et une mobilisation, de coopérer et de voir au-delà de 1999;

5. *Encourage* les États qui ne l'ont pas encore fait à désigner un centre de coordination national ou à créer un comité représentatif en vue de l'Année, et souligne de nouveau que les initiatives concernant les activités relatives à l'Année doivent être prises essentiellement au niveau national;

6. *Se félicite* que le groupe d'appui intergouvernemental ait de nouveau été désigné comme groupe consultatif

¹ Résolution 47/5, annexe.

² A/50/114 et A/52/328.

³ Voir *Rapport de l'Assemblée mondiale sur le vieillissement, Vienne, 26 juillet-6 août 1982* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.82.I.16), chap. VI.

⁴ Résolution 46/91, annexe.

⁵ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁶ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

⁷ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

⁸ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.IV.6), chap. I, résolution 1, annexe II.

¹⁰ A/53/294.

pour l'Année internationale des personnes âgées, et l'invite à continuer d'apporter sa contribution à la célébration de l'Année;

7. *Recommande* que la Commission du développement social prenne en compte la question des personnes âgées dans l'ensemble de ses travaux et l'intègre aux préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui sera consacrée en l'an 2000 à l'examen des résultats du Sommet mondial pour le développement social;

8. *Invite* les États, les organes et organismes des Nations Unies et les institutions de la société civile, y compris les chercheurs, à écarter les préjugés fondés sur l'âge et le sexe, s'agissant des femmes âgées, afin d'assurer à toutes les femmes âgées l'égalité d'accès aux services du secteur privé et aux services sociaux et de faire en sorte qu'elles jouissent pleinement et sur un pied d'égalité de tous les droits et libertés fondamentaux;

9. *Encourage* les États à consigner dans la législation appropriée les droits des personnes âgées à l'égalité en ce qui concerne l'accès et le recours aux services sociaux, y compris les services de soins et d'aide, sans aucune discrimination;

10. *Demande instamment* que la question des personnes âgées soit intégrée dans les travaux de l'Organisation des Nations Unies et les programmes et plans socioéconomiques nationaux, selon qu'il conviendra;

11. *Invite* les comités nationaux à examiner s'il convient de définir:

a) Un ensemble de principes visant à l'instauration d'une société pour tous les âges;

b) Des stratégies concrètes visant à l'instauration d'une société pour tous les âges dont l'objectif serait d'intégrer la question du vieillissement dans les programmes et politiques tout en veillant à ce que les besoins immédiats des personnes âgées en matière d'épanouissement personnel, de sécurité du revenu et de soins de santé soient satisfaits;

12. *Invite* les entités, fondations et entreprises nationales et internationales œuvrant dans le domaine du développement à étudier les moyens d'améliorer l'accès des personnes âgées au crédit, à la formation et aux techniques appropriées aux fins de la production de revenus et de leur participation à la famille, à la communauté et aux petites entreprises;

13. *Demande* aux États Membres d'examiner les incidences du vieillissement des individus et de la population dans le cadre de l'examen et de l'évaluation quinquennaux de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁶;

14. *Invite* le Département de l'information du Secrétariat à poursuivre sa campagne d'information en intensifiant, dans la mesure du possible, ses activités en janvier 1999 à l'intention des pays qui n'ont pas été en mesure de lancer l'Année le 1^{er} octobre 1998;

15. *Recommande* que les recherches qui seront effectuées au cours des prochaines décennies portent notamment sur les ajustements socioéconomiques à opérer pour progresser vers une société pour tous les âges et mettent essentiellement l'accent sur les incidences immédiates et à long terme, sur toute la durée de l'existence et pour l'ensemble de la société, du vieillissement des individus et de la population dans des contextes nationaux divers, et demande que la priorité soit donnée aux besoins des pays en développement en matière de recherche dans le programme des Nations Unies sur le vieillissement;

16. *Invite* les Volontaires des Nations Unies et les organisations de personnes âgées à évaluer la contribution des personnes âgées bénévoles à l'instauration de sociétés pour tous les âges, compte tenu des ressources et aspirations de chaque pays et dans le respect de ses traditions;

17. *Note avec satisfaction* le rôle important que jouent les médias dans les préparatifs et la prise de conscience de l'Année, et les encourage, dans le respect de la liberté d'expression, à présenter des personnes âgées une image non stéréotypée;

18. *Invite* les institutions de la société civile qui jouent un rôle vital aux niveaux local, national et international dans la promotion de l'Année à prendre pour thème de la Journée internationale pour les personnes âgées en 1999, le 1^{er} octobre, «Les potentialités et contributions des personnes âgées dans une ère nouvelle»;

19. *Prie* les États de participer, à un niveau de décision approprié à l'échelon mondial, aux quatre séances plénières qu'elle a décidé, dans sa résolution 52/80 du 12 décembre 1997, de consacrer à sa cinquante-quatrième session à l'Année et à son suivi;

20. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la suite donnée à la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/110. Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/91 du 12 décembre 1997, relative aux préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Considérant que, conformément à ses résolutions 415 (V) du 1^{er} décembre 1950 et 46/152 du 18 décembre 1991, le dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants doit se tenir en l'an 2000,

Rappelant la résolution 1993/32 du Conseil économique et social, en date du 27 juillet 1993, et le projet de règlement

intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants y annexé,

Ayant à l'esprit le rôle que jouera le dixième Congrès en tant qu'organe consultatif du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, conformément au paragraphe 29 de la déclaration de principes et au programme d'action du Programme figurant en annexe à la résolution 46/152,

Consciente de l'importance des travaux que doivent accomplir les réunions préparatoires régionales du dixième Congrès,

Soulignant qu'il importe d'entreprendre en temps utile et de façon concertée tous les préparatifs du dixième Congrès,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la préparation du dixième Congrès¹¹,

1. *Accepte avec gratitude* l'invitation du Gouvernement autrichien qui se propose d'accueillir à Vienne le dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

2. *Décide* de tenir le dixième Congrès du 10 au 17 avril 2000, ainsi que des consultations préalables le 9 avril 2000;

3. *Approuve* l'ordre du jour provisoire du dixième Congrès élaboré par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa septième session, à savoir:

1. Ouverture du Congrès.
2. Questions d'organisation.
3. Promotion de l'état de droit et renforcement du système de justice pénale.
4. Coopération internationale pour lutter contre la criminalité transnationale: nouveaux défis au XXI^e siècle.
5. Prévention efficace de la criminalité: comment suivre le rythme des innovations.
6. Délinquants et victimes: obligation redditionnelle et équité de la procédure judiciaire.
7. Adoption du rapport du Congrès;

4. *Note* que la Commission, à sa septième session, a examiné un projet de guide à l'intention des réunions préparatoires régionales en vue du dixième Congrès¹²;

5. *Approuve* le programme de travail du dixième Congrès, notamment l'organisation de quatre ateliers techniques de caractère pratique sur les thèmes suivants:

- a) Lutte contre la corruption;
 - b) Délits liés à l'utilisation du réseau informatique;
 - c) Participation de la collectivité à la prévention de la criminalité;
 - d) Les femmes et le système de justice pénale;
6. *Décide* que le thème du dixième Congrès devrait être «Criminalité et justice: relever les défis du XXI^e siècle»;

7. *Souligne* l'importance des ateliers, et invite les États Membres, les organisations non gouvernementales et les autres organes et organismes compétents à appuyer les préparatifs de ces ateliers sur les plans financier, organisationnel et technique, y compris l'élaboration et la diffusion des documents de base pertinents;

8. *Se félicite* de l'offre faite par les instituts constituant le réseau du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale d'aider à préparer les ateliers;

9. *Invite* les pays donateurs à coopérer avec les pays en développement, de manière à leur permettre de participer pleinement aux ateliers;

10. *Encourage* les gouvernements à entreprendre rapidement les préparatifs du dixième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux, afin de contribuer à l'instauration d'un débat clairement orienté et productif sur les thèmes abordés et de participer activement à l'organisation et au suivi des ateliers;

11. *Décide*, sans préjudice des préparatifs en cours pour le dixième Congrès, de rationaliser et réduire au minimum les coûts de la préparation et du service des réunions régionales préparatoires en raccourcissant la durée et en limitant la documentation, en les tenant en liaison avec d'autres réunions régionales ou, si elles ne sont pas absolument nécessaires, en ne les tenant pas;

12. *Décide également* que les économies réalisées devraient servir à assurer le service de réunions du Centre pour la prévention de la criminalité internationale du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat et à soutenir les activités prioritaires de son programme;

13. *Prie* le Secrétaire général:

a) De prendre les mesures nécessaires sur le plan logistique, en collaboration avec les États Membres et les instituts constituant le réseau du Programme pour que les parties intéressées participent à la préparation des quatre ateliers;

b) D'entreprendre, en collaboration avec les États Membres, une campagne d'information efficace de grande ampleur sur les préparatifs du dixième Congrès, le Congrès lui-même et la suite donnée à ses conclusions;

¹¹ E/CN.15/1998/2.

¹² E/CN.15/1998/2/Add.1/Rev.1.

14. *Prie* la Commission, agissant en tant qu'organe préparatoire des congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, d'accorder un haut rang de priorité, à sa huitième session, à la mise au point définitive, en temps utile, de toutes les dispositions organisationnelles et techniques voulues;

15. *Prie également* la Commission d'établir à sa huitième session, en vue de sa présentation au dixième Congrès, un projet de déclaration tenant compte des conclusions des réunions préparatoires régionales;

16. *Prie instamment* les réunions préparatoires régionales d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du dixième Congrès et de faire des recommandations concrètes qui serviront de base au projet de déclaration que la Commission examinera à sa huitième session;

17. *Prie* le dixième Congrès d'élaborer une déclaration unique contenant ses recommandations sur les différentes questions de fond inscrites à son ordre du jour afin de la présenter pour examen à la Commission à sa neuvième session;

18. *Décide* qu'à sa dixième session la Commission devrait entreprendre l'examen du rôle, de la périodicité et de la durée des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, y compris la question des réunions régionales préparatoires;

19. *Prie* le Secrétaire général de faire donner à la présente résolution la suite voulue et d'en rendre compte à l'Assemblée générale par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa huitième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/111. Criminalité transnationale organisée

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/159 du 23 décembre 1994 et 52/85 du 12 décembre 1997,

Prenant note de la Déclaration de Buenos Aires sur la prévention et la répression de la criminalité transnationale organisée, adoptée par la Réunion de travail ministérielle régionale sur les suites données à la Déclaration politique de Naples et au Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée, tenue à Buenos Aires du 27 au 30 novembre 1995¹³, de la Déclaration de Dakar sur la prévention et la répression de la criminalité transnationale organisée et de la corruption, adoptée par le Séminaire ministériel régional pour l'Afrique sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption, tenu à Dakar du 21

au 23 juillet 1997¹⁴, et de la Déclaration de Manille sur la prévention et la répression de la criminalité transnationale, adoptée par l'Atelier ministériel pour la région de l'Asie sur la criminalité transnationale organisée et la corruption, tenu à Manille du 23 au 25 mars 1998¹⁵,

Convaincue qu'il importe que les États Membres continuent d'agir en vue de la pleine application de la Déclaration politique de Naples et du Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée adoptés par la Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée, tenue à Naples (Italie) du 21 au 23 novembre 1994¹⁶,

Convaincue également qu'il est nécessaire de procéder d'urgence à l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée,

Gardant à l'esprit que, conformément à la décision 1997/232 du Conseil économique et social, en date du 21 juillet 1997, la septième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale avait pour thème «La criminalité transnationale organisée»,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration politique de Naples et du Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée: question de l'élaboration d'une convention internationale contre la criminalité internationale organisée et, le cas échéant, d'autres instruments internationaux¹⁷;

2. *Remercie* le Gouvernement polonais d'avoir accueilli le Groupe intergouvernemental d'experts intersessions à composition non limitée sur l'élaboration de l'avant-projet d'une éventuelle convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée créé en application de la résolution 52/85 de l'Assemblée générale, qui s'est réuni à Varsovie du 2 au 6 février 1998;

3. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts¹⁸;

4. *Prie instamment* les États Membres de continuer à tout mettre en œuvre pour appliquer pleinement la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action en prenant les mesures les plus appropriées sur les plans législatif, réglementaire et administratif, y compris des mesures axées sur la prévention;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer à compléter et mettre à jour le répertoire central établi conformément à la résolution 1996/27 du Conseil économique et social en date du 24 juillet 1996;

¹⁴ E/CN.15/1998/6/Add.1, sect. I.

¹⁵ E/CN.15/1998/6/Add.2, sect. I.

¹⁶ A/49/748, annexe, chap. I, sect. A.

¹⁷ E/CN.15/1998/6.

¹⁸ E/CN.15/1998/5.

¹³ E/CN.15/1996/2/Add.1, annexe.

6. *Invite instamment* les États Membres à répondre promptement aux demandes de données, renseignements et documents, notamment de textes législatifs et réglementaires, que leur adresse le Secrétaire général et de communiquer ces informations et documents conformément aux points méthodologiques et au classement des données par catégorie énumérés à l'annexe II à la résolution 1997/22 du Conseil économique et social, en date du 21 juillet 1997, afin de faciliter les travaux du Centre pour la prévention de la criminalité internationale du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat;

7. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'élaboration de manuels de formation à la lutte contre la criminalité transnationale organisée à l'intention du personnel des services chargés de l'application des lois et des services de justice;

8. *Prie également* le Secrétaire général d'intensifier ses efforts visant à trouver et réserver, en restant dans les limites du budget global de l'Organisation des Nations Unies, les ressources nécessaires au renforcement des capacités du Centre pour la prévention de la criminalité internationale, afin d'aider les États Membres à appliquer pleinement la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action;

9. *Prie en outre* le Secrétaire général de continuer à fournir aux États Membres, à leur demande, des services consultatifs, des services de coopération technique et autres formes d'assistance dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, y compris en ce qui concerne la prévention et le contrôle de la criminalité transnationale organisée;

10. *Décide* de créer un comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y a lieu d'élaborer des instruments internationaux de lutte contre le trafic de femmes et d'enfants, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par voie maritime;

11. *Accueille avec gratitude* la proposition du Gouvernement argentin qui a offert d'accueillir à Buenos Aires, du 31 août au 4 septembre 1998, une réunion préparatoire officieuse du Comité intergouvernemental spécial afin que le travail d'élaboration de la convention puisse se poursuivre sans interruption;

12. *Prie* le Secrétaire général de convoquer une réunion du Comité intergouvernemental spécial à Vienne du 18 au 29 janvier 1999 et d'envisager de convoquer une deuxième réunion avant la huitième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, si cela s'avérait nécessaire pour l'avancement des travaux;

13. *Décide*, sur recommandation de la Commission, de nommer Luigi Lauriola (Italie) président du Comité intergouvernemental spécial;

14. *Prie* le Comité intergouvernemental spécial, dans les travaux qu'il mènera en application du paragraphe 10 ci-dessus, de tenir compte du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts, du rapport du Groupe de travail sur l'application de la Déclaration politique de Naples et du Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée¹⁹, y compris ses appendices, et des résolutions 1998/18, 1998/19 et 1998/20 du Conseil économique et social en date du 28 juillet 1998;

15. *Prie* le Secrétaire général de consacrer des ressources suffisantes aux réunions du Comité intergouvernemental spécial ainsi qu'au soutien et au suivi de ses travaux;

16. *Invite* les pays donateurs à coopérer avec les pays en développement pour faire en sorte qu'ils participent pleinement aux travaux du Comité intergouvernemental spécial;

17. *Prie* le Comité intergouvernemental spécial de présenter un rapport intérimaire à la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale à sa huitième session et de tenir, durant ladite session, une réunion d'au moins trois jours ouvrables.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/112. Entraide judiciaire et coopération internationale en matière pénale

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit que les traités types des Nations Unies sur la coopération internationale en matière pénale constituent des instruments importants pour le développement de la coopération internationale,

Convaincue que les arrangements existants qui régissent la coopération internationale en matière pénale doivent être revus et révisés périodiquement pour veiller à ce qu'ils permettent de s'attaquer efficacement aux problèmes spécifiques d'actualité liés à la lutte contre la criminalité,

Ayant à l'esprit que les pays en développement et les pays à économie en transition peuvent manquer des ressources nécessaires pour élaborer et appliquer des traités d'entraide judiciaire en matière pénale,

Convaincue que les efforts visant à compléter et développer les traités types des Nations Unies contribueront à améliorer l'efficacité de la lutte contre la criminalité,

Rappelant sa résolution 45/117 du 14 décembre 1990, par laquelle elle a adopté le Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale, joint en annexe à ladite résolution,

Rappelant également sa résolution 52/88 du 12 décembre 1997,

¹⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 10 et rectificatif (E/1998/30 et Corr.1), annexe III.

Félicitant le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'entraide judiciaire en matière pénale, réuni à Arlington, Virginie (États-Unis d'Amérique), du 23 au 26 février 1998, des travaux qu'il a réalisés en vue d'appliquer en partie la résolution 52/88 en proposant des dispositions visant à compléter le Traité type, des éléments qu'il est recommandé d'inclure dans une loi type sur l'entraide judiciaire en matière pénale et une formation et une assistance technique à l'intention des agents nationaux de la fonction publique qui opèrent dans ce domaine,

Félicitant également le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui a accueilli la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts, contribué substantiellement à son organisation et fourni l'appui du National Institute of Justice du Ministère de la Justice des États-Unis dans le cadre du Système interactif d'information des Nations Unies sur le crime et la justice,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'entraide judiciaire en matière pénale sur les travaux de la réunion qu'il a tenue à Arlington, Virginie (États-Unis d'Amérique) du 23 au 26 février 1998²⁰;

2. *Décide* que le Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale devrait être complété par les dispositions figurant à l'annexe I à la présente résolution;

3. *Encourage* les États Membres, dans le cadre de leurs systèmes juridiques nationaux, à promulguer des lois efficaces sur l'entraide judiciaire, et demande à la communauté internationale de fournir toute l'assistance possible afin de contribuer à la réalisation de cet objectif;

4. *Prie* le Secrétaire général d'élaborer en consultation avec les États Membres le texte d'une loi type sur l'entraide judiciaire en matière pénale, en vue de sa présentation à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, afin de promouvoir entre États une coopération efficace, compte tenu des éléments que le Groupe intergouvernemental d'experts a recommandé d'inclure dans une telle loi type, tels qu'ils figurent à l'annexe II à la présente résolution;

5. *Invite* les États Membres à tenir compte du Traité type dans la négociation de traités à l'échelon bilatéral, régional ou multilatéral, selon qu'il conviendra;

6. *Invite également* les États Membres, s'il y a lieu et dans le cadre de leurs systèmes juridiques nationaux, à envisager d'adopter les mesures suivantes dans le contexte de l'application des traités ou autres arrangements d'entraide judiciaire en matière pénale:

a) Mise en place ou désignation d'une ou de plusieurs autorités nationales centrales chargées de traiter les demandes d'entraide;

b) Révision périodique de leurs traités ou autres arrangements d'entraide judiciaire en matière pénale et des

lois promulguées en vue de leur application et adoption de toutes autres mesures nécessaires pour améliorer l'efficacité de ces arrangements et de ces lois dans la lutte contre les formes traditionnelles et naissantes de criminalité;

c) Conclusion d'arrangements de partage des avoirs, de manière que le produit confisqué d'activités criminelles puisse servir à renforcer la capacité des systèmes nationaux de justice pénale et qu'une partie puisse être affectée à différents programmes, dont ceux visant à améliorer les capacités nationales de lutte contre la criminalité dans les pays en développement et les pays à économie en transition, compte dûment tenu des droits des tiers de bonne foi;

d) Utilisation des techniques de vidéoconférence et autres moyens de communication modernes, notamment pour la transmission des demandes, les consultations entre autorités centrales, la prise de témoignages et de dépositions ainsi que la formation;

7. *Encourage* les États Membres à promouvoir l'adoption, sur une base bilatérale, régionale ou mondiale, de mesures destinées à améliorer les compétences des agents de la fonction publique afin de renforcer les mécanismes d'entraide judiciaire, par exemple au moyen d'une formation spécialisée et, si possible, de détachements et échanges de personnel, ainsi qu'à envisager d'utiliser les techniques de vidéoconférence et autres moyens de communication modernes à des fins de formation;

8. *Invite de nouveau* les États Membres à communiquer au Secrétaire général le texte des lois pertinentes ainsi que des informations sur les pratiques suivies dans le domaine de la coopération internationale en matière pénale, en particulier de l'entraide judiciaire en matière pénale, ainsi que des informations à jour sur les autorités centrales désignées pour traiter des demandes;

9. *Prie* le Secrétaire général:

a) De mettre à jour et diffuser périodiquement les informations visées au paragraphe 8 ci-dessus, en particulier de préparer à l'usage des États Membres un répertoire des autorités centrales responsables de l'entraide judiciaire en matière pénale, en se fondant sur les informations déjà rassemblées à l'occasion de la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts;

b) De continuer à fournir des services consultatifs et des services de coopération technique aux États Membres demandant une assistance pour rédiger et appliquer des lois nationales appropriées et élaborer et mettre en œuvre des traités bilatéraux, sous-régionaux, régionaux ou internationaux d'entraide judiciaire en matière pénale, en se fondant sur l'expérience acquise par les États Membres, selon qu'il conviendra;

c) D'assurer, en coopération avec les États Membres intéressés et les organisations intergouvernementales compétentes, une formation aux lois et pratiques relatives à l'entraide judiciaire à l'intention du personnel des organes gouvernementaux appropriés et des autorités centrales des États Membres qui en feront la demande afin de développer les compétences nécessaires et d'améliorer les communications et

²⁰ E/CN.15/1998/7, annexe.

la coopération en vue d'accroître l'efficacité des mécanismes d'entraide judiciaire;

10. *Prie également* le Secrétaire général, en coopération avec les États Membres intéressés, les organisations intergouvernementales compétentes et les instituts constituant le réseau du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, d'élaborer des matériels pédagogiques appropriés en vue de la fourniture aux États Membres qui en feront la demande de l'assistance technique visée ci-dessus;

11. *Se félicite* que l'Institut international de hautes études en sciences pénales de Syracuse (Italie) ait offert d'organiser et accueillir deux séminaires de formation des agents de la fonction publique chargés de l'entraide judiciaire, et invite les États Membres intéressés à verser des contributions volontaires afin de couvrir les frais de voyage des agents de la fonction publique venant de pays en développement et de pays à économie en transition ainsi qu'à contribuer activement à ces séminaires;

12. *Demande instamment* aux États Membres et aux institutions de financement d'aider le Secrétaire général à appliquer la présente résolution en versant des contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;

13. *Prie* le Secrétaire général de veiller à la pleine application des dispositions de la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

ANNEXE I

Dispositions visant à compléter le Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale

Article premier

1. À l'alinéa *b* du paragraphe 3, remplacer les mots «le Protocole facultatif au» par les mots «l'article 18 du».

Article 3

2. Dans l'intitulé, remplacer le mot «compétentes» par le mot «centrales».

3. Ajouter le mot «centrales» après le mot «autorités».

4. Ajouter à la fin de l'article la note de bas de page ci-après:

«Certains pays voudront peut-être envisager de prendre des dispositions pour que les autorités centrales puissent communiquer directement et puissent jouer un rôle actif en veillant à l'exécution rapide des demandes, en contrôlant la qualité et en fixant des priorités. Les pays voudront peut-être aussi convenir que les autorités centrales ne seront pas le seul moyen d'entraide entre les Parties et qu'un échange direct d'informations devrait

être encouragé dans la mesure autorisée par la législation ou les arrangements internes.»

Article 4

5. Dans la note de bas de page se rapportant au paragraphe 1, remplacer la dernière phrase par le texte suivant:

«Les pays voudront peut-être, lorsque cela sera possible, fournir une assistance même si l'acte ayant donné lieu à la demande n'est pas considéré comme une infraction dans l'État requis (absence de double incrimination). Les pays voudront peut-être aussi envisager de limiter l'application de la règle de double incrimination à certains types d'assistance, comme les perquisitions et saisies.»

6. À l'alinéa *d* du paragraphe 1, supprimer les mots «pour laquelle la personne est poursuivie ou fait l'objet d'une enquête dans l'État requis ou».

7. Ajouter à la fin du paragraphe 4 la note de bas de page ci-après:

«Les États devront se concerter, conformément à l'article 20, avant de refuser ou de différer une assistance.»

Article 5

8. Ajouter à la fin du paragraphe 2 la note de bas de page ci-après:

«Les pays voudront peut-être prévoir que la demande peut être faite par des moyens de communication modernes, y compris oralement en cas de grande urgence, sous réserve de confirmation écrite immédiate.»

Article 6

9. Ajouter à la fin de l'article la note de bas de page ci-après:

«L'État requis devra obtenir les ordonnances, y compris judiciaires, nécessaires à l'exécution de la demande. Les pays voudront peut-être aussi convenir, conformément à leurs législations nationales, de représenter l'État requérant ou d'agir en son nom ou pour son compte lors des procédures judiciaires nécessaires à l'obtention desdites ordonnances.»

Article 8

10. Ajouter à la fin de la note de bas de page se rapportant à cet article le membre de phrase ci-après:

«... ou ne restreindre l'utilisation qui peut être faite des preuves fournies qu'à la demande expresse de l'État requis.»

11. Au début de l'article, ajouter les mots «À moins qu'il n'en soit convenu autrement.».

Article 11

12. Ajouter à la fin du paragraphe 2 la note de bas de page ci-après:

«Dans tous les cas où cela est possible et conforme aux principes fondamentaux du droit interne, les Parties devront autoriser la présentation de témoignages, dépositions ou autres formes d'assistance par liaison vidéo ou autres moyens de communication modernes et devront veiller à ce qu'un faux témoignage donné en pareille circonstance soit réprimé en tant qu'infraction pénale.»

Article 12

13. Dans la version anglaise du paragraphe 1, remplacer le mot «*required*» par les mots «*called upon*».

14. Ajouter à la fin de l'article la note de bas de page ci-après:

«Certains pays voudront peut-être stipuler qu'un témoin qui dépose dans l'État requérant ne peut refuser de déposer sur la base d'un privilège applicable dans l'État requis.»

Nouvel article 18

15. Insérer en tant que nouvel article 18, intitulé «Fruits d'activités criminelles», les paragraphes 1 à 6 du Protocole facultatif au Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale concernant les fruits d'activités criminelles, et supprimer le reste du texte du Protocole, y compris les notes de bas de page.

16. Dans le nouvel article, remplacer le mot «Protocole» par le mot «article».

17. Ajouter à la fin de l'intitulé du nouvel article la note de bas de page ci-après:

«L'entraide en matière de confiscation du produit d'activités criminelles est apparue comme un instrument important dans le contexte de la coopération internationale. Des dispositions semblables à celles qui figurent dans le présent article se trouvent dans de nombreux traités bilatéraux d'entraide judiciaire. De plus amples détails peuvent être prévus dans les arrangements bilatéraux. Une question à envisager serait la nécessité éventuelle d'inclure dans le texte d'autres dispositions concernant les questions liées au secret bancaire. Des dispositions pourraient être adoptées en vue d'un partage équitable des fruits d'activités criminelles entre États contractants, ou de déterminer comment ces fruits doivent être partagés dans chaque cas particulier.»

18. Ajouter à la fin du paragraphe 5 la note de bas de page ci-après:

«Les Parties voudront peut-être envisager d'élargir le champ d'application du présent article en y incluant une référence à la réparation du préjudice subi par les

victimes et à la perception des amendes imposées à l'issue de poursuites pénales.»

Articles 18 à 21

19. Renuméroter l'ancien article 18, qui deviendra l'article 19, et tous les articles suivants en conséquence.

ANNEXE II

Éléments qu'il est recommandé d'inclure dans une loi type sur l'entraide judiciaire en matière pénale

A. Recommandation générale

1. Une loi type sur l'entraide judiciaire en matière pénale devra refléter les dispositions générales du Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale, auquel auraient été incorporées les dispositions recommandées à l'annexe I ci-dessus. Dans la mesure du possible, elle devra ménager des options différentes aux États dotés de systèmes juridiques différents. Lorsqu'il y a lieu, elle devrait tenir compte des dispositions du projet de loi type sur l'entraide judiciaire en matière pénale élaboré en 1998 sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.

B. Champ d'application

2. La loi type devra prévoir une gamme complète d'options souples pour ce qui est des obligations qu'assumeront les États en matière d'entraide judiciaire. Lorsqu'il existe entre des États un traité d'entraide judiciaire en matière pénale, les rapports entre eux devront être régis par ledit traité. La loi type devra également permettre aux États de se fournir mutuellement assistance en l'absence de traités, avec ou sans réciprocité.

C. Compétence

3. La loi type pourra contenir des dispositions définissant la compétence, entre autres:

a) Pour rendre les ordonnances judiciaires nécessaires à l'exécution des demandes d'entraide;

b) Pour autoriser l'État requis à représenter l'État requérant ou à agir en son nom ou pour son compte lors des procédures judiciaires nécessaires à l'exécution des demandes d'entraide;

c) Pour sanctionner les faux témoignages commis dans le cadre de l'entraide entre États, en particulier lorsque des dispositions sont prises par vidéoconférence.

D. Procédures

4. La loi type devra définir les procédures régissant la réception et la formulation de demandes d'entraide judiciaire en matière pénale. Ces procédures devront être conformes, lorsqu'il y a lieu, aux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme. Lorsque aucune disposition conventionnelle ne s'applique, la loi devra également contenir des dispositions concernant les formes spécifiques d'entraide,

y compris la prise de dépositions et autres formes de coopération par liaison vidéo, la coopération en ce qui concerne la confiscation des fruits d'activités criminelles et le transfert temporaire de témoins gardés à vue.

5. La loi type pourra prévoir la mise en place d'une ou de plusieurs autorités centrales chargées de recevoir et transmettre les demandes et de conseiller et assister les autorités compétentes. Elle pourrait aussi spécifier l'étendue des pouvoirs de l'autorité centrale.,

E. Communications

6. Lorsque aucune disposition conventionnelle n'est applicable, la loi devra définir les moyens à utiliser par l'État requérant et l'État requis pour communiquer, notamment prévoir l'utilisation des formes de communication les plus modernes.

53/113. Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/89 du 12 décembre 1997 et toutes les autres résolutions pertinentes,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général²¹, et constatant l'aide apportée à l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Ayant à l'esprit la nécessité d'élaborer d'urgence des stratégies efficaces de prévention du crime pour l'Afrique, ainsi que l'importance des organismes de répression et des instances judiciaires aux niveaux régional et sous-régional,

1. *Félicite* l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants des efforts qu'il déploie pour promouvoir et coordonner les activités régionales de coopération technique liées aux systèmes de prévention du crime et de justice pénale en Afrique;

2. *Réaffirme* la nécessité de renforcer encore les moyens dont dispose l'Institut pour soutenir les mécanismes nationaux des pays africains en matière de prévention du crime et de justice pénale;

3. *Exhorte* les États membres de l'Institut à faire tout leur possible pour remplir leurs obligations envers celui-ci;

4. *Demande instamment* à tous les États Membres et aux organisations non gouvernementales d'adopter des mesures pratiques concrètes afin d'aider l'Institut à se doter des moyens requis ainsi qu'à mettre en œuvre ses programmes et activités visant à renforcer les systèmes de prévention du crime et de justice pénale en Afrique;

5. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier ses efforts et de mobiliser tous les organismes compétents des Nations Unies afin de fournir à l'Institut le soutien financier et technique nécessaire et lui permettre ainsi de s'acquitter de son mandat;

6. *Demande* au Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale de collaborer étroitement avec l'Institut;

7. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer la coopération, la coordination et la collaboration régionales dans la lutte contre le crime, en particulier ses dimensions transnationales qui ne peuvent être combattues efficacement en agissant uniquement au niveau national;

8. *Prie également* le Secrétaire général de présenter des propositions concrètes concernant le renforcement des programmes et activités de l'Institut et de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/114. Renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991 concernant l'élaboration d'un programme des Nations Unies efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale, dans laquelle elle a approuvé la déclaration de principes et le programme d'action reproduits en annexe à ladite résolution,

Ayant à l'esprit les objectifs fixés par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, à savoir réduire la criminalité, appliquer les lois et administrer la justice d'une manière plus efficace, assurer le respect des droits de l'homme et promouvoir les normes les plus strictes en matière d'équité, d'humanité et de comportement professionnel,

Convaincue qu'il est souhaitable d'instaurer une coordination et une coopération plus étroites entre les États dans la lutte contre la criminalité, y compris les crimes liés à la drogue, tels que le blanchiment de l'argent, le trafic d'armes et les crimes terroristes, et ayant à l'esprit le rôle que pourraient jouer à la fois l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales à cet égard,

Reconnaissant qu'il importe au plus haut point d'accroître les activités de coopération technique afin d'aider les pays, en particulier les pays en développement et les pays à économie en transition, dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en pratique les principes directeurs des Nations Unies,

²¹ A/53/381.

Rappelant ses résolutions pertinentes dans lesquelles elle a prié le Secrétaire général de mettre d'urgence à la disposition du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale des ressources suffisantes pour que les tâches à accomplir dans le cadre du Programme puissent être exécutées intégralement, compte tenu du rang de priorité élevé qui lui a été attribué,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général concernant les progrès réalisés dans l'application de sa résolution 52/90 du 12 décembre 1997²²;

2. *Réaffirme* l'importance du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale ainsi que le rôle capital qu'il doit jouer en vue de promouvoir des mesures efficaces qui permettent de renforcer la coopération internationale dans ce domaine, de répondre aux besoins de la communauté internationale face à la criminalité nationale et transnationale et d'aider les États Membres à atteindre les objectifs visés, à savoir prévenir le crime à l'intérieur de l'État et entre États et améliorer les mesures de lutte contre le crime;

3. *Réaffirme également* le caractère prioritaire du Programme, en conformité avec les résolutions ayant trait à la question, et prie le Secrétaire général de renforcer encore le Programme en le dotant des ressources nécessaires pour lui permettre d'exécuter pleinement les tâches à accomplir, notamment d'assurer le suivi de la Déclaration politique de Naples et du Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée adoptés par la Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée, tenue à Naples (Italie) du 21 au 23 novembre 1994²³, ainsi que du neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu au Caire du 29 avril au 8 mai 1995²⁴;

4. *Réaffirme en outre* le rang de priorité élevé accordé à la coopération technique et aux services consultatifs dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, et souligne la nécessité de continuer à améliorer les activités opérationnelles du Programme en la matière, en particulier dans les pays en développement et les pays à économie en transition, afin de répondre, sur demande, aux besoins des États Membres dans le domaine considéré;

5. *Encourage* le Centre pour la prévention de la criminalité internationale du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat dans les efforts qu'il déploie pour obtenir le statut d'agent d'exécution du Programme des Nations Unies pour le développement;

6. *Demande* aux États et aux organismes de financement des Nations Unies de verser des contributions financières importantes à l'appui des activités opérationnelles du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, et engage tous les États à verser à

cette fin des contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en tenant compte des activités que nécessitera l'application de la Déclaration politique de Naples et du Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée;

7. *Rend hommage* aux organisations non gouvernementales et autres composantes concernées de la société civile pour le soutien qu'elles accordent au Programme, et les encourage à accroître ce soutien;

8. *Engage* les États à revoir leurs politiques de financement pour l'aide au développement, en vue d'inclure dans cette aide la prévention du crime et la justice pénale;

9. *Demande* à l'ensemble des programmes, fonds et organismes des Nations Unies intéressés en la matière, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Banque mondiale et aux autres institutions nationales, régionales et internationales de financement, d'appuyer les activités opérationnelles de caractère technique menées dans le domaine considéré;

10. *Prend note avec satisfaction* de la contribution que le Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale a apportée aux missions de maintien de la paix et aux missions spéciales des Nations Unies ainsi que de sa participation à leur suivi, notamment par la fourniture de services consultatifs, et engage le Secrétaire général à recommander, pour contribuer à mieux assurer la primauté du droit, d'inclure dans les activités menées au titre d'opérations de maintien de la paix la restauration et la réforme des systèmes de justice pénale;

11. *Prie* le Directeur exécutif du Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime de renforcer la coopération entre le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le Centre pour la prévention de la criminalité internationale, en particulier dans les domaines de la criminalité transnationale organisée et du blanchiment de l'argent;

12. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour aider la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, principal organe chargé d'élaborer les politiques dans ce domaine, à remplir ses fonctions, notamment à coopérer avec les autres organes compétents, tels que la Commission des stupéfiants, la Commission des droits de l'homme et la Commission de la condition de la femme, et à coordonner ses activités avec les leurs;

13. *Engage* le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée créé sur recommandation de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à s'attacher à élaborer la convention et à examiner s'il y a lieu d'élaborer des instruments internationaux de lutte contre le trafic de femmes et d'enfants, la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions et le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par voie maritime;

²² A/53/380.

²³ A/49/748, annexe, chap. I, sect. A.

²⁴ Voir A/CONF.169/16/Rev.1.

14. *Se félicite* des efforts déployés par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale afin d'améliorer la gestion stratégique du Programme et de s'acquitter plus énergiquement de la tâche qui lui incombe dans le domaine de la mobilisation des ressources, et lui demande de renforcer encore son action en ce sens;

15. *Se félicite également* de la décision prise par la Commission, visant à intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans toutes ses activités et de prier le Secrétariat d'en faire autant pour toutes les activités du Centre pour la prévention de la criminalité internationale;

16. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/115. Coopération internationale permettant de faire face au problème mondial de la drogue

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/92 du 12 décembre 1997,

Se félicitant des conclusions de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue, tenue à New York du 8 au 10 juin 1998, et de la détermination des gouvernements, au niveau politique le plus élevé, de résoudre le problème mondial de la drogue en appliquant strictement et de manière équilibrée des stratégies nationales, régionales et internationales visant à réduire la demande, la production et le trafic illicites de drogues, conformément à la Déclaration politique²⁵, à la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues²⁶ et aux mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème mondial de la drogue²⁷,

Notant avec une vive préoccupation qu'en dépit des efforts redoublés des États, des organismes internationaux compétents, de la société civile et des organisations non gouvernementales, on constate partout dans le monde une aggravation du problème de la drogue qui fait peser une lourde menace sur la santé, la sécurité et le bien-être de toute l'humanité, en particulier les jeunes, entrave le développement, met en danger la stabilité socioéconomique et politique et les institutions démocratiques, impose aux gouvernements qui le combattent une charge économique de plus en plus lourde, compromet la sécurité nationale et la souveraineté des États, menace la dignité et les espoirs de millions de personnes et de leurs familles et cause des pertes irréparables en vies humaines,

Vivement alarmée par la violence et le pouvoir économique croissants qu'exercent les organisations criminelles et les groupes terroristes qui se livrent au trafic des drogues et à d'autres activités criminelles telles que le blanchiment de l'argent et le trafic d'armes, de précurseurs et produits chimiques essentiels, ainsi que par le développement des relations transnationales entre ces organisations et groupes, et estimant qu'une coopération internationale et la mise en œuvre de stratégies efficaces s'inspirant des conclusions de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale s'imposent pour venir à bout des activités criminelles transnationales sous toutes leurs formes,

Persuadée que la session extraordinaire a largement contribué à la mise en place d'un nouveau cadre global de coopération internationale fondé sur une approche intégrée et équilibrée et comportant des stratégies, mesures, méthodes, activités pratiques et buts et objectifs spécifiques à atteindre, que tous les États, le système des Nations Unies et d'autres organisations internationales doivent les mettre en œuvre en prenant des mesures concrètes et qu'il convient d'engager les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et les banques régionales de développement, à inclure dans leurs programmes des mesures de lutte contre le problème mondial de la drogue en tenant compte des priorités des différents États,

Convaincue que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, peut contribuer efficacement à la solution du problème mondial de la drogue et doit jouer un rôle actif en la matière,

Soulignant l'importance de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues qui préconise une approche globale, estimant que l'obtention d'un nouvel équilibre entre la réduction de la demande et de l'offre illicites, selon le principe de la responsabilité partagée, vise à empêcher l'usage de drogues et à limiter les conséquences néfastes de l'abus des drogues, une attention particulière étant accordée aux jeunes, et est l'un des éléments indispensables de la nouvelle stratégie globale et une initiative importante prise dans le cadre de la Décennie des Nations Unies contre la drogue, 1991-2000, et réaffirmant la nécessité de mettre au point des programmes visant à réduire la demande,

Soulignant également l'importance de la réduction de l'offre en tant que partie intégrante d'une stratégie équilibrée de lutte contre la drogue, conformément aux principes énoncés dans le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution²⁸, et réaffirmant la nécessité de mettre au point des programmes de développement axés sur ces activités,

Mettant en relief le rôle de la Commission des stupéfiants, principal organe directeur de l'Organisation des Nations Unies pour les questions ayant trait à la lutte contre la drogue, le rôle de premier plan et le travail remarquable du

²⁵ Résolution S-20/2, annexe.

²⁶ Résolution S-20/3, annexe.

²⁷ Résolution S-20/4.

²⁸ Résolution S-20/4 E.

Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, principal agent de l'action multilatérale concertée contre la drogue, ainsi que le rôle important de l'Organe international de contrôle des stupéfiants en tant que mécanisme de surveillance indépendant, comme le prévoient les traités internationaux relatifs au contrôle des drogues,

Appréciant les efforts faits par les pays qui produisent des stupéfiants à des fins scientifiques et médicales pour empêcher que ces substances ne soient détournées vers les marchés illicites et pour maintenir la production au niveau de la demande licite, conformément à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961²⁹,

Reconnaissant qu'il existe, dans certaines circonstances, des liens entre la pauvreté et l'accroissement de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes et qu'il faut prendre les mesures appropriées pour encourager le développement économique des pays touchés par le commerce illicite des drogues, notamment intensifier la coopération internationale en faveur d'activités de substitution et de développement durable dans les zones touchées des pays qui se sont fixé pour objectif de réduire et éliminer la production illicite de drogues,

Insistant sur le fait que le respect des droits de l'homme est et doit être un élément essentiel des mesures prises pour s'attaquer au problème de la drogue,

S'efforçant de faire en sorte qu'hommes et femmes bénéficient, sur un pied d'égalité et sans discrimination aucune, des stratégies de lutte contre le problème mondial de la drogue en participant à toutes les étapes de l'exécution des programmes et de l'élaboration des politiques,

Reconnaissant que l'utilisation de l'Internet offre de nouvelles possibilités et présente de nouveaux défis pour la coopération internationale dans la lutte contre la toxicomanie et la production illicite et le trafic de drogues,

I

RESPECT DES PRINCIPES CONSACRÉS PAR LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET LE DROIT INTERNATIONAL DANS LA LUTTE CONTRE LE PROBLÈME MONDIAL DE LA DROGUE

1. *Réaffirme* que la lutte contre le problème mondial de la drogue est une responsabilité commune et partagée qui doit être abordée sur le plan multilatéral, en suivant une approche intégrée et équilibrée, et doit être menée conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international, en particulier le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2. *Invite* tous les États à prendre des mesures additionnelles pour promouvoir une coopération efficace aux niveaux international et régional dans la lutte contre le

problème mondial de la drogue afin de contribuer à l'instauration d'un climat propice à la réalisation de l'objectif visé, en observant les principes de l'égalité des droits et du respect mutuel;

3. *Demande instamment* à tous les États de ratifier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972³⁰, la Convention sur les substances psychotropes de 1971³¹ et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988³² ou d'y adhérer et d'en appliquer toutes les dispositions;

II

COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LA LUTTE CONTRE LE PROBLÈME MONDIAL DE LA DROGUE

1. *Exhorte* les autorités compétentes, aux niveaux international, régional et national, à mettre en œuvre dans les délais convenus les conclusions de la vingtième session extraordinaire, en particulier les mesures pratiques hautement prioritaires aux niveaux international, régional ou national, comme il est indiqué dans la Déclaration politique²⁵, la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues²⁶, et les mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème mondial de la drogue²⁷, y compris le Plan d'action contre la fabrication, le trafic et l'abus des stimulants du type amphétamine et de leurs précurseurs³³, les mesures visant à prévenir la fabrication, l'importation, l'exportation, le trafic, la distribution illicites et le détournement de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes³⁴, les mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire³⁵, les mesures visant à lutter contre le blanchiment de l'argent³⁶ et le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution²⁸;

2. *Renouvelle* son engagement de continuer à renforcer la coopération internationale et à accroître substantiellement les efforts déployés pour lutter contre le problème mondial de la drogue, conformément aux obligations imposées aux États par les conventions des Nations Unies relatives au contrôle des drogues, sur la base du

³⁰ Ibid., vol. 976, n° 14152.

³¹ Ibid., vol. 1019, n° 14956.

³² Voir *Documents officiels de la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes*, Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.94.XI.5).

³³ Résolution S-20/4 A.

³⁴ Voir résolution S-20/4 B.

³⁵ Résolution S-20/4 C.

³⁶ Résolution S-20/4 D.

²⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, n° 7515.

cadre général fourni par le Programme d'action mondial³⁷ et des conclusions de la session extraordinaire, et en tenant compte de l'expérience acquise;

3. *Demande* à tous les États d'adopter des mesures efficaces, y compris des lois et règlements nationaux, afin d'appliquer les directives et recommandations du Programme d'action mondial, de renforcer les systèmes judiciaires nationaux et de mener des activités efficaces de lutte contre la drogue en coopération avec d'autres États, conformément à ces instruments internationaux, pour mettre en œuvre les conclusions et réaliser les objectifs de la session extraordinaire;

4. *Engage* les organes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées, les institutions financières internationales et autres organisations intergouvernementales et internationales intéressées, dans le cadre de leurs mandats respectifs, ainsi que tous les acteurs de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, les organisations communautaires, les associations sportives, les médias et le secteur privé, à coopérer plus étroitement avec les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient en vue de promouvoir et appliquer des mesures visant à mettre en œuvre le Programme d'action mondial et les conclusions de la session extraordinaire;

5. *Prie instamment* les gouvernements, les organes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres organisations internationales d'aider et appuyer, sur demande, les États de transit, en particulier les pays en développement qui ont besoin d'une telle aide et d'un tel appui, en vue de renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, et souligne l'importance des initiatives nationales ainsi que de la coopération sous-régionale, régionale et internationale dans la lutte contre le trafic illicite de drogues;

6. *Réaffirme* qu'empêcher le détournement de produits chimiques du commerce légitime vers la fabrication illicite de drogues est un élément essentiel d'une stratégie globale de lutte contre l'abus et le trafic de drogues, prend note des progrès réalisés dans l'élaboration de directives pratiques, y compris celles de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et les recommandations concernant l'application de l'article 12 de la Convention de 1988, et demande à tous les États d'adopter et appliquer des mesures visant à prévenir le détournement de produits chimiques vers la fabrication illicite de drogues, conformément à la résolution sur le contrôle des précurseurs adoptée à la session extraordinaire³⁴;

7. *Prie* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues de rendre compte à la Commission des stupéfiants à sa quarante-deuxième session, en mars 1999, de la suite donnée au Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution;

8. *Prie* la Commission des stupéfiants d'examiner, à sa quarante-deuxième session, le plan d'action proposé pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues que le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues élabore en consultation avec les États Membres, prenant en considération les accords internationaux et déclarations élaborés dans le domaine de la réduction de la demande, en particulier le Programme d'action mondial, et en tenant compte dans l'ensemble de ses programmes et politiques de tous les secteurs de la société;

9. *Prie* la Commission des stupéfiants et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues d'élaborer des principes directeurs afin de faciliter la présentation par les gouvernements de rapports sur la mise en œuvre du Programme d'action mondial et les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs pour les années 2003 et 2008, tels qu'ils sont décrits dans la Déclaration politique de la session extraordinaire, d'avoir un système efficace de collecte de données fiables, de faire en sorte qu'un plus grand nombre de gouvernements communiquent régulièrement des informations actualisées et améliorent la qualité de leurs réponses, et d'éviter les chevauchements d'activités;

10. *Demande* à la Commission des stupéfiants d'intégrer une perspective tenant compte des différences entre les sexes dans toutes ses politiques, programmes et activités, et prie le Secrétariat de faire de même dans toute la documentation établie pour la Commission;

11. *Rappelle* le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, qu'elle a adopté le 14 décembre 1995³⁸, note avec satisfaction l'active participation des organisations de jeunes et des jeunes pendant la session extraordinaire, et souligne qu'il importe qu'ils continuent d'apporter leur expérience et de participer aux processus de prise de décisions, en particulier en ce qui concerne l'élaboration du plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues;

12. *Demande* aux États d'adopter des mesures efficaces pour endiguer le commerce illégal des armes de petit calibre qui, du fait de ses liens étroits avec le commerce illégal des drogues, engendre au sein de la société de certains États des taux de criminalité et de violence extrêmement élevés qui mettent en danger la sécurité nationale et l'économie de ces États;

13. *Note* l'élaboration, d'ici à l'an 2000, d'une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

14. *Réaffirme* qu'il importe que les États Membres, le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le système des Nations Unies atteignent les

³⁷ Voir résolution S-17/2, annexe.

³⁸ Résolution 50/81, annexe.

objectifs de la Décennie des Nations Unies contre la drogue, 1991-2000, ayant pour thème «Une réaction mondiale à un défi mondial»;

III

MESURES À PRENDRE PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

1. *Réaffirme* que le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues a pour rôle de coordonner et orienter efficacement toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre la drogue, de façon à accroître la rentabilité et assurer la cohésion des mesures prises ainsi que la coordination, la complémentarité et le non-chevauchement de ces activités dans l'ensemble du système des Nations Unies;

2. *Met l'accent* sur la nécessité d'accroître l'efficacité du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues³⁹, en tant qu'outil visant à promouvoir la coordination et le renforcement des activités de lutte contre l'abus des drogues au sein du système des Nations Unies;

3. *Exhorte* les institutions spécialisées, programmes et fonds, y compris les organisations à vocation humanitaire, et invite les institutions financières multilatérales, à inclure des mesures de lutte contre le problème mondial de la drogue dans leurs processus de programmation et de planification, afin d'assurer que la stratégie intégrale et équilibrée élaborée lors de la session extraordinaire consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue soit prise en considération;

IV

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES

1. *Se félicite* des efforts que déploie le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues en vue de s'acquitter des tâches qui lui incombent en vertu des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues⁴⁰, du Programme d'action mondial³⁷, des conclusions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue et des documents sur la question ayant fait l'objet d'un accord général;

2. *Demande* au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues:

a) De renforcer sa coopération avec les États Membres, ainsi qu'avec les programmes, fonds et organismes compétents des Nations Unies et les organisations non gouver-

nementales, et de fournir, sur demande, une assistance pour la mise en œuvre des conclusions de la session extraordinaire, qui peut inclure l'ajustement des lois et politiques nationales, l'élaboration de programmes de formation et la mise en place de mécanismes de collecte et d'analyse des données;

b) De renforcer la concertation et la coopération avec les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales afin qu'elles puissent mener des activités de prêt et de programmation liées au contrôle des drogues dans les pays concernés et affectés, en vue de mettre en œuvre les conclusions de la session extraordinaire, et d'informer la Commission des stupéfiants des nouveaux progrès réalisés dans ce domaine;

c) De continuer, compte tenu des conclusions de la session extraordinaire, à inclure dans son rapport sur le trafic illicite de drogues une évaluation actualisée des tendances mondiales du trafic et du transit illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, notamment des méthodes et circuits utilisés, et de recommander les moyens d'améliorer la capacité qu'ont les États traversés de s'attaquer à tous les aspects du problème de la drogue;

d) De poursuivre la publication du *World Drug Report* en continuant d'y inclure des informations détaillées et équilibrées sur le problème mondial de la drogue, et de rechercher des fonds extrabudgétaires supplémentaires en vue d'assurer sa publication dans toutes les langues officielles;

3. *Invite* les gouvernements et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues à étudier les moyens d'améliorer la coordination des activités des organismes des Nations Unies ayant trait au problème mondial de la drogue, afin d'éviter le chevauchement de ces activités, d'en renforcer l'efficacité et d'atteindre les objectifs approuvés par les gouvernements;

4. *Demande instamment* à tous les gouvernements de fournir au Programme l'appui financier et politique le plus vaste possible en augmentant le nombre des donateurs et le montant des contributions volontaires, en particulier celles versées à des fins générales, afin de permettre au Programme de poursuivre, développer et renforcer ses activités opérationnelles et de coopération technique;

5. *Demande instamment* à l'Organe international de contrôle des stupéfiants de redoubler d'efforts en vue de s'acquitter de toutes les tâches qui lui incombent en vertu des conventions internationales relatives au contrôle des drogues et de continuer à coopérer avec les gouvernements, notamment en donnant des conseils et en fournissant un appui technique aux États Membres qui en feront la demande;

6. *Fait observer* que l'Organe international de contrôle des stupéfiants a besoin de ressources suffisantes pour s'acquitter de toutes les tâches qui lui sont assignées, et prie donc instamment les États Membres, dans un effort concerté, de s'engager à lui allouer des ressources budgétaires adéquates et suffisantes, conformément à la résolution 1996/20 du Conseil économique et social en date du 23 juillet 1996, et souligne qu'il faut maintenir sa capacité, grâce notamment à

³⁹ Voir A/49/139-E/1994/57.

⁴⁰ Voir *Rapport de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, Vienne, 17-26 juin 1987* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.87.I.18), chap. I, sect. A.

la fourniture par le Secrétaire général de moyens appropriés et à un appui technique adéquat du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;

7. *Souligne* l'importance des réunions des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues et de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient de la Commission des stupéfiants, et les encourage à continuer de contribuer au renforcement de la coopération régionale et internationale, compte tenu des conclusions de la session extraordinaire;

8. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général⁴¹ et, compte tenu des exigences d'une présentation intégrée des rapports, prie ce dernier de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la mise en œuvre des conclusions de la vingtième session extraordinaire et sur l'application de la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/116. Traite des femmes et des filles

L'Assemblée générale,

Réaffirmant les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴², la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴³, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴⁴, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁴⁵, la Convention relative aux droits de l'enfant⁴⁶ et la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes⁴⁷,

Rappelant la Convention pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui⁴⁸,

Réaffirmant les dispositions adoptées par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993⁴⁹, la Conférence internationale sur la population et le développement⁵⁰, le Sommet mondial pour le dévelop-

pement social⁵¹, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁵² et le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu au Caire du 29 avril au 8 mai 1995⁵³, notamment celles concernant la traite des femmes et des filles,

Rappelant sa résolution 52/98 du 12 décembre 1997 relative à la traite des femmes et des petites filles,

Se félicitant de la prise en compte des crimes de caractère sexospécifique dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, adopté le 17 juillet 1998 par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale⁵⁴,

Rappelant les conclusions concertées sur la violence à l'égard des femmes adoptées le 13 mars 1998 par la Commission de la condition de la femme à sa quarante-deuxième session⁵⁵, ainsi que la résolution 1998/30 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 1998⁵⁶, les recommandations adoptées par le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session, en août 1998⁵⁷, et les résolutions adoptées par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en ce qui concerne la traite des femmes et des filles,

Notant que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a décidé, à sa septième session⁵⁸, que le comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée devant être créé par l'Assemblée générale devrait notamment examiner s'il y a lieu d'élaborer un instrument international de lutte contre le trafic de femmes et d'enfants,

Réaffirmant que la violence sexuelle et la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation économique, l'exploitation sexuelle sous forme de prostitution et les autres formes d'exploitation sexuelle et formes contemporaines

⁴¹ A/53/382, A/53/383 et A/53/129-E/1998/58.

⁴² Résolution 217 A (III).

⁴³ Résolution 34/180, annexe.

⁴⁴ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴⁵ Résolution 39/46, annexe.

⁴⁶ Résolution 44/25, annexe.

⁴⁷ Résolution 48/104.

⁴⁸ Résolution 317 (IV).

⁴⁹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

⁵⁰ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

⁵¹ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁵² *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁵³ Voir A/CONF.169/16/Rev.1.

⁵⁴ A/CONF.183/9.

⁵⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 7* et rectificatif (E/1998/27 et Corr.1), chap. I.

⁵⁶ *Ibid.*, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

⁵⁷ E/CN.4/Sub.2/1998/L.11/Add.1, chap. II, sect. A, résolution 1998/19, et E/CN.4/Sub.2/1998/14, sect. VI.B.

⁵⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 10* et rectificatif (E/1998/30 et Corr.1), chap. I, sect. B.

d'esclavage constituent des violations graves des droits fondamentaux de la personne humaine,

Constatant avec préoccupation qu'un nombre croissant de femmes et de petites filles venant de pays en développement et de certains pays à économie en transition sont victimes de la traite, soit à destination de pays développés, soit entre régions et États et à l'intérieur de ceux-ci, et constatant que de jeunes garçons sont également victimes de la traite des êtres humains,

Se félicitant des mécanismes de coopération établis et des initiatives prises aux niveaux bilatéral et régional pour s'attaquer au problème de la traite des femmes et des filles, et prenant note du projet de convention sur la prévention et l'élimination de la traite des femmes et des enfants aux fins de prostitution proposé par l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale⁵⁹,

Soulignant qu'il importe de recueillir systématiquement des données afin de déterminer l'étendue et la nature du problème de la traite des femmes et des filles,

Soulignant la nécessité d'adopter aux niveaux national, sous-régional, régional, interrégional et international des mesures plus soutenues et mieux concertées pour lutter contre la traite des femmes et des filles,

Constatant avec une profonde préoccupation que les nouvelles techniques de l'information, y compris l'Internet, continuent d'être détournées à des fins de prostitution, de pornographie impliquant des enfants, de pédophilie, de traite des femmes en vue de mariage et de tourisme sexuel,

Soulignant à nouveau qu'il importe que les gouvernements appliquent aux victimes de la traite d'êtres humains un traitement humanitaire compatible avec les normes relatives aux droits de l'homme,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur la traite des femmes et des petites filles⁶⁰;

2. *Se félicite* des efforts déployés aux niveaux national, régional et international pour donner effet aux recommandations du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales⁶¹, et demande aux gouvernements de prendre de nouvelles mesures à cet égard;

3. *Demande instamment* aux gouvernements de poursuivre leurs efforts visant à appliquer les dispositions relatives à la traite des femmes et des filles qui figurent dans le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes⁶² ainsi que dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme⁴⁹;

4. *Encourage* les gouvernements à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les orientations et stratégies concernant la traite des femmes et des filles énoncées dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de ses commissions techniques, en particulier le Programme d'action pour la prévention de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui adopté par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session⁶³, en tenant compte des recommandations formulées par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences dans le rapport qu'elle a présenté à la Commission à ses cinquante-troisième⁶⁴ et cinquante-quatrième⁶⁵ sessions, ainsi que de celles des organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme concernant la traite des femmes et des filles;

5. *Encourage* les États Membres à conclure des accords bilatéraux, sous-régionaux, régionaux et internationaux pour faire face au problème de la traite des femmes et des filles;

6. *Encourage également* les États Membres à renforcer leur coopération grâce à l'information, le partage de données d'expérience, les meilleures pratiques et les leçons apprises, notamment par l'intermédiaire de mécanismes de consultation tels que le processus régional mis en place en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations;

7. *Demande* aux gouvernements de prendre les mesures voulues pour s'attaquer aux racines du mal, y compris aux facteurs externes qui favorisent la traite des femmes et des filles à des fins de prostitution et autres formes de commercialisation du sexe, les mariages forcés et le travail forcé, de façon à éliminer la traite des femmes, notamment en renforçant la législation existante afin de mieux protéger les droits des femmes et des filles et de punir les auteurs de délits, au pénal comme au civil;

8. *Lance un appel* aux gouvernements pour qu'ils érigent en infraction pénale la traite des femmes et des filles sous toutes ses formes et qu'ils condamnent et sanctionnent quiconque y participe, y compris les intermédiaires, que l'infraction commise l'ait été dans le pays de son auteur ou en pays étranger, en veillant à ce que les victimes ne soient pas pénalisées, et pour qu'ils prennent des sanctions à l'encontre des personnes en position d'autorité reconnues coupables de

⁵⁹ Voir Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, document SAARC/Summit.10/CM.20/3.

⁶⁰ A/53/409.

⁶¹ Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm, 27-31 août 1996, Rapport final du Congrès, deux volumes (Stockholm, Gouvernement suédois, janvier 1997).

⁶² Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁶³ Voir E/CN.4/Sub.2/1995/28/Add.1.

⁶⁴ E/CN.4/1997/47 et Add.1 à 4.

⁶⁵ E/CN.4/1998/54 et Add.1.

violences sexuelles à l'égard de victimes de la traite d'êtres humains confiées à leur garde;

9. *Prie instamment* les gouvernements concernés, agissant en coopération avec les organisations non gouvernementales, d'apporter un soutien et d'allouer des ressources aux programmes visant à renforcer les mesures de prévention, en particulier l'éducation et les campagnes visant à sensibiliser le public à ce problème aux niveaux local et national;

10. *Encourage* les gouvernements, agissant en coopération avec les organisations non gouvernementales, à lancer des campagnes visant à préciser les possibilités, les limitations et les droits en cas de migration, afin que les femmes puissent prendre des décisions judicieuses et ne tombent pas victimes de la traite;

11. *Encourage également* les gouvernements à renforcer leur collaboration avec les organisations non gouvernementales en vue d'élaborer et exécuter des programmes efficaces de soutien, de formation et de réinsertion des victimes de la traite ainsi que des programmes qui offrent un refuge aux victimes ou victimes potentielles et établissent à leur intention des lignes d'assistance téléphonique;

12. *Invite* les gouvernements à adopter des mesures, notamment des programmes de protection des témoins, qui permettent aux femmes victimes de la traite de porter plainte auprès de la police et d'être, lorsqu'il y a lieu, à la disposition du système de justice pénale, et à veiller à ce que les femmes puissent dans l'intervalle bénéficier d'une assistance sociale, médicale, financière et juridique et d'une protection appropriée;

13. *Encourage* les gouvernements à prendre rapidement des mesures efficaces, notamment en promulguant des lois nationales ou, s'il y a lieu en modifiant leur législation, en vue de prévoir des peines appropriées, telles que des peines de réclusion, amendes et confiscations substantielles, afin de lutter contre tous les aspects des activités de la criminalité organisée liés à la traite des femmes et des enfants au niveau international;

14. *Invite* les gouvernements à encourager les fournisseurs de services sur l'Internet à adopter des mesures de réglementation interne ou à renforcer celles qu'ils ont déjà prises, afin de promouvoir l'utilisation responsable de l'Internet de façon à éliminer la traite des femmes et des filles;

15. *Encourage* les gouvernements à mettre au point des méthodes de collecte systématique des données et à mettre constamment à jour les informations concernant la traite des femmes et des filles, y compris l'analyse des méthodes utilisées par les réseaux de traite d'êtres humains;

16. *Demande instamment* aux gouvernements de renforcer les programmes nationaux de lutte contre la traite des femmes et des filles au moyen d'une coopération soutenue, aux niveaux bilatéral, régional et international, en ayant recours à des méthodes novatrices et aux meilleures pratiques, et invite les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non

gouvernementales ainsi que le secteur privé à effectuer des recherches et études en concertation et en commun sur la traite des femmes et des filles qui puissent inspirer la formulation de politiques ou leur modification;

17. *Invite* les gouvernements, de nouveau, à rédiger, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies, des manuels de formation à l'intention des personnes chargées de faire respecter la loi, du personnel médical et des magistrats qui s'occupent des affaires de traite des femmes et des filles, en tenant compte des recherches et études récentes concernant le stress causé par les traumatismes, et des techniques de soutien sexospécifiques en vue de sensibiliser ces personnes aux besoins particuliers des victimes;

18. *Invite* les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴³, à la Convention relative aux droits de l'enfant⁴⁶ et aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴⁴ à inclure dans les rapports qu'ils présentent à leurs comités nationaux respectifs des informations et statistiques sur la traite des femmes et des filles;

19. *Invite* le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants et le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à continuer de se pencher, à titre prioritaire, dans le cadre de leurs mandats respectifs, sur le problème de la traite des femmes et des filles et à recommander dans leurs rapports des mesures de lutte contre ces phénomènes;

20. *Invite à nouveau* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lorsqu'elle s'efforcera d'éliminer les obstacles à la réalisation des droits fondamentaux des femmes, en particulier dans les contacts qu'elle aura avec le Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants, à faire de la traite des femmes et des filles l'une de ses préoccupations prioritaires;

21. *Sait gré* aux organes et organismes des Nations Unies ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de leurs initiatives et activités au service de la lutte contre la traite des femmes et des filles, et les invite à renforcer leurs activités dans ce domaine;

22. *Encourage* le Comité interorganisations sur les femmes et l'égalité entre les sexes à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de l'ensemble des activités de suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

23. *Prie* le Secrétaire général d'établir, à titre de référence et d'orientation, une compilation des interventions et stratégies ayant donné de bons résultats pour ce qui est d'aborder les différents aspects du problème de la traite des

femmes et des filles sur la base des rapports, recherches et autres éléments disponibles aussi bien dans le système des Nations Unies qu'à l'extérieur, et de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/117. Pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 52/99 du 12 décembre 1997 et ses autres résolutions et décisions pertinentes, ainsi que les résolutions et décisions que le Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme ont adoptées sur le même sujet,

Rappelant les rapports du Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants et du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences,

Réaffirmant l'obligation qu'ont tous les États de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales énoncés dans la Charte des Nations Unies, réaffirmant également les obligations figurant dans les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés ultérieurement, en particulier les dispositions de l'article 5 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁶⁶ et de l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant⁶⁷, et ayant à l'esprit les dispositions de l'alinéa a de l'article 2 de la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes⁶⁸,

Rappelant les dispositions figurant dans les documents adoptés à l'issue de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993⁶⁹, de la Conférence internationale sur la population et le développement⁷⁰, du neuvième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu au Caire du 29 avril au 8 mai 1995⁷¹ et de la quatrième

Conférence mondiale sur les femmes⁷² concernant les pratiques traditionnelles et coutumières affectant la santé des femmes et des filles,

Réaffirmant que ces pratiques constituent une forme manifeste de violence contre les femmes et les filles et une grave violation de leurs droits fondamentaux,

Se déclarant préoccupée par le fait que ces pratiques restent très largement répandues,

Soulignant que l'élimination de ces pratiques requiert des efforts plus importants et l'engagement des gouvernements, de la communauté internationale et de la société civile, y compris des organisations non gouvernementales et communautaires, ainsi qu'une évolution radicale des comportements sociaux,

1. *Accueille avec satisfaction:*

a) Le rapport du Secrétaire général⁷³, qui présente des exemples encourageants des meilleures pratiques suivies au plan national et de coopération internationale;

b) Les efforts déployés par les organes, programmes et organismes des Nations Unies, parmi lesquels le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, en vue de s'occuper de la question des pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, et les encourage à continuer de coordonner leurs efforts;

c) Les travaux réalisés par l'Ambassadeur spécial du Fonds des Nations Unies pour la population pour l'élimination des mutilations génitales féminines et le fait qu'elle a été invitée à se rendre dans différents pays, ainsi que la création par le Fonds des Nations Unies pour la population d'un fonds d'affectation spéciale à l'appui de ses travaux;

d) Les travaux réalisés par le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants et par d'autres organisations non gouvernementales et communautaires, y compris des associations féminines, pour faire mieux comprendre les effets préjudiciables de ces pratiques, en particulier des mutilations génitales féminines;

e) Le fait que la Commission de la condition de la femme, à sa session de 1998, a étudié la question des pratiques traditionnelles ou coutumières préjudiciables⁷⁴;

⁶⁶ Résolution 34/180, annexe.

⁶⁷ Résolution 44/25, annexe.

⁶⁸ Résolution 48/104.

⁶⁹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

⁷⁰ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994*, (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

⁷¹ Voir A/CONF.169/16/Rev.1.

⁷² *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁷³ A/53/354.

⁷⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 7 et rectificatif* (E/1998/27 et Corr.1).

2. *Souligne* qu'il faut obtenir auprès des fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que des institutions financières internationales et régionales et des donateurs bilatéraux et multilatéraux, une assistance technique et financière en faveur des pays en développement qui s'emploient à éliminer les pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, et qu'il faut obtenir auprès de la communauté internationale une assistance en faveur des organisations non gouvernementales et communautaires qui s'occupent de ces questions;

3. *Demande* à tous les États:

a) De ratifier, si ce n'est déjà fait, les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁶⁶ et la Convention relative aux droits de l'enfant⁶⁷, et d'honorer pleinement les obligations découlant des instruments auxquels ils sont parties;

b) D'honorer leurs engagements internationaux dans ce domaine, notamment ceux qu'ils ont souscrits en vertu de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁷², du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement⁷⁰ et de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme⁶⁹;

c) D'élaborer et appliquer des lois et politiques nationales proscrivant les pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines, notamment en adoptant des mesures appropriées contre ceux qui en sont responsables, et de mettre en place, si ce n'est déjà fait, un mécanisme national concret pour l'application et le suivi de la législation, du respect des lois et des politiques nationales;

d) De redoubler d'efforts pour sensibiliser et mobiliser l'opinion publique internationale et nationale au sujet des effets préjudiciables des pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines, en particulier par l'éducation, la diffusion d'informations, la formation, les médias et les réunions au niveau des collectivités locales, en vue d'éliminer totalement lesdites pratiques;

e) De promouvoir l'inclusion dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire et dans les programmes de formation du personnel de santé de débats consacrés à l'autonomisation des femmes et à leurs droits fondamentaux, en particulier aux pratiques traditionnelles et coutumières affectant la santé des femmes et des filles;

f) De faire participer, entre autres, les personnes influentes, les éducateurs, les responsables religieux, les chefs, les dirigeants traditionnels, les médecins, les organisations s'occupant de la santé des femmes et de la planification familiale ainsi que les médias à des campagnes de publicité en vue de promouvoir une prise de conscience individuelle et collective des droits fondamentaux des femmes et des filles et

de faire comprendre en quoi les pratiques traditionnelles ou coutumières préjudiciables violent ces droits;

g) De rechercher, grâce à des consultations avec les communautés, les groupes religieux et culturels et leurs dirigeants, des substituts aux pratiques traditionnelles ou coutumières préjudiciables, en particulier lorsque ces pratiques font partie d'une cérémonie ou d'un rite initiatique;

h) De coopérer étroitement avec le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités chargé d'examiner la question des pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants et de répondre à ses demandes de renseignements;

i) De coopérer étroitement avec les institutions spécialisées, fonds et programmes compétents des Nations Unies ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et communautaires concernées, dans le cadre d'un effort concerté pour éliminer les pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles;

j) De faire figurer, dans les rapports qu'ils présentent au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, au Comité des droits de l'enfant et autres organes compétents créés en vertu de traités, des informations précises sur les mesures qu'ils auront prises pour éliminer les pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines;

k) D'examiner la question des pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles dans leurs évaluations nationales de la mise en œuvre du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁷⁵;

l) D'inclure des informations précises sur les mesures prises pour éliminer les pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines, dans les rapports qu'ils présentent au Secrétariat sur la mise en œuvre du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans le cadre des préparatifs de l'examen plénier de haut niveau visant à évaluer les progrès accomplis dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁷⁶ et du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes auquel procédera l'Assemblée générale en l'an 2000;

4. *Invite*:

⁷⁵ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁷⁶ *Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

a) Les institutions spécialisées, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales compétents à échanger des informations sur le sujet de la présente résolution, et encourage l'échange de telles informations entre les organisations non gouvernementales actives dans ce domaine et les organes assurant le suivi de l'application des traités pertinents relatifs aux droits de l'homme;

b) La Commission de la condition de la femme à étudier, à sa quarante-troisième session, la question des pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles, y compris les mutilations génitales féminines, à l'occasion de son étude de l'importante question «Les femmes et la santé»;

c) La Commission des droits de l'homme à examiner la question à sa cinquante-cinquième session, pour permettre de mieux comprendre l'incidence desdites pratiques sur les droits fondamentaux des femmes;

5. *Prie le Secrétaire général:*

a) De mettre son rapport à la disposition des réunions pertinentes tenues dans le cadre du système des Nations Unies;

b) D'inclure des informations sur la question des pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles dans la compilation des statistiques et indicateurs à jour sur la situation des femmes et des filles dans le monde entier qu'il est prié de fournir d'ici à la fin de 1999, par exemple, en publiant un nouveau volume du rapport *Les femmes dans le monde*;

c) De communiquer à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-cinquième session, les conclusions des débats que la Commission de la condition de la femme aura consacrés à la question, éventuellement sous la forme d'un rapport oral;

d) De rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution, en mettant particulièrement l'accent sur l'évolution récente de la situation aux niveaux national et international.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/118. **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes**

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 51/68 du 12 décembre 1996,

Gardant à l'esprit que l'un des buts des Nations Unies, énoncé aux Articles 1 et 55 de la Charte, est de favoriser le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction aucune, notamment de sexe,

Affirmant que les femmes devraient participer dans des conditions d'égalité avec les hommes au développement social,

économique et politique, y contribuer sur un pied d'égalité et bénéficier à égalité de meilleures conditions de vie,

Rappelant que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme⁷⁷, il est réaffirmé que les droits fondamentaux des femmes et des fillettes font inaliénablement, intégralement et indissociablement partie des droits universels de la personne,

Se félicitant des conclusions concertées adoptées par la Commission de la condition de la femme à ses quarantième⁷⁸, quarante et unième⁷⁹ et quarante-deuxième⁸⁰ sessions concernant la réalisation des objectifs stratégiques du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁸¹ ainsi que des conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social sur l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous les programmes et politiques des organismes des Nations Unies⁸² et de sa résolution 1998/26 du 28 juillet 1998 intitulée «Promotion de la femme: application du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement»,

Notant avec satisfaction le nombre croissant d'États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁸³, qui s'élèvent maintenant à cent soixante-deux,

Notant qu'à sa seizième session le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a élaboré et adopté la recommandation générale 23 sur les femmes dans la vie publique⁸⁴,

Ayant examiné le rapport du Comité sur les travaux de ses dix-huitième et dix-neuvième sessions⁸⁵,

⁷⁷ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

⁷⁸ *Document officiels du Conseil économique et social, 1996, Supplément n° 6 (E/1996/26), chap. I, sect. C.1.*

⁷⁹ *Ibid.*, 1997, *Supplément n° 7* et rectificatif (E/1997/27 et Corr.1), chap. I, sect. C.1.

⁸⁰ *Ibid.*, 1998, *Supplément n° 7* et rectificatif (E/1998/27 et Corr.1), chap. I, sect. B.IV.

⁸¹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁸² A/52/3, chap. IV, par. 4. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 3 (A/52/3/Rev.1).*

⁸³ Résolution 34/180, annexe.

⁸⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 38 (A/52/38/Rev.1), deuxième partie, chap. I, sect. A.*

⁸⁵ *Ibid.*, cinquante-troisième session, *Supplément n° 38 (A/53/38/Rev.1).*

Exprimant sa préoccupation au sujet du grand nombre de rapports dont la présentation est en retard et continue de l'être, en particulier les rapports initiaux, ce qui constitue un obstacle à la pleine application de la Convention,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁸⁶;

2. *Demande instamment* à tous les États qui n'ont pas encore ratifié la Convention ou qui n'y ont pas encore adhéré de le faire dès que possible, de sorte que la Convention soit ratifiée par tous les pays d'ici à l'an 2000;

3. *Souligne* qu'il importe que les États parties s'acquittent avec la plus grande rigueur des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention;

4. *Demande instamment* aux États d'envisager de limiter la portée de toutes réserves qu'ils apportent à la Convention, de formuler leurs réserves de façon aussi précise et aussi étroite que possible, de veiller à ce qu'aucune réserve ne soit incompatible avec l'objet et le but de la Convention ou ne soit contraire au droit des traités, et de réexaminer périodiquement leurs réserves en vue de les retirer et de retirer celles qui sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention ou contraires au droit des traités;

5. *Invite* les États parties à la Convention à tenir dûment compte de la Déclaration sur les réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes⁸⁷ afin de célébrer le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁸⁸;

6. *Prend acte* du rapport du Secrétariat sur les réserves concernant la Convention⁸⁹;

7. *Prie instamment* les États parties à la Convention de faire tout leur possible pour présenter leurs rapports sur l'application de la Convention conformément aux dispositions de son article 18 ainsi qu'aux directives du Comité et de coopérer pleinement avec ce dernier en lui présentant leurs rapports;

8. *Encourage* le Secrétariat à fournir une assistance technique aux États parties, à leur demande, en vue de l'élaboration des rapports, en particulier les rapports initiaux, et invite les gouvernements à contribuer à ces efforts;

9. *Félicite* le Comité de ses efforts visant à contribuer à l'application effective de la Convention;

10. *Félicite également* le Comité d'avoir réduit l'arriéré des rapports, notamment en améliorant ses méthodes internes de travail, et note les efforts qu'il fait pour continuer d'améliorer ces méthodes;

11. *Demande instamment* aux États parties à la Convention de prendre les mesures appropriées pour que l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention puisse être accepté dès que possible par les deux tiers des États parties et puisse entrer en vigueur;

12. *Se félicite* du temps supplémentaire alloué au Comité pour ses réunions, de sorte qu'il puisse tenir chaque année deux sessions de trois semaines chacune, précédées par la réunion d'un groupe de travail présession;

13. *Souligne* la nécessité de mettre à la disposition du Comité les fonds et le personnel d'appui dont il a besoin pour fonctionner efficacement, y compris pour la diffusion de l'information;

14. *Se félicite* des progrès accomplis par le Groupe de travail à composition non limitée de la Commission de la condition de la femme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁹⁰, et encourage le Groupe de travail à poursuivre ses travaux afin de pouvoir les achever à la quarante-troisième session de la Commission;

15. *Encourage* le renforcement de la coordination entre le Comité et les autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et engage ces derniers à coordonner leurs activités de suivi de la mise en œuvre de ces instruments pour assurer aux femmes l'entière jouissance de leurs droits fondamentaux;

16. *Invite* le Comité à formuler, en collaboration avec d'autres organes créés en vertu de traités, compte tenu de leurs mandats respectifs, des observations générales concertées sur le fait que les droits fondamentaux sont universels, indissociables et interdépendants, et invite les personnes assurant la présidence des organes en question à examiner, à leurs réunions annuelles, les moyens de faciliter ces activités;

17. *Souligne* qu'une approche globale et intégrée de la promotion et de la protection des droits fondamentaux des femmes, y compris la prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans l'ensemble des activités à l'échelle du système des Nations Unies, exige qu'une attention plus grande soit consacrée, de façon systématique et soutenue, aux recommandations générales du Comité et à leur mise en œuvre, sur demande de l'Assemblée générale, dans l'ensemble du système des Nations Unies;

18. *Se félicite* que les institutions spécialisées aient présenté, à l'invitation du Comité, des rapports sur l'application de la Convention dans les domaines relevant de leur compétence et que les organisations non gouvernementales aient contribué aux travaux du Comité;

⁸⁶ A/53/318.

⁸⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 38 (A/53/38/Rev.1), deuxième partie, chap. I, sect. A.*

⁸⁸ Résolution 217 A (III).

⁸⁹ CEDAW/C/1997/4.

⁹⁰ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 7 et rectificatif (E/1998/7 et Corr.1), annexe II.*

19. *Félicite* le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organes concernés de ce qu'ils font pour aider les femmes à comprendre et utiliser les instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier la Convention;

20. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sur l'application de la présente résolution.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/119. Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat

L'Assemblée générale,

Rappelant les Articles 1 et 101 de la Charte des Nations Unies, ainsi que l'Article 8 qui dispose qu'aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires,

Rappelant également l'objectif fixé dans le Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁹¹, qui est de réaliser l'égalité générale des sexes d'ici à l'an 2000, en particulier en ce qui concerne les postes d'administrateur et les postes de rang supérieur,

Rappelant en outre sa résolution 52/96 du 12 décembre 1997 relative à l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat,

Se félicitant que la représentation des femmes au niveau de la classe D-1 et des classes supérieures ait progressé et qu'en particulier l'objectif intermédiaire consistant à porter à 25 p. 100 la proportion de femmes occupant des postes de la classe D-1 et des classes supérieures, qu'elle avait fixé dans sa résolution 45/239 C du 21 décembre 1990, ait été atteint, mais constatant avec préoccupation que la représentation des femmes à ces niveaux reste très faible,

Notant avec préoccupation la lenteur avec laquelle progresse la proportion totale de femmes occupant des postes au Secrétariat et la diminution des pourcentages de femmes promues et nommées à la classe P-5,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général et les recommandations qui y sont formulées⁹², prend note de la déclaration du Comité administratif de coordination sur l'égalité entre les sexes et l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les activités du système des Nations Unies: un engagement pour l'action que le Comité

a adoptée en mars 1998⁹³, et prie le Secrétaire général de rendre compte en l'an 2000 à la Commission de la condition de la femme, en sa qualité de comité préparatoire de l'examen plénier de haut niveau visant à évaluer les progrès accomplis dans l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁹⁴ et du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁹¹ auquel procédera l'Assemblée générale en l'an 2000, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans ladite déclaration;

2. *Réaffirme* que l'objectif est d'atteindre la parité entre les sexes d'ici à l'an 2000 dans toutes les catégories de postes du système des Nations Unies, en particulier à la classe D-1 et aux classes supérieures, en respectant pleinement le principe d'une répartition géographique équitable, conformément à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, et en tenant compte du fait que certains pays, en particulier des pays en développement et des pays à économie en transition, ne sont toujours pas représentés ou sont insuffisamment représentés par des femmes;

3. *Note avec satisfaction* que le Secrétaire général s'est personnellement engagé à atteindre l'objectif de la parité entre les sexes et a donné l'assurance que, dans le cadre des efforts qu'il continue de déployer pour instaurer un nouveau style de gestion à l'Organisation, notamment en appliquant intégralement les mesures spéciales visées dans son rapport, il donnera la plus haute priorité à la question de l'équilibre entre les sexes;

4. *Demande* au Secrétaire général d'appliquer intégralement le plan d'action stratégique pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (1995-2000)⁹⁵, et d'en suivre la mise en œuvre, de manière à atteindre d'ici à l'an 2000 l'objectif de la parité entre les sexes, en particulier aux postes de la classe D-1 et des classes supérieures;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les chefs de service soient tenus personnellement comptables de la mise en œuvre du plan d'action stratégique dans leur domaine de responsabilité;

6. *Encourage* le Secrétaire général à confier à davantage de femmes des fonctions de représentant spécial ou d'envoyé spécial ou des missions de bons offices, surtout dans les domaines du maintien de la paix, du renforcement de la paix, de la diplomatie préventive et du développement économique et social, et dans les activités opérationnelles, notamment les fonctions de coordonnateur résident, ainsi qu'à nommer davantage de femmes à d'autres postes de haut niveau;

⁹³ ACC/1998/4, par. 63.

⁹⁴ *Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

⁹⁵ A/49/587 et Corr.1, sect. IV.

⁹¹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁹² A/53/376.

7. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que les chefs de département et de bureau élaborent des plans d'action tenant compte des différences entre les sexes qui établissent des stratégies concrètes pour atteindre la parité entre les sexes dans les différents départements et bureaux, en respectant pleinement le principe d'une répartition géographique équitable et conformément à l'Article 101 de la Charte, en assurant, dans la mesure du possible, que la nomination et la promotion des femmes ne seront pas inférieures à 50 p. 100 jusqu'à ce que l'objectif de la parité entre les sexes soit atteint;

8. *Prie également* le Secrétaire général de poursuivre l'action qu'il mène pour créer un milieu de travail respectueux des sexospécificités et répondant aux besoins de tous les fonctionnaires, hommes et femmes, notamment en mettant au point des dispositions touchant la souplesse en ce qui concerne les horaires et le lieu de travail, les soins aux enfants et aux personnes âgées, ainsi qu'en étendant la formation tenant compte des sexospécificités à tous les départements et bureaux;

9. *Prie en outre* le Secrétaire général d'élaborer plus avant la politique de lutte contre le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de publier des directives détaillées, sur la base de l'enquête globale interinstitutions;

10. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que la responsable des questions relatives aux femmes du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme puisse suivre et faciliter efficacement la mise en œuvre du Plan d'action stratégique, notamment en lui donnant accès aux informations nécessaires pour s'acquitter de cette mission;

11. *Engage vivement* les États Membres à soutenir les efforts que font l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées pour atteindre l'objectif de la parité entre les sexes, particulièrement à la classe D-1 et aux classes supérieures, en présentant régulièrement la candidature d'un plus grand nombre de femmes à des postes dans les organes intergouvernementaux, judiciaires et spécialisés et en encourageant davantage de femmes à se porter candidates à ces postes au Secrétariat, dans les institutions spécialisées, les fonds et programmes, ainsi que dans les commissions régionales, y compris dans des domaines où les femmes sont sous-représentées, tels que le maintien de la paix, le renforcement de la paix et autres secteurs non traditionnels;

12. *Engage de même vivement* les États Membres à identifier des candidates susceptibles d'être affectées à des missions de maintien de la paix et à améliorer la représentation des femmes dans les contingents militaires et de police civile;

13. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte de l'application de la présente résolution à la Commission de la condition de la femme, à sa quarante-troisième session, et à l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session, en incluant dans son rapport des statistiques sur le nombre et la proportion de femmes, dans toutes les unités administratives et à tous les niveaux, dans chacun des organismes des Nations

Unies, ainsi que sur la mise en œuvre des plans d'action tenant compte des sexospécificités.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/120. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 50/42 du 8 décembre 1995, 50/203 du 22 décembre 1995 et 51/69 du 12 décembre 1996,

Rappelant également ses résolutions 52/100 du 12 décembre 1997 et 52/231 du 4 juin 1998, dans lesquelles elle a décidé de convoquer une session extraordinaire afin de procéder à un examen plénier de haut niveau visant à évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁹⁶ et l'application de la Déclaration de Beijing⁹⁷ et du Programme d'action⁹⁸ de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, cinq ans après leur adoption, et d'étudier les nouvelles mesures et initiatives à prendre,

Prenant note de la résolution 1996/6 du Conseil économique et social sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en date du 22 juillet 1996, de ses conclusions concertées 1997/2 du 18 juillet 1997⁹⁹, de sa résolution 1998/43 du 31 juillet 1998 sur l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans toutes les politiques et tous les programmes des organismes des Nations Unies et de sa résolution 1998/26 du 28 juillet 1998 sur l'application du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et le rôle des activités opérationnelles dans la promotion, en particulier, du renforcement des capacités et de la mobilisation des ressources pour accroître la participation des femmes au développement,

Réaffirmant que l'application intégrale du Programme d'action exige de la part de tous une action concertée immédiate en vue de créer un monde pacifique, juste et humain, fondé sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, notamment sur le principe de l'égalité de tous les individus de tous âges et de toutes conditions, et, à cette fin, reconnaissant qu'il ne saurait y avoir de développement

⁹⁶ *Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

⁹⁷ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe I.

⁹⁸ *Ibid.*, annexe II.

⁹⁹ A/52/3, chap. IV, par. 4. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 3* (A/52/3/Rev.1).

social ni de justice sociale sans une croissance économique générale et durable s'inscrivant dans le contexte d'un développement durable,

Profondément convaincue que la Déclaration de Beijing et le Programme d'action adoptés par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes sont d'importantes contributions à la promotion de la femme dans le monde entier et à la réalisation de l'égalité entre les sexes et qu'ils doivent donner lieu à l'adoption de mesures concrètes par tous les États, les organismes des Nations Unies et les organisations intéressées ainsi que par les organisations non gouvernementales,

Consciente du fait que le Programme d'action doit être appliqué, pour l'essentiel, au niveau national, que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les institutions publiques et privées devraient être associées au processus d'application et que les mécanismes nationaux ont également un rôle important à jouer, et considérant que des efforts accrus au niveau national et une coopération internationale sont indispensables à l'application effective de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action,

Réaffirmant sa décision selon laquelle elle-même, le Conseil économique et social et la Commission de la condition de la femme, conformément à leurs mandats respectifs et en application de sa résolution 48/162 du 20 décembre 1993 et des autres résolutions pertinentes, constituent un dispositif intergouvernemental à trois niveaux qui joue un rôle primordial dans l'élaboration et le suivi des politiques globales et dans la coordination de l'application et du suivi du Programme d'action, et réaffirmant également la nécessité d'un suivi et d'une application coordonnés des résultats des grandes conférences internationales organisées dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Réaffirmant que la Commission de la condition de la femme, en tant que commission technique du Conseil économique et social, a un rôle essentiel à jouer en ce qui concerne le contrôle, au sein du système des Nations Unies, de l'application du Programme d'action en fournissant au Conseil des avis à ce sujet et qu'elle fait fonction d'organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, ouvert à la participation de tous les États Membres de l'Organisation, des membres des institutions spécialisées et des observateurs, conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes¹⁰⁰;

2. *Se félicite* des initiatives et mesures prises par les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations internationales, y compris leurs secrétariats, ainsi que par les organisations non gouvernementales et les autres acteurs de la société civile, en vue de l'application de la Déclaration de Beijing⁹⁷ et du Programme d'action⁹⁸ adoptés par la Conférence, et leur demande de veiller à l'application effective du Programme d'action dans tous les domaines critiques;

3. *Invite de nouveau* les États, les organismes des Nations Unies et toutes les autres parties à appliquer le Programme d'action, notamment en faisant une politique activement et visiblement soucieuse de l'égalité des sexes à tous les niveaux, y compris aux niveaux de l'élaboration, du suivi et de l'évaluation de toutes les politiques et de tous les programmes destinés à assurer l'application effective du Programme d'action dans tous les domaines critiques;

4. *Souligne* que c'est aux gouvernements qu'il incombe au premier chef d'appliquer le Programme d'action, et réaffirme qu'ils devraient continuer d'y veiller au plus haut niveau politique en prenant l'initiative de coordonner et contrôler les mesures destinées à améliorer la condition de la femme et en évaluant les progrès réalisés;

5. *Se félicite* des progrès réalisés, demande que de nouveaux efforts soient faits à l'échelon international pour que l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des femmes soient systématiquement reconnus dans les activités de tous les organismes des Nations Unies et que ces questions soient traitées régulièrement et systématiquement dans le cadre des organes et mécanismes compétents des Nations Unies et, dans ce contexte, accueille avec satisfaction les conclusions concertées 1998/2 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1998¹⁰¹, sur le suivi et l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993¹⁰²;

6. *Accueille avec satisfaction* les mesures que le Secrétaire général a déjà prises pour appeler l'attention de tous les hauts fonctionnaires des organismes des Nations Unies sur les conclusions concertées 1997/2 du Conseil économique et social et sa résolution 1998/43 sur l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans toutes les politiques et tous les programmes des organismes des Nations Unies, et demande instamment au Secrétaire général de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les hauts fonctionnaires aient à répondre de l'adoption d'une telle démarche dans les domaines relevant de leur compétence et de veiller à ce que cette même démarche soit systématiquement intégrée dans le processus de réforme de l'Organisation des Nations Unies, notamment dans les travaux des comités exécutifs;

7. *Donne pour instructions* à toutes ses commissions et à tous ses organes d'intégrer systématiquement une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans tous leurs domaines d'activité, en particulier la macroéconomie, les activités opérationnelles en faveur du développement, l'élimination de la pauvreté, les droits de l'homme, l'aide humanitaire, l'établissement des budgets, le désarmement, la paix et la sécurité et les questions juridiques et politiques, et appelle l'attention des autres organes des Nations Unies sur la nécessité de faire de même;

¹⁰¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3 et rectificatif (A/53/3 et Corr.1), chap. VI, par. 3.

¹⁰² A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

¹⁰⁰ A/53/308.

8. *Prie* tous les organismes qui ont à connaître de questions concernant les programmes et le budget, notamment le Comité du programme et de la coordination et les organes directeurs des fonds et programmes des Nations Unies, de veiller à ce que tous les programmes, plans à moyen terme, et en particulier les budgets-programmes, comportent de façon visible une démarche soucieuse d'équité entre les sexes;

9. *Rappelle* que le Conseil économique et social a demandé au Secrétariat, lorsqu'il établira des rapports, de présenter les questions et approches en tenant compte de la problématique hommes-femmes afin de donner au mécanisme intergouvernemental une base analytique sur laquelle il puisse formuler des politiques tenant compte des sexospécificités;

10. *Prie* le Conseil économique et social de veiller à ce qu'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes soit inscrite dans toutes ses activités concernant le suivi intégré des conférences récemment organisées par l'Organisation des Nations Unies, sur la base de ses conclusions concertées 1997/2 et de sa résolution 1998/43;

11. *Souligne à nouveau* qu'il importe que les organismes des Nations Unies renforcent le rôle des services chargés des questions concernant les femmes, ainsi que celui des responsables de la coordination dans ce domaine;

12. *Prie instamment* les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de mettre en place au plus haut niveau politique des mécanismes nationaux appropriés pour la promotion de la femme, notamment en allouant des crédits budgétaires suffisants pour en assurer le bon fonctionnement, des procédures intra et interministérielles adéquates et les effectifs correspondants et d'autres dispositifs investis du mandat et dotés des moyens nécessaires pour élargir la participation des femmes et intégrer l'analyse des sexospécificités dans les politiques et programmes, ou, le cas échéant, de renforcer les mécanismes, procédures ou dispositifs existants;

13. *Constata avec satisfaction* que de nombreux gouvernements ont mis au point des stratégies et plans d'action nationaux, dont certains en consultation avec des organisations non gouvernementales, et demande instamment à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait d'élaborer des plans d'action nationaux dès que possible, au plus tard en juin 1999, et de soumettre ces plans au Secrétariat;

14. *Encourage* les gouvernements à envoyer des réponses au questionnaire élaboré par le Secrétariat en consultation avec les commissions régionales, réponses qui, jointes aux plans d'action nationaux, constitueront une contribution essentielle à la session extraordinaire de l'Assemblée générale;

15. *Invite de nouveau* les gouvernements à procéder à des évaluations nationales de l'application du Programme d'action en y associant la société civile;

16. *Note* l'importance que revêt la surveillance régionale et sous-régionale des plans d'action mondiaux et régionaux par les commissions régionales et autres structures sous-régionales ou régionales, dans les limites de leurs mandats respectifs et en consultation avec les gouvernements,

et invite les gouvernements et, le cas échéant, les mécanismes nationaux de la même région, à favoriser la coopération dans ce domaine;

17. *Exhorte* les États à faire le nécessaire pour honorer les engagements qu'ils ont pris à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en ce qui concerne la promotion de la femme et le renforcement de la coopération internationale, et réaffirme que des ressources financières suffisantes devraient être dégagées au niveau international pour appliquer le Programme d'action dans les pays en développement, en particulier dans les pays d'Afrique et les pays les moins avancés;

18. *Invite* le Secrétaire général, dans le cadre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, à accorder une attention particulière aux besoins des femmes et à leur rôle en tant que protagonistes et bénéficiaires du développement;

19. *Réaffirme* que, pour appliquer le Programme d'action, il faudra mobiliser des ressources suffisamment importantes aux niveaux national et international ainsi que des ressources additionnelles en faveur des pays en développement, en particulier des pays d'Afrique et des pays les moins avancés, en faisant appel à tous les mécanismes de financement disponibles, y compris les sources multilatérales, bilatérales et privées pour la promotion de la femme;

20. *Note* que l'application du Programme d'action dans les pays à économie en transition exige des efforts continus au niveau national ainsi qu'une coopération et une assistance internationales soutenues, comme l'indique le Programme d'action;

21. *Réaffirme* que, pour appliquer le Programme d'action, il faudra peut-être reformuler des politiques et réaffecter des ressources, mais que certains changements d'orientation n'auront pas nécessairement d'incidences financières;

22. *Invite* les États Membres à allouer des ressources suffisantes pour la compilation de données ventilées par sexe et par âge en vue de la réalisation d'études d'impact sexospécifique, de façon à élaborer des stratégies nationales efficaces pour l'application du Programme d'action;

23. *Souligne* que l'application intégrale et effective du Programme d'action nécessitera la volonté politique d'affecter les ressources humaines et financières voulues aux fins du renforcement de la capacité d'action des femmes, l'adoption d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes pour la prise des décisions budgétaires touchant les politiques et les programmes, ainsi que le financement adéquat de programmes spécifiques visant à assurer l'égalité entre hommes et femmes;

24. *Invite* les États Membres à encourager les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres organismes à mobiliser des ressources supplémentaires pour faciliter l'application intégrale du Programme d'action, afin d'assurer l'égalité entre les sexes;

25. *Note* qu'il est nécessaire de créer, aux niveaux national et international, un environnement favorable qui garantisse la pleine participation des femmes aux activités économiques, et engage les États à éliminer les obstacles qui s'opposent à la pleine application de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action;

26. *Engage à nouveau* les États Membres à promouvoir de manière résolue l'équilibre entre les sexes, notamment en cherchant à réaliser cet équilibre dans la composition des délégations auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres instances internationales, ainsi qu'en présentant et encourageant la candidature de femmes et en nommant dans tous les comités, commissions et autres organes officiels établis par les gouvernements ainsi que dans tous les organismes, organisations et organes internationaux;

27. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de veiller à ce que la Division de la promotion de la femme du Secrétariat puisse s'acquitter efficacement de toutes les tâches dont elle est chargée dans le Programme d'action, à ce qu'elle puisse contribuer à favoriser l'introduction d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, notamment en fournissant des services consultatifs aux gouvernements qui en feraient la demande, en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, et à ce qu'elle fasse fonction de secrétariat de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, notamment en lui affectant des ressources humaines et financières suffisantes dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

28. *Note avec satisfaction* le travail accompli par la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, notamment en sa qualité de présidente du Comité interorganisations sur les femmes et l'égalité entre les sexes, pour favoriser l'application du Programme d'action à l'échelle du système et l'adoption d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes et pour faire progresser la parité entre les sexes au Secrétariat et à l'échelle du système et, à cet égard, souligne qu'il importe d'augmenter les ressources humaines et financières provenant de toutes les sources de financement existantes;

29. *Prend note* de la déclaration du Comité administratif de coordination sur l'égalité entre les sexes et l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les activités du système des Nations Unies: un engagement pour l'action, adoptée par le Comité en mars 1998¹⁰³, qui fait de l'égalité entre les sexes un objectif stratégique de la communauté internationale et des organismes des Nations Unies;

30. *Encourage* le Comité interorganisations sur les femmes et l'égalité entre les sexes à continuer de coopérer avec les organes subsidiaires du Comité administratif de coordination en vue d'élaborer des stratégies, instruments et méthodologies, par exemple l'établissement de budgets tenant compte des sexospécificités, afin de promouvoir, au sein du système des Nations Unies, l'application et le suivi du

Programme d'action et l'adoption d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes;

31. *Prie* le Secrétaire général, conformément à la résolution 1998/26 du Conseil économique et social, de veiller à ce qu'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes soit intégrée dans toutes les activités opérationnelles, y compris dans le cadre de l'examen triennal de ces activités, et à ce que les coordonnateurs résidents, dans l'exercice de leurs mandats, adoptent cette démarche, en particulier pour la suite coordonnée à donner aux récentes conférences des Nations Unies, en utilisant toutes les compétences disponibles dans le cadre du système des Nations Unies;

32. *Invite* les États parties à la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁰⁴ à inclure dans leurs rapports des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour appliquer le Programme d'action;

33. *Note* l'importance des activités entreprises par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme en vue d'appliquer le Programme d'action, et les encourage à renforcer leur coopération et leur coordination dans le cadre de leurs mandats respectifs;

34. *Engage* les institutions financières internationales à continuer d'examiner et revoir leurs politiques, procédures et tableaux d'effectifs pour faire en sorte que leurs investissements et leurs programmes profitent aux femmes, et invite le Secrétaire général à inclure, dans le rapport annuel sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qu'il lui présentera à sa cinquante-quatrième session des informations sur les mesures qui auront été prises à cette fin;

35. *Invite* l'Organisation mondiale du commerce à contribuer à l'application du Programme d'action, notamment dans le cadre des activités menées en coopération avec les organismes des Nations Unies;

36. *Réaffirme* que la session extraordinaire, qui se tiendra du 5 au 9 juin 2000, devra examiner et évaluer les progrès réalisés dans l'application du Programme d'action, en mettant l'accent sur des exemples de bonnes pratiques, mesures positives et enseignements tirés de l'expérience, ainsi que sur les obstacles et problèmes majeurs restant à surmonter, et définir de nouvelles mesures et initiatives permettant de réaliser l'égalité entre les sexes au prochain millénaire;

37. *Décide* que la session extraordinaire s'intitulera «Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle»;

38. *Encourage* le lancement d'activités préparatoires régionales appropriées pour la session extraordinaire, notamment par les gouvernements, en coopération avec les

¹⁰³ ACC/1998/4, par. 63.

¹⁰⁴ Résolution 34/180, annexe.

commissions régionales, et recommande que les résultats de ces activités soient présentés pour information à la Commission de la condition de la femme à sa quarante-quatrième session, en l'an 2000;

39. *Invite* la Commission, agissant en tant que comité préparatoire de la session extraordinaire, à proposer l'ordre du jour (structure et thèmes) et la documentation de la session, compte tenu de la résolution 52/231, et, à sa quarante-troisième session, à mettre l'accent en particulier sur le rapport demandé sur les suggestions concernant de nouvelles mesures et initiatives qui pourraient être étudiées à l'occasion de l'examen en vue de réaliser l'égalité entre les sexes compte tenu de l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes et des tendances et thèmes communs aux douze domaines critiques;

40. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de présenter à la Commission, à sa quarante-troisième session, un rapport sur des suggestions concernant de nouvelles mesures et initiatives;

41. *Prie* le Secrétaire général de compiler, d'ici à la fin de 1999, des statistiques et indicateurs à jour sur la situation des femmes et des filles dans tous les pays du monde, y compris des femmes âgées et des femmes ayant des besoins particuliers, notamment en faisant paraître un nouveau volume de la publication *Les femmes dans le monde*;

42. *Rappelle* que la session extraordinaire devrait se tenir à un niveau élevé de représentation;

43. *Souligne* le rôle important que les organisations non gouvernementales sont appelées à jouer dans l'application du Programme d'action et la nécessité de les faire participer activement aux préparatifs de la session extraordinaire et de prévoir les dispositions voulues pour qu'elles puissent y apporter leur concours;

44. *Rappelle* les mesures intérimaires proposées par le Conseil économique et social dans sa décision 1997/298 du 23 juillet 1997 concernant la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de la Commission de la condition de la femme pour qu'elles soient appliquées à la quarante-troisième session, et recommande au Conseil de les reconduire en vue de la quarante-troisième session de la Commission;

45. *Invite* la Commission, lorsqu'elle se réunira en tant que comité préparatoire de la session extraordinaire, en mars 1999, à lui recommander les dispositions qu'il y aurait lieu de prendre pour que les organisations non gouvernementales participent à la session;

46. *Recommande* au Conseil économique et social de décider qu'en l'absence d'une recommandation de la Commission à la première réunion qu'elle a tenue en tant que comité préparatoire de la session extraordinaire, en 1998, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, ainsi que les organisations non gouvernementales ayant participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui ont demandé l'octroi du statut

consultatif auprès du Conseil et dont la demande est encore à l'étude pourront participer aux sessions de la Commission lorsqu'elle se réunira en tant que comité préparatoire en 1999 et 2000;

47. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte tous les ans à l'Assemblée générale, à la Commission de la condition de la femme et au Conseil économique et social de la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'application de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action;

48. *Décide* d'évaluer chaque année les progrès réalisés en ce qui concerne cette question et de maintenir à l'ordre du jour des sessions à venir la question intitulée «Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/121. Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Prenant note de la décision 1998/211 du Conseil économique et social, en date du 7 mai 1998, concernant l'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Prenant note également de la demande concernant l'élargissement de la composition du Comité exécutif formulée dans la note verbale, en date du 14 octobre 1997, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies¹⁰⁵,

Se félicitant de l'adhésion de la République du Mozambique à la Convention de 1951¹⁰⁶ et au Protocole de 1967¹⁰⁷ relatifs au statut des réfugiés et de la ratification par ce pays de la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, adoptée en 1969¹⁰⁸,

1. *Décide* de porter de cinquante-trois à cinquante-quatre États le nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

2. *Prie* le Conseil économique et social de procéder à l'élection du nouveau membre à sa session d'organisation pour 1999.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

¹⁰⁵ E/1998/3, annexe.

¹⁰⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

¹⁰⁷ Ibid., vol. 606, n° 8791.

¹⁰⁸ Ibid., vol. 1001, n° 14691.

53/122. Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/172 du 23 décembre 1994, 50/150 du 21 décembre 1995, 51/73 du 12 décembre 1996 et 52/105 du 12 décembre 1997,

Sachant que la majorité des réfugiés sont des femmes et des enfants,

Considérant que les enfants réfugiés non accompagnés sont au nombre des réfugiés les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'être privés de soins, victimes de la violence ou enrôlés de force dans l'armée et de subir des sévices sexuels et autres mauvais traitements, et qu'ils ont donc besoin d'une assistance spéciale et de soins spéciaux,

Estimant que la seule solution véritable à la situation tragique des enfants réfugiés non accompagnés réside dans leur retour auprès de leur famille,

Notant que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a publié en mai 1994 des Principes directeurs révisés concernant les enfants réfugiés et que le Haut Commissariat, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organisations non gouvernementales ont mis au point un équipement d'urgence afin de faciliter la coordination et d'améliorer la qualité des interventions visant à répondre aux besoins des enfants non accompagnés,

Notant avec satisfaction les efforts déployés par le Haut Commissariat et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour établir l'identité des enfants réfugiés non accompagnés et les rechercher, et se félicitant des efforts qu'ils font pour réunir les familles,

Saluant les efforts déployés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés afin de réunir les réfugiés avec leur famille,

Notant les efforts déployés par le Haut Commissaire pour assurer protection et assistance aux réfugiés, y compris aux enfants réfugiés non accompagnés, et considérant que de nouveaux efforts sont nécessaires à cette fin,

Rappelant les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁰⁹ ainsi que la Convention de 1951¹¹⁰ et le Protocole de 1967¹¹¹ relatifs au statut des réfugiés,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹¹²;

2. *Prend également acte* du rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés¹¹³;

3. *Se déclare vivement préoccupée* par le sort des enfants réfugiés non accompagnés, qui demeure tragique, et réaffirme qu'il faut d'urgence établir leur identité et rassembler sans retard des informations détaillées et exactes sur leur nombre et le lieu où ils se trouvent;

4. *Exprime de nouveau l'espoir* que des ressources suffisantes seront allouées aux programmes d'identification et de recherche des enfants réfugiés non accompagnés;

5. *Demande* au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, agissant en collaboration avec les organismes des Nations Unies concernés, et sachant toute l'importance du rassemblement familial, d'intégrer dans ses programmes d'assistance des mesures visant à empêcher la séparation des familles de réfugiés;

6. *Demande* à tous les gouvernements, au Secrétaire général, au Haut Commissariat, à tous les organismes des Nations Unies, aux organisations internationales et non gouvernementales intéressées de faire tout leur possible pour aider et protéger les enfants réfugiés et hâter le retour des enfants réfugiés non accompagnés et leur réunion avec leur famille;

7. *Prie instamment* le Haut Commissariat, tous les organismes des Nations Unies et les organisations internationales et non gouvernementales intéressées de prendre les mesures voulues pour mobiliser des ressources qui soient à la mesure des besoins des enfants réfugiés non accompagnés et qui permettent de protéger leurs intérêts, ainsi que pour assurer leur réunion avec leur famille;

8. *Demande* à tous les États et aux autres parties à un conflit armé de respecter le droit international humanitaire et, à ce sujet, demande aux États parties de respecter pleinement les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949¹¹⁴ et des instruments connexes, tout en gardant à l'esprit la résolution 2 adoptée par la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui s'est tenue à Genève en décembre 1995, et de respecter les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁰⁹ qui accordent aux enfants touchés par des conflits armés une protection et un traitement spéciaux;

9. *Condamne* toute exploitation des enfants réfugiés non accompagnés, y compris leur emploi comme soldats ou comme boucliers humains dans les conflits armés et leur enrôlement forcé dans l'armée ainsi que tous autres actes portant atteinte à leur sécurité et mettant leur vie en danger;

10. *Demande* au Secrétaire général, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, au Bureau de coordination des affaires humanitaires du Secrétariat, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, aux autres organismes des Nations Unies et aux organisations internationales de mobiliser en faveur des enfants réfugiés non accompagnés une aide adéquate pour les secourir et assurer leur éducation, leur santé et leur réadaptation psychologique;

¹⁰⁹ Résolution 44/25, annexe.

¹¹⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

¹¹¹ *Ibid.*, vol. 606, n° 8791.

¹¹² A/53/325.

¹¹³ A/53/482 et Corr.1, annexe.

¹¹⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n°s 970 à 973.

11. *Encourage* le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés dans les efforts qu'il déploie pour susciter une prise de conscience au niveau mondial et mobiliser l'opinion officielle et publique en faveur de la protection des enfants touchés par les conflits armés, y compris les enfants réfugiés;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, de l'application de la présente résolution en prêtant une attention particulière aux réfugiées mineures.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/123. Suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/113 du 20 décembre 1993, 49/173 du 23 décembre 1994, 50/151 du 21 décembre 1995, 51/70 du 12 décembre 1996 et, en particulier, sa résolution 52/102 du 12 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹¹⁵ et celui du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹¹⁶,

Consciente de l'acuité persistante des problèmes de migration et de déplacement dans les pays de la Communauté d'États indépendants et de la nécessité de donner suite à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins, ainsi qu'aux conclusions auxquelles est parvenu ultérieurement le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹¹⁷,

Réaffirmant l'opinion de la Conférence selon laquelle c'est aux pays affectés eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de rechercher une solution aux problèmes résultant des déplacements de populations, problèmes qui doivent être considérés comme des priorités nationales, et reconnaissant par ailleurs qu'un appui international accru doit être apporté aux efforts que font les pays de la Communauté d'États indé-

pendants pour s'acquitter efficacement de ces tâches dans le cadre du Programme d'action de la Conférence¹¹⁸,

Notant avec satisfaction les efforts que déploient le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin d'élaborer des stratégies et instruments pratiques qui permettent de développer plus efficacement les capacités des pays d'origine et d'améliorer les programmes visant à répondre aux besoins des pays de la Communauté d'États indépendants dans les différents domaines qui les préoccupent,

Accueillant avec satisfaction les contributions apportées par les pays qui ont répondu à l'appel lancé en 1998 par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations, et se félicitant de l'encouragement tangible qu'elles représentent pour les pays de la Communauté d'États indépendants et pour une intensification de la coopération interorganisations,

Prenant note des résultats encourageants qu'a permis d'obtenir la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures concrètes encore plus vigoureuses pour assurer la mise en œuvre effective du Programme d'action,

Rappelant que, pour prévenir les déplacements massifs de populations, il est indispensable de protéger et promouvoir les droits de l'homme et de renforcer les institutions démocratiques,

Consciente du fait que la mise en œuvre effective des recommandations figurant dans le Programme d'action devrait être facilitée grâce à la coopération et à une coordination des activités de tous les États, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et autres parties intéressées, et qu'elle ne peut être assurée que de cette manière,

Notant et réaffirmant l'importance de la Convention de 1951¹¹⁹ et du Protocole de 1967¹²⁰ relatifs au statut des réfugiés,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général¹¹⁵ et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹¹⁶,

2. *Demande* aux gouvernements des pays de la Communauté d'États indépendants, agissant en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de redoubler d'efforts et de renforcer la coopération mutuelle pour assurer le suivi de la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des person-

¹¹⁵ A/53/413.

¹¹⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 12 (A/53/12).

¹¹⁷ Ibid., cinquante et unième session, Supplément n° 12A et rectificatif (A/51/12/Add.1 et Corr.1), sect. III.B; ibid., cinquante-deuxième session, Supplément n° 12A (A/52/12/Add.1), sect. III.B; et ibid., cinquante-troisième session, Supplément n° 12A (A/53/12/Add.1), sect. III.B.

¹¹⁸ A/51/341 et corr.1, appendice.

¹¹⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

¹²⁰ Ibid., vol. 606, n° 8791.

nes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins, et se félicite des résultats encourageants qu'ils ont obtenus dans la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence¹¹⁸;

3. *Invite* tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention de 1951¹¹⁹ et au Protocole de 1967¹²⁰ relatifs au statut des réfugiés et à en appliquer pleinement les dispositions, et se félicite que le Turkménistan ait adhéré à la Convention;

4. *Demande* aux États et aux organisations internationales intéressées, agissant dans un esprit de solidarité et d'entraide, d'apporter à la mise en œuvre concrète du Programme d'action un soutien dont l'ampleur et les modalités soient appropriées;

5. *Engage* les institutions internationales, financières et autres, à participer au financement de projets et programmes dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'action;

6. *Demande* aux pays de la Communauté d'États indépendants d'intensifier leur coopération bilatérale et sous-régionale en vue de concilier comme il se doit les divers engagements et intérêts dans le processus qui concrétisera le Programme d'action;

7. *Invite* les gouvernements des pays de la Communauté d'États indépendants à réaffirmer leur attachement aux principes qui inspirent le Programme d'action, en particulier les principes relatifs aux droits de l'homme et à la protection des réfugiés, et à lui apporter un soutien politique de haut niveau de façon que sa mise en œuvre progresse;

8. *Invite* le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations à renforcer leurs relations avec d'autres organismes internationaux clefs, comme le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, les organismes actifs dans les domaines des droits de l'homme et du développement et les institutions financières, afin de s'attaquer plus efficacement aux problèmes vastes et complexes soulevés dans le Programme d'action;

9. *Se félicite* des progrès réalisés dans l'aménagement de la société civile, grâce en particulier au développement du secteur non gouvernemental et à l'intensification de la coopération entre les organisations non gouvernementales et les gouvernements d'un certain nombre de pays de la Communauté d'États indépendants, et note à cet égard la corrélation entre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action et l'efficacité des activités visant à promouvoir la société civile, en particulier dans le domaine des droits de l'homme;

10. *Encourage* les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à participer au suivi de la Conférence, et les invite à soutenir plus vigoureusement le dialogue multinational constructif qui s'est engagé entre un grand nombre des pays intéressés et à poursuivre l'action

menée en vue de la mise en œuvre intégrale des recommandations de la Conférence;

11. *Souligne* qu'il est nécessaire de mettre en œuvre les recommandations du Programme d'action visant à assurer le respect des droits de l'homme en tant qu'important moyen de maîtriser les courants migratoires, de consolider la démocratie et de promouvoir l'état de droit et la stabilité;

12. *Considère* qu'il importe de prendre des mesures, en tenant rigoureusement compte de tous les principes du droit international, y compris le droit humanitaire et les normes internationales relatives aux droits de l'homme, pour prévenir des situations qui pourraient entraîner de nouveaux courants de réfugiés et de personnes déplacées ainsi que d'autres formes de déplacement involontaire de populations;

13. *Demande* au Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme d'action;

14. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/124. Nouvel ordre humanitaire international

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 51/74 du 12 décembre 1996 et ses autres résolutions relatives à la promotion d'un nouvel ordre humanitaire international et de la coopération internationale dans le domaine humanitaire¹²¹,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général¹²² et des rapports précédents¹²³ contenant les observations et vues formulées par les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales,

Consciente de l'importance, dans ce contexte, du rôle des organismes des Nations Unies, y compris en particulier du Bureau de coordination des affaires humanitaires du Secrétariat nouvellement créé,

Constatant avec préoccupation le nombre croissant de situations d'urgence et de problèmes humanitaires complexes,

Notant qu'il importe que les normes et principes reconnus sur le plan international soient respectés et qu'il est indispensable de promouvoir, selon les besoins, l'adoption,

¹²¹ Résolutions 36/136 du 14 décembre 1981, 37/201 du 18 décembre 1982, 38/125 du 16 décembre 1983, 40/126 du 13 décembre 1985, 42/120 et 42/121 du 7 décembre 1987, 43/129 et 43/130 du 8 décembre 1988, 45/101 et 45/102 du 14 décembre 1990, 47/106 du 16 décembre 1992 et 49/170 du 23 décembre 1994.

¹²² A/53/486.

¹²³ A/37/145, A/38/450, A/40/358 et Add.1 et 2, A/41/472, A/43/734 et Add.1, A/45/524, A/47/352, A/49/577 et A/51/454.

aux échelons national et international, de lois et règlements permettant de répondre aux problèmes qui se posent actuellement sur le plan humanitaire et à ceux susceptibles de se poser,

Ayant conscience que le renforcement des capacités locales et la mise en place de cadres institutionnels représentent un moyen efficace de répondre aux situations d'urgence,

1. *Remercie* le Secrétaire général de l'appui qu'il continue d'apporter aux efforts visant à promouvoir un nouvel ordre humanitaire international;

2. *Demande* aux gouvernements de mettre volontairement à la disposition du Secrétaire général des informations et données d'expérience sur les problèmes humanitaires qui les préoccupent particulièrement, afin que des possibilités d'intervention future puissent être identifiées;

3. *Invite* les gouvernements et autres parties intéressées à veiller à ce que les normes et principes humanitaires reconnus soient strictement respectés et à promouvoir l'adoption, aux échelons national et international, de lois et règlements capables de répondre aux problèmes qui se posent actuellement sur le plan humanitaire et à ceux susceptibles de se poser;

4. *Invite* le Bureau indépendant pour les questions humanitaires à intensifier ses activités, telles que décrites dans le rapport du Secrétaire général¹²² et dans d'autres documents sur la question;

5. *Prie* le Secrétaire général de rester en contact avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales concernées, y compris le Bureau indépendant pour les questions humanitaires, et de lui présenter un rapport sur la question à sa cinquante-cinquième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/125. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les activités du Haut Commissariat¹²⁴ ainsi que le rapport et les conclusions du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les travaux de sa quarante-neuvième session¹²⁵,

Rappelant sa résolution 52/103 du 12 décembre 1997,

Félicitant le Haut Commissaire et ses collaborateurs de la compétence, du courage et du dévouement avec lesquels ils

s'acquittent de leurs responsabilités, rendant hommage aux membres du personnel qui ont risqué leur vie dans l'exercice de leurs fonctions, et déplorant que certains d'entre eux aient été blessés ou tués, ayant été victimes de la violence générale ou pris pour cibles,

1. *Approuve* le rapport et les conclusions du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les travaux de sa quarante-neuvième session¹²⁵;

2. *Réaffirme énergiquement* l'importance fondamentale et le caractère purement humanitaire et non politique des fonctions du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui est chargé d'assurer une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions permanentes à leurs problèmes;

3. *Réaffirme* l'importance fondamentale de la Convention de 1951¹²⁶ et du Protocole de 1967¹²⁷ relatifs au statut des réfugiés, en particulier de la mise en œuvre de ces instruments d'une manière pleinement compatible avec leur objet et leur but, note avec satisfaction que cent trente-six États sont désormais parties à l'un ou aux deux instruments, et se félicite à cet égard que le Haut Commissaire ait décidé de promouvoir activement l'adhésion à la Convention et au Protocole;

4. *Note* que 1998 est l'année de la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹²⁸, et demande à tous les États de réaffirmer leur attachement à la Déclaration et de faire ainsi un pas décisif sur la voie d'une protection universelle;

5. *Réaffirme* que, comme prévu à l'article 14 de la Déclaration, devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays, et demande à tous les États de s'abstenir de toute mesure portant atteinte au principe du droit d'asile, en particulier de renvoyer ou expulser des réfugiés ou demandeurs d'asile sans tenir compte des normes internationales en la matière;

6. *Souligne* que la protection des réfugiés incombe en premier lieu aux États, qui doivent se montrer pleinement coopératifs, prendre des mesures efficaces et faire preuve de la volonté politique nécessaire pour permettre au Haut Commissariat de s'acquitter de sa mission;

7. *Souligne également* qu'il importe que la communauté internationale fasse preuve de solidarité et d'entraide en renforçant la protection internationale des réfugiés, exhorte tous les États ainsi que les organisations non gouvernementales et autres organisations concernées à agir en collaboration avec le Haut Commissariat pour mobiliser des ressources jusqu'à ce que des solutions durables aient été trouvées, en vue d'alléger la charge qui pèse sur les États, en

¹²⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 12 (A/53/12).

¹²⁵ Ibid., Supplément n° 12A (A/53/12/Add.1).

¹²⁶ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 189, n° 2545.

¹²⁷ Ibid., vol. 606, n° 8791.

¹²⁸ Résolution 217 A (III).

particulier les États en développement, qui ont accueilli un grand nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés;

8. *Condamne* tous les actes qui constituent une menace pour la sécurité et le bien-être des réfugiés et demandeurs d'asile, tels que le refoulement, les expulsions illégales et les voies de fait, et engage tous les États d'accueil à faire le nécessaire, en coopération avec les organisations internationales si besoin est, pour garantir le respect des principes régissant la protection des réfugiés, y compris le traitement humain des demandeurs d'asile;

9. *Demande instamment* aux États de veiller à ce que soit maintenu le caractère civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés, notamment en prenant des mesures efficaces pour empêcher l'infiltration d'éléments armés, identifier les éléments qui pourraient s'être ainsi infiltrés et les séparer des réfugiés, installer les réfugiés dans des endroits sûrs et permettre au Haut Commissariat et aux autres organismes à vocation humanitaire d'avoir accès rapidement, librement et en toute sécurité, aux demandeurs d'asile, réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du Haut Commissaire;

10. *Demande* aux États et à toutes les parties concernées de continuer à coopérer étroitement avec le personnel du Haut Commissariat et le personnel des autres organismes à vocation humanitaire pour leur permettre de s'acquitter des tâches dont ils sont chargés, de faire tout le nécessaire pour préserver leur sécurité et leurs biens, d'enquêter de façon approfondie sur tous les actes criminels commis à leur encontre, de traduire en justice les auteurs de tels actes et de faciliter l'accomplissement de la mission du Haut Commissariat ainsi que des autres organismes à vocation humanitaire;

11. *Demande instamment* à tous les États et aux organismes compétents d'aider le Haut Commissaire à trouver des solutions durables au problème des réfugiés, y compris le rapatriement librement consenti, l'intégration dans le pays d'asile et la réinstallation dans un pays tiers, selon qu'il convient, réaffirme que le rapatriement librement consenti est la solution privilégiée au problème des réfugiés, et demande aux pays d'origine, aux pays d'asile, au Haut Commissariat et à la communauté internationale tout entière de n'épargner aucun effort pour permettre aux réfugiés d'exercer leur droit de rentrer chez eux dans la sécurité et la dignité;

12. *Demande* à tous les États de promouvoir des conditions propices au rapatriement librement consenti des réfugiés dans la sécurité et la dignité, notamment des conditions favorisant la réconciliation et le développement à long terme dans les pays de retour, et de faciliter la réintégration durable des rapatriés en fournissant aux pays d'origine l'aide au relèvement et au développement dont ils ont besoin, en collaboration, selon qu'il convient, avec le Haut Commissariat et les organismes de développement compétents, et prie instamment le Haut Commissariat de renforcer sa coopération et sa coordination avec les entités pertinentes, y compris les institutions financières internationales et les organisations non gouvernementales;

13. *Réaffirme* que chacun a le droit de retourner dans son pays d'origine, souligne à cet égard que tous les États ont l'obligation d'accepter le retour de leurs nationaux, leur demande de faciliter le retour de ceux qui, ayant demandé asile, n'ont pas été reconnus comme ayant besoin d'une protection internationale, et affirme que le retour doit avoir lieu dans des conditions humaines et dans le plein respect des droits de l'homme et de la dignité des intéressés, quel que soit leur statut;

14. *Reconnaît* qu'il est souhaitable que la communauté internationale adopte une approche globale, y compris au niveau régional, du problème des réfugiés et des personnes déplacées, et note à cet égard que le renforcement des capacités dans les pays d'origine et les pays d'asile peut sensiblement contribuer à éliminer les causes profondes des courants de réfugiés en consolidant les dispositifs de préparation et d'intervention d'urgence, en assurant une protection effective et en facilitant la recherche de solutions durables;

15. *Prie instamment* les États, agissant en coopération avec le Haut Commissariat et d'autres organismes compétents, d'explorer la possibilité de se doter des capacités voulues, de soutenir pleinement les initiatives en la matière dans le cadre d'une approche globale du problème des réfugiés et de prendre les mesures nécessaires pour favoriser le développement durable et assurer le succès des activités destinées à les doter des capacités voulues, y compris celles visant à renforcer l'appareil judiciaire et la société civile, à promouvoir le respect des droits de l'homme, l'état de droit et la transparence, et qui, de ce fait, rendent les États mieux à même de s'acquitter de leurs responsabilités envers les personnes relevant de la compétence du Haut Commissaire;

16. *Note* que les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays¹²⁹ sont pertinents, réaffirme qu'elle appuie le rôle que joue le Haut Commissariat en offrant aux personnes déplacées une protection et une assistance humanitaire en réponse à des demandes spécifiques du Secrétaire général ou des organes compétents des Nations Unies et avec le consentement de l'État concerné, compte tenu de la contribution que peuvent apporter d'autres organisations compétentes grâce à la complémentarité de leur mandat et de leur expérience, et souligne que les activités en faveur des personnes déplacées ne doivent pas porter atteinte au principe du droit d'asile;

17. *Demande* aux États d'adopter une démarche soucieuse de la condition féminine et d'accorder le statut de réfugié aux femmes dont la prétention à ce statut est fondée sur une crainte justifiée de la persécution pour les motifs énumérés dans la Convention de 1951 et le Protocole de 1967, y compris les violences sexuelles ou toute autre forme de persécution liée au sexe, et encourage le Haut Commissariat à poursuivre, en les intensifiant, les efforts qu'il fait pour assurer la protection des femmes réfugiées;

18. *Prie instamment* les États et les parties concernées de respecter les droits de l'homme et les principes consacrés

¹²⁹ E/CN.4/1998/53/Add.2, annexe.

par le droit international humanitaire et le droit des réfugiés qui présentent un intérêt tout particulier pour la protection des droits des enfants et adolescents réfugiés, note que les enfants réfugiés sont particulièrement exposés au danger de blessures, d'exploitation et de mort, notamment dans le cadre d'un conflit armé, et risquent d'être enlevés et obligés de participer à des activités militaires, et invite instamment tous les États et les parties concernées à faire tout le nécessaire pour protéger les enfants et adolescents réfugiés en les préservant en particulier de toutes les formes de violence, d'exploitation et de mauvais traitements et en empêchant qu'ils soient séparés de leurs familles;

19. *Note* que 1999 a été proclamée Année internationale des personnes âgées, et demande au Haut Commissariat de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les droits, les besoins et la dignité des réfugiés âgés soient pleinement respectés et pris en considération dans le cadre d'activités spécialement conçues à cette fin;

20. *Rappelle* les paragraphes 14 à 16 de sa résolution 50/152 du 21 décembre 1995, et encourage le Haut Commissaire à poursuivre ses activités en faveur des apatrides;

21. *Demande* à tous les gouvernements et aux autres donateurs de faire preuve d'un esprit de solidarité et d'entraide envers les pays d'asile en prenant des mesures pour continuer d'alléger la charge qui pèse sur les États, en particulier les pays en développement, les pays à économie en transition et ceux dont les ressources sont limitées, qui, du fait de leur situation géographique, ont accueilli un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile, de participer au financement des programmes du Haut Commissariat et, eu égard aux répercussions qu'ont sur les pays d'asile les besoins croissants de vastes populations de réfugiés et à la nécessité d'accroître le nombre des donateurs et de mieux répartir la charge entre eux, d'aider le Haut Commissaire à se procurer en temps opportun des ressources supplémentaires auprès des sources gouvernementales habituelles, d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répondre pleinement aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/126. Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/101 du 12 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹³⁰ et celui du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹³¹,

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer la sécurité des réfugiés et de conserver aux camps et zones d'installation de réfugiés leur caractère civil et humanitaire conformément aux règles du droit international, en particulier les instruments relatifs aux réfugiés, ainsi qu'aux instruments relatifs aux droits de l'homme et aux règles du droit humanitaire,

Notant avec satisfaction les efforts que continuent de déployer les pays d'asile pour accueillir des réfugiés,

Convaincue de la nécessité de renforcer la capacité qu'a le système des Nations Unies de mettre en œuvre des programmes de secours et d'assistance en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées,

Constatant avec satisfaction que le processus de rapatriement librement consenti de réfugiés est en cours dans certaines régions d'Afrique,

Se félicitant de la décision CM/Dec.412 (LXVIII) sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique, adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa soixante-huitième session ordinaire, tenue à Ouagadougou du 4 au 7 juin 1998¹³²,

Se félicitant également des résultats de la séance consacrée à la situation en Afrique que le Conseil de sécurité a tenue au niveau ministériel le 24 septembre 1998¹³³ et de l'attention qui, à cette occasion, a été portée à la question des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique,

Prenant acte du mémorandum d'accord concernant les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées et les migrants clandestins en Afrique australe que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Communauté de développement de l'Afrique australe ont signé en juillet 1996, ainsi que du mémorandum d'accord sur les questions relatives aux réfugiés et aux rapatriés que le Haut Commissariat et l'Autorité intergouvernementale sur le développement ont signé en juin 1997,

Rappelant les dispositions de sa résolution 2312 (XXII) du 14 décembre 1967, par laquelle elle a adopté la Déclaration sur l'asile territorial,

Rappelant également la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, adoptée en 1969¹³⁴, ainsi que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples¹³⁵,

Considérant qu'il est nécessaire que les États créent les conditions voulues pour pouvoir à la fois prévenir les courants de réfugiés et de personnes déplacées, essentiellement en s'attaquant à leurs causes profondes, et leur trouver des solutions, y compris le rapatriement librement consenti,

¹³² Voir A/53/179, annexe I.

¹³³ Voir S/PV.3931. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Séances plénières*, 3931^e séance.

¹³⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1001, n° 14691.

¹³⁵ *Ibid.*, vol. 1520, n° 26363.

¹³⁰ A/53/328.

¹³¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 12* (A/53/12).

Reconnaissant que les efforts que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a déployés pour régler les conflits dans la sous-région ont permis de créer des conditions propices au rapatriement librement consenti des réfugiés et des personnes déplacées,

Soulignant qu'il est nécessaire que les gouvernements, en particulier ceux des pays d'origine, s'attaquent d'urgence aux causes profondes des conflits qui engendrent les exodes et les déplacements de réfugiés,

Ayant présent à l'esprit le fait que la majorité des réfugiés et des personnes déplacées sont des femmes et des enfants,

Notant avec une grande préoccupation qu'en dépit de tous les efforts déployés jusqu'à présent par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et d'autres entités, la situation des réfugiés et des personnes déplacées en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest, dans la région des Grands Lacs et dans la corne de l'Afrique, reste précaire,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général¹³⁰ et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés¹³¹;

2. *Note avec préoccupation* que, par suite de la détérioration de la situation sociale et économique, aggravée par l'instabilité politique, les conflits internes, les violations des droits de l'homme et les catastrophes naturelles, il y a eu un accroissement du nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans certains pays d'Afrique;

3. *Demande* à tous les États et à toutes les organisations internationales, agissant dans le cadre de leurs mandats, de veiller à ce que le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés ne soit pas compromis par la présence ou les activités d'éléments armés;

4. *Se déclare vivement préoccupée* par les répercussions graves et profondes qu'a sur les pays d'accueil la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées et par ses incidences sur la sécurité, le développement social et économique à long terme et l'environnement;

5. *Se déclare préoccupée* par les cas où le principe fondamental du droit d'asile est remis en cause par les expulsions ou les refoulements illégaux de réfugiés ou par les menaces qui pèsent sur leur vie, leur sécurité, leur intégrité physique, leur dignité et leur bien-être;

6. *Exprime sa gratitude et son ferme appui* aux gouvernements africains et aux populations locales qui, en dépit de la détérioration générale des conditions sociales, économiques et écologiques et bien que leurs ressources nationales ne soient déjà que trop sollicitées, continuent, par fidélité aux principes du droit d'asile, d'accepter le fardeau supplémentaire que leur impose la présence d'un nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées;

7. *Rend hommage* aux gouvernements concernés pour les sacrifices qu'ils consentent afin d'offrir assistance et protection aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, ainsi que pour les efforts qu'ils déploient en vue de

promouvoir leur rapatriement librement consenti, dans la sécurité et la dignité, et d'autres solutions durables;

8. *Exprime sa gratitude* à la communauté internationale et en particulier au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour l'aide humanitaire qu'ils n'ont cessé d'apporter aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux pays d'asile;

9. *Se félicite* du renforcement, à tous les niveaux, de la coopération entre le Haut Commissariat et l'Organisation de l'unité africaine, et leur demande instamment de redoubler d'efforts, en collaboration avec les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, la communauté internationale et les gouvernements intéressés pour faciliter le rapatriement librement consenti, dans la sécurité et la dignité, ainsi que pour s'attaquer aux causes profondes du problème et trouver les moyens de le résoudre durablement;

10. *Réaffirme* que le Plan d'action adopté par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura du 15 au 17 février 1995, qu'elle a approuvé dans sa résolution 50/149, demeure un cadre approprié pour la recherche de solutions au problème des réfugiés et aux problèmes humanitaires qui se posent dans la région;

11. *Demande* au Haut Commissariat et aux autres entités concernées d'intensifier les activités de protection, notamment en appuyant les efforts des gouvernements africains de manière à accroître leur capacité d'action, y compris par des activités de formation de personnel, en faisant connaître les instruments et principes applicables aux réfugiés et en fournissant à ces gouvernements des services financiers, techniques et consultatifs pour accélérer la promulgation de lois concernant les réfugiés, la modification des lois existantes et l'application de ces lois;

12. *Adresse un appel* aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'à la communauté internationale pour qu'ils créent des conditions propres à faciliter le retour volontaire des réfugiés, dans la sécurité et la dignité, ainsi que leur réadaptation et leur réinsertion rapides;

13. *Invite* la communauté internationale à répondre favorablement, dans un esprit de solidarité et d'entraide, aux demandes des réfugiés africains désireux de se réinstaller dans des pays tiers;

14. *Félicite* les gouvernements des pays de la région des Grands Lacs, de l'Afrique de l'Ouest et de la corne de l'Afrique, ainsi que le Haut Commissariat, des initiatives qu'ils ont prises pour promouvoir, dans le cadre d'accords tripartites, le rapatriement librement consenti des réfugiés, dans la sécurité et la dignité;

15. *Invite* le Haut Commissariat, l'Organisation de l'unité africaine, les organisations sous-régionales et tous les États africains à continuer de collaborer étroitement dans la

recherche de solutions à tous les problèmes de réfugiés non encore résolus;

16. *Engage* le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à continuer de coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dans le cadre de leurs mandats respectifs, en vue de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les situations humanitaires d'urgence en Afrique;

17. *Se félicite* des efforts que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, agissant conjointement avec les gouvernements des pays d'accueil, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale, consacre actuellement à l'environnement et aux écosystèmes des pays d'asile;

18. *Note avec satisfaction* que des millions de réfugiés sont retournés volontairement dans leur pays grâce aux opérations de rapatriement et de réintégration menées avec succès par le Haut Commissariat, en coopération et en collaboration avec les pays d'accueil et les pays d'origine, et espère vivement que d'autres programmes d'assistance au rapatriement librement consenti de tous les réfugiés en Afrique suivront;

19. *Se déclare préoccupée* par la durée du séjour des réfugiés dans certains pays d'Afrique, et demande au Haut Commissariat de suivre de près ses programmes, conformément à son mandat dans les pays d'accueil, en tenant compte des besoins croissants de ces pays;

20. *Demande instamment* à la communauté internationale de continuer à financer les programmes généraux du Haut Commissariat en faveur des réfugiés, en tenant compte du fait que les besoins de l'Afrique en la matière ont nettement augmenté;

21. *Demande* aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et à la communauté internationale tout entière de renforcer la capacité du système des Nations Unies face aux situations d'urgence et, dans un esprit d'entraide, de continuer à fournir aux réfugiés et aux pays d'asile d'Afrique les ressources et l'appui opérationnel nécessaires jusqu'à ce qu'une solution durable puisse être trouvée;

22. *Demande* à la communauté internationale des donateurs d'apporter son soutien matériel et financier à l'exécution de programmes visant à régénérer l'environnement et les infrastructures ayant pâti de la présence de réfugiés dans les pays d'asile;

23. *Prie* tous les gouvernements et toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des femmes et des enfants réfugiés et des personnes déplacées, y compris ceux nécessitant une protection spéciale;

24. *Invite* le Haut Commissariat des Nations Unies à redoubler d'efforts pour que les droits, les besoins et la dignité des réfugiés âgés soient pleinement respectés et pris en

considération dans le cadre d'activités spécialement conçues à cette fin;

25. *Demande* au Secrétaire général, au Haut Commissariat et aux organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales, agissant en collaboration avec les États, d'accroître les moyens dont ils disposent pour coordonner et acheminer les secours et l'aide humanitaire d'urgence concernant l'asile, le rapatriement, la réadaptation et la réinstallation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées, y compris les réfugiés dans les zones urbaines;

26. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés: questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires», un rapport complet sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique, en tenant pleinement compte des efforts consentis par les pays d'asile, et de rendre compte oralement au Conseil économique et social à sa session de fond de 1999.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/127. Les petites filles

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/106 du 12 décembre 1997 et toutes ses résolutions antérieures sur la question,

Rappelant également la Déclaration de Beijing¹³⁶ et le Programme d'action¹³⁷ de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social¹³⁸, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement¹³⁹, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993¹⁴⁰, le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90 adopté par le Sommet mondial pour les enfants, tenu à New York les 29 et 30 septembre

¹³⁶ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe I.

¹³⁷ *Ibid.*, annexe II.

¹³⁸ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

¹³⁹ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

¹⁴⁰ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

1990¹⁴¹, la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et le Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux adoptés par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous¹⁴², et la Déclaration et le Programme d'action du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm du 27 au 31 août 1996¹⁴³ ainsi que les conclusions de la Commission de la condition de la femme sur les domaines critiques identifiés dans le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, adoptées par la Commission à sa quarante-deuxième session¹⁴⁴, en particulier celles relatives aux petites filles,

Profondément préoccupée par la discrimination à l'égard des petites filles et la violation de leurs droits qui, par rapport aux garçons, limitent bien souvent leur accès à l'éducation, à l'alimentation, aux soins de santé physique et mentale et restreignent leurs droits, leurs possibilités et les avantages qui sont ceux de l'enfance et de l'adolescence et les exposent fréquemment à diverses formes d'exploitation culturelle, sociale, sexuelle et économique ainsi qu'à la violence et à des pratiques néfastes telles que l'inceste, le mariage précoce, l'infanticide, la sélection du fœtus en fonction du sexe et la mutilation génitale,

Profondément préoccupée également par le fait que les filles, en particulier les adolescentes, continuent d'être les victimes silencieuses et invisibles de sévices, ainsi que de la violence et de l'exploitation, et que certains systèmes juridiques ne tiennent pas suffisamment compte dans l'administration de la justice de la vulnérabilité des filles, notamment de la nécessité de mieux assurer la protection des filles victimes et témoins,

Soulignant que la discrimination à l'égard des petites filles et le fait de les laisser à l'abandon peuvent les marginaliser et en faire des être déshérités pour la vie,

Profondément préoccupée par le fait que, parmi les victimes de la pauvreté, des guerres et des conflits armés, les petites filles sont le plus gravement touchées, si bien qu'il ne leur est pas donné de pouvoir vraiment s'épanouir,

Notant avec inquiétude que les petites filles sont devenues en outre les victimes de maladies sexuellement transmissibles et de la contamination par le virus de l'immunodéficience humaine, ce qui les laisse avec une qualité de vie diminuée et les expose encore plus à la discrimination,

Réaffirmant l'égalité de droits des hommes et des femmes consacrée notamment par le Préambule de la Charte des Nations Unies, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁴⁵ et la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁴⁶,

1. *Souligne* qu'il est nécessaire que soient d'urgence pleinement respectés les droits des petites filles garantis par tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, y compris la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁴⁶ et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁴⁵, et que lesdits instruments soient ratifiés par tous les pays;

2. *Prie instamment* tous les États d'adopter toutes les mesures et réformes juridiques nécessaires pour faire en sorte que les petites filles jouissent intégralement et sur un pied d'égalité de tous les droits de la personne humaine et des libertés fondamentales, de prendre des mesures efficaces pour empêcher qu'il soit porté atteinte à ces droits et libertés et de fonder sur les droits de l'enfant leurs programmes et politiques en faveur des petites filles;

3. *Prie instamment* les États de fonder leurs programmes et politiques en faveur des petites filles sur les droits de l'enfant, les responsabilités, les droits et devoirs des parents et le développement des capacités des petites filles, conformément au Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes¹³⁷ et à la Convention relative aux droits de l'enfant;

4. *Prie de même instamment* les États d'élaborer des programmes en faveur des petites filles dans le cadre de leurs plans d'action nationaux en vue d'appliquer intégralement le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

5. *Prie instamment* tous les États de promulguer et faire appliquer des lois protégeant les filles de toutes les formes de violence, notamment l'infanticide et la sélection du fœtus en fonction du sexe, la mutilation génitale, le viol, la violence familiale, l'inceste, les violences sexuelles, l'exploitation sexuelle, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et d'élaborer à cet effet des programmes de soins confidentiels sûrs et adaptés à chaque âge ainsi que de créer des services d'assistance médicale, sociale et psychologique pour venir en aide aux filles victimes de violences;

6. *Invite* tous les États et toutes les organisations internationales et non gouvernementales, individuellement et collectivement:

a) À fixer des buts et élaborer et appliquer des stratégies sexodifférenciées pour protéger les droits des enfants et répondre à leurs besoins, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à

¹⁴¹ Voir A/45/625, annexe.

¹⁴² *Rapport final de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous: Répondre aux besoins éducatifs fondamentaux, Jomtien (Thaïlande), 5-9 mars 1990*, Commission interinstitutions (Banque mondiale, PNUD, UNESCO, UNICEF) pour la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, New York, 1990, appendices I et II.

¹⁴³ A/51/385, annexe.

¹⁴⁴ *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 7 et rectificatif (E/1998/27 et Corr.1), chap. I, sect. B.IV.*

¹⁴⁵ Résolution 34/180, annexe.

¹⁴⁶ Résolution 44/25, annexe.

l'égard des femmes, prendre en considération les droits et besoins particuliers des petites filles, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition, et lutter contre les préjugés et pratiques culturelles qui s'exercent à leur détriment;

b) À prendre des mesures pour faire en sorte que les petites filles handicapées ne soient pas victimes de discrimination et bénéficient, dans des conditions d'égalité, de tous les droits de la personne humaine et des libertés fondamentales;

c) À susciter un climat social favorable à l'application de lois sur l'âge minimum légal du mariage, notamment en donnant aux filles la possibilité de s'instruire;

d) À prêter attention aux droits et besoins des adolescentes, qui appellent des mesures spéciales visant à les protéger de l'exploitation sexuelle et économique et des violences sexuelles, des pratiques traditionnelles et culturelles nocives, de la grossesse précoce, de la contamination par les maladies sexuellement transmissibles et le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise ainsi que des actions visant à faciliter leur préparation à la vie active et le renforcement de l'estime de soi, en réaffirmant qu'il faut se préoccuper de promouvoir et émanciper la femme à tous les stades de sa vie, et ce dès son plus jeune âge;

e) À examiner les matériels didactiques, y compris les manuels scolaires, à renforcer la confiance en soi des femmes et des filles en leur donnant une image positive d'elles-mêmes, et à réviser ces matériels en mettant en lumière le rôle effectif joué par les femmes dans la société, y compris dans le processus de prise de décisions, le développement, la culture, l'histoire, les sports et autres activités sociales, politiques et économiques;

f) À prendre des mesures pour sensibiliser la société aux capacités latentes des petites filles et pour encourager dès la petite enfance une socialisation des garçons et des filles respectueuse de l'autre sexe, afin de promouvoir l'égalité des sexes et le développement et la paix au sein de la famille et de la communauté;

g) À faire en sorte que les jeunes femmes et les filles puissent participer sur un pied d'égalité, sans discrimination et en association avec les jeunes gens et les garçons, à la vie sociale, économique et politique ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies favorisant l'égalité des sexes, le développement et la paix;

h) À renforcer et recadrer les services d'éducation sanitaire et de santé, en particulier les programmes de soins de santé primaires, y compris dans le domaine de l'hygiène sexuelle et de la santé en matière de reproduction, et élaborer des programmes de santé de qualité répondant aux besoins physiques et mentaux des filles ainsi qu'aux besoins spécifiques des jeunes femmes enceintes ou allaitantes;

i) À assurer une large diffusion des informations et conseils en direction des adolescents, filles et garçons, en particulier sur les relations humaines, la santé en matière de

reproduction et l'hygiène sexuelle, les maladies sexuellement transmissibles et les grossesses précoces, d'une manière qui soit confidentielle et facilement accessible, et à souligner la responsabilité égale des filles et des garçons;

j) À fournir des infrastructures et des services d'appui appropriés pour répondre aux besoins des femmes et des filles victimes d'actes de violence et à les aider à se réadapter et à se réintégrer pleinement dans la société;

k) À dispenser une formation tenant compte des sexospécificités aux personnels travaillant dans l'administration de la justice, les organismes chargés d'assurer le respect des lois, les services de sécurité, les services sociaux et les services de soins de santé, les écoles et les organismes chargés des migrations, et à établir des directives en vue d'assurer une intervention appropriée des forces de police et des organes de poursuite dans les cas de violence contre les femmes et les filles;

7. *Prie instamment* les États de promulguer et faire appliquer strictement une législation garantissant que le mariage ne peut être contracté qu'avec le consentement libre et entier des futurs conjoints ainsi que des textes législatifs fixant l'âge minimum légal du consentement au mariage et l'âge minimum du mariage et, le cas échéant, à relever celui-ci;

8. *Prie de même instamment* les États d'éliminer, sans exception aucune, tous les obstacles qui empêchent les filles d'exploiter pleinement leur potentiel et leurs aptitudes en leur ouvrant également l'accès à l'éducation et à la formation;

9. *Prie en outre instamment* les États, les établissements d'enseignement et les organismes des Nations Unies de dispenser aux administrateurs d'établissements scolaires, aux parents et à tous les éducateurs, une formation tenant compte des sexospécificités;

10. *Encourage* les États à examiner les moyens d'assurer une éducation et une formation continues aux femmes mariées, aux femmes enceintes et aux jeunes mères et de les protéger de la discrimination;

11. *Prie instamment* les États de prendre des mesures spéciales pour protéger les enfants, en particulier pour protéger les filles du viol et autres formes de sévices sexuels et de violence sexiste en cas de conflit armé, en accordant une attention particulière aux filles réfugiées et déplacées, et à veiller à ce que l'aide humanitaire tienne compte des besoins particuliers des petites filles;

12. *Prie instamment* les États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de ces instruments afin de protéger les femmes et les filles de toutes les formes de violence, notamment la violence familiale, l'exploitation sexuelle et la traite et la prostitution des enfants;

13. *Prie instamment* les États d'élaborer des plans, programmes ou stratégies détaillés, multidisciplinaires et co-

ordonnés en vue d'éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, qui devraient être largement diffusés et devraient établir des objectifs et calendriers pour la mise en œuvre de même que des procédures d'application internes efficaces par le biais de mécanismes de contrôle associant toutes les parties concernées, y compris par des consultations avec les organisations féminines;

14. *Prie de même instamment* les États d'appliquer des mesures propres à protéger les femmes et les filles de toutes les formes de violence allant dans le sens des recommandations contenues dans le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences;

15. *Prie* tous les États d'appliquer d'urgence des mesures visant à protéger les enfants de toutes les formes d'exploitation sexuelle, notamment des mesures conformes à celles indiquées dans la Déclaration et le Programme d'action du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales¹⁴³;

16. *Demande* aux gouvernements, aux membres de la société civile, y compris les médias, et aux organisations non gouvernementales de promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ainsi que le plein respect et la jouissance des droits fondamentaux des petites filles, notamment en faisant traduire et produire des documents d'information sur ces droits, adaptés à chaque âge, et en les faisant distribuer à tous les secteurs de la société, notamment aux enfants;

17. *Demande* aux gouvernements d'encourager les efforts faits par la société civile et les organisations non gouvernementales, y compris les organisations féminines, pour créer des groupements communautaires ou des comités locaux à même de promouvoir la sécurité et la protection des enfants;

18. *Prie* le Secrétaire général, en sa qualité de président du Comité administratif de coordination, de veiller à ce que tous les organes et organismes des Nations Unies, individuellement et collectivement, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme alimentaire mondial, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, l'Organisation mondiale de la santé et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, tiennent compte des droits et besoins particuliers des petites filles, notamment en matière d'éducation, de santé et de nutrition, et s'emploient à lutter contre les préjugés et pratiques culturelles qui s'exercent à leur détriment dans la mise en œuvre des textes adoptés par toutes les conférences mondiales tenues récemment, en particulier du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes ainsi que du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001¹⁴⁷;

19. *Demande* à la Commission des droits de l'homme de prêter une attention particulière aux droits fondamentaux des petites filles;

20. *Demande* que tous les organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme, les procédures spéciales et autres mécanismes des droits de l'homme de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme adoptent régulièrement et systématiquement, dans l'exercice de leurs mandats, une démarche soucieuse d'équité entre les sexes et fassent figurer dans leurs rapports des informations sur les violations des droits fondamentaux des femmes et des filles et une analyse qualitative de ces violations, et encourage le renforcement de la coopération et de la coordination à cet égard;

21. *Invite* les États et les organisations internationales et non gouvernementales à mobiliser toutes les ressources nécessaires ainsi que l'appui et les efforts requis pour réaliser les buts, objectifs stratégiques et actions définis dans le Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes;

22. *Invite également* les États et les organisations internationales et non gouvernementales à appliquer pleinement, selon qu'il conviendra, les conclusions concernant les petites filles que la Commission de la condition de la femme a adoptées à sa quarante-deuxième session¹⁴⁴.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/128. Les droits de l'enfant

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 52/106 et 52/107 du 12 décembre 1997 et la résolution 1998/76 de la Commission des droits de l'homme en date du 22 avril 1998¹⁴⁸,

Réaffirmant que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la principale considération dans toutes les actions concernant les enfants,

Réaffirmant la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant et le Plan d'action pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90 adoptés par le Sommet mondial pour les enfants, tenu à New York les 29 et 30 septembre 1990¹⁴⁹, notamment l'engagement solennel d'accorder une haute priorité aux droits des enfants, à leur survie, à leur protection et à leur développement, et réaffirmant également la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par

¹⁴⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23), chap. II, sect. A.

¹⁴⁹ A/45/625, annexe.

¹⁴⁷ E/1993/43, annexe.

la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993¹⁵⁰, qui appellent, entre autres, au renforcement des mécanismes et programmes nationaux et internationaux de défense et de protection des enfants, surtout de ceux qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles, ce notamment au moyen de mesures efficaces de lutte contre l'exploitation des enfants et contre les sévices qui leur sont infligés, comme l'infanticide des filles, l'emploi d'enfants à des travaux dangereux, la vente d'enfants et d'organes d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie infantile, et qui réaffirment que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont tous universels,

Soulignant la nécessité d'inscrire le principe de l'égalité des sexes dans tous les programmes et politiques relatifs aux enfants,

Se félicitant du fait que la situation particulière des enfants a été prise en considération lors de l'achèvement de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale qui s'est inspirée des principes et dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹,

Constatant avec une profonde préoccupation que, dans de nombreuses régions du monde, la situation des enfants demeure critique en raison de la pauvreté, des mauvaises conditions sociales et économiques, aggravées par la crise financière internationale qui sévit actuellement dans une économie de plus en plus mondialisée, des pandémies, des catastrophes naturelles, des conflits armés, des déplacements de populations, de l'exploitation, de l'analphabétisme, de la faim, de l'intolérance, des infirmités et de l'absence de protection juridique, et convaincue qu'il faut de toute urgence qu'une action efficace soit menée sur les plans national et international,

Considérant que la législation, à elle seule, ne suffit pas pour empêcher les violations des droits de l'enfant, qu'un engagement politique plus ferme est indispensable et que les gouvernements doivent appliquer les lois qu'ils ont adoptées et compléter les mesures législatives par une action efficace,

Recommandant que, dans le cadre de leurs mandats, tous les organes chargés de questions relatives aux droits de l'homme et tous les autres organes et mécanismes concernés des Nations Unies ainsi que les organes directeurs des institutions spécialisées accordent une attention particulière aux situations spécifiques dans lesquelles les enfants sont menacés et leurs droits violés et tiennent compte des travaux du Comité des droits de l'enfant, et se félicitant de la démarche axée sur les droits de l'enfant adoptée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ainsi que des mesures prises pour renforcer davantage la coordination à l'échelle du système et la coopération interinstitutions pour la défense et la protection des droits de l'enfant,

Rappelant l'important débat général que le Conseil de sécurité a consacré le 29 juin 1998 à la question intitulée «Les enfants dans les conflits armés» et la déclaration que le Président a faite à cette occasion au nom du Conseil¹⁵²,

Soulignant la nécessité de renforcer le partenariat entre les gouvernements, les organisations internationales et tous les secteurs de la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales,

I

APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT

1. *Se félicite* que cent quatre-vingt-onze États, nombre sans précédent, aient ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹ ou y aient adhéré, marque d'un engagement universel en faveur des droits de l'enfant;

2. *Exhorte de nouveau* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier la Convention ou à y adhérer à titre prioritaire afin que cet instrument soit universellement accepté à la date marquant le dixième anniversaire du Sommet mondial pour les enfants et de l'entrée en vigueur de la Convention;

3. *Prend acte* du rapport du Comité des droits de l'enfant¹⁵³, et considère que celui-ci a un rôle important à jouer en faisant mieux connaître les principes et dispositions de la Convention et en adressant aux États parties des recommandations en vue de son application;

4. *Invite* le Comité à intensifier encore le dialogue constructif qu'il a engagé avec les États parties à la Convention et à accroître encore la transparence et l'efficacité de son fonctionnement;

5. *Se félicite* de la tenue par le Comité d'un débat thématique sur les droits des enfants dans un monde où sévit l'infection à virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida), et prie instamment les gouvernements, agissant en coopération avec les organes et organismes des Nations Unies, notamment le Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale, à adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer la réalisation des droits des enfants;

6. *Réaffirme* le droit de tous les enfants touchés par la pandémie, en particulier ceux qui vivent dans un monde où

¹⁵⁰ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

¹⁵¹ Résolution 44/25, annexe.

¹⁵² S/PRST/1998/18; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1998*.

¹⁵³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 41 (A/53/41)*.

sévit l'infection à VIH/sida, d'avoir accès à des soins, à l'éducation et à des services sociaux, et celui d'être à l'abri de toutes formes de discrimination, de sévices, ou d'abandon;

7. *Se félicite* des efforts accrus déployés par le Comité pour garantir aux enfants un accès aux meilleurs services et soins de santé possibles et accueille avec satisfaction la résolution WHA51.22 de l'Assemblée mondiale de la santé, en date du 16 mai 1998, intitulée «Santé des enfants et des adolescents»¹⁵⁴;

8. *Invite* les États parties, lorsqu'ils présenteront au Comité leurs rapports sur l'application de l'article 7 de la Convention, à lui fournir, conformément à ses directives concernant l'établissement des rapports, leurs statistiques sur l'enregistrement des naissances et toutes autres données utiles à ce sujet;

9. *Demande* au Secrétaire général de veiller à ce que le Comité dispose de ressources humaines et matérielles suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses fonctions efficacement et rapidement, et prend note du plan d'action du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme visant à renforcer l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que des mesures prises pour garantir un soutien provisoire au Comité dans le cadre dudit plan;

10. *Engage* les États parties à la Convention à en appliquer intégralement les dispositions, à coopérer étroitement avec le Comité et à s'acquitter ponctuellement de l'obligation de présenter des rapports que leur impose la Convention, conformément aux directives élaborées par le Comité;

11. *Constate avec préoccupation* qu'il a été fait de nombreuses réserves à la Convention, et prie instamment les États parties de retirer celles d'entre elles qui sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention et d'envisager de revenir sur les autres dans le but de les retirer également;

12. *Engage* les États parties à la Convention à prendre les mesures appropriées pour que l'amendement au paragraphe 2 de l'article 43 de la Convention puisse recueillir le plus rapidement possible l'approbation de la majorité des deux tiers d'entre eux et puisse ainsi entrer en vigueur pour porter de dix à dix-huit le nombre des membres du Comité;

13. *Engage également* les États parties à la Convention à faire en sorte que l'éducation des enfants se fasse dans l'esprit de l'article 29 de la Convention et que cette éducation vise notamment à leur inculquer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la Charte des Nations Unies et le respect des autres cultures, et à les préparer à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone;

14. *Engage en outre* les États parties à la Convention à en faire largement connaître les principes et dispositions aux adultes comme aux enfants, comme ils s'y sont engagés à l'article 42 de la Convention, et les invite à promouvoir la formation dans le domaine des droits de l'enfant de tous ceux qui exercent des activités se rapportant aux enfants, par exemple dans le cadre du programme de services consultatifs et de coopération technique en matière de droits de l'homme;

15. *Insiste* sur le fait que l'application de la Convention contribue à la réalisation des objectifs du Sommet mondial pour les enfants, comme le Secrétaire général l'a souligné dans son rapport¹⁵⁵ sur les progrès accomplis à mi-parcours de la décennie dans l'application de la résolution 45/217 de l'Assemblée générale en date 21 décembre 1990, et dans son rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration mondiale et du Plan d'action adoptés à l'issue du Sommet mondial pour les enfants¹⁵⁶;

16. *Encourage* le Comité, lorsqu'il surveillera l'application de la Convention, à continuer de se pencher sur les besoins des enfants qui se trouvent dans des situations particulièrement difficiles;

17. *Se félicite* des résultats positifs de la coopération existant entre le Comité des droits de l'enfant et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, appuie la démarche axée sur les droits de l'enfant adoptée par le Fonds, et invite à l'approfondir davantage;

II

ENFANTS HANDICAPÉS

1. *Se félicite* que le Comité des droits de l'enfant déploie des efforts accrus pour que les droits de l'enfant soient reconnus aux enfants handicapés au même titre qu'aux autres enfants, et prend note du débat thématique sur les droits des enfants handicapés tenu en 1997 et des recommandations adoptées à cette occasion¹⁵⁷;

2. *Se félicite également* de la décision que le Comité a prise de charger un nouveau groupe de travail d'élaborer un plan d'action destiné à orienter ses futurs travaux en faveur des enfants handicapés;

3. *Demande* à tous les États de prendre toutes les mesures voulues pour que les enfants handicapés jouissent pleinement, sur un pied d'égalité avec les autres enfants, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, d'élaborer des lois qui interdisent la discrimination à leur égard et d'appliquer ces lois;

4. *Demande également* à tous les États de faire en sorte que les enfants handicapés aient une existence épanouie et décente et vivent dans des conditions qui garantissent leur

¹⁵⁴ Voir WHA51/1998/REC/1.

¹⁵⁵ A/51/256.

¹⁵⁶ A/53/186.

¹⁵⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 41 (A/53/41), par. 1426.

dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie collective, notamment leur accès effectif à l'éducation et aux services de santé;

5. *Souligne* que le droit à l'éducation est un droit fondamental, et demande aux États de faire en sorte que les enfants qui ont des besoins particuliers en matière d'éducation puissent accéder à des services éducatifs permettant d'assurer le plus complètement possible leur intégration sociale et leur épanouissement personnel et d'adopter une approche globale de l'aide et de l'éducation qu'il convient de leur offrir;

6. *Apprécie* les travaux effectués par le Rapporteur spécial de la Commission du développement social sur la situation des handicapés, l'encourage à continuer d'accorder une attention spéciale aux enfants handicapés, et se félicite que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1997/20 du 21 juillet 1997, ait invité le Rapporteur spécial et le Comité à renforcer leur coopération;

7. *Demande* à tous les États, lorsqu'ils présenteront leurs rapports au Comité en application du paragraphe 1 de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹, d'y inclure, conformément aux directives du Comité¹⁵⁸, des informations sur la situation et les besoins des enfants handicapés, y compris des données désagrégées, et sur les mesures prises pour faire en sorte que ces enfants jouissent des droits que leur reconnaît la Convention;

III

PRÉVENTION ET ÉLIMINATION DE LA VENTE D'ENFANTS, DE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS ET DES SÉVICES SEXUELS QUI LEUR SONT INFLIGÉS, Y COMPRIS LA PROSTITUTION DES ENFANTS ET LA PORNOGRAPHIE IMPLIQUANT DES ENFANTS

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants¹⁵⁹, rapport qui, cette année, est centré sur les questions de la vente et de la traite des enfants aux fins de leur exploitation sexuelle ou autre, et appuie les travaux qu'elle accomplit;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial tout le personnel et tous les moyens financiers voulus pour qu'elle puisse s'acquitter pleinement de son mandat;

3. *Appuie* les travaux du Groupe de travail inter-sessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant qui traite de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants, et exprime l'espoir

que le Groupe de travail aura encore avancé ses travaux avant la cinquante-cinquième session de la Commission afin que le projet de protocole puisse être mené à terme avant le dixième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹;

4. *Invite* les gouvernements, les institutions spécialisées compétentes, le Comité des droits de l'enfant, le Rapporteur spécial concerné ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à formuler leurs observations, notamment concernant la portée du protocole facultatif, avant la prochaine session du Groupe de travail;

5. *Engage* tous les États parties à la Convention à s'acquitter de leurs obligations au titre de son article 34, et invite tous les États à apporter leur concours à l'action menée par les organismes des Nations Unies en vue de l'adoption, aux niveaux national, bilatéral et multilatéral, de mesures propres à prévenir et éliminer effectivement la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle des enfants et les sévices sexuels qui leur sont infligés, y compris la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants;

6. *Engage* les États à ériger en infractions pénales toutes les formes d'exploitation sexuelle des enfants, y compris à des fins commerciales, et à en sanctionner et condamner les auteurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers, tout en veillant à ne pas pénaliser les enfants victimes de ces agissements;

7. *Engage également* les États à promulguer et appliquer des lois appropriées et à élaborer et mettre en œuvre des politiques et programmes qui permettent de protéger les enfants de l'exploitation et des sévices sexuels, en particulier la prostitution des enfants, la pornographie impliquant des enfants et le tourisme sexuel impliquant des enfants;

8. *Engage en outre* les États à revoir et remanier, selon que de besoin, les lois, politiques, programmes et pratiques visant à éliminer toutes les formes d'exploitation et de sévices sexuels dont font l'objet les enfants, y compris l'exploitation sexuelle à des fins commerciales;

9. *Prie* tous les États de mettre en œuvre d'urgence des mesures propres à protéger les enfants de toutes les formes d'exploitation et de sévices sexuels, y compris des mesures allant dans le sens de celles indiquées dans la Déclaration et le Programme d'action du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm du 27 au 31 août 1996¹⁶⁰;

10. *Encourage* les instances régionales et inter-régionales telles que la Conférence d'experts de la protection infantile de la Réunion Asie-Europe, tenue à Londres du 6 au 8 octobre 1998, à assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action du Congrès afin d'identifier les pratiques les meilleures dans ce domaine et les questions appelant une action de toute urgence;

11. *Encourage* les gouvernements à consulter les enfants victimes d'exploitation ou de sévices sexuels et à

¹⁵⁸ CRC/C/58.

¹⁵⁹ A/53/311, annexe.

¹⁶⁰ A/51/385, annexe.

faciliter leur participation active à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation et de sévices sexuels;

12. *Souligne* qu'il faut lutter contre l'existence d'un marché qui favorise les agissements criminels à l'égard des enfants, notamment en prenant des mesures préventives et coercitives à l'encontre des individus qui exploitent sexuellement des enfants ou leur font subir des sévices sexuels;

13. *Prie* les États de veiller à ce que tous les services et organismes chargés de faire respecter les lois en la matière resserrent leurs liens de coopération et se concertent davantage pour démanteler les réseaux nationaux, régionaux et internationaux de traite des enfants;

14. *Prie également* les États de coopérer et de se concerter davantage aux niveaux national, régional et international pour lutter efficacement contre toutes les formes d'exploitation et de sévices sexuels qui s'exercent à l'encontre des enfants, en particulier la pédophilie, le tourisme sexuel impliquant des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, notamment contre leur développement via l'Internet;

15. *Exhorte* les États, pour ce qui concerne le tourisme sexuel impliquant des enfants, à élaborer des lois visant à ériger en infractions pénales les agissements perpétrés par des nationaux des pays d'origine contre des enfants dans les pays de destination, à renforcer celles qui existent déjà et à les faire appliquer, à veiller à ce que les personnes qui se livrent à l'exploitation sexuelle des enfants pour leur faire subir des sévices sexuels dans un pays autre que le leur soient poursuivies en justice par les autorités nationales compétentes, que ce soit dans le pays d'origine ou dans le pays de destination, à renforcer leur législation et à sévir avec plus de rigueur contre ceux qui se rendent coupables de violences sexuelles à l'égard d'enfants dans les pays de destination, notamment en saisissant et confisquant leurs biens et les profits qu'ils ont réalisés, et à procéder à des échanges d'informations sur ces questions;

16. *Invite* les États et les organes et organismes des Nations Unies concernés à affecter suffisamment de ressources à des programmes d'envergure respectueux des spécificités qui soient de nature à promouvoir la réadaptation physique et psychologique des enfants victimes de la traite et de toute forme d'exploitation et de sévices sexuels, et à prendre toutes les mesures voulues pour favoriser leur rétablissement et leur réinsertion sociale;

IV

PROTECTION DES ENFANTS TOUCHÉS PAR LES CONFLITS ARMÉS

1. *Se déclare vivement préoccupée* par les nombreux effets préjudiciables des conflits armés sur les enfants, et invite la communauté internationale à prêter davantage attention à ce grave problème pour tenter d'y mettre fin;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les

conflits armés¹⁶¹, et appuie son action en faveur des enfants touchés par les conflits armés, en particulier en vue de provoquer une sensibilisation à l'échelle mondiale et de mobiliser les autorités et l'opinion publique en faveur de la protection des enfants touchés par les conflits armés, notamment grâce aux missions qu'il effectue sur le terrain, avec l'accord des États intéressés, pour promouvoir le respect des droits des enfants et la satisfaction de leurs besoins pendant et après les conflits;

3. *Note* que, faute de ressources humaines suffisantes, l'efficacité du Représentant spécial demeurera gravement limitée, demande au Secrétaire général de faire en sorte que le Représentant spécial dispose rapidement de tous les moyens dont il a besoin pour pouvoir s'acquitter efficacement de son mandat, encourage le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à continuer de seconder le Représentant spécial, et engage les États et les divers organismes intéressés à verser des contributions volontaires au Représentant spécial;

4. *Demande* au Représentant spécial et à tous les organismes compétents des Nations Unies de continuer à élaborer une approche concertée en ce qui concerne les droits, la protection et le bien-être des enfants touchés par les conflits armés, afin que cette question soit intégrée dans l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes de l'Organisation, et d'accroître leur collaboration dans le cadre de leurs mandats respectifs, y compris, selon qu'il conviendra, pour donner suite aux recommandations et aux missions sur le terrain du Représentant spécial;

5. *Invite* les gouvernements, les organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales à poursuivre leur collaboration avec le Représentant spécial, compte tenu de ses recommandations, et, dans ce contexte, se félicite de l'initiative prise par le Représentant spécial d'organiser une série de colloques régionaux sur les enfants dans les conflits armés, dont le premier s'est tenu à Londres en juin 1998, les suivants devant avoir lieu à Tokyo et dans des villes d'autres régions;

6. *Accueille avec satisfaction* les renseignements communiqués par le Représentant spécial dans son rapport sur ses missions sur le terrain et sur les initiatives prises au niveau des pays, demande aux gouvernements et aux autres parties intéressées à l'échelon national d'honorer les engagements qu'ils ont pris, et les invite à étudier attentivement et à prendre en considération les recommandations du Représentant spécial;

7. *Invite* le Représentant spécial à continuer de faire figurer dans ses rapports des renseignements sur ses missions sur le terrain, y compris des recommandations et, lorsqu'il y a lieu, de faire état des engagements auxquels il a été souscrit et des mesures prises pour y donner suite;

¹⁶¹ A/53/482 et Corr.1.

8. *Invite* tous les États à adhérer aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire, et les prie instamment d'appliquer ceux auxquels ils sont parties;

9. *Demande* à tous les États et aux autres parties à des conflits armés de respecter le droit international humanitaire, et invite à cet égard les États parties aux Conventions de Genève du 12 août 1949¹⁶² et aux Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant¹⁶³ à en respecter pleinement les dispositions;

10. *Engage* les États et toutes les autres parties à un conflit armé à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à l'enrôlement d'enfants comme soldats et pour assurer leur démobilisation et leur désarmement effectif;

11. *Demande* aux États, aux organes et institutions des Nations Unies et aux organismes à vocation humanitaire concernés d'accorder la priorité au respect des droits de l'enfant dans les situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier pendant et après les conflits armés, et de tenir compte de ces droits dans toutes leurs activités humanitaires et de développement, y compris les opérations de secours d'urgence, les programmes de pays et les opérations sur le terrain visant à promouvoir la paix, prévenir et régler les conflits et appliquer les accords de paix;

12. *Exhorte* tous les gouvernements et autres parties ayant à faire face à des situations d'urgence humanitaire complexes, en particulier pendant et après des conflits armés, à assurer le libre accès, dans des conditions de sécurité, du personnel humanitaire, en conformité avec les dispositions applicables du droit international et des lois nationales, pour lui permettre d'accomplir efficacement sa tâche envers les enfants;

13. *Exhorte* les États à prendre les mesures voulues pour assurer la réadaptation, le rétablissement physique et psychologique ainsi que la réinsertion sociale des enfants touchés par les conflits armés, des enfants soldats, des enfants victimes de mines et autres armes et des enfants victimes de violences fondées sur le sexe, notamment par une action appropriée en matière d'éducation et de formation, et invite la communauté internationale à concourir à cette entreprise;

14. *Souligne* qu'il importe de promouvoir et appuyer les capacités locales afin que la situation des enfants dans les conflits armés soit prise en considération à l'échelon local, notamment dans le cadre d'une action de plaidoyer;

15. *Souligne également* qu'il importe que des mesures visant à assurer le respect des droits de l'enfant, y compris dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation scolaire et non scolaire, du rétablissement physique et psychologique et de la réinsertion sociale, soient prévues dans les politiques et programmes concernant les secours d'urgence et les diverses formes d'aide humanitaire;

16. *Souligne en outre* qu'il est urgent de relever les normes actuelles en matière de droits de l'homme énoncées à l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹, appuie les travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la participation d'enfants aux conflits armés, ainsi que la tâche confiée au Président du Groupe de travail par la Commission dans sa résolution 1998/76¹⁴⁸, d'entreprendre de larges consultations officielles en vue de présenter un rapport intérimaire à la prochaine session du Groupe de travail, et exprime l'espoir que le Groupe aura encore avancé dans ses travaux avant la cinquante-cinquième session de la Commission, afin que l'on puisse mettre la dernière main à ce projet;

17. *Se félicite* de l'action entreprise pour faire cesser l'enrôlement d'enfants comme soldats et, à cet égard, constate la contribution de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, et rappelle en particulier que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale qualifie de crime de guerre le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants et de les faire participer activement à des hostilités¹⁶⁴, ce qui contribuera à mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les auteurs de tels crimes;

18. *Constate avec préoccupation* l'impact des armes légères et des armes de faible calibre sur les enfants dans les conflits armés, en particulier en raison de la production et du trafic illicites de ces armes, et demande aux États de s'attaquer au problème;

19. *Se félicite* des efforts accrus que la communauté internationale déploie dans différentes instances concernant la question des mines antipersonnel, reconnaît que ces efforts ont des conséquences bénéfiques sur la situation des enfants, et prend dûment note à cet égard de l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars 1999, de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction¹⁶⁵ et de son application par les États qui y deviennent parties, ainsi que de l'entrée en vigueur, le 3 décembre 1998, du Protocole amendé sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II)¹⁶⁶ à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination¹⁶⁷ et de son application par les États qui en deviennent parties;

20. *Demande* aux États et aux organes des Nations Unies concernés de poursuivre leur appui aux efforts

¹⁶² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

¹⁶³ *Ibid.*, vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

¹⁶⁴ Voir A/CONF.183/9, art. 8.

¹⁶⁵ Voir CD/1478.

¹⁶⁶ Voir CCW/CONF.I/16 (Partie I).

¹⁶⁷ Voir *Nations Unies, Annuaire du désarmement*, vol. 5: 1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.81.IX.4), appendice VII.

nationaux et internationaux de déminage, notamment en continuant à contribuer au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage, et à prendre de nouvelles mesures pour promouvoir des programmes de sensibilisation aux mines visant filles et garçons et adaptés en fonction de l'âge, ainsi qu'une assistance aux victimes et une réadaptation centrée sur l'enfant, de manière à réduire le nombre d'enfants victimes de mines et à améliorer leur sort;

21. *Réaffirme* que le viol dans le contexte de conflits armés constitue un crime de guerre et, dans certaines circonstances, un crime contre l'humanité et un acte de génocide tel que le définit la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide¹⁶⁸, et demande à tous les États de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les femmes et les enfants de tous actes de violence sexiste, notamment le viol, l'exploitation sexuelle et les grossesses forcées, et de renforcer les mécanismes prévus pour rechercher et châtier tous les responsables et traduire en justice les auteurs de tels actes;

22. *Condamne* l'enlèvement d'enfants dans les situations de conflits armés, et engage instamment les États, les organisations internationales et les autres parties concernées à prendre toutes les mesures appropriées pour obtenir la libération inconditionnelle de tous les enfants enlevés;

23. *Recommande* que, chaque fois que des sanctions sont imposées, on mesure et observe les répercussions qu'elles ont sur les enfants et que les dérogations qui peuvent être accordées pour des raisons humanitaires soient essentiellement en faveur de ce groupe, leur application obéissant à des directives clairement formulées;

24. *Rappelle* l'importance de mesures de nature à prévenir l'éclatement de conflits, avec toutes les répercussions qu'ils peuvent avoir sur les droits de l'enfant, par exemple la mise en place de systèmes d'alerte avancée, la diplomatie préventive et l'éducation à la paix, et prie instamment les gouvernements et la communauté internationale à œuvrer pour un développement humain durable;

25. *Invite* tous les États, conformément aux normes du droit international humanitaire, à sensibiliser les membres de leurs forces armées, y compris leurs forces de maintien de la paix, par le biais de programmes de formation et d'éducation à orientation sexospécifique, aux responsabilités qui leur incombent vis-à-vis de la population civile, en particulier des femmes et des enfants;

26. *Invite* les États Membres, les organismes compétents des Nations Unies et les organisations non gouvernementales intéressées à étudier comment mettre à profit les manifestations qui marqueront le dixième anniversaire du Sommet mondial pour les enfants et de l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant pour appeler l'attention sur l'impact des conflits armés sur les enfants;

V

ENFANTS RÉFUGIÉS OU DÉPLACÉS

1. *Demande instamment* aux gouvernements d'accorder une attention particulière à la situation des enfants réfugiés ou déplacés en continuant de mettre au point, avec la coopération internationale requise, notamment de la part du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organismes internationaux à vocation humanitaire, des politiques et programmes visant à prendre en charge ces enfants et à assurer leur bien-être, et d'améliorer l'application de ces politiques et programmes;

2. *Demande* aux gouvernements et aux organismes des Nations Unies, prenant conscience de la vulnérabilité particulière des enfants réfugiés ou déplacés, d'assurer tant leur sécurité que les conditions nécessaires à leur développement, notamment en matière de santé, d'éducation et de rééducation psychosociale, et se déclare préoccupée par le sort des adolescents qui vivent dans des camps de réfugiés, en particulier celui des filles, qui risquent d'être en butte à la violence sexiste ainsi qu'à l'exploitation et aux sévices sexuels;

3. *Se déclare profondément préoccupée* par le nombre croissant d'enfants non accompagnés réfugiés ou déplacés, et demande à tous les États ainsi qu'aux organismes et institutions des Nations Unies de faire le nécessaire pour que ces enfants soient au plus tôt identifiés et enregistrés, de donner la priorité aux programmes conçus pour retrouver les familles et les réunir, et de continuer à surveiller les conditions dans lesquelles sont pris en charge les enfants non accompagnés réfugiés ou déplacés;

4. *Demande* à tous les États et autres parties à des conflits armés de prendre conscience du fait que les enfants réfugiés ou déplacés risquent tout particulièrement de subir les conséquences néfastes de ces conflits, souligne la vulnérabilité particulière des familles dont la responsabilité incombe à des enfants, et demande aux gouvernements et aux organismes des Nations Unies de se pencher d'urgence sur ces situations, de renforcer les mécanismes de protection et d'assistance et d'associer les femmes et les jeunes à l'élaboration, à la mise en place et au suivi des mesures à prendre à cette fin;

5. *Prend note* de l'adoption par le Comité permanent interorganisations des Principes directeurs concernant les déplacements internes¹⁶⁹, et invite le Représentant du Secrétaire général chargé d'examiner la question des personnes déplacées à accorder une attention particulière, dans le cadre de ses travaux, à la situation des enfants déplacés et à continuer de collaborer étroitement avec le Coordonnateur des secours d'urgence et tous les organismes et institutions concernés;

¹⁶⁸ Résolution 260 A (III).

¹⁶⁹ E/CN.4/1998/53/Add.2, annexe.

VI

ÉLIMINATION DE L'EXPLOITATION
DE LA MAIN-D'ŒUVRE ENFANTINE

1. *Réaffirme* le droit qu'ont les enfants d'être préservés de l'exploitation économique et de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre leur éducation ou de nuire à leur santé ou à leur épanouissement physique, mental, spirituel, moral ou social;

2. *Se félicite* des mesures prises par les gouvernements pour éliminer l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, tout en rappelant le Programme d'action pour l'élimination de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine¹⁷⁰, et demande aux organismes compétents des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation internationale du Travail, de continuer à appuyer les efforts nationaux à cet égard;

3. *Constate avec satisfaction* que différentes conférences internationales consacrées à diverses formes du travail des enfants se sont tenues récemment;

4. *Apprécie* les efforts déployés par le Comité des droits de l'enfant dans le domaine du travail des enfants, prend note des recommandations qu'il a formulées¹⁵³, et encourage le Comité ainsi que les autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à continuer, dans le cadre de leurs mandats respectifs, de surveiller la montée de ce problème lorsqu'ils examinent les rapports des États parties;

5. *Demande* à tous les États de concrétiser leur engagement en faveur de l'élimination progressive et effective de toutes les formes d'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, et les exhorte à s'employer, à titre prioritaire, à éliminer les formes les plus intolérables du travail des enfants telles que le travail forcé, le travail sous contrainte pour dette et autres formes d'esclavage;

6. *Demande* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier les conventions de l'Organisation internationale du Travail relatives à l'abolition du travail forcé et à l'âge minimal d'admission à l'emploi, en ce qui concerne notamment les emplois particulièrement dangereux pour les enfants, et d'appliquer ces conventions;

7. *Encourage* les négociations que mène l'Organisation internationale du Travail sur une nouvelle convention sur l'élimination des formes les plus intolérables du travail des enfants, et demande à tous les États de concourir activement à l'achèvement rapide et au succès de ces négociations en 1999;

8. *Demande* à tous les États de fixer des dates précises pour l'élimination de toutes les formes de travail des enfants contraires aux normes acceptées sur le plan international,

d'assurer la pleine application des lois en la matière et, si nécessaire, de promulguer les lois requises pour pouvoir honorer les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹ et des normes de l'Organisation internationale du Travail qui assurent la protection des enfants qui travaillent;

9. *Considère* que l'enseignement primaire constitue l'un des principaux instruments de la réintégration des enfants qui travaillent, et demande à tous les États de reconnaître le droit à l'éducation en rendant obligatoire l'enseignement primaire et de veiller à ce que tous les enfants aient accès à un enseignement primaire gratuit, principal moyen permettant d'empêcher le travail des enfants;

10. *Se félicite*, dans ce contexte, de la nomination d'un rapporteur spécial qui sera appelé à concentrer son attention sur le droit à l'éducation, et considère que le Rapporteur spécial a un rôle à jouer dans les efforts déployés par les États, en particulier dans le domaine de l'enseignement primaire;

11. *Demande* à tous les États de procéder, en étroite coopération avec des organisations et organismes internationaux tels que l'Organisation internationale du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à une évaluation et un examen systématiques de l'ampleur, de la nature et des causes de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, et de formuler et appliquer des stratégies de lutte contre ces pratiques en mettant spécifiquement l'accent sur la situation des filles, leur droit à l'éducation et leur droit d'être scolarisées, sur un pied d'égalité avec les garçons, en coopération étroite avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

12. *Demande* à tous les États et aux organismes des Nations Unies de renforcer la coopération internationale pour aider les gouvernements à prévenir ou combattre les violations des droits de l'enfant, parmi lesquelles l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine;

VII

LE SORT TRAGIQUE DES ENFANTS QUI VIVENT
OU TRAVAILLENT DANS LES RUES

1. *Se déclare vivement préoccupée* par le grand nombre d'enfants qui vivent ou travaillent dans les rues et par le nombre croissant de cas de tels enfants victimes d'actes de délinquance grave, de trafic et d'abus de drogues, de violence et de prostitution, qui continuent d'être signalés partout dans le monde;

2. *Accueille avec satisfaction* les efforts que continuent de déployer les gouvernements, les organismes des Nations Unies et la société civile pour résoudre ce problème aux multiples dimensions;

3. *Demande* aux gouvernements de continuer à chercher activement des solutions d'ensemble aux problèmes des enfants qui vivent ou travaillent dans les rues, notamment en aidant à atténuer la pauvreté de ces enfants, de leurs familles ou de leurs tuteurs, en prenant des mesures pour les

¹⁷⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, 1993, Supplément n° 3 et rectificatifs (E/1993/23 et Corr.2, 4 et 5), chap. II, sect. A, résolution 1993/79, annexe.

réintégrer pleinement dans la société et en leur fournissant, entre autres choses, une alimentation, un hébergement, des soins de santé et une éducation convenables, tout en tenant compte du fait que ces enfants sont particulièrement vulnérables à toutes les formes de violence, de sévices, d'exploitation et de négligence;

4. *Souligne* que les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹ et des autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme constituent les normes qui doivent guider l'action visant à résoudre ce problème, et recommande que le Comité des droits de l'enfant et les autres organes chargés de suivre l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme continuent d'en tenir compte lorsqu'ils examinent les rapports présentés par les États parties;

5. *Engage vivement* tous les gouvernements à garantir le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, en particulier le droit à la vie, à prendre d'urgence des mesures pour empêcher le meurtre d'enfants qui vivent ou travaillent dans les rues, lutter contre la violence et les tortures dont ils sont victimes et traduire en justice les auteurs de tels actes, et à veiller au strict respect des dispositions de la Convention et des autres instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment l'obligation de faire en sorte que les actions en justice respectent les droits des enfants;

6. *Demande* à la communauté internationale d'appuyer, grâce à une coopération internationale efficace, les efforts déployés par les États pour améliorer la situation des enfants qui vivent ou travaillent dans les rues, et encourage les États parties à la Convention, lorsqu'ils établiront leurs rapports à l'intention du Comité des droits de l'enfant, à tenir pleinement compte des besoins et des droits particuliers de ces enfants, et à envisager de demander des conseils et une assistance techniques en vue d'initiatives visant à améliorer leur situation;

VIII

Décide:

a) De prier le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur les droits de l'enfant contenant des informations sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵¹ et les problèmes évoqués dans la présente résolution;

b) De prier le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés de présenter à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme des rapports exposant la condition des enfants touchés par les conflits armés, en tenant compte du mandat assigné aux organismes compétents et des rapports qu'ils auront établis;

c) De poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session au titre de la question intitulée «Promotion et protection des droits de l'enfant».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/129. Décennie internationale des populations autochtones

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/108 du 12 décembre 1997 et ses résolutions antérieures relatives à la Décennie internationale des populations autochtones,

Rappelant également que la Décennie a pour but de renforcer la coopération internationale afin de résoudre les problèmes qui se posent aux communautés autochtones en matière de droits de l'homme et dans les domaines de l'environnement, du développement, de l'éducation et de la santé, et qu'elle a pour thème «Populations autochtones: partenariat dans l'action»,

Estimant qu'il importe de consulter les populations autochtones et de coopérer avec elles aux fins de la planification et de l'exécution du programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones¹⁷¹ et qu'il est nécessaire d'obtenir un appui financier adéquat de la communauté internationale, notamment des organismes des Nations Unies, et de s'assurer les mécanismes de coordination et de communication appropriés,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones¹⁷²;

2. *Se déclare profondément consciente* de la valeur et de la diversité des cultures et des formes d'organisation sociale des populations autochtones et convaincue que le progrès de celles-ci dans leur propre pays contribuera à celui de tous les pays du monde dans les domaines socioéconomique, culturel et de l'environnement;

3. *Réaffirme* qu'il importe de développer les capacités dont les populations autochtones disposent sur le plan des ressources humaines et des institutions pour résoudre elles-mêmes leurs problèmes, recommande à cette fin que l'Université des Nations Unies envisage, pour donner suite à l'atelier prévu à l'intention des établissements de recherche et d'enseignement supérieur, comme indiqué dans les résolutions de la Commission des droits de l'homme 1997/32 du 11 avril 1997¹⁷³ et 1998/13 du 9 avril 1998¹⁷⁴, la possibilité de parrainer, dans chaque région, un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur en tant que centres d'excellence et de diffusion de connaissances spécialisées, notamment en entreprenant les études nécessaires, et invite la Commission à recommander les moyens d'exécution appropriés;

4. *Note* que le programme d'activités de la Décennie pourra être revu et mis à jour tout au long de la Décennie et

¹⁷¹ Résolution 50/157, annexe.

¹⁷² A/53/310.

¹⁷³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1997, Supplément n° 3 (E/1997/23), chap. II, sect. A.

¹⁷⁴ Ibid., 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23), chap. II, sect. A.

que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale devraient, à mi-parcours de la Décennie, en 1999, en dresser le bilan afin de déterminer les obstacles qui s'opposent à la réalisation des objectifs fixés et de recommander des solutions pour les surmonter;

5. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, en sa qualité de coordonnateur de la Décennie internationale des populations autochtones:

a) De continuer à promouvoir les objectifs de la Décennie en tenant compte, dans l'accomplissement de sa tâche, des préoccupations particulières des populations autochtones;

b) De commencer à organiser, dans la limite des ressources et des contributions volontaires disponibles et en consultation avec les populations autochtones et les organismes compétents des Nations Unies, un atelier à l'intention des établissements de recherche et d'enseignement supérieur qui serait axé sur les questions relatives aux populations autochtones dans le domaine de l'éducation, que le Gouvernement costa-ricien a offert d'accueillir en 1999;

c) De veiller comme il convient, dans la limite des ressources et des contributions volontaires disponibles, à diffuser des informations sur la situation, les cultures, les langues, les droits et les aspirations des populations autochtones, et d'étudier dans ce contexte la possibilité d'organiser des projets, manifestations spéciales, expositions et autres activités à l'intention du public, notamment les jeunes;

d) De lui présenter, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un rapport annuel sur la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie;

6. *Réaffirme* que l'un des principaux objectifs de la Décennie est l'adoption d'une déclaration sur les droits des populations autochtones, et souligne qu'il importe d'assurer la participation effective de représentants des populations autochtones aux travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones créé en application de la résolution 1995/32 de la Commission en date du 3 mars 1995¹⁷⁵;

7. *Réaffirme également*, parmi les objectifs énumérés dans le programme d'activités de la Décennie, la création éventuelle, au sein du système des Nations Unies, d'une instance permanente consacrée aux populations autochtones;

8. *Demande instamment* aux gouvernements de participer activement aux travaux du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée que la Commission des droits de l'homme a décidé de créer par sa résolution 1998/20 du 9 avril 1998¹⁷⁴, dans le cadre des ressources globales existantes de l'Organisation des Nations Unies, qui

doit se réunir pendant cinq jours ouvrables avant la cinquante-cinquième session de la Commission pour élaborer et examiner d'autres propositions relatives à la création éventuelle, au sein du système des Nations Unies, d'une instance permanente consacrée aux populations autochtones;

9. *Encourage* les gouvernements à appuyer la Décennie en prenant les dispositions suivantes:

a) Établir, en consultation avec les populations autochtones, des programmes, plans et rapports appropriés relatifs à la Décennie;

b) Rechercher, en consultation avec elles, de quelle manière on pourrait confier aux populations autochtones de plus grandes responsabilités dans la gestion de leurs propres affaires et la possibilité de participer effectivement aux décisions relatives aux questions qui les concernent;

c) Créer des comités nationaux ou autres structures comprenant des représentants des populations autochtones, de telle sorte que les objectifs et activités de la Décennie soient conçus et réalisés en totale concertation avec celles-ci;

d) Alimenter le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la Décennie internationale des populations autochtones;

e) Contribuer, avec les autres donateurs, au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones afin d'aider les représentants de ces populations à participer aux travaux du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme, du Groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones et du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée chargé d'élaborer et d'examiner d'autres propositions relatives à la création éventuelle, au sein du système des Nations Unies, d'une instance permanente consacrée aux populations autochtones;

f) Envisager de contribuer selon qu'il conviendra, à l'appui des objectifs de la Décennie, au Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes;

g) Dégager des ressources pour les activités visant à permettre la réalisation, en collaboration avec les populations autochtones et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des objectifs de la Décennie;

10. *Invite* les institutions financières, les organismes de développement, les programmes opérationnels et les institutions spécialisées des Nations Unies, agissant conformément aux procédures définies par leurs organes directeurs,

a) À attribuer un rang de priorité plus élevé et à consacrer davantage de ressources à l'amélioration de la situation des populations autochtones, eu égard en particulier aux besoins de ces populations dans les pays en développement, notamment en élaborant, dans leurs domaines de compétence

¹⁷⁵ Ibid., 1995, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

respectifs, des programmes d'action concrets pour la réalisation des objectifs de la Décennie;

b) À lancer des projets spéciaux, par les voies appropriées et en collaboration avec les populations autochtones, pour soutenir leurs initiatives au niveau communautaire, et à favoriser les échanges d'informations et de connaissances spécialisées entre ces populations et les experts compétents;

c) À désigner des responsables chargés de coordonner les activités relatives à la Décennie avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

et félicite les institutions, programmes et organismes qui ont déjà pris les mesures indiquées ci-dessus;

11. *Recommande* que le Secrétaire général assure la coordination du suivi des recommandations concernant les populations autochtones faites lors des conférences mondiales pertinentes, à savoir la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, la Conférence internationale sur la population et le développement, tenue au Caire du 5 au 13 septembre 1994, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995, et le Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995;

12. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui présenter à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un rapport sur l'exécution du programme d'activités de la Décennie;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/130. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 40/131 du 13 décembre 1985 portant création du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et sa résolution 50/156 du 21 décembre 1995, dans laquelle elle a décidé que le Fonds servirait également à aider les représentants de collectivités locales et d'organisations de populations autochtones à participer aux débats du Groupe de travail intersessions à composition non limitée créé par la Commission des droits de l'homme en application de sa

résolution 1995/32 du 3 mars 1995¹⁷⁶ aux seules fins d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones à la lumière du projet de déclaration qui figure en annexe à la résolution 1994/45 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme en date du 26 août 1994¹⁷⁷,

Rappelant également que l'un des objectifs de la Décennie internationale des populations autochtones est d'étudier la possibilité de créer, au sein du système des Nations Unies, une instance permanente consacrée aux populations autochtones,

Prenant note de la résolution 1998/20 de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 avril 1998¹⁷⁸, telle qu'approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1998/247 du 30 juillet 1998, dans laquelle la Commission a décidé de créer, dans le cadre des ressources globales existantes de l'Organisation des Nations Unies, un groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée chargé d'élaborer et d'examiner d'autres propositions relatives à la création éventuelle, au sein du système des Nations Unies, d'une instance permanente consacrée aux populations autochtones, qui doit se réunir pendant cinq jours ouvrables avant la cinquante-cinquième session de la Commission,

Prenant note également des dispositions de la résolution 1998/20 relatives à la participation d'organisations de populations autochtones aux travaux du Groupe de travail spécial,

Sachant à quel point il est souhaitable d'aider les organisations de populations autochtones à participer aux travaux du Groupe de travail spécial,

1. *Décide* que le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones devrait également servir à aider les représentants de collectivités locales et d'organisations de populations autochtones à participer aux débats du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée créé par la Commission des droits de l'homme en application de sa résolution 1998/20, telle qu'approuvée par le Conseil économique et social dans sa décision 1998/247;

2. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention des États Membres et de les inviter à envisager de verser des contributions au Fonds.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

¹⁷⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1995, Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

¹⁷⁷ Voir E/CN.4/1995/2-E/CN.4/Sub.2/1994/56, chap. II, sect. A.

¹⁷⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

53/131. Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions antérieures relatives aux rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et ses résolutions relatives à l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁷⁹, dont les dernières en date sont ses résolutions 51/80 du 12 décembre 1996 et 52/110 du 12 décembre 1997,

Ayant à l'esprit la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993¹⁸⁰, en particulier la section B de la partie II de la Déclaration, relative à l'égalité, la dignité et la tolérance,

Réaffirmant la nécessité d'intensifier la lutte pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le monde entier, en particulier de ses formes les plus brutales,

Rappelant sa résolution 52/111 du 12 décembre 1997, dans laquelle elle a décidé de convoquer, en 2001 au plus tard, une conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée,

Prenant note de la résolution 1998/26 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 1998, relative au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée¹⁸¹, et des conclusions concertées 1998/2 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1998, relatives au suivi et à l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne¹⁸²,

Réitérant l'importance de la Convention qui, de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, est l'un des plus largement acceptés,

Consciente du fait que le Comité contribue pour beaucoup à l'application effective de la Convention et aux efforts que déploie l'Organisation pour combattre le racisme et toutes les autres formes de discrimination fondées sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique,

Notant que les rapports que les États parties à la Convention présentent en vertu de celle-ci contiennent notamment des informations sur les causes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui

y est associée, et sur les mesures à prendre pour lutter contre leurs formes contemporaines,

Invitant les États qui ne sont pas encore parties à la Convention à la ratifier ou à y adhérer,

Soulignant l'obligation qu'ont tous les États parties à la Convention de prendre des mesures législatives, judiciaires et autres afin d'assurer l'application intégrale de ses dispositions,

Rappelant que, dans sa résolution 47/111 du 16 décembre 1992, elle a approuvé la décision prise le 15 janvier 1992, par la quatorzième Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁸³, d'amender le paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention et d'ajouter à cet article un nouveau paragraphe 7, en vue d'assurer le financement du Comité par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation, et se déclarant vivement préoccupée par le fait que cet amendement n'est toujours pas entré en vigueur,

Soulignant que le Comité doit pouvoir fonctionner sans difficultés et disposer de tous les moyens nécessaires pour s'acquitter effectivement des fonctions dont le charge la Convention,

Rappelant la disposition du paragraphe 4 de l'article 10 de la Convention, relative au lieu de réunion du Comité, et celle du paragraphe 1 de l'article 8, relative à sa composition,

I

RAPPORT DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

1. *Prend acte* du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur les travaux de ses cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions¹⁸⁴;

2. *Félicite* le Comité de la tâche qu'il accomplit pour appliquer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁷⁹, en particulier en ce qui concerne l'examen des rapports qui lui sont présentés conformément à l'article 9 de la Convention et les mesures qu'il prend au sujet des communications dont il est saisi en vertu de l'article 14;

3. *Demande* aux États parties à la Convention de s'acquitter de l'obligation qui leur incombe en vertu du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention, à savoir présenter en temps voulu leurs rapports périodiques sur les mesures prises pour appliquer la Convention;

4. *Se déclare préoccupée* par le fait qu'un grand nombre de rapports qui auraient dû être présentés depuis longtemps ne l'ont toujours pas été, en particulier les rapports initiaux, ce qui constitue un obstacle à l'application intégrale de la Convention, et encourage le Secrétariat à fournir aux

¹⁷⁹ Résolution 2106 A (XX), annexe.

¹⁸⁰ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

¹⁸¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

¹⁸² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3* et rectificatif (A/53/3 et Corr.1), chap. VI, par. 3.

¹⁸³ Voir CERD/SP/45, annexe.

¹⁸⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 18* (A/53/18).

États dont les rapports sont très en retard, sur leur demande, une assistance technique en vue de leur établissement;

5. *Félicite* le Comité des efforts qu'il ne cesse de déployer pour contribuer à l'application effective de la Convention, et note ses efforts persistants en vue d'améliorer ses méthodes de travail;

6. *Félicite également* le Comité de la part qu'il prend dans la prévention de la discrimination raciale, et se déclare satisfaite de son action dans ce domaine;

7. *Encourage* le Comité à continuer de contribuer pleinement à la mise en œuvre de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et de son programme d'action révisé¹⁸⁵, notamment en continuant à collaborer avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme, ainsi qu'en coopérant, selon que de besoin, avec le Rapporteur spécial de la Commission chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;

8. *Note avec satisfaction et encourage* la coopération et l'échange d'informations entre le Comité et les instances et mécanismes compétents des Nations Unies, en particulier le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que l'Assemblée générale et les États parties à la Convention;

9. *Prend note* des propositions initiales du Comité en ce qui concerne la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, invite le Comité à accorder une haute priorité aux préparatifs de la Conférence, à présenter à la Commission des droits de l'homme, qui remplira les fonctions de comité préparatoire de la Conférence, sa contribution aux objectifs de la Conférence, notamment en réalisant une série d'études, et à participer activement aux préparatifs et à la Conférence proprement dite;

10. *Prend note également* des décisions 7 (53) et 8 (53) du Comité, en date du 19 août 1998¹⁸⁶, concernant des questions d'organisation, autorise le Secrétaire général à prolonger temporairement de cinq jours ouvrables les sessions d'été de 1999 et 2000 du Comité et décide d'examiner de nouveau ces deux décisions à sa cinquante-cinquième session;

II

SITUATION FINANCIÈRE DU COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

11. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale¹⁸⁷;

¹⁸⁵ Résolution 49/146, annexe.

¹⁸⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 18 (A/53/18)*, chap. I, sect. F, par. 14.

¹⁸⁷ A/53/255.

12. *Constate avec une profonde préoccupation* qu'un certain nombre d'États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ne se sont toujours pas acquittés de leurs obligations financières, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, et lance un appel pressant à tous les États parties redevables d'arriérés pour qu'ils s'acquittent des obligations financières qui leur incombent en vertu du paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention;

13. *Invite instamment* les États parties à la Convention à hâter leurs procédures internes de ratification de l'amendement concernant le financement du Comité et à notifier par écrit au Secrétaire général, dans les meilleurs délais, leur acceptation de cet amendement, conformément à la décision prise le 15 janvier 1992 par la quatorzième Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁸³, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/111 du 16 décembre 1992 et confirmée à la seizième Réunion des États parties, le 16 janvier 1996;

14. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les dispositions financières voulues et à fournir les moyens et l'appui nécessaires, y compris une assistance appropriée de la part du Secrétariat, pour assurer le bon fonctionnement du Comité et lui permettre de faire face à sa charge de travail, qui ne cesse d'augmenter;

15. *Demande* au Secrétaire général d'engager les États parties à la Convention redevables d'arriérés à régulariser leur situation et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-cinquième session;

III

ÉTAT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

16. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁸⁸;

17. *Se félicite* du nombre d'États qui ont ratifié la Convention ou y ont adhéré;

18. *Réaffirme une fois de plus* sa conviction que la ratification de la Convention ou l'adhésion à cet instrument sur une base universelle ainsi que l'application de ses dispositions sont nécessaires pour réaliser les objectifs de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et en assurer le suivi;

19. *Prie instamment* tous les États qui ne sont pas encore parties à la Convention de la ratifier ou d'y adhérer;

20. *Prie instamment* les États de limiter la portée de toute réserve qu'ils peuvent être amenés à formuler à la Convention, d'énoncer leurs réserves de façon aussi précise et

¹⁸⁸ A/53/256.

restrictive que possible, de veiller à ce qu'aucune d'entre elles ne soit contraire à l'objet et au but de la Convention ou de toute autre façon incompatible avec le droit international des traités, de revoir périodiquement leurs réserves en vue de les retirer, et de retirer celles qui sont contraires à l'objet et au but de la Convention ou de toute autre façon incompatible avec le droit international des traités;

21. *Demande* aux États parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait d'envisager la possibilité de faire la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention;

22. *Décide* d'examiner à sa cinquante-cinquième session, au titre de la question intitulée «Élimination du racisme et de la discrimination raciale», les rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et ceux du Secrétaire général sur la situation financière du Comité et sur l'état de la Convention.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/132. Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'objectif, énoncé dans la Charte des Nations Unies, de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire et en développant et encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Réaffirmant également sa ferme intention et sa volonté résolue de parvenir à l'élimination totale et inconditionnelle du racisme sous toutes ses formes et de la discrimination raciale et sa conviction que le racisme et la discrimination raciale contreviennent directement aux buts et principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁸⁹,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁹⁰ et la Convention concernant la lutte contre la discrimination raciale dans le domaine de l'enseignement adoptée le 14 décembre 1960 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture¹⁹¹,

Notant les efforts que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale déploie depuis sa création, en 1970, afin de promouvoir l'application de la Convention

internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale,

Rappelant les résultats des deux Conférences mondiales de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenues à Genève en 1978¹⁹² et 1983¹⁹³,

Rappelant également les résultats de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, en particulier l'attention accordée, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne¹⁹⁴, à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et autres formes d'intolérance,

Soulignant combien sont importantes et délicates les activités du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée,

Rappelant ses résolutions 48/91 du 20 décembre 1993 et 49/146 du 23 décembre 1994 par lesquelles elle a, respectivement, proclamé la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et adopté le Programme d'action révisé pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Notant avec une vive préoccupation qu'en dépit des efforts de la communauté internationale les deux précédentes Décennies de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'ont pas atteint leurs principaux objectifs et que des millions d'être humains continuent, de nos jours encore, d'être victimes de diverses formes de racisme et de discrimination raciale,

Constatant avec une grande inquiétude que, malgré les efforts déployés par la communauté internationale à divers niveaux, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées, l'antagonisme ethnique et les actes de violence semblent prendre de l'ampleur,

Reconnaissant à la fois les obstacles et les possibilités qui se présentent dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée du fait de la mondialisation accrue,

Notant avec inquiétude que le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées peuvent être aggravées, notamment, par la distribution inéquitable des richesses, la marginalisation et l'exclusion sociale,

¹⁸⁹ Résolution 217 A (III).

¹⁹⁰ Résolution 2106 A (XX), annexe.

¹⁹¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 429, n° 6193.

¹⁹² Voir *Rapport de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale*, Genève, 14-25 août 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.79.XIV.2).

¹⁹³ Voir *Rapport de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale*, Genève, 1^{er}-12 août 1983 (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.83.XIV.4 et rectificatif).

¹⁹⁴ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

Constatant avec inquiétude que les nouvelles techniques de communication, notamment les réseaux informatiques tels que l'Internet, contribuent à répandre une propagande raciste et xénophobe,

Ayant examiné le rapport présenté par le Secrétaire général¹⁹⁵ dans le cadre de l'application du Programme d'action,

Fermement convaincue de la nécessité de prendre, aux niveaux national et international, des mesures plus soutenues et plus efficaces en vue de l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale,

Considérant qu'il importe de renforcer la législation et les institutions nationales ayant pour objet de promouvoir l'harmonie raciale et d'assurer l'application effective de cette législation,

Vivement préoccupée par le fait que le phénomène du racisme et de la discrimination raciale à l'égard des travailleurs migrants continue à prendre de l'ampleur en dépit des efforts déployés par la communauté internationale pour améliorer la protection des droits fondamentaux des travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Rappelant qu'elle a adopté, à sa quarante-cinquième session, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁹⁶,

Sachant que les populations autochtones sont parfois victimes de formes particulières de racisme et de discrimination raciale,

I

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA TROISIÈME DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE ET COORDINATION DES ACTIVITÉS

1. *Déclare* que le racisme et la discrimination raciale comptent parmi les violations les plus graves des droits de l'homme dans le monde contemporain, et exprime sa ferme intention et sa volonté résolue d'éliminer, par tous les moyens disponibles, le racisme sous toutes ses formes et la discrimination raciale;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale¹⁹⁵, et regrette que le rapport détaillé sur les ressources financières et les effectifs nécessaires à l'application du Programme d'action, qui devait être présenté aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de l'Assemblée générale, ne l'ait pas été;

3. *Exhorte* tous les gouvernements à prendre toutes les mesures voulues pour lutter contre les nouvelles formes de racisme, en particulier en adaptant constamment les moyens utilisés pour les combattre, notamment dans les domaines législatif, administratif, de l'éducation et de l'information;

4. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'accorder une haute priorité au suivi des programmes et activités visant à combattre le racisme et la discrimination raciale en tenant compte de la nécessité de poursuivre concrètement les préparatifs de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

5. *Prie* le Secrétaire général de continuer à accorder une attention particulière à la situation des travailleurs migrants et des membres de leur famille et d'inclure régulièrement dans ses rapports toutes les informations concernant ces travailleurs;

6. *Invite* tous les États Membres à envisager, à titre prioritaire, de signer et ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁹⁶ ou d'y adhérer;

7. *Félicite* tous les États qui ont ratifié les instruments internationaux pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁹⁰ et la Convention concernant la lutte contre la discrimination raciale dans le domaine de l'enseignement¹⁹¹, ou qui y ont adhéré;

8. *Prie instamment* les États de limiter la portée de toute réserve qu'ils peuvent être amenés à formuler à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, d'énoncer leurs réserves de façon aussi précise et restrictive que possible, de veiller à ce qu'aucune d'entre elles ne soit contraire à l'objet et au but de la Convention ou de toute autre façon incompatible avec le droit international des traités, de revoir périodiquement leurs réserves en vue de les retirer, et de retirer celles qui sont contraires à l'objet et au but de la Convention ou de toute autre façon incompatible avec le droit international des traités;

9. *Encourage* les médias à prôner les idéaux de non-discrimination, de respect, de tolérance et de compréhension entre les peuples et les cultures;

10. *Affirme* qu'elle est résolue à lutter contre la violence née de l'intolérance fondée sur l'ethnicité, qu'elle considère comme un très grave problème;

11. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'étude des effets sur les enfants appartenant à des minorités et les enfants de travailleurs migrants de la discrimination raciale dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'emploi, et de soumettre notamment des recommandations concrètes sur la mise en œuvre de mesures destinées à combattre les effets de cette discrimination;

12. *Déplore* que la troisième Décennie et le Programme d'action continuent de bénéficier de si peu d'intérêt, d'appui et

¹⁹⁵ A/53/305.

¹⁹⁶ Résolution 45/158, annexe.

de ressources financières, comme le montre le fait que très peu des activités prévues pour la période 1994-1998 ont été exécutées;

13. *Déplore également* que les contributions versées par la communauté internationale au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale restent inférieures au niveau requis, et prie à nouveau le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il lui présentera à sa cinquante-quatrième session des propositions concrètes sur les moyens d'obtenir les ressources humaines et financières nécessaires à l'application du Programme d'action, y compris, le cas échéant, par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et par des sources extrabudgétaires;

14. *Se félicite* de la tenue à Genève, du 10 au 14 novembre 1997, du Séminaire sur le rôle de l'Internet au regard des dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁹⁷, et invite la Commission des droits de l'homme à examiner les recommandations du Séminaire en vue d'une utilisation responsable de l'Internet;

15. *Rappelle* qu'elle-même et le Conseil économique et social ont plusieurs fois demandé qu'un mécanisme soit créé au sein du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour coordonner toutes les activités de la troisième Décennie, se félicite de la création d'une équipe de projet sur le racisme, et prie le Haut Commissaire de continuer à œuvrer en vue de parachever la mise en place d'un tel mécanisme;

16. *Prie instamment* le Secrétaire général, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées ainsi que tous les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales compétentes à accorder, dans l'application du Programme d'action, une attention particulière à la situation des populations autochtones;

17. *Prie* les États et les organisations internationales de tenir compte des décisions du Conseil économique et social relatives au suivi intégré des conférences mondiales précédentes et de la nécessité d'utiliser au maximum tous les mécanismes mis en place pour lutter contre le racisme;

18. *Souligne avec insistance* le rôle important de l'éducation comme moyen de prévenir et éliminer le racisme et la discrimination raciale et de sensibiliser les populations, notamment les jeunes, aux principes relatifs aux droits de l'homme et, à cet égard, invite de nouveau l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à hâter la préparation de matériels et auxiliaires pédagogiques afin de promouvoir l'enseignement, la formation et l'éducation pour les droits de l'homme et contre le racisme et la discrimination raciale, en mettant l'accent en particulier sur l'enseignement primaire et secondaire;

19. *Considère* que toutes les parties du Programme d'action devraient recevoir une attention égale pour que les objectifs de la troisième Décennie puissent être atteints;

20. *Se félicite* des efforts déployés par les donateurs qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale, mais constate que ces contributions sont insuffisantes pour atteindre les objectifs de la troisième Décennie;

21. *Prie* le Secrétaire général d'attribuer une haute priorité aux activités du Programme d'action, et lui demande à cet égard de veiller à ce que soient fournies les ressources financières nécessaires à l'exécution des activités de la troisième Décennie pendant l'exercice biennal 1998-1999;

22. *Prie également* le Secrétaire général, lors de l'établissement du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2000-2001, de prévoir des ressources pour financer les activités du Programme d'action par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation en tant que contribution décisive à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

23. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter au Conseil économique et social un rapport annuel détaillé sur toutes les activités des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées, contenant une analyse des informations reçues sur les activités qui concernent la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

24. *Invite* le Secrétaire général à lui soumettre des propositions en vue de compléter, si besoin est, le Programme d'action;

25. *Invite chaleureusement* tous les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées ainsi que les organisations intergouvernementales, les organisations régionales et les organisations non gouvernementales intéressées à contribuer pleinement à l'application effective du Programme d'action;

26. *Demande instamment* à tous les gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux particuliers en mesure de le faire de verser des contributions généreuses au Fonds d'affectation spéciale et, à cet effet, prie le Secrétaire général de continuer à prendre les contacts et initiatives nécessaires pour les y encourager;

II

CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

27. *Réaffirme* les décisions adoptées dans sa résolution 52/111 du 12 décembre 1997 concernant la convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que la définition des objectifs de la Conférence et les orientations des préparatifs;

¹⁹⁷ E/CN.4/1998/77/Add.2.

28. *Prend note* de la résolution 1998/26 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 1998¹⁹⁸, dans laquelle elle a décidé de créer un groupe de travail à composition non limitée qui se réunira pendant la cinquante-cinquième session de la Commission afin d'analyser et formuler des propositions qui seront soumises pour examen à la Commission et éventuellement communiquées au Comité préparatoire de la Conférence mondiale à sa première session;

29. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures suivantes:

a) Présenter à l'Assemblée générale, à ses cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, un rapport détaillé sur les progrès réalisés dans les préparatifs de la Conférence mondiale;

b) Présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquante-sixième session, un rapport énonçant les résultats finals de la Conférence mondiale;

c) Nommer le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme secrétaire général de la Conférence mondiale et, à ce titre, lui confier la responsabilité principale des préparatifs de la Conférence;

d) Prévoir la fourniture de l'assistance financière et technique nécessaire à l'organisation des réunions préparatoires régionales;

30. *Prie* le Haut Commissaire:

a) De tenir des consultations avec les États afin de fixer la date et le lieu de la Conférence mondiale et d'en communiquer les résultats à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-cinquième session;

b) De continuer à élaborer et à lancer, en collaboration avec le Département de l'information du Secrétariat, une campagne mondiale d'information visant à sensibiliser l'opinion publique à l'importance et aux objectifs de la Conférence mondiale, de publier, dans toutes les langues officielles de l'Organisation, une brochure d'information à l'intention des organisations non gouvernementales, des médias et du public en général, et de tenir le Comité préparatoire informé des progrès réalisés à cet égard;

31. *Prie* la Commission des droits de l'homme, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de présenter avant la fin de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, une proposition concrète pour la date et le lieu de la Conférence mondiale;

32. *Invite* les États et les organisations régionales à mettre en place, à l'échelon national ou régional, un mécanisme de coordination chargé de lancer et de promouvoir les préparatifs de la Conférence mondiale, notamment de sensibiliser l'opinion publique nationale à son importance et à ses objectifs;

33. *Prie instamment* le Haut Commissaire d'aider les États, à leur demande, ainsi que les organisations régionales à tenir des réunions nationales et régionales ou à prendre d'autres initiatives, y compris le recours à des experts, pour préparer la Conférence mondiale;

34. *Prie* les réunions préparatoires régionales de présenter au Comité préparatoire, par l'intermédiaire du Haut Commissaire, des rapports sur les résultats de leurs délibérations, assortis de recommandations concrètes et pragmatiques visant à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, dont le Comité tiendra dûment compte lors de la rédaction des projets de documents finals de la Conférence mondiale;

35. *Prie*, conformément à la résolution 1998/26 de la Commission des droits de l'homme, les gouvernements, les institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, les organes compétents des Nations Unies, les organisations régionales et non gouvernementales, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, ainsi que d'autres organes de défense des droits de l'homme, de participer activement au processus préparatoire de la Conférence mondiale et, à cette fin, d'assister le Comité préparatoire, toujours en application de la résolution 1998/26, notamment en entreprenant des analyses et études et en lui soumettant, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des recommandations concernant la Conférence et ses préparatifs, et également de participer activement à la Conférence elle-même;

36. *Souligne* qu'il importe d'adopter systématiquement une perspective sexospécifique tout au long des préparatifs de la Conférence mondiale ainsi que dans l'énoncé de ses résultats;

III

PROCLAMATION DE L'ANNÉE 2001 ANNÉE INTERNATIONALE DE LA MOBILISATION CONTRE LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

37. *Décide* de proclamer l'année 2001 Année internationale de la mobilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, afin d'appeler l'attention du monde sur les objectifs de la Conférence mondiale et de donner un nouveau souffle à l'engagement politique en faveur de l'élimination de toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;

¹⁹⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23), chap. II, sect. A.

IV

GÉNÉRALITÉS

38. *Décide également* de maintenir à son ordre du jour la question intitulée «Élimination du racisme et de la discrimination raciale» et de lui attribuer, à sa cinquante-quatrième session, un rang de priorité élevé.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/133. Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/109 du 12 décembre 1997, et prenant note de la résolution 1998/26 de la Commission des droits de l'homme en date du 17 avril 1998¹⁹⁹,

Tenant compte des résultats de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, en particulier de l'attention accordée, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne²⁰⁰, à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et autres formes d'intolérance,

Consciente du fait que le racisme, qui est l'une des formes du phénomène d'exclusion frappant de nombreuses sociétés, ne pourra être éradiqué que moyennant des mesures et une coopération énergiques,

Ayant examiné le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée²⁰¹, y compris les conclusions et recommandations qui y figurent,

Notant avec une profonde inquiétude qu'en dépit de constants efforts le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que les actes de violence, n'ont pas disparu et prennent même une ampleur croissante, revêtant sans cesse des formes nouvelles et se traduisant notamment par la tendance à définir des politiques fondées sur des considérations de supériorité ou d'exclusivité raciale, religieuse, ethnique, culturelle et nationale,

Notant avec une profonde inquiétude également que les adeptes du racisme et de la discrimination raciale se servent à des fins abusives des nouvelles techniques de communication, en particulier l'Internet, pour répandre leur venin,

Notant que l'utilisation de ces techniques peut également contribuer à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée,

Consciente de la différence fondamentale entre, d'une part, le racisme et la discrimination raciale érigée en politique gouvernementale ou découlant de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciale et, d'autre part, diverses formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée qui sont de plus en plus manifestes dans de nombreux pays, au sein de certains milieux, et sont le fait de particuliers ou de groupes, certaines de ces manifestations étant dirigées contre les travailleurs migrants et les membres de leur famille,

Réaffirmant à cet égard que les gouvernements doivent sauvegarder les droits et assurer la protection des personnes résidant sur leur territoire contre les crimes ou délits racistes ou xénophobes perpétrés par des particuliers ou des groupes,

Notant que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a jugé, dans sa recommandation générale XV (42) du 17 mars 1993²⁰² concernant l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²⁰³, que l'interdiction de diffuser des idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale était compatible avec le droit à la liberté d'opinion et d'expression énoncé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁰⁴ et à l'article 5 de la Convention,

Notant également que les rapports présentés par les États parties en application de la Convention contiennent notamment des renseignements sur les mesures prises pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et sur les causes de ces phénomènes,

Consciente que l'impunité accordée pour les crimes imputables à des comportements racistes et xénophobes contribue à affaiblir l'état de droit et tend à encourager la répétition de ce type de crimes,

Particulièrement alarmée par la montée des idées racistes et xénophobes dans les milieux politiques, dans l'opinion publique et dans l'ensemble de la société,

Notant que le Rapporteur spécial continuera de prêter attention à la montée des idées racistes et xénophobes dans les milieux politiques, dans l'opinion publique et dans l'ensemble de la société,

Soulignant qu'il importe de créer des conditions propres à favoriser une harmonie et une tolérance plus grandes dans les sociétés,

¹⁹⁹ Ibid.

²⁰⁰ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

²⁰¹ Voir A/53/269.

²⁰² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément n° 18 (A/48/18)*, chap. VIII, sect. B.

²⁰³ Résolution 2106 A (XX), annexe.

²⁰⁴ Résolution 217 A (III).

1. *Prend note avec intérêt* du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée²⁰¹, et exprime son appui à la poursuite de ses travaux;

2. *Prie* le Rapporteur spécial de poursuivre ses échanges de vues avec les États Membres, les mécanismes compétents ainsi que les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies concernés afin de renforcer leur efficacité et leur coopération;

3. *Félicite* le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de la part qu'il prend dans l'application effective de la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²⁰³, qui contribue à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

4. *Affirme* que les actes de violence raciste contre autrui qui procèdent du racisme ne sont pas l'expression d'opinions mais des délits;

5. *Déclare* que le racisme et la discrimination raciale comptent parmi les violations les plus graves des droits de l'homme dans le monde contemporain et doivent être combattus par tous les moyens disponibles;

6. *Note avec une profonde inquiétude et condamne sans équivoque* toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, en particulier toute manifestation de violence raciste, ainsi que les actes de violence aveugle qui y sont associées;

7. *Note avec une profonde inquiétude et condamne sans équivoque également* toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, y compris la propagande, ainsi que les activités et les organisations fondées sur des doctrines qui proclament la supériorité d'une race ou d'un groupe de personnes et qui tentent de justifier ou promouvoir le racisme et la discrimination raciale sous quelque forme que ce soit;

8. *Note avec une profonde inquiétude et condamne* les manifestations de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée dont les travailleurs migrants et les membres de leur famille, les personnes appartenant à des minorités et les membres de groupes vulnérables sont la cible dans de nombreuses sociétés;

9. *Encourage* tous les États à prévoir dans leurs programmes éducatifs et leurs programmes sociaux à tous les niveaux, selon qu'il conviendra, un enseignement sur les cultures, les pays et les peuples étrangers préconisant la tolérance et le respect à leur égard;

10. *Constate* que la gravité croissante des différentes manifestations de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie dans diverses parties du monde nécessite une approche plus intégrée et plus efficace de la part des mécanismes des Nations Unies compétents dans le domaine des droits de l'homme;

11. *Encourage* les gouvernements à prendre des mesures appropriées pour éliminer toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée;

12. *Prie* tous les États de réexaminer et, au besoin, de réviser leurs politiques en matière d'immigration afin d'éliminer toutes les politiques et pratiques discriminatoires à l'égard des migrants qui sont incompatibles avec les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme;

13. *Déplore profondément* que certains organes de presse et moyens d'information audiovisuels ou électroniques, ainsi que les nouvelles techniques de communication, en particulier l'Internet, soient utilisés de façon abusive pour inciter à la violence motivée par la haine raciale;

14. *Estime* qu'il appartient aux gouvernements d'appliquer et faire respecter des lois appropriées et efficaces visant à prévenir les actes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

15. *Demande* à tous les gouvernements et aux organisations intergouvernementales, avec l'aide d'organisations non gouvernementales si besoin est, de fournir au Rapporteur spécial des informations pertinentes pour lui permettre de s'acquitter de son mandat;

16. *Félicite* les organisations non gouvernementales des mesures qu'elles ont prises contre le racisme et la discrimination raciale ainsi que de l'appui et de l'assistance qu'elles continuent d'apporter à ceux qui en sont victimes;

17. *Prie instamment* tous les gouvernements de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial pour lui permettre de s'acquitter de son mandat, y compris d'examiner les incidents relevant des formes contemporaines de racisme et de discrimination raciale dirigés notamment contre les Noirs, les Arabes et les musulmans, de xénophobie, de négrophobie, d'antisémitisme et de l'intolérance qui y est associée;

18. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat avec efficacité et diligence, et de lui présenter en temps utile, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur la question.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/134. Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination consacré par la Charte des Nations Unies et énoncé dans les Pactes

internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁰⁵ ainsi que dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960,

Se félicitant de voir les peuples soumis à la domination coloniale, étrangère ou extérieure, exercer progressivement leur droit à l'autodétermination et accéder au statut d'États souverains et à l'indépendance,

Profondément préoccupée par la persistance de menaces ou interventions et d'occupations militaires étrangères qui pourraient réduire à néant, si ce n'est déjà fait, le droit à l'autodétermination d'un nombre croissant de nations et de peuples souverains,

Constatant avec une vive préoccupation qu'il résulte de cet état de choses que des millions de personnes ont été ou sont arrachées à leurs foyers et se trouvent dans la situation de réfugiés et de personnes déplacées, et soulignant la nécessité urgente d'une action internationale concertée pour améliorer leur sort,

Rappelant les résolutions concernant la violation du droit des peuples à l'autodétermination et d'autres droits de l'homme consécutive à une intervention, une agression et une occupation militaires étrangères adoptées par la Commission des droits de l'homme à ses trente-sixième²⁰⁶, trente-septième²⁰⁷, trente-huitième²⁰⁸, trente-neuvième²⁰⁹, quarantième²¹⁰, quarante et unième²¹¹, quarante-deuxième²¹², quarante-troisième²¹³, quarante-quatrième²¹⁴, quarante-cinquième²¹⁵, quarante-sixième²¹⁶, quarante-septième²¹⁷, quarante-

huitième²¹⁸, quarante-neuvième²¹⁹, cinquantième²²⁰, cinquante et unième²²¹, cinquante-deuxième²²², cinquante-troisième²²³ et cinquante-quatrième sessions²²⁴,

Réaffirmant ses résolutions 35/35 B du 14 novembre 1980, 36/10 du 28 octobre 1981, 37/42 du 3 décembre 1982, 38/16 du 22 novembre 1983, 39/18 du 23 novembre 1984, 40/24 du 29 novembre 1985, 41/100 du 4 décembre 1986, 42/94 du 7 décembre 1987, 43/105 du 8 décembre 1988, 44/80 du 8 décembre 1989, 45/131 du 14 décembre 1990, 46/88 du 16 décembre 1991, 47/83 du 16 décembre 1992, 48/93 du 20 décembre 1993, 49/148 du 23 décembre 1994, 50/139 du 21 décembre 1995, 51/84 du 12 décembre 1996 et 52/113 du 12 décembre 1997,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur le droit des peuples à l'autodétermination²²⁵,

1. *Réaffirme* que la réalisation universelle du droit à l'autodétermination de tous les peuples, y compris ceux soumis à une domination coloniale, étrangère ou extérieure, est une condition essentielle pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme et pour la préservation et le renforcement de ces droits;

2. *Déclare sa ferme opposition* à toute intervention, agression et occupation militaires étrangères qui réduisent à néant le droit des peuples à l'autodétermination et d'autres droits de l'homme dans certaines régions du monde;

3. *Demande* aux États responsables de mettre immédiatement un terme à leur intervention et à leur occupation militaires en pays et territoires étrangers ainsi qu'à toute répression, discrimination, exploitation et à tous mauvais traitements exercés à l'encontre des peuples visés, et de renoncer en particulier aux méthodes brutales et inhumaines qui seraient employées à ces fins;

4. *Déplore* les souffrances des millions de réfugiés et de personnes déplacées qui ont été arrachés à leurs foyers du fait des actes susmentionnés, et réaffirme leur droit de retourner chez eux de leur plein gré, dans la sécurité et dans l'honneur;

5. *Prie* la Commission des droits de l'homme de continuer à prêter une attention particulière à la violation des droits de l'homme, notamment du droit à l'autodétermination,

²⁰⁵ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

²⁰⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1980, Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1980/13 et Corr.1 et 2), chap. XXVI, sect. A.

²⁰⁷ Ibid., 1981, *Supplément n° 5* et rectificatif (E/1981/25 et Corr.1), chap. XXVIII, sect. A.

²⁰⁸ Ibid., 1982, *Supplément n° 2* et rectificatif (E/1982/12 et Corr.1), chap. XXVI, sect. A.

²⁰⁹ Ibid., 1983, *Supplément n° 3* et rectificatif (E/1983/13 et Corr.1), chap. XXVII, sect. A.

²¹⁰ Ibid., 1984, *Supplément n° 4* et rectificatif (E/1984/14 et Corr.1), chap. II, sect. A.

²¹¹ Ibid., 1985, *Supplément n° 2* (E/1985/22), chap. II, sect. A.

²¹² Ibid., 1986, *Supplément n° 2* (E/1986/22), chap. II, sect. A.

²¹³ Ibid., 1987, *Supplément n° 5* et rectificatifs (E/1987/18 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

²¹⁴ Ibid., 1988, *Supplément n° 2* et rectificatif (E/1988/12 et Corr.1), chap. II, sect. A.

²¹⁵ Ibid., 1989, *Supplément n° 2* (E/1989/20), chap. II, sect. A.

²¹⁶ Ibid., 1990, *Supplément n° 2* et rectificatif (E/1990/22 et Corr.1), chap. II, sect. A.

²¹⁷ Ibid., 1991, *Supplément n° 2* (E/1991/22), chap. II, sect. A.

²¹⁸ Ibid., 1992, *Supplément n° 2* (E/1992/22), chap. II, sect. A.

²¹⁹ Ibid., 1993, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1993/23 et Corr.2, 4 et 5), chap. II, sect. A.

²²⁰ Ibid., 1994, *Supplément n° 4* et rectificatif (E/1994/24 et Corr.1), chap. II, sect. A.

²²¹ Ibid., 1995, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

²²² Ibid., 1996, *Supplément n° 3* (E/1996/23), chap. II, sect. A.

²²³ Ibid., 1997, *Supplément n° 3* (E/1997/23), chap. II, sect. A.

²²⁴ Ibid., 1998, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

²²⁵ A/53/280.

consécutive à une intervention, agression ou occupation militaires étrangères;

6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à ce sujet, à sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Droit des peuples à l'autodétermination».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/135. Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/112 du 12 décembre 1997,

Rappelant également toutes les résolutions dans lesquelles elle a, entre autres dispositions, condamné tout État qui permet ou tolère le recrutement, le financement, l'instruction, le rassemblement, le transit et l'utilisation de mercenaires en vue de renverser les gouvernements d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier ceux de pays en développement, et rappelant en outre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de l'Organisation de l'unité africaine,

Réaffirmant les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies concernant l'observation rigoureuse des principes de l'égalité souveraine, de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale des États, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales et de l'autodétermination des peuples,

Réaffirmant également qu'en vertu du principe du droit des peuples à l'autodétermination, tel qu'il est établi dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies²²⁶, tous les peuples ont le droit de déterminer leur statut politique, en toute liberté et sans ingérence extérieure, et de poursuivre leur développement économique, social et culturel, et tout État a le devoir de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte,

Alarmée et préoccupée par le danger que les activités de mercenaires constituent pour la paix et la sécurité dans les pays en développement, particulièrement en Afrique et dans les petits États, de même qu'ailleurs dans le monde,

Profondément préoccupée par les pertes en vies humaines, les importants dégâts matériels et les répercussions négatives sur la vie politique et économique des pays touchés qui résultent des agressions et activités criminelles de mercenaires,

Convaincue qu'il est nécessaire que les États Membres ratifient la Convention internationale contre le recrutement,

l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1989²²⁷, et développent et maintiennent la coopération entre États en vue de la prévention, de la poursuite et de la répression des activités de mercenaires,

Convaincue également que les mercenaires, de quelque manière que l'on recoure à leurs services ou à leurs activités et quelle que soit l'apparence de légitimité qu'ils cherchent à se donner, sont une menace pour la paix, la sécurité et l'autodétermination des peuples et empêchent les peuples d'exercer leurs droits fondamentaux,

1. *Prend acte* du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination²²⁸;

2. *Réaffirme* que le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires préoccupent gravement tous les États et sont contraires aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies;

3. *Demande instamment* à tous les États de prendre les mesures nécessaires et de faire preuve d'une extrême vigilance face à la menace que constituent les activités de mercenaires ainsi que d'adopter les mesures législatives voulues pour empêcher que leur territoire et les autres territoires relevant de leur autorité, aussi bien que leurs nationaux, ne soient utilisés pour le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires en vue d'activités visant à déstabiliser ou renverser le gouvernement de tout État, à menacer l'intégrité territoriale et l'unité politique d'États souverains, à encourager la sécession ou à combattre les mouvements de libération nationale qui luttent contre la domination coloniale ou autres formes de domination ou d'occupation étrangères;

4. *Demande* à tous les États qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires²²⁷ d'envisager de prendre les dispositions voulues pour le faire;

5. *Se félicite* de la coopération dont ont fait preuve les pays qui ont invité le Rapporteur spécial;

6. *Se félicite* que certains États aient adopté une législation nationale qui limite le recrutement, le rassemblement, le financement, l'instruction et le transit de mercenaires;

7. *Invite* les États à enquêter sur le rôle éventuel de mercenaires lorsque des actes criminels relevant du terrorisme sont commis sur leur territoire;

8. *Demande instamment* à tous les États de coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial dans l'accomplissement de son mandat;

²²⁷ Résolution 44/34, annexe.

²²⁸ A/53/338, annexe.

²²⁶ Résolution 2625 (XXV), annexe.

9. *Prie* le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de s'employer, à titre prioritaire, à faire largement connaître les effets néfastes des activités de mercenaires sur l'exercice du droit à l'autodétermination et, si besoin est, de fournir, à leur demande, des services consultatifs aux États victimes des activités de mercenaires;

10. *Prie* le Secrétaire général d'inviter les gouvernements à proposer les éléments d'une définition juridique plus claire du mercenaire;

11. *Prie* le Rapporteur spécial de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination contenant des recommandations concrètes;

12. *Décide* d'examiner, à sa cinquante-quatrième session, la question de l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination au titre de la question intitulée «Droit des peuples à l'autodétermination».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/136. Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination

L'Assemblée générale,

Considérant que le développement entre les nations de relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes est l'un des buts et principes des Nations Unies énoncés dans la Charte,

Rappelant les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²²⁹, la Déclaration universelle des droits de l'homme²³⁰, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux²³¹, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993²³²,

Rappelant également la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies²³³,

Se déclarant profondément préoccupée par les difficultés que connaît le processus de paix au Moyen-Orient, et exprimant l'espoir que ce processus progressera rapidement et aboutira dans le délai convenu à un règlement définitif entre les parties palestinienne et israélienne,

Affirmant le droit de tous les États de la région de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues,

1. *Réaffirme* le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, sans exclure la possibilité d'un État;

2. *Exprime l'espoir* que le peuple palestinien pourra bientôt exercer son droit à l'autodétermination dans le processus de paix en cours;

3. *Prie instamment* tous les États, les institutions spécialisées et les organismes des Nations Unies de continuer à appuyer le peuple palestinien dans sa marche vers l'autodétermination.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/137. Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

L'Assemblée générale,

Réaffirmant une fois de plus la validité permanente des principes et normes énoncés dans les principaux instruments relatifs à la protection internationale des droits de l'homme, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme²³⁴, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²³⁵, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²³⁶, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²³⁷ et la Convention relative aux droits de l'enfant²³⁸,

Ayant à l'esprit les principes et normes établis dans le cadre de l'Organisation internationale du Travail, et consciente de l'importance de l'œuvre qu'accomplissent d'autres institutions spécialisées et différents organes des Nations Unies en faveur des travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Déclarant de nouveau que, bien qu'il existe un ensemble de principes et de normes établis, il faut s'efforcer d'améliorer encore la situation de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et leur garantir le respect des droits de l'homme et de leur dignité,

Consciente de la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs migrants et les membres de leur famille et de l'augmentation sensible des mouvements migratoires, en particulier dans certaines régions du monde,

²²⁹ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

²³⁰ Résolution 217 A (III).

²³¹ Résolution 1514 (XV).

²³² A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

²³³ Voir résolution 50/6.

²³⁴ Résolution 217 A (III).

²³⁵ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

²³⁶ Résolution 2106 A (XX), annexe.

²³⁷ Résolution 34/180, annexe.

²³⁸ Résolution 44/25, annexe.

Considérant que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993²³⁹, tous les États sont instamment priés de garantir la protection des droits fondamentaux de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Soulignant qu'il importe de créer et développer les conditions voulues pour qu'une harmonie et une tolérance plus grandes s'instaurent entre les travailleurs migrants et le reste de la société de l'État où ils résident afin d'éliminer les manifestations croissantes de racisme et de xénophobie auxquelles ces travailleurs sont en butte dans de nombreux pays, de la part de particuliers ou de groupes, dans certains secteurs de la société,

Rappelant sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990 sanctionnant l'adoption et l'ouverture à la signature, à la ratification ou à l'adhésion de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille,

Ayant à l'esprit que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, les États sont invités à envisager de signer et ratifier la Convention le plus tôt possible,

Rappelant que, dans sa résolution 52/115 du 12 décembre 1997, elle a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'état de la Convention,

1. *Se déclare vivement préoccupée* par les manifestations croissantes de racisme, de xénophobie et autres formes de discrimination et de traitement inhumain ou dégradant auxquelles les travailleurs migrants sont en butte dans diverses régions du monde;

2. *Se félicite* qu'un certain nombre d'États Membres aient signé ou ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ou y aient adhéré;

3. *Engage* tous les États Membres à envisager de signer et ratifier la Convention ou d'y adhérer, à titre prioritaire, et exprime l'espoir que cet instrument entrera bientôt en vigueur;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir tous les moyens et l'aide nécessaires pour assurer la promotion de la Convention au moyen de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme et du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme;

5. *Se félicite* du lancement de la campagne mondiale en faveur de l'entrée en vigueur de la Convention, et invite les organismes et institutions des Nations Unies ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées à redoubler d'efforts afin d'assurer la diffusion

d'informations sur la Convention et de faire en sorte qu'elle soit mieux comprise;

6. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général²⁴⁰, et prie ce dernier de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport mis à jour sur l'état de la Convention;

7. *Décide* d'examiner le rapport du Secrétaire général à sa cinquante-quatrième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Application des instruments relatifs aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/138. Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/118 du 12 décembre 1997 et les autres résolutions pertinentes, et prenant note de la résolution 1998/27 de la Commission des droits de l'homme en date du 17 avril 1998²⁴¹,

Rappelant également les paragraphes pertinents de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993²⁴²,

Réaffirmant que l'application intégrale et effective des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est d'une importance majeure pour les efforts que l'Organisation déploie, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁴³, pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est indispensable à l'application intégrale et effective desdits instruments,

Consciente qu'il importe de coordonner les activités de promotion et de protection des droits de l'homme des organes des Nations Unies qui s'occupent de questions relatives aux droits de l'homme,

Rappelant que les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ne peuvent encourager efficacement les États parties à s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées aux termes d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme que moyennant

²⁴⁰ A/53/230.

²⁴¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

²⁴² A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

²⁴³ Résolution 217 A (III).

²³⁹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

un dialogue constructif, lequel doit reposer sur le processus de présentation de rapports complétés par des informations émanant de toutes les sources autorisées afin d'aider les États parties à trouver des solutions aux problèmes concernant les droits de l'homme,

Rappelant les initiatives prises par certains organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en vue de mettre au point, dans le cadre de leur mandat, des mesures d'alerte rapide et des procédures d'urgence, de manière à éviter que de graves violations des droits de l'homme ne se produisent ou ne se répètent,

Réaffirmant qu'il lui incombe d'assurer le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et réaffirmant également à cet égard qu'il importe:

a) De veiller à ce que les rapports devant être présentés régulièrement par les États parties à ces instruments soient dûment soumis,

b) De mobiliser suffisamment de ressources financières, humaines et aux fins d'information pour remédier à l'insuffisance des ressources mises à la disposition du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui empêche les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de s'acquitter efficacement de leurs tâches,

c) De favoriser la productivité et l'efficacité en améliorant la coordination des activités des organes des Nations Unies qui s'occupent de questions relatives aux droits de l'homme, en tenant compte de la nécessité d'éviter les chevauchements de mandats et les tâches faisant double emploi,

d) De considérer, s'agissant d'élaborer tout nouvel instrument relatif aux droits de l'homme, la question du rapport à présenter et celle des incidences financières,

Craignant que l'insuffisance des ressources n'entrave le fonctionnement efficace des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment en ce qui concerne leur capacité de travailler dans les langues pertinentes,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre²⁴⁴,

1. *Accueille avec satisfaction* les rapports que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont présentés sur les travaux de leurs neuvième²⁴⁵ et dixième²⁴⁶ réunions, tenues à Genève du 25 au 27 février et du 14 au 18 septembre 1998,

respectivement, et prend acte de leurs conclusions et recommandations;

2. *Encourage* chacun des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à examiner attentivement les conclusions et recommandations pertinentes qui figurent dans le rapport des présidents desdits organes;

3. *Accueille avec satisfaction* le rapport final présenté à la Commission des droits de l'homme par l'expert indépendant chargé d'étudier les moyens d'améliorer l'efficacité à long terme du régime conventionnel mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme²⁴⁷ ainsi que le rapport du Secrétaire général contenant les observations sur le rapport de l'expert indépendant formulées par les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les personnes intéressées et les vues du Secrétaire général sur les incidences juridiques, administratives et autres des recommandations contenues dans ledit rapport²⁴⁸, compte tenu de l'évolution ultérieure de la situation;

4. *Invite* le Secrétaire général à continuer de demander aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux organisations non gouvernementales et aux personnes intéressées de communiquer leurs vues sur le rapport final de l'expert indépendant et à présenter un nouveau rapport à ce sujet contenant ses propres vues sur les incidences juridiques, administratives et autres des recommandations contenues dans ledit rapport, compte tenu de l'évolution ultérieure de la situation;

5. *Incite* à poursuivre les efforts visant à déterminer les mesures propres à assurer plus efficacement l'application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme;

6. *Souligne* la nécessité d'assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme des ressources financières, en personnel et en matière d'information suffisantes pour leur permettre de fonctionner et, à cette fin:

a) Demande de nouveau au Secrétaire général de veiller à ce que des ressources adéquates soient fournies à chacun des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

b) Demande au Secrétaire général d'utiliser au mieux les ressources existantes et de s'employer à trouver les ressources voulues pour assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme l'appui administratif dont ils ont besoin et leur permettre d'obtenir plus facilement les compétences techniques et les informations qui leur sont nécessaires;

²⁴⁴ A/53/469.

²⁴⁵ A/53/125, annexe.

²⁴⁶ A/53/432, annexe.

²⁴⁷ E/CN.4/1997/74, annexe.

²⁴⁸ E/CN.4/1998/85 et Add.1 et Corr.1.

c) Demande également au Secrétaire général de s'employer à trouver dans le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, au cours du prochain exercice biennal, les ressources voulues pour assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme l'appui administratif dont ils ont besoin et leur permettre d'obtenir plus facilement les compétences techniques et les informations qui leur sont nécessaires, sans toucher aux ressources des programmes et activités de développement des Nations Unies;

7. *Prend note avec satisfaction* du plan d'action révisé visant à renforcer l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant²⁴⁹ et du plan d'action visant à renforcer l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²⁵⁰, rappelle qu'il importe que ces plans soient administrés conformément aux procédures établies de l'Organisation, accueille avec satisfaction les informations fournies par le Secrétaire général concernant l'application de ces plans, et le prie de faire figurer d'autres informations à ce sujet dans le rapport qu'il établira en application de la présente résolution;

8. *Note avec intérêt* le travail qu'accomplit le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en vue d'élaborer un plan d'action visant à mettre des ressources plus importantes à la disposition de tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

9. *Réaffirme* qu'il faut plus de complémentarité dans les travaux des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et qu'il importe à cet égard que tous les États ratifient les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme comportant des obligations en matière de présentation de rapports adoptés sous les auspices de l'Organisation;

10. *Se félicite* des efforts inlassables que déploient les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et le Secrétaire général pour simplifier, rationaliser, rendre plus transparentes et améliorer encore les procédures de présentation de rapports, et invite instamment le Secrétaire général, lesdits organes et leurs présidents, lors de leurs réunions, à continuer d'examiner les moyens qui permettraient d'éviter les doubles emplois dans la présentation des rapports requis conformément aux différents instruments sans nuire à leur qualité et, de façon générale, de réduire la charge que leur établissement impose aux États parties;

11. *Note avec satisfaction*, à cet égard, les efforts déployés par les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, lors de leurs neuvième et dixième réunions, pour proposer des réformes au système de présentation des rapports ayant pour but, entre autres, de réduire la charge que l'établissement des rapports impose aux États parties tout en maintenant la qualité des rapports, et les encourage à poursuivre ces efforts, notam-

ment en continuant d'examiner les avantages que présentent les rapports axés sur un nombre limité de questions et la possibilité d'harmoniser les directives générales concernant la présentation et le contenu des rapports, le moment auquel ils sont examinés et les méthodes de travail des organes en question;

12. *Invite* le Président des réunions périodiques des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à présenter les rapports des réunions à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session;

13. *Félicite* les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'initiative qu'ils ont prise d'inviter des représentants d'États Membres à participer à un dialogue constructif dans le cadre des réunions périodiques, et les encourage à maintenir cette pratique à l'avenir;

14. *Demande* au Secrétaire général d'achever aussi rapidement que possible l'étude analytique comparative des dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²⁵⁰, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁵⁰, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²⁵¹, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²⁵², de la Convention relative aux droits de l'enfant²⁴⁹ et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants²⁵³, qui doit permettre de déterminer dans quelle mesure les rapports requis conformément à ces instruments font double emploi;

15. *Demande instamment* aux États parties de contribuer, à titre individuel et dans le cadre de réunions des États parties, à la recherche et à la mise en œuvre de moyens qui permettent de simplifier, rationaliser et améliorer encore les procédures de présentation de rapports et d'éviter les doubles emplois;

16. *Accueille avec satisfaction* la publication de la version révisée du *Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme*²⁵⁴;

17. *Souligne* qu'il importe d'apporter aux États, sur leur demande, une assistance technique lors de la ratification d'instruments relatifs aux droits de l'homme et de l'établissement de leurs rapports initiaux;

18. *Prie* le Secrétaire général de combiner en un seul volume toutes les directives générales concernant la présentation et le contenu des rapports à présenter par les États parties qui ont été publiées par le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et

²⁵¹ Résolution 2106 A (XX), annexe.

²⁵² Résolution 34/180, annexe.

²⁵³ Résolution 39/46, annexe.

²⁵⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.GV.97.0.16.

²⁴⁹ Résolution 44/25, annexe.

²⁵⁰ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité des droits de l'enfant et le Comité contre la torture;

19. *Se déclare à nouveau préoccupée* par l'arriéré de plus en plus important de rapports sur l'application par les États parties de certains instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et le retard avec lequel les organes créés en vertu desdits instruments examinent ces rapports;

20. *Se déclare à nouveau préoccupée également* par le grand nombre de rapports qui doivent être présentés conformément aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et qui ne l'ont pas encore été, et demande de nouveau instamment aux États parties de faire tout leur possible pour s'acquitter de l'obligation qui leur incombe à cet égard;

21. *Invite* les États parties qui n'ont pas été en mesure de présenter leur rapport initial, comme ils y étaient tenus, à recourir à l'assistance technique;

22. *Demande instamment* à tous les États parties dont les rapports ont été examinés par des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme de donner la suite voulue aux observations et conclusions de ces organes;

23. *Encourage* les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à continuer, au fur et à mesure qu'ils examinent les rapports périodiques des États parties, à déterminer des possibilités précises d'assistance technique, laquelle sera fournie à la demande de l'État intéressé;

24. *Rappelle* la recommandation faite à l'issue de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tendant à ce que ces organes engagent instamment chaque État partie à faire traduire, publier et diffuser largement sur son territoire le texte intégral des observations finales relatives aux rapports qu'il leur présente;

25. *Se félicite* de la contribution que les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies apportent aux travaux des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et les invite, ainsi que les organes en question, à continuer de renforcer leur coopération;

26. *Note* que les efforts de coordination et de coopération se poursuivent entre les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les procédures, rapporteurs et représentants spéciaux, les experts et les groupes de travail de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission, agissant tous dans le cadre de leurs mandats respectifs;

27. *Constate* l'importance du rôle joué par les organisations non gouvernementales, partout dans le monde, dans l'application effective de tous les instruments relatifs aux

droits de l'homme, et encourage l'échange d'informations entre ces organisations et les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

28. *Rappelle*, en ce qui concerne l'élection des membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qu'il importe d'assurer dans leur composition une répartition géographique équitable ainsi que la représentation des principaux systèmes juridiques et de garder à l'esprit que les membres de ces organes, qui devront être de la plus haute moralité, jouir d'une indépendance incontestable et avoir une compétence reconnue en matière de droits de l'homme, seront élus et siégeront à titre personnel, et encourage les États parties, individuellement et lors des réunions d'États parties, à examiner les moyens de mieux appliquer ces principes;

29. *Prend note* de l'examen des honoraires versés aux membres des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre²⁴⁴ et d'autres travaux entrepris par le Secrétaire général sur la question;

30. *Encourage* le Conseil économique et social, ses commissions techniques et leurs organes subsidiaires, ainsi que les autres organes des Nations Unies et les institutions spécialisées, à envisager la possibilité de faire participer à leurs réunions des représentants des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

31. *Note avec satisfaction* que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont de nouveau souligné que chaque organe, dans son domaine de compétence respectif, devrait suivre de près la mesure dans laquelle les femmes exercent ces droits fondamentaux et, à cet égard, prend acte de la recommandation faite à la dixième réunion²⁵⁵ tendant à ce que les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tiennent pleinement compte des recommandations énoncées dans le rapport établi par la Division de la promotion de la femme du Secrétariat²⁵⁶;

32. *Accueille avec satisfaction* la contribution que les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme apportent à la prévention des violations des droits de l'homme, dans le cadre de leur mandat, lorsqu'ils examinent les rapports présentés conformément aux dispositions de l'instrument correspondant;

33. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, de la suite donnée à la présente résolution, des obstacles s'opposant à son application et des mesures prises ou envisagées pour assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme des ressources financières, en personnel et en matière

²⁵⁵ A/53/432, annexe, par. 53.

²⁵⁶ HRI/MC/1998/6.

d'information suffisantes pour leur permettre de fonctionner efficacement;

34. *Décide* de continuer à examiner en priorité, à sa cinquante-cinquième session, à la lumière des délibérations de la Commission des droits de l'homme, les conclusions et recommandations émanant des réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/139. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

L'Assemblée générale,

Rappelant l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁵⁷, l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁵⁸, la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants²⁵⁹ et sa résolution 39/46 du 10 décembre 1984 sanctionnant l'adoption et l'ouverture à la signature, à la ratification et à l'adhésion de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et toutes les résolutions pertinentes qu'elle a adoptées par la suite,

Rappelant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en 1993, a fermement déclaré que les efforts tendant à éliminer la torture devraient, avant tout, être centrés sur la prévention, et demandé que soit rapidement adopté le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui vise à mettre en place un système préventif de visites régulières sur les lieux de détention²⁶⁰,

Priant instamment tous les gouvernements d'encourager l'application rapide et intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993²⁶¹, en particulier la section relative au droit de ne pas être torturé, dans laquelle la Conférence a déclaré que les États devraient abroger les lois qui assurent l'impunité aux personnes responsables de violations graves des droits de l'homme telles que les actes de torture, et devraient poursuivre les auteurs de ces violations, asseyant ainsi la légalité sur des bases solides²⁶²,

Rappelant sa résolution 36/151 du 16 décembre 1981, dans laquelle elle a noté avec une profonde préoccupation que des actes de torture étaient commis dans divers pays, reconnu la nécessité de venir en aide aux victimes de la torture dans un esprit purement humanitaire et créé le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture,

Rappelant également la recommandation formulée dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, selon laquelle il faudrait, en toute priorité, fournir les ressources nécessaires pour prêter assistance aux victimes de la torture et leur assurer des moyens efficaces de réadaptation physique, psychologique et sociale, notamment grâce à des contributions additionnelles au Fonds²⁶³,

Notant avec satisfaction l'existence d'un vaste réseau international de centres de réadaptation pour les victimes de la torture, qui joue un rôle important en leur prêtant assistance, et la collaboration du Fonds avec ces centres,

Rappelant que, dans sa résolution 52/149 du 12 décembre 1997, elle a proclamé le 26 juin Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Comité contre la torture²⁶⁴, présenté conformément à l'article 24 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et autorise le Secrétaire général à prolonger d'une semaine les sessions de printemps du Comité;

2. *Note avec satisfaction* que cent six États sont devenus parties à la Convention;

3. *Demande instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention à titre prioritaire;

4. *Invite* tous les États qui ratifient la Convention ou y adhèrent, et ceux qui y sont parties et ne l'ont pas encore fait, à envisager de se joindre aux États parties ayant déjà fait les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention et à envisager la possibilité de retirer leurs réserves à l'article 20;

5. *Demande instamment* à tous les États parties de notifier dès que possible au Secrétaire général qu'ils acceptent les amendements aux articles 17 et 18 de la Convention;

6. *Prie instamment* les États parties de s'acquitter rigoureusement des obligations que leur impose la Convention, notamment celle de présenter des rapports conformément à son article 19, un grand nombre de rapports n'ayant pas encore été présentés, et invite les États parties à procéder d'une démarche sexospécifique lorsqu'ils présentent des rapports au Comité;

²⁵⁷ Résolution 217 A (III).

²⁵⁸ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

²⁵⁹ Résolution 3452 (XXX), annexe.

²⁶⁰ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III, sect. II, par. 61.

²⁶¹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

²⁶² Ibid., sect. II, par. 54 à 61.

²⁶³ Ibid., par. 59.

²⁶⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 44 (A/53/44).

7. *Félicite* le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de l'assistance qu'il fournit aux États pour l'établissement de leurs rapports au Comité;

8. *Demande instamment* aux États parties de prendre pleinement en compte les conclusions et recommandations que le Comité a formulées après avoir examiné leurs rapports;

9. *Prend note* des efforts déployés par le Groupe de travail intersessions à composition non limitée de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui vise à mettre en place un système préventif de visites régulières sur les lieux de détention, et prie instamment la Commission de mettre aussi rapidement que possible la dernière main à un texte final qui lui serait présenté, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, pour examen et adoption;

10. *Prend note avec satisfaction* du rapport présenté oralement par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, décrivant des tendances générales et des faits nouveaux ayant trait à son mandat;

11. *Lance un appel* à tous les gouvernements pour qu'ils aident le Rapporteur spécial et coopèrent avec lui dans l'exercice de ses fonctions, notamment en lui fournissant tous les renseignements qu'il demande, qu'ils répondent favorablement et promptement à ses appels urgents, et qu'ils examinent sérieusement ses demandes de visite dans leurs pays ainsi que la suite à donner à ses recommandations;

12. *Approuve* les méthodes de travail du Rapporteur spécial, en particulier s'agissant des appels urgents, réaffirme qu'il faut qu'il puisse réagir efficacement lorsqu'il est saisi de renseignements sûrs et dignes de foi, l'invite à solliciter comme précédemment les vues et observations de toutes les parties en cause, en particulier celles des États Membres, pour élaborer son rapport, et le félicite de la réserve et de l'indépendance dont il continue à faire preuve dans l'exécution de ses tâches;

13. *Souligne* la nécessité d'échanges de vues réguliers entre le Comité, le Rapporteur spécial et les autres instances et organes compétents des Nations Unies et d'une coopération suivie avec les programmes pertinents des Nations Unies, en particulier le programme en matière de prévention du crime et de justice pénale, de manière à en renforcer encore l'efficacité et la coopération pour les questions relatives à la torture, notamment en améliorant leur coordination;

14. *Exprime sa gratitude et ses remerciements* aux gouvernements, organisations et particuliers qui ont déjà contribué au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture;

15. *Lance un appel* à tous les gouvernements, organisations et particuliers pour qu'ils répondent favorablement aux appels de contributions pour le Fonds, si possible de façon régulière et annuellement, avant la réunion du Conseil d'administration du Fonds, de préférence avant la fin de

février, et si possible aussi en augmentant sensiblement le montant des contributions versées, afin qu'il puisse être envisagé de répondre à une demande croissante d'assistance;

16. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à tous les gouvernements les appels de l'Assemblée générale tendant à ce qu'ils versent des contributions au Fonds;

17. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à inclure chaque année le Fonds parmi les programmes faisant l'objet d'annonces de contributions lors de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement;

18. *Sait gré* au Conseil d'administration du Fonds de la tâche qu'il a accomplie;

19. *Prie* le Secrétaire général d'aider le Conseil d'administration du Fonds à susciter des contributions et à faire mieux connaître le Fonds, les moyens financiers dont il dispose actuellement et le montant global des ressources qu'il juge nécessaire de mobiliser sur le plan international pour financer des services de réadaptation au bénéfice des victimes de la torture et, à cette fin, de tirer parti de tous les moyens dont il dispose, notamment en faisant élaborer, produire et diffuser des matériels d'information;

20. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les organes et mécanismes qui luttent contre la torture et aident les victimes de la torture disposent d'un personnel et de moyens adéquats, à la mesure du ferme appui que les États Membres apportent à ces activités;

21. *Invite* les pays donateurs et les pays bénéficiaires qui acceptent de le faire à envisager d'inclure dans leurs programmes et projets bilatéraux relatifs à la formation des forces armées, des forces de sécurité, du personnel pénitentiaire, de la police et du personnel médical, les aspects touchant à la protection des droits de l'homme et à la prévention de la torture, en ayant à l'esprit l'équité entre les sexes;

22. *Lance un appel* à tous les gouvernements, au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et aux autres organismes et institutions des Nations Unies ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées pour qu'ils célèbrent le 26 juin la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture;

23. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-cinquième session, et à l'Assemblée générale, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi qu'un rapport sur le fonctionnement du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture;

24. *Décide* d'examiner à sa cinquante-quatrième session les rapports du Secrétaire général, dont celui sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, le rapport du Comité contre la torture

ainsi que le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/140. Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

L'Assemblée générale,

Rappelant que tous les États se sont engagés, aux termes de la Charte des Nations Unies, à promouvoir et encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Réaffirmant que la discrimination à l'égard des êtres humains fondée sur la religion ou la conviction constitue une atteinte à la dignité humaine et un désaveu des principes de la Charte,

Rappelant, à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁶⁵, l'article 18 de la Déclaration,

Réaffirmant sa résolution 36/55 du 25 novembre 1981, par laquelle elle a proclamé la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction,

Rappelant l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁶⁶,

Soulignant que le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction est d'une très vaste portée et englobe la liberté de pensée dans tous les domaines, les convictions personnelles et l'adhésion à une religion ou une croyance, manifestée individuellement ou en commun avec d'autres,

Réitérant l'appel lancé par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, qui demande à tous les gouvernements de prendre toutes les mesures appropriées, en application de leurs obligations internationales et compte dûment tenu de leurs systèmes juridiques respectifs, pour lutter contre l'intolérance fondée sur la religion ou la conviction et contre la violence dont elle s'accompagne, y compris les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes et la profanation des sites religieux, considérant que tout individu a droit à la liberté de pensée, de conscience, d'expression et de religion²⁶⁷,

Demandant à tous les gouvernements de coopérer avec le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de l'élimination de toutes les

formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction afin de lui permettre de s'acquitter pleinement de son mandat,

Constatant avec inquiétude que de graves manifestations d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, y compris des actes de violence, d'intimidation et de coercition motivés par l'intolérance religieuse, se produisent dans de nombreuses régions du monde et menacent la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Vivement préoccupée de constater que, d'après les indications données par le Rapporteur spécial, l'intolérance religieuse a conduit à des violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, du droit à la liberté et à la sûreté de la personne, du droit à la liberté d'expression, du droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et du droit de ne pas être arbitrairement arrêté ou détenu²⁶⁸,

Convaincue qu'il faut donc faire de nouveaux efforts pour promouvoir et protéger le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction et pour éliminer toutes les formes de haine, d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction,

1. *Réaffirme* que la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction est un droit de l'homme qui découle de la dignité inhérente à la personne humaine et qui est garanti à tous sans discrimination;

2. *Demande instamment* aux États d'instituer des garanties constitutionnelles et juridiques adéquates et effectives pour assurer à tous, sans discrimination, la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction, y compris des recours effectifs en cas d'atteinte à la liberté de religion ou de conviction;

3. *Demande de même instamment* aux États de veiller en particulier à ce qu'aucun individu relevant de leur juridiction ne soit privé, en raison de sa religion ou de ses convictions, du droit à la vie ou du droit à la liberté et à la sûreté de sa personne, ou soumis à la torture, ou arbitrairement arrêté ou détenu;

4. *Exhorte* les États à prendre, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, toutes les dispositions nécessaires pour empêcher de telles manifestations, ainsi que toutes les mesures voulues pour combattre la haine, l'intolérance et les actes de violence, d'intimidation et de coercition motivés par l'intolérance religieuse, et pour encourager, grâce au système d'éducation et à d'autres moyens, la compréhension, la tolérance et le respect dans les domaines ayant trait à la liberté de religion ou de conviction;

5. *Considère* que les lois ne suffisent pas, à elles seules, à empêcher les violations des droits de l'homme, dont le droit à la liberté de religion ou de conviction;

²⁶⁵ Résolution 217 A (III).

²⁶⁶ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

²⁶⁷ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III, sect. II, par. 22.

²⁶⁸ E/CN.4/1994/79, par. 103.

6. *Souligne* que, comme l'a fait remarquer le Comité des droits de l'homme, les seules restrictions dont peut faire l'objet la liberté de manifester sa religion ou ses convictions sont celles qui sont prévues par la loi, sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre public, de la santé publique ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui et sont appliquées sans porter atteinte à la liberté de pensée, de conscience et de religion;

7. *Exhorte* les États à faire en sorte que, dans l'exercice de leurs fonctions officielles, les membres des organes chargés de l'application des lois, les fonctionnaires, enseignants et autres agents de l'État respectent les différentes religions et convictions et n'exercent aucune discrimination à l'égard des personnes professant d'autres religions ou convictions;

8. *Demande* à tous les États de reconnaître, comme le prévoit la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, le droit qu'a chacun de pratiquer un culte ou de se réunir avec d'autres à des fins liées à la pratique d'une religion ou d'une conviction, ainsi que d'établir et d'entretenir des lieux à ces fins;

9. *Se déclare vivement préoccupée* par tout attentat contre des lieux saints, lieux de culte ou sanctuaires, et demande à tous les États de faire tout ce qui est en leur pouvoir, dans le cadre de leur législation nationale et conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, pour assurer le strict respect et l'entière protection de ces lieux et sanctuaires;

10. *Considère* que, pour que les objectifs de la Déclaration puissent être pleinement atteints, il est indispensable qu'individus et groupes pratiquent la tolérance et évitent toute discrimination;

11. *Encourage* la poursuite des efforts du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la question de l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, qui étudie les incidents et les mesures gouvernementales signalés dans toutes les régions du monde qui sont incompatibles avec les dispositions de la Déclaration et qui recommande les mesures à prendre, le cas échéant, pour y remédier;

12. *Encourage* les gouvernements à envisager sérieusement d'inviter le Rapporteur spécial à se rendre dans leurs pays afin qu'il puisse s'acquitter de manière encore plus efficace de son mandat;

13. *Encourage également* les gouvernements, quand ils demandent l'assistance de l'Organisation des Nations Unies au titre du Programme de services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, à envisager, selon qu'il conviendra, d'inclure des demandes d'assistance dans le domaine de la promotion et de la protection du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion;

14. *Accueille avec satisfaction et encourage* l'action menée par les organisations non gouvernementales et les orga-

nismes et groupes confessionnels pour promouvoir l'application de la Déclaration, et les invite à examiner comment ils pourraient contribuer davantage encore à en faciliter l'application et la diffusion partout dans le monde;

15. *Prie* la Commission des droits de l'homme de continuer à examiner les mesures propres à assurer l'application de la Déclaration;

16. *Prie* le Rapporteur spécial de lui présenter un rapport à sa cinquante-quatrième session;

17. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le Rapporteur spécial dispose du personnel et des ressources financières et matérielles nécessaires pour s'acquitter pleinement et ponctuellement de son mandat;

18. *Décide* d'examiner la question de l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse à sa cinquante-quatrième session au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/141. Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/103 du 12 décembre 1996 et 52/120 du 12 décembre 1997, et prenant note de la résolution 1998/11 adoptée le 9 avril 1998 par la Commission des droits de l'homme²⁶⁹,

Réaffirmant les dispositions et principes pertinents énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des États que l'Assemblée générale a adoptée solennellement dans sa résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, en particulier les dispositions de l'article 32 selon lesquelles aucun État ne peut recourir ni encourager le recours à des mesures économiques, politiques ou autres pour contraindre un autre État à lui subordonner l'exercice de ses droits souverains,

Prenant acte du rapport présenté par le Secrétaire général²⁷⁰ conformément à la résolution 1995/45 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 mars 1995²⁷¹, et du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 52/120 de l'Assemblée²⁷²,

Considérant le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable de tous les droits de l'homme,

²⁶⁹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23), chap. II, sect. A.

²⁷⁰ E/CN.4/1996/45 et Add.1.

²⁷¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1995, Supplément n° 3 et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

²⁷² A/53/293 et Add.1.

et réaffirmant à ce sujet que le droit au développement fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine,

Rappelant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, a demandé aux États de s'abstenir d'adopter toutes mesures coercitives unilatérales contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies qui font obstacle aux relations commerciales entre États et entravent la pleine réalisation de tous les droits de l'homme²⁷³,

Ayant présentes à l'esprit toutes les références à cette question figurant dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social adoptée le 12 mars 1995 à l'issue du Sommet mondial pour le développement social²⁷⁴, la Déclaration de Beijing et le Programme d'action adoptés le 15 septembre 1995 à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes²⁷⁵ ainsi que la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains et le Programme pour l'habitat adoptés le 14 juin 1996 par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)²⁷⁶,

Profondément préoccupée par le fait qu'en dépit des recommandations qu'elle a adoptées sur la question et de celles qui ont été adoptées lors des grandes conférences tenues récemment par l'Organisation des Nations Unies, et au mépris du droit international général et des dispositions de la Charte des Nations Unies, des mesures coercitives unilatérales continuent d'être promulguées, dont l'application extraterritoriale a des incidences, notamment sur le développement économique et social des pays visés et sur les populations et personnes relevant de la juridiction d'autres États,

Notant les efforts que le Groupe de travail sur le droit au développement de la Commission des droits de l'homme continue de mener, et réaffirmant en particulier ses critères selon lesquels les mesures coercitives unilatérales sont l'un des obstacles qui entravent l'application de la Déclaration sur le droit au développement²⁷⁷,

1. *Demande instamment* à tous les États de s'abstenir d'adopter ou d'appliquer toutes mesures unilatérales contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies, en particulier les mesures de nature coercitive dont l'application extraterritoriale a des incidences qui entravent les relations

commerciales entre États, empêchant de ce fait l'exercice effectif des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁷⁸ et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier du droit des individus et des peuples au développement;

2. *Dénonce* les mesures coercitives unilatérales, dont l'application extraterritoriale a de nombreuses incidences, comme moyen d'exercer des pressions politiques ou économiques sur tout pays, en particulier un pays en développement, en raison de leurs effets négatifs sur l'exercice de tous leurs droits fondamentaux par des secteurs importants de la population, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées;

3. *Demande* aux États Membres qui ont pris de telles mesures de s'acquitter des obligations et responsabilités qui découlent des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties en rapportant ces mesures dans les meilleurs délais;

4. *Réaffirme*, dans ce contexte, le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, en vertu duquel ils déterminent librement leur statut politique et organisent librement leur développement économique, social et culturel;

5. *Demande instamment* à la Commission des droits de l'homme de tenir pleinement compte de l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales, notamment de la promulgation de lois nationales et de leur application extraterritoriale, dans le cadre des activités qu'elle mène pour faire appliquer le droit au développement;

6. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en ce qui concerne la promotion, l'exercice effectif et la protection du droit au développement, d'examiner sans délai la présente résolution dans le cadre du rapport annuel qu'elle lui présente;

7. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les États Membres et de solliciter leurs vues et des informations concernant les incidences et l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur leur population, et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-quatrième session;

8. *Décide* d'examiner la question en tant que question prioritaire à sa cinquante-quatrième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

²⁷³ Voir A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III, sect. I, par. 31.

²⁷⁴ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexe I.

²⁷⁵ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

²⁷⁶ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.97.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

²⁷⁷ Résolution 41/128, annexe.

²⁷⁸ Résolution 217 A (III).

53/142. Renforcement de l'état de droit

L'Assemblée générale,

Rappelant qu'en adoptant la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁷⁹, il y a cinquante ans, les États Membres se sont engagés à promouvoir, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Fermement convaincue que, comme le souligne la Déclaration, la primauté du droit est un facteur essentiel dans la protection des droits de l'homme et doit donc continuer de retenir l'attention de la communauté internationale,

Convaincue que les États doivent, dans le cadre de leur propre système législatif et judiciaire, prendre les mesures de caractère civil, pénal et administratif qui conviennent pour remédier aux violations des droits de l'homme,

Considérant que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme peut jouer un rôle important en soutenant les efforts déployés par les pays pour renforcer les institutions de défense de l'état de droit,

Gardant à l'esprit que, dans sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, elle a chargé le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, entre autres choses, de fournir des services consultatifs et une assistance technique et financière dans le domaine des droits de l'homme, de renforcer la coopération internationale visant à promouvoir et protéger tous les droits de l'homme et de coordonner les activités relatives aux droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies,

Rappelant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993, a recommandé qu'un programme global soit établi dans le cadre des Nations Unies pour aider les États à se doter de structures nationales propres à favoriser directement le respect des droits de l'homme dans leur ensemble et le maintien de l'état de droit, et à renforcer les structures existantes²⁸⁰,

Gardant à l'esprit que le Haut Commissariat demeure le pivot de la coordination des efforts déployés à l'échelle du système en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit,

Rappelant sa résolution 52/125 du 12 décembre 1997 et la résolution 1997/48 de la Commission des droits de l'homme en date du 11 avril 1997²⁸¹,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général²⁸²;

2. *Se félicite* du nombre croissant d'États Membres qui sollicitent une assistance pour renforcer et consolider l'état de droit;

3. *Rend hommage* au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme des efforts qu'il fait afin de s'acquitter des tâches de plus en plus lourdes auxquelles il doit faire face avec les ressources financières et humaines limitées dont il dispose;

4. *Se déclare profondément préoccupée* par la modicité des moyens dont dispose le Haut Commissariat pour accomplir les tâches qui lui ont été confiées;

5. *Note* que le Programme de services consultatifs et d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme ne dispose pas de suffisamment de fonds pour fournir une aide financière substantielle aux projets nationaux qui favorisent directement la réalisation des droits de l'homme et le maintien de l'état de droit dans les pays attachés à ces idéaux qui se heurtent à des difficultés économiques;

6. *Se félicite* de l'approfondissement de la coopération entre le Haut Commissariat et les autres organes et programmes compétents des Nations Unies en vue de renforcer, à l'échelle du système, la coordination des activités d'assistance en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit et, à cet égard, note la coopération qui s'est instaurée entre le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut Commissariat en vue de fournir une assistance technique aux États Membres, sur leur demande, pour promouvoir l'état de droit;

7. *Encourage* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à poursuivre le dialogue entre le Haut Commissariat et d'autres organes et organismes des Nations Unies, en tenant compte de la nécessité d'explorer de nouvelles possibilités de synergie, en vue d'obtenir une assistance financière accrue en faveur des droits de l'homme et de l'état de droit;

8. *Encourage également* le Haut Commissaire à continuer d'explorer la possibilité de poursuivre ses contacts avec les institutions financières, agissant dans les limites de leurs mandats, et de continuer à les appuyer, afin d'obtenir les moyens techniques et financiers nécessaires pour renforcer la capacité du Haut Commissariat de fournir une assistance aux projets nationaux visant à assurer la réalisation des droits de l'homme et le maintien de l'état de droit;

9. *Prie* le Haut Commissaire de continuer à accorder un rang de priorité élevé aux activités de coopération technique menées par le Haut Commissariat en faveur de l'état de droit;

10. *Se félicite* des efforts déployés par le Haut Commissaire pour que soit entreprise une analyse de l'assistance technique fournie par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme en vue de formuler des recommandations concernant la coordination interinstitutions, le financement et l'attribution des responsabilités afin d'améliorer l'efficacité et la complémentarité des activités,

²⁷⁹ Ibid.

²⁸⁰ Voir A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III, sect. II, par. 69.

²⁸¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément n° 3* (E/1997/23), chap. II, sect. A.

²⁸² A/53/309.

notamment d'assistance aux États en faveur du renforcement de l'état de droit;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'issue des contacts qu'il aura établis comme suite à la présente résolution ainsi que sur tous autres faits relatifs à l'application de la recommandation susmentionnée de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/143. Respect de la liberté universelle de circulation et importance capitale du regroupement familial

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables,

Rappelant les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁸³,

Soulignant que, comme il est dit dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement²⁸⁴, le regroupement familial des migrants en situation régulière est un facteur important des migrations internationales et que les envois de fonds effectués par ces migrants vers leur pays d'origine représentent souvent une source très importante de devises et contribuent à améliorer le bien-être des membres de leur famille restés au pays,

Rappelant sa résolution 52/121 du 12 décembre 1997,

1. *Engage une fois de plus* tous les États à garantir à tous les étrangers qui résident légalement sur leur territoire la liberté universellement reconnue de circulation;

2. *Réaffirme* que tous les gouvernements, en particulier ceux des pays d'accueil, doivent reconnaître l'importance capitale du regroupement familial et s'employer à en intégrer le principe dans leur législation afin d'assurer la protection de l'unité familiale des migrants en situation régulière;

3. *Engage* tous les États à autoriser, conformément aux instruments internationaux, les étrangers résidant sur leur territoire à envoyer librement des fonds aux membres de leur famille restés dans le pays d'origine;

4. *Engage également* tous les États à s'abstenir de promulguer des lois conçues à des fins coercitives qui établissent un traitement discriminatoire à l'égard des migrants en situation régulière, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, en faisant obstacle au regroupement familial et à l'exercice du

droit des intéressés d'envoyer des fonds aux membres de leur famille restés dans le pays d'origine, ainsi qu'à abroger celles qui seraient en vigueur;

5. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/144. Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance que revêt la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, dans tous les pays du monde,

Prenant note de la résolution 1998/7 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 avril 1998²⁸⁵, dans laquelle la Commission a approuvé le texte du projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus,

Prenant note également de la résolution 1998/33 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1998, dans laquelle le Conseil a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de déclaration,

Consciente de l'importance que revêt l'adoption du projet de déclaration dans le contexte du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁸⁶,

1. *Adopte* la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus qui figure en annexe à la présente résolution;

2. *Invite* les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à intensifier leurs efforts en vue de diffuser la Déclaration et d'en promouvoir le respect et la compréhension sur une base universelle, et prie le Secrétaire général de faire figurer le texte de la Déclaration dans la prochaine édition de la publication *Droits de l'homme: Recueil d'instruments internationaux*.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

²⁸³ Résolution 217 A (III).

²⁸⁴ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

²⁸⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

²⁸⁶ Résolution 217 A (III).

ANNEXE

Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance que revêt la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales pour tous, dans tous les pays du monde,

Réaffirmant également l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁸⁶ et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁸⁷ en tant qu'éléments fondamentaux des efforts internationaux visant à promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que l'importance des autres instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par les organes et organismes des Nations Unies, et de ceux adoptés au niveau régional,

Soulignant que tous les membres de la communauté internationale doivent remplir, conjointement et séparément, leur obligation solennelle de promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction aucune, notamment sans distinction fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion, politique ou autre, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation, et réaffirmant qu'il importe en particulier de coopérer à l'échelle internationale pour remplir cette obligation conformément à la Charte,

Reconnaissant le rôle important que joue la coopération internationale et la précieuse contribution qu'apportent les individus, groupes et associations à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples et des personnes, notamment des violations massives, flagrantes ou systématiques telles que celles qui résultent de l'apartheid, de toutes les formes de discrimination raciale, du colonialisme, de la domination ou de l'occupation étrangère, de l'agression ou des menaces contre la souveraineté nationale, l'unité nationale ou l'intégrité territoriale, ainsi que du refus de reconnaître le droit des peuples à l'autodétermination et le droit de chaque peuple d'exercer sa souveraineté pleine et entière sur ses richesses et ses ressources naturelles,

Considérant les liens qui existent entre la paix et la sécurité internationales, d'une part, et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales, d'autre part, et consciente du fait que l'absence de paix et de sécurité internationales n'excuse pas le non-respect de ces droits et libertés,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables, et qu'il faut les promouvoir et les rendre effectifs en toute équité, sans préjudice de leur mise en œuvre individuelle,

Soulignant que c'est à l'État qu'incombent la responsabilité première et le devoir de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Reconnaissant que les individus, groupes et associations ont le droit et la responsabilité de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de les faire connaître aux niveaux national et international,

Déclare:

Article premier

Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international.

Article 2

1. Chaque État a, au premier chef, la responsabilité et le devoir de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, notamment en adoptant les mesures nécessaires pour instaurer les conditions sociales, économiques, politiques et autres ainsi que les garanties juridiques voulues pour que toutes les personnes relevant de sa juridiction puissent, individuellement ou en association avec d'autres, jouir en pratique de tous ces droits et de toutes ces libertés.

2. Chaque État adopte les mesures législatives, administratives et autres nécessaires pour assurer la garantie effective des droits et libertés visés par la présente Déclaration.

Article 3

Les dispositions du droit interne qui sont conformes à la Charte des Nations Unies et aux autres obligations internationales de l'État dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales servent de cadre juridique pour la mise en œuvre et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que pour toutes les activités visées dans la présente Déclaration qui ont pour objet la promotion, la protection et la réalisation effective de ces droits et libertés.

Article 4

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme portant atteinte aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ou allant à leur rencontre, ni comme apportant des restrictions aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁸⁶, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁸⁷ et des autres instruments et engagements internationaux applicables dans ce domaine, ou y dérogeant.

²⁸⁷ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

Article 5

Afin de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, aux niveaux national et international:

- a) De se réunir et de se rassembler pacifiquement;
- b) De former des organisations, associations ou groupes non gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer;
- c) De communiquer avec des organisations non gouvernementales ou intergouvernementales.

Article 6

Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres:

- a) De détenir, rechercher, obtenir, recevoir et conserver des informations sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales en ayant notamment accès à l'information quant à la manière dont il est donné effet à ces droits et libertés dans le système législatif, judiciaire ou administratif national;
- b) Conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres instruments internationaux applicables, de publier, communiquer à autrui ou diffuser librement des idées, informations et connaissances sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales;
- c) D'étudier, discuter, apprécier et évaluer le respect, tant en droit qu'en pratique, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales et, par ces moyens et autres moyens appropriés, d'appeler l'attention du public sur la question.

Article 7

Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, d'élaborer de nouveaux principes et idées dans le domaine des droits de l'homme, d'en discuter et d'en promouvoir la reconnaissance.

Article 8

1. Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de participer effectivement, sur une base non discriminatoire, au gouvernement de son pays et à la direction des affaires publiques.

2. Ce droit comporte notamment le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de soumettre aux organes et institutions de l'État, ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques, des critiques et propositions touchant l'amélioration de leur fonctionnement, et de signaler tout aspect de leur travail qui risque d'entraver ou empêcher la promotion, la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 9

1. Dans l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit de promouvoir et protéger les droits de l'homme visés dans la présente Déclaration, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de disposer d'un recours effectif et de bénéficier d'une protection en cas de violation de ces droits.

2. À cette fin, toute personne dont les droits ou libertés auraient été violés a le droit, en personne ou par l'entremise d'un représentant autorisé par la loi, de porter plainte et de faire examiner rapidement sa plainte en audience publique par une autorité judiciaire ou toute autre autorité instituée par la loi qui soit indépendante, impartiale et compétente, et d'obtenir de cette autorité une décision, prise conformément à la loi, lui accordant réparation, y compris une indemnisation, lorsque ses droits ou libertés ont été violés, ainsi que l'application de la décision et du jugement éventuel, le tout sans retard excessif.

3. À cette même fin, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, notamment:

a) De se plaindre de la politique et de l'action de fonctionnaires et d'organes de l'État qui auraient commis des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, au moyen de pétitions ou autres moyens appropriés, auprès des autorités judiciaires, administratives ou législatives nationales compétentes ou de toute autre autorité compétente instituée conformément au système juridique de l'État, qui doit rendre sa décision sans retard excessif;

b) D'assister aux audiences, procédures et procès publics afin de se faire une opinion sur leur conformité avec la législation nationale et les obligations et engagements internationaux applicables;

c) D'offrir et prêter une assistance juridique professionnelle qualifiée ou tout autre conseil et appui pertinents pour la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

4. À cette même fin et conformément aux procédures et instruments internationaux applicables, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de s'adresser sans restriction aux organes internationaux compétents de manière générale ou spéciale pour recevoir et examiner des communications relatives aux droits de l'homme, et de communiquer librement avec ces organes.

5. L'État doit mener une enquête rapide et impartiale ou veiller à ce qu'une procédure d'instruction soit engagée lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales s'est produite dans un territoire relevant de sa juridiction.

Article 10

Nul ne doit participer à la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en agissant ou en s'abstenant d'agir quand les circonstances l'exigent, et nul ne peut être châtié ou inquiété pour avoir refusé de porter atteinte à ces droits et libertés.

Article 11

Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, d'exercer son occupation ou sa profession conformément à la loi. Quiconque risque, de par sa profession ou son occupation, de porter atteinte à la dignité de la personne humaine, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales d'autrui doit respecter ces droits et libertés et se conformer aux normes nationales ou internationales pertinentes de conduite ou d'éthique professionnelle.

Article 12

1. Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de participer à des activités pacifiques pour lutter contre les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. L'État prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou *de jure*, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits visés dans la présente Déclaration.

3. À cet égard, chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, d'être efficacement protégé par la législation nationale quand il réagit par des moyens pacifiques contre des activités et actes, y compris ceux résultant d'omissions, imputables à l'État et ayant entraîné des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que contre des actes de violence perpétrés par des groupes ou individus qui entravent l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 13

Chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de solliciter, recevoir et utiliser des ressources dans le but exprès de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales par des moyens pacifiques, conformément à l'article 3 de la présente Déclaration.

Article 14

1. Il incombe à l'État de prendre les mesures appropriées sur les plans législatif, judiciaire, administratif ou autre en vue de mieux faire prendre conscience à toutes les personnes relevant de sa juridiction de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

2. Ces mesures doivent comprendre, notamment:

a) La publication et la large disponibilité des textes de lois et règlements nationaux et des instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme;

b) Le plein accès dans des conditions d'égalité aux documents internationaux dans le domaine des droits de l'homme, y compris les rapports périodiques présentés par l'État aux organes créés en vertu d'instruments internationaux

relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie, ainsi que les comptes rendus analytiques de l'examen des rapports et les rapports officiels de ces organes.

3. L'État encourage et appuie, lorsqu'il convient, la création et le développement d'autres institutions nationales indépendantes pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tout territoire relevant de sa juridiction, qu'il s'agisse d'un médiateur, d'une commission des droits de l'homme ou de tout autre type d'institution nationale.

Article 15

Il incombe à l'État de promouvoir et faciliter l'enseignement des droits de l'homme et des libertés fondamentales à tous les niveaux de l'enseignement et de s'assurer que tous ceux qui sont chargés de la formation des avocats, des responsables de l'application des lois, du personnel des forces armées et des agents de la fonction publique incluent dans leurs programmes de formation des éléments appropriés de l'enseignement des droits de l'homme.

Article 16

Les individus, organisations non gouvernementales et institutions compétentes ont un rôle important à jouer pour ce qui est de sensibiliser davantage le public aux questions relatives à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales, en particulier dans le cadre d'activités d'éducation, de formation et de recherche dans ces domaines en vue de renforcer encore, notamment, la compréhension, la tolérance, la paix et les relations amicales entre les nations ainsi qu'entre tous les groupes raciaux et religieux, en tenant compte de la diversité des sociétés et des communautés dans lesquelles ils mènent leurs activités.

Article 17

Dans l'exercice des droits et libertés visés dans la présente Déclaration, chacun, agissant individuellement ou en association avec d'autres, n'est soumis qu'aux limitations fixées conformément aux obligations internationales existantes et établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

Article 18

1. Chacun a des devoirs envers la communauté et au sein de celle-ci, seul cadre permettant le libre et plein épanouissement de sa personnalité.

2. Les individus, groupes, institutions et organisations non gouvernementales ont un rôle important à jouer et une responsabilité à assumer en ce qui concerne la sauvegarde de la démocratie, la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la promotion et le progrès de sociétés, institutions et processus démocratiques.

3. Les individus, groupes, institutions et organisations non gouvernementales ont également un rôle important à jouer et une responsabilité à assumer pour ce qui est de contribuer, selon qu'il convient, à la promotion du droit de chacun à un ordre social et international grâce auquel les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme peuvent être réalisés dans leur intégralité.

Article 19

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un individu, groupe ou organe de la société, ou pour un État, le droit de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à détruire des droits et libertés visés dans la présente Déclaration.

Article 20

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme autorisant les États à soutenir ou encourager les activités d'individus, groupes, institutions ou organisations non gouvernementales allant à l'encontre des dispositions de la Charte des Nations Unies.

53/145. Situation des droits de l'homme au Cambodge

L'Assemblée générale,

S'inspirant des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁸⁸ et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme²⁸⁹,

Rappelant l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991²⁹⁰, y compris sa partie III relative aux droits de l'homme,

Prenant note de la résolution 1998/60 de la Commission des droits de l'homme, en date du 17 avril 1998²⁹¹, et rappelant sa résolution 52/135 du 12 décembre 1997 et les autres résolutions pertinentes, y compris la résolution 1993/6 de la Commission, en date du 19 février 1993²⁹², dans laquelle elle a recommandé de désigner un représentant spécial au Cambodge, désignation à laquelle le Secrétaire général a procédé par la suite,

Considérant que les tragiques événements de l'histoire du Cambodge exigent l'adoption de mesures spéciales pour

assurer la promotion et la protection des droits de l'homme de chacun au Cambodge et empêcher le retour aux politiques et pratiques du passé, comme le prévoit l'Accord signé à Paris le 23 octobre 1991,

Souhaitant que l'Organisation des Nations Unies prenne des mesures concrètes pour aider à enquêter sur les tragiques événements de l'histoire du Cambodge, notamment sur les responsables des crimes commis dans le passé, en violation du droit international, tels que les actes de génocide et les crimes contre l'humanité,

Se félicitant du rôle que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme continue de jouer dans la promotion et la protection des droits de l'homme au Cambodge ainsi que de la visite qu'elle a effectuée dans le pays en janvier 1998,

Se félicitant également de l'accord donné par le Gouvernement cambodgien à la prolongation jusqu'en mars 2000 du mandat du bureau du Haut Commissaire à Phnom Penh, ce qui permettra au bureau de poursuivre ses activités et de continuer ses programmes de coopération technique,

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire du Représentant spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Cambodge et en collaboration avec le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Cambodge, d'aider le Gouvernement cambodgien à assurer la protection des droits de l'homme de chacun au Cambodge et de prévoir les ressources nécessaires pour que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme continue à fonctionner au Cambodge et que le Représentant spécial puisse continuer à s'acquitter de ses tâches avec diligence;

2. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Cambodge²⁹³, en particulier de la section concernant le rôle joué par le Haut Commissariat pour aider le Gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et protéger les droits de l'homme, et encourage le Gouvernement cambodgien à continuer de coopérer avec le Haut Commissariat;

3. *Prend note avec satisfaction également* du rapport du Représentant spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge²⁹⁴, et relève en particulier les préoccupations qu'il exprime au sujet de la violence politique, du problème de l'impunité, de l'indépendance de la magistrature et de l'instauration de l'état de droit, de l'emploi de la torture, de l'administration pénitentiaire et des mauvais traitements infligés aux détenus, du travail des enfants, de la prostitution et de la traite des enfants, des droits des travailleurs et de la liberté de constituer des syndicats indépendants, de la liberté des moyens d'information et de la situation des femmes, y compris la violence contre les femmes, et des minorités;

²⁸⁸ Résolution 217 A (III).

²⁸⁹ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

²⁹⁰ A/46/608-S/23177, annexe; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-sixième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1991*, document S/23177.

²⁹¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

²⁹² Ibid., 1993, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1993/23 et Corr.2, 4 et 5), chap. II, sect. A.

²⁹³ A/53/400.

²⁹⁴ E/CN.4/1998/95.

4. *Se félicite* de la tenue, par le Gouvernement cambodgien, d'élections nationales le 26 juillet 1998 et de ses efforts visant à assurer la sécurité des observateurs électoraux nationaux et internationaux;

5. *Note* que les élections ont montré la claire aspiration du peuple cambodgien à la démocratie, souligne la nécessité d'un engagement constructif de toutes les parties pour atteindre l'objectif des élections, la formation d'un gouvernement constitutionnel élu, et se félicite à cet égard que les partis politiques soient convenus de convoquer l'Assemblée nationale et de former un gouvernement de coalition;

6. *Se félicite* du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies pour surveiller le retour des dirigeants politiques et la pleine reprise de leurs activités politiques avant, pendant et immédiatement après les élections;

7. *Se félicite également* du rôle joué par les organisations non gouvernementales nationales pour éduquer les électeurs et assurer la présence d'observateurs dans les bureaux de vote, ainsi que du rôle joué par les observateurs internationaux durant les récentes élections, et prend note des déclarations faites par le groupe commun d'observateurs internationaux concernant les modalités du scrutin et le décompte des voix;

8. *Engage* le Gouvernement cambodgien à continuer d'œuvrer avec les organisations non gouvernementales pour renforcer et défendre les droits de l'homme au Cambodge, en reconnaissance du rôle essentiel et précieux joué par ces organisations dans le développement de la société civile au Cambodge;

9. *Note* la formation d'un comité cambodgien provisoire pour les droits de l'homme, et engage le Gouvernement cambodgien, lorsqu'il établira une nouvelle commission cambodgienne des droits de l'homme, à tenir compte des normes internationales, notamment de celles sur l'indépendance, et à demander au Haut Commissariat de lui procurer à cette fin des avis et une assistance technique;

10. *Se déclare profondément préoccupée* par les nombreux cas de violations des droits de l'homme, y compris les exécutions extrajudiciaires, la torture, les arrestations et détentions illégales et la violence liée aux activités politiques signalés dans les rapports du Représentant spécial, notamment ceux survenus en mars et juillet 1997, durant la récente campagne électorale et immédiatement après, et demande au Gouvernement cambodgien d'enquêter d'urgence à leur sujet et de poursuivre, dans le respect de la légalité et des normes internationales relatives aux droits de l'homme, tous ceux qui ont commis de telles violations;

11. *Se déclare profondément préoccupée également* par l'impunité qui règne au Cambodge, et souligne qu'une action visant à s'attaquer au problème toujours non réglé de l'impunité, comme l'a précisé le Représentant spécial, notamment en abrogeant l'article 51 de la loi de 1994 sur la fonction publique et en traduisant en justice les personnes responsables de violations des droits de l'homme ainsi qu'en assurant la sécurité des personnes et la liberté d'association, de réunion et d'expression, reste une priorité absolue;

12. *Se félicite* de la convocation, en décembre 1997, de la première réunion du Conseil suprême de la magistrature et de l'adoption, en mars 1998, de la loi sur le Conseil constitutionnel, et attend avec intérêt l'application concrète des mandats constitutionnels de ces organes;

13. *Condamne* l'usage de propos racistes et les actes de violence à l'encontre des minorités ethniques, en particulier les Cambodgiens d'origine vietnamienne, décrits dans le rapport du Représentant spécial, et invite instamment tous les partis politiques du Cambodge à s'abstenir de toutes déclarations ou activités pouvant être interprétées comme des provocations à l'encontre de minorités ethniques;

14. *Prend note avec une vive préoccupation* des observations du Représentant spécial concernant le système judiciaire et l'administration pénitentiaire, invite instamment le Gouvernement cambodgien à poursuivre ses efforts pour mettre en place un système judiciaire efficace et impartial et appliquer le règlement pénitentiaire signé en mars 1998, et se félicite de la coopération du Gouvernement cambodgien aux efforts internationaux destinés à améliorer le système judiciaire;

15. *Souligne* qu'il faut que le Gouvernement cambodgien assure un meilleur exercice des libertés prévues dans la Constitution cambodgienne concernant le libre fonctionnement des moyens d'information électroniques et de la presse écrite ainsi que la sécurité des personnes et les libertés d'association, de réunion et d'expression, conformément aux dispositions de la Constitution et eu égard au rôle essentiel que ces éléments jouent dans le fonctionnement effectif d'une démocratie multipartite;

16. *Souscrit* aux observations du Représentant spécial selon lesquelles les plus graves violations des droits de l'homme commises au Cambodge ces dernières années sont le fait des Khmers rouges, et note avec préoccupation qu'aucun dirigeant khmer rouge n'a eu à rendre compte de ses crimes;

17. *Se félicite* de la nomination par le Secrétaire général, en réponse à la demande des autorités cambodgiennes désireuses d'obtenir une aide pour prendre les mesures exigées par les graves violations du droit cambodgien et du droit international commises par les Khmers rouges, d'un groupe d'experts chargé d'évaluer les éléments de preuve disponibles et de proposer de nouvelles mesures pour favoriser la réconciliation nationale, renforcer la démocratie et régler la question de la responsabilité individuelle;

18. *Accueille avec satisfaction* les efforts conjoints faits par le Gouvernement cambodgien, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies, dont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et l'accès à l'éducation;

19. *Se déclare gravement préoccupée* par la prévalence du travail des enfants au Cambodge, et demande au Gouvernement cambodgien d'assurer aux enfants qui travaillent des

conditions appropriées dans les domaines de la santé et de la sécurité ainsi que l'accès à l'éducation, et de déclarer illégales les pires formes de travail des enfants;

20. *Se félicite* de l'établissement par le Gouvernement cambodgien, en coopération avec le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme au Cambodge, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et des organisations non gouvernementales, d'un plan d'action pour lutter contre la prostitution et la traite des enfants, encourage l'Assemblée nationale à adopter le plan à titre prioritaire, et prie instamment le Gouvernement cambodgien de prendre des mesures concrètes pour assurer l'application rapide et effective de ses dispositions;

21. *Invite instamment* le Gouvernement cambodgien à prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes, notamment dans la vie politique et publique du pays, à lutter contre la violence à l'égard des femmes sous toutes ses formes, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en tant que partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²⁹⁵, notamment en recourant à l'assistance technique;

22. *Constate avec satisfaction* que le Secrétaire général prélève sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Programme d'éducation en matière de droits de l'homme au Cambodge les ressources nécessaires pour financer le programme d'activités assigné au bureau du Haut Commissaire au Cambodge défini dans les résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme, et invite les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les fondations et les particuliers à envisager de verser des contributions au Fonds;

23. *Se déclare vivement préoccupée* par les effets dévastateurs et déstabilisateurs qu'a sur la société cambodgienne l'emploi de mines terrestres antipersonnel, encourage le Gouvernement cambodgien à continuer de mener et d'appuyer des opérations de déminage, y compris les activités du Centre cambodgien de déminage, félicite les pays donateurs des contributions et de l'aide qu'ils fournissent au Centre, et invite instamment le Gouvernement cambodgien à donner la priorité à l'interdiction de toutes les mines terrestres antipersonnel;

24. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'aide que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et sur les recommandations faites par le Représentant spécial au sujet des questions relevant de son mandat;

25. *Décide* de poursuivre à sa cinquante-quatrième session l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/146. Droits de l'homme et extrême pauvreté

L'Assemblée générale,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁹⁶, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁹⁷, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²⁹⁷ et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies,

Prenant en considération les dispositions pertinentes de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993²⁹⁸, ainsi que celles de la Déclaration de Copenhague sur le développement social et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, adoptés par le Sommet mondial le 12 mars 1995²⁹⁹,

Rappelant ses résolutions 47/196 du 22 décembre 1992, par laquelle elle a décidé que le 17 octobre marquerait la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, 48/183 du 21 décembre 1993, par laquelle elle a proclamé l'année 1996 Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, 50/107 du 20 décembre 1995, par laquelle elle a proclamé la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006), 51/97 du 12 décembre 1996 sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté et 52/193 du 18 décembre 1997, dans laquelle elle a mis l'accent sur le suivi de la Décennie,

Rappelant également sa résolution 52/134 du 12 décembre 1997, dans laquelle elle a reconnu que le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme était essentiel à la compréhension, la défense et la protection des droits de l'homme dans leur ensemble,

Ayant à l'esprit les résolutions 1992/11 du 21 février 1992³⁰⁰, 1993/13 du 26 février 1993³⁰¹, 1994/12 du 25 février

²⁹⁶ Résolution 217 A (III).

²⁹⁷ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

²⁹⁸ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

²⁹⁹ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

³⁰⁰ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1992, Supplément n° 2* (E/1992/22), chap. II, sect. A.

³⁰¹ *Ibid.*, 1993, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1993/23 et Corr.2, 4 et 5), chap. II, sect. A.

²⁹⁵ Résolution 34/180, annexe.

1994³⁰², 1995/16 du 24 février 1995³⁰³, 1996/10 du 11 avril 1996³⁰⁴, 1997/11 du 3 avril 1997³⁰⁵ et 1998/25 du 17 avril 1998³⁰⁶ de la Commission des droits de l'homme ainsi que la résolution 1996/23 du 29 août 1996 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme³⁰⁷,

Rappelant sa résolution 47/134 du 18 décembre 1992, dans laquelle elle a réaffirmé que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale étaient des atteintes à la dignité de la personne humaine et souligné que le phénomène de l'extrême pauvreté devait faire l'objet d'une étude complète et approfondie fondée sur l'expérience et les idées des plus pauvres,

Reconnaissant que l'élimination de l'extrême pauvreté constitue une tâche primordiale dans le contexte de la mondialisation et nécessite des politiques coordonnées et suivies,

Considérant que l'existence de situations d'extrême pauvreté généralisée fait obstacle à la jouissance pleine et effective des droits de l'homme et pourrait, dans certaines circonstances, constituer une menace pour le droit à la vie, et que, par conséquent, la communauté internationale doit continuer d'accorder un rang de priorité élevé à son atténuation immédiate et à son élimination définitive,

Se félicitant de la nomination, pour une période de deux ans, d'un expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, dont le mandat consistera notamment à contribuer à l'évaluation, en l'an 2000, du Sommet mondial pour le développement social et à continuer de tenir compte des efforts des plus pauvres eux-mêmes et des conditions dans lesquelles ils peuvent faire part de leurs expériences,

1. *Réaffirme* que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale sont des atteintes à la dignité de la personne humaine et qu'il faut donc adopter d'urgence des mesures aux niveaux national et international pour y mettre fin;

2. *Réaffirme également* que, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne²⁹⁸, il est indispensable que les États favorisent la participation des plus démunis à la prise de décisions au sein de leur communauté, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre l'extrême pauvreté;

3. *Reconnaît* que l'élimination de l'extrême pauvreté constitue un moyen essentiel d'assurer la pleine jouissance des droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, et réaffirme l'interdépendance de ces objectifs;

4. *Souligne* que l'extrême pauvreté est un problème fondamental auquel doivent s'attaquer les gouvernements, la société civile et le système des Nations Unies, notamment les institutions financières internationales;

5. *Invite* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans le cadre de la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, à continuer d'accorder l'attention qui convient à la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté;

6. *Note avec reconnaissance* les mesures concrètes prises par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en vue d'atténuer les effets de l'extrême pauvreté chez les enfants et les efforts faits par le Programme des Nations Unies pour le développement afin de donner la priorité à la recherche de palliatifs à la pauvreté dans le cadre des résolutions pertinentes, et exhorte ces organismes à poursuivre leur action;

7. *Invite* les États, les organismes des Nations Unies, en particulier le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour le développement, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à tenir dûment compte des liens entre les droits de l'homme et l'extrême pauvreté;

8. *Décide* de continuer à examiner la question à sa cinquante-cinquième session au titre de la question subsidiaire intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/147. Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁰⁸, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne, ainsi que les dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁰⁹,

Rappelant également ses résolutions 47/136 du 18 décembre 1992 et 51/92 du 12 décembre 1996, ainsi que la résolution 1992/72 de la Commission des droits de l'homme en date du 5 mars 1992³¹⁰, et prenant note de la résolution 1998/68 de la Commission en date du 21 avril 1998³¹¹,

³⁰² Ibid., 1994, *Supplément n° 4* et rectificatif (E/1994/24 et Corr.1), chap. II, sect. A.

³⁰³ Ibid., 1995, *Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1995/23 et Corr.1 et 2), chap. II, sect. A.

³⁰⁴ Ibid., 1996, *Supplément n° 3* (E/1996/23), chap. II, sect. A.

³⁰⁵ Ibid., 1997, *Supplément n° 3* (E/1997/23), chap. II, sect. A.

³⁰⁶ Ibid., 1998, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

³⁰⁷ Voir E/CN.4/1997/2-E/CN.4/Sub.2/1996/41, chap. II, sect. A.

³⁰⁸ Résolution 217 A (III).

³⁰⁹ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³¹⁰ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1992, *Supplément n° 2* (E/1992/22), chap. II, sect. A.

³¹¹ Ibid., 1998, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

Rappelant la résolution 1984/50 du Conseil économique et social, en date du 25 mai 1984, et les garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort y annexées, et la résolution 1989/64 du Conseil, en date du 24 mai 1989, relative à leur application, ainsi que la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir qu'elle a adoptée par sa résolution 40/34 du 29 novembre 1985,

Profondément alarmée par la persistance, à grande échelle, des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, dans toutes les parties du monde,

Consternée de voir que, dans un certain nombre de pays, l'impunité, négation de la justice, continue d'avoir cours et demeure souvent la principale raison pour laquelle des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires continuent de se produire,

Rappelant, en cette année du cinquantenaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide³¹², l'article 6 de la Convention, et soulignant à cette occasion l'importance historique de l'adoption par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³¹³,

Reconnaissant la contribution que la Conférence a apportée du point de vue de l'engagement de poursuites effectives concernant les exécutions intervenues en violation grave des dispositions de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949³¹⁴ sans qu'un jugement ait été prononcé auparavant par un tribunal dûment constitué et offrant toutes les garanties judiciaires généralement reconnues comme indispensables,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures efficaces pour combattre et éliminer l'odieuse pratique des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, qui constituent une violation flagrante du droit fondamental à la vie,

1. *Condamne énergiquement une fois de plus* toutes les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui continuent d'avoir lieu partout dans le monde;

2. *Exige* que tous les gouvernements veillent à ce que cesse la pratique des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et prennent des mesures efficaces pour combattre et éliminer ce phénomène sous toutes ses formes;

3. *Réitère* que tous les gouvernements ont l'obligation de mener des enquêtes exhaustives et impartiales sur toutes les présomptions d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, d'identifier et traduire en justice les responsables, d'indemniser comme il convient les victimes ou leur famille et d'adopter toutes les mesures nécessaires pour empêcher que de telles exécutions ne se reproduisent;

4. *Note* que le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires est encouragée à continuer, dans le cadre de son mandat, de recueillir des informations auprès de toutes les parties concernées et de solliciter les vues et observations des gouvernements pour être en mesure de réagir efficacement lorsque des informations dignes de foi lui parviennent et d'assurer le suivi des communications et des visites effectuées dans les pays;

5. *Réaffirme* la décision 1998/265 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1998, dans laquelle le Conseil a fait sienne la décision prise par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1998/68 tendant à proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial;

6. *Prend note* de la déclaration que le Rapporteur spécial a faite devant elle le 4 novembre 1998³¹⁵;

7. *Note* le rôle important que le Rapporteur spécial a joué en faveur de l'élimination des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

8. *Rappelle* que la Commission, dans sa résolution 1998/68, a prié le Rapporteur spécial, agissant dans l'exercice de son mandat:

a) De continuer à examiner les cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et à soumettre tous les ans à la Commission les résultats de ses travaux, accompagnés de ses conclusions et recommandations, ainsi que tout autre rapport qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour tenir la Commission informée de toute situation grave en matière d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dont il y aurait lieu qu'elle s'occupe immédiatement;

b) De répondre avec efficacité aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsqu'une exécution extrajudiciaire, sommaire ou arbitraire est imminente, qu'elle risque d'avoir lieu ou qu'elle a eu lieu;

c) De renforcer encore son dialogue avec les gouvernements et d'assurer le suivi des recommandations formulées dans ses rapports à l'issue de visites effectuées dans des pays déterminés;

d) De continuer à accorder une attention particulière aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires d'enfants et de femmes et aux allégations concernant les violations du droit à la vie dans le cadre de la violence exercée à l'encontre de participants à des manifestations et autres événements publics pacifiques ou de personnes appartenant à des minorités;

e) De prêter une attention particulière aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires lorsque les victimes sont des individus qui se livrent à des activités pacifiques de défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

f) De continuer à surveiller l'application des normes internationales en vigueur relatives aux garanties et restrictions concernant l'imposition de la peine capitale,

³¹² Résolution 260 A (III).

³¹³ A/CONF.183/9.

³¹⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

³¹⁵ Voir A/C.3/53/SR.34.

compte tenu des observations formulées par le Comité des droits de l'homme dans son interprétation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁰⁹, ainsi que de son deuxième Protocole facultatif³¹⁶,

g) D'adopter dans ses travaux une démarche soucieuse d'équité entre les sexes;

9. *Engage vivement* tous les gouvernements à répondre aux communications que leur transmet le Rapporteur spécial, et les exhorte, ainsi que tous les autres intéressés, à lui apporter leur concours et leur assistance pour qu'elle puisse s'acquitter efficacement de son mandat, y compris, le cas échéant, en lui adressant des invitations lorsqu'elle en fait la demande;

10. *Encourage* les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à organiser des programmes de formation et à appuyer des projets en vue de la formation et de l'éducation des membres des forces armées, des responsables de l'application des lois et des fonctionnaires des gouvernements, ainsi que des membres des missions de maintien de la paix ou d'observation des Nations Unies en ce qui concerne les aspects des droits de l'homme et du droit humanitaire ayant un rapport avec leurs activités, et exhorte la communauté internationale à appuyer les efforts en ce sens;

11. *Prie instamment* le Rapporteur spécial de continuer à attirer l'attention du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les cas d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui la préoccupent particulièrement ou lorsqu'une action rapide pourrait empêcher que la situation ne se détériore davantage;

12. *Se félicite* de la coopération qui s'est instaurée entre le Rapporteur spécial et d'autres mécanismes et procédures des Nations Unies s'occupant de questions relatives aux droits de l'homme, ainsi qu'entre le Rapporteur spécial et des médecins et médecins légistes, et l'encourage à poursuivre ses efforts dans ce domaine;

13. *Demande* aux gouvernements de tous les États dans lesquels la peine de mort n'a pas été abolie de s'acquitter des obligations que leur imposent les dispositions pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en tenant compte des protections et garanties visées dans les résolutions 1984/50 et 1989/64 du Conseil économique et social;

14. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de continuer à faire tout ce qui est en son pouvoir dans les cas où le minimum de garanties légales prévu aux articles 6, 9, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques semble n'avoir pas été respecté;

15. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial des moyens humains, financiers et matériels appropriés et stables pour lui permettre de continuer à s'acquitter efficacement de son mandat, y compris par des visites dans les pays;

16. *Prie également* le Secrétaire général de continuer, en étroite collaboration avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et conformément au mandat du Haut Commissaire établi par sa résolution 48/141 du 20 décembre 1993, à veiller à ce que du personnel spécialisé dans les questions relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire fasse partie, le cas échéant, des missions des Nations Unies afin de traiter des graves violations des droits de l'homme telles que les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires;

17. *Prie* le Rapporteur spécial de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur la situation dans le monde en ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, assorti de ses recommandations en vue de l'adoption de mesures plus efficaces pour lutter contre ce phénomène.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/148. Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 32/127 du 16 décembre 1977 et toutes ses résolutions ultérieures concernant les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

Rappelant également la résolution 1993/51 de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 mars 1993³¹⁷, et ses résolutions ultérieures sur la question,

Ayant à l'esprit les résolutions de la Commission relatives aux services consultatifs et à la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, dont la plus récente est la résolution 1998/57 du 17 avril 1998³¹⁸,

Ayant également à l'esprit la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³¹⁹, dans lesquels est réaffirmée la nécessité d'envisager la possibilité de mettre au point des arrangements régionaux et sous-régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme là où il n'en existe pas encore,

Rappelant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé d'accroître les ressources consacrées au renforcement des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans le cadre du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,

³¹⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1993, Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1993/23 et Corr.2, 4 et 5), chap. II, sect. A.

³¹⁸ *Ibid.*, 1998, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

³¹⁹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

³¹⁶ Résolution 44/128, annexe.

Réaffirmant que les arrangements régionaux jouent un rôle fondamental dans la promotion et la protection des droits de l'homme et devraient renforcer les normes universelles en matière de droits de l'homme énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et contribuer à leur protection,

Notant les progrès réalisés à ce jour dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme au niveau régional sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales,

Sachant que, depuis 1993, le programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme du Haut Commissariat a été élargi à la demande des États Membres intéressés et qu'il est d'une importance cruciale qu'il y ait un échange d'informations et de données d'expérience et que les pays se dotent des capacités voulues pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, ou renforcent les capacités dont ils disposent à cette fin,

Sachant également que les institutions nationales peuvent beaucoup contribuer au processus engagé pour mettre en place des arrangements régionaux concernant les droits de l'homme, notamment dans des domaines tels que l'éducation en matière de droits de l'homme, la coopération et l'échange d'informations,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général³²⁰;

2. *Note avec satisfaction* que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme continue de mener des activités de coopération et d'assistance en vue de renforcer encore les arrangements régionaux existants et les mécanismes régionaux de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier au moyen de la coopération technique portant sur le renforcement des capacités nationales, l'information et l'éducation, pour faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience dans le domaine des droits de l'homme;

3. *Note également avec satisfaction* à cet égard que le Haut Commissariat collabore étroitement à l'organisation de cours de formation et d'ateliers régionaux et sous-régionaux dans le domaine des droits de l'homme, de réunions d'experts gouvernementaux de haut niveau et de conférences régionales d'organismes nationaux chargés des droits de l'homme, dont le but est de mieux faire comprendre les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans les différentes régions, d'améliorer les procédures et d'étudier les différents systèmes de promotion et de protection des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme et d'identifier les obstacles entravant la ratification des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les stratégies qui permettraient de les surmonter;

4. *Souligne* l'importance du programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme,

et invite à nouveau tous les gouvernements à envisager d'utiliser la possibilité qu'offre l'Organisation des Nations Unies d'organiser, dans le cadre de ce programme, des cours d'information ou de formation au niveau national, à l'intention du personnel gouvernemental concerné, sur l'application des normes internationales dans le domaine des droits de l'homme et l'expérience acquise par les organismes internationaux compétents, et note à cet égard avec satisfaction que des projets de coopération technique ont été mis en place avec les gouvernements de pays de toutes les régions;

5. *Invite* tous les gouvernements à continuer d'appuyer les activités du Haut Commissariat dans le domaine de la coopération technique, en vue de renforcer encore la coopération régionale et les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme;

6. *Réitère* la recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tendant à ce que des spécialistes des droits de l'homme soient affectés, selon que de besoin, à des bureaux régionaux des Nations Unies pour diffuser des informations et offrir une formation et autres formes d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme à la demande des États Membres intéressés et, à cet égard, demande au Haut Commissariat de diffuser également des informations sur les arrangements régionaux qui existent dans différentes parties du monde;

7. *Prie* le Secrétaire général de continuer à renforcer les échanges entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales régionales qui s'occupent de questions relatives aux droits de l'homme, comme le prévoit le programme 19 (Droits de l'homme) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001;

8. *Se félicite* que les échanges se multiplient entre le Haut Commissariat et les organisations intergouvernementales régionales ainsi qu'entre les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les organes et organismes régionaux compétents tels que, notamment, le Conseil de l'Europe et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples;

9. *Se félicite également* que la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ait récemment adopté le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples³²¹ concernant la création d'une cour africaine des droits de l'homme et des peuples;

10. *Invite* les États des régions où il n'existe pas encore d'arrangements régionaux dans le domaine des droits de l'homme à envisager de conclure des accords visant à mettre en place, dans leurs régions respectives, des mécanismes régionaux appropriés pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et considère à cet égard que, comme il a été déclaré au cours du sixième Atelier sur les accords régionaux relatifs à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique, tenu à Téhéran du

³²⁰ A/53/324.

³²¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1520, n° 26363.

28 février au 2 mars 1998³²², l'atelier intergouvernemental annuel pour la région de l'Asie et du Pacifique est une instance importante pour l'examen d'initiatives en matière de coopération régionale;

11. *Prie* la Commission des droits de l'homme de continuer à prêter une attention particulière aux moyens les plus appropriés d'apporter aux pays des différentes régions qui en font la demande une assistance dans le cadre du programme de coopération technique et de faire, le cas échéant, les recommandations voulues;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'état des arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme et d'y indiquer les résultats des mesures prises pour donner suite à la présente résolution;

13. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-cinquième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/149. Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité

L'Assemblée générale,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies a notamment pour buts de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, de prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix dans le monde et de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Désireuse de progresser encore dans la coopération internationale visant à promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que cette coopération devrait se fonder sur les principes consacrés par le droit international, en particulier la Charte des Nations Unies, ainsi que par la Déclaration universelle des droits de l'homme³²³, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³²⁴ et les autres instruments pertinents,

Profondément convaincue que l'action de l'Organisation en la matière doit être fondée non seulement sur une compréhension profonde de la vaste gamme de problèmes

existant dans toutes les sociétés, mais aussi sur le plein respect des réalités politiques, économiques et sociales de chacune d'entre elles, en stricte conformité avec les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, l'objectif fondamental étant de promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au moyen de la coopération internationale,

Réaffirmant ses résolutions antérieures sur la question,

Réaffirmant qu'il importe d'assurer l'universalité, l'objectivité et la non-sélectivité de l'examen des questions relatives aux droits de l'homme, comme l'affirment la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³²⁵,

Affirmant qu'il importe que, dans l'exercice de leurs fonctions, les rapporteurs et représentants spéciaux chargés de l'étude de questions thématiques ou de pays, ainsi que les membres des groupes de travail, fassent preuve d'objectivité, d'indépendance et de discrétion,

Soulignant l'obligation qui incombe aux gouvernements de promouvoir et défendre les droits de l'homme ainsi que de s'acquitter des responsabilités qu'ils ont assumées en vertu du droit international, en particulier de la Charte, et des divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

1. *Réaffirme* que, en vertu du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes que consacre la Charte des Nations Unies, tous les peuples ont le droit de décider librement, sans ingérence extérieure, de leur statut politique et d'œuvrer à leur développement économique, social et culturel, et que chaque État est tenu de respecter ce droit, qui recouvre le droit au respect de l'intégrité territoriale, en application des dispositions de la Charte;

2. *Réaffirme également* que l'Organisation des Nations Unies a notamment pour but et que tous les États Membres ont pour tâche, en coopération avec celle-ci, de promouvoir et favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de rester vigilants à l'égard des violations de ces droits, où qu'elles se produisent;

3. *Demande* à tous les États Membres de fonder leurs activités de protection et de défense des droits de l'homme, y compris celles qui visent à intensifier la coopération internationale dans ce domaine, sur la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme³²³, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³²⁴, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³²⁴ et les autres instruments internationaux pertinents, et de s'abstenir de toute activité incompatible avec ce dispositif international;

4. *Estime* que la coopération internationale dans ce domaine devrait contribuer de façon efficace et concrète à la tâche pressante consistant à prévenir les violations massives et flagrantes des droits de l'homme et des libertés

³²² Voir E/CN.4/1998/50.

³²³ Résolution 217 A (III).

³²⁴ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³²⁵ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

fondamentales à l'égard de tous et à renforcer la paix et la sécurité internationales;

5. *Réaffirme* que la protection, la défense et la pleine réalisation de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, préoccupations légitimes de la communauté mondiale, devraient obéir aux principes de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité et ne pas être utilisées à des fins politiques;

6. *Prie* tous les organes qui s'occupent de questions relatives aux droits de l'homme dans le système des Nations Unies, ainsi que les rapporteurs et représentants spéciaux, les experts indépendants et les groupes de travail, de tenir dûment compte de la teneur de la présente résolution lorsqu'ils s'acquittent de leurs fonctions;

7. *Se déclare convaincue* qu'une approche impartiale et équitable des questions relatives aux droits de l'homme contribue à favoriser la coopération internationale ainsi que la protection, la défense et l'exercice effectifs des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

8. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de continuer à assurer une information impartiale et objective sur la situation et les événements politiques, économiques et sociaux de tous les pays;

9. *Invite* les États Membres à envisager d'adopter, selon qu'il convient, dans le cadre de leurs systèmes juridiques respectifs et conformément aux obligations que leur imposent le droit international, en particulier la Charte et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, les mesures qu'ils jugeront propres à renforcer encore la coopération internationale tendant à développer et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

10. *Prie* la Commission des droits de l'homme de tenir dûment compte de la présente résolution et d'étudier toutes nouvelles propositions concernant le renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme au moyen de la coopération internationale et l'importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité;

11. *Prie* le Secrétaire général de consulter les États Membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales sur les moyens de renforcer l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment grâce à la coopération internationale et compte tenu de l'importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité, et de lui présenter un rapport détaillé sur la question à sa cinquante-quatrième session;

12. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/150. Question des disparitions forcées ou involontaires

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme³²⁶, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³²⁷ et les autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 33/173 du 20 décembre 1978, relative aux personnes disparues, et ses résolutions 46/125 du 17 décembre 1991, 49/193 du 23 décembre 1994 et 51/94 du 12 décembre 1996, relatives à la question des disparitions forcées ou involontaires,

Rappelant également sa résolution 47/133 du 18 décembre 1992, par laquelle elle a proclamé la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en tant qu'ensemble de principes qui doivent être appliqués par tous les États,

Notant avec inquiétude que, selon le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de la Commission des droits de l'homme, la pratique d'un certain nombre d'États risque d'aller à l'encontre des dispositions de la Déclaration,

Profondément préoccupée en particulier par la multiplication des disparitions forcées dans diverses régions du monde et par le nombre croissant d'informations faisant état de mesures de harcèlement, de mauvais traitements et d'actes d'intimidation à l'encontre de témoins de disparitions ou de familles de personnes disparues,

Convaincue que des efforts sont encore nécessaires pour faire plus largement connaître et respecter la Déclaration, et prenant acte à cet égard du rapport du Secrétaire général³²⁸,

Ayant à l'esprit la résolution 1998/40 de la Commission des droits de l'homme en date du 17 avril 1998³²⁹,

1. *Réaffirme* que tout acte conduisant à une disparition forcée constitue un outrage à la dignité humaine et une violation grave et flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme³²⁶ et réaffirmés et développés dans d'autres instruments internationaux pertinents, ainsi qu'une violation des règles du droit international;

2. *Invite de nouveau* tous les gouvernements à adopter les mesures appropriées, d'ordre législatif ou autre, pour prévenir et réprimer les actes conduisant à des disparitions forcées, comme le préconise la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, et à agir dans ce sens sur les plans national et régional et en

³²⁶ Résolution 217 A (III).

³²⁷ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³²⁸ A/53/304.

³²⁹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23)*, chap. II, sect. A.

coopération avec l'Organisation des Nations Unies, y compris dans le cadre d'activités d'assistance technique;

3. *Demande* aux gouvernements de prendre des mesures pour que, lorsqu'un état d'urgence est instauré, la protection des droits de l'homme soit garantie, en particulier pour ce qui est de la prévention des disparitions forcées;

4. *Rappelle* aux gouvernements qu'ils doivent veiller à ce que les autorités compétentes procèdent en toutes circonstances à des recherches promptes et impartiales lorsqu'il existe des raisons de penser qu'une disparition forcée a eu lieu dans un territoire relevant de leur juridiction, et à ce que, si les faits allégués sont vérifiés, les auteurs soient poursuivis;

5. *Exhorte une fois encore* les gouvernements concernés à prendre des mesures pour protéger les familles des personnes disparues contre tout acte d'intimidation ou tout mauvais traitement dont elles pourraient faire l'objet;

6. *Encourage* les États à fournir, comme certains l'ont déjà fait, des informations concrètes sur les mesures prises pour donner effet à la Déclaration et sur les obstacles auxquels ils se heurtent;

7. *Demande* à tous les États d'envisager la possibilité de diffuser le texte de la Déclaration dans leur langue nationale et à en faciliter la diffusion dans les langues locales;

8. *Note* l'action menée par les organisations non gouvernementales pour favoriser l'application de la Déclaration, et les invite à continuer à en faciliter la diffusion et à contribuer aux travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme;

9. *Sait gré* au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de la Commission des droits de l'homme de la tâche humanitaire qu'il accomplit;

10. *Prie* le Groupe de travail, dans l'exercice de son mandat, de tenir compte des dispositions de la Déclaration et de modifier, au besoin, ses méthodes de travail;

11. *Rappelle* l'importance du Groupe de travail, dont le rôle principal, tel qu'il est exposé dans ses rapports, est de faciliter la communication entre les familles des personnes disparues et les gouvernements concernés, afin que des enquêtes puissent être faites sur des cas individuels bien documentés et clairement identifiés, et de s'assurer que les informations obtenues relèvent de son mandat et comportent les éléments requis, et invite le Groupe à continuer de recueillir les vues et observations de toutes les parties intéressées, y compris les États Membres, pour l'élaboration de son rapport;

12. *Invite* le Groupe de travail à identifier les obstacles qui s'opposent à la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration, à recommander des moyens de surmonter ces obstacles et à poursuivre à cet égard un dialogue avec les gouvernements et avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées;

13. *Encourage* le Groupe de travail à poursuivre sa réflexion sur la question de l'impunité, en étroite concertation avec le rapporteur désigné par la Sous-Commission et compte tenu des dispositions pertinentes de la Déclaration;

14. *Prie* le Groupe de travail de prêter la plus grande attention au cas des enfants victimes de disparitions forcées et des enfants de parents disparus et de coopérer étroitement avec les gouvernements concernés pour retrouver et identifier ces enfants;

15. *Exhorte* les gouvernements concernés, en particulier ceux qui n'ont pas encore répondu aux communications transmises par le Groupe de travail, à coopérer pleinement avec celui-ci, notamment à répondre promptement aux demandes d'informations qu'il leur adresse afin que, sans se départir de la discrétion que lui imposent ses méthodes de travail, il puisse s'acquitter du rôle strictement humanitaire qui est le sien;

16. *Encourage* les gouvernements concernés à envisager sérieusement d'inviter le Groupe de travail à se rendre dans leurs pays afin de lui permettre de s'acquitter de son mandat avec plus d'efficacité encore;

17. *Adresse ses vifs remerciements* aux nombreux gouvernements qui ont coopéré avec le Groupe de travail et répondu à ses demandes d'informations ainsi qu'aux gouvernements qui l'ont invité à se rendre sur place, les prie d'accorder toute l'attention voulue aux recommandations du Groupe, et les invite à informer celui-ci de toutes mesures prises pour donner suite auxdites recommandations;

18. *Demande* à la Commission des droits de l'homme de continuer à étudier la question en priorité et de prendre toute mesure qu'elle jugerait nécessaire à la poursuite de l'action entreprise par le Groupe de travail et au suivi de ses recommandations lorsqu'elle examinera le rapport que le Groupe doit lui présenter à sa cinquante-cinquième session;

19. *Demande de nouveau* au Secrétaire général de continuer à fournir au Groupe de travail tous les moyens dont il a besoin pour s'acquitter de sa tâche, en particulier pour effectuer des missions et en assurer le suivi;

20. *Prie* le Secrétaire général de l'informer des mesures qu'il aura prises pour faire largement connaître et prévaloir la Déclaration;

21. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur les mesures qui auront été prises pour appliquer la présente résolution;

22. *Décide* de poursuivre à sa cinquante-cinquième session l'examen de la question des disparitions forcées, en particulier l'application de la Déclaration, au titre de la question subsidiaire intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/151. Suivi de l'Année des Nations Unies pour la tolérance

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 47/124 du 18 décembre 1992, 48/126 du 20 décembre 1993, 49/213 du 23 décembre 1994 et 51/95 du 12 décembre 1996,

Rappelant également que la Charte des Nations Unies affirme dans son préambule que la tolérance est l'un des principes à appliquer en vue d'atteindre les fins poursuivies par les Nations Unies, à savoir empêcher la guerre et maintenir la paix,

Soulignant que l'un des buts des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte, est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Ayant à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme³³⁰, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³³¹, et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³³²,

Confirmant que la tolérance constitue le fondement même de toute société civile ainsi que de la paix,

Prenant acte de la note du Secrétaire général³³³ transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'application de la Déclaration de principes sur la tolérance et du Plan d'action destiné à donner suite à l'Année des Nations Unies pour la tolérance³³⁴, présenté conformément à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/95,

1. *Se félicite* du rôle qu'a joué l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans l'application du Plan d'action destiné à donner suite à l'Année des Nations Unies pour la tolérance;

2. *Note avec satisfaction* la contribution que plusieurs États Membres ont apportée à la réalisation de projets et activités visant à promouvoir la tolérance et la non-violence, notamment par l'éducation;

3. *Invite* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à envisager de fournir le soutien matériel et moral nécessaire au fonctionnement et au développement des réseaux régionaux qui œuvrent en faveur

de la tolérance, de la non-violence et de la solidarité dans la Méditerranée et le bassin de la mer Noire, en Asie et dans le Pacifique, en Afrique et en Amérique latine;

4. *Invite également* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à envisager la possibilité de créer dans d'autres régions et sous-régions des réseaux institutionnels chargés de promouvoir la tolérance, la non-violence et la solidarité;

5. *Se félicite* que la Déclaration de principes sur la tolérance ait été traduite et diffusée dans de nombreuses langues;

6. *Se félicite également* de l'expérience acquise lors de la célébration, en 1996 et 1997, de la Journée internationale de la tolérance, et invite les États Membres ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes à continuer de contribuer à la célébration de la Journée internationale par le biais d'activités éducatives et de campagnes d'information visant à créer des sociétés plus tolérantes;

7. *Invite* les États Membres à poursuivre leurs efforts pour faire appliquer plus largement la Déclaration;

8. *Demande* à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de rester l'organisme chef de file chargé de promouvoir la tolérance et la non-violence;

9. *Demande également* à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'inclure dans le rapport sur une culture de la paix, qu'elle doit présenter à l'Assemblée du millénaire, des informations sur les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action destiné à donner suite à l'Année des Nations Unies pour la tolérance.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/152. Le génome humain et les droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme³³⁵, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³³⁶ et les autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant les résolutions 1993/91 du 10 mars 1993³³⁷ et 1997/71 du 16 avril 1997³³⁸ adoptées par la Commission des droits de l'homme sur la question des droits de l'homme et de la bioéthique,

³³⁰ Résolution 217 A (III).

³³¹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

³³² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³³³ A/53/284.

³³⁴ A/51/201, appendice I.

³³⁵ Résolution 217 A (III).

³³⁶ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³³⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1993, Supplément n° 3* et rectificatifs (E/1993/23 et Corr. 2, 4 et 5), chap. II, sect. A.

³³⁸ *Ibid.*, 1997, *Supplément n° 3* (E/1997/23), chap. II, sect. A.

Rappelant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Consciente de l'évolution rapide des sciences de la vie et des problèmes éthiques soulevés par certaines de leurs applications quant à la dignité de l'espèce humaine et aux droits et libertés de l'individu,

Soucieuse de promouvoir le progrès scientifique et technique dans les domaines de la biologie et de la génétique dans le respect des droits fondamentaux et au bénéfice de tous,

Soulignant, à cet égard, l'importance d'une coopération internationale visant à faire bénéficier l'humanité tout entière de l'apport des sciences de la vie tout en veillant à prévenir toute utilisation de celles-ci à d'autres fins que le bien de l'humanité,

Rappelant la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme³³⁹ et la résolution d'accompagnement sur son application³⁴⁰, toutes deux adoptées le 11 novembre 1997 par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa vingt-neuvième session,

Reconnaissant l'importance du processus de suivi de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

Convaincue de la nécessité de développer sur les plans national et international une éthique des sciences de la vie,

Fait sienne la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée le 11 novembre 1997 par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/153. Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, et information dans le domaine des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

S'inspirant des principes fondamentaux et universels consacrés par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁴¹, dont l'article 26 stipule que «l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits

de l'homme et des libertés fondamentales», ainsi que des dispositions d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, telles que celles de l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³⁴², de l'article 10 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes³⁴³, de l'article 7 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale³⁴⁴, de l'article 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant³⁴⁵, de l'article 10 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants³⁴⁶ et des paragraphes 78 à 82 de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³⁴⁷, qui correspondent aux objectifs que fixe l'article précité,

Rappelant les résolutions qu'elle-même et la Commission des droits de l'homme ont adoptées concernant la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, l'information dans le domaine des droits de l'homme, y compris la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme, le projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture intitulé «Vers une culture de la paix», l'application et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, et le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Convaincue que la Campagne mondiale complète très utilement les activités menées par l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir et défendre les droits de l'homme, et rappelant l'importance attachée par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme,

Convaincue également que, pour parvenir à leur plein épanouissement, les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants doivent prendre conscience de tous leurs droits et de toutes leurs libertés fondamentales,

Convaincue en outre que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, loin de n'être qu'un moyen d'inculquer des connaissances, doit être un processus global, étalé sur toute une vie, au cours duquel tout individu, quels que soient son niveau de développement et le type de société dans lequel il vit, apprend le respect dû à la dignité d'autrui ainsi que les procédés et méthodes propres à le garantir,

Consciente que l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme sont des conditions essentielles à la réalisation de ces droits et des libertés fondamentales et que des programmes soigneusement conçus de formation, de

³³⁹ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Actes de la Conférence générale, vingt-neuvième session*, vol. I, *Résolutions*, résolution 16.

³⁴⁰ Ibid., résolution 17.

³⁴¹ Résolution 217 A (III).

³⁴² Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁴³ Résolution 34/180, annexe.

³⁴⁴ Résolution 2106 A (XX), annexe.

³⁴⁵ Résolution 44/25, annexe.

³⁴⁶ Résolution 39/46, annexe.

³⁴⁷ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

sensibilisation et d'information peuvent susciter des initiatives nationales, régionales et internationales pour la promotion et la défense des droits de l'homme et la prévention des violations dont ils peuvent faire l'objet,

Convaincue que l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme contribuent à la formation d'une conception intégrée du développement respectueuse de la dignité des femmes et des hommes de tous âges, qui tienne compte des groupes les plus vulnérables de la société, à savoir les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les autochtones, les minorités, les citadins et ruraux pauvres, les travailleurs migrants, les réfugiés, les personnes atteintes du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise et les handicapés,

Tenant compte des efforts déployés dans le monde entier pour promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme par les éducateurs et les organisations non gouvernementales, ainsi que les organisations intergouvernementales telles que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Programme des Nations Unies pour le développement,

Reconnaissant le rôle précieux et créateur que jouent les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires dans la diffusion de l'information et dans l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en particulier au niveau local et dans les collectivités rurales et isolées,

Consciente du concours que pourrait apporter le secteur privé à la mise en œuvre, dans toutes les couches de la société, du Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004³⁴⁸, et de la Campagne mondiale par des initiatives originales et par un soutien financier aux activités gouvernementales et non gouvernementales,

Convaincue que l'efficacité des activités actuelles d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme gagnerait à une meilleure coordination et une meilleure coopération aux niveaux national, régional et international,

Rappelant qu'il incombe au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de coordonner les activités d'éducation et d'information menées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme,

Considérant que la célébration, en 1998, du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme a constitué une occasion unique pour tous les membres de la communauté internationale de promouvoir dans le monde entier l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme,

Se félicitant que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme ait décidé d'inscrire à son ordre du jour, pour la durée de la Décennie, la question du droit à l'éducation, en particulier l'éducation dans le domaine des droits de l'homme,

Notant avec satisfaction que le Haut Commissariat a redoublé d'efforts pour diffuser des informations sur les droits de l'homme au moyen de son site Web³⁴⁹ et de ses programmes relatifs aux publications et aux relations extérieures,

Se félicitant que le Haut Commissariat ait pris l'initiative de lancer le projet «Aider les communautés tous ensemble», financé à l'aide de contributions volontaires et visant à accorder de modestes subventions aux associations et organisations locales qui mènent des activités concrètes dans le domaine des droits de l'homme,

Saluant l'initiative du Département de l'information du Secrétariat visant à diffuser des renseignements sur les droits de l'homme grâce au projet «CyberSchoolBus»³⁵⁰, service pédagogique des Nations Unies sur l'Internet, qui met à la disposition des établissements d'enseignement secondaire un site Web interactif,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, et les activités d'information dans le domaine des droits de l'homme³⁵¹, y compris la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme;

2. *Se félicite* des mesures qu'ont prises des gouvernements et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour mettre en œuvre le Plan d'action en vue de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004³⁴⁸, et mener des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général;

3. *Demande instamment* à tous les gouvernements de contribuer encore à la mise en œuvre du Plan d'action, compte tenu de la situation prévalant dans chaque pays, notamment en mettant en place des comités nationaux largement représentatifs pour l'éducation en matière de droits de l'homme qui seront chargés d'établir des plans d'action nationaux détaillés, efficaces et viables pour l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme, en tenant compte des directives pour l'établissement des plans nationaux d'éducation en matière de droits de l'homme élaborées par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme³⁵² dans le cadre de la Décennie;

4. *Demande instamment* aux gouvernements d'encourager et d'appuyer les organisations non gouvernementales et

³⁴⁹ www.unhchr.ch.

³⁵⁰ www.un.org/Pubs/CyberSchoolBus/.

³⁵¹ A/53/313.

³⁵² A/52/469/Add.1 et Add.1/Corr.1.

³⁴⁸ A/51/506/Add.1, appendice.

les associations nationales et locales en les faisant participer à la mise en œuvre du plan d'action national;

5. *Engage* les gouvernements, compte tenu de la situation prévalant dans chaque pays, à accorder la priorité à la diffusion, dans les langues nationales et locales, de la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁴¹, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁴² et des autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, de la documentation et des manuels de formation s'y rapportant ainsi que des rapports présentés par les États parties en application d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et à fournir des informations et dispenser une éducation, dans ces diverses langues, sur les moyens pratiques permettant d'utiliser les procédures et institutions nationales et internationales de manière à assurer l'application effective de ces instruments;

6. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à coordonner et harmoniser les stratégies d'éducation et d'information dans le domaine des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies, notamment la mise en œuvre du Plan d'action, et de rendre aussi efficaces que possible l'utilisation, le traitement, la gestion et la distribution des matériels d'éducation et d'information en matière de droits de l'homme, y compris par des moyens électroniques;

7. *Encourage* les gouvernements à contribuer à l'enrichissement du site Web du Haut Commissariat³⁴⁹, notamment en ce qui concerne la diffusion d'outils et de matériels d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'à la poursuite et à l'expansion des programmes du Haut Commissariat relatifs aux publications et aux relations extérieures;

8. *Encourage* le Haut Commissariat à continuer d'appuyer les capacités nationales d'éducation et d'information en matière de droits de l'homme dans le cadre de son programme de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, notamment en organisant des cours de formation et en élaborant des matériels de formation à l'intention de certaines professions ainsi qu'en diffusant du matériel d'information sur les droits de l'homme dans le cadre des projets de coopération technique;

9. *Prie instamment* le Département de l'information du Secrétariat de continuer à utiliser les centres d'information des Nations Unies pour diffuser rapidement dans les pays de leur ressort une information de base, de la documentation de référence et du matériel audiovisuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris les rapports présentés par les États parties en application d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et de veiller, à cette fin, à ce que ces centres soient suffisamment approvisionnés;

10. *Souligne* la nécessité d'une étroite collaboration entre le Haut Commissariat et le Département de l'information aux fins de la mise en œuvre du Plan d'action et de la Campagne mondiale, ainsi que la nécessité d'harmoniser leurs activités avec celles d'autres organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,

la science et la culture en ce qui concerne son projet intitulé «Vers une culture de la paix» et le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations non gouvernementales compétentes, pour la diffusion de l'information sur le droit international humanitaire;

11. *Invite* les institutions spécialisées et les programmes et fonds des Nations Unies concernés à contribuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à la mise en œuvre du Plan d'action et de la Campagne mondiale et à coopérer étroitement avec le Haut Commissariat à cet égard;

12. *Encourage* les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à mettre l'accent, lorsqu'ils examinent les rapports des États parties, sur les obligations de ces États en ce qui concerne l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme, et à en rendre compte dans leurs observations finales;

13. *Demande* aux organisations non gouvernementales internationales, régionales et nationales, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales, en particulier celles dont l'activité concerne les femmes, le travail, le développement, l'alimentation, le logement, l'éducation, les soins de santé et l'environnement, ainsi qu'à tous les autres groupes s'occupant de questions relatives à la justice sociale, aux défenseurs des droits de l'homme, aux enseignants, aux organisations religieuses et aux médias d'entreprendre, en application du Plan d'action, des activités spécifiques d'éducation, dans les cadres scolaire et non scolaire, y compris à l'occasion de manifestations culturelles, isolément ou en coopération avec le Haut Commissariat;

14. *Demande instamment* aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de poursuivre, au-delà du 10 décembre 1998, les activités d'éducation et d'information en matière de droits de l'homme menées dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, telles que la mise au point de matériels, l'élaboration de programmes et la création de réseaux, comme l'a demandé la Commission des droits de l'homme au paragraphe 11 de sa résolution 1998/45 du 17 avril 1998³⁵³;

15. *Encourage* la Commission des droits de l'homme à examiner en même temps, pendant la durée de la Décennie, la question de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, et les activités d'information en matière de droits de l'homme, y compris la Campagne mondiale;

16. *Encourage* le Haut Commissariat à continuer d'envisager des moyens permettant d'appuyer les activités d'éducation dans le domaine des droits de l'homme, y compris celles que mènent les organisations non gouvernementales;

17. *Prie* le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Haut Commissaire, de porter la présente résolution à

³⁵³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23)*, chap. II, sect. A.

l'attention de tous les membres de la communauté internationale et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées par l'éducation et l'information dans le domaine des droits de l'homme, et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport complet sur l'application de la présente résolution au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/154. Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/134 du 12 décembre 1997 et prenant note de la résolution 1998/81 de la Commission des droits de l'homme, en date du 24 avril 1998, sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme³⁵⁴,

Réaffirmant sa ferme volonté de promouvoir la coopération internationale, comme le prévoient la Charte des Nations Unies, en particulier le paragraphe 3 de l'Article 1, et les dispositions pertinentes de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³⁵⁵, de manière à renforcer effectivement la coopération entre les États Membres dans le domaine des droits de l'homme,

Sachant que le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme est essentiel pour assurer la pleine réalisation des objectifs des Nations Unies, notamment la défense et la protection efficaces de tous les droits de l'homme,

Réaffirmant qu'il importe d'assurer l'universalité, l'objectivité et la non-sélectivité de l'examen des questions relatives aux droits de l'homme, et soulignant la nécessité de promouvoir le dialogue sur ces questions,

Prenant note de l'adoption par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme, à sa cinquantième session, de la résolution 1998/28 du 26 août 1998, intitulée «Promotion du dialogue sur les questions relatives aux droits de l'homme»³⁵⁶,

1. *Se félicite* de la décision de la Commission de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-cinquième session;

2. *Engage* les États Membres, les organisations intergouvernementales et les institutions spécialisées à continuer de mener un dialogue constructif et des consultations en vue de faire mieux comprendre et de défendre et protéger plus

efficacement tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, et encourage les organisations non gouvernementales à participer activement à cet effort;

3. *Invite* les États et tous les mécanismes et dispositifs des Nations Unies applicables aux droits de l'homme à continuer d'insister sur la coopération mutuelle, la compréhension et le dialogue comme moyens importants d'assurer la défense et la protection des droits de l'homme;

4. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/155. Droit au développement

L'Assemblée générale,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures et celles de la Commission des droits de l'homme concernant le droit au développement,

Insistant sur le fait que la promotion, la défense et la réalisation du droit au développement font partie intégrante de la promotion et de la défense de tous les droits de l'homme aux niveaux national et international,

Notant que la personne humaine est le sujet même du développement et que toute politique de développement devrait, par conséquent, faire de l'être humain le principal protagoniste et le principal bénéficiaire du développement,

Soulignant qu'il importe de créer les conditions économiques, politiques, sociales, culturelles et juridiques propres à assurer la réalisation du développement social aux niveaux national et international,

Rappelant que, pour favoriser le développement, il faut porter d'urgence une égale attention à la mise en œuvre, la protection et la défense des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, et considérant que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés et que l'universalité, l'objectivité, l'impartialité et la non-sélectivité doivent prévaloir lors de l'examen des questions les concernant,

Constatant avec inquiétude, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁵⁷, que plus d'un milliard d'êtres humains continuent de souffrir de la pauvreté absolue, de la faim, des maladies, de l'insuffisance de logements, de l'analphabétisme et du désespoir, ce qui est une situation inacceptable,

Réaffirmant la volonté, exprimée dans la Charte des Nations Unies, de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Sachant que la Commission des droits de l'homme continue d'examiner la question et que, par sa résolution

³⁵⁴ Ibid.

³⁵⁵ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

³⁵⁶ Voir E/CN.4/1999/4-E/CN.4/Sub.2/1998/45, chap. II, sect. A.

³⁵⁷ Résolution 217 A (III).

1998/72 du 22 avril 1998³⁵⁸, elle a créé un mécanisme de suivi, initialement pour une période de trois ans,

Notant que la coordination et la coopération à l'échelle du système des Nations Unies sont nécessaires si l'on veut contribuer plus efficacement à la promotion et à la réalisation du droit au développement,

Considérant que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a un rôle important à jouer dans la promotion, la défense et la réalisation du droit au développement, notamment grâce à une coopération accrue dans ce sens avec les organismes compétents des Nations Unies,

Réaffirmant que pour que l'exercice du droit au développement puisse progresser de façon durable, il est nécessaire d'élaborer des politiques de développement efficaces au niveau national et d'instaurer des relations économiques équitables et un climat économique favorable au niveau international,

Considérant que l'application de la Déclaration sur le droit au développement³⁵⁹ exige des politiques de développement et un appui efficaces au niveau international sous la forme d'une action effective des États, des organes et organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales compétentes,

Soulignant que pour que l'exercice du droit au développement puisse progresser de façon durable, il est indispensable que les droits de l'homme et les libertés fondamentales soient tous pleinement respectés,

Réaffirmant qu'il est nécessaire que tous les États agissent à l'échelon national et à l'échelle internationale pour assurer l'exercice de tous les droits de l'homme et qu'il faut mettre en place des mécanismes d'évaluation adéquats pour promouvoir la Déclaration sur le droit au développement,

Constatant avec préoccupation que, plus de dix ans après l'adoption de la Déclaration sur le droit au développement, et alors qu'une mondialisation croissante a fait apparaître de nouveaux problèmes et de nouvelles possibilités de développement, des obstacles à l'exercice du droit au développement subsistent aux niveaux tant national qu'international, que l'on a vu apparaître de nouveaux obstacles à l'exercice des droits énoncés dans la Déclaration et que les progrès réalisés sur la voie de l'élimination de ces obstacles restent précaires,

Constatant avec préoccupation également que la Déclaration sur le droit au développement ne bénéficie pas d'une diffusion suffisante et qu'elle devrait être prise en considération, selon que de besoin, dans les programmes bilatéraux et multilatéraux de coopération, les stratégies nationales de développement et les politiques et activités des organisations internationales,

Ayant examiné le rapport sur le droit au développement³⁶⁰ présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 52/136 de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1997,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;

2. *Réaffirme* l'importance que revêt pour tout être humain et pour tous les peuples de tous les pays, en particulier ceux des pays en développement, le droit au développement énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement³⁵⁹ et réaffirmé dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³⁶¹, qui fait partie intégrante des droits fondamentaux de l'homme, et la contribution qu'il peut apporter au plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

3. *Affirme* que la Déclaration sur le droit au développement constitue un lien essentiel entre la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁵⁷ et la Déclaration et le Programme d'action de Vienne en ce qu'elle consacre une vision holistique englobant à la fois les droits économiques, sociaux et culturels et les droits civils et politiques;

4. *Souligne à nouveau* l'importance de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, lesquels réaffirment que le droit au développement énoncé dans la Déclaration sur le droit au développement est un droit universel et inaliénable faisant partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine et réaffirment également que la personne humaine est le sujet central du développement;

5. *Réaffirme* que la démocratie, le développement et le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, notamment le droit au développement, sont interdépendants et se renforcent mutuellement, et affirme de ce point de vue que:

a) Les expériences des pays en matière de développement traduisent des différences tant en ce qui concerne les progrès réalisés que les échecs subis, et le développement revêt des formes très diverses non seulement d'un pays à l'autre mais aussi à l'intérieur d'un même pays;

b) Un certain nombre de pays en développement ont connu une croissance économique rapide et demeurent des partenaires dynamiques au sein de l'économie internationale;

c) Cependant, l'écart entre pays développés et pays en développement demeure par trop vaste et les pays en développement continuent d'avoir du mal à participer au processus de mondialisation et courent le risque d'être marginalisés, voire même exclus de ses bienfaits;

d) La démocratie, qui se répand partout, a fait naître en tout lieu des attentes en matière de développement, le fait de ne pas répondre à ces attentes risquant de raviver les forces

³⁵⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3 (E/1998/23)*, chap. II, sect. A.

³⁵⁹ Résolution 41/128, annexe.

³⁶⁰ A/53/268.

³⁶¹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

antidémocratiques et les réformes structurelles qui ne tiennent pas compte de ces réalités sociales risquant de déstabiliser les processus de démocratisation;

e) Une véritable participation populaire est un élément essentiel d'un développement réussi et durable;

f) La démocratie, le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, y compris le droit au développement, une gestion des affaires publiques et une administration transparentes et responsables dans tous les secteurs de la société, ainsi qu'une véritable participation de la société civile sont un élément essentiel des fondements nécessaires d'un développement durable axé sur la société et les individus;

g) La participation des pays en développement au processus de la prise des décisions économiques internationales doit être élargie et renforcée;

6. *Réaffirme également* que la démocratie, le développement et le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales seraient renforcés par une coopération internationale accrue, en particulier pour le développement;

7. *Prie instamment* tous les États d'éliminer tous les obstacles au développement, à tous les niveaux, en veillant à assurer la promotion et la défense des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, en mettant en œuvre à l'échelon national des programmes globaux de développement qui intègrent ces droits aux activités de développement, et en favorisant une coopération internationale efficace;

8. *Souligne à nouveau* que la généralisation de la pauvreté absolue entrave la jouissance pleine et effective des droits de l'homme et fragilise la démocratie et la participation populaire;

9. *Invite* le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans les limites de son mandat, à accorder l'attention voulue aux incidences du problème du fardeau de la dette extérieure des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, sur le plein exercice du droit au développement dans ces pays;

10. *Exprime sa profonde préoccupation* devant la diminution globale de l'aide publique au développement, et engage les pays développés, agissant dans un esprit de partenariat, à consacrer davantage de ressources à l'aide au développement afin d'aider les États dans les efforts qu'ils déploient pour accéder à l'exercice du droit au développement, ce afin de s'acquitter le plus rapidement possible de l'engagement qu'ils ont pris d'atteindre les objectifs fixés par l'Organisation des Nations Unies;

11. *Affirme* la nécessité d'adopter une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans la mise en œuvre du droit au développement, notamment en veillant à ce que les femmes jouent un rôle actif dans le processus de développement, et insiste sur le fait que l'émancipation des femmes et leur pleine participation sur un pied d'égalité à tous les domaines de la société est d'une importance fondamentale pour le développement;

12. *Se déclare préoccupée* par les effets négatifs de la crise financière actuelle sur la réalisation du droit au développement et sur la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans les pays touchés, en particulier les droits à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et au travail;

13. *Affirme* que la coopération internationale est plus que jamais reconnue comme une nécessité découlant d'un intérêt mutuel attesté, et donc qu'une telle coopération devrait être renforcée pour soutenir les pays en développement dans l'action qu'ils mènent en vue de résoudre leurs problèmes sociaux et économiques et d'honorer l'obligation qui leur incombe de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme;

14. *Se félicite* de l'intention manifestée par le Secrétaire général de donner au droit au développement un rang élevé dans l'ordre des priorités, et invite instamment tous les États à promouvoir davantage le droit au développement en tant qu'élément capital d'un programme équilibré dans le domaine des droits de l'homme;

15. *Se félicite également* des efforts que fait le Haut Commissaire aux fins de la promotion et de la réalisation du droit au développement, et l'invite à rechercher de nouveaux moyens d'atteindre cet objectif;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer à informer la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale des activités que les organismes, fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies auront menées pour appliquer la Déclaration sur le droit au développement ainsi que des obstacles à l'exercice dudit droit qu'ils auront identifiés;

17. *Se félicite* de l'établissement, en application de la résolution 1998/72 de la Commission des droits de l'homme, d'un mécanisme de suivi initialement mis en place pour une période de trois ans et constitué d'un groupe de travail à composition non limitée de la Commission et d'un expert indépendant, ce qui devrait permettre de faire de nouveaux progrès aux fins de la réalisation du droit au développement;

18. *Demande* à la Commission des droits de l'homme de continuer à lui faire des propositions, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, touchant l'action à entreprendre à l'avenir, en particulier les mesures concrètes à prendre pour assurer l'application et le renforcement de la Déclaration sur le droit au développement, y compris toutes mesures permettant de surmonter efficacement les difficultés qui y font obstacle;

19. *Considère* que le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme offre une importante occasion de placer tous les droits de l'homme, en particulier le droit au développement, en tête de la liste des priorités mondiales;

20. *Demande* au Secrétaire général et au Haut Commissaire, selon qu'il conviendra:

a) De rechercher des moyens de donner à la Déclaration sur le droit au développement une image qui soit à la mesure de son importance;

b) De continuer à donner la priorité au droit au développement et de prévoir en conséquence l'appui en personnel, services et ressources nécessaire au suivi des programmes;

c) D'assurer la diffusion et la promotion à grande échelle de la Déclaration sur le droit au développement, en coopération étroite avec les États et les organisations intergouvernementales, les institutions nationales, les milieux universitaires et les organisations non gouvernementales intéressées du monde entier, en distribuant largement des brochures et des publications, comme on le fait pour la Déclaration universelle des droits de l'homme, et en organisant des ateliers et séminaires;

d) De mettre en valeur le rôle et l'importance du droit au développement dans le cadre de la promotion et de la défense des droits de l'homme en général;

e) De prévoir régulièrement des consultations officielles et officieuses avec tous les États concernant le suivi de la Déclaration sur le droit au développement;

f) De continuer à accueillir favorablement les initiatives en vue de l'organisation de séminaires régionaux qui seraient axés sur tous les aspects de la réalisation du droit au développement;

g) D'engager un dialogue avec la Banque mondiale en ce qui concerne le droit au développement, y compris les initiatives, les politiques, les programmes et les activités susceptibles de promouvoir ce droit, et de tenir régulièrement les États Membres informés des progrès accomplis dans le cadre de ce dialogue;

h) D'inciter les entités compétentes des Nations Unies, notamment celles qui participent aux travaux du Comité exécutif sur les affaires économiques et sociales, à promouvoir le droit au développement et à s'employer à sa réalisation, en particulier au niveau international;

21. *Prie* la Commission des droits de l'homme:

a) D'inviter l'expert indépendant désigné par le Président de la Commission à inclure, dans son étude sur les progrès accomplis dans la réalisation du droit au développement, des propositions de mesures qui pourraient être prises dans le sens d'une plus large réalisation du droit au développement aux niveaux national et international et à soumettre son étude à l'Assemblée générale;

b) D'inviter le mécanisme de suivi à envisager, entre autres, l'élaboration d'une convention sur le droit au développement;

22. *Exhorte* tous les États à reprendre, dans les déclarations et programmes d'action adoptés par les conférences internationales convoquées par l'Organisation des Nations Unies sur la question, des éléments susceptibles de contribuer à promouvoir et défendre le droit au développement;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

24. *Décide* d'examiner la question à sa cinquante-quatrième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/156. Situation des droits de l'homme au Rwanda

L'Assemblée générale,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Charte internationale des droits de l'homme³⁶², de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide³⁶³ et des autres normes applicables en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire,

Rappelant sa résolution 52/146 du 12 décembre 1997 ainsi que ses autres résolutions sur la question, et prenant note de la résolution 1998/69 de la Commission des droits de l'homme en date du 21 avril 1998³⁶⁴,

Réaffirmant qu'une action efficace visant à empêcher de nouvelles violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales doit être un élément central et faire partie intégrante de l'ensemble des mesures prises par le Rwanda et l'Organisation des Nations Unies pour répondre à la situation au Rwanda, et que le renforcement de la composante droits de l'homme est indispensable à la réconciliation nationale et à la reconstruction du Rwanda,

1. *Prend acte* du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda³⁶⁵ et du rapport du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Rwanda³⁶⁶, et se réfère également aux rapports pertinents du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences³⁶⁷, et du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la question de l'indépendance des juges et des avocats³⁶⁸;

2. *Condamne de nouveau énergiquement* le crime de génocide et les crimes contre l'humanité commis au Rwanda en 1994;

³⁶² Voir résolutions 217 A (III), 2200 A (XXI), annexe, et 44/128, annexe.

³⁶³ Résolution 260 A (III).

³⁶⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

³⁶⁵ A/53/367, annexe.

³⁶⁶ A/53/402, annexe.

³⁶⁷ E/CN.4/1998/54/Add.1.

³⁶⁸ E/CN.4/1998/39.

3. *S'inquiète vivement* de la persistance des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire au Rwanda, en particulier de celles commises dans le cadre du conflit qui fait rage dans le nord-ouest du pays et en ce qui concerne les conditions de détention et les procédures judiciaires imposées aux personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité;

4. *Prie instamment* tous les États de coopérer pleinement et sans retard avec le Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994, conformément aux obligations que leur imposent les résolutions 955 (1994) et 978 (1995) du Conseil de sécurité en date des 8 novembre 1994 et 27 février 1995 respectivement, et encourage le Secrétaire général à faciliter dans toute la mesure possible les activités du Tribunal international pour le Rwanda;

5. *Félicite* le Tribunal international pour le Rwanda des progrès qu'il a accomplis dans ses travaux, et l'engage à trouver de nouveaux moyens d'accélérer ses procédures;

6. *Déplore vivement* qu'aucun accord ne soit intervenu au sujet d'un nouveau mandat pour l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda, ce qui a entraîné le retrait de l'Opération du Rwanda le 28 juillet 1998;

7. *Se félicite* de la décision du Gouvernement rwandais de créer une commission nationale des droits de l'homme, et le prie instamment de prendre les mesures nécessaires pour que la commission puisse être pleinement établie et commence à fonctionner de manière indépendante conformément aux principes internationaux régissant la création d'institutions nationales indépendantes et pluralistes chargées d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme;

8. *Encourage* le Gouvernement rwandais à poursuivre ses efforts pour ouvrir un large débat public en vue de renforcer encore le fonctionnement et l'indépendance de la commission nationale des droits de l'homme, l'exhorte à travailler avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour faciliter ce débat, et encourage le Haut Commissaire à continuer de lui fournir l'assistance requise;

9. *Appuie et encourage* les efforts que continue de déployer le Gouvernement rwandais pour traduire en justice certains éléments des forces armées coupables de violations, et, à ce sujet, note avec intérêt le renforcement du Département du Procureur militaire, qui accroîtra les moyens dont dispose l'Armée patriotique rwandaise pour mener des enquêtes internes et faire passer en jugement les personnes accusées;

10. *Engage* le Gouvernement rwandais à donner la priorité absolue à la poursuite et à la répression de crimes sexuels violents commis contre des femmes, conformément aux recommandations du Rapporteur spécial chargé d'étudier la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences;

11. *Encourage* le Gouvernement rwandais à assurer plus efficacement encore l'indépendance de la magistrature et, avec l'appui de la communauté internationale, à renforcer les moyens dont dispose le système judiciaire, notamment en prenant des mesures supplémentaires pour garantir pleinement l'équité des procès, comme l'exigent la législation rwandaise, l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁶⁹ et d'autres garanties internationales;

12. *Se félicite* de la poursuite des procès des personnes soupçonnées de génocide et de crime contre l'humanité au Rwanda et des améliorations apportées aux conditions dans lesquelles se déroulent les procès, notamment l'accélération de la phase d'instruction;

13. *Lance à nouveau un appel* à la communauté internationale pour qu'elle fournisse une assistance au Gouvernement rwandais afin de l'aider à renforcer la protection des survivants et des témoins du génocide et l'administration de la justice, notamment à améliorer l'accès à une représentation judiciaire, à poursuivre les personnes responsables de génocide et d'autres violations des droits de l'homme et à promouvoir l'état de droit au Rwanda, et note avec satisfaction l'assistance déjà fournie par la communauté des donateurs;

14. *Salue et encourage* la remise en liberté des mineurs, des prisonniers âgés, des prisonniers malades en phase terminale et des suspects dont le dossier est incomplet, qui doivent leur détention à leur participation présumée au génocide et à d'autres violations des droits de l'homme, et prie instamment le Gouvernement rwandais de prendre des mesures adéquates pour faciliter la réinsertion sociale des personnes ainsi libérées;

15. *Se déclare de nouveau préoccupée* par les conditions de détention dans la plupart des prisons et centres de détention communaux, souligne qu'il faut consacrer davantage d'attention et de ressources à ce problème, et encourage le Gouvernement rwandais à continuer de rechercher des solutions pragmatiques permettant de libérer un plus grand nombre de détenus et d'assurer leur réinsertion sociale, et engage de nouveau la communauté internationale à aider le Gouvernement rwandais dans ce domaine;

16. *Remercie* les gouvernements, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et les organisations non gouvernementales qui ont appuyé le Gouvernement rwandais dans le domaine des droits de l'homme, et encourage ledit Gouvernement ainsi que d'autres gouvernements, le Haut Commissaire et les organisations non gouvernementales à poursuivre les efforts qu'ils déploient de concert dans le domaine des droits de l'homme selon un schéma arrêté en commun, compte tenu notamment du plan en cinq points présenté par le Gouvernement rwandais, qui comprend les domaines prioritaires ci-après, indiqués dans le rapport du Représentant spécial³⁷⁰: a) formation d'inspecteurs nationaux des droits de l'homme; b) lancement de programmes d'enseignement de type scolaire ou autre en matière de droits de l'homme; c) fourniture à la commission nationale des droits de

³⁶⁹ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁷⁰ Voir A/53/402, par. 18.

l'homme de l'aide financière et technique nécessaire; d) organisation d'une campagne médiatique de sensibilisation du public aux questions relatives aux droits de l'homme; et e) création d'un centre national des droits de l'homme devant servir de centre d'information et de formation;

17. *Encourage* la poursuite de la coopération entre le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme et le Gouvernement rwandais;

18. *Décide* de garder la situation des droits de l'homme au Rwanda à l'étude lors de sa cinquante-quatrième session, compte tenu des éléments additionnels fournis par la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/157. Situation des droits de l'homme en Iraq

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de défendre et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales énoncés dans la Charte des Nations Unies et spécifiés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁷¹, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁷² et d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Considérant que l'Iraq est partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ainsi qu'aux Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre³⁷³,

Rappelant ses précédentes résolutions et celles de la Commission des droits de l'homme sur la question, et prenant note de la plus récente, la résolution 1998/65 de la Commission, en date du 21 avril 1998³⁷⁴,

Prenant acte des observations finales adoptées par le Comité des droits de l'enfant à l'issue de son examen du rapport initial de l'Iraq³⁷⁵ au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant³⁷⁶,

Rappelant la résolution du Conseil de sécurité 686 (1991) du 2 mars 1991, dans laquelle il a exigé que l'Iraq libère tous les nationaux du Koweït et d'États tiers qu'il pourrait encore détenir, les résolutions du Conseil 687 (1991)

du 3 avril 1991 et 688 (1991) du 5 avril 1991, dans lesquelles il a exigé qu'il soit mis fin à la répression de la population civile iraquienne et insisté pour que l'Iraq coopère avec les organismes internationaux à vocation humanitaire et que les droits de l'homme de tous les citoyens irakiens soient respectés, ainsi que les résolutions du Conseil 986 (1995) du 14 avril 1995, 1111 (1997) du 4 juin 1997, 1129 (1997) du 12 septembre 1997, 1143 (1997) du 4 décembre 1997, 1153 (1998) du 20 février 1998 et 1175 (1998) du 19 juin 1998, par lesquelles il a autorisé les États à permettre l'importation de pétrole iraquien pour que l'Iraq puisse acheter des fournitures humanitaires,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité 986 (1995)³⁷⁷, 1111 (1997)³⁷⁸ et 1143 (1997)³⁷⁹ et, en particulier, de son rapport du 1^{er} septembre 1998 sur l'application de la résolution 1153 (1998) du Conseil³⁸⁰,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Iraq³⁸¹ ainsi que des observations, conclusions et recommandations qu'il contient, et note avec consternation que la situation des droits de l'homme dans le pays ne s'est pas améliorée;

2. *Demande* au Gouvernement iraquien d'honorer les obligations qu'il a librement contractées en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du droit international humanitaire et de respecter et garantir les droits de toutes les personnes qui vivent sur son territoire et relèvent de sa juridiction, quels que soient leur origine, leur appartenance ethnique, leur sexe ou leur religion;

3. *Demande également* au Gouvernement iraquien de coopérer avec les mécanismes mis en place par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, notamment en acceptant que le Rapporteur spécial se rende de nouveau en Iraq et en autorisant le stationnement d'observateurs des droits de l'homme dans l'ensemble du pays, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme;

4. *Condamne fermement* les violations systématiques, généralisées et extrêmement graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par le Gouvernement iraquien, qui se traduisent partout par un état de répression et d'oppression;

³⁷¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante et unième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1996*, document S/1996/1015.

³⁷² *Ibid.*, cinquante-deuxième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1997, document S/1997/935.

³⁷³ *Ibid.*, cinquante-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1998, documents S/1998/90 et S/1998/194; et *ibid.*, Supplément d'avril, mai et juin 1998, document S/1998/477.

³⁷⁴ *Ibid.*, Supplément de juillet, août et septembre 1998, document S/1998/823.

³⁷⁵ A/53/433.

³⁷¹ Résolution 217 A (III).

³⁷² Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁷³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

³⁷⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n^o 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

³⁷⁵ CRC/C/15/Add.94.

³⁷⁶ Résolution 44/25, annexe.

5. *Condamne* la suppression des libertés de pensée, d'expression, d'information, d'association, de réunion et de circulation résultant de la peur des arrestations, incarcérations et autres sanctions, y compris la peine de mort;

6. *Condamne également* le fait que la peine de mort est largement appliquée en violation des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁸² et des garanties des Nations Unies, y compris pour sanctionner des infractions mineures telles que le vol et la contrebande;

7. *Condamne fermement* les exécutions sommaires et arbitraires, notamment les assassinats politiques, les disparitions forcées ou involontaires, les arrestations et détentions arbitraires couramment pratiquées et le non-respect constant et systématique des garanties judiciaires et de la légalité, et demande au Gouvernement iraquien d'expliquer pour quelle raison les prisons sont vides alors qu'il y a lieu de penser que des exécutions sommaires y ont eu lieu;

8. *Se déclare profondément préoccupée* par la pratique généralisée et systématique de la torture sous ses formes les plus cruelles et la promulgation et l'application de décrets prescrivant des peines cruelles et inhumaines pour sanctionner certains délits;

9. *Demande* au Gouvernement iraquien d'abroger tous les décrets qui prescrivent des peines ou traitements cruels et inhumains, y compris les mutilations, et de mettre fin à la torture et aux peines et traitements cruels et aussi d'abroger toutes les lois et procédures, notamment le décret n° 840 du Conseil du commandement de la révolution, en date du 4 novembre 1986, qui punit la libre expression, et de faire en sorte que l'autorité de l'État repose sur la volonté réelle du peuple;

10. *Demande également* au Gouvernement iraquien de restaurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et d'abroger toutes les lois qui accordent l'impunité aux membres de certaines forces ou à certains individus qui tuent ou mutilent pour des raisons étrangères à ce que doit être l'administration de la justice dans un état de droit, conformément aux normes internationales en la matière;

11. *Exige* du Gouvernement iraquien qu'il fasse en sorte que le comportement de ses forces militaires et de ses forces de sécurité soit conforme aux normes du droit international, en particulier à celles du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

12. *Demande instamment* au Gouvernement iraquien de mettre fin immédiatement à la poursuite des déplacements forcés pour des motifs discriminatoires;

13. *Demande de même instamment* au Gouvernement iraquien de respecter les droits de tous les groupes ethniques et religieux et de cesser immédiatement ses pratiques répressives à l'encontre des Kurdes irakiens, des Assyriens, des Turkmènes, de la population des régions marécageuses du sud, et d'assurer l'intégrité physique des Chiites et de leur établissement religieux et de garantir leurs libertés;

14. *Demande* au Gouvernement iraquien de coopérer avec la Commission tripartite pour retrouver la trace et connaître le sort des centaines de personnes toujours portées disparues, y compris des prisonniers de guerre, des nationaux du Koweït et de pays tiers victimes de l'occupation illégale du Koweït par l'Iraq, de coopérer à cette fin avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires de la Commission des droits de l'homme et d'indemniser, par le biais du mécanisme créé par la résolution 692 (1991) du Conseil de sécurité en date du 20 mai 1991, les familles des personnes qui sont mortes ou ont disparu alors qu'elles étaient détenues par les autorités irakiennes, et de libérer immédiatement tous les nationaux du Koweït et d'autres États qui pourraient encore se trouver en détention;

15. *Demande également* au Gouvernement iraquien d'accroître sa coopération avec les organismes d'aide internationaux et les organisations non gouvernementales qui fournissent une aide humanitaire et surveillent la situation dans le nord et le sud du pays, en particulier de garantir le droit à un niveau de vie suffisant, notamment pour ce qui est de l'alimentation et des soins de santé;

16. *Prend note* du fait que le Secrétaire général dans son rapport du 1^{er} septembre 1998³⁸⁰ a remercié le Gouvernement iraquien de continuer de coopérer en vue de l'application des résolutions du Conseil de sécurité 986 (1995), 1111 (1997), 1129 (1997), 1143 (1997) et 1153 (1998) et du mémorandum d'accord conclu entre le Secrétariat et le Gouvernement iraquien sur cette question le 20 mai 1996³⁸³;

17. *Demande* au Gouvernement iraquien de continuer de coopérer en vue de l'application des résolutions du Conseil de sécurité 986 (1995), 1111 (1997), 1143 (1997) et 1153 (1998) et de distribuer équitablement à la population iraquienne, y compris dans les zones reculées, sans discrimination, les fournitures humanitaires achetées avec le revenu tiré de la vente de pétrole iraquien et de continuer de faciliter les activités du personnel des Nations Unies chargé de l'aide humanitaire en Iraq en garantissant la liberté de mouvement des observateurs dans l'ensemble du pays;

18. *Prie* le Secrétaire général d'apporter toute l'assistance voulue au Rapporteur spécial pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat;

19. *Décide* de poursuivre, à sa cinquante-quatrième session, l'examen de la situation des droits de l'homme en Iraq au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme», compte tenu des compléments d'information que pourra lui apporter la Commission des droits de l'homme.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

³⁸² Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁸³ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante et unième année, Supplément d'avril, mai et juin 1996*, document S/1996/356.

53/158. Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

L'Assemblée générale,

S'inspirant de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁸⁴, des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁸⁵ et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des divers instruments internationaux dans ce domaine,

Sachant que la République islamique d'Iran est partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 52/142 du 12 décembre 1997, et prenant note de la résolution 1998/80 de la Commission des droits de l'homme en date du 22 avril 1998³⁸⁶,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran³⁸⁷, et prend note de la conclusion du Représentant spécial, à savoir qu'il existe une volonté politique d'instaurer une société plus tolérante et plus pacifique, mais que, si certains secteurs profitent déjà de ce progrès, les droits de l'homme continuent d'être gravement bafoués;

2. *Accueille de même avec satisfaction* l'engagement pris par le Gouvernement de la République islamique d'Iran de promouvoir le respect de la légalité, notamment d'éliminer les arrestations et détentions arbitraires, et de réformer le système juridique et pénitentiaire, notamment en fermant les centres de détention qui ne font pas partie du réseau carcéral national, et d'aligner ce système sur les normes internationales en matière de droits de l'homme dans ce domaine, et demande au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard;

3. *Accueille en outre avec satisfaction* l'élargissement du débat, en République islamique d'Iran, sur les questions du mode de gouvernement et de droits de l'homme ainsi que les efforts que font les autorités pour faire progresser la liberté d'expression, tout en restant préoccupée par les exemples de fermeture arbitraire d'organes de presse, par les cas largement signalés de harcèlement et de persécution de personnes, parmi lesquelles des écrivains et des journalistes;

4. *Salue* l'attitude plus positive du Gouvernement de la République islamique d'Iran à l'égard de la liberté de réunion, ainsi que l'appui donné au développement des organisations non gouvernementales, et exprime l'espoir que la liberté de participer à des activités politiques deviendra plus effective;

5. *Note avec intérêt* que la Commission islamique des droits de l'homme accorde une attention croissante à la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, notamment pour ce qui est de l'examen des plaintes individuelles et les activités de formation, et exprime l'espoir que cette commission deviendra un organisme authentiquement indépendant pour la promotion et la protection des droits de l'homme conformément aux principes de 1993 concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme³⁸⁸;

6. *Se félicite* que le Gouvernement de la République islamique d'Iran ait donné l'assurance qu'il n'a aucune intention de prendre quelque mesure que ce soit propre à menacer la vie de Salman Rushdie et de ceux qui ont été associés à son travail, non plus que d'encourager ou d'aider quiconque à porter atteinte à la vie de l'écrivain, et que le Gouvernement se dissocie de toute offre de prime à ce sujet et ne la soutient pas, mais exprime sa préoccupation devant la persistance des menaces qui pèsent sur la vie de Salman Rushdie, y compris l'augmentation annoncée de la prime offerte;

7. *Se déclare préoccupée* par la persistance des violations des droits de l'homme en République islamique d'Iran signalées par le Représentant spécial, en particulier les exécutions auxquelles il est procédé apparemment en l'absence de respect des garanties internationalement reconnues, l'utilisation de lois relatives à la sécurité nationale comme prétexte pour déroger aux droits de l'individu, les cas de tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris la lapidation et l'amputation, ainsi que le non-respect des normes internationales dans l'administration de la justice et l'absence de garanties d'une procédure régulière;

8. *Se déclare également préoccupée* par la discrimination qui frappe les minorités religieuses, et en particulier reste profondément inquiète des persécutions qui continuent à faire rage contre les bahaïs, en particulier les condamnations à mort et les exécutions, et l'arrestation de membres de la communauté bahaïe, et demande instamment au Gouvernement de la République islamique d'Iran d'appliquer les recommandations du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la question de l'intolérance religieuse à l'égard des bahaïs et des autres minorités religieuses, jusqu'à leur émancipation complète;

9. *Prend note* des déclarations faites par le Gouvernement de la République islamique d'Iran au sujet de la nécessité de revoir la législation et les attitudes qui constituent une discrimination à l'égard des femmes, et restant préoccupée

³⁸⁴ Résolution 217 A (III).

³⁸⁵ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁸⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

³⁸⁷ A/53/423 et Corr.1, annexe.

³⁸⁸ Résolution 48/134, annexe.

par le fait que les femmes ne peuvent exercer pleinement et à égalité leurs droits fondamentaux, comme le signale le Représentant spécial, demande au Gouvernement de prendre des mesures concrètes et efficaces pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la législation et dans la pratique;

10. *Demande* au Gouvernement de la République islamique d'Iran de poursuivre ses efforts et d'honorer les obligations qu'il a librement contractées en vertu des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁸⁵ et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, pour que tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction, y compris les personnes appartenant à des minorités religieuses, jouissent de tous les droits inscrits dans ces instruments;

11. *Demande également* au Gouvernement de la République islamique d'Iran de faire en sorte que la peine capitale ne soit prononcée que pour les crimes les plus graves, et qu'elle ne le soit pas pour apostasie ou au mépris des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁸⁵ et des garanties prescrites par les Nations Unies, et de fournir au Représentant spécial des statistiques pertinentes à ce sujet;

12. *Demande en outre* au Gouvernement de la République islamique d'Iran de tirer pleinement parti des programmes de coopération technique existant dans le domaine des droits de l'homme, et se félicite, à ce sujet, de le voir disposé à introduire, dans les programmes d'enseignement des universités, les normes internationales relatives aux droits de l'homme;

13. *Déplore* que le Gouvernement de la République islamique d'Iran n'ait pas encore invité le Représentant spécial à se rendre en Iran, et demande à ce gouvernement de lui adresser cette invitation et de recommencer à coopérer pleinement avec lui pour qu'il s'acquitte de son mandat;

14. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran à sa cinquante-quatrième session, notamment pour ce qui a trait aux groupes minoritaires tels que la communauté bahaïe, au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme», compte tenu des compléments d'information que pourra lui apporter la Commission des droits de l'homme.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/159. Situation des droits de l'homme en Haïti

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de

l'homme³⁸⁹ et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁹⁰,

Rappelant sa résolution 52/138 du 12 décembre 1997, et prenant note de la résolution 1998/58 de la Commission des droits de l'homme en date du 17 avril 1998³⁹¹,

Considérant que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et complémentaires, et que la communauté internationale s'est engagée à appuyer, renforcer et promouvoir ce principe,

Prenant acte du rapport de M. Adama Dieng³⁹², expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Haïti, qui a été nommé pour apporter une assistance au Gouvernement haïtien dans l'étude de l'évolution de la situation des droits de l'homme dans le pays et pour vérifier qu'Haïti s'acquitte de ses obligations en la matière, ainsi que des recommandations figurant dans ce rapport,

Tenant compte du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de coopération technique destiné à renforcer la capacité institutionnelle d'Haïti dans le domaine des droits de l'homme³⁹³,

Considérant les importantes contributions que la Mission civile internationale en Haïti, la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti et la Commission nationale de vérité et de justice ont apportées au rétablissement et au renforcement de la démocratie en Haïti ainsi qu'à l'instauration d'un climat de liberté et de tolérance propice au respect des droits de l'homme,

Notant avec satisfaction que, dans sa résolution 52/174 du 18 décembre 1997, l'Assemblée générale a reconduit le mandat de la composante Organisation des Nations Unies de la Mission civile internationale en Haïti de l'Organisation des États américains et de l'Organisation des Nations Unies,

Se félicitant de l'assistance technique que le Programme des Nations Unies pour le développement et les membres de la communauté internationale apportent au développement institutionnel de la Police nationale haïtienne,

Notant qu'en dépit des efforts que déploie le Gouvernement pour améliorer la situation des droits de l'homme en Haïti et des progrès enregistrés à cet égard, de graves problèmes liés pour l'essentiel à l'administration de la justice persistent encore,

³⁸⁹ Résolution 217 A (III).

³⁹⁰ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁹¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

³⁹² A/53/355, annexe.

³⁹³ A/53/530.

Notant avec inquiétude que l'absence prolongée de premier ministre a eu des conséquences néfastes sur la situation des droits de l'homme, comme l'a indiqué l'expert indépendant dans son rapport,

Réitérant l'espoir que le peuple haïtien sera le plus tôt possible en mesure d'exprimer pleinement sa volonté au moyen d'élections libres, régulières et transparentes,

Accueillant avec satisfaction la décision du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la question de la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences de se rendre en mission en Haïti en novembre 1998,

1. *Sait gré* au Secrétaire général, à son Représentant spécial pour Haïti et à l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Haïti des efforts qu'ils continuent de faire pour consolider les institutions démocratiques en Haïti et y faire respecter les droits de l'homme;

2. *Se félicite* de la décision du Gouvernement haïtien de diffuser dans tout le pays, avec l'aide de la Mission civile internationale en Haïti, le rapport de la Commission nationale de vérité et de justice de février 1996 et d'entamer des actions en justice dans les cas graves;

3. *Encourage* le Gouvernement haïtien à poursuivre sa réforme du système judiciaire, en soulignant la priorité qu'elle revêt dans le cadre de l'assistance bilatérale et multilatérale que fournit la communauté internationale, dont le Programme des Nations Unies pour le développement, et, à cet égard, invite tous les secteurs concernés de la société haïtienne à adopter des mesures coordonnées pour améliorer le système d'administration de la justice, condition indispensable pour garantir le respect des droits de l'homme;

4. *Invite* les autorités haïtiennes à mettre leur volonté politique au service de la réforme, du renforcement du système judiciaire et de l'amélioration des conditions carcérales dans le pays;

5. *Se déclare profondément préoccupée* par l'impasse politique prolongée dans laquelle se trouve le pays et qui présente des risques considérables pour la démocratie, le développement économique et social et le respect des droits de l'homme, et, à cet égard, prie instamment les autorités et les responsables politiques de poursuivre leurs efforts pour résoudre la crise, afin que la nomination d'un premier ministre puisse être ratifiée par le Parlement sans délai;

6. *Note avec satisfaction* que le Gouvernement haïtien a mis en service le Bureau de la protection du citoyen, et invite le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à contribuer à son renforcement grâce à un programme de coopération technique afin qu'il devienne une institution nationale pour la défense des droits de l'homme largement ouverte à la participation de la société civile;

7. *Invite* la communauté internationale, y compris les institutions de Bretton Woods, à continuer d'être associée à la reconstruction et au développement d'Haïti, eu égard à la

précarité de la situation politique, sociale et économique du pays;

8. *Encourage* le Gouvernement haïtien à ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³⁹⁰, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants³⁹⁴, et les Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁹⁵;

9. *Décide* de poursuivre à sa cinquante-quatrième session l'examen de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Haïti.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/160. Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que tous les États Membres sont tenus de défendre et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁹⁶, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁹⁷ et d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Consciente que la République démocratique du Congo est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁹⁷, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³⁹⁷, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale³⁹⁸ et à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples³⁹⁹,

Prenant note de la résolution 1998/61 de la Commission des droits de l'homme en date du 21 avril 1998⁴⁰⁰,

Ayant pris connaissance du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo⁴⁰¹, et prenant acte du rapport de l'Équipe d'enquête du Secrétaire général chargée d'enquêter sur les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans la République démocratique du Congo⁴⁰²,

³⁹⁴ Résolution 39/46, annexe.

³⁹⁵ Voir résolutions 2200 A (XXI), annexe, et 44/128, annexe.

³⁹⁶ Résolution 217 A (III).

³⁹⁷ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

³⁹⁸ Résolution 2106 A (XX), annexe.

³⁹⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1520, n° 26363.

⁴⁰⁰ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/998/23), chap. II, sect. A.

⁴⁰¹ E/CN.4/1998/65 et Corr.1.

⁴⁰² Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998, document S/1998/581, annexe.

1. *Exprime sa profonde préoccupation* au sujet des répercussions du conflit en cours dans la République démocratique du Congo sur la situation des droits de l'homme dans ce pays et de ses conséquences néfastes pour la population civile;

2. *Prend acte* du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo⁴⁰¹;

3. *Se déclare préoccupée* par la détérioration de la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo, qui s'est aggravée en raison de la poursuite des hostilités et de la persistance des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises sur le territoire de la République démocratique du Congo, en particulier par les exécutions sommaires et arbitraires, les disparitions, les tortures, les passages à tabac, les arrestations arbitraires et la détention sans procès, les violences sexuelles à l'égard de femmes et d'enfants et l'utilisation d'enfants soldats;

4. *Prie instamment* toutes les parties au conflit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire de la part des forces armées placées sous leur commandement, de s'abstenir de toute incitation à la haine ethnique et de s'interdire de persécuter des civils pour des raisons de nationalité ou d'appartenance ethnique;

5. *Appuie* tous les efforts déployés à l'échelon régional pour régler le conflit par des moyens pacifiques;

6. *Exhorte* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à honorer les engagements qui lui incombent en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels la République démocratique du Congo est partie et à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

7. *Souligne* que le Gouvernement de la République démocratique du Congo doit secourir et protéger la population civile, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du territoire de la République démocratique du Congo;

8. *Encourage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer d'autoriser le Comité international de la Croix-Rouge à rendre librement visite à toutes les personnes détenues sur le territoire de la République démocratique du Congo, et exhorte les autres parties au conflit à faire de même;

9. *Souligne* qu'il faut lever les restrictions qui entravent les activités des organisations non gouvernementales et garantir le respect du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du droit à la liberté d'association;

10. *Rappelle et salue* l'intention exprimée par le Gouvernement de la République démocratique du Congo d'engager un processus de démocratisation qui, grâce à la création d'institutions démocratiques et à la tenue d'élections, devrait déboucher sur l'instauration d'un État fondé sur la primauté du droit et le respect des droits de l'homme,

notamment d'un gouvernement représentatif et responsable, et exhorte le Gouvernement de la République démocratique du Congo à créer les conditions propices à l'enclenchement d'un processus de démocratisation authentique, sans exclusive et pleinement en phase avec les aspirations de la population;

11. *Accueille avec satisfaction* la création, par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, de la Commission constitutionnelle, qui a été mise en place le 5 novembre 1997, ainsi que l'élaboration par celle-ci d'un nouveau projet de constitution, et encourage la tenue d'un débat public ouvert et approfondi sur les principes de la nouvelle constitution avant la tenue d'un référendum;

12. *Accueille de même avec satisfaction* l'intention exprimée par le Gouvernement de la République démocratique du Congo de réformer le système judiciaire et d'en rétablir l'efficacité, et demande au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin;

13. *Rappelle* la teneur du rapport de l'Équipe d'enquête du Secrétaire général chargée d'enquêter sur les graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises dans la République démocratique du Congo⁴⁰², et demande au Gouvernement de la République démocratique du Congo d'enquêter sans tarder sur les allégations figurant dans le rapport de l'Équipe d'enquête et de traduire en justice tous ceux dont il sera avéré qu'ils ont participé à des massacres, des atrocités ou d'autres violations du droit international humanitaire;

14. *Regrette* l'absence de coopération entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et le Rapporteur spécial, et demande instamment au Gouvernement de permettre au Rapporteur spécial de se rendre dans le pays;

15. *Salue* l'action du Bureau des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo, et encourage le Gouvernement de la République démocratique du Congo à lui apporter son entière coopération;

16. *Engage* la communauté internationale à prêter son concours dans le domaine des droits de l'homme, notamment en aidant le Bureau des droits de l'homme à renforcer ses capacités pour continuer de surveiller la situation des droits de l'homme sur tout le territoire de la République démocratique du Congo et d'en rendre compte, à soutenir les efforts que déploie le Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de renforcer l'état de droit et l'administration de la justice, et à fournir à ce pays l'assistance dont il a besoin pour se doter de moyens d'action, en particulier pour soutenir et renforcer les organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme;

17. *Souligne* que la question des droits de l'homme devra être pleinement prise en compte dans tout règlement du conflit;

18. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo, et demande au Rapporteur spécial de lui faire rapport sur la question à sa cinquante-quatrième session.

53/161. Situation des droits de l'homme au Nigéria

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales énoncés dans la Charte des Nations Unies et spécifiés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁰³, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴⁰⁴ et d'autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant que le Nigéria est partie aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁴⁰⁵, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴⁰⁶ et à la Convention relative aux droits de l'enfant⁴⁰⁷, ainsi qu'à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples⁴⁰⁸,

Rappelant ses résolutions antérieures, ainsi que celles de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Nigéria,

Se félicitant de la contribution positive que le Nigéria a apportée, par le biais de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à l'appui de la démocratie dans la région de l'Afrique de l'Ouest,

Notant les mesures positives et encourageantes prises par le Gouvernement nigérian, qui méritent d'être pleinement appuyées et qui ont été accueillies favorablement par le peuple nigérian ainsi que par la communauté internationale, notamment le Commonwealth et l'Union européenne,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Nigéria⁴⁰⁹;

2. *Se félicite* que le général Abdulsalami Abubakar ait annoncé un nouveau programme de transition qui doit conduire à un gouvernement civil, et note avec satisfaction que le Gouvernement nigérian s'est engagé à rétablir pleinement la démocratie, la légalité et le respect des droits de l'homme;

3. *Note avec satisfaction* les mesures concrètes prises à ce jour pour appliquer le programme de transition, et compte que d'autres mesures seront prises dans ce sens;

4. *Exprime son soutien sans réserve* au Gouvernement nigérian dans l'important processus d'édification d'un Nigéria pacifique et stable, fondé sur la légalité, la démocratie et le respect des droits de l'homme;

5. *Se félicite* que le Gouvernement nigérian réexamine les décrets encore en vigueur, et l'invite instamment à abroger d'urgence ceux qui portent atteinte aux droits fondamentaux des citoyens nigériens;

6. *Encourage* toutes les composantes de la société nigérienne à participer activement et dans un esprit constructif au processus de démocratisation et au rétablissement du pouvoir civil;

7. *Note avec satisfaction* la création de la Commission électorale nationale indépendante et la publication d'un calendrier détaillé pour le processus électoral qui s'achèvera avec la tenue des élections présidentielles le 27 février 1999 et la transmission du pouvoir à un gouvernement civil le 29 mai 1999;

8. *Se félicite* que le Gouvernement nigérian ait invité l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, le Commonwealth et l'Union européenne à fournir une assistance électorale et à surveiller le déroulement des élections à tous les stades du processus afin de garantir la crédibilité des résultats du scrutin;

9. *Se félicite également* que le Gouvernement nigérian ait déclaré sa volonté de protéger la liberté d'expression, en particulier la liberté de la presse, et note avec intérêt les premières mesures prises pour réformer les lois régissant les médias;

10. *Accueille avec satisfaction* la libération de prisonniers politiques, y compris les vingt Ogoni détenus, et exprime l'espoir que l'examen des autres cas en suspens sera rapidement mené à bien;

11. *Souligne* que la mise en place de structures et d'institutions nationales dans le domaine des droits de l'homme et leur renforcement revêtent une importance capitale pour la promotion et la protection des droits de l'homme au Nigéria;

12. *Félicite* la Commission nationale des droits de l'homme du Nigéria de l'important travail qu'elle accomplit, et engage le Gouvernement nigérian à fournir à la Commission des ressources adéquates tout en respectant pleinement son indépendance;

13. *Invite* tous les États et les organisations du système des Nations Unies à appuyer généreusement le processus de transition en cours au Nigéria, en particulier le processus électoral et le renforcement des capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, et à donner une suite favorable aux demandes d'assistance technique et de services consultatifs;

14. *Se félicite* de la décision de l'Union européenne, du Commonwealth et du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de commencer à lever les sanctions contre le Nigéria compte tenu des progrès réalisés sur la voie du

⁴⁰³ Résolution 217 A (III).

⁴⁰⁴ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴⁰⁵ Résolution 2106 A (XX), annexe.

⁴⁰⁶ Résolution 34/180, annexe.

⁴⁰⁷ Résolution 44/25, annexe.

⁴⁰⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1520, n° 26363.

⁴⁰⁹ Voir A/53/366 et Add.1.

rétablissement de la démocratie et du respect des droits de l'homme;

15. *Demande* au Gouvernement nigérian de s'acquitter des obligations qu'il a librement contractées au titre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴⁰⁴ et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme, pendant la mise en œuvre du programme de transition et par la suite;

16. *Invite* le Gouvernement nigérian à donner suite aux recommandations formulées dans le rapport du Rapporteur spécial;

17. *Se félicite* que le Rapporteur spécial ait été invité à se rendre dans ce pays;

18. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme au Nigéria en vue de l'achever à sa cinquante-quatrième session, en tenant compte des éléments nouveaux et des décisions que la Commission des droits de l'homme aura prises à ce sujet à sa cinquante-cinquième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/162. Situation des droits de l'homme au Myanmar

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que tous les États Membres sont tenus de défendre et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Charte des Nations Unies et explicités dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴¹⁰, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴¹¹ et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Sachant que, conformément à la Charte, l'Organisation des Nations Unies favorise et encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics,

Rappelant sa résolution 52/137 du 12 décembre 1997,

Rappelant également la résolution 1992/58 de la Commission des droits de l'homme, en date du 3 mars 1992⁴¹², dans laquelle la Commission a décidé, entre autres dispositions, de nommer un rapporteur spécial qu'elle a chargé d'un mandat déterminé, et prenant note de la résolution 1998/63 du 21 avril 1998⁴¹³, dans laquelle la Commission a décidé de proroger d'un an le mandat de son Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Myanmar,

Gravement préoccupée par le fait que le Gouvernement du Myanmar ne s'est pas encore acquitté de l'engagement qu'il avait pris d'adopter toutes les mesures nécessaires en vue d'instaurer la démocratie sur la base des résultats des élections de 1990,

Notant que le Gouvernement du Myanmar a établi des contacts avec la Ligue nationale pour la démocratie, mais jugeant regrettable qu'il n'ait pas engagé un dialogue politique de fond avec Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants politiques, y compris des représentants des groupes ethniques,

Notant avec préoccupation que le Gouvernement du Myanmar n'a pas autorisé la visite de l'émissaire spécial du Secrétaire général,

Notant avec un profond regret que le Gouvernement du Myanmar continue de ne pas coopérer avec le Rapporteur spécial,

Gravement préoccupée par les violations persistantes et systématiques des droits de l'homme au Myanmar, qui ont été signalées par le Rapporteur spécial,

Notant avec une grave préoccupation la teneur du rapport de la Commission d'enquête de l'Organisation internationale du Travail⁴¹⁴, désignée en mars 1997 conformément à l'article 26 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, sur l'application par le Myanmar de la Convention de 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire (n° 29), rapport qui montre que le travail forcé que le régime militaire impose à la population civile constitue une pratique généralisée et systématique,

Rappelant que le Rapporteur spécial a fait observer que le non-respect des droits qui sont reconnus par tout gouvernement démocratique est la source de toutes les violations majeures des droits de l'homme au Myanmar,

1. *Remercie* le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Myanmar de son rapport⁴¹⁵;

2. *Prie instamment* le Gouvernement du Myanmar de coopérer pleinement avec les autorités et organes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier et sans plus de retard avec le Rapporteur spécial pour lui assurer l'accès au Myanmar, sans conditions préalables, afin qu'il établisse des contacts directs avec le Gouvernement et tous les autres secteurs de la société et puisse ainsi s'acquitter pleinement de son mandat;

3. *Remercie* le Secrétaire général de son rapport⁴¹⁶, et prend note avec préoccupation des observations qu'il y formule;

⁴¹⁰ Résolution 217 A (III).

⁴¹¹ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴¹² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1992, *Supplément n° 2* (E/1992/22), chap. II, sect. A.

⁴¹³ *Ibid.*, 1998, *Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

⁴¹⁴ Voir A/53/364, annexe, par. 41 à 49.

⁴¹⁵ A/53/364, annexe.

⁴¹⁶ A/53/657.

4. *Déplore* les violations persistantes des droits de l'homme au Myanmar, signalées par le Rapporteur spécial, y compris les exécutions extrajudiciaires et arbitraires, les viols, les tortures, les traitements inhumains, les arrestations massives, le travail forcé, les déplacements forcés et le déni de la liberté d'expression, de réunion, d'association et de mouvement;

5. *Constate avec une profonde préoccupation* que les entraves à la liberté de mouvement sont de plus en plus nombreuses et que les activistes politiques, y compris les représentants élus au Parlement, sont fréquemment l'objet de détention arbitraire et de harcèlement, et demande instamment au Gouvernement du Myanmar de permettre que des communications s'établissent sans entrave avec Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants politiques, d'autoriser un accès direct à ces dirigeants et d'assurer leur sécurité physique;

6. *Demande instamment* au Gouvernement du Myanmar de libérer immédiatement et sans conditions les dirigeants politiques détenus et tous les prisonniers politiques, de garantir leur intégrité physique et de les autoriser à participer au processus de réconciliation nationale;

7. *Exhorte* le Gouvernement du Myanmar à développer et intensifier d'urgence ses contacts avec la Ligue nationale pour la démocratie en vue d'engager un dialogue politique de fond avec la Secrétaire générale de la Ligue, Aung San Suu Kyi, et d'autres dirigeants politiques, y compris des représentants des groupes ethniques et d'autres groupes, car tel serait le moyen le plus efficace de favoriser la réconciliation nationale et le prompt et plein rétablissement de la démocratie;

8. *Demande instamment* au Gouvernement du Myanmar, compte tenu des assurances qu'il a données à diverses reprises, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue du rétablissement de la démocratie, conformément à la volonté exprimée par la population lors des élections démocratiques qui ont eu lieu en 1990, et de faire en sorte que les partis politiques et les organisations non gouvernementales puissent exercer librement leurs activités, et note dans ce contexte que la Ligue nationale pour la démocratie a récemment constitué un comité afin de représenter provisoirement le Parlement;

9. *Engage vivement* le Gouvernement du Myanmar à prendre toutes les mesures voulues pour permettre à tous les citoyens de participer librement au processus politique, conformément aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴¹⁰, et d'accélérer la transition vers la démocratie, en particulier par la passation des pouvoirs aux représentants démocratiquement élus;

10. *Engage de même vivement* le Gouvernement du Myanmar à assurer le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment les libertés d'expression, d'association, de mouvement et de réunion, le droit à un procès équitable ainsi que la protection des droits des personnes appartenant à des minorités ethniques ou religieuses, à mettre fin aux violations du droit à la vie et à l'intégrité de la personne, à la pratique de la torture, aux

séviesses dont sont victimes les femmes, au travail forcé, aux réinstallations forcées, aux disparitions forcées et aux exécutions sommaires, à s'acquitter de son obligation de mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits de l'homme, y compris les membres des forces armées, et, dans tous les cas, à enquêter sur les violations qui auraient été commises par des agents du Gouvernement et à poursuivre en justice leurs auteurs;

11. *Demande* au Gouvernement du Myanmar d'appliquer intégralement les recommandations faites par le Rapporteur spécial;

12. *Note avec satisfaction* que le Gouvernement du Myanmar a adhéré à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴¹⁷, l'exhorte à devenir partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴¹¹, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁴¹¹, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁴¹⁸ et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁴¹⁹;

13. *Engage vivement* le Gouvernement du Myanmar à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant⁴²⁰, telles qu'elles figurent dans les observations finales du Comité des droits de l'enfant⁴²¹;

14. *Engage de même vivement* le Gouvernement du Myanmar à s'acquitter des obligations qui lui incombent en tant qu'État partie à la Convention de 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire (n° 29) et à la Convention de 1948 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87) de l'Organisation internationale du Travail, à appliquer les recommandations de la Commission d'enquête de l'Organisation internationale du Travail pour la mise en œuvre de la Convention concernant le travail forcé ou obligatoire, et l'encourage à rester en contact avec l'Organisation internationale du Travail;

15. *Souligne* qu'il importe que le Gouvernement du Myanmar s'attache particulièrement à améliorer les conditions carcérales dans le pays et permette à l'organisme international à vocation humanitaire compétent de s'entretenir librement et confidentiellement avec les prisonniers;

16. *Demande* au Gouvernement du Myanmar et aux autres parties aux hostilités au Myanmar de respecter pleinement les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, y compris de l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949⁴²², de

⁴¹⁷ Résolution 34/180, annexe.

⁴¹⁸ Résolution 39/46, annexe.

⁴¹⁹ Résolution 2106 A (XX), annexe.

⁴²⁰ Résolution 44/25, annexe.

⁴²¹ CRC/C/15/Add.69.

⁴²² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n°s 970 à 973.

mettre fin à l'emploi des armes contre la population civile, de protéger tous les civils, y compris les enfants, les femmes et les membres de minorités ethniques ou religieuses, des violations du droit humanitaire et de recourir aux services que peuvent offrir des organismes à vocation humanitaire impartiaux;

17. *Se déclare préoccupée* par le fait que la situation des droits de l'homme au Myanmar et l'absence de stabilité ont provoqué des courants de réfugiés vers les pays voisins et risquent d'avoir d'autres conséquences négatives pour ces pays, et demande par conséquent au Gouvernement du Myanmar de créer les conditions nécessaires pour faire cesser les mouvements de réfugiés vers les pays voisins et pour faciliter leur rapatriement librement consenti et leur pleine réinsertion, dans la sécurité et la dignité;

18. *Note avec satisfaction* que l'Envoyé spécial du Secrétaire général s'est récemment rendu au Myanmar, afin d'y avoir des entretiens avec le Gouvernement ainsi qu'avec Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants politiques, et encourage le Gouvernement du Myanmar à établir un dialogue plus large et plus régulier avec le Secrétaire général et à faciliter l'accès de son représentant à tous les secteurs de la société au Myanmar;

19. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses entretiens avec le Gouvernement du Myanmar concernant la situation des droits de l'homme et le rétablissement de la démocratie, de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, des rapports supplémentaires sur l'état d'avancement de ces entretiens, et de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-cinquième session, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution;

20. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/163. Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit toutes les résolutions sur la question, en particulier la résolution 1998/79 de la Commission des droits de l'homme en date du 22 avril 1998⁴²³, ainsi que toutes les résolutions et déclarations pertinentes du Conseil de sécurité,

Ayant également à l'esprit sa résolution 53/164 du 9 décembre 1998, relative à la situation des droits de l'homme au Kosovo,

Réaffirmant les obligations qui découlent, pour tous les États Membres, de la Charte des Nations Unies et de la

Déclaration universelle des droits de l'homme⁴²⁴, les obligations des États parties aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴²⁵ et à tous les autres instruments relatifs aux droits de l'homme, ainsi que l'obligation qu'ont tous les États de respecter le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre⁴²⁶ et les Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant⁴²⁷, ainsi que les principes adoptés et les engagements pris par les États membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe,

Réaffirmant également l'intégrité territoriale de tous les États de la région à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues,

Appuyant sans réserve l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et ses annexes (appelés collectivement l'«Accord de paix»)⁴²⁸ par lesquels les Parties, à savoir la Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie et la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), se sont notamment engagées à respecter pleinement les droits de l'homme, et l'Accord fondamental concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental (l'«Accord fondamental»)⁴²⁹,

Déçue de constater que les droits de l'homme et les libertés fondamentales continuent d'être violés à des degrés divers en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et, en particulier, que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) n'a pas donné suite aux recommandations du représentant personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe,

Sachant gré au Bureau du Haut Représentant, aux Nations Unies, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, au Conseil de l'Europe, à la Mission de surveillance de la Communauté européenne, aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales du rôle qu'ils ont joué dans la région en 1998,

1. *Demande* à toutes les parties à l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et ses annexes (appelés collectivement l'«Accord de paix»)⁴²⁸ et à l'Accord fondamental concernant la région de la Slavonie orientale, de la Baranja et du Srem occidental (l'«Accord fondamental»)⁴²⁹ d'appliquer ces accords intégralement et systématiquement;

⁴²⁴ Résolution 217 A (III).

⁴²⁵ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴²⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

⁴²⁷ Ibid., vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

⁴²⁸ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1995*, document S/1995/999.

⁴²⁹ Ibid., document S/1995/951.

⁴²³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n^o 3 (E/1998/23)*, chap. II, sect. A.

2. *Souligne* que le respect des droits de l'homme contribuera de façon essentielle à la bonne application de l'Accord de paix, et insiste sur le fait que, conformément à l'Accord de paix, les parties ont l'obligation de garantir à toutes les personnes relevant de leur juridiction les droits de l'homme et libertés fondamentales internationalement reconnus les plus étendus;

3. *Souligne également* que l'action internationale en matière de droits de l'homme dans la région doit porter avant tout sur les questions essentielles de l'absence de respect intégral des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous sans distinction, de la primauté du droit et de la bonne administration de la justice à tous les niveaux de gouvernement, de la liberté et de l'indépendance des médias, de la liberté d'expression, de la liberté d'association, y compris en ce qui concerne les partis politiques, de la liberté de religion et de la liberté de mouvement;

4. *Souligne en outre* qu'il faut renforcer l'action internationale en matière de droits de l'homme pour favoriser le retour rapide et volontaire des personnes déplacées et des réfugiés et assurer qu'il s'effectue dans la sécurité et la dignité;

5. *Demande* à toutes les parties, en particulier à la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), de mettre fin immédiatement aux détentions illégales ou occultes, et prie le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'enquêter sur toutes les allégations de détentions occultes;

6. *Demande* à toutes les parties et aux États de la région de veiller à ce que la promotion et la protection des droits de l'homme et le bon fonctionnement des institutions démocratiques soient un élément central des nouvelles structures civiles, comme cela a été réaffirmé aux réunions du Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix et à la Conférence de mise en œuvre de la paix;

7. *Demande instamment* à tous les États et à toutes les parties à l'Accord de paix qui ne l'ont pas encore fait de coopérer pleinement avec le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, comme ils y sont tenus conformément à la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité en date du 25 mai 1993 et à toutes les résolutions ultérieures sur la question, et notamment de livrer les personnes inculpées par le Tribunal, engage tous les États à coopérer pleinement avec le Tribunal et avec ses organes, notamment en s'acquittant de leur obligation de donner suite aux demandes d'assistance ou aux ordonnances décernées par une Chambre de première instance, pour faire en sorte que les personnes inculpées par le Tribunal passent en jugement devant celui-ci, et prie instamment le Secrétaire général de soutenir le Tribunal dans toute la mesure possible;

8. *Condamne énergiquement* les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et les responsables de la Republika Srpska pour leur refus

persistant d'arrêter et de livrer au Tribunal, comme ils y sont tenus, les accusés dont on sait qu'ils se trouvent sur leur territoire ou sur des territoires relevant de leur juridiction, notamment Radovan Karadzic, Ratko Mladic, Milan Martić, Mile Mrksic, Miroslav Radic et Veselin Sljivancanin, et demande instamment à toutes les parties à l'Accord de paix de s'acquitter pleinement de leurs obligations et de redoubler d'efforts à cette fin;

9. *Note avec satisfaction* que trente-quatre personnes inculpées par le Tribunal ont été traduites en justice;

10. *Demande* à toutes les parties à l'Accord de paix de prendre immédiatement des mesures pour déterminer l'identité et le sort des personnes qui ont disparu, en particulier près de Bugojno, Srebrenica, Zepa, Prijedor, Sanski Most et Vukovar, notamment en collaborant étroitement à cette fin avec l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les organisations humanitaires et les experts indépendants, et souligne l'importance de la coordination dans ce domaine;

I. BOSNIE-HERZÉGOVINE

11. *Note avec satisfaction* que des élections libres et régulières ont eu lieu les 12 et 13 septembre 1998 et que le pluralisme politique et une plus grande liberté d'expression ont été instaurés grâce à la participation de tous les groupes et de tous les individus, ce qui représente un nouveau progrès vers la démocratie en Bosnie-Herzégovine;

12. *Se félicite* des progrès réalisés dans certaines régions de Bosnie-Herzégovine pour appliquer l'Accord de paix et améliorer le respect des droits de l'homme, ainsi que l'ont mis en évidence les importants travaux du Bureau des médiateurs de la Fédération, le fait que des personnes inculpées par le Tribunal aient été arrêtées ou se soient livrées de leur plein gré, l'amélioration en ce qui concerne la liberté de circulation dans certaines régions, la création de quatorze «villes ouvertes», la restructuration de la police et la formation en matière de droits de l'homme qui lui est dispensée en Bosnie-Herzégovine, y compris dans certaines parties de la Republika Srpska, la coopération accrue avec le Groupe international de police ainsi que les initiatives prises pour instaurer la liberté et l'indépendance des médias et les progrès réalisés à cet égard;

13. *Exprime sa profonde préoccupation* devant les violations des droits de l'homme qui continuent à se produire en Bosnie-Herzégovine et devant les retards qui compromettent l'application des dispositions de l'Accord de paix relatives aux droits de l'homme, notamment pour ce qui est de rendre les lois conformes aux dispositions relatives aux droits de l'homme de la Constitution nationale et de les faire appliquer;

14. *Demande instamment* aux autorités de Bosnie-Herzégovine, en particulier aux autorités de la Republika Srpska, de faire en sorte que toutes les institutions et organisations concernées par l'application de la présente résolution, y compris les organisations non gouvernementales, aient pleinement et librement accès à leurs territoires et d'assurer la protection du personnel desdites organisations, en particulier celles qui fournissent une assistance humanitaire;

15. *Demande* à la Commission des droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine (ci-après dénommée la «Commission») d'intensifier ses activités en ce qui concerne les violations alléguées ou apparentes des droits de l'homme ou les cas de discrimination allégués ou apparents, quels qu'ils soient;

16. *Demande* à toutes les autorités de Bosnie-Herzégovine de coopérer pleinement avec la Commission, et demande expressément à la Republika Srpska de coopérer davantage avec elle;

17. *Condamne dans les termes les plus énergiques* les autorités locales qui sont complices de la destruction de logements de réfugiés et personnes déplacées appartenant à des minorités qui retournent dans leurs foyers et des actes de violence perpétrés contre eux, notamment les actes d'intimidation et tous les actes visant à décourager le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées, et demande que les responsables de ces actes soient immédiatement arrêtés et traduits en justice;

18. *Prie instamment* toutes les parties en présence en Bosnie-Herzégovine de créer immédiatement des conditions permettant aux réfugiés et aux personnes déplacées de rentrer dans leurs foyers de leur plein gré, dans la sécurité et la dignité, une importance égale étant accordée au retour des personnes appartenant à des minorités, d'adopter sans tarder les lois nécessaires sur les droits de propriété, de faire appliquer pleinement et rapidement les nouvelles lois sur la propriété et le logement adoptées dans la Republika Srpska en avril 1998, de coopérer avec la Commission chargée d'examiner les réclamations des réfugiés et des personnes déplacées en matière de droits de propriété et d'appuyer les efforts qu'elle fait pour régler les questions en suspens concernant la propriété, et de mettre fin aux pratiques discriminatoires fondées sur des motifs ethniques ou politiques;

19. *Invite* les autorités des deux entités à coopérer étroitement avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour les questions relatives au retour des réfugiés et à veiller à ce que les autorités locales et les groupes locaux se conforment aux obligations découlant de l'Accord de paix;

20. *Demande* que des institutions pour la protection des droits de l'homme, en particulier un médiateur pour les droits de l'homme, soient mises en place sans retard dans la Republika Srpska;

21. *Demande à nouveau* que les auteurs de viols soient traduits en justice, en particulier lorsqu'ils ont utilisé le viol comme arme de guerre, et que les victimes et les témoins bénéficient de l'aide et de la protection nécessaires;

II. RÉPUBLIQUE DE CROATIE

22. *Se félicite* de l'heureux achèvement des mandats de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile des Nations Unies, qui ont

joué un rôle important dans le rétablissement de la paix et de la stabilité en Slavonie orientale, se félicite également du transfert ordonné et sans heurt des responsabilités de supervision de l'Organisation des Nations Unies à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe le 16 octobre 1998, se félicite en outre de la coopération de la République de Croatie qui a permis de mener à bien ces missions, et espère que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Gouvernement de la République de Croatie mettront à profit le travail admirable accompli par l'Organisation des Nations Unies en Slavonie orientale;

23. *Se félicite également* du Programme de retour et de logement des personnes déplacées, réfugiées et exilées adopté le 26 juin 1998 en République de Croatie⁴³⁰ et des mesures qui ont été prises par la suite, et demande qu'elles soient appliquées pleinement, dans les meilleurs délais et sans discrimination;

24. *Demande instamment* à la République de Croatie d'exécuter intégralement son programme relatif à l'instauration d'un climat de confiance, à l'accélération des retours et à la normalisation de la vie dans les régions touchées par la guerre et son programme de retour des réfugiés, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et exige de la République de Croatie qu'elle prenne immédiatement des mesures pour faciliter le retour rapide dans leurs foyers dans toutes les régions, dans la sécurité et la dignité, de tous les réfugiés et personnes déplacées, y compris les personnes appartenant à des minorités, utiliser tous les moyens disponibles pour assurer la sécurité de ces personnes et le respect de leurs droits fondamentaux, régler la question des droits de propriété dans le respect de la légalité et des normes internationales, déployer des efforts soutenus pour que ces personnes, quelle que soit leur appartenance ethnique, puissent également bénéficier d'une assistance sociale et d'une aide à la reconstruction, continuer de permettre aux organisations humanitaires de venir en aide à ces personnes et maintenir sa collaboration avec les contrôleurs de la police civile en Croatie mandatés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

25. *Demande* au Gouvernement de la République de Croatie de redoubler d'efforts pour se conformer aux principes démocratiques et de poursuivre ses efforts pour pratiquer au plus haut niveau le respect des normes et règles internationales relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, en ce qui concerne surtout le renforcement de l'indépendance du système judiciaire, la liberté d'association et de réunion et la promotion et la protection de l'indépendance et de la liberté des médias, en veillant particulièrement à ce que l'ensemble des partis politiques aient accès aux médias et puissent s'exprimer librement;

26. *Prend note* de la demande du Gouvernement de la République de Croatie de bénéficier de programmes d'assistance et de coopération technique et de la réponse

⁴³⁰ Ibid., cinquante-troisième année, Supplément d'avril, mai et juin 1998, document S/1998/589, annexe.

positive qui y a été donnée par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et espère que ces programmes auront des incidences sur la situation des droits de l'homme et le respect de la légalité;

27. *Demande instamment* à la République de Croatie de veiller à l'application impartiale de la loi et d'assurer l'application rapide et intégrale des décisions judiciaires pour tous les citoyens, quelle que soit leur appartenance ethnique, leur religion ou leur affiliation politique;

28. *Rappelle* au Gouvernement de la République de Croatie qu'il lui incombe au premier chef de restaurer le caractère multiethnique de la Croatie et d'honorer l'engagement qu'il a pris de garantir la représentation des minorités nationales, y compris des Serbes, à divers niveaux de l'administration locale, régionale et nationale;

29. *Note* que le comportement de la police s'est considérablement amélioré depuis l'entrée en vigueur du mandat du Groupe d'appui de la police civile et que le Gouvernement a pris les mesures voulues pour que cette évolution se poursuive;

30. *Demande* aux autorités croates d'empêcher les actes de harcèlement à l'encontre des Serbes déplacés, d'autres minorités et d'autres personnes, ainsi que les pillages et les agressions dont ils sont victimes, et d'arrêter rapidement les personnes qui sont responsables de tels actes qui visent à empêcher les Serbes de Croatie ou d'autres personnes de rentrer dans leurs foyers ou sont coupables d'incitation à de tels actes, d'examiner immédiatement toutes les allégations selon lesquelles des fonctionnaires de police ou des militaires croates, de service ou non, auraient participé à de tels actes, et de prendre les mesures disciplinaires appropriées, et demande au Gouvernement de la République de Croatie de veiller à l'application sans discrimination de la loi d'amnistie et de renforcer les mesures visant à mettre fin à toutes les formes de discrimination de la part des autorités croates, notamment en matière de droits de propriété, d'emploi, d'éducation, de pensions et de soins de santé;

III. RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YUGOSLAVIE (SERBIE ET MONTÉNÉGR)

31. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de mettre fin à la torture et aux autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants à l'encontre de détenus, dont le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a fait état dans son rapport⁴³¹, et de traduire les responsables en justice;

32. *Demande instamment* au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de faire prévaloir la règle démocratique en ce qui concerne notamment le respect du principe d'élections libres et

régulières, l'état de droit, l'administration de la justice, la promotion et la protection de la liberté et de l'indépendance des médias et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et demande expressément aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'abroger les lois répressives sur les universités et les médias;

33. *Exige* du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) qu'il cesse immédiatement de harceler des journalistes et de les empêcher de travailler, quels que soient leur appartenance ethnique ou leur origine et le lieu où ils exercent leur profession sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), abroge les lois répressives sur les universités et les médias, qui répriment toute expression d'avis divergents ou indépendants, et, partant, respecte la liberté d'expression;

34. *Demande instamment* à toutes les parties et à tous les groupes et individus de République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'agir dans le plein respect des droits de l'homme, de s'abstenir de tout acte de violence et de respecter les droits et la dignité de toutes les personnes appartenant à des groupes minoritaires;

35. *Prie instamment* les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de traduire immédiatement en justice toutes les personnes, en particulier les fonctionnaires, qui ont commis ou autorisé des violations des droits de l'homme à l'encontre de la population civile, notamment les exécutions sommaires, les attaques frappant sans discrimination des civils, la destruction systématique de biens, les déplacements forcés massifs de civils, la prise en otage de civils, la torture et les autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants, et, à cet égard, rappelle au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) son obligation de coopérer pleinement avec le Tribunal et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;

36. *Demande* au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'abroger toutes les dispositions discriminatoires de sa législation et d'en appliquer toutes les autres dispositions sans discrimination à l'encontre d'un groupe ethnique, national, religieux ou linguistique quel qu'il soit, d'effectuer des enquêtes diligentes et systématiques sur les actes de discrimination et de violence dont les réfugiés et les personnes déplacées sont victimes, et de faire arrêter et punir les responsables;

37. *Demande également* au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de respecter les droits de toutes les personnes appartenant à des groupes minoritaires, en particulier au Sandjak et en Voïvodine, et des membres de la minorité bulgare, et appuie le retour inconditionnel des missions de longue durée de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans ses résolutions 855 (1993) du 9 août 1993 et 1160 (1998) du 31 mars 1998;

38. *Demande en outre* au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de respecter le processus démocratique et d'agir immédiatement

⁴³¹ Voir A/53/322 et Add.1.

pour rendre possible, grâce à un règlement politique négocié avec les représentants de la communauté de souche albanaise, la mise en place au Kosovo d'institutions autonomes véritablement démocratiques, d'éliminer toutes les restrictions à la liberté d'expression ou d'association et d'assurer la protection et l'égalité de traitement de tous les habitants de la région, quelle que soit leur appartenance ethnique, et demande à tous les particuliers ou groupes au Kosovo de régler la crise par des moyens pacifiques;

39. *Enjoint* le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de prendre immédiatement des mesures pour créer les conditions nécessaires au retour des personnes déplacées et des réfugiés dans la sécurité et la dignité;

40. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de collaborer pleinement avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organismes humanitaires afin d'alléger les souffrances des réfugiés et des personnes déplacées et de faciliter leur retour dans leurs foyers;

41. *Prend acte* du rapport du Rapporteur spécial⁴³¹, dans lequel il constate avec inquiétude que la situation des droits de l'homme au Kosovo reste grave, ainsi que du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Kosovo⁴³², tout en notant que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) autorise des vérificateurs internationaux à entrer au Kosovo;

42. *Se félicite* de la création d'un bureau auxiliaire du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Pristina, dans le cadre de l'Opération des Nations Unies sur le terrain dans l'ex-Yougoslavie;

43. *Demande* aux États d'envisager de verser des contributions volontaires supplémentaires pour répondre aux besoins humanitaires urgents et aux exigences en matière de droits de l'homme dans la région, et souligne la nécessité pour les États, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales de poursuivre la coordination de leurs initiatives et de leurs programmes afin d'éviter les doubles emplois, les chevauchements et les activités qui se contrarient;

44. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/164. Situation des droits de l'homme au Kosovo

L'Assemblée générale,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴³³, les Pactes internationaux

relatifs aux droits de l'homme⁴³⁴ et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme,

Prenant note des résolutions du Conseil de sécurité 1160 (1998) du 31 mars 1998, 1199 (1998) du 23 septembre 1998 et 1203 (1998) du 24 octobre 1998, ainsi que de la déclaration que le Président de la Commission des droits de l'homme a faite le 24 mars 1998 à la cinquante-quatrième session de la Commission⁴³⁵ et de la résolution 1998/79 de la Commission, en date du 22 avril 1998⁴³⁶,

Tenant pleinement compte des dimensions régionales de la crise au Kosovo, notamment en ce qui concerne la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire, et gravement préoccupée des conséquences fâcheuses qui pourraient en résulter,

Prenant note avec préoccupation du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Kosovo⁴³⁷ et du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)⁴³⁸, dans lesquels sont décrites les atteintes et violations graves dont les droits de l'homme et le droit humanitaire continuent de faire l'objet au Kosovo,

Gravement préoccupée par le recours systématique à la terreur contre les Albanais de souche, confirmé par les nombreuses informations ayant trait notamment aux tortures subies par les Albanais de souche du fait des bombardements aveugles et systématiques, des déplacements forcés massifs de civils, des exécutions sommaires et des détentions illégales d'Albanais de souche ressortissants de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) perpétrés par la police et les forces armées,

Préoccupée par des informations selon lesquelles des groupes armés d'Albanais de souche auraient commis des actes de violence à l'encontre de non-combattants et auraient détenu illégalement des individus, essentiellement des Serbes de souche,

Soulignant, à cet égard, l'importance du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991,

Déplorant l'absence d'une procédure régulière lors des procès des Albanais de souche qui ont été détenus, inculpés ou traduits en justice pour des motifs liés à la crise au Kosovo,

⁴³⁴ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴³⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. III, sect. E, par. 28.

⁴³⁶ Ibid. chap. II, sect. A.

⁴³⁷ A/53/563.

⁴³⁸ Voir A/53/322 et Add.1.

⁴³² A/53/563.

⁴³³ Résolution 217 A (III).

Préoccupée par les graves atteintes à la liberté d'expression en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), en particulier l'adoption par le Parlement de la nouvelle loi sur l'information et l'interdiction qui a récemment frappé plusieurs stations de radio et journaux indépendants en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro),

1. *Se félicite* de l'engagement pris par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de tenter de régler le conflit et de remédier aux violations actuelles des droits de l'homme au Kosovo, dans le cadre des accords signés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ainsi que de la supervision internationale des élections et de la vérification du respect des engagements en matière de droits de l'homme;

2. *Se félicite également* des retraits opérés par un certain nombre d'unités militaires et de police et de leur retour dans leur garnison, comme le demandait le Conseil de sécurité dans sa résolution 1199 (1998), mais précise que ces retraits doivent être réels, complets et durables;

3. *Se félicite en outre* que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ait établi la Mission de vérification au Kosovo, et invite toutes les parties au Kosovo à coopérer pleinement avec la Mission et à assurer à son personnel protection, liberté de circulation et accès sans restrictions au Kosovo;

4. *Prend acte avec satisfaction* du mémorandum d'accord conclu avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, conformément à la déclaration du Président de la Commission des droits de l'homme⁴³⁵, concernant le statut du bureau de Belgrade, qui ouvre la voie à l'établissement d'un bureau du Haut Commissariat et au déploiement d'observateurs supplémentaires des droits de l'homme au Kosovo;

5. *Demande* au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de respecter dans leur intégralité les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de se conformer aux normes démocratiques, en ce qui concerne notamment le respect du principe d'élections libres et régulières, l'état de droit, l'administration de la justice, l'organisation de procès équitables à l'abri de toute ingérence, ainsi que la défense et la protection de la liberté et de l'indépendance des médias;

6. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et aux dirigeants de souche albanaise au Kosovo de condamner les actes de terrorisme, de dénoncer et d'éviter tous actes de violence, de poursuivre leurs objectifs par des moyens pacifiques et de respecter le droit international humanitaire et les normes internationales relatives aux droits de l'homme;

7. *Prie instamment* les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et les dirigeants albanais du Kosovo d'engager immédiatement et sans conditions préalables un dialogue constructif comportant une participation internationale, de s'imposer un calendrier précis

pour mettre fin à la crise et de rechercher un règlement politique négocié à la question du Kosovo, et se félicite des efforts déployés actuellement en vue de faciliter un tel dialogue;

8. *Condamne vigoureusement* les innombrables atteintes aux droits de l'homme commises par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et les autorités militaires et de police du Kosovo, en violation du droit international humanitaire, y compris l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949⁴³⁹ et le Protocole additionnel à celles-ci relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)⁴⁴⁰, notamment les exécutions sommaires, les attaques systématiques frappant sans discrimination des civils, la destruction aveugle et systématique de biens, les déplacements forcés massifs de civils, la prise en otage de civils, la torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants, et demande aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces pratiques inacceptables;

9. *Condamne* les actes de violence, y compris les enlèvements, perpétrés par des groupes armés d'Albanais de souche, en particulier contre des non-combattants;

10. *Condamne vigoureusement* le refus d'autoriser les organisations non gouvernementales à se rendre au Kosovo, la manipulation et le refus des secours et des denrées alimentaires de première nécessité et le refus de prodiguer des soins médicaux aux civils blessés, demande aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin immédiatement à ces pratiques inacceptables, et rappelle l'engagement qui a été pris d'autoriser les organisations à vocation humanitaire à se rendre librement au Kosovo ainsi que la nécessité de faciliter aux personnes déplacées le retour immédiat dans leurs foyers;

11. *Déplore profondément* que des membres du personnel des organisations à vocation humanitaire aient été tués, comme l'a signalé le Secrétaire général⁴⁴¹;

12. *Demande* à toutes les parties, en particulier à la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), de débarrasser immédiatement la région de tous les pièges et mines terrestres, et de collaborer à cette fin avec les organismes internationaux compétents;

13. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de respecter les engagements pris par le Président de la République de Serbie dans sa déclaration du 13 octobre 1998, puis entérinés par le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), et de construire sur l'acquis de ces engagements;

⁴³⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

⁴⁴⁰ Ibid., vol. 1125, n^o 17513.

⁴⁴¹ Voir A/53/563, par. 6.

14. *Demande également* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro):

a) De créer au Kosovo une force de police locale placée sous la direction d'une instance locale ou communautaire représentative de la population locale;

b) De se conformer au principe selon lequel nul ne sera poursuivi devant des tribunaux de l'État pour des infractions pénales liées au conflit au Kosovo, sauf s'il s'agit de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre ou d'autres crimes relevant du droit international;

c) De permettre au Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et à ses experts légistes d'accéder librement et sans entrave au Kosovo pour enquêter sur les atrocités qui auraient été commises récemment contre des civils;

d) D'alléger les peines infligées aux Albanais de souche résidant au Kosovo qui ont été condamnés pour des infractions pénales motivées par des objectifs politiques et, le cas échéant, de leur accorder une amnistie;

e) De respecter pleinement tous les droits des individus résidant au Kosovo, quelle que soit leur appartenance ethnique, culturelle ou religieuse, afin de garantir un traitement équitable de leur patrimoine historique et des valeurs auxquelles ils sont attachés, de préserver ainsi leur identité nationale, culturelle, religieuse et linguistique et de leur donner la possibilité de l'affirmer conformément aux normes internationales et aux dispositions de l'Acte final d'Helsinki en date du 1^{er} août 1975;

15. *Demande en outre* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'autoriser des observateurs extérieurs à suivre tout procès ou toute action intentés contre toute personne inculpée pour des motifs liés au conflit au Kosovo;

16. *Exhorte* les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à faciliter, grâce à un règlement politique négocié avec les représentants de la communauté de souche albanaise, la mise en place au Kosovo d'institutions autonomes véritablement démocratiques, comme le demande le Conseil de sécurité dans ses résolutions 1160 (1998), 1199 (1998) et 1203 (1998), à prévoir des organes exécutif, législatif et judiciaire et une force de police et, ainsi, à respecter les droits des Albanais kosovars et de tous les habitants du Kosovo, et se déclare favorable à un rehaussement du statut du Kosovo, qui comporterait un degré d'autonomie sensiblement accru;

17. *Exhorte également* les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) à permettre à tous les membres des organismes à vocation humanitaire et aux observateurs internationaux de se rendre au Kosovo et d'y circuler librement et sans escorte;

18. *Exhorte en outre* les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro):

a) À défendre et respecter pleinement la liberté d'expression et la liberté de la presse, sans discrimination;

b) À abroger les dispositions juridiques qui sont utilisées à des fins discriminatoires contre les Albanais de souche, y compris les lois répressives ayant trait aux universités;

19. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et aux groupes armés albanais de s'abstenir de tout acte de harcèlement et d'intimidation à l'égard des journalistes;

20. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de collaborer étroitement avec le représentant personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en l'aidant dans sa mission au Kosovo, et avec la Mission de vérification au Kosovo;

21. *Demande également* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) d'enquêter et d'engager des poursuites concernant tous individus soupçonnés d'avoir infligé des tortures ou des mauvais traitements à des personnes placées en détention, et ce dans tous les cas où cela est justifié, notamment lorsque son personnel est en cause;

22. *Demande en outre* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de libérer tous les prisonniers politiques, de permettre aux organisations non gouvernementales et aux observateurs internationaux de se rendre librement auprès des prisonniers maintenus en détention et de mettre fin aux persécutions dont font l'objet les dirigeants politiques et les membres d'organisations locales de défense des droits de l'homme;

23. *Demande* aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et aux dirigeants de souche albanaise de permettre à toutes les personnes déplacées et à tous les réfugiés de regagner librement et sans entrave leurs foyers, dans la sécurité et la dignité, et de leur faciliter le retour, et se déclare préoccupée par des informations selon lesquelles ces personnes continueraient d'être exposées au harcèlement ou à d'autres tracasseries à cet égard;

24. *Demande* au Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et à toutes les autres parties concernées de garantir aux organisations à vocation humanitaire et au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme un libre accès au Kosovo, de permettre l'acheminement sans entrave des secours et d'assurer la sûreté et la sécurité des personnels humanitaire, diplomatique et autres accrédités auprès de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), y compris les membres de la Mission de vérification de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

25. *Encourage* l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à coopérer fructueusement sur le terrain en tenant compte du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Kosovo⁴³⁷;

26. *Prie* le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Programme alimentaire mondial, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, des autres organismes à vocation humanitaire compétents et du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de poursuivre son action humanitaire dans la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), afin de prendre d'urgence des mesures concrètes pour répondre aux besoins impératifs de la population du Kosovo et pour aider les personnes déplacées qui le souhaitent à regagner leurs foyers et à le faire dans la sécurité et la dignité;

27. *Encourage* le Bureau du Procureur du Tribunal à continuer d'enquêter à tous les échelons sur les violations graves du droit international humanitaire commises au Kosovo, et réaffirme que ces violations relèvent de sa compétence;

28. *Exige* que les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), les dirigeants albanais du Kosovo et toutes les autres parties concernées coopèrent pleinement avec le Tribunal et assument toutes leurs obligations à son égard, notamment en permettant à ses enquêteurs d'avoir pleinement et librement accès au Kosovo;

29. *Réitère l'appel* qu'elle avait adressé aux autorités de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) pour leur demander d'honorer l'engagement qu'elles avaient pris de fournir une assistance financière et matérielle aux habitants du Kosovo dont les maisons ont été endommagées;

30. *Souligne* que la législation de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) relative à la citoyenneté devrait être appliquée conformément aux principes énoncés dans les instruments internationaux pertinents, en particulier selon les normes et principes relatifs à la réduction du nombre des cas d'apatridie et à leur prévention;

31. *Souligne également* qu'une amélioration des moyens de défense et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) aidera à l'établissement de toute la gamme des relations entre ce pays et la communauté internationale;

32. *Prie* le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme sur les territoires de la Bosnie-Herzégovine, de la République de Croatie et de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), de continuer à surveiller de très près la situation des droits de l'homme au Kosovo, de prêter une attention particulière au Kosovo dans ses rapports, et de rendre compte du résultat de ses travaux à la Commission des droits de l'homme lors de sa cinquante-cinquième session et à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-quatrième session;

33. *Décide* de poursuivre, à sa cinquante-quatrième session, l'examen de la situation des droits de l'homme au Kosovo au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/165. Situation des droits de l'homme en Afghanistan

L'Assemblée générale,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁴², les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁴⁴³ et les règles reconnues du droit humanitaire énoncées dans les Conventions de Genève du 12 août 1949⁴⁴⁴ et les Protocoles additionnels de 1977 y afférents⁴⁴⁵,

Réaffirmant que tous les États Membres sont tenus de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et de s'acquitter des obligations qu'ils ont librement contractées en vertu des divers instruments internationaux pertinents,

Rappelant que l'Afghanistan est partie à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁴⁴⁶, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴⁴³, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁴⁴³, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁴⁴⁷, à la Convention relative aux droits de l'enfant⁴⁴⁸ et à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre⁴⁴⁹, et qu'il a signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁴⁵⁰,

Rappelant toutes ses résolutions sur la question ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité et les déclarations de son Président, les décisions du Conseil économique et social et les résolutions et décisions de la Commission des droits de l'homme,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en

⁴⁴² Résolution 217 A (III).

⁴⁴³ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴⁴⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^{os} 970 à 973.

⁴⁴⁵ Ibid., vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

⁴⁴⁶ Résolution 260 A (III).

⁴⁴⁷ Résolution 39/46, annexe.

⁴⁴⁸ Résolution 44/25, annexe.

⁴⁴⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n^o 973.

⁴⁵⁰ Résolution 34/180, annexe.

Afghanistan⁴⁵¹ ainsi que des conclusions et recommandations qu'il contient;

2. *Condamne énergiquement* les massacres et les violations systématiques des droits de l'homme dont sont victimes des civils et des prisonniers de guerre, et note avec la plus grande inquiétude un engrenage des massacres;

3. *Se déclare gravement préoccupée* par des informations nombreuses selon lesquelles des massacres auraient été commis par les Taliban dans les régions de Mazar-e-Sharif et Bamyan;

4. *Condamne* les fréquentes violations et atteintes dont font l'objet le droit humanitaire et les droits de l'homme, dont les droits à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne, le droit d'être à l'abri de la torture et d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que la liberté d'opinion, d'expression, de croyance religieuse, d'association et de mouvement, et en particulier les graves violations des droits fondamentaux des femmes et des filles;

5. *Condamne également* l'assassinat de diplomates iraniens et du correspondant de l'agence de presse de la République islamique par des combattants Taliban, ainsi que les attaques et le meurtre dont ont été victimes des fonctionnaires des Nations Unies dans des territoires de l'Afghanistan tenus par les Taliban, et demande aux Taliban de coopérer, comme ils s'y sont déclarés prêts, aux enquêtes à mener d'urgence sur ces crimes abominables, afin de traduire en justice les responsables;

6. *Relève avec une profonde préoccupation:*

a) L'aggravation des violations des droits de l'homme en Afghanistan;

b) Les informations confirmées qui continuent à faire état de violations des droits fondamentaux des femmes et des filles, y compris de toutes les formes de discrimination à leur égard, en particulier dans les zones contrôlées par les Taliban;

c) L'intensification des hostilités armées en Afghanistan et le caractère de plus en plus ethnique et religieux du conflit, qui ont été la cause de grandes souffrances et de déplacements forcés, et empêchent les personnes déplacées de regagner leurs foyers;

d) La présence continue de millions de réfugiés afghans dans la République islamique d'Iran et au Pakistan;

e) L'absence de travaux majeurs de reconstruction en Afghanistan;

7. *Note avec une profonde préoccupation* la forte détérioration de la situation humanitaire dans plusieurs régions d'Afghanistan, en particulier dans l'Hazarajat, et l'aggravation des conditions de sécurité pour le personnel des Nations Unies et le personnel des organisations à vocation

humanitaire, mais prend note cependant de l'accord réalisé entre les Taliban et l'Organisation des Nations Unies au sujet de la sécurité du personnel des Nations Unies en Afghanistan, et demande qu'il soit intégralement appliqué;

8. *Demande* aux parties afghanes de respecter pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales, sans distinction de sexe, d'ethnie ou de religion, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

9. *Prie instamment* tous les États de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan et de s'abstenir de s'ingérer dans ses affaires intérieures;

10. *Prie instamment* toutes les parties afghanes:

a) De cesser immédiatement les hostilités et d'œuvrer et coopérer pleinement avec l'Envoyé spécial et la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan afin de parvenir à un cessez-le-feu, jetant ainsi les bases d'un règlement politique global qui permette aux personnes déplacées qui le souhaitent de regagner leur foyer, et ce dans la sécurité et la dignité, et qui ouvre la voie à la mise en place d'un gouvernement pleinement représentatif et à large assise, issu du plein exercice du droit du peuple afghan à l'autodétermination;

b) De respecter intégralement le droit international humanitaire, de protéger les civils, de mettre fin à l'emploi d'armes contre la population civile, de cesser de poser des mines terrestres, en particulier des mines antipersonnel, de mettre fin à la conscription forcée ainsi qu'à l'enrôlement et au recrutement d'enfants comme soldats et d'assurer leur réinsertion dans la société;

c) D'offrir des recours effectifs aux victimes de violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire et de déférer aux tribunaux les auteurs de ces violations, conformément aux normes internationalement reconnues;

d) De traiter conformément aux instruments internationaux pertinents tout suspect et toute personne détenue ou reconnue coupable, de ne pas procéder à des détentions arbitraires, notamment de civils étrangers, et de demander instamment à leurs ravisseurs de relâcher les personnes ainsi détenues, de même que les prisonniers civils autres que les prisonniers de droit commun;

11. *Exige* que toutes les parties afghanes exécutent leurs obligations concernant la sécurité de tout le personnel des missions diplomatiques, de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales, de même que de leurs locaux en Afghanistan, et qu'elles coopèrent pleinement et sans discrimination fondée sur le sexe, la nationalité ou la croyance religieuse avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui lui sont associés, ainsi qu'avec les autres organismes, institutions et organisations non gouvernementales à vocation humanitaire;

12. *Prie instamment* toutes les parties afghanes, en particulier les Taliban, de mettre fin sans retard à toutes les

⁴⁵¹ A/53/539, annexe.

violations des droits fondamentaux des femmes et des filles et de prendre d'urgence des mesures pour assurer:

- a) L'abolition de toute mesure législative ou autre se traduisant par des discriminations à l'encontre des femmes;
- b) La participation effective des femmes à la vie civile, culturelle, économique, politique et sociale;
- c) Le respect du droit des femmes au travail et leur réintégration dans leur emploi;
- d) Le droit des femmes et des filles à l'éducation sans discrimination, la réouverture des écoles et l'admission des femmes et des filles à tous les niveaux de l'enseignement;
- e) Le respect du droit des femmes à la sûreté de leur personne et l'engagement de poursuites à l'encontre des responsables d'agressions physiques contre les femmes;
- f) Le respect de la liberté de mouvement des femmes;
- g) Le rétablissement de l'accès sans restriction des femmes et des filles aux soins de santé;

13. *Invite* le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à entreprendre sans délai une enquête approfondie sur les cas signalés de massacres de prisonniers de guerre et de civils, de viols et d'autres traitements cruels en Afghanistan, et exhorte le Front uni et les Taliban à respecter l'engagement qu'ils ont pris d'y collaborer;

14. *Invite également* le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à examiner la proposition qui est faite de déployer des observateurs des droits de l'homme en Afghanistan et à lui soumettre des recommandations détaillées à cet effet;

15. *Lance un appel* à tous les États et à tous les organismes et programmes des Nations Unies, institutions spécialisées et autres organisations internationales, pour qu'ils recommencent, dès que la situation sur le terrain le permettra, à apporter une assistance humanitaire à tous ceux qui sont dans le besoin;

16. *Se déclare profondément préoccupée* par des informations selon lesquelles des biens culturels afghans auraient fait l'objet d'attaques et de pillage, souligne qu'il incombe à toutes les parties de protéger conjointement leur patrimoine commun, et prie tous les États Membres de prendre les mesures voulues pour empêcher le pillage des biens culturels afghans et assurer le retour à l'Afghanistan de ceux qui ont été volés;

17. *Prie instamment* toutes les parties afghanes de coopérer avec la Commission des droits de l'homme et son Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en Afghanistan et avec tous les rapporteurs spéciaux qui sollicitent une invitation;

18. *Prie* le Secrétaire général de fournir toute l'assistance nécessaire au Rapporteur spécial;

19. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Afghanistan à sa cinquante-quatrième session, compte tenu des éléments nouveaux que lui fourniront la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social.

85^e séance plénière
9 décembre 1998

53/166. Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/121 du 20 décembre 1993, dans laquelle elle a approuvé la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui s'est tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993⁴⁵², ainsi que ses résolutions ultérieures sur la question, notamment sa résolution 52/148 du 12 décembre 1997,

Rappelant également le paragraphe 100 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne concernant l'évaluation quinquennale des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action, et notamment la nécessité de s'attacher, en particulier, à évaluer dans quelle mesure on s'est rapproché de l'objectif de la ratification universelle des traités et des protocoles internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés dans le cadre du système des Nations Unies,

Constatant que l'évaluation quinquennale des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, qui a eu lieu à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁵³, a permis de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme,

Réaffirmant que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inhérents à tous les êtres humains, que leur promotion et leur protection incombent au premier chef aux gouvernements, et que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés,

Convaincue que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne doivent se traduire par une action efficace des États, des organes et organismes compétents des Nations Unies et des organisations concernées, dont les organisations non gouvernementales,

Se félicitant des mesures importantes prises au cours des cinq années écoulées, aux niveaux tant national qu'international, pour donner effet aux recommandations formulées par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Profondément préoccupée cependant par l'écart considérable qui subsiste encore entre la promesse des droits de l'homme et leur promotion et leur protection dans le monde

⁴⁵² A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

⁴⁵³ Résolution 217 A (III).

entier, et profondément préoccupée également par les dénis et violations des droits de l'homme – civils, culturels, économiques, politiques et sociaux – y compris du droit au développement,

Réaffirmant le rôle important joué par les organisations non gouvernementales dans la promotion de tous les droits de l'homme et dans les activités humanitaires aux niveaux national, régional et international, et appréciant leur contribution à la sensibilisation du public aux questions relatives aux droits de l'homme, aux activités d'éducation, de formation et de recherche entreprises dans ce domaine et à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales,

Notant que le débat du Conseil économique et social consacré aux questions de coordination à sa session de fond de 1998 a porté sur l'application et le suivi coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne par les organismes des Nations Unies⁴⁵⁴,

1. *Prend acte* du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme⁴⁵⁵ sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne⁴⁵² et des conclusions qui y figurent;

2. *Affirme solennellement sa détermination* d'appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Vienne;

3. *Accueille favorablement* les conclusions concertées 1998/2 du Conseil économique et social⁴⁵⁶ sur le suivi et l'application coordonnés de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, et demande qu'elles soient pleinement appliquées;

4. *Réaffirme* que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne restent une base solide pour de nouvelles mesures et initiatives prises par les États, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes et organismes intergouvernementaux compétents, ainsi que les institutions nationales et les organisations non gouvernementales concernées;

5. *Engage* tous les États à prendre de nouvelles mesures pour assurer la pleine réalisation de tous les droits de l'homme pour tous, compte tenu des recommandations de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme;

6. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session, au titre de la question subsidiaire intitulée «Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

⁴⁵⁴ Voir E/1998/SR.32, 33, 36 à 38 et 47. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Séances plénières*, 32^e, 33^e, 36^e à 38^e et 47^e séances.

⁴⁵⁵ A/53/372, annexe.

⁴⁵⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 3* et rectificatif (A/53/3 et Corr.1), chap. VI, par. 3.

53/167. Question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Prenant note de la résolution 1998/83 de la Commission des droits de l'homme, en date du 24 avril 1998⁴⁵⁷, sur la question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, dans laquelle la Commission a noté avec inquiétude que le montant des ressources actuellement disponibles au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ne permettrait pas au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de s'acquitter de l'ensemble des mandats nouveaux et des mandats existants, et a en conséquence demandé instamment au Secrétaire général, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale de prendre sans retard toutes les mesures nécessaires pour que le Haut Commissariat et les autres services compétents de l'Organisation soient dotés de ressources suffisantes au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal actuel et les prochains exercices afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement des responsabilités et des mandats qui leur ont été confiés par les États Membres et afin que ces ressources soient à la mesure de l'importance accordée dans la Charte des Nations Unies à la défense et à la protection des droits de l'homme,

Prenant note également de la décision 1998/275 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1998, dans laquelle le Conseil, prenant note de la résolution 1998/83 de la Commission des droits de l'homme, a approuvé la demande que la Commission lui avait adressée, ainsi qu'au Secrétaire général et à l'Assemblée générale,

Prenant note en outre des autres résolutions et décisions pertinentes de la Commission des droits de l'homme, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale contenant des demandes et des propositions concernant le budget ordinaire pour le programme relatif aux droits de l'homme,

1. *Demande* au Secrétaire général de prendre sans retard toutes les mesures nécessaires pour donner suite à la résolution 1998/83 de la Commission des droits de l'homme et à la décision 1998/275 du Conseil économique et social, en particulier lors de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001, sans diminuer les ressources allouées aux programmes et activités des Nations Unies pour le développement;

2. *Décide* de poursuivre l'examen de la question à sa cinquante-quatrième session au titre de la question intitulée «Questions relatives aux droits de l'homme».

85^e séance plénière
9 décembre 1998

⁴⁵⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1998, Supplément n° 3* (E/1998/23), chap. II, sect. A.

VI. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA CINQUIÈME COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/3	Analyse des économies résultant de l'amélioration de l'efficacité globale obtenue à la suite de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat, conformément à la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997, et propositions présentées comme suite à la décision 52/462 de l'Assemblée, en date du 31 mars 1998	326
53/11	Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités	327
53/12	Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	327
53/18	Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	328
53/19	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan	330
53/20	Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies	331
53/29	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone	332
53/36	Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies	
	Résolution A	334
	Résolution B	334
	Résolution C	334
	Résolution D	335
	Résolution E	335
53/204	Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes	335
53/205	Budgétisation axée sur les résultats	336
53/206	Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001	337
53/207	Planification des programmes	337
53/208	Plan des conférences	
	Résolution A	342
	Résolution B	344
	Résolution C	346
	Résolution D	347
	Résolution E	347
53/209	Régime commun des Nations Unies: rapport de la Commission de la fonction publique internationale	347
53/210	Régime des pensions des Nations Unies	354

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/211	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola	360
53/212	Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	362
53/213	Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994	365
53/214	Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999	365
53/215	Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999	
	A. Ouverture de crédits révisée pour l'exercice biennal 1998-1999	372
	B. Prévisions de recettes révisées pour l'exercice biennal 1998-1999	374
	C. Exécution du budget pour l'année 1999	374

53/3. Analyse des économies résultant de l'amélioration de l'efficacité globale obtenue à la suite de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat, conformément à la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997, et propositions présentées comme suite à la décision 52/462 de l'Assemblée, en date du 31 mars 1998

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, relative à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, et les résolutions qu'elle a adoptées par la suite à ce sujet,

Rappelant ses résolutions 51/167 du 16 décembre 1996 et 52/220 du 22 décembre 1997, ainsi que sa décision 52/462 du 31 mars 1998,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'analyse des économies résultant de l'amélioration de l'efficacité globale obtenue à la suite de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat¹,

Ayant également examiné le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Soulignant qu'il importe de renforcer les capacités dont dispose la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en particulier dans les domaines prioritaires,

1. Approuve les propositions du Secrétaire général figurant dans son rapport¹, étant entendu que le montant devant être utilisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ne doit pas dépasser 5 526 600 dollars des États-Unis;

2. Accepte l'utilisation du montant de 1 088 000 dollars pour financer les dépenses relatives aux experts qui participent, à titre personnel, aux réunions d'experts convoquées par les commissions du Conseil du commerce et du développement conformément au paragraphe 114 du document intitulé «Un partenariat pour la croissance et le développement»³, étant entendu que:

a) Il ne s'agirait que d'une dépense non renouvelable dans le cadre de l'exercice biennal 1998-1999, des ressources

supplémentaires ayant pu être dégagées du fait de la sous-utilisation des crédits ouverts;

b) Le financement des dépenses relatives aux experts ne devrait pas créer un précédent en ce qui concerne le financement par imputation sur le budget ordinaire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement des dépenses relatives aux experts qui participent, à titre personnel, aux réunions d'experts convoquées par les commissions du Conseil conformément au paragraphe 114 du document intitulé «Un partenariat pour la croissance et le développement»;

c) Les besoins des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, seraient spécialement pris en considération;

3. Invite le Conseil du commerce et du développement à se prononcer définitivement, à sa quarante-cinquième session du 12 au 23 octobre 1998, sur les modalités de sélection, de présentation des candidatures et de nomination des experts appelés à participer aux réunions d'experts de ses commissions, de façon que le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement puisse mener à bien sans plus tarder les activités prévues;

4. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'exécution par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement des activités financées par le solde inutilisé mentionné au paragraphe 1 ci-dessus et la mesure dans laquelle les résultats obtenus auront contribué à renforcer les capacités dont elle dispose, notamment dans les domaines prioritaires;

5. Considère que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a réalisé des économies importantes découlant directement des décisions prises à la neuvième session de la Conférence, notamment la restructuration du mécanisme intergouvernemental et la réforme du secrétariat;

6. Déplore l'absence d'informations précises concernant les économies réalisées à la suite de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat, et prend note à cet égard du fait, indiqué au paragraphe 8 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires², qu'un montant de 2 millions de dollars, qui représente une partie des économies susmentionnées, est imputable à la diminution des besoins de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en matière de services de conférence par suite des décisions prises à la neuvième session, et partage l'avis du Comité consultatif suivant lequel cette information aurait dû être indiquée dans le rapport du Secrétaire général;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session des informations détaillées sur les économies, notamment le montant de 2 millions de dollars mentionné au paragraphe 6 ci-dessus, résultant de l'amélioration de l'efficacité globale obtenue à la suite de la neuvième

¹ A/52/898 et Corr.1.

² A/53/7/Add.2. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7*.

³ Voir A/51/308.

session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat, conformément à ses résolutions 51/167 et 52/220;

8. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question pendant la partie principale de sa cinquante-quatrième session.

36^e séance plénière
12 octobre 1998

53/11. Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 51/243 du 15 septembre 1997, 52/217, 52/218 et 52/220 du 22 décembre 1997, ainsi que ses résolutions 52/234 et 52/248 du 26 juin 1998,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général⁴ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵,

1. *Réaffirme* que le Secrétaire général ne peut accepter du personnel fourni à titre gracieux que dans les circonstances strictement définies aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 4 de sa résolution 51/243;

2. *Note* que, comme elle l'a demandé au paragraphe 9 de sa résolution 51/243, le personnel fourni à titre gracieux de type II continue à décroître;

3. *Note avec préoccupation* que les renseignements donnés par le Secrétaire général ne permettent pas d'établir que tout le personnel fourni à titre gracieux et accepté au Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat apporte les compétences très spécialisées faisant défaut au sein de l'Organisation, comme l'exige l'Assemblée générale à l'alinéa *a* du paragraphe 4 de sa résolution 51/243;

4. *Note également avec préoccupation* l'observation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁶ selon laquelle les cas où le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et le Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 ont accepté du personnel fourni à titre gracieux – cas que mentionnent les rapports du Secrétaire général⁷ – contreviennent aux dispositions de la résolution 51/243 qui

n'autorisent pas l'acceptation de ce type de personnel pour le motif que le Secrétariat n'a pu recruter rapidement le personnel voulu;

5. *Note en outre avec préoccupation* que le report de la date limite de dépôt des candidatures pour le remplacement du personnel fourni à titre gracieux de type II a entraîné dans certains cas un traitement différentiel entre les États Membres;

6. *Prend acte* du fait que le Secrétaire général s'est formellement engagé à mener à bien d'ici au 28 février 1999 le recrutement du personnel appelé à remplacer le personnel fourni à titre gracieux de type II, y compris celui des deux tribunaux internationaux, conformément à ses résolutions 52/234 et 52/248;

7. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer encore le mécanisme de planification et de mise en œuvre dans le domaine de la gestion des ressources humaines pour assurer une plus grande transparence et de garantir le fonctionnement indépendant et efficace du Secrétariat, conformément aux Articles 100 et 101 de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale;

8. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que le recrutement pour les postes que dégagerait le retrait progressif du personnel fourni à titre gracieux se fasse sur une base géographique aussi large que possible et compte tenu de la place à accorder aux femmes;

9. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter, à la reprise de sa cinquante-troisième session, un rapport sur la manière dont s'opère le retrait progressif du personnel fourni à titre gracieux de type II.

43^e séance plénière
26 octobre 1998

53/12. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/258 du 3 mai 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 48/226 A du 23 décembre 1993, 48/226 B du 5 avril 1994, 48/226 C du 29 juillet 1994, 49/250 du 20 juillet 1995, 50/11 du 2 novembre 1995, 50/221 A du 11 avril 1996, 50/221 B du 7 juin 1996, 51/226 du 3 avril 1997, 51/239 A du 17 juin 1997, 51/239 B du 15 septembre 1997, 51/243 du 15 septembre 1997 et 52/220 du 22 décembre 1997 ainsi que ses décisions 48/489 du 8 juillet 1994, 49/469 du 23 décembre 1994 et 50/473 du 23 décembre 1995,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix⁸ et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁹,

⁴ A/C.5/52/54/Rev.1 et A/C.5/52/56.

⁵ A/53/417.

⁶ Ibid., par. 8.

⁷ A/C.5/52/51, par. 4 et 5, et A/C.5/52/56, par. 4.

⁸ A/52/837 et Corr.1.

⁹ A/52/892 et A/53/418.

Réaffirmant qu'il faut continuer d'améliorer la gestion administrative et financière des opérations de maintien de la paix,

Consciente qu'il importe d'assurer des services d'appui adéquats pendant toutes les phases des opérations de maintien de la paix, y compris celles de leur liquidation et de leur achèvement,

1. *Réaffirme* ses résolutions 52/234 et 52/248 du 26 juin 1998;

2. *Prend note avec une vive préoccupation* des observations figurant aux paragraphes 5 et 6 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁰ à l'effet qu'il n'a pas été fait grand-chose pour répondre aux préoccupations expressément formulées par le Comité consultatif quant à la qualité de l'information fournie par le Secrétaire général et que, sur certains points, le Comité n'a pu faire de recommandation du fait que ses demandes d'éclaircissements ou de renseignements supplémentaires sont restées sans réponse;

3. *Note avec préoccupation* que le report de la date limite de dépôt des candidatures pour le remplacement du personnel fourni à titre gracieux de type II a entraîné dans certains cas un traitement différentiel entre les États Membres;

4. *Prend acte* du fait que le Secrétaire général s'est formellement engagé à mener à bien d'ici au 28 février 1999 le recrutement du personnel appelé à remplacer le personnel fourni à titre gracieux de type II, y compris celui des deux tribunaux internationaux¹¹, conformément à ses résolutions 52/234 et 52/248;

5. *Réaffirme* sa décision figurant au paragraphe 16 de sa résolution 52/248 à l'effet d'approuver la création de quatre cents postes temporaires à imputer au compte d'appui pour la période du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999;

6. *Prie* le Secrétaire général, au moment de déterminer la répartition des quatre cents postes temporaires, y compris les six postes supplémentaires, à imputer au compte d'appui de prendre en considération les observations et recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif¹⁰, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

7. *Prie également* le Secrétaire général d'inclure dans le projet de budget du compte d'appui pour la période du

1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2000 l'examen détaillé d'un état-major de mission à déploiement rapide, notamment en indiquant ce qui en différencie les fonctions de celles du Service de la planification des missions du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, et de préciser davantage le concept de son utilisation au cours de la phase initiale d'une nouvelle opération de maintien de la paix, comme l'a demandé le Comité spécial des opérations de maintien de la paix au paragraphe 101 de son rapport¹², mentionné par le Comité consultatif dans son rapport¹³, en prenant dûment en considération les questions soulevées et les commentaires et observations figurant dans le rapport du Comité consultatif;

8. *Décide* de créer, parmi les quatre cents postes temporaires imputés au compte d'appui pour la période du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999, deux postes civils de la classe P-4 (un poste de spécialiste des affaires humanitaires et un poste de policier civil) pour un état-major de mission à déploiement rapide, et de revenir sur la question des autres postes proposés lorsqu'elle examinera les informations demandées au paragraphe 7 ci-dessus;

9. *Prend note* des observations figurant au paragraphe 21 du rapport du Comité consultatif¹⁰ et décide de créer un poste de la classe P-4 pour le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat;

10. *Déplore* qu'un examen détaillé des questions soulevées dans ses résolutions 50/221 B, 51/239 A et B et 52/248 n'ait pas été mené à bien et prie le Secrétaire général, lorsqu'il établira le projet de budget du compte d'appui pour la période du 1^{er} juillet 1999 au 30 juin 2000, de rendre compte d'une façon détaillée de la suite donnée aux résolutions susmentionnées et à la présente résolution, y compris en ce qui concerne les organigrammes révisés des départements fournissant un appui aux opérations de maintien de la paix, le redéploiement, les chevauchements et doubles emplois, la fragmentation, l'évolution récente des opérations de maintien de la paix, l'évolution du volume de travail et les autres questions que le Comité consultatif a soulevées aux paragraphes 8, 15, 27, 34, 35 et 41 de son rapport¹⁰, et de lui présenter un rapport à ce sujet.

43^e séance plénière
26 octobre 1998

53/18. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organi-

¹⁰ A/53/418.

¹¹ Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994.

¹² A/53/127.

¹³ Voir A/53/418, par. 15.

sation d'un référendum au Sahara occidental¹⁴ et prenant note du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁵,

Ayant à l'esprit la résolution 690 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 29 avril 1991, par laquelle le Conseil a créé la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, et les résolutions ultérieures dans lesquelles il a prorogé le mandat de la Mission, dont la plus récente est la résolution 1204 (1998) du 30 octobre 1998,

Rappelant sa résolution 45/266 du 17 mai 1991, relative au financement de la Mission, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 52/228 B du 26 juin 1998,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été apportées pour la Mission,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental au 15 octobre 1998, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 69 886 177 dollars des États-Unis, soit 21 p. 100 du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission au 21 septembre 1998, constate qu'environ 17 p. 100 des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

5. *Prend note* des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹⁵;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

7. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission, en tenant compte de ses besoins;

8. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, aux fins du fonctionnement de la Mission du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999, un crédit supplémentaire d'un montant brut de 37 250 460 dollars (montant net: 34 445 260 dollars), compte tenu du crédit d'un montant brut de 22 749 540 dollars (montant net: 21 473 540 dollars) qu'elle a déjà ouvert pour la période du 1^{er} juillet au 31 octobre 1998, par sa résolution 52/228 B;

9. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 17 décembre 1998 et compte tenu du montant brut de 22 749 540 dollars (montant net: 21 473 540 dollars) déjà réparti pour la période du 1^{er} juillet au 31 octobre 1998 en vertu de sa résolution 52/228 B, de répartir entre les États Membres un montant brut supplémentaire de 37 250 460 dollars (montant net: 34 445 260 dollars) pour la période du 1^{er} novembre 1998 au 30 juin 1999, à raison d'un montant brut de 4 656 307,50 dollars par mois (montant net: 4 305 657,50 dollars), en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et suivant le barème des quotes-parts pour les années 1998 et 1999 établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997;

10. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 9 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les

¹⁴ A/52/730/Add.2 et Add.3 et Add.3/Corr.1 et 2.

¹⁵ A/53/474.

recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1^{er} novembre 1998 au 30 juin 1999, soit un montant estimatif de 2 805 200 dollars;

11. *Demande* que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

12. *Décide* de garder à l'étude au cours de sa cinquante-troisième session le point de l'ordre du jour intitulé «Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental».

50^e séance plénière
2 novembre 1998

53/19. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan¹⁶ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁷,

Rappelant la résolution 968 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 16 décembre 1994, par laquelle le Conseil a créé la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, et les résolutions ultérieures par lesquelles il a prorogé le mandat de la Mission d'observation, dont la plus récente est la résolution 1167 (1998) du 14 mai 1998,

Rappelant également la résolution 1138 (1997) du Conseil de sécurité, en date du 14 novembre 1997, par laquelle le Conseil a autorisé le Secrétaire général à augmenter l'effectif de la Mission d'observation,

Rappelant en outre sa résolution 49/240 du 31 mars 1995, relative au financement de la Mission d'observation, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 52/229 B du 26 juin 1998,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission d'observation sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission d'observation, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu

développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été apportées pour la Mission d'observation,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission d'observation des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan au 15 octobre 1998, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 9,2 millions de dollars des États-Unis, soit 22 p. 100 du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission d'observation au 31 octobre 1998, constate qu'environ 16 p. 100 des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission d'observation;

5. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹⁷;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission d'observation soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

7. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission d'observation, en tenant compte de ses besoins;

8. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan aux fins du fonctionnement de la Mission d'observation pendant la période du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999, un crédit d'un montant brut de 11 984 880 dollars (montant net: 11 128 880 dollars), en sus du crédit initial d'un montant brut de 8 015 120 dollars (montant net: 7 587 120 dollars) – comprenant le montant de 415 120 dollars à verser au

¹⁶ A/52/772/Add.2.

¹⁷ A/53/474.

compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour la période du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999 – qu'elle a déjà ouvert et mis en recouvrement pour la période du 1^{er} juillet au 31 octobre 1998 par sa résolution 52/229 B;

9. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité prorogerait le mandat de la Mission d'observation au-delà du 15 novembre 1998 et compte tenu du montant brut de 8 015 120 dollars (montant net: 7 587 120 dollars) déjà réparti en vertu de sa résolution 52/229 B, de répartir entre les États Membres un montant brut supplémentaire de 11 984 880 dollars (montant net: 11 128 880 dollars) pour la période du 1^{er} novembre 1998 au 30 juin 1999, à raison d'un montant brut de 1 498 110 dollars par mois (montant net: 1 391 110 dollars), en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et suivant le barème des quotes-parts pour les années 1998 et 1999 établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997;

10. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 9 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1^{er} novembre 1998 au 30 juin 1999, soit un montant estimatif de 856 000 dollars;

11. *Demande* que soient apportées pour la Mission d'observation des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

12. *Décide* de garder à l'étude au cours de sa cinquante-troisième session le point de l'ordre du jour intitulé «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan».

50^e séance plénière
2 novembre 1998

53/20. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies¹⁸ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁹,

Rappelant la résolution 983 (1995) du Conseil de sécurité, en date du 31 mars 1995, par laquelle le Conseil a décidé que, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Force de protection des Nations Unies serait dénommée Force de déploiement préventif des Nations Unies, et la résolution 1186 (1998) du 21 juillet 1998, par laquelle il a prorogé le mandat de la Force jusqu'au 28 février 1999,

Rappelant également sa décision 50/481 du 11 avril 1996, relative au financement de la Force, et ses résolutions ultérieures dont la plus récente est la résolution 52/245 du 26 juin 1998,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Force sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Force, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont apporté des contributions volontaires pour la Force,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Force de déploiement préventif des Nations Unies au 15 octobre 1998, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 22,7 millions de dollars des États-Unis, soit 19 p. 100 du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Force au 30 juin 1999, constate qu'environ 19 p. 100 des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

¹⁸ A/53/437.

¹⁹ A/53/481.

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Force;

5. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹⁹;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Force soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

7. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Force, en tenant compte de ses besoins;

8. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Force de déploiement préventif des Nations Unies, aux fins du fonctionnement de la Force du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999, un crédit d'un montant brut de 29 millions de dollars (montant net : 28 170 800 dollars), en sus du crédit d'un montant brut de 21 053 745 dollars (montant net: 20 580 245 dollars) qu'elle a déjà ouvert par sa résolution 52/245;

9. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial et compte tenu du montant brut de 21 053 745 dollars (montant net: 20 580 245 dollars) déjà réparti en vertu de sa résolution 52/245, de répartir entre les États Membres le montant brut supplémentaire de 12 315 418 dollars (montant net: 11 920 452 dollars) pour la période du 1^{er} juillet 1998 au 28 février 1999, en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et suivant le barème des quotes-parts pour les années 1998 et 1999 établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997;

10. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 9 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1^{er} juillet 1998 au 28 février 1999, soit un montant estimatif de 394 966 dollars;

11. *Décide*, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au delà du 28 février 1999, de répartir entre les États Membres un montant brut de 16 684 582 dollars (montant net: 16 250 348 dollars) pour la période du 1^{er} mars au 30 juin

1999, à raison d'un montant brut de 4 171 145,50 dollars par mois (montant net: 4 062 587 dollars), conformément aux modalités indiquées dans la présente résolution et suivant le barème des quotes-parts pour l'année 1999 établi par sa résolution 52/215 A;

12. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 11 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1^{er} mars au 30 juin 1999, soit un montant estimatif de 434 234 dollars;

13. *Demande* que soient apportées pour la Force des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

14. *Décide* de garder à l'étude au cours de sa cinquante-troisième session le point de l'ordre du jour intitulé «Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies».

50^e séance plénière
2 novembre 1998

53/29. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone²⁰ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²¹,

Ayant à l'esprit la résolution 1181 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 13 juillet 1998, par laquelle le Conseil a décidé d'établir la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone pour une période initiale de six mois, prenant fin le 13 janvier 1999,

Sachant que les dépenses relatives à la Mission d'observation sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Sachant également qu'il convient d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission d'observation, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu

²⁰ A/53/454.

²¹ A/53/654.

développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été apportées pour la Mission d'observation,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission d'observation des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de la résolution 1181 (1998) du Conseil de sécurité,

1. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

2. *Prie instamment* tous les États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone;

3. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport²¹;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission d'observation soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

5. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission d'observation, en tenant compte de ses besoins;

6. *Décide* d'ouvrir, aux fins de l'établissement et du fonctionnement de la Mission d'observation du 13 juillet 1998 au 30 juin 1999, un crédit d'un montant brut de 22 millions de dollars des États-Unis (montant net: 21 279 800 dollars), comprenant le montant brut de 783 700 dollars (montant net: 768 100 dollars) correspondant au coût du déploiement des effectifs militaires et civils pour la période du 17 avril au 12 juillet 1998 et le montant brut de 10 624 200 dollars (montant net: 10 409 500 dollars) précédemment autorisé par le Comité consultatif pour la période du 13 juillet au 13 novembre 1998, et prie le Secrétaire général de créer un compte spécial pour la Mission d'observation;

7. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, de répartir entre les États Membres un montant brut de 12 926 600 dollars (montant net: 12 610 300 dollars) pour la période du 13 juillet 1998 au 13 janvier 1999 en tenant compte de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du

21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et suivant le barème des quotes-parts pour les années 1998 et 1999 établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997;

8. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 7 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission d'observation pour la période du 13 juillet 1998 au 13 janvier 1999, soit un montant estimatif de 316 300 dollars;

9. *Décide*, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission d'observation au-delà du 13 janvier 1999, de répartir entre les États Membres un montant brut de 9 073 400 dollars (montant net: 8 669 500 dollars) pour la période du 14 janvier au 30 juin 1999, à raison d'un montant mensuel brut de 1 620 250 dollars (montant net: 1 548 125 dollars), conformément aux modalités indiquées dans la présente résolution et suivant le barème des quotes-parts pour l'année 1999 établi par sa résolution 52/215 A;

10. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 9 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la Mission d'observation pour la période du 14 janvier au 30 juin 1999, soit un montant estimatif de 403 900 dollars;

11. *Demande* que soient apportées pour la Mission d'observation des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptées par le Secrétaire général, qui seront gérées, selon qu'il conviendra, conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

12. *Décide* de garder à l'étude au cours de sa cinquante-troisième session le point de l'ordre du jour intitulé «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone».

64^e séance plénière
20 novembre 1998

53/36. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

A

L'Assemblée générale,

Notant les demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies présentées par la Bosnie-Herzégovine²², la République du Congo²³ et l'Iraq²⁴,

Rappelant sa décision 53/406 B du 7 octobre 1998, par laquelle elle a décidé d'accorder à la Géorgie et à la Guinée-Bissau une dérogation provisoire à l'Article 19 de la Charte pour une période de trois mois,

Rappelant également sa résolution 52/215 B du 22 décembre 1997,

1. *Réaffirme* le rôle qui est le sien en vertu des dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies et le rôle consultatif dévolu au Comité des contributions en vertu de l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale;

2. *Prie* le Comité de tenir une session extraordinaire d'une semaine dès que possible en 1999 pour examiner les représentations des États Membres au sujet de l'application de l'Article 19 de la Charte et de lui faire rapport à la reprise de sa cinquante-troisième session en application de l'article 160 de son règlement intérieur;

3. *Invite* les États Membres, afin de faciliter la tâche du Comité, à présenter le plus tôt possible à ce dernier des renseignements détaillés pour expliquer leurs demandes;

4. *Décide* d'examiner le rapport du Comité sur la question dès que possible après sa publication.

72^e séance plénière
30 novembre 1998

B

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation, aux termes de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, de supporter les dépenses de l'Organisation selon la répartition fixée par l'Assemblée générale,

Réaffirmant également le principe fondamental selon lequel les dépenses de l'Organisation doivent être réparties entre les États Membres approximativement en fonction de leur capacité de paiement, conformément à l'article 160 de son règlement intérieur,

Ayant examiné le rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa cinquante-huitième session²⁵,

1. *Demande instamment* à tous les États Membres de verser leurs contributions intégralement, ponctuellement et sans conditions, de façon à éviter les difficultés financières que connaît actuellement l'Organisation des Nations Unies;

2. *Prend note* de la décision du Comité des contributions de poursuivre l'examen, à sa cinquante-neuvième session, des éléments de la méthode d'établissement du barème des quotes-parts pour le financement du budget ordinaire de l'Organisation et de présenter un ensemble de recommandations à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-quatrième session.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

C

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa cinquante-huitième session²⁵,

Rappelant sa résolution 52/215 B du 22 décembre 1997,

1. *Réaffirme* les dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies et de l'article 160 de son règlement intérieur;

2. *Prend note* de la décision du Comité des contributions de poursuivre l'examen de l'application de l'Article 19 de la Charte;

3. *Prie* le Comité d'examiner, à sa cinquante-neuvième session, les possibilités de rendre plus stricte l'application de l'Article 19 de la Charte et de faire des recommandations à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-quatrième session;

4. *Prie également* le Comité d'examiner les questions de procédure touchant l'examen des demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte, en particulier les modalités d'examen des demandes reçues en dehors des sessions du Comité, et de lui faire des recommandations à ce sujet avant la fin de sa cinquante-troisième session;

5. *Prie en outre* le Comité d'examiner plus avant les questions soulevées au paragraphe 28 de son rapport et de lui faire, selon qu'il conviendra, des recommandations à ce sujet, concernant notamment des mesures propres à encourager le versement ponctuel, intégral et sans conditions des contributions, en application du mandat général qu'elle lui a confié en vertu du paragraphe 3 de sa résolution 14 A (I) du 13 février 1946.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

²² A/C.5/53/23, annexe.

²³ A/C.5/53/24, annexe.

²⁴ A/C.5/53/28, annexe.

²⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 11 (A/53/11).

D

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 53/36 A du 30 novembre 1998, ainsi que ses décisions 53/406 A et B du 7 octobre 1998,

1. *Réaffirme* le rôle qui est le sien en vertu des dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies et le rôle consultatif dévolu au Comité des contributions en vertu de l'article 160 de son règlement intérieur;

2. *Souligne* qu'il importe d'appliquer le même traitement, sans discrimination, à toutes les demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte émanant d'États Membres.

*93^e séance plénière
18 décembre 1998*

E

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa cinquante-huitième session²⁵,

1. *Fait siennes* les recommandations du Comité des contributions relatives aux contributions des États non membres, qui figurent au paragraphe 102 de son rapport;

2. *Prie* le Comité d'examiner plus avant l'opinion exprimée au paragraphe 99 de son rapport, en tenant compte de la participation effective des États non membres aux activités de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des avantages qu'ils en retirent.

*93^e séance plénière
18 décembre 1998*

53/204. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes

L'Assemblée générale,

Ayant examiné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997, les rapports financiers et les états financiers vérifiés de l'Organisation des Nations Unies²⁶, des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (pour la période terminée le 30 juin 1997)²⁷, du Centre CNUCED/OMC du commerce international²⁸, de l'Université des Nations Unies²⁹, du Pro-

gramme des Nations Unies pour le développement³⁰, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance³¹, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient³², de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche³³, des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés³⁴, du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement³⁵, du Fonds des Nations Unies pour la population³⁶, de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains³⁷, du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues³⁸ et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets³⁹, les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes⁴⁰, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes⁴¹ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴²,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur les mesures prises ou envisagées pour appliquer les récentes recommandations du Comité des commissaires aux comptes⁴³ et sur la suite donnée par les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies aux recommandations du Comité⁴⁴,

³⁰ Ibid., *Supplément n° 5A* (A/53/5/Add.1), chap. I et IV.

³¹ Ibid., *Supplément n° 5B* (A/53/5/Add.2), chap. I et IV.

³² Ibid., *Supplément n° 5C* (A/53/5/Add.3), chap. I, IV et V.

³³ Ibid., *Supplément n° 5D* (A/53/5/Add.4), chap. I, IV et V.

³⁴ Ibid., *Supplément n° 5E* (A/53/5/Add.5), chap. III et IV.

³⁵ Ibid., *Supplément n° 5F* (A/53/5/Add.6), chap. I, IV et V.

³⁶ Ibid., *Supplément n° 5G* (A/53/5/Add.7), chap. I, IV et V.

³⁷ Ibid., *Supplément n° 5H* (A/53/5/Add.8), chap. I, IV et V.

³⁸ Ibid., *Supplément n° 5I* (A/53/5/Add.9), chap. I, IV et V.

³⁹ Ibid., *Supplément n° 5J* (A/53/5/Add.10), chap. I et IV.

⁴⁰ Ibid., *cinquante et unième session, Supplément n° 5* et rectificatif (A/51/5), vol. I et Corr.1, sect. II et III; *ibid.*, *cinquante-deuxième session, Supplément n° 5* (A/52/5), vol. II, chap. II et III; *ibid.*, *cinquante-troisième session, Supplément n° 5* (A/53/5), vol. III, chap. I et II; et vol. IV, chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5A* (A/53/5/Add.1), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5B* (A/53/5/Add.2), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5C* (A/53/5/Add.3), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5D* (A/53/5/Add.4), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5E* (A/53/5/Add.5), chap. I et II; *ibid.*, *Supplément n° 5F* (A/53/5/Add.6), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5G* (A/53/5/Add.7), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5H* (A/53/5/Add.8), chap. II et III; *ibid.*, *Supplément n° 5I* (A/53/5/Add.9), chap. II et III; et *ibid.*, *Supplément n° 5J* (A/53/5/Add.10), chap. II et III.

⁴¹ Voir A/53/217.

⁴² A/53/513.

⁴³ A/52/879 et A/53/335.

⁴⁴ A/53/335/Add.1.

²⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 5* (A/53/5), vol. I, chap. I et V.

²⁷ Ibid., *cinquante-deuxième session, Supplément n° 5* (A/52/5), vol. II, chap. I et V.

²⁸ Ibid., *cinquante-troisième session, Supplément n° 5* (A/53/5), vol. III, chap. IV.

²⁹ Ibid., vol. IV, chap. I et V.

Rendant hommage au Comité des commissaires aux comptes pour la façon exhaustive et efficace dont il a effectué ses examens, conformément à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies,

Se déclarant préoccupée par les problèmes et insuffisances que le Comité des commissaires aux comptes continue à relever dans l'administration et la gestion financières de l'Organisation des Nations Unies,

Soulignant la nécessité de mieux appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes, telles qu'elle les a approuvées,

1. *Accepte* les rapports financiers et les états financiers vérifiés des organisations susmentionnées, ainsi que les rapports et opinions du Comité des commissaires aux comptes les concernant, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *Accepte également* le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

3. *Note avec une vive préoccupation* que le Comité des commissaires aux comptes a assorti son opinion de réserves en ce qui concerne les états financiers du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;

4. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus de prendre des mesures correctives afin d'éviter que le Comité des commissaires aux comptes n'émette à nouveau des réserves lors de sa prochaine vérification;

5. *Approuve* toutes les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et fait siennes les observations y relatives figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴², sous réserve des dispositions de la présente résolution;

6. *Prie* le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des fonds et programmes des Nations Unies de veiller à ce que les recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient appliquées sans retard, conformément aux dispositions des paragraphes 3 à 5 de sa résolution 52/212 B du 31 mars 1998;

7. *Décide* d'examiner au besoin des questions spécifiques à la reprise de sa cinquante-troisième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes».

93^e séance plénière
18 décembre 1998

53/205. Budgétisation axée sur les résultats

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/12 B du 19 décembre 1997 intitulée «Rénover l'Organisation des Nations Unies: un programme de réformes»,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la budgétisation axée sur les résultats⁴⁵ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁶,

1. *Réaffirme* sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986;

2. *Réaffirme également* les Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, ainsi que le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'article 4.5 du règlement financier;

3. *Réaffirme en outre* l'article 153 de son règlement intérieur;

4. *Réaffirme* le paragraphe 21 de sa résolution 51/221 B du 18 décembre 1996, dans lequel elle a décidé qu'aucune modification ne pourrait être apportée aux méthodes d'établissement du budget, aux procédures et pratiques budgétaires établies ou aux dispositions du règlement financier sans qu'elle l'ait préalablement examinée et approuvée par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément aux procédures budgétaires convenues;

5. *Souligne* que toute proposition relative à la budgétisation axée sur les résultats devant être examinée par l'Assemblée générale:

a) *Doit* répondre aux besoins de l'Organisation des Nations Unies et tenir compte de ses caractéristiques;

b) *Ne doit pas* avoir pour seul objet de réduire les dépenses;

c) *Ne doit pas* avoir pour seul objet de réduire les effectifs;

6. *Décide* que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 doit être établi et lui être soumis pour examen conformément aux procédures et méthodes budgétaires établies;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, par l'intermédiaire du Comité consultatif, les fascicules contenant des prototypes de chapitres de budget, comme l'a recommandé le Comité au paragraphe 4 de son rapport⁴⁶;

⁴⁵ A/53/500 et Add.1.

⁴⁶ A/53/655.

8. *Prie également* le Secrétaire général de lui soumettre pour examen à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif, un rapport analytique exhaustif sur sa proposition concernant la budgétisation axée sur les résultats, ce rapport devant notamment comporter les éléments suivants:

a) Une étude comparative de la procédure budgétaire actuelle et de la méthode de budgétisation proposée faisant clairement ressortir, notamment, les différences et les analogies entre les deux systèmes;

b) Un exposé justifiant le changement proposé;

c) Un relevé des insuffisances de la procédure budgétaire actuelle et de l'Administration qui nuisent à l'application de cette procédure;

d) Une description des mesures à prendre pour améliorer la procédure budgétaire actuelle;

e) Une indication des règlements, procédures et systèmes d'information qui devront être en place si elle approuve le projet de budgétisation axée sur les résultats;

f) Des explications montrant que la budgétisation axée sur les résultats, y compris les notions de «résultats attendus» et d'«indicateurs de résultats», peut être appliquée à tous les chapitres du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies;

g) Une définition plus claire et plus précise des termes «objectif», «produit», «résultats», «indicateur de résultats» et «mesure des résultats»;

9. *Souligne* que les États Membres doivent continuer d'être pleinement associés, comme c'est actuellement le cas, au processus budgétaire, conformément aux règles, règlements et procédures budgétaires en vigueur à l'Organisation des Nations Unies;

10. *Décide* que, tant qu'elle n'en aura pas décidé autrement, des informations détaillées sur les postes nécessaires et les autres ressources demandées doivent continuer de lui être communiquées, ainsi qu'au Comité consultatif, pour leur permettre de prendre en toute connaissance de cause les décisions voulues concernant le projet de budget;

11. *Prie* le Corps commun d'inspection d'effectuer une étude analytique et comparative de l'expérience des organismes des Nations Unies qui ont adopté des méthodes analogues à la budgétisation axée sur les résultats et de lui présenter son rapport le 31 août 1999 au plus tard;

12. *Prie* le Comité consultatif de tenir compte du rapport visé au paragraphe 11 ci-dessus lorsqu'il établira son rapport sur le projet de budgétisation axée sur les résultats;

13. *Prend en considération* le caractère international et multilatéral de l'Organisation et souligne que les prévisions de dépenses ne doivent pas être établies sur la seule base des résultats quantitatifs attendus;

14. *Souligne* le rôle que jouent les États Membres dans l'analyse approfondie de l'allocation des ressources pour tous les chapitres du budget-programme;

15. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte des dispositions de la présente résolution lorsqu'il établira le rapport analytique exhaustif mentionné plus haut.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

53/206. Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, dans laquelle elle a notamment prié le Secrétaire général de présenter, les années où il n'est pas soumis de budget, une esquisse définissant le plan général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal suivant,

Réaffirmant également la section VI de sa résolution 45/248 B du 21 décembre 1990,

Réaffirmant en outre l'article 153 de son règlement intérieur,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001⁴⁷, les recommandations correspondantes du Comité du programme et de la coordination⁴⁸ et les recommandations formulées dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁹,

Ayant examiné également le rapport du Secrétaire général sur la question des dépenses additionnelles, y compris celles qui se rapportent au maintien de la paix et de la sécurité ou tiennent à l'inflation et aux fluctuations monétaires⁵⁰ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁵¹,

1. *Prend note* du rapport du Comité du programme et de la coordination⁵² et du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴⁹;

2. *Réaffirme* que l'esquisse budgétaire doit indiquer:

⁴⁷ A/53/220.

⁴⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16), deuxième partie, par. 28.

⁴⁹ A/53/718 et Corr.1.

⁵⁰ A/C.5/51/57.

⁵¹ A/52/7/Add.2. Pour le texte définitif, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 7A.

⁵² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16).

a) Les ressources à prévoir, d'après une estimation préliminaire, pour mener à bien le programme d'activité proposé pour l'exercice biennal;

b) Les priorités reflétant les orientations générales, par grands secteurs;

c) La croissance réelle, positive ou négative, par rapport au budget précédent;

d) Le montant du fonds de réserve, exprimé en pourcentage du montant global des ressources;

3. *Réaffirme également* que l'esquisse budgétaire doit aider à mieux prévoir les ressources nécessaires pour l'exercice biennal suivant, favoriser une plus grande participation des États Membres au processus budgétaire et faciliter ainsi la réalisation d'un accord aussi large que possible sur le budget-programme;

4. *Note* que l'esquisse budgétaire est une estimation préliminaire des ressources;

5. *Réaffirme* que les propositions budgétaires du Secrétaire général doivent refléter le volume des ressources nécessaires pour exécuter intégralement, efficacement et économiquement les activités prescrites;

6. *Insiste* sur le fait que les États Membres doivent prévoir des ressources suffisantes pour l'exécution intégrale de tous les programmes et activités prescrits;

7. *Décide* que la réduction des dépenses d'un montant de 19,8 millions de dollars des États-Unis attendue en raison des économies prévues ne doit pas être prise en compte dans l'esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001;

8. *Considère*, en outre, que les efforts visant à l'utilisation efficace des ressources doivent se poursuivre, sans compromettre l'exécution des programmes et activités prescrits;

9. *Souscrit* à la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport sur les dépenses additionnelles⁵³ et approuvée par le Comité consultatif dans son rapport⁵⁴, selon laquelle des crédits devraient être prévus dans l'esquisse budgétaire au titre des dépenses relatives à des missions politiques spéciales ayant trait à la paix et à la sécurité dont on pense qu'elles seront reconduites ou approuvées au cours de l'exercice biennal;

10. *Décide* que l'estimation préliminaire des ressources à inscrire au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 comprendra par conséquent pour les missions politiques un montant de 86,2 millions de dollars aux taux révisés de l'exercice biennal 1998-1999, qui devra

être pris en compte dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001, et que les dépenses additionnelles continueront d'être traitées conformément aux dispositions de sa résolution 41/213;

11. *Invite* le Secrétaire général à établir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 sur la base d'une estimation préliminaire représentant au total 2 milliards 545 millions de dollars aux taux révisés de l'exercice biennal 1998-1999;

12. *Décide* que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 prévoira la réévaluation des coûts selon la méthode actuelle;

13. *Affirme de nouveau* que les priorités pour l'exercice biennal 2000-2001, telles qu'elle les a définies dans sa résolution 51/219 du 18 décembre 1996, sont les suivantes:

- a) Maintien de la paix et de la sécurité internationales;
- b) Promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux décisions prises à l'occasion de récentes conférences des Nations Unies;
- c) Développement de l'Afrique;
- d) Promotion des droits de l'homme;
- e) Coordination efficace des opérations d'assistance humanitaire;
- f) Promotion de la justice et du droit international;
- g) Désarmement;
- h) Lutte contre la drogue, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

14. *Demande à nouveau* au Secrétaire général d'indiquer, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001, le volume total des ressources dont il lui faudrait disposer, toutes sources de financement confondues, pour pouvoir exécuter intégralement tous les programmes et activités prescrits;

15. *Décide* que le fonds de réserve sera fixé à 0,75 p. 100 du montant de l'estimation préliminaire, à savoir 19,1 millions de dollars, et que cette somme, qui est en sus du montant total de l'estimation préliminaire, sera utilisée conformément aux procédures régissant l'utilisation et le fonctionnement du fonds de réserve.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

53/207. Planification des programmes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/234 du 21 décembre 1982, 38/227 A du 20 décembre 1983, 41/213 du 19 décembre 1986 et 51/219 du 18 décembre 1996,

⁵³ A/C.5/51/57, par. 6.

⁵⁴ A/52/7/Add.2, par. 7. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 7A*.

Ayant examiné les révisions proposées par le Secrétaire général⁵⁵ au plan à moyen terme pour la période 1998-2001⁵⁶,

Ayant examiné également le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa trente-huitième session⁵⁷,

Ayant examiné en outre les rapports du Secrétaire général sur les révisions proposées aux Règlements et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation⁵⁸, sur l'établissement d'un ordre de priorité dans le plan à moyen terme⁵⁹, et sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997⁶⁰, ainsi que la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale⁶¹,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa trente-huitième session⁵⁷;

2. *Note* les efforts appréciables faits à la trente-huitième session du Comité pour rationaliser les méthodes et les procédures de travail du Comité dans le cadre de son mandat;

3. *Réaffirme* le rôle joué par le Comité en tant que principal organe subsidiaire de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social pour la planification, la programmation et la coordination;

4. *Prend note* des conclusions et recommandations formulées au chapitre V de la première partie du rapport du Comité sur les travaux de sa trente-huitième session et compte qu'elles seront mises en application;

I

PLAN À MOYEN TERME POUR LA PÉRIODE 1998-2001

1. *Réaffirme* l'article 4.2 des Règlements et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation et prie le Secrétaire

général de veiller à ce que les dispositions de cet article soient pleinement respectées;

2. *Adopte* les révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001 soumises par le Secrétaire général⁵⁵, telles qu'elles ont été modifiées par le Comité du programme et de la coordination⁶²;

3. *Souligne* l'importance du processus de consultation avec les États Membres;

4. *Souligne également* l'importance de la contribution que les organes intergouvernementaux sectoriels, régionaux et centraux, en particulier les grandes commissions de l'Assemblée générale, apportent à l'examen et à l'amélioration de la qualité du plan à moyen terme et de ses révisions;

5. *Regrette* que les révisions à certains programmes du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 n'aient pas été examinées par les organes intergouvernementaux compétents;

6. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures appropriées, y compris des mesures ponctuelles, et de lui présenter des propositions, à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, pour permettre aux grandes commissions de l'Assemblée générale ainsi qu'aux organes sectoriels, techniques et régionaux de bien examiner les parties du plan à moyen terme ou de ses révisions qui les concernent, afin de faciliter leur examen ultérieur par le Comité du programme et de la coordination et la Cinquième Commission;

7. *Prie* le Secrétaire général de présenter, pour examen par les grandes commissions de l'Assemblée générale et les organes intergouvernementaux compétents, un rapport préliminaire tenant compte des mandats existants approuvés par l'Assemblée et portant sur les arrangements possibles pour les activités concernant le relèvement et la reconstruction après les conflits ainsi que la transition entre la phase des secours et celle du développement, la différence de nature entre les deux catégories d'activités devant être préservée;

II PRIORITÉS

1. *Souligne* qu'il importe que l'établissement de priorités fasse partie intégrante du processus de planification, de programmation et de budgétisation;

2. *Décide* qu'un ordre de priorité continuera d'être établi dans le plan à moyen terme, qui est la principale directive de politique générale de l'Organisation des Nations Unies, et que cet ordre de priorité guidera l'allocation des ressources dans les budgets-programmes suivants par le biais des mécanismes prévus par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213;

⁵⁵ A/53/6 (prog. 1 à 3, 5 à 8, 13/Rev.1, 14 à 18, 20, 23 et Corr.1 et 2, 24 et Corr.1 et 26 à 28).

⁵⁶ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 6* et rectificatif (A/51/6/Rev.1 et Corr.1).

⁵⁷ *Ibid.*, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16).

⁵⁸ A/53/133.

⁵⁹ A/53/134.

⁶⁰ A/53/122 et Add.1.

⁶¹ A/53/90.

⁶² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16* (A/53/16), première partie, chap. II.B, et deuxième partie, chap. III.A.

3. *Décide également* que les priorités définies dans l'esquisse budgétaire doivent être conformes à celles énoncées dans le plan à moyen terme;

4. *Souligne* que l'ordre de priorité, une fois établi par l'Assemblée générale, ne peut être changé ou modifié sauf décision de l'Assemblée;

III

RÈGLEMENT ET RÈGLES RÉGISSANT LA PLANIFICATION DES PROGRAMMES, LES ASPECTS DU BUDGET QUI ONT TRAIT AUX PROGRAMMES, LE CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION ET LES MÉTHODES D'ÉVALUATION

1. *Approuve* les conclusions et recommandations du Comité du programme et de la coordination⁶³ sur les révisions proposées aux Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

2. *Prie* le Secrétaire général de faire le nécessaire pour établir une version révisée des règles pertinentes et la porter à l'attention de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité, avant de la promulguer⁶⁴;

IV

NOUVEAUX DESCRIPTIFS POUR DES CHAPITRES DU BUDGET-PROGRAMME

Approuve les nouveaux descriptifs pour le chapitre 7A (Affaires économiques et sociales)⁶⁵ et pour le chapitre 26 (Information)⁶⁶, sous réserve des modifications recommandées par le Comité du programme et de la coordination⁶⁷ ainsi que des dispositions de la présente résolution;

V

EXÉCUTION DES PROGRAMMES

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1996-1997⁶⁰ et des recommandations du Comité du programme et de la coordination y relatives, sous réserve des dispositions ci-après;

2. *Note avec préoccupation* que le rapport sur l'exécution des programmes a été présenté avec retard et demande

instamment au Secrétaire général qu'à l'avenir le rapport soit communiqué à tous les États Membres au plus tard à la fin du premier trimestre qui suit la fin de l'exercice biennal, conformément à l'article 6.3 des Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

3. *Rappelle* le paragraphe 13 de la section II de sa résolution 50/214 du 23 décembre 1995, dans lequel elle a décidé que le taux de vacance de postes serait de 6,4 p. 100 au cours de l'exercice biennal 1996-1997 et, dans ce contexte, se déclare gravement préoccupée par le pourcentage élevé de postes vacants et les conséquences regrettables qui peuvent en découler pour l'exécution des programmes dans certains domaines;

4. *Réaffirme* que le taux de vacance de postes est un outil conçu aux fins des calculs budgétaires et ne devrait pas servir à réaliser des économies;

5. *Regrette profondément* qu'au cours de l'exercice biennal 1996-1997 des postes vacants aient été utilisés pour engager des consultants ou du personnel nommé pour une période de courte durée;

6. *Note avec satisfaction* qu'au cours de l'exercice biennal 1996-1997 l'Organisation des Nations Unies, en particulier les commissions régionales, ont fourni aux États Membres des services consultatifs et un appui technique dans le domaine du développement, et prie le Secrétaire général de continuer à fournir ce type de services durant l'exercice biennal en cours, conformément aux mandats existants;

7. *Réaffirme* que les États Membres ont le droit de demander à l'Organisation des Nations Unies, à titre individuel ou collectif, dans le cadre régional ou sous-régional, un soutien et une assistance pour appuyer leurs efforts de promotion d'activités de développement;

8. *Insiste* sur la nécessité d'une plus grande concertation entre les commissions régionales et les organisations régionales concernées;

9. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que les commissions régionales fournissent une assistance technique aux États Membres, notamment par le biais des organisations régionales concernées;

10. *Prend note* des efforts réalisés pour améliorer la qualité du rapport sur l'exécution des programmes et examiner l'exécution dans le contexte du plan à moyen terme pour la période 1992-1997, et souligne que dans les prochains rapports, il faudra mettre davantage l'accent sur l'analyse qualitative afin de rendre compte du succès avec lequel les activités programmées ont été menées;

11. *Réaffirme* l'article 4.1 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et souligne à nouveau que les ressources doivent être utilisées exclusivement aux fins qu'elle a approuvées;

⁶³ Ibid., deuxième partie, par. 52.

⁶⁴ Ibid., par. 53.

⁶⁵ E/AC.51/1998/6 (sect. 7A) et Corr.1.

⁶⁶ E/AC.51/1998/6 (sect. 26).

⁶⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16), première partie, par. 192 et 208.

12. *Note avec préoccupation* que certaines des constatations figurant dans le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1996-1997 sont ambiguës et contradictoires et que, par voie de conséquence, certaines des conclusions restent vagues et par trop générales;

13. *Note également avec préoccupation* que le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1996-1997 rend compte, dans quelques cas, d'initiatives non conformes à ses résolutions;

14. *Note en outre avec préoccupation* que des ressources ont été réaffectées au financement d'activités non approuvées dans le budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997, alors que des programmes et activités approuvés, relevant dans certains cas de domaines prioritaires, ont été reportés, réduits ou éliminés;

15. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu du paragraphe 57 de son rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1996-1997⁶⁸, d'inclure dans le rapport qu'il présentera sur l'exécution des programmes de l'Organisation pour l'exercice biennal 1998-1999 des éléments d'information probants sur l'incidence que la réforme de l'Organisation et la restructuration du Secrétariat auront eue sur l'exécution des programmes au cours dudit exercice;

16. *Note* qu'il est indiqué dans le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1996-1997 que les directeurs de programmes ont réussi, en se conformant à ses décisions et aux règlements et règles pertinents, à réduire au minimum les effets négatifs des contraintes financières et à atteindre des taux d'exécution élevés dans certains domaines;

17. *Reconnaît* qu'il est indispensable de mettre en place à l'échelon intergouvernemental et à l'échelon des départements des systèmes efficaces permettant de s'assurer que les activités correspondent aux mandats reflétés dans le plan à moyen à terme et les budgets-programmes, et de contrôler et évaluer la qualité des réalisations;

18. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Comité du programme et de la coordination, pour examen à sa trente-neuvième session, des propositions sur les dispositions à prendre pour que les programmes et activités approuvés soient intégralement exécutés, pour s'assurer de leur qualité, pour mieux rendre compte de ces éléments aux États Membres et pour permettre à ceux-ci de mieux les évaluer;

19. *Prie également* le Secrétaire général de lui communiquer, pour examen à sa session en cours, les raisons justifiant le nouveau report de produits sur l'exercice biennal 1998-1999 et les vues des organes intergouvernementaux concernés sur la proposition du Secrétaire général tendant à éliminer cinquante sept produits reportés de l'exercice biennal 1994-1995;

20. *Note* que les propositions qu'elle a demandées au paragraphe 50 de l'annexe à sa résolution 51/241 du 31 juillet 1997 ne lui ont pas été présentées et, dans ce contexte, demande à nouveau au Secrétaire général d'associer plus étroitement tous les départements concernés, en particulier le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, à l'établissement des rapports sur l'exécution des programmes;

VI

ÉVALUATION

1. *Insiste* sur l'importance et la nécessité d'améliorer encore l'évaluation et de l'intégrer plus étroitement dans le cycle de planification des programmes, de budgétisation et de contrôle, afin d'améliorer et de renforcer la formulation et l'exécution des programmes;

2. *Souligne* que les Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation constituent un excellent point de départ pour un contrôle et une évaluation efficaces, à condition qu'ils soient appliqués par toutes les unités de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Approuve* l'adjonction des programmes relatifs à la coordination des politiques, au développement durable et à la population à la liste des évaluations approfondies devant être présentées au Comité du programme et de la coordination à sa quarante et unième session;

4. *Fait siennes* les conclusions et recommandations du Comité⁶⁹ relatives aux évaluations approfondies du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, ainsi qu'à l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité à sa trente-cinquième session concernant l'évaluation de la phase de démarrage des opérations de maintien de la paix⁷⁰;

5. *Décide* de transmettre au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement les conclusions de l'examen triennal de l'application des recommandations faites par le Comité à sa trente-cinquième session concernant l'évaluation du programme sur l'environnement⁷¹;

6. *Souligne* que toute directive régissant le contrôle de l'exécution des programmes et l'évaluation doit être conforme aux Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation;

⁶⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16), première partie, par. 225 à 230, 239 à 241 et 250 à 253.

⁷⁰ E/AC.51/1998/2 et Corr.1, E/AC.51/1998/3 et E/AC.51/1998/4 et Corr.1.

⁷¹ E/AC.51/1998/5 et Corr.1

⁶⁸ A/53/122.

VII

AUTRES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION

Fait siennes les conclusions et recommandations du Comité du Programme et de la coordination⁷² concernant le rapport d'ensemble annuel du Comité administratif de coordination pour 1997⁷³ et les rapports intérimaires sur la mise en œuvre du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne la promotion de la femme pour la période 1996-2001⁷⁴ et sur l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90⁷⁵.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

53/208. Plan des conférences

A

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions en la matière, notamment les résolutions 40/243 du 18 décembre 1985, 43/222 B du 21 décembre 1988, 47/202 A du 22 décembre 1992, 48/222 A du 23 décembre 1993, 49/221 A du 23 décembre 1994, 50/206 A du 23 décembre 1995 et 51/211 A du 18 décembre 1996 et la section A de sa résolution 52/214 du 22 décembre 1997, et sa décision 52/468 du 31 mars 1998,

Réaffirmant le mandat du Comité des conférences,

Ayant examiné le rapport du Comité des conférences⁷⁶,

1. *Prend note avec préoccupation* des observations formulées par le Comité des conférences au paragraphe 135 de son rapport, et encourage les membres du Comité à participer à ses travaux;

2. *Invite* le Comité des conférences à examiner la question de la participation d'observateurs à ses travaux, conformément aux articles pertinents du règlement intérieur de l'Assemblée générale;

3. *Note avec satisfaction* le travail accompli par le Comité des conférences et prend acte de son rapport;

4. *Approuve* le projet de calendrier révisé des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour

1999, tel qu'il a été présenté par le Comité des conférences⁷⁷, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

5. *Autorise* le Comité des conférences à apporter au calendrier des conférences et réunions pour 1999 les modifications qui pourront s'avérer nécessaires comme suite aux mesures et décisions qu'elle aura prises à sa cinquante-troisième session;

6. *Prie* le Secrétaire général de fournir tous les services de conférence requis comme suite aux décisions qu'elle aura prises à sa cinquante-troisième session, en tenant compte, selon qu'il conviendra, des procédures énoncées dans ses résolutions 41/213 du 19 décembre 1986 et 42/211 du 21 décembre 1987;

7. *Rappelle* qu'elle a décidé que tous les organes devaient appliquer la règle selon laquelle ils se réunissent à leurs sièges respectifs;

8. *Décide* que les dérogations à la règle du siège ne seront accordées que sur la base du calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies dont le Comité des conférences lui a recommandé l'adoption;

9. *Invite* tous ses organes subsidiaires qui sont autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège à revenir, compte tenu de l'état de leurs travaux, sur la question de la dérogation dont ils bénéficient et à lui signaler, par l'intermédiaire du Comité des conférences, tout changement à cet égard;

10. *Note avec satisfaction* que le Secrétariat a tenu compte des dispositions visées aux paragraphes 5 et 6 de la section A de sa résolution 52/214, et que les deux jours de l'Aïd al-Fitr et de l'Aïd al-Adha qui, en 1999, tombent les 18 janvier et 29 mars, respectivement, seront inscrits sur la liste des jours fériés de l'Organisation des Nations Unies, et prie le Secrétaire général de veiller à l'application rigoureuse de ces dispositions lorsqu'il établira à l'avenir les projets de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation;

11. *Décide* que les organes de l'Organisation des Nations Unies devraient être invités à s'abstenir de se réunir le 9 avril 1999 et que cette disposition devrait être prise en compte lors de l'établissement des futurs calendriers des conférences et réunions;

12. *Prie* le Comité des conférences d'examiner à sa prochaine session la proposition tendant à ce que les organes de l'Organisation des Nations Unies évitent de se réunir le jour du Nouvel An lunaire;

13. *Souligne* que, lors de l'établissement du calendrier des conférences et réunions, tout devrait être mis en œuvre pour éviter que des périodes de pointe ne surviennent simultanément dans les différents lieux d'affectation, et prie le Secrétariat, lorsqu'il établira à l'avenir les calendriers des conférences et réunions, de regrouper dans une même section le projet de liste des réunions des organes de suivi des traités

⁷² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16), première partie, par. 285 à 288, 301 à 310 et 323 à 333.

⁷³ E/1998/21.

⁷⁴ E/CN.6/1998/3.

⁷⁵ E/AC.51/1998/7.

⁷⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 32 et rectificatif (A/53/32 et Corr.1).

⁷⁷ Ibid., annexe.

créés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et le projet de calendrier des conférences et réunions des organes principaux des institutions spécialisées;

14. *Souligne également* qu'il importe de prévoir des ressources adéquates pour les services de conférence dans tous les centres de conférence des Nations Unies;

15. *Note avec satisfaction* qu'en 1997 le coefficient d'utilisation global des services de conférence a dépassé le seuil de 80 p. 100, en particulier à Genève et à Vienne;

16. *Note* que le Secrétaire général s'est efforcé d'améliorer le taux d'utilisation des installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi en 1996 et 1997;

17. *Constate avec préoccupation* que les installations de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi sont encore sous-utilisées, comme en témoignent les statistiques pour la période 1996-1997;

18. *Demande à nouveau* que les installations de conférence de Nairobi soient mieux utilisées;

19. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu du fait que l'Office des Nations Unies à Nairobi est désormais un véritable centre des Nations Unies, d'envisager la possibilité de le doter d'un service d'interprétation permanent, et de lui présenter un rapport détaillé sur la question à sa cinquante-quatrième session;

20. *Prie également* le Secrétaire général, sans préjudice des méthodes actuellement utilisées pour répondre aux besoins en matière d'interprétation, d'examiner la possibilité d'assurer, grâce aux moyens disponibles à New York, Genève, Vienne et Nairobi, des services d'interprétation ailleurs que dans ces quatre centres, et de lui faire rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session, compte tenu de la demande qu'elle a formulée au paragraphe 19 ci-dessus visant à mettre en place un service d'interprétation permanent à Nairobi;

21. *Invite* tous les organes subsidiaires du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Commission des établissements humains à envisager d'utiliser davantage les installations de conférence de Nairobi, et encourage les États Membres, les organes intergouvernementaux ainsi que les groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres à faire de même;

22. *Demande à nouveau* au Secrétaire général d'aider les organes susmentionnés à améliorer la situation et le prie de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences, des mesures prises à cette fin;

23. *Demande à nouveau* au Comité des conférences de poursuivre les consultations avec les organes dont le coefficient d'utilisation des ressources qui leur ont été affectées a été, lors des trois dernières sessions, régulièrement inférieur au seuil fixé, afin de présenter les recommandations voulues pour assurer une utilisation optimale des ressources en matière de services de conférence;

24. *Prie* le Président du Comité des conférences d'adresser une lettre aux présidents de tous les organes dont le coefficient d'utilisation des services de conférence mis à leur disposition l'année précédente a été inférieur au seuil fixé (80 p. 100) pour les informer du problème et appeler leur attention sur les importantes pertes de temps de réunion, afin de les inciter à prendre les mesures voulues pour améliorer l'utilisation des services de conférence;

25. *Note* l'importance que revêtent les réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres pour le bon fonctionnement des organes délibérants et, eu égard à la multiplication des demandes de réunion émanant de ces groupes, constate avec satisfaction que 81 p. 100 de leurs demandes ont été satisfaites;

26. *Note avec préoccupation* les difficultés que rencontrent certains États Membres du fait du défaut de services de conférence lors de réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres;

27. *Regrette* que 19 p. 100 des demandes de services d'interprétation émanant de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres n'aient pas été satisfaites, tout en reconnaissant que le service des réunions des organes créés par la Charte des Nations Unies et des organes délibérants doit être assuré en priorité;

28. *Décide* que doivent être prévues au budget du prochain exercice biennal toutes les ressources nécessaires à la prestation de services d'interprétation pour les réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres, à la demande de ces groupes et au cas par cas, conformément à la pratique établie, et prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences, un rapport sur l'application de la présente décision;

29. *Exhorte* les organes intergouvernementaux à ne ménager aucun effort, au stade de la planification, pour tenir compte des réunions des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres, à prévoir ces réunions dans leur programme de travail et à aviser les services de conférence suffisamment à l'avance de toute annulation de séance, de façon que les ressources puissent, dans la mesure du possible, être réaffectées à des réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres;

30. *Regrette vivement* que les rapports qu'elle avait demandés dans les paragraphes 9 et 15 de la section A de sa résolution 52/214 ne lui aient pas été présentés et note qu'ils ont simplement été présentés oralement au Comité des conférences;

31. *Prie* le Secrétaire général de présenter les rapports qu'elle avait demandés dans les paragraphes 9 et 15 de la section A de sa résolution 52/214 avant le 31 mars 1999 et décide, sans préjudice des dispositions de l'alinéa a du paragraphe 8 de sa résolution 50/206 C du 23 décembre 1995, qu'un exposé oral ne saurait remplacer un rapport demandé par elle;

32. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que le recours à la téléinterprétation et à la télétraduction ne nuise pas à la qualité des prestations et n'entraîne pas de réduction des effectifs des services linguistiques;

33. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, un rapport sur des mesures qui permettraient de réduire les taux de vacance de postes excessifs relevés dans les services linguistiques de certains lieux d'affectation et d'assurer la qualité requise des services de conférence dans l'ensemble du Secrétariat;

34. *Prie* le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour pourvoir les postes vacants dans les services linguistiques de tous les lieux d'affectation;

35. *Prie également* le Secrétaire général de tenir dûment compte, lors du recrutement de traducteurs et d'interprètes, quel que soit le statut contractuel prévu pour les candidats, de leurs qualifications professionnelles et notamment de leur formation et de leur expérience pour assurer en toutes circonstances des services d'interprétation et de traduction de la meilleure qualité possible, et de veiller à ce que les différents services linguistiques du Secrétariat soient traités sur un pied d'égalité;

36. *Souligne* qu'il importe d'améliorer la qualité de l'interprétation dans les six langues officielles, conformément à sa résolution 52/214, et décide que les normes régissant les effectifs affectés aux cabines d'interprétation doivent continuer d'être respectées;

37. *Accueille favorablement* le nouvel organigramme des services de conférence, qui devrait permettre une coordination plus efficace entre les quatre centres de conférence de l'Organisation des Nations Unies à New York, Genève, Vienne et Nairobi, et prie le Secrétaire général de revoir en fonction de ce nouvel organigramme l'instruction administrative du 8 mai 1987⁷⁸ relative à l'élaboration des accords avec les gouvernements hôtes qui sont prévus par la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

B

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 47/202 B du 22 décembre 1992, 48/222 B du 23 décembre 1993, 49/221 B du 23 décembre 1994, 50/206 B et C du 23 décembre 1995, 51/211 B du 18 décembre 1996 et 51/211 F du 15 septembre 1997, et la section B de sa résolution 52/214 du 22 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁷⁹ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁸⁰ sur les questions relatives à la traduction,

1. *S'inquiète vivement* des imperfections que présentent certains rapports et documents émanant du Secrétariat et prie celui-ci de prendre toutes les mesures voulues pour remédier à cette situation et mettre au point des critères permettant de mesurer les améliorations apportées à la qualité des rapports et documents;

2. *Constate avec une vive préoccupation* que la règle des six semaines régissant la publication des documents est très peu respectée;

3. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de faire en sorte que la documentation soit publiée conformément à la règle des six semaines concernant la distribution des documents, simultanément dans les six langues officielles de l'Assemblée générale;

4. *Prie* le Secrétariat d'étudier la relation éventuelle entre la publication tardive des documents et la faible utilisation des services de conférence par certains organes;

5. *Déplore* que certains documents continuent d'être soumis tardivement aux services de conférence, s'inquiète que les retards dans la publication de certains documents tiennent essentiellement à leur soumission tardive par les départements organiques et prie le Secrétaire général de faire en sorte que ceux-ci établissent leurs programmes de travail de manière à respecter les délais fixés pour la publication des documents;

6. *Réaffirme* sa décision selon laquelle, si un rapport est publié en retard, ce retard doit être expliqué au moment où le rapport est présenté;

7. *Regrette* que la décision qu'elle a prise au paragraphe 5 de sa résolution 50/206 C n'ait pas été suivie d'effet;

8. *Décide* que, en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence, les raisons de ce retard seront indiquées dans une note explicative figurant dans le document;

9. *Fait sienne* la demande adressée par le Comité des conférences au Secrétariat tendant à ce que celui-ci présente au Comité, à sa session de fond de 1999, un rapport contenant des données détaillées sur les raisons expliquant les retards dans la publication des documents, ainsi qu'une analyse des coûts supplémentaires qu'entraînent ces retards pour les services de traitement des documents et des autres incidences qu'ils ont sur le plan financier;

10. *Constate avec inquiétude* que les dispositions des paragraphes 24 et 25 de la section B de sa résolution

⁷⁹ A/53/221.

⁸⁰ Voir A/53/507.

⁷⁸ ST/AI/342.

52/214 ne sont pas toujours appliquées, bien qu'elle les ait réitérées dans sa décision 52/471 du 31 mars 1998;

11. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de donner pour instruction à tous les départements d'inclure, selon qu'il conviendra, les éléments ci-après dans les rapports émanant du Secrétariat:

- a) Résumé du rapport;
- b) Récapitulation des conclusions, recommandations et autres mesures proposées;
- c) Informations générales pertinentes;

12. *Rappelle* que, dans tous les documents présentés par le Secrétariat et les organes d'experts aux organes délibérants pour examen et suite à donner, les conclusions et recommandations doivent être imprimées en caractères gras;

13. *Souligne à nouveau* que les communiqués de presse doivent rendre compte fidèlement des déclarations des États Membres telles qu'elles ont été faites dans la langue originale;

14. *Constate avec préoccupation* que les dispositions des paragraphes 1.21 et 1.22 du plan à moyen terme pour la période 1998-2001⁸¹ ne sont pas appliquées et prie le Secrétaire général de veiller à ce que le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence du Secrétariat mène des consultations et coordonne l'attribution des responsabilités pour ce qui est de l'application de toutes les résolutions et décisions de l'Assemblée générale et assure le suivi afin de veiller à ce que les départements et organes intéressés prennent sans retard les mesures voulues;

15. *Souligne à nouveau* la nécessité de respecter les limites fixées pour la longueur des documents et invite tous les organes intergouvernementaux à étudier, selon qu'il conviendra, la possibilité de ramener de trente-deux à vingt pages la longueur de leurs rapports, sans nuire à la qualité de leur présentation ou de leur contenu;

16. *Demande* au Secrétariat de rendre plus strictes les modalités d'octroi de dérogations à la règle des seize pages, tout en ménageant la latitude voulue, en vue d'inciter les départements auteurs à réduire la longueur des documents qu'ils soumettent sans pour autant perdre de vue les exigences de qualité;

17. *Prie* le Secrétariat de présenter tous les deux ans au Comité des conférences des informations actualisées sur le nombre et la longueur des documents;

18. *Prie également* le Secrétariat de poursuivre les consultations avec les secrétariats des organes intergouvernementaux, afin de leur faire savoir que les procès-verbaux non édités paraissent rapidement et permettent de faire des économies, et de les encourager à suivre l'exemple du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique en

essayant à titre expérimental la formule des procès-verbaux non édités, de manière à permettre au Comité des conférences de formuler des recommandations finales à ce sujet;

19. *Souligne* que la décision d'opter pour des procès-verbaux non édités doit être compatible avec les besoins des organes concernés;

20. *Prie* le Secrétaire général de continuer d'améliorer la qualité de la traduction des documents dans les six langues officielles et de veiller à ce qu'ils paraissent en temps voulu;

21. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les comptes rendus analytiques et les procès-verbaux soient publiés simultanément dans les six langues officielles;

22. *Prie en outre* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts, selon qu'il conviendra, pour introduire des techniques nouvelles telles que la traduction assistée par ordinateur et l'exploitation de bases de données terminologiques communes, en veillant à ce que la qualité des documents et de leur traduction n'en pâtisse pas;

23. *Note avec satisfaction* les efforts déployés par le Secrétariat pour répondre aux préoccupations exprimées par les délégations concernant les questions relatives à la traduction, et invite le Secrétariat à poursuivre ses efforts en vue d'améliorer la qualité des traductions et les compétences du personnel dans les six services de traduction;

24. *Prend note avec satisfaction* de la décision prise par le Secrétariat de réduire la proportion de textes traduits en autorévision et de respecter les limites recommandées en la matière, afin d'assurer la qualité des textes destinés aux organes délibérants, et souligne qu'il importe de continuer d'appliquer les mesures concernant la révision des définitions d'emploi, la formation du personnel, l'évaluation du travail par les pairs et les vérifications par sondage et autres mesures connexes;

25. *Constate avec préoccupation* que les taux d'auto-révision restent élevés pendant les périodes de pointe et que les traductions laissent parfois à désirer, ce qui dans certains cas nuit aux travaux des délégations, et souligne qu'il importe d'assurer la formation continue de tous les traducteurs dans tous les lieux d'affectation et de prendre des mesures pour que les traducteurs bénéficient d'un soutien accru de la part des bureaux et secrétariats auteurs des documents;

26. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le poste de réviseur soit prévu pour les six langues officielles, conformément au paragraphe 19 de la section B de sa résolution 52/214, et de lui faire rapport sur la question à sa cinquante-quatrième session;

27. *Souligne* que l'Organisation des Nations Unies devrait être dotée d'une structure permanente d'interprétation et de traduction qui lui permette de faire face à un volume de travail moyen;

28. *Invite* le Secrétariat à poursuivre ses efforts en vue d'assurer un contrôle efficace de la qualité linguistique des documents jusqu'au stade final de la production et de la distri-

⁸¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 6 et rectificatif (A/51/6/Rev.1 et Corr.1).

bution et à rendre compte au Comité des conférences des mesures prises à cet égard;

29. *Déplore* les problèmes d'organisation des carrières qui se posent dans les services linguistiques;

30. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, durant sa cinquante-troisième session, un rapport analysant les problèmes que peut poser l'organisation des carrières dans les services linguistiques, en tenant compte du fait que les effectifs et leur répartition par classe doivent être fonction des besoins de l'Organisation, et que ceux-ci varient selon la langue et le lieu d'affectation;

31. *Recommande* que l'on tienne pleinement compte des avantages escomptés, notamment des économies et gains d'efficacité éventuels, lorsque l'on prévoit d'introduire de nouvelles technologies;

32. *Recommande également* que les systèmes de traduction assistée par ordinateur soient compatibles avec les matériels et logiciels utilisés à l'Organisation des Nations Unies, qu'ils soient adaptables aux innovations technologiques, telles que la reconnaissance de la parole et le télétraitement, et que l'expérience de tous les lieux d'affectation soit prise en considération lors de leur mise au point;

33. *Prend note* du paragraphe 62 du rapport du Comité des conférences⁷⁶;

34. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, durant sa cinquante-troisième session, un rapport relatif à l'incidence des mesures d'économie sur la prestation des services de conférence prévus;

35. *Prie également* le Secrétaire général, lors de l'établissement des prévisions budgétaires pour les services de conférence, de prévoir toutes les ressources nécessaires à ces services, en s'efforçant en priorité de remédier aussi efficacement que possible aux insuffisances constatées, afin d'améliorer constamment la qualité et la prestation des services de conférence;

36. *Décide* de reporter à la reprise de sa cinquante-troisième session l'examen du rapport du Corps commun d'inspection⁸², de la note du Secrétaire général transmettant ses observations sur ledit rapport⁸³, du rapport du Comité du programme et de la coordination⁸⁴ et du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁸⁵ sur les publications de l'Organisation des Nations Unies.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

C

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 50/206 D du 23 décembre 1995, 51/211 C du 18 décembre 1996 et 51/211 F du 15 septembre 1997 et la section C de sa résolution 52/214 du 22 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁸⁶ et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁸⁰ sur l'accès au système à disques optiques,

Soulignant qu'il importe que tous les États Membres aient également accès au système à disques optiques et aux autres innovations technologiques et puissent les exploiter dans les six langues officielles, et qu'il faut remédier aux problèmes que rencontrent certains États Membres, en particulier les pays en développement, pour se doter des moyens techniques nécessaires pour se raccorder au système à disques optiques et avoir accès aux autres techniques disponibles,

Accueillant avec satisfaction les mesures prises par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique du Conseil économique et social en vue de raccorder entre elles toutes les bases de données de l'Organisation des Nations Unies et celles des États Membres, y compris par l'intermédiaire de leurs missions permanentes, ainsi que les programmes de formation lancés à cette fin,

Accueillant également avec satisfaction les efforts déployés par le Secrétaire général pour intégrer les nouvelles technologies de l'information aux activités de l'Organisation,

1. *Se félicite* des efforts faits par le Secrétariat pour améliorer l'accès au système à disques optiques, notamment grâce à la création de centres supplémentaires pour le système;

2. *Est consciente* des efforts déployés pour élargir l'accès au système à disques optiques tout en veillant à ce que les États Membres, en particulier les pays en développement, continuent à disposer d'exemplaires imprimés;

3. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que le texte de toutes les résolutions et décisions, y compris leurs annexes, adoptées par les organes principaux de l'Organisation des Nations Unies soit disponible sans tarder sur le système à disques optiques;

4. *Note avec satisfaction* que le Département de l'information du Secrétariat a créé, au cours de l'année, les sites Internet de l'Organisation des Nations Unies en russe, en arabe et en chinois;

5. *Souligne* qu'il importe de continuer à développer, mettre à jour et enrichir les sites Internet de l'Organisation des Nations Unies afin d'assurer l'égalité de traitement des six langues officielles sur ces sites;

⁸² Voir A/51/946.

⁸³ A/52/685.

⁸⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 16 (A/53/16), première partie, chap. IV.*

⁸⁵ A/53/669.

⁸⁶ A/52/803.

6. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter des propositions à cet effet à sa cinquante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences et du Comité de l'information;

7. *Prie à nouveau* le Secrétaire général de veiller à ce que le texte de tous les nouveaux documents relevant du domaine public, dans les six langues officielles, et des documents d'information de l'Organisation des Nations Unies soit placé chaque jour sur le site Internet de l'Organisation et puisse être consulté immédiatement par les États Membres;

8. *Note* que toutes les missions permanentes et missions d'observation pouvant se raccorder gratuitement au système à disques optiques en passant par Internet, un certain nombre d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales ont demandé à l'Organisation de leur donner accès au système;

9. *Réaffirme* que, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 51/211 F, l'accès au système à disques optiques restera gratuit pour les missions permanentes, les missions d'observation et les administrations publiques des États Membres, chacun de ces derniers disposant au maximum de dix mots de passe, et que le système restera accessible à tous les fonctionnaires du Secrétariat;

10. *Souscrit* à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, énoncée au paragraphe 13 de son rapport⁸⁰, selon laquelle tout en maintenant la qualité du service offert et la priorité accordée par l'Assemblée générale aux utilisateurs mentionnés au paragraphe 1 de la résolution 51/211 F, il faudrait trouver un moyen d'employer directement les recettes dégagées grâce aux abonnements au système à disques optiques pour couvrir une partie des dépenses de maintenance ou de développement du système, et mettre en place un système permettant de connaître les réactions des usagers.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

D

L'Assemblée générale,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général⁸⁷ et du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁸⁰ sur le système de comptabilité des coûts des services de conférence,

Soulignant qu'il faut donner aux États Membres et aux organes de l'Organisation des Nations Unies des informations plus complètes et plus précises sur le coût des réunions et de la documentation,

1. *Souligne* que le Secrétariat doit tenir compte de l'expérience acquise dans tous les lieux d'affectation en ce qui concerne les améliorations apportées aux systèmes d'information existants;

2. *Souscrit* aux vues exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 10 de son rapport⁸⁰, selon lesquelles le rapport du Secrétaire général ne donne pas, pour le moment, des informations suffisantes pour lui permettre d'approuver le développement complet d'un système de comptabilité des coûts;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, dès que possible, un rapport tenant compte des observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 10 de son rapport.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

E

L'Assemblée générale,

Rappelant sa décision 38/401 du 23 septembre 1983 et la section E de sa résolution 52/214 du 22 décembre 1997, par lesquelles elle a interdit l'usage du tabac dans les petites salles de conférence et l'a découragé dans les grandes,

1. *Demande* aux représentants des États Membres de respecter sa décision 38/401 et la section E de sa résolution 52/214;

2. *Invite* tous les utilisateurs des installations de conférence de l'Organisation des Nations Unies à s'abstenir de fumer, en particulier dans les salles de conférence, pour épargner aux non-fumeurs les effets du tabagisme passif involontaire.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

53/209. Régime commun des Nations Unies: rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 1998⁸⁸ et des rapports connexes⁸⁹,

Réaffirmant son attachement à la notion d'un régime commun et unifié des Nations Unies qui serve de base pour la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organismes qui appliquent le régime commun des Nations Unies,

Convaincue que le régime commun constitue l'instrument qui permet le mieux d'assurer à la fonction publique internationale les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, comme il est stipulé dans la Charte des Nations Unies,

⁸⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 30 et rectificatif (A/53/30 et Corr.1).

⁸⁹ A/52/811, A/C.5/53/4 et A/C.5/53/27.

⁸⁷ A/53/257.

Réaffirmant le rôle central de la Commission quant à la réglementation et à la coordination des conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun,

I

CONDITIONS D'EMPLOI DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPÉRIEUR

A. *Le principe Noblemaire et son application*

Rappelant sa résolution 44/198 du 21 décembre 1989 et ses autres résolutions sur la question,

1. *Reconfirme* qu'il faut continuer d'appliquer le principe Noblemaire;

2. *Réaffirme* qu'il faut continuer d'assurer la compétitivité des conditions d'emploi offertes par les organisations qui appliquent le régime commun;

3. *Note* que la Commission a décidé de suspendre les comparaisons de la rémunération totale jusqu'en 2001 et la prie d'entreprendre, en 2001, une nouvelle étude visant à déterminer la fonction publique nationale la mieux rémunérée, en utilisant la méthode approuvée par l'Assemblée générale d'une manière qui soit compatible avec la comparaison des rémunérations totales États-Unis/Nations Unies;

B. *Évolution de la marge*

Rappelant la section I.B de sa résolution 52/216 du 22 décembre 1997, selon laquelle, en vertu du mandat permanent que lui a donné l'Assemblée générale, la Commission poursuit l'examen du rapport entre la rémunération nette des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur de l'Organisation des Nations Unies en poste à New York et celle des agents de la fonction publique de référence (l'Administration fédérale des États-Unis) occupant des emplois comparables à Washington (dénommé «la marge»),

Rappelant également le paragraphe 3 de la section IX de sa résolution 46/191 A du 20 décembre 1991, dans lequel elle a prié la Commission d'inscrire à son programme de travail un examen des différences entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies et la rémunération nette des fonctionnaires des États-Unis, classe par classe,

Rappelant en outre le paragraphe 3 de la section II.B de sa résolution 48/224 du 23 décembre 1993, dans lequel elle a estimé que la Commission devrait examiner le problème des disparités constatées en ce qui concerne la marge entre les rémunérations Nations Unies/États-Unis dans le contexte des considérations générales relatives à la marge,

1. *Note* que la Commission, compte tenu de ses recommandations antérieures découlant de la demande ci-dessus, a l'intention d'examiner les solutions susceptibles de remédier au problème que posent les disparités constatées en ce qui concerne la marge entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies et celle des fonctionnaires de l'Administration fédérale des États-Unis, aux différentes classes;

2. *Note également* que, pour l'année 1998, la marge entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies des classes P-1 à D-2 en poste à New York et celle des fonctionnaires de l'Administration fédérale des États-Unis occupant des emplois comparables s'établit à 14,8 p. 100;

C. *Barème des traitements de base minima*

Rappelant la section I.H de sa résolution 44/198, dans laquelle elle a approuvé l'établissement de traitements nets minima pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, par référence aux traitements de base nets des fonctionnaires occupant des postes comparables dans la ville de base de la fonction publique de référence (l'Administration fédérale des États-Unis),

Approuve, avec effet au 1^{er} mars 1999, le barème révisé des traitements de base brut et net des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui figure à l'annexe I de la présente résolution, ainsi que la modification qu'il faudrait apporter en conséquence au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui figure à l'annexe II de la présente résolution;

D. *Prise en compte de l'élément expatriation*

Rappelant le paragraphe 3 de la section I.B de sa résolution 50/208 du 23 décembre 1995 et le paragraphe 4 de la section I.E de sa résolution 51/216 du 18 décembre 1996,

1. *Prend note* du contenu de l'analyse et des décisions de la Commission sur la question, dont rendent compte les paragraphes 104 à 117 de son rapport⁸⁸;

2. *Prie* la Commission de poursuivre son étude plus avant dans ce domaine et de lui faire rapport à sa cinquante-cinquième session;

E. *Barème commun des contributions du personnel*

Rappelant que, au paragraphe 1 de la section III de sa résolution 51/216, elle a approuvé, avec effet au 1^{er} janvier 1997, un barème révisé des contributions du personnel recommandé par la Commission pour déterminer la rémunération considérée aux fins de la pension de toutes les catégories de fonctionnaires, et que, au paragraphe 2 de la même section, elle a prié la Commission de faire rapport sur l'incidence des différents taux d'imposition nationaux et locaux dans les sept villes sièges sur le montant brut des prestations de retraite des agents des services généraux et des catégories apparentées de ces lieux d'affectation recrutés sur le plan local, par rapport à la compensation de ces impôts prévue par le barème commun des contributions du personnel,

1. *Prend note* de la conclusion formulée par la Commission, telle qu'elle figure au paragraphe 215 de son rapport⁸⁸, selon laquelle l'actuel barème commun des contributions du personnel devrait continuer d'être appliqué et devrait être réexaminé en 2000;

2. *Prend note également* des conclusions auxquelles la Commission est parvenue après avoir comparé l'incidence des taux communs de contribution du personnel et celle des

impôts locaux sur les rémunérations considérées aux fins de la pension et les pensions correspondantes des agents des services généraux et des catégories apparentées, conclusions qui figurent au paragraphe 224 de son rapport;

3. *Souscrit* à l'opinion formulée par la Commission au paragraphe 225 de son rapport, à savoir qu'il n'y a pas lieu d'étudier plus avant la possibilité de se fonder sur les pratiques locales pour calculer la rémunération considérée aux fins de la pension des agents des services généraux et autres catégories de personnel recruté sur le plan local;

F. Indemnités pour charges de famille

Rappelant la section II.F de sa résolution 47/216 du 23 décembre 1992, dans laquelle elle a noté que la Commission verrait tous les deux ans le montant des indemnités pour charges de famille,

Notant que la Commission a examiné la question des indemnités pour charges de famille en tenant compte des changements intervenus dans les sept villes sièges depuis 1996 en matière de dégrèvements fiscaux et de prestations sociales, comme elle l'indique au paragraphe 119 de son rapport⁸⁸,

1. *Approuve*, avec effet au 1^{er} janvier 1999, une augmentation de 14,6 p. 100 de l'indemnité pour enfant à charge (y compris celle pour enfant handicapé) et de l'indemnité pour personne indirectement à charge;

2. *Prend note* de la liste actualisée des lieux d'affectation à monnaie forte où les indemnités sont fixées en monnaie locale, figurant dans l'annexe III de la présente résolution;

3. *Note* que, lorsque des fonctionnaires employés par un organisme appliquant le régime commun reçoivent directement d'un gouvernement des allocations pour charges de famille, celles qui leur sont payables à ce titre par l'organisme employeur devraient être réduites d'autant;

4. *Prie* la Commission d'entreprendre en 2000 un examen du régime des indemnités pour charges de famille, concernant sa portée générale, sa raison d'être et les méthodes utilisées;

G. Questions relatives aux ajustements

Fonctionnement du système des ajustements

Rappelant la section I.B de sa résolution 50/208 et la section I.E de sa résolution 51/216,

1. *Prend note* des conclusions de la Commission concernant le fonctionnement du système des ajustements dans la ville de base qui figurent au paragraphe 140 de son rapport⁸⁸;

2. *Prie* la Commission de continuer d'étudier la faisabilité d'utiliser des sources extérieures de données pour la prochaine série d'enquêtes intervilles;

Indice d'ajustement pour Genève

Rappelant la section I.B de sa résolution 50/208, la section I.E de sa résolution 51/216 et la section I.D de sa résolution 52/216 concernant l'établissement d'un indice d'ajustement unique pour tous les fonctionnaires en poste à Genève,

Prie la Commission, dans le cadre de la préparation de la prochaine série d'enquêtes intervilles, dont il est question au paragraphe 141 de son rapport⁸⁸, de procéder à un examen exhaustif de l'ensemble du système des ajustements afin de le réformer, au besoin avec le concours d'experts indépendants, en gardant à l'esprit la nécessaire cohésion du régime commun, de veiller à ce que l'indemnité de poste versée dans chaque lieu d'affectation, en particulier dans les villes sièges, reflète véritablement le coût de la vie de tous les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en poste dans le lieu d'affectation considéré, et de lui faire rapport à ce sujet au plus tard à sa cinquante-cinquième session;

II

CONDITIONS D'EMPLOI APPLICABLES AUX DEUX CATÉGORIES DE PERSONNEL

A. Indemnité pour frais d'études

Rappelant le paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 47/216 et la section IV de sa résolution 51/216, dans lesquels elle a approuvé la méthode révisée de détermination du montant de l'indemnité pour frais d'études,

Rappelant également le paragraphe 1 de la section III.A de sa résolution 52/216, dans lequel elle a approuvé les modifications apportées à la méthode de calcul de l'indemnité et noté que la méthode révisée serait prise en compte à partir de l'examen biennal du montant de l'indemnité prévu pour 1998,

1. *Approuve* les augmentations du montant maximum des dépenses remboursables dans les sept zones monétaires ainsi que les autres ajustements des modalités de remboursement des dépenses au titre de l'indemnité pour frais d'études, recommandés par la Commission au paragraphe 190 de son rapport⁸⁸;

2. *Note* que la Commission a décidé de réexaminer la méthode en 2001;

B. Prise en compte des connaissances linguistiques

Rappelant la section II.E de sa résolution 48/224 du 23 décembre 1993, dans laquelle elle a prié la Commission d'examiner le dispositif d'incitation à l'étude des langues mis en place par l'Organisation des Nations Unies et ceux adoptés par les organisations appliquant le régime commun,

Ayant examiné les propositions formulées par la Commission aux paragraphes 207 à 209 de son rapport⁸⁸, lesquelles ne seraient mises en oeuvre que lorsqu'elle les aurait acceptées,

1. *Note* qu'un certain nombre de questions essentielles n'ont pas encore été réglées, notamment les raisons pour lesquelles la Commission recommande une modification du système actuel, la mesure dans laquelle, une fois modifié, le système continuerait d'offrir une incitation au multilinguisme dans les organisations, la base de calcul des montants qui seraient versés au personnel des deux catégories au titre des connaissances linguistiques, et les mesures de transition;

2. *Prie* la Commission de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport détaillé traitant tous les éléments susmentionnés, compte tenu des droits acquis des fonctionnaires;

C. Prime de risque

Exprimant une nouvelle fois sa reconnaissance, pour leur dévouement, aux fonctionnaires relevant du régime commun des Nations Unies qui, en nombre croissant, sont appelés à travailler dans des conditions dangereuses,

Prend note des décisions de la Commission figurant au paragraphe 236 de son rapport⁸⁸;

D. Conditions de voyage et indemnité journalière

Rappelant la section III.D de sa résolution 52/216,

Prend note des décisions de la Commission concernant les conditions de voyage et l'indemnité journalière qui figurent au paragraphe 247 de son rapport⁸⁸;

E. Indemnité de subsistance (missions)

Rappelant la section III.E de sa résolution 52/216,

Prend note des décisions de la Commission concernant différents aspects du régime de l'indemnité de subsistance (missions), qui figurent au paragraphe 260 de son rapport⁸⁸;

III

PROCESSUS CONSULTATIF ET MÉTHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

Rappelant ses résolutions 50/208, 51/216 et 52/216 relatives, entre autres, au processus consultatif et aux méthodes de travail de la Commission,

Rappelant également que, par sa résolution 50/208, elle a réaffirmé le statut de la Commission, en particulier l'article 6, qui stipule que les membres de la Commission s'acquittent de leurs fonctions en toute indépendance et impartialité,

1. *Souligne* que la responsabilité des décisions prises par la Commission incombe exclusivement aux membres de la Commission;

2. *Note avec satisfaction* que la Commission a contribué à promouvoir un esprit de coopération constructive et une plus grande souplesse, de nature à améliorer ses relations de travail avec les organes représentatifs du personnel;

3. *Prend note* des changements approuvés par la Commission à son règlement intérieur et autres changements de procédure;

4. *Note* que les changements approuvés par la Commission à son règlement intérieur pourraient permettre à toutes les parties d'assurer que leurs vues soient prises en compte à tous les stades de l'examen de toutes les questions;

5. *Prie* la Commission de suivre l'application du règlement intérieur révisé et de lui faire rapport à ce sujet à sa cinquante-septième session;

IV

NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION ET QUESTIONS DIVERSES

1. *Réaffirme* le statut de la Commission;

2. *Souligne* qu'il convient de respecter les dispositions des articles 3 et 4 du statut de la Commission;

3. *Prie* le Secrétaire général d'appeler l'attention des États Membres sur les dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 du statut de la Commission lorsqu'il présentera des candidats aux sièges devenus vacants à la Commission;

4. *Décide*, lorsqu'elle examinera, à la reprise de sa cinquante-troisième session, la recommandation du Secrétaire général concernant l'examen du fonctionnement de la Commission, de revenir, entre autres, sur les méthodes de travail de la Commission, les rôles respectifs de celle-ci et de son secrétariat, la sélection et la nomination des membres de la Commission et son rôle dans le processus d'examen;

V

PRINCIPES GÉNÉRAUX À APPLIQUER À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Rappelant ses résolutions 51/216 et 52/216,

Convaincue que la Commission doit jouer un rôle prépondérant dans l'élaboration d'approches novatrices de la gestion des ressources humaines, dans le cadre de la réforme d'ensemble actuellement en cours dans les organisations qui appliquent le régime commun,

1. *Se félicite* de l'initiative prise par la Commission d'examiner les principes généraux à appliquer à la gestion des ressources humaines;

2. *Invite* la Commission, dans le cadre de l'examen envisagé, à examiner, entre autres, les initiatives en matière de réforme prises par toutes les organisations qui appliquent le régime commun, ainsi que les efforts de réforme menés en dehors de celui-ci, les mesures propres à faciliter la mobilité interorganisations et l'introduction d'un mode de rémunération distinct pour les spécialistes;

3. *Prie instamment* la Commission de donner suite sans tarder à sa demande concernant l'élaboration d'études dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de

lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session;

VI

RAPPORT SUR L'ÉQUILIBRE ENTRE LES SEXES DANS
LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Rappelant la section VI de sa résolution 47/216 et la section III.H de sa résolution 52/216, dans lesquelles elle a prié les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies d'adopter un plan cohérent visant à améliorer la situation des femmes dans chaque organisation,

1. *Note* que la Commission continue d'aider les organisations à assurer la parité entre les sexes, et se félicite en particulier des initiatives qu'elle a prises à cet égard dans les domaines recensés au paragraphe 290 de son rapport⁸⁸;

2. *Appuie* les demandes que la Commission a adressées aux organisations, dont il est rendu compte aux paragraphes 283 et 291 de son rapport, et prie toutes les organisations de prendre des mesures afin d'y donner suite dès que possible;

3. *Note* que la Commission reviendra sur la question en 2001;

VII

RAPPORT DU COMITÉ DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES

Rappelant qu'elle avait demandé au Comité des commissaires aux comptes de mener une étude de gestion portant sur tous les aspects des travaux effectués par le secrétariat de la Commission, suffisamment tôt pour qu'un rapport sur la question puisse lui être présenté à sa cinquante-deuxième session,

1. *Prend note* du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'étude de gestion du secrétariat de la Commission⁹⁰, ainsi que des conclusions y relatives formulées par la Commission au paragraphe 37 de son rapport⁸⁸;

2. *Prie* le Comité des commissaires aux comptes d'effectuer périodiquement des vérifications des travaux du secrétariat de la Commission, conformément à l'article 12.5 du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux dispositions du statut de la Commission.

*93^e séance plénière
18 décembre 1998*

⁹⁰ Voir A/52/811.

ANNEXE I

Barème des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*

Montants annuels bruts et équivalents nets
après déduction des contributions du personnel

(En dollars des États-Unis)

(Entrée en vigueur: 1^{er} mars 1999)

		Échelons														
Classes		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Secrétaire général adjoint																
SGA	Brut	151 440														
	Net F	104 662														
	Net C	94 190														
Sous-Secrétaire général																
SSG	Brut	137 683														
	Net F	95 995														
	Net C	86 926														
Directeur																
D-2	Brut	112 824	115 311	117 797	120 283	122 768	125 256									
	Net F	80 334	81 901	83 467	85 033	86 599	88 166									
	Net C	73 801	75 114	76 427	77 739	79 052	80 365									
Administrateur général																
D-1	Brut	99 848	101 948	104 047	106 142	108 243	110 346	112 476	114 605	116 732						
	Net F	72 068	73 410	74 751	76 090	77 432	78 773	80 115	81 456	82 796						
	Net C	66 615	67 793	68 970	70 146	71 324	72 493	73 617	74 741	75 864						
Administrateur hors classe																
P-5	Brut	88 099	89 975	91 875	93 775	95 674	97 571	99 471	101 371	103 269	105 169	107 067	108 966	110 878		
	Net F	64 545	65 759	66 973	68 187	69 401	70 613	71 827	73 041	74 254	75 468	76 681	77 894	79 108		
	Net C	59 963	61 075	62 142	63 208	64 273	65 337	66 403	67 469	68 534	69 600	70 665	71 730	72 773		
Administrateur de 1 ^{re} classe																
P-4	Brut	72 631	74 438	76 257	78 085	79 917	81 743	83 573	85 403	87 232	89 060	90 898	92 756	94 606	96 459	98 311
	Net F	54 516	55 701	56 883	58 066	59 251	60 433	61 617	62 801	63 984	65 167	66 349	67 536	68 718	69 902	71 086
	Net C	50 767	51 856	52 940	54 024	55 111	56 194	57 279	58 364	59 448	60 533	61 594	62 636	63 674	64 713	65 753
Administrateur de 2 ^e classe																
P-3	Brut	59 386	61 057	62 731	64 400	66 088	67 782	69 477	71 174	72 867	74 564	76 275	77 994	79 711	81 430	83 148
	Net F	45 777	46 888	48 001	49 111	50 224	51 335	52 447	53 560	54 671	55 784	56 895	58 007	59 118	60 230	61 342
	Net C	42 730	43 752	44 776	45 798	46 821	47 843	48 865	49 888	50 909	51 932	52 951	53 970	54 989	56 008	57 027
Administrateur adjoint de 1 ^{re} classe																
P-2	Brut	47 805	49 265	50 721	52 180	53 636	55 098	56 594	58 087	59 585	61 080	62 573	64 071			
	Net F	37 953	38 949	39 942	40 937	41 930	42 925	43 920	44 913	45 909	46 903	47 896	48 892			
	Net C	35 598	36 501	37 401	38 302	39 202	40 105	41 021	41 934	42 851	43 766	44 680	45 596			
Administrateur adjoint de 2 ^e classe																
P-1	Brut	36 422	37 791	39 157	40 525	41 891	43 258	44 627	46 018	47 418	48 820					
	Net F	30 044	31 001	31 956	32 912	33 867	34 822	35 779	36 734	37 689	38 645					
	Net C	28 341	29 222	30 102	30 983	31 863	32 743	33 625	34 494	35 359	36 226					

F = Fonctionnaire ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge.

C = Fonctionnaire n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge.

* Après incorporation de la valeur de 2,48 points d'ajustement aux traitements de base nets. Les indices et coefficients d'ajustement seront révisés en conséquence dans tous les lieux d'affectation, avec effet au 1^{er} mars 1999. Par la suite, le classement aux fins de l'ajustement sera modifié en fonction des mouvements des indices d'ajustement.

ANNEXE II

Modifications apportées au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Article 3.3

Remplacer le deuxième tableau au sous-alinéa i de l'alinéa b par le tableau suivant:

Montant total soumis à retenue (en dollars des États-Unis)	Taux de contribution servant à déterminer les traitements de base bruts (en pourcentage)	
	Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge	Fonctionnaires n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge
Première tranche de 15 000 dollars par an	9,0	11,8
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	18,1	24,4
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	21,5	26,9
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	24,9	31,4
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	27,5	33,4
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	30,1	35,6
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	31,8	38,2
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	33,5	38,8
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	34,4	39,7
Tranche suivante de 15 000 dollars par an	35,3	40,7
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	36,1	43,9
Au-delà	37,0	47,2

ANNEXE III

Indemnités pour enfants à charge et personne indirectement à charge
applicables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

(Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1999)

Pays ou territoire	Monnaie	Indemnité pour enfants à charge	Indemnité pour personne indirectement à charge
Allemagne	Deutsche mark	4 057	1 455
Autriche	Schilling autrichien	28 256	10 438
Belgique	Franc belge	70 189	22 448
Danemark	Couronne danoise	13 193	3 814
États-Unis et autres pays	Dollar des États-Unis	1 730	619
France	Franc français	10 141	3 365
Guyane française	Franc français	10 141	3 365
Irlande	Livre irlandaise	1 145	375
Japon	Yen	398 701	181 125
Luxembourg	Franc luxembourgeois	70 189	22 410
Monaco	Franc français	10 141	3 365
Pays-Bas	Florin	4 472	1 523
Suisse	Franc suisse	3 364	1 499

53/210. Régime des pensions des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/224 du 23 décembre 1994 et 51/217 du 18 décembre 1996, et la section V de sa résolution 52/222 du 22 décembre 1997,

Ayant examiné les rapports que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lui a présentés, ainsi qu'aux organismes affiliés à la Caisse, pour l'année 1998⁹¹, le rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse⁹² et son rapport concernant les incidences administratives et financières sur le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1998-1999 des propositions figurant dans le rapport du Comité mixte⁹³, et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁹⁴,

Constatant avec inquiétude que le Comité mixte a rompu à plusieurs reprises avec la pratique bien établie de la prise de décisions par consensus,

I

QUESTIONS ACTUARIELLES

Rappelant la section I de sa résolution 51/217,

Ayant examiné les résultats de l'évaluation de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies arrêtée au 31 décembre 1997 et les observations y relatives de l'Actuaire-Conseil, du Comité d'actuaire et du Comité mixte de la Caisse⁹⁵,

1. *Prend note avec satisfaction* de l'amélioration de la situation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies – qui est passée d'un déficit actuariel égal à 1,46 p. 100 de la rémunération considérée aux fins de la pension au 31 décembre 1995 à un excédent actuariel égal à 0,36 p. 100 de la rémunération considérée aux fins de la pension au 31 décembre 1997 – et, en particulier, des avis exprimés par l'Actuaire-Conseil et le Comité d'actuaire, tels qu'énoncés aux annexes IV et V, respectivement, du rapport du Comité mixte de la Caisse⁹⁶, selon lesquels, au 31 décembre 1997, il n'y avait pas de déficit à combler au sens de l'article 26 des statuts de la Caisse et il était possible de maintenir le taux de cotisation actuel, fixé à 23,7 p. 100 de la rémunération considérée aux fins de la pension, pour assurer le provisionnement des obligations de la

Caisse, en attendant qu'il soit réexaminé, en fonction de l'évolution de la situation, lors de la prochaine évaluation prévue au 31 décembre 1999;

2. *Exprime ses remerciements* à l'Actuaire-Conseil et au Comité d'actuaire pour leur analyse des résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1997 et leurs conclusions à ce sujet;

3. *Note* que le Comité mixte a examiné le taux d'intérêt retenu pour convertir en capital une partie de la pension et a décidé, en vertu de l'article 11 des statuts de la Caisse, de ramener ce taux – qui est actuellement de 6,5 p. 100 – à 6 p. 100 pour les périodes d'affiliation courant à compter du 1^{er} janvier 2001, sous réserve que les résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1999 soient satisfaisants, ce que le Comité mixte devra confirmer à sa prochaine session, en 2000;

4. *Note également* que le Comité mixte a l'intention d'examiner, avec le concours de l'Actuaire-Conseil et du Comité d'actuaire, les modifications qui ont été apportées au régime des pensions des Nations Unies depuis 1983 dans le cadre des mesures approuvées par l'Assemblée générale pour résorber le déséquilibre actuariel passé de la Caisse, en un premier temps au niveau du Comité permanent du Comité mixte, en 1999, puis au niveau du Comité mixte, en 2000, compte tenu des résultats de l'évaluation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 1999;

5. *Souscrit* à l'opinion du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires selon laquelle le Comité mixte devrait continuer à suivre étroitement l'évolution des résultats des évaluations actuarielles de la Caisse, sans chercher aucunement à abaisser le taux de cotisation actuel ou à modifier aucun autre paramètre tant que les évaluations à venir n'auront pas fait apparaître une succession régulière d'excédents actuariels;

6. *Prie* le Comité mixte, dans l'hypothèse où les évaluations à venir confirmeraient l'existence d'excédents actuariels, d'envisager de réduire l'actuel taux de cotisation;

II

SYSTÈME D'AJUSTEMENT DES PENSIONS

Rappelant la section III de sa résolution 51/217,

Ayant examiné l'étude de différents aspects du système d'ajustement des pensions dont le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies rend compte aux paragraphes 318 à 341 de son rapport⁹⁶,

1. *Prend note* des conclusions de l'analyse des coûts ou économies résultant des modifications apportées récemment au système de la double filière pour l'ajustement des pensions et du fait que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a l'intention de continuer à procéder à une telle analyse tous les deux ans, à l'occasion des évaluations actuarielles de la Caisse;

⁹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 9 et additif (A/53/9 et Add.1).

⁹² A/C.5/53/18.

⁹³ A/C.5/53/3.

⁹⁴ A/53/511 et A/53/696.

⁹⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 9 (A/53/9), sect. III.A.

⁹⁶ Ibid., Supplément n° 9 (A/53/9).

2. *Note* que le Comité mixte a décidé de lui recommander de ramener de 3 à 2 p. 100 le seuil d'application de l'ajustement des pensions au coût de la vie, à compter de l'ajustement devant intervenir le 1^{er} avril 2001, sous réserve que les résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1999 soient satisfaisants, ce que le Comité mixte devra confirmer à sa session de 2000;

III

ÉTAT DU PROJET D'ACCORD ENTRE LE COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Rappelant qu'elle a prié le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de lui rendre compte à sa cinquante-troisième session du déroulement des étapes du processus mentionnées au paragraphe 5 de la section IV de sa résolution 51/217,

Notant que le Comité mixte a prié son Président et son Secrétaire de redoubler d'efforts pour obtenir que le gouvernement intéressé approuve formellement le projet d'accord et le protocole y afférent, comme indiqué au paragraphe 278 du rapport du Comité mixte⁹⁶,

1. *Prend note* des renseignements communiqués par la Fédération de Russie concernant les problèmes soulevés par l'application du projet d'accord entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du fait que le Gouvernement de la Fédération de Russie a l'intention de rechercher une solution à tous les problèmes en suspens;

2. *Encourage* toutes les parties intéressées à poursuivre leurs efforts en vue de résoudre les problèmes mentionnés à la section IV de sa résolution 51/217, en particulier ceux qui concernent le projet d'accord et le protocole y afférent;

IV

ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES ET RAPPORT DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ayant examiné les états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1997, l'opinion et le rapport y relatifs du Comité des commissaires aux comptes, et les observations du Comité mixte de la Caisse⁹⁶,

1. *Note avec satisfaction* que le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1997 indique que les états financiers donnent, à tous égards, une image fidèle de la situation financière de la Caisse et que les écritures comptables ayant fait l'objet de vérifications par sondage sont en tous points conformes au règlement financier et règles de

gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations des organes délibérants;

2. *Prend note* des informations figurant dans les rapports du Comité mixte de la Caisse et du Comité des commissaires aux comptes⁹⁶ sur les mesures prises ou envisagées pour améliorer la gestion de la Caisse, notamment celles qui ont pour objet d'améliorer les procédures de vérification des droits des prestataires;

3. *Prend note également* des dispositions prises pour que le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat continue d'assurer l'audit interne des opérations de la Caisse;

V

ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS CONCLUS ENTRE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES, D'UNE PART, ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES AUTRES ORGANISATIONS AFFILIÉES, D'AUTRE PART

Rappelant la section VII de sa résolution 51/217 et la section V de sa résolution 52/222 concernant les dépenses d'administration de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Ayant examiné la section VI du rapport du Comité mixte de la Caisse⁹⁶ concernant les arrangements administratifs conclus entre la Caisse, d'une part, et l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations affiliées, d'autre part, ainsi que les observations figurant à ce sujet dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁹⁷,

Notant les arrangements de partage des coûts existant actuellement entre la Caisse, d'une part, et l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations affiliées, d'autre part, tels qu'ils sont décrits aux paragraphes 120 à 124 du rapport du Comité mixte⁹⁶,

Prenant note des débats du Comité mixte et de ses conclusions concernant les arrangements administratifs et les prévisions révisées relatives aux dépenses d'administration de la Caisse pour l'exercice biennal 1998-1999, dont il est rendu compte aux paragraphes 194 à 202 et 228 à 244, respectivement, du rapport du Comité mixte⁹⁶,

1. *Prend note* des renseignements communiqués aux paragraphes 132 à 144 du rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies⁹⁶ sur les services et installations fournis par l'Organisation des Nations Unies à la Caisse et les services fournis localement par le secrétariat de la Caisse au titre des participants employés par l'Organisation et ses programmes affiliés, ainsi que des renseignements touchant les services et installations fournis par les autres organisations affiliées au titre des participants employés par elles;

⁹⁷ A/53/511.

2. *Approuve* les arrangements révisés de partage des coûts entre l'Organisation des Nations Unies et la Caisse décrits aux paragraphes 154 à 166 du rapport du Comité mixte⁹⁶;

3. *Prie* le Secrétaire général de mener à bien les consultations qu'il a engagées avec les fonds et programmes sur la méthode d'imputation aux programmes affiliés de leur part du coût des services fournis à la Caisse pour leur compte;

4. *Note* que le Comité mixte a l'intention de continuer à examiner d'autres modalités possibles de répartition des dépenses de fonctionnement de la Caisse, telles que la formule qui consisterait à distinguer entre les dépenses devant être imputées sur les avoirs de la Caisse et celles devant être réparties entre les organisations affiliées, en tenant compte des vues exprimées au Comité mixte et à la Cinquième Commission;

5. *Prend note* des questions dont le Comité permanent du Comité mixte doit être saisi en 1999, lors de l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001, concernant les services informatiques de la Caisse, le renforcement du rôle du bureau de Genève, la structure générale des effectifs du secrétariat de la Caisse et les besoins en bureaux supplémentaires;

6. *Acueille avec satisfaction* les mesures prises par le secrétariat de la Caisse pour se préparer, dans tous les domaines, au passage à l'an 2000, et l'encourage à poursuivre ses efforts et à faire en sorte que le nouveau système comptable devienne pleinement opérationnel en 1999;

7. *Prend note* du contenu et des conclusions de l'analyse des responsabilités qui incombent respectivement au Secrétaire du Comité mixte, en tant qu'administrateur de la Caisse, pour ce qui est de l'administration de celle-ci, et au Secrétaire général, pour ce qui est de ses placements, analyse dont il est rendu compte aux paragraphes 191 à 193 du rapport du Comité mixte⁹⁶;

8. *Prend note également* des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 25 à 28 de son rapport⁹⁷, en ce qui concerne le reclassement de D-1 à D-2 du poste de Chef du Service de la gestion des placements de la Caisse, ainsi que le classement et l'intitulé du poste de Secrétaire du Comité mixte;

9. *Approuve*:

a) Le reclassement à D-2 du poste de Chef du Service de la gestion des placements;

b) La modification de l'intitulé du poste de Secrétaire du Comité mixte qui deviendrait le poste d'Administrateur de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

c) L'application au poste d'Administrateur de la Caisse de la rémunération et des autres conditions d'emploi attachées au poste de Sous-Secrétaire général;

10. *Approuve également*, conformément aux recommandations du Comité mixte, des dépenses supplémentaires d'un montant net de 4 161 700 dollars des États-Unis pour l'exercice biennal 1998-1999, directement imputables à la Caisse au titre de l'administration de celle-ci;

11. *Modifie* les dispositions de l'article 7 des statuts de la Caisse concernant le poste de Secrétaire du Comité mixte et son intitulé, conformément aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 28 de son rapport⁹⁷ et comme indiqué dans l'annexe à la présente résolution;

VI

DROIT À UNE PENSION DE RÉVERSION POUR LES CONJOINTS ET EX-CONJOINTS SURVIVANTS

Rappelant le paragraphe 4 de la section VIII de sa résolution 51/217,

Prenant note des résultats de l'étude supplémentaire entreprise par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sur les questions se rapportant au droit à une pension de réversion pour les conjoints et ex-conjoints survivants, tels qu'énoncés aux paragraphes 279 à 317 de son rapport⁹⁶,

Se félicitant des importantes initiatives prises par le Comité mixte,

1. *Prend note* de l'amendement à la disposition B.4 du règlement administratif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, adopté par le Comité permanent du Comité mixte à sa 180^e réunion, en juillet 1997, avec effet au 1^{er} août 1997, tel qu'énoncé à l'annexe XIV du rapport du Comité mixte de la Caisse⁹⁶;

2. *Approuve*, avec effet à la date à laquelle elle l'aura adopté, l'amendement à l'article 45 des statuts de la Caisse, concernant l'introduction d'une prestation au profit des ex-conjoints, tel qu'énoncé dans l'annexe à la présente résolution;

3. *Prie* le Comité mixte de surveiller l'application des dispositions relatives à la prestation en question et, si besoin est, de lui faire rapport à ce sujet;

4. *Approuve*, avec effet au 1^{er} avril 1999, l'inclusion dans les statuts de la Caisse d'un nouvel article prévoyant une pension pour les conjoints divorcés survivants, sous réserve que les conditions d'attribution de la prestation soient définies et son montant déterminé, comme indiqué dans le texte du nouvel article figurant dans l'annexe à la présente résolution;

5. *Note* que le Comité permanent du Comité mixte a été prié de réexaminer, à sa réunion de 1999, la situation des conjoints divorcés qui ne seraient pas visés par le nouvel article proposé pour des raisons découlant des modalités d'application envisagée;

6. *Approuve*, avec effet au 1^{er} avril 1999, l'arrangement recommandé concernant l'achat facultatif du droit à une pension de réversion en cas de mariage après la

cessation de service, conformément aux dispositions du nouvel article dont le texte figure dans l'annexe à la présente résolution;

7. *Approuve également*, avec effet au 1^{er} avril 1999, les amendements à l'article 34 visant à éliminer la disposition actuelle selon laquelle la pension de conjoint survivant cesse d'être versée en cas de remariage, tels qu'énoncés dans l'annexe à la présente résolution;

8. *Note* que le Comité permanent du Comité mixte examinera, à sa réunion de 1999, la question de savoir si les amendements mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus peuvent s'appliquer aux conjoints survivants qui se seraient remariés avant la date d'entrée en vigueur desdits amendements;

9. *Encourage* le Comité mixte à poursuivre l'examen de ces questions;

VII

DEMANDE DE RETRAIT DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES PRÉSENTÉE PAR LA COMMISSION INTÉrimAIRE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE

Ayant examiné le rapport que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lui a présenté, ainsi qu'aux organisations affiliées à la Caisse, sur les travaux de sa quarante-neuvième session (extraordinaire)⁹⁸, ainsi que le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁹⁹, suite à la décision adoptée le 16 octobre 1998 par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce et le Comité exécutif de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à l'effet d'autoriser le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce à informer la Caisse que la Commission intérimaire souhaite demander la cessation de son affiliation à la Caisse avec effet au 31 décembre 1998, sous réserve que des modalités de transfert satisfaisantes aient été arrêtées avec la Caisse,

Regrettant que la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce souhaite demander la cessation de son affiliation à la Caisse avec effet au 31 décembre 1998,

1. *Note*, en réaffirmant sa ferme détermination à préserver le régime commun des traitements et indemnités des Nations Unies, que la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce souhaite demander la cessation de son affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies avec effet au 31 décembre 1998;

2. *Note également* que, conformément à l'article 16 des statuts de la Caisse, les données requises pour déterminer

la part proportionnelle du total des avoirs de la Caisse payable à l'Organisation mondiale du commerce à la date de la cessation de l'affiliation, notamment les évaluations actuarielles requises en l'espèce, ne pourront pas être obtenues d'ici la date prévue pour la cessation de l'affiliation;

3. *Note en outre* que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a recommandé qu'il soit mis fin à l'affiliation de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à la Caisse avec effet au 31 décembre 1998, étant entendu que serait appliquée la méthode qu'il a approuvée et que la Commission intérimaire a acceptée;

4. *Appelle l'attention* des membres de l'Organisation mondiale du commerce sur le fait que tout membre du personnel de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce cessant de participer à la Caisse pourra à la fois prétendre au versement d'une pension de la Caisse et accepter une offre d'emploi au secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce;

5. *Décide* de mettre fin à l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse à compter du 31 décembre 1998 moyennant une notification écrite inconditionnelle du Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce à cet effet, qui devra parvenir au Secrétaire du Comité mixte le 15 janvier 1999 au plus tard;

6. *Décide également* que la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse est subordonnée à la présentation au Secrétaire du Comité mixte, d'ici au 31 décembre 1998, d'un engagement écrit par lequel l'Organisation mondiale du commerce dégage la responsabilité de la Caisse en cas de réclamation émanant de participants ou de retraités de la Commission intérimaire ou de leurs ayants droit, qui découlerait directement ou indirectement de la cessation de l'affiliation de la Commission à la Caisse, comme indiqué au paragraphe 31 du rapport de la session extraordinaire du Comité mixte⁹⁸;

7. *Décide en outre* que la part proportionnelle des avoirs de la Caisse payable à l'Organisation mondiale du commerce à la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire sera déterminée et versée conformément aux modalités prévues aux paragraphes 25 à 27 du rapport du Comité mixte⁹⁸ et qu'elle représentera le règlement complet et définitif du montant dû à l'Organisation mondiale du commerce du fait de la cessation de l'affiliation de la Commission intérimaire à la Caisse;

VIII

QUESTIONS DIVERSES

1. *Prend note* des observations formulées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies aux paragraphes 348 et 352 de son rapport⁹⁶, concernant le contenu et les conclusions de l'étude menée par la Commission de la fonction publique internationale sur l'évolution des taux moyens d'imposition en vigueur dans les sept villes sièges, à partir desquels a été établi

⁹⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 9, additif (A/53/9/Add.1).

⁹⁹ A/53/696.

le barème commun des contributions du personnel servant à calculer la rémunération considérée aux fins de la pension, et sur l'incidence qu'aurait l'application des taux d'imposition nationaux sur le calcul de la rémunération considérée aux fins de la pension des agents de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées;

2. *Note* que, comme elle l'avait demandé à la section VIII de sa résolution 51/217, le Comité mixte a continué à examiner la possibilité d'apporter un amendement à l'alinéa *a* de l'article 40 des statuts de la Caisse concernant le réemploi d'anciens fonctionnaires percevant une pension de retraite de la Caisse engagés pour plus de deux mois mais moins de six par année civile;

3. *Souscrit* à l'opinion du Comité mixte selon laquelle il n'est pas souhaitable à ce stade, pour les raisons exposées par le Comité aux paragraphes 358 à 360 de son rapport⁹⁶, d'envisager de modifier l'alinéa *a* de l'article 40 des statuts de la Caisse, les organisations affiliées à la Caisse devant rester libres de déterminer leur propre politique en matière de personnel, comme l'a fait l'Organisation des Nations Unies pour son Secrétariat en vertu de la décision 51/408 de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1996;

4. *Approuve*, avec effet à la date à laquelle elle les aura adoptés, les amendements à l'alinéa *b* de l'article 21 et à l'alinéa *a* de l'article 32 des statuts de la Caisse touchant le délai qui peut s'écouler entre deux périodes d'affiliation si aucune prestation n'a été versée, tels qu'ils sont énoncés dans l'annexe à la présente résolution;

5. *Prend note* des autres questions abordées dans la section X du rapport du Comité mixte⁹⁶;

IX

PLACEMENTS DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les placements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies⁹², ainsi que des observations y relatives figurant à la section IV du rapport du Comité mixte de la Caisse⁹⁶;

2. *Félicite* le Secrétaire général et les membres du Comité des placements pour les bons résultats des placements de la Caisse, qui ont sensiblement contribué à l'excédent actuariel de la Caisse au 31 décembre 1997;

3. *Accueille avec satisfaction* la mise au point d'un indice de référence permettant d'évaluer le rendement des placements de la Caisse, dont il est rendu compte au paragraphe 33 du rapport du Secrétaire général⁹², et aux paragraphes 62 et 63 du rapport du Comité mixte⁹⁶;

4. *Appuie* les efforts que le Secrétaire général continue de consacrer à l'examen d'indices de référence et autres indicateurs appropriés permettant d'évaluer le rendement des placements de la Caisse;

5. *Prend note* des observations du Comité des commissaires aux comptes sur les remboursements de prélè-

vements fiscaux dus à la Caisse par certains États Membres qui assujettissent à un impôt direct les revenus des placements de la Caisse, observations énoncées aux paragraphes 13 à 15 du rapport du Comité des commissaires aux comptes qui figure à l'annexe III du rapport du Comité mixte⁹⁶;

6. *Engage instamment* les États Membres qui sont encore redevables de sommes à la Caisse au titre de prélèvements fiscaux à les rembourser dès que possible;

7. *Demande une fois de plus* aux États Membres qui n'exonèrent pas d'impôt les placements de la Caisse de s'efforcer de le faire dès que possible.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

ANNEXE

Amendements aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Article 7

Secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

1. Remplacer l'alinéa *a* par le texte suivant:

«*a*) Le Secrétaire général désigne, sur la recommandation du Comité mixte, l'Administrateur de la Caisse et un Administrateur adjoint.»

2. Remplacer l'alinéa *c* par le texte suivant:

«*c*) L'Administrateur relève du Comité mixte dans l'exercice de ses fonctions. Il ordonnance le paiement de toute prestation due en vertu des présents statuts. Il exerce en outre les fonctions de Secrétaire du Comité mixte. En l'absence de l'Administrateur de la Caisse, c'est l'Administrateur adjoint qui assume ces fonctions.»

Article 21

Participation

Remplacer l'alinéa *b* par le texte suivant:

«*b*) La participation à la Caisse prend fin lorsque l'organisation qui emploie le participant cesse d'être affiliée à la Caisse, ou lorsque le participant décède ou quitte l'organisation affiliée; toutefois, la participation à la Caisse n'est pas réputée avoir pris fin si un participant reprend du service, avec affiliation à la Caisse, auprès d'une organisation affiliée dans un délai de 36 mois après sa cessation de service, sans qu'une prestation lui ait été versée.»

Article 32

Ajournement d'un versement ou de l'option entre les prestations

Remplacer l'alinéa *a* par le texte suivant:

«*a*) Le paiement à un participant d'un versement de départ au titre de la liquidation des droits, ou l'exercice par un participant d'un droit d'option entre plusieurs prestations ou entre une forme de prestation comportant le versement d'une somme en capital et une autre forme, peut être différé de 36 mois s'il en fait la demande lors de la cessation de service.»

Article 34

Pension de veuve

1. Remplacer l'alinéa *f* par le texte suivant:

«*f*) La pension est payable à intervalles périodiques, la vie durant, étant entendu toutefois qu'une pension dont le montant annuel est inférieur à 200 dollars peut être convertie à la demande de la veuve en une somme en capital représentant l'équivalent actuariel de la pension calculée sur la base du montant annuel normal visé à l'alinéa *c* ci-dessus, ou du montant annuel visé à l'alinéa *e* ci-dessus, selon le cas.»

2. Remplacer l'alinéa *g* par le texte suivant:

«*g*) Lorsque le participant laisse plus d'une épouse survivante, la pension est divisée par parts égales entre les épouses et, en cas de décès de l'une de ces épouses, elle est divisée par parts égales entre les autres épouses.»

3. Supprimer l'alinéa *h*.

Article 35

1. Ajouter le nouvel article suivant:

*«Article 35 bis**«Pension de conjoint divorcé survivant*

«*a*) Le conjoint divorcé d'un participant ou d'un ancien participant qui a cessé son service le 1^{er} avril 1999 ou après cette date et qui avait droit à une pension de retraite, à une pension de retraite anticipée, à une pension de retraite différée ou à une pension d'invalidité, ou d'un participant qui est décédé en cours d'emploi le 1^{er} avril 1999 ou après cette date, peut, sous réserve des dispositions de l'alinéa *b* de l'article 34 (applicables également aux veufs) demander une pension d'ex-conjoint si les conditions énoncées à l'alinéa *b* ci-dessous sont remplies;

«*b*) Sous réserve des dispositions de l'alinéa *d* ci-dessous, le conjoint divorcé a droit à la

prestation décrite à l'alinéa *c* ci-dessous, payable, sans effet rétroactif, à compter de la réception de la demande de prestation pour conjoint divorcé survivant si, de l'avis du Secrétaire, toutes les conditions ci-après sont réunies:

«*i*) Le participant a été marié à l'ex-conjoint pendant une période ininterrompue d'au moins 10 ans au cours de laquelle des cotisations ont été versées à la Caisse, pour le compte du participant, ou celui-ci bénéficiait d'une pension d'invalidité en vertu de l'article 33 des statuts;

«*ii*) L'ex-conjoint ne s'est pas remarié;

«*iii*) Le participant est décédé moins de 15 ans après la date à laquelle le divorce a été prononcé, sauf si l'ex-conjoint prouve que le participant avait, à la date de son décès, l'obligation légale de lui verser une pension alimentaire;

«*iv*) L'ex-conjoint a 40 ans révolus. S'il a moins de 40 ans, la pension commencera à lui être versée à compter du lendemain de son quarantième anniversaire;

«*v*) L'ex-conjoint a apporté la preuve que les droits du participant à une pension de la Caisse n'avaient pas été pris en considération dans la convention de divorce.

«*c*) Un ex-conjoint qui, de l'avis du Secrétaire, remplit les conditions énoncées à l'alinéa *b* ci-dessus, a droit à la pension de veuve ou de veuf prévue à l'article 34 ou à l'article 35, selon le cas; toutefois, si le participant laisse à la fois un ou plusieurs ex-conjoint(s) survivant(s) et/ou un conjoint ayant droit à une pension en vertu de l'article 34 ou de l'article 35, la prestation payable en vertu de ces articles est divisée par parts égales entre le conjoint et le ou les ex-conjoint(s) au prorata de la durée de leur mariage au participant;

«*d*) Les alinéas *f* et *g* de l'article 34 s'appliquent *mutatis mutandis*.»

2. Ajouter le nouvel article suivant:

*«Article 35 ter**«Pension de conjoint épousé après la date de cessation de service*

«*a*) Un ancien participant recevant une prestation périodique peut décider de faire bénéficier d'une pension de réversion d'un montant

déterminé (calculé sous réserve des conditions énoncées à l'alinéa *b* ci-dessous), la vie durant, un conjoint auquel il n'était pas marié à la date de sa cessation de service. Il doit exercer cette option au plus tard 180 jours après la date du mariage ou après la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, si elle est postérieure à la date du mariage. L'option prend effet un an après la date du mariage, ou un an après la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, selon le cas. La pension de réversion est payable à compter du premier jour du mois suivant le décès de l'ancien participant. Lorsque l'option prend effet, la pension payable à l'ancien participant est réduite sur la base des coefficients actuariels déterminés par l'Actuaire-conseil de la Caisse. Une fois que l'option exercée en vertu du présent article a pris effet, l'ancien participant ne peut plus la révoquer, sauf en cas de décès du conjoint, auquel cas elle est réputée avoir pris fin à la date de ce décès;

«*b*) L'option prévue à l'alinéa *a* ci-dessus peut être exercée sous réserve des conditions suivantes:

- «*i*) Le montant de la prestation périodique payable à l'ancien participant, après réduction consécutive à l'option visée à l'alinéa *a* ci-dessus, doit représenter au moins la moitié de la prestation qu'il aurait perçue s'il n'avait pas exercé cette option;
- «*ii*) Le montant de la prestation payable au conjoint ne doit pas dépasser celui de la prestation payable au retraité après réduction consécutive à l'exercice de l'option.»

Article 45

Incessibilité des droits

Remplacer l'article 45 par le texte suivant:

«Aucun participant ni aucun bénéficiaire ne peut céder les droits que lui confèrent les présents statuts. Nonobstant ce qui précède, la Caisse peut, lorsqu'elle reçoit d'un participant ou d'un ancien participant une demande formulée en vertu d'une obligation légale résultant d'une relation conjugale ou parentale et attestée par une décision de justice ou un règlement amiable figurant dans un jugement de divorce ou autre, donner instruction de payer une partie de la prestation dont la Caisse est redevable au participant la vie durant à un ou plusieurs ex-conjoints et/ou au conjoint du participant lorsque les intéressés sont séparés. Le fait pour la Caisse de donner une telle instruction ou d'effectuer le versement qui en découle n'ouvre à personne le droit à une prestation de la Caisse ni aucun autre droit que celui prévu par le présent article et ne peut avoir pour effet de majorer le montant total des prestations dont la Caisse est par

ailleurs redevable. Pour être recevable, la demande doit être conforme aux statuts de la Caisse. L'instruction donnée en vertu du présent article est normalement irrévocable; toutefois, un participant ou un ancien participant peut demander à la Caisse, sur la base d'une décision de justice ou d'un règlement amiable figurant dans un jugement dont il apportera la preuve, de donner une nouvelle instruction en vue de modifier le montant du ou des versements ou de mettre fin à ceux-ci. En outre, l'instruction devient caduque au décès du participant ou de l'ancien participant. Si le bénéficiaire de l'instruction décède avant le participant ou l'ancien participant, les versements prévus ne sont pas effectués ou, s'ils ont commencé, sont interrompus au décès du bénéficiaire. Dans le cas où le ou les versements prévus par une instruction de la Caisse ont été réduits ou supprimés, n'ont pas commencé ou ont pris fin, le montant de la prestation payable au participant ou à l'ancien participant est ajusté en conséquence.»

53/211. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola¹⁰⁰ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁰¹,

Ayant à l'esprit la résolution 626 (1988) du Conseil de sécurité, en date du 20 décembre 1988, par laquelle le Conseil a créé la Mission de vérification des Nations Unies en Angola, la résolution 696 (1991) du 30 mai 1991, par laquelle il a décidé de confier un nouveau mandat à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (devenue la Mission de vérification des Nations Unies en Angola II), la résolution 976 (1995) du 8 février 1995, par laquelle il a autorisé la mise en place d'une opération de maintien de la paix appelée Mission de vérification des Nations Unies en Angola III, la résolution 1118 (1997) du 30 juin 1997, par laquelle il a décidé de créer, avec effet au 1^{er} juillet 1997, la Mission d'observation des Nations Unies en Angola et ses résolutions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 1213 (1998) du 3 décembre 1998,

Rappelant sa résolution 43/231 du 16 février 1989, relative au financement de la Mission de vérification, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 52/8 C du 26 juin 1998,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission d'observation sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

¹⁰⁰ A/52/799/Add.1.

¹⁰¹ A/53/722.

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission d'observation, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que des contributions volontaires ont été apportées pour la Mission d'observation,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission d'observation des ressources financières dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission d'observation des Nations Unies en Angola au 30 novembre 1998, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 105,4 millions de dollars des États-Unis, soit 9 p. 100 du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola au 30 juin 1997 et de la création de la Mission d'observation au 31 octobre 1998, constate qu'environ 18 p. 100 des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts, et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. *Prie instamment* tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission d'observation;

5. *Souscrit* aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹⁰¹;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission d'observation soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

7. *Prie également* le Secrétaire général, afin de réduire les dépenses afférentes à l'emploi d'agents des services

généraux, de continuer à s'efforcer de pourvoir localement les postes d'agent des services généraux de la Mission d'observation, en tenant compte de ses besoins;

8. *Réitère* la demande figurant au paragraphe 9 de sa résolution 52/8 C;

9. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que tous les gestionnaires qui ont des responsabilités financières reçoivent une version révisée et actualisée du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies;

10. *Prie également* le Secrétaire général de faire en sorte que tous les fonctionnaires de l'Organisation répondent devant lui de la régularité des mesures ou décisions qu'ils prennent dans l'exercice de leurs fonctions et que tout fonctionnaire qui prend une mesure ou une décision contraire aux règles de gestion financière de l'Organisation ou aux instructions administratives connexes puisse être tenu personnellement et financièrement responsable des conséquences de cet acte;

11. *Rappelle* que, dans sa résolution 49/218 du 23 décembre 1994, elle a prié le Secrétaire général de faire de l'application intégrale du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation un indicateur spécifique de résultats pour la notation de tous les gestionnaires;

12. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola, un crédit supplémentaire d'un montant brut de 87,2 millions de dollars (montant net: 84 575 000 dollars) aux fins du fonctionnement de la Mission d'observation du 1^{er} juillet 1998 au 30 juin 1999, en sus du crédit d'un montant brut de 45 899 080 dollars (montant net: 44 301 680 dollars) déjà ouvert pour la période du 1^{er} juillet au 31 octobre 1998 en vertu des dispositions de sa résolution 52/8 C, et comprenant le montant brut de 10,9 millions de dollars (montant net: 10 500 650 dollars) autorisé par le Comité consultatif pour le mois de novembre 1998 en vertu des dispositions de la section IV de la résolution 49/233 A du 23 décembre 1994;

13. *Décide également*, à titre d'arrangement spécial, et compte tenu du montant brut de 45 899 080 dollars (montant net: 44 301 680 dollars) déjà réparti en vertu des dispositions de sa résolution 52/8 C, de répartir entre les États Membres un montant brut supplémentaire de 42 821 400 dollars (montant net: 41 532 400 dollars) pour la période du 1^{er} novembre 1998 au 26 février 1999, en se fondant sur la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1^{er} mars 1989, telle que modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 49/249 A du 20 juillet 1995, 49/249 B du 14 septembre 1995, 50/224 du 11 avril 1996, 51/218 A à C du 18 décembre 1996 et 52/230 du 31 mars 1998, et par ses décisions 48/472 A du 23 décembre 1993 et 50/451 B du 23 décembre 1995, et sur le barème des quotes-parts pour les années 1998 et 1999 établi par sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997;

14. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 13 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 1^{er} novembre 1998 au 26 février 1999, soit un montant estimatif de 1 289 000 dollars;

15. *Décide*, à titre d'arrangement spécial, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission d'observation au-delà du 26 février 1999, de répartir entre les États Membres un montant brut de 44 378 600 dollars (montant net: 43 042 600 dollars) pour la période du 27 février au 30 juin 1999, à raison d'un montant brut de 10,9 millions de dollars par mois (montant net: 10 571 875 dollars), selon les modalités indiquées dans la présente résolution et compte tenu du barème des quotes-parts pour l'année 1999 établi par sa résolution 52/215 A;

16. *Décide également* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X), il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application du paragraphe 15 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période du 27 février au 30 juin 1999, soit un montant estimatif de 1 336 000 dollars;

17. *Demande* que soient apportées pour la Mission des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seront gérées conformément à la procédure et aux pratiques qu'elle a établies;

18. *Décide* de garder à l'étude durant sa cinquante-troisième session le point de l'ordre du jour intitulé «Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola».

93^e séance plénière
18 décembre 1998

53/212. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

L'Assemblée générale,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991¹⁰² et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁰³,

Rappelant sa résolution 47/235 du 14 septembre 1993 relative au financement du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et les résolutions qu'elle a adoptées par la suite sur la question, la plus récente étant la résolution 52/217 du 22 décembre 1997,

Rappelant également qu'au paragraphe 5 de sa résolution 52/217 elle a décidé de différer l'examen de la question des pensions des membres du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie proposé par le Secrétaire général dans son rapport sur les conditions d'emploi des juges des Tribunaux internationaux¹⁰⁴ jusqu'à ce qu'elle ait examiné le rapport sur les émoluments et le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice¹⁰⁵ que le Secrétaire général devait lui présenter à sa cinquante-troisième session,

1. *Prend note* des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport¹⁰³, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *S'inquiète* du retard avec lequel a été présenté le projet de budget pour l'année 1999 et renouvelle la demande qu'elle a formulée dans sa résolution 50/212 C du 7 juin 1996 tendant à ce que les projets de budget lui soient présentés le 1^{er} novembre de chaque année au plus tard;

3. *S'inquiète également* de la manière dont est présenté le projet de budget pour l'année 1999, qui n'est pas succinct, se répète parfois, ne donne pas toujours les justifications nécessaires et est dans certains cas illogique;

4. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer la présentation des projets de budget à venir, en tenant compte aussi des dispositions de la présente résolution;

5. *Prie également* le Secrétaire général, afin d'évaluer l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 dans le but d'assurer l'utilisation optimale des ressources des deux Tribunaux, de procéder, en étroite collaboration avec leurs présidents, à l'évaluation recommandée par le Comité consultatif dans ses rapports¹⁰⁶ ainsi que dans la déclaration faite par le Président du Comité consultatif devant la Cinquième Commission à sa 37^e séance¹⁰⁷, sans préjudice des dispositions des statuts des Tribunaux et de

¹⁰⁴ A/52/520.

¹⁰⁵ A/C.5/53/11.

¹⁰⁶ A/53/651, par. 65 à 67, et A/53/659, par. 84 à 86.

¹⁰⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Cinquième Commission, 37^e séance (A/C.5/53/SR.37)*, par. 43, et rectificatif.

¹⁰² A/C.5/53/12 et A/C.5/53/13.

¹⁰³ A/53/651.

l'indépendance de ceux-ci, et de faire rapport à ce sujet aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter, le 1^{er} novembre 1999 au plus tard, le rapport demandé au paragraphe 5 ci-dessus, en même temps que le projet de budget pour l'année 2000;

7. *S'inquiète* du pourcentage élevé de postes vacants au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie dans la catégorie des administrateurs et celle des services généraux, et prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour régler ce problème, y compris dans le domaine des procédures de recrutement, et de lui faire rapport à ce sujet dans le cadre du projet de budget pour l'année 2000;

8. *Prie* le Secrétaire général d'indiquer dans les futurs projets de budget les taux mensuels d'occupation des postes;

9. *Réaffirme* qu'il doit être mis fin à l'emploi du personnel fourni à titre gracieux le 31 décembre 1998 au plus tard, conformément au paragraphe 2 de sa résolution 52/217 du 22 décembre 1997;

10. *Réaffirme également* que la question du personnel fourni à titre gracieux doit être traitée conformément aux dispositions de ses résolutions 51/243 du 15 septembre 1997 et 52/234 du 26 juin 1998;

11. *Souligne* que toute délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines doit se faire dans le strict respect du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies;

12. *Souligne également* que le recrutement du personnel du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie doit satisfaire aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies;

13. *Constate avec préoccupation* qu'un certain nombre d'indicateurs de la charge de travail sont inexacts, grossis et injustifiables;

14. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les indicateurs de la charge de travail soient contrôlés et vérifiés du point de vue de leur exactitude et de leur cohérence;

15. *Prie également* le Secrétaire général de prévoir dans les futurs projets de budget un chapitre sur la suite donnée aux recommandations des organes de contrôle;

16. *Prie en outre* le Secrétaire général de tenir l'inventaire du mobilier et du matériel acquis pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie depuis sa création (achats et amortissements) conformément aux règles et dispositions en vigueur et aux résolutions applicables de l'Assemblée générale, et de résumer brièvement ces informations dans son prochain rapport sur le financement du Tribunal;

17. *Prie* le Secrétaire général d'inclure dans les futurs projets de budget des informations sur les articles figurant à l'inventaire qui font l'objet d'une demande de remplacement ou d'achat supplémentaire, en suivant la présentation adoptée pour les projets de budget des opérations de maintien de la paix;

18. *Prie également* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie soit administré avec le maximum d'efficacité et d'économie;

19. *Souligne* que le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie doit être doté des ressources dont il a besoin pour exécuter les activités prescrites et prendre en charge efficacement de nouvelles tâches, et insiste pour que ses ressources soient utilisées de manière efficace et rationnelle;

20. *Approuve* les recommandations budgétaires qui figurent au paragraphe 27 du rapport du Comité consultatif¹⁰³;

21. *Rappelle* que, dans sa résolution 53/214 du 18 décembre 1998, elle a approuvé des modifications des émoluments et d'autres éléments des conditions d'emploi, notamment les droits à pension, des membres des Tribunaux internationaux, ce qui se traduit pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie par un accroissement net de 219 700 dollars des États-Unis des ressources requises pour 1999, suivant la recommandation du Comité consultatif¹⁰⁸;

22. *Décide* que, à compter du 1^{er} janvier 1999, les cinq postes d'administrateur et les deux postes d'agent des services généraux basés à La Haye actuellement inscrits au budget du Tribunal international pour le Rwanda seront transférés au tableau d'effectifs du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, les crédits correspondants étant transférés au budget de ce Tribunal, ce qui se traduirait par une augmentation d'un montant brut de 666 900 dollars (montant net: 551 800 dollars) des ressources requises en 1999 pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie;

23. *Décide également* de réviser le crédit ouvert pour 1998 pour inscription au Compte spécial du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et d'en porter le montant total brut à 68 314 500 dollars (montant net: 61 941 400 dollars) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998;

24. *Décide en outre* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, un crédit d'un montant total brut de 103 437 600 dollars (montant net: 94 103 800 dollars) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, crédit qui tient compte des modifications apportées aux émoluments et autres conditions d'emploi, notamment les droits à pension, des membres des tribunaux internationaux;

25. *Décide* que seront pris en compte, pour financer le crédit ouvert pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, le solde inutilisé de l'année 1997 d'un montant de 3 537 800 dollars, la réduction d'un montant brut de 515 300 dollars (montant net: 390 200

¹⁰⁸ Voir A/53/7/Add.6. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7*.

dollars) du crédit initialement ouvert pour 1998, ainsi que les recettes de 1999 estimées à 5 200 dollars, montants qui viendront en déduction du montant global du crédit ouvert, comme exposé en détail dans l'annexe à la présente résolution;

26. *Décide également* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1999, un montant brut de 49 689 650 dollars (montant net: 45 087 900 dollars);

27. *Décide en outre* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1999, un montant brut de 49 689 650 dollars (montant net: 45 087 900 dollars);

28. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application des

paragrapes 26 et 27 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, soit un montant estimatif de 9 203 500 dollars;

29. *Prend note avec satisfaction* des contributions déjà versées au Fonds de contributions volontaires pour appuyer les activités du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et invite les États Membres et les autres parties intéressées à apporter pour le Tribunal des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services ou de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

ANNEXE

Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

	Montant brut	Montant net
	(En dollars des États-Unis)	
Crédit ouvert pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	102 551 000	93 332 300
Incidences financières de la résolution 53/214 de l'Assemblée générale	219 700	219 700
Crédit correspondant aux postes transférés du budget du Tribunal international pour le Rwanda	666 900	551 800
Montant total du crédit ouvert pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	103 437 600	94 103 800
À déduire:		
Réduction du crédit ouvert pour 1998	(515 300)	(390 200)
Montant estimatif des recettes pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	(5 200)	–
Solde inutilisé au 31 décembre 1997	(3 537 800)	(3 537 800)
Solde à mettre en recouvrement pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	99 379 300	90 175 800
Dont:		
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1999	49 689 650	45 087 900
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1999	49 689 650	45 087 900

53/213. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

L'Assemblée générale,

Prenant acte des rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994¹⁰⁹ et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹¹⁰,

Rappelant sa résolution 49/251 du 20 juillet 1995 relative au financement du Tribunal international pour le Rwanda et les résolutions qu'elle a adoptées par la suite sur la question, la plus récente étant la résolution 52/218 du 22 décembre 1997,

Rappelant également qu'au paragraphe 6 de sa résolution 52/218 elle a décidé de différer l'examen de la question des pensions des membres du Tribunal international pour le Rwanda proposé par le Secrétaire général dans son rapport sur les conditions d'emploi des juges des Tribunaux internationaux¹¹¹ jusqu'à ce qu'elle ait examiné le rapport sur les émoluments et le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice¹¹² que le Secrétaire général devait lui présenter à sa cinquante-troisième session,

1. *Prend note* des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹¹⁰, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *S'inquiète* du retard avec lequel a été présenté le projet de budget pour l'année 1999 et renouvelle la demande qu'elle a formulée dans sa résolution 50/213 C du 7 juin 1996 tendant à ce que les projets de budget lui soient présentés le 1^{er} novembre de chaque année au plus tard;

3. *Note* que, d'après les renseignements fournis par le Secrétariat, le Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et le Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit

international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 ont un procureur en poste à La Haye et que le Tribunal international pour le Rwanda n'a pas de procureur permanent, mais un procureur adjoint;

4. *Prie* le Secrétaire général, afin d'évaluer l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda, dans le but d'assurer l'utilisation optimale des ressources des deux Tribunaux, de procéder, en étroite collaboration avec leurs présidents, à l'évaluation recommandée par le Comité consultatif dans ses rapports¹¹³ ainsi que dans la déclaration faite par le Président du Comité consultatif devant la Cinquième Commission à sa 37^e séance¹¹⁴, sans préjudice des dispositions des statuts des Tribunaux et de l'indépendance de ceux-ci, et de faire rapport à ce sujet aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies;

5. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, le 1^{er} novembre 1999 au plus tard, le rapport demandé au paragraphe 4 ci-dessus, en même temps que le projet de budget pour l'année 2000;

6. *S'inquiète* du pourcentage élevé de postes vacants au Tribunal international pour le Rwanda dans la catégorie des administrateurs et celle des services généraux et prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour régler ce problème, y compris dans le domaine des procédures de recrutement, et de lui faire rapport à ce sujet dans le cadre du projet de budget pour l'année 2000;

7. *Constata avec préoccupation* que du personnel fourni à titre gracieux a été accepté en 1998 au mépris des dispositions de sa résolution 51/243 du 15 septembre 1997, afin de compenser les taux de vacance de postes et le retard dans le recrutement de personnel, comme indiqué au paragraphe 5 du rapport du Secrétaire général¹¹⁵;

8. *Réaffirme* qu'il doit être mis fin à l'emploi de personnel fourni à titre gracieux le 31 décembre 1998 au plus tard, conformément au paragraphe 2 de sa résolution 52/218 du 22 décembre 1997;

9. *Réaffirme également* que la question du personnel fourni à titre gracieux doit être traitée conformément aux dispositions de sa résolution 51/243 et de sa résolution 52/234 du 26 juin 1998;

10. *Prie* le Secrétaire général d'indiquer dans les futurs projets de budget les taux mensuels d'occupation des postes;

11. *Souligne* que toute délégation de pouvoir en matière de gestion des ressources humaines doit se faire dans le strict

¹⁰⁹ A/C.5/53/14 et A/C.5/53/15 et Corr.1.

¹¹⁰ A/53/659.

¹¹¹ A/52/520.

¹¹² A/C.5/53/11.

¹¹³ A/53/651, par. 65 à 67, et A/53/659, par. 84 à 86.

¹¹⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Cinquième Commission, 37^e séance* (A/C.5/53/SR.37), par. 43, et rectificatif.

¹¹⁵ A/C.5/53/15.

respect du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies;

12. *Souligne également* que le recrutement du personnel du Tribunal international pour le Rwanda doit satisfaire aux prescriptions du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies;

13. *Prend acte* des informations fournies par le Secrétariat selon lesquelles le Greffe collabore étroitement avec le Bureau de la gestion des ressources humaines pour revoir la rémunération totale actuelle du personnel du Tribunal international pour le Rwanda afin d'améliorer les conditions d'emploi à Arusha et à Kigali dans le contexte du régime commun des Nations Unies, et prie la Commission de la fonction publique internationale de présenter ses propositions à ce sujet dans le cadre de son rapport annuel pour 1999, le 1^{er} novembre 1999 au plus tard;

14. *Prend note* des nouveaux arrangements présentés au paragraphe 28 du rapport du Secrétaire général¹¹⁵, et aux paragraphes 1 et 78 à 82 de l'annexe IV audit rapport;

15. *Souligne* que ces nouveaux arrangements ne devraient pas avoir pour effet de priver les juges de leur rôle de supervision à l'égard du personnel d'appui juridique;

16. *Constate avec préoccupation* qu'un certain nombre d'indicateurs de la charge de travail étaient inexacts, grossis et injustifiables;

17. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les indicateurs de la charge de travail soient contrôlés et vérifiés du point de vue de leur exactitude et de leur cohérence;

18. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les données concernant les dépenses fournies par les services travaillant sur le terrain soient consignées en temps voulu dans le principal registre des dépenses;

19. *Prend note avec satisfaction* des efforts déployés pour régler le problème du Tribunal international pour le Rwanda et en améliorer le fonctionnement d'une manière générale;

20. *Prie* le Secrétaire général de prévoir dans les futurs projets de budget un chapitre sur la suite donnée aux recommandations des organes de contrôle;

21. *Prie également* le Secrétaire général de tenir l'inventaire du mobilier et du matériel acquis pour le Tribunal international pour le Rwanda depuis sa création (achats et amortissements) conformément aux règles et dispositions en vigueur et aux résolutions applicables de l'Assemblée générale, et de résumer brièvement ces informations dans son prochain rapport sur le financement du Tribunal;

22. *Prie en outre* le Secrétaire général d'inclure dans les futurs projets de budget des informations sur les articles figurant à l'inventaire qui font l'objet d'une demande de remplacement ou d'achat supplémentaire, suivant la présentation adoptée pour les projets de budget des opérations de maintien de la paix;

23. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le Tribunal international pour le Rwanda soit géré avec le maximum d'efficacité et d'économie;

24. *Approuve* les recommandations budgétaires qui figurent au paragraphe 24 du rapport du Comité consultatif¹¹⁶;

25. *Rappelle* que, dans sa résolution 53/214 du 18 décembre 1998, elle a approuvé des modifications des émoluments et d'autres conditions d'emploi, notamment les droits à pension des membres du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal international pour le Rwanda suivant la recommandation du Comité consultatif¹¹⁶, ce qui se traduit pour le Tribunal international pour le Rwanda par un accroissement net de 147 300 dollars des États-Unis des ressources requises pour 1999;

26. *Décide* que, à compter du 1^{er} janvier 1999, les cinq postes d'administrateur et les deux postes d'agent des services généraux basés à La Haye actuellement inscrits au budget du Tribunal international pour le Rwanda seront transférés au tableau d'effectifs du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, les crédits correspondants étant transférés au budget de ce Tribunal, ce qui se traduirait par une réduction d'un montant brut de 666 900 dollars (montant net: 551 800 dollars) des ressources requises en 1999 pour le Tribunal international pour le Rwanda;

27. *Décide également* de réviser le crédit ouvert pour inscription au Compte spécial du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 et d'en porter le montant brut à 52 297 900 dollars (montant net: 48 043 400 dollars) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998;

28. *Décide en outre* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour le Rwanda, un crédit d'un montant total brut de 75 260 600 dollars (montant net: 68 531 900 dollars) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, crédit qui tient compte des modifications apportées aux émoluments et autres éléments des conditions d'emploi, notamment les droits à pension des membres du Tribunal international pour le Rwanda;

29. *Décide* que seront pris en compte, pour financer le crédit ouvert pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour le Rwanda pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, la réduction d'un montant brut de 4 340 700 dollars (montant net: 2 835 700 dollars) du crédit initialement ouvert pour 1998 et le solde inutilisé d'un montant brut de 6 716 000 dollars (montant net: 4 365 400 dollars) au 31 décembre 1997, montants qui viendront en déduction du montant global du crédit ouvert, comme exposé en détail dans l'annexe à la présente résolution;

¹¹⁶ A/53/7/Add.6. Pour le texte final, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7*.

30. *Décide également* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1999, un montant brut de 32 101 950 dollars (montant net: 30 665 400 dollars);

31. *Décide en outre* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1999, un montant brut de 32 101 950 dollars (montant net: 30 665 400 dollars);

32. *Décide* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application des paragraphes 30 et 31 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les

recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour le Tribunal international pour le Rwanda pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999, soit un montant estimatif de 2 873 100 dollars;

33. *Prend note avec satisfaction* des contributions déjà versées au Fonds de contributions volontaires pour appuyer les activités du Tribunal international pour le Rwanda et invite les États Membres et les autres parties intéressées à apporter pour le Tribunal des contributions volontaires, tant en espèces que sous forme de services et fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général.

93^e séance plénière
18 décembre 1998

ANNEXE

Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

	Montant brut	Montant net
	(En dollars des États-Unis)	
Crédit ouvert pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	75 780 200	68 936 400
Incidences financières de la résolution 53/214 de l'Assemblée générale	147 300	147 300
À déduire:		
Crédits correspondant aux postes transférés au budget du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie	(666 900)	(551 800)
Montant total du crédit ouvert pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	75 260 600	68 531 900
À déduire:		
Réduction du crédit ouvert pour 1998	(4 340 700)	(2 835 700)
Solde inutilisé au 31 décembre 1997	(6 716 000)	(4 365 400)
Solde à mettre en recouvrement pour la période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1999	64 203 900	61 330 800
Dont:		
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1999	32 101 950	30 665 400
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1999	32 101 950	30 665 400

53/214. Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

L'Assemblée générale

I
DEMANDE DE SUBVENTION DÉCOULANT DE LA RECOMMANDATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA RECHERCHE SUR LE DÉSARMEMENT RELATIVE AU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'INSTITUT POUR 1999

Approuve la recommandation tendant à octroyer à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement une subvention de 213 000 dollars des États-Unis à

imputer sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 1999, étant entendu qu'il n'y aura pas à ouvrir de crédit additionnel au chapitre 2B (Désarmement) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999;

II LOCAUX À USAGE DE BUREAUX AU PALAIS WILSON

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'analyse coûts-avantages de l'utilisation des salles de conférence actuellement disponibles au Palais Wilson à Genève¹¹⁷;

¹¹⁷ A/53/302.

III

BUDGÉTISATION EN CHIFFRES NETS ET IMPACT SUR LE FONCTIONNEMENT DES ENTITÉS CONCERNÉES

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la budgétisation en chiffres nets et son impact sur le fonctionnement des entités concernées¹¹⁸ et fait siennes les observations du Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires devant la Cinquième Commission¹¹⁹;

IV

PREMIER RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET-PROGRAMME

Ayant examiné le premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999¹²⁰ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹²¹,

1. *Réaffirme* le processus budgétaire qu'elle a approuvé dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986 et réaffirmé dans des résolutions ultérieures;

2. *Réaffirme également* sa résolution 52/220 du 22 décembre 1997;

3. *Prend acte* du premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999¹²⁰ et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹²¹;

4. *Réaffirme* que tous les États Membres ont l'obligation de s'acquitter promptement, intégralement et sans imposer de conditions des obligations financières qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies;

5. *Constate* les effets préjudiciables qu'a le non-versement de quotes-parts sur le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies;

6. *Approuve* une diminution nette de 48 200 900 dollars des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1998-1999 et une diminution nette de 4 552 500 dollars des prévisions de recettes pour l'exercice biennal 1998-1999, dont le montant sera réparti entre les chapitres des dépenses et des recettes comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général;

7. *Constate avec préoccupation* qu'un certain nombre de chapitres du budget-programme continuent de faire apparaître des taux de vacance de postes élevés, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la mise en œuvre intégrale des programmes et activités qu'elle a demandé d'exécuter;

8. *Rappelle* que le taux de vacance de postes est un outil conçu aux fins des calculs budgétaires et ne devrait pas servir à réaliser des économies;

9. *Rappelle également* qu'un taux élevé de vacance de postes entrave sérieusement l'exécution des programmes et activités prescrits par les organes délibérants et souligne que les décisions prises délibérément par l'Administration de laisser un certain nombre de postes vacants rendent le processus budgétaire moins transparent et la gestion des ressources en personnel plus difficile;

10. *Réaffirme* qu'elle seule est habilitée à inscrire des postes au budget ordinaire ou à en supprimer;

11. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier sans tarder le recrutement afin de réduire le nombre de postes vacants, en particulier dans les domaines où les taux de vacance sont élevés;

12. *Décide* que le taux de vacance de postes pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur ne devrait pas dépasser 5 p. 100 à la fin de l'exercice biennal 1998-1999 et, dans ce contexte, prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif;

13. *Prie* le Secrétaire général de renforcer le Bureau du Président de l'Assemblée générale en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application intégrale du paragraphe 1B.10 du rapport du Secrétaire général intitulé «Réforme de l'Organisation des Nations Unies: mesures et propositions»¹²², tel qu'elle l'a adopté dans sa résolution 52/220, de façon à assurer le respect des principes de transparence et de responsabilité, renforçant ainsi la capacité du Président de l'Assemblée générale de s'acquitter efficacement et rationnellement des fonctions du Bureau, selon qu'il conviendra;

14. *Décide* que le Président de l'Assemblée générale, compte tenu du budget-programme approuvé, devrait être pleinement habilité à utiliser les crédits prévus au budget du Bureau, notamment pour ce qui est des dépenses de représentation, des frais de voyage et de toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution de fonctions officielles;

15. *Note* que les paragraphes 74 à 80 de sa résolution 52/220 définissaient les procédures à suivre dans le cadre du projet de budget-programme au sujet des activités liées aux rapporteurs spéciaux de pays dont le mandat avait expiré en 1997 et que, de ce fait, rien n'autorisait leur inclusion dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999;

16. *Réaffirme* que, conformément aux dispositions du paragraphe 79 de sa résolution 52/220, les fonds correspondant directement à ces activités qui n'avaient pas été prescrites ne pouvaient leur être consacrés tant que n'aurait pas été examiné le rapport sur les liens entre les modalités de financement des activités durables et l'utilisation du fonds de réserve demandé au paragraphe 78 de sa résolution 52/220;

¹¹⁸ A/53/410.

¹¹⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Cinquième Commission, 39^e séance (A/C.5/53/SR.39)*, et rectificatif.

¹²⁰ A/53/693.

¹²¹ A/53/7/Add.8. Pour le texte final, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7*.

¹²² A/52/303 et Corr.1.

17. *Regrette* qu'il n'ait pas été donné suite aux dispositions de la décision figurant au paragraphe 79 de sa résolution 52/220, étant donné que le rapport demandé n'a pas été examiné avant l'exécution, en 1998, d'activités afférentes aux rapporteurs spéciaux de pays;

18. *Prie* le Secrétaire général d'améliorer la présentation des rapports sur l'exécution du budget en présentant séparément, pour chaque chapitre du budget, les incidences des taux moyens de vacance de postes sur les changements liés aux traitements et dépenses communes de personnel;

19. *Prie également* le Secrétaire général de donner des explications lorsque les taux moyens de vacance de postes sont supérieurs à ceux qu'elle a approuvés;

20. *Rappelle* que le Secrétaire général doit veiller à ce que les ressources soient utilisées strictement aux fins approuvées par elle;

21. *Déplore* la tendance au recours excessif aux services de consultants, en particulier dans des domaines où l'Organisation dispose elle-même des compétences requises, et prie le Secrétaire général de ne recourir à l'avenir aux services de consultants que lorsque ces compétences font défaut et de se conformer en tel cas à la réglementation en vigueur et aux résolutions pertinentes;

22. *Réaffirme* que seule l'Assemblée générale est habilitée à apporter des changements aux programmes et activités dont l'exécution a été demandée par les organes délibérants;

V REGROUPEMENT DES SERVICES D'APPUI TECHNIQUE FOURNIS AUX ORGANES INTERGOUVERNEMENTAUX

Prend acte du rapport du Secrétaire général¹²³ et décide de revenir sur cette question, selon qu'il conviendra, dans le contexte du processus de réforme;

VI CONSTRUCTION DE NOUVELLES INSTALLATIONS DE CONFÉRENCE À ADDIS-ABEBA ET À BANGKOK

Prend acte des rapports du Secrétaire général sur la construction d'installations de conférence à Addis-Abeba et à Bangkok¹²⁴ et approuve les recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 5 de son rapport¹²⁵;

VII SYSTÈME INTÉGRÉ DE GESTION

Rappelant ses résolutions 43/217 du 21 décembre 1988 et 52/227 du 31 mars 1998,

Ayant examiné le dixième rapport intérimaire du Secrétaire général¹²⁶, ainsi que le rapport des experts indépendants sur le projet de Système intégré de gestion¹²⁷ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹²⁸,

1. *Constate avec une vive préoccupation* que le dixième rapport intérimaire du Secrétaire général n'a pas été présenté de façon entièrement conforme au paragraphe 13 de sa résolution 52/227;

2. *Note avec préoccupation* que le rapport du Bureau des services de contrôle interne demandé au paragraphe 11 de sa résolution 52/227, qui aurait dû être pris en compte pour l'établissement du dixième rapport intérimaire, n'a pas été soumis;

3. *Prie* le Comité des commissaires aux comptes d'examiner la suite donnée aux recommandations figurant dans son audit spécial actualisé du Système intégré de gestion¹²⁹, en tenant compte des dispositions de la résolution 52/227;

4. *Prie également* le Comité des commissaires aux comptes de continuer de surveiller les activités liées au projet de Système intégré de gestion dans le cadre de son programme ordinaire d'audit des états financiers;

5. *Renouvelle* la demande formulée au paragraphe 16 de sa résolution 52/227, tendant à ce qu'un personnel suffisant et qualifié soit affecté à la mise en place et à l'exploitation du Système intégré de gestion dans tous les lieux d'affectation;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les activités liées au projet de Système intégré de gestion soient exécutées le plus efficacement et le plus économiquement possible;

7. *Décide* d'approuver l'ouverture d'un crédit additionnel de 3,3 millions de dollars;

8. *Décide également* de reporter à la reprise de sa cinquante-troisième session la poursuite de l'examen du dixième rapport intérimaire du Secrétaire général¹²⁶, du rapport des experts indépendants sur le projet de Système intégré de gestion¹²⁷ et du rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹²⁸, et prie le Secrétaire général de lui présenter, par l'intermédiaire du Comité consultatif, un additif à son rapport, en tenant compte du rapport du Bureau des services de contrôle interne;

¹²⁶ A/53/573.

¹²⁷ Voir A/53/662.

¹²⁸ A/53/7/Add.7. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7*.

¹²⁹ A/52/755, annexe.

¹²³ A/53/452.

¹²⁴ A/52/579 et A/53/347.

¹²⁵ A/53/7/Add.5. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7*.

VIII

CONDITIONS D'EMPLOI ET RÉMUNÉRATION DES PERSONNES QUI N'ONT PAS LA QUALITÉ DE FONCTIONNAIRE DU SECRÉTARIAT: MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE, JUGES DU TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE POURSUIVRE LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991 ET JUGES DU TRIBUNAL CRIMINEL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES PRÉSUMÉES RESPONSABLES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS PRÉSUMÉS RESPONSABLES DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE LE 1^{er} JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 1994

Rappelant sa résolution 37/240 du 21 décembre 1982 en annexe à laquelle figure le Règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des membres de la Cour internationale de Justice, ses résolutions 45/250 A à C du 21 décembre 1990 et 48/252 A à C du 26 mai 1994 et la section IV de sa résolution 50/216 du 23 décembre 1995, concernant les émoluments, les pensions et autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice, les paragraphes 1 et 5 de sa résolution 52/217 du 22 décembre 1997, relative au financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, les paragraphes 1 et 6 de sa résolution 52/218 du 22 décembre 1997, relative au financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994, et sa résolution 52/220, concernant des questions relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général¹³⁰ sur la question et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹³¹,

1. *Approuve* les recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les émoluments, les pensions et autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice;

2. *Souscrit* à l'observation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 21 de son rapport¹³² touchant une modification du paragraphe 2 de l'article 7 du Règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice;

3. *Décide*, en conséquence, de modifier comme suit le paragraphe 2 de l'article 7 du Règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice¹³³:

«Les pensions servies seront automatiquement révisées à la même date que les traitements et selon le même pourcentage.»;

4. *Approuve* les recommandations du Comité consultatif concernant les émoluments, les pensions et autres conditions d'emploi des juges du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et des juges du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994;

5. *Approuve également* le règlement concernant les frais de voyage et l'indemnité de subsistance des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et des juges du Tribunal international pour le Rwanda, figurant dans l'annexe III du rapport du Secrétaire général¹³⁴;

6. *Approuve en outre* le règlement concernant le régime des pensions des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et le règlement concernant le régime des pensions des juges du Tribunal international pour le Rwanda, figurant, respectivement, dans les annexes IV et V du rapport du Secrétaire général, ainsi que les modifications connexes découlant des décisions qu'elle a prises dans la présente résolution;

7. *Décide* de réexaminer à sa cinquante-sixième session les émoluments, les pensions et autres conditions d'emploi des membres de la Cour internationale de Justice, des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et des juges du Tribunal international pour le Rwanda;

IX

BUREAU POLITIQUE DES NATIONS UNIES
À BOUGAINVILLE

Prend note du montant estimatif de 1 395 300 dollars à inscrire au chapitre 3 (Opérations de maintien de la paix et

¹³⁰ A/C.5/53/11 et A/52/520.

¹³¹ A/52/696 et A/52/697; et A/51/7/Add.8 et A/53/7/Add.6. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 7A*; et *ibid.*, cinquante-troisième session, Supplément n° 7A.

¹³² A/53/7/Add.6. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 7A*.

¹³³ Pour le texte du Règlement reformulé comme suite aux résolutions 45/250 B et 48/252 B, voir A/52/520, annexe II.

¹³⁴ A/52/520.

missions spéciales) et du montant de 148 300 dollars à inscrire au chapitre 32 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999, étant entendu que les crédits additionnels qui pourraient s'avérer nécessaires ne seront pas régis par les procédures relatives au fonctionnement du fonds de réserve, comme il est prévu au paragraphe 11 de l'annexe I de sa résolution 41/213;

X

FONDS DE RÉSERVE

Prend acte du rapport du Secrétaire général intitulé «Fonds de réserve: état récapitulatif des incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées»¹³⁵ et note que le solde du fonds de réserve s'établit à 15 307 800 dollars;

XI

RÉÉVALUATION DES COÛTS DANS LES PRÉVISIONS RÉVISÉES ET LES ÉTATS D'INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME NON ENCORE EXAMINÉS

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la réévaluation des coûts dans les prévisions révisées et les états d'incidences sur le budget-programme non encore examinés¹³⁶ et décide que la réévaluation des coûts et les ajustements correspondants seront pris en compte dans le montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1998-1999.

*93^e séance plénière
18 décembre 1998*

¹³⁵ A/C.5/53/48.

¹³⁶ A/C.5/53/49.

53/215. Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999**A****OUVERTURE DE CRÉDITS RÉVISÉE POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999***L'Assemblée générale*

Décide que, pour l'exercice biennal 1998-1999, le crédit de 2 532 331 200 dollars des États-Unis qu'elle avait ouvert par sa résolution 52/221 A du 22 décembre 1997 est minoré de 5 627 700 dollars, cette réduction étant le résultat net des augmentations et diminutions indiquées ci-après:

<i>Chapitres</i>		<i>Crédits ouverts par la résolution 52/221 A</i>	<i>Augmentations (ou diminutions)</i>	<i>Crédits révisés</i>
		<i>(En dollars des États-Unis)</i>		
TITRE I.	<i>Politique, direction et coordination d'ensemble</i>			
1A.	Politique, direction et coordination d'ensemble	41 454 500	(113 300)	41 341 200
1B.	Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence	436 829 200	(9 175 400)	427 653 800
TOTAL, TITRE I		478 283 700	(9 288 700)	468 995 000
TITRE II.	<i>Affaires politiques</i>			
2A.	Affaires politiques	42 061 500	(827 600)	41 233 900
2B.	Désarmement	13 310 600	(334 700)	12 975 900
3.	Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	146 760 600	34 663 100	181 423 700
4.	Utilisations pacifiques de l'espace	3 967 300	(32 500)	3 934 800
TOTAL, TITRE II		206 100 000	33 468 300	239 568 300
TITRE III.	<i>Justice internationale et droit international</i>			
5.	Cour internationale de Justice	20 479 300	180 300	20 659 600
6.	Affaires juridiques	33 035 400	(586 200)	32 449 200
TOTAL, TITRE III		53 514 700	(405 900)	53 108 800
TITRE IV.	<i>Coopération internationale pour le développement</i>			
7A.	Affaires économiques et sociales	109 262 300	(2 303 900)	106 958 400
8.	Afrique: Nouvel Ordre du jour pour le développement	5 385 200	(155 200)	5 230 000
11A.	Commerce et développement	96 296 900	(3 000 500)	93 296 400
11B.	Centre CNUCED/OMC du commerce international	19 812 700	–	19 812 700
12.	Environnement	8 807 400	(50 800)	8 756 600
13.	Établissements humains	12 790 300	(201 600)	12 588 700
14.	Lutte contre la criminalité	5 413 600	(56 300)	5 357 300
15.	Contrôle international des drogues	14 825 500	(97 100)	14 728 400
TOTAL, TITRE IV		272 593 900	(5 865 400)	266 728 500
TITRE V.	<i>Coopération régionale pour le développement</i>			
16.	Développement économique et social en Afrique	87 926 400	(7 318 600)	80 607 800

		<i>Crédits ouverts par la résolution 52/221 A</i>	<i>Augmentations (ou diminutions)</i>	<i>Crédits révisés</i>
<i>Chapitres</i>		<i>(En dollars des États-Unis)</i>		
17.	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	56 167 500	508 400	56 675 900
18.	Développement économique en Europe	44 875 400	(1 325 800)	43 549 600
19.	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	87 906 900	(5 222 900)	82 684 000
20.	Développement économique et social en Asie occidentale	49 925 000	(172 700)	49 752 300
21.	Programme ordinaire de coopération technique	43 567 700	(912 500)	42 655 200
TOTAL, TITRE V		370 368 900	(14 444 100)	355 924 800
TITRE VI. <i>Droits de l'homme et affaires humanitaires</i>				
22.	Droits de l'homme	42 201 500	(1 368 900)	40 832 600
23.	Opération de protection et d'assistance en faveur des réfugiés	46 005 900	(954 900)	45 051 000
24.	Réfugiés de Palestine	21 221 800	583 000	21 804 800
25.	Aide humanitaire	17 933 700	(350 500)	17 583 200
TOTAL, TITRE VI		127 362 900	(2 091 300)	125 271 600
TITRE VII. <i>Information</i>				
26.	Communication et information	138 040 400	(2 466 400)	135 574 000
TOTAL, TITRE VII		138 040 400	(2 466 400)	135 574 000
TITRE VIII. <i>Services communs d'appui</i>				
27.	Services administratifs	446 190 700	(3 092 900)	443 097 800
TOTAL, TITRE VIII		446 190 700	(3 092 900)	443 097 800
TITRE IX. <i>Contrôle interne</i>				
28.	Contrôle interne	18 359 600	(418 100)	17 941 500
TOTAL, TITRE IX		18 359 600	(418 100)	17 941 500
TITRE X. <i>Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales</i>				
29.	Activités administratives financées en commun	5 627 400	196 800	5 824 200
30.	Dépenses spéciales	52 837 000	(152 700)	52 684 300
TOTAL, TITRE X		58 464 400	44 100	58 508 500
TITRE XI. <i>Dépenses d'équipement</i>				
31.	Dépenses d'équipement	34 550 300	(377 200)	34 173 100
TOTAL, TITRE XI		34 550 300	(377 200)	34 173 100
TITRE XII. <i>Contributions du personnel</i>				
32.	Contributions du personnel	315 436 700	(690 100)	314 746 600
TOTAL, TITRE XII		315 436 700	(690 100)	314 746 600

<i>Chapitres</i>	<i>Crédits ouverts par la résolution 52/221 A</i>	<i>Augmentations (ou diminutions)</i>	<i>Crédits révisés</i>
	<i>(En dollars des États-Unis)</i>		
TITRE XIII. Compte pour le développement			
34. Compte pour le développement	13 065 000	–	13 065 000
TOTAL, TITRE XIII	13 065 000	–	13 065 000
TOTAL GÉNÉRAL	2 532 331 200	(5 627 700)	2 526 703 500

93^e séance plénière
18 décembre 1998

B

PRÉVISIONS DE RECETTES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1998-1999, les prévisions de recettes d'un montant de 363 840 300 dollars des États-Unis qu'elle avait approuvées par sa résolution 52/221 B du 22 décembre 1997 sont minorées de 1 150 700 dollars, cette réduction se ventilant comme suit:

<i>Chapitres des recettes</i>	<i>Montants approuvés par la résolution 52/221 B</i>	<i>Augmentations (ou diminutions)</i>	<i>Montants révisés</i>
	<i>(En dollars des États-Unis)</i>		
1 ^{er} . Recettes provenant des contributions du personnel	325 486 700	(690 100)	324 796 600
TOTAL, CHAPITRE PREMIER DES RECETTES	325 486 700	(690 100)	324 796 600
2. Recettes générales	33 743 600	(158 200)	33 585 400
3. Services destinés au public	4 610 000	(302 400)	4 307 600
TOTAL, CHAPITRES 2 ET 3 DES RECETTES	38 353 600	(460 600)	37 893 000
TOTAL GÉNÉRAL	363 840 300	(1 150 700)	362 689 600

93^e séance plénière
18 décembre 1998

C

EXÉCUTION DU BUDGET POUR L'ANNÉE 1999

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'année 1999:

1. Les dépenses prévues au budget d'un montant total de 1 260 537 900 dollars des États Unis, soit 1 266 165 600 dollars, représentant la moitié des crédits initialement ouverts pour l'exercice biennal 1998-1999 par sa résolution 52/221 A du 22 décembre 1997, moins 5 627 700 dollars correspondant à la réduction qu'elle a approuvée dans la résolution A ci-dessus, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies:

- a) À concurrence de 42 955 681 dollars, par:
 - i) Un montant de 19 176 800 dollars représentant la moitié des recettes, autres que celles provenant des contributions du personnel, qu'elle a approuvées pour l'exercice biennal 1998-1999 dans sa résolution 52/221 B du 22 décembre 1997;
 - ii) Moins 460 600 dollars, représentant la réduction qu'elle a approuvée dans la résolution B ci-dessus;

- iii) Un montant de 24 239 481 dollars, représentant le solde du compte d'excédents budgétaires au 31 décembre 1997;
- b) À concurrence de 1 217 582 219 dollars par les contributions dues par les États Membres en vertu de sa résolution 52/215 A du 22 décembre 1997, relative au barème des quotes-parts pour les années 1998 et 1999;
2. Il sera déduit des contributions dues par les États Membres, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 178 491 720 dollars, calculé comme suit:
- a) 162 743 350 dollars, représentant la moitié du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qu'elle a approuvé dans sa résolution 52/221 B;
- b) Moins 690 100 dollars, correspondant à une diminution des recettes prévues au titre des contributions du personnel, qu'elle a approuvée dans la résolution B ci-dessus;
- c) Plus 16 438 470 dollars, correspondant à une augmentation des recettes provenant des contributions du personnel pour l'exercice biennal 1996-1997 par rapport au montant révisé qu'elle a approuvé dans sa résolution 52/213 B du 22 décembre 1997.

*93^e séance plénière
18 décembre 1998*

VII. RÉOLUTIONS ADOPTÉES SUR LES RAPPORTS DE LA SIXIÈME COMMISSION

SOMMAIRE

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
53/96	État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés	377
53/97	Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires	378
53/98	Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens	379
53/99	Mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix et la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international	380
53/100	Décennie des Nations Unies pour le droit international	381
53/101	Principes devant guider la négociation internationale	383
53/102	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session	384
53/103	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente et unième session	386
53/104	Rapport du Comité des relations avec le pays hôte	387
53/105	Création d'une cour pénale internationale	388
53/106	Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation	389
53/107	Mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions	391
53/108	Mesures visant à éliminer le terrorisme international	393

53/96. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 32/44 du 8 décembre 1977, 34/51 du 23 novembre 1979, 37/116 du 16 décembre 1982, 39/77 du 13 décembre 1984, 41/72 du 3 décembre 1986, 43/161 du 9 décembre 1988, 45/38 du 28 novembre 1990, 47/30 du 25 novembre 1992, 49/48 du 9 décembre 1994 et 51/155 du 16 décembre 1996,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹ sur l'état des Protocoles additionnels² aux Conventions de Genève de 1949³ relatifs à la protection des victimes des conflits armés,

Convaincue de la pérennité des règles humanitaires établies concernant les conflits armés et de la nécessité de respecter et de faire respecter ces règles dans toutes les circonstances entrant dans le champ des instruments internationaux pertinents, en attendant qu'il soit mis fin à ces conflits le plus rapidement possible,

Soulignant qu'en cas de conflit armé, il peut être fait appel à la Commission internationale d'établissement des faits en application de l'article 90 du Protocole I, et rappelant que, s'il y a lieu, la Commission peut faciliter, en prêtant ses bons offices, le retour à l'observation des dispositions des Conventions et du Protocole,

Soulignant également qu'il importe, pour le renforcer, que le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire soit universellement accepté, et qu'il doit être largement diffusé et pleinement appliqué au niveau national,

Consciente du rôle que joue le Comité international de la Croix-Rouge en offrant une protection aux victimes des conflits armés,

Notant avec satisfaction les efforts constants que le Comité international de la Croix-Rouge déploie pour promouvoir le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève de 1949 et les deux Protocoles additionnels, et diffuser des renseignements à leur sujet,

Notant que la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a fait siennes les recommandations du Groupe intergouvernemental d'experts pour la protection des victimes de la guerre tendant notamment à ce que le dépositaire des Conventions de Genève de 1949 organise des réunions périodiques des États parties aux Conventions en vue d'examiner les problèmes d'ordre général touchant l'application du droit international humanitaire,

Prenant note du fait que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, adopté le 17 juillet 1998⁴, couvre les crimes ayant une portée internationale des plus graves au regard du droit international humanitaire, et que tout en rappelant qu'il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de tels crimes, le Statut manifeste la détermination de la communauté internationale à mettre un terme à l'impunité des responsables et à concourir ainsi à la prévention de tels crimes,

Prenant acte du rapport analytique du Secrétaire général sur les normes humanitaires minimales⁵ qui a été présenté à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-quatrième session,

Notant que le droit international humanitaire aura été un thème-phare de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, qui s'achèvera en 1999, cinquante ans après l'adoption des Conventions de Genève, et que l'importance de ce corps de règles sera mise en lumière lors de la célébration en 1999, à La Haye et à Saint-Petersbourg, du centenaire de la première Conférence internationale de la paix,

1. *Se félicite* de l'acceptation quasi universelle des Conventions de Genève de 1949³, et note qu'une tendance analogue se dégage en ce qui concerne l'acceptation des deux Protocoles additionnels de 1977²;

2. *Engage* tous les États parties aux Conventions de Genève de 1949 qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties aux Protocoles additionnels à une date aussi rapprochée que possible;

3. *Demande* à tous les États qui sont déjà parties au Protocole I, ou à ceux qui n'y sont pas parties, lorsqu'ils s'y porteront parties, de faire la déclaration prévue à l'article 90 du Protocole;

4. *Invite* tous les États parties aux Protocoles additionnels à faire en sorte que ceux-ci soient largement diffusés et pleinement appliqués;

5. *Affirme* la nécessité d'une application plus effective du droit international humanitaire;

6. *Prend note avec satisfaction* des activités des services consultatifs du Comité international de la Croix-Rouge qui viennent appuyer les efforts entrepris par les États Membres pour adopter des mesures législatives et administratives en vue d'appliquer le droit international humanitaire et qui facilitent l'échange d'informations entre les gouvernements à cet égard;

7. *Se félicite* de la tenue en janvier 1998 de la première réunion périodique sur l'application du droit international humanitaire;

¹ A/53/287.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n^{os} 17512 et 17513.

³ Ibid., vol. 75, n^{os} 970 à 973.

⁴ A/CONF.183/9.

⁵ E/CN.4/1998/87 et Add.1.

8. *Note* qu'a eu lieu en octobre 1998 la réunion d'experts sur les problèmes d'ordre général touchant l'application de la quatrième Convention de Genève⁶;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport établi à partir des renseignements reçus des États Membres et du Comité international de la Croix-Rouge, sur l'état des Protocoles additionnels et sur les mesures prises en vue de renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire, notamment pour en assurer la diffusion et la pleine application au niveau national;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/97. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général⁷,

Consciente de la nécessité de développer et de renforcer les relations amicales et la coopération entre les États,

Convaincue que le respect des principes et des règles du droit international régissant les relations diplomatiques et consulaires est une condition indispensable au déroulement normal des relations entre États et à la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Alarmée par les actes de violence commis récemment contre des représentants diplomatiques et consulaires, ainsi que contre des représentants et des fonctionnaires d'organisations internationales intergouvernementales, qui ont mis en danger ou fait périr des innocents et entravé sérieusement les activités normales de ces représentants et fonctionnaires,

Exprimant sa sympathie pour les victimes de ces actes illicites,

Se félicitant des résolutions du Conseil de sécurité et des déclarations du Président du Conseil de sécurité concernant les violations flagrantes de la protection et de la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires, ainsi que des missions, représentants et fonctionnaires d'organisations internationales intergouvernementales,

Préoccupée par le non-respect de l'inviolabilité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires,

Rappelant que, sans préjudice de ses privilèges et immunités, toute personne qui jouit de tels privilèges et immunités a le devoir de respecter les lois et règlements de l'État accréditaire,

Rappelant également que les locaux diplomatiques et consulaires ne doivent pas être utilisés d'une manière incompatible avec les fonctions diplomatiques ou consulaires,

Soulignant que les États ont le devoir de prendre toutes les mesures appropriées requises par le droit international, y compris des mesures préventives, et de traduire en justice les auteurs d'infractions,

Accueillant avec satisfaction les mesures que les États ont déjà prises à cette fin en conformité avec leurs obligations internationales,

Convaincue que le rôle de l'Organisation des Nations Unies, qui comprend les procédures de rapport établies par la résolution 35/168 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1980, et précisées dans des résolutions postérieures, contribue fortement à promouvoir les efforts visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général⁷;

2. *Condamne énergiquement* les actes de violence commis contre des missions et des représentants diplomatiques et consulaires, ainsi que contre des missions et des représentants d'organisations internationales intergouvernementales et des fonctionnaires de ces organisations, et souligne que de tels actes sont toujours injustifiables;

3. *Condamne de même énergiquement* les actes de violence, visés dans des rapports présentés sur la question, commis récemment contre ces missions, représentants et fonctionnaires;

4. *Prie instamment* les États d'observer, d'appliquer et de faire respecter strictement les principes et les règles du droit international régissant les relations diplomatiques et consulaires, et en particulier d'assurer, en conformité avec leurs obligations internationales, la protection et la sécurité des missions, des représentants et des fonctionnaires mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus qui sont présents à titre officiel sur des territoires relevant de leur juridiction, notamment en prenant des mesures concrètes pour interdire sur leur territoire les activités illégales des individus, groupes et organisations qui encouragent, fomentent, organisent ou commettent des actes portant atteinte à la sécurité de ces missions, représentants et fonctionnaires;

5. *Prie de même instamment* les États de prendre toutes les mesures nécessaires aux niveaux national et international pour empêcher tout acte de violence contre les missions, les représentants et les fonctionnaires mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus, et de faire en sorte, le cas échéant avec la participation de l'Organisation des Nations Unies, que de tels actes fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme afin que leurs auteurs soient traduits en justice;

⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

⁷ A/INF/52/6 et Add.1 et A/53/276 et Corr.1.

6. *Recommande* aux États de coopérer étroitement, notamment par le biais de contacts entre les missions diplomatiques et consulaires et l'État accréditaire, de façon à prendre des mesures concrètes en vue de renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires et à échanger des informations sur les circonstances entourant toutes les atteintes graves à ladite sécurité;

7. *Demande instamment* aux États de prendre toutes les mesures appropriées, conformément au droit international, aux niveaux national et international, pour prévenir tout abus des privilèges et immunités diplomatiques ou consulaires, en particulier les abus graves, notamment ceux qui se traduisent par des actes de violence;

8. *Recommande* aux États de coopérer étroitement avec l'État sur le territoire duquel des abus des privilèges et immunités diplomatiques et consulaires ont pu être commis, notamment en échangeant des renseignements et en prêtant assistance aux autorités judiciaires de cet État afin que les coupables soient traduits en justice;

9. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de devenir partie aux instruments concernant la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires;

10. *Demande également* aux États, lorsque surgit un différend en rapport avec une violation de leurs obligations internationales concernant la protection des missions ou la sécurité des représentants et des fonctionnaires mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus, d'avoir recours aux moyens de règlement pacifique des différends, notamment aux bons offices du Secrétaire général, et prie celui-ci, lorsqu'il le jugera approprié, d'offrir ses bons offices aux États directement concernés;

11. *Prie* tous les États de présenter un rapport au Secrétaire général conformément au paragraphe 9 de sa résolution 42/154 du 7 décembre 1987;

12. *Prie* le Secrétaire général de publier chaque année un rapport sur la question, conformément au paragraphe 12 de la résolution 42/154, avec un résumé analytique des rapports reçus en application du paragraphe 11 ci-dessus, et de s'acquitter des autres tâches que lui assigne la même résolution;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/98. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens

L'Assemblée générale,

Prenant note du projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens⁸ que la Commission du droit international a adopté à sa quarante-troisième session et de la recommandation de celle-ci tendant à ce qu'une conférence internationale de plénipotentiaires soit convoquée pour examiner le projet d'articles et conclure une convention en la matière⁹,

Rappelant que, dans sa résolution 49/61 du 9 décembre 1994, elle a accepté la recommandation de la Commission du droit international,

Rappelant également que, dans sa résolution 52/151 du 15 décembre 1997, elle a décidé de reprendre à sa cinquante-troisième session l'examen de la question en vue de créer un groupe de travail à sa cinquante-quatrième session,

Réaffirmant que la codification et le développement progressif du droit international aident à atteindre les buts et à appliquer les principes énoncés aux Articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹⁰,

1. *Décide* de créer à sa cinquante-quatrième session un groupe de travail de la Sixième Commission à composition non limitée, ouvert également à la participation des États membres des institutions spécialisées qui sera chargé d'examiner les questions de fond restant à régler concernant le projet d'articles sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens adopté par la Commission du droit international⁸, en tenant compte de l'évolution récente de la pratique et de la législation des États et de tous autres facteurs se rapportant à cette question apparus depuis l'adoption du projet d'articles, ainsi que des observations présentées par les États en application du paragraphe 2 de la résolution 49/61 et du paragraphe 2 de la résolution 52/151, et de déterminer si, parmi les questions que le groupe de travail aura identifiées, il en existe pour lesquelles il serait utile de solliciter à nouveau les observations et les recommandations de la Commission;

2. *Invite* la Commission du droit international à présenter d'ici au 31 août 1999 toutes observations préliminaires qu'elle pourrait souhaiter formuler au sujet des questions de fond non encore réglées se rapportant au projet d'articles, compte tenu des résultats des consultations officielles organisées conformément à sa décision 48/413 du 9 décembre 1993 ainsi que de l'évolution récente de la pratique des États et des autres facteurs se rapportant à cette question apparus depuis l'adoption du projet d'articles, afin de faciliter la tâche du groupe de travail;

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément n° 10 (A/46/10), par. 28.

⁹ Ibid., par. 25.

¹⁰ A/53/274 et Add. 1.

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/99. Mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix et la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international

L'Assemblée générale,

Réaffirmant une fois de plus l'attachement de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres, ainsi que des États parties au Statut de la Cour internationale de Justice, aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, qu'elle a énoncés dans ses résolutions relatives à ce point de son ordre du jour¹¹,

Consciente que le développement progressif et la codification du droit international s'appuient sur une longue tradition établie par les première et deuxième Conférences internationales de la paix, tenues à La Haye en 1899 et 1907, respectivement,

Rappelant qu'une troisième conférence internationale de la paix, qui devait se tenir à La Haye en 1915, n'a pas eu lieu du fait que la première guerre mondiale avait éclaté l'année précédente,

Rappelant également la proposition de la Fédération de Russie, mentionnée dans sa résolution 51/159 du 16 décembre 1996 et tendant à ce qu'une troisième conférence internationale de la paix soit convoquée afin d'examiner l'ordre juridique international dans le monde de l'après guerre froide, au seuil du XXI^e siècle, ainsi que les initiatives prises par la Fédération de Russie et le Royaume des Pays-Bas en ce qui concerne la commémoration de la première Conférence internationale de la paix,

Notant avec satisfaction que le programme des célébrations du centenaire de la première Conférence internationale de la paix, présenté par la Fédération de Russie et les Pays-Bas¹², est conforme aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Notant à cet égard que les réunions des Amis de 1999, qui se sont tenues à La Haye, en 1997, et à Moscou et à New York, en 1998, ont enrichi la thématique du programme des célébrations,

Notant également les rapports préliminaires sur les thèmes du centenaire de la première Conférence internationale de la paix,

Sachant gré aux rapporteurs et aux organisations, groupes et particuliers qui ont contribué à l'examen des thèmes du centenaire,

Ayant à l'esprit le rapport d'activité¹³ et l'ordre du jour¹⁴ des réunions commémoratives devant se tenir à La Haye et à Saint-Petersbourg,

Notant que les résultats des mesures destinées à marquer le centenaire de la première Conférence internationale de la paix lui seront présentés pour examen à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Notant également que le programme des célébrations n'a pas d'incidences budgétaires pour l'Organisation des Nations Unies,

1. *Se félicite* des progrès accomplis dans la réalisation du programme des célébrations¹², présenté par les Gouvernements de la Fédération de Russie et des Pays-Bas, qui vise à approfondir les thèmes des première et deuxième Conférences internationales de la paix et qui pourrait être assimilé à une troisième conférence internationale de la paix;

2. *Encourage*:

a) Les Gouvernements de la Fédération de Russie et des Pays-Bas à continuer d'appliquer le programme des célébrations;

b) Tous les États à participer aux activités prévues dans le programme des célébrations, ainsi qu'à prendre l'initiative d'activités de ce type et à coordonner leurs efforts à cet égard au niveau mondial, de même qu'aux niveaux régional et national;

c) Tous les États à prendre des mesures appropriées en vue d'assurer une participation universelle aux activités menées en application du programme des célébrations, et à s'attacher en particulier à faciliter la participation de représentants des pays les moins avancés;

3. *Encourage* les organes, organes subsidiaires, programmes et institutions spécialisées compétents des Nations Unies, notamment la Cour internationale de Justice, la Commission du droit international et le Secrétariat, dans leurs domaines de compétence respectifs, ainsi que, selon qu'il conviendra, les autres organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les associations et les particuliers:

a) À continuer de contribuer aux débats sur les thèmes retenus pour la commémoration du centenaire de la première Conférence internationale de la paix en s'appuyant sur les rapports préliminaires;

b) À envisager de participer aux activités prévues dans le programme des célébrations, et à aider à tirer des conclusions utiles des débats sur les thèmes du centenaire de la première Conférence internationale de la paix;

4. *Prie* les Gouvernements de la Fédération de Russie et des Pays-Bas d'établir des rapports sur les résultats des

¹¹ Notamment les résolutions 44/23, 51/157 et 52/153.

¹² A/C.6/52/3, annexe.

¹³ Voir A/C.6/53/10, annexe.

¹⁴ Voir A/C.6/53/11, annexe.

manifestations organisées à l'occasion du centenaire à La Haye et à Saint-Petersbourg et de les lui présenter à sa cinquante-quatrième session de façon qu'ils puissent être examinés à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les activités de l'Organisation ayant trait à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international cadrent avec le programme des célébrations et de prendre, en concertation avec les Gouvernements de la Fédération de Russie et des Pays-Bas, les dispositions concernant la clôture de la Décennie;

6. *Invite* le Secrétaire général à envisager des activités de nature à promouvoir les résultats de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, y compris éventuellement l'émission par l'Organisation des Nations Unies d'une série de timbres et de cartes postales commémorant le centenaire de la première Conférence internationale de la paix;

7. *Décide* d'examiner, lors de la séance plénière de sa cinquante-quatrième session, qui sera consacrée à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, les résultats des mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix et la clôture de la Décennie;

8. *Décide également* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session, au titre de la question intitulée «Décennie des Nations Unies pour le droit international», une question subsidiaire intitulée «Résultats des mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/100. Décennie des Nations Unies pour le droit international

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/23 du 17 novembre 1989 faisant des années 90 la Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Notant que la Décennie des Nations Unies pour le droit international s'achèvera en 1999,

Rappelant qu'aux termes de sa résolution 44/23, la Décennie devrait avoir notamment pour principaux objectifs:

a) De promouvoir l'acceptation et le respect des principes du droit international,

b) De promouvoir les moyens et méthodes de règlement pacifique des différends entre États, y compris le

recours à la Cour internationale de Justice et le plein respect de cette institution,

c) D'encourager le développement progressif du droit international et sa codification,

d) D'encourager l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international,

Rappelant également sa résolution 51/157 du 16 décembre 1996, à laquelle était annexé le programme d'activités de la dernière partie (1997-1999) de la Décennie, sa résolution 51/158 du 16 décembre 1996, intitulée «Base de données relatives aux traités», et sa résolution 52/153 du 15 décembre 1997,

Remerciant le Secrétaire général de la note qu'il lui a présentée¹⁵, et l'ayant examinée,

Se félicitant des importantes mesures prises par le Secrétaire général pour rationaliser et accélérer l'enregistrement et la publication des traités conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies,

Notant que la phase initiale de la mise en place de la nouvelle base de données informatisée sur les traités des Nations Unies est achevée,

Rappelant que la Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales du 21 mars 1986¹⁶ est l'une des conventions adoptées sous l'égide des Nations Unies qui ont codifié le droit des traités, et rappelant également les effets qu'a exercés la Convention sur la pratique des traités conclus entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales,

Notant que, conformément à sa décision 41/420 du 3 décembre 1986, le Secrétaire général a signé, au nom de l'Organisation des Nations Unies, la Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales,

Rappelant qu'à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, la Sixième Commission a créé le Groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international qu'elle a chargé d'élaborer, au sujet du programme d'activités de la Décennie, des recommandations susceptibles d'emporter l'adhésion générale,

Notant qu'à sa cinquante-troisième session, la Sixième Commission a reconstitué le Groupe de travail afin qu'il poursuive ses travaux conformément à ses résolutions 52/153 et 52/155 du 15 décembre 1997 et à toutes les résolutions précédentes traitant de la question,

¹⁵ A/53/492.

¹⁶ A/CONF.129/15.

Ayant examiné l'exposé que le Président du Groupe de travail a fait à la Sixième Commission¹⁷,

1. *Se déclare satisfaite* des travaux consacrés à la Décennie des Nations Unies pour le droit international pendant sa cinquante-troisième session, et demande au Groupe de travail de la Sixième Commission de poursuivre ses activités pendant la cinquante-quatrième session, conformément à son mandat et à ses méthodes de travail;

2. *Remercie* les États et les organisations et institutions internationales qui ont entrepris des activités relevant du programme de la dernière partie (1997-1999) de la Décennie, et notamment ceux qui ont parrainé des conférences sur divers sujets de droit international;

3. *Invite* tous les États, ainsi que toutes les institutions et organisations visées dans le programme, à fournir au Secrétaire général des informations mises à jour ou supplémentaires, selon qu'il conviendra, sur les activités qu'ils auront entreprises dans le cadre du programme, aux fins de l'établissement du rapport demandé au paragraphe 8 de sa résolution 51/157, rapport qui devra aussi contenir une liste des grandes conventions internationales adoptées pendant la Décennie sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du droit international;

4. *Note avec satisfaction* l'œuvre accomplie par la Cour permanente d'arbitrage dans le domaine du règlement pacifique des différends, et notamment l'adoption de règles de procédure facultatives pour les commissions d'enquête chargées de l'établissement des faits, entrées en vigueur le 15 décembre 1997;

5. *Encourage* les États à diffuser à l'échelon national, selon qu'il conviendra, les informations figurant dans la note présentée par le Secrétaire général¹⁵;

6. *Autorise* le Secrétaire général à déposer, au nom de l'Organisation des Nations Unies, un acte de confirmation formelle de la Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales¹⁶, comme prévu à l'article 83 de la Convention;

7. *Encourage* les États à envisager de ratifier à bref délai la Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales ou à y adhérer, les organisations internationales qui ont signé la Convention à déposer un acte de confirmation formelle, et les autres organisations internationales qui sont habilitées à le faire à adhérer à la Convention sans tarder;

8. *Encourage* les États parties et les institutions ou organisations internationales, notamment les dépositaires, à fournir, si possible, au Secrétariat, pour lui permettre de s'acquitter plus facilement de l'obligation prévue à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, une copie de tout traité sur disquette ou autre support électronique, et à envisager de fournir, lorsqu'elle existe, une traduction en anglais ou en français, ou dans ces deux langues, selon qu'il y aura lieu, pour accélérer la publication du *Recueil des Traités* des Nations Unies;

9. *Sait gré* au Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'action qu'il mène pour faciliter l'accès à l'information sur les activités des Nations Unies dans le domaine du droit international et pour mettre à jour l'*Annuaire juridique des Nations Unies*, et l'encourage à poursuivre ses efforts à cet égard;

10. *Sait gré également* au Secrétaire général des progrès qui ont été accomplis dans la mise en place d'une nouvelle base de données informatisée sur les traités des Nations Unies, et encourage celui-ci à continuer de développer cette base de manière à offrir rapidement aux États Membres une plus large gamme de renseignements facilement accessibles sur les traités;

11. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre la politique de diffusion sur l'Internet du *Recueil des Traités* des Nations Unies et des *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*, en tenant compte des besoins des États, et en particulier des pays en développement, pour ce qui est du recouvrement des coûts, et le prie de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session;

12. *Prie* le Secrétaire général de prêter toute l'assistance, y compris les services de traduction, qu'exige la mise en œuvre du plan ayant pour objet de résorber au cours du prochain exercice biennal l'arriéré accumulé dans la publication du *Recueil des Traités* des Nations Unies;

13. *Remercie* le Secrétaire général de sa note contenant la liste des traités qui figurent dans la publication intitulée *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*¹⁸;

14. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les publications mentionnées au paragraphe 11 ci-dessus continuent d'être distribuées gratuitement aux missions permanentes sous forme imprimée conformément à leurs besoins;

15. *Demande instamment* aux États, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales qui s'occupent de droit international, ainsi qu'au secteur privé, d'apporter une contribution financière ou en nature pour faciliter l'exécution du programme;

¹⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Sixième Commission, 32^e séance* (A/C.6/53/SR.32), et rectificatif.

¹⁸ A/53/525.

16. *Prie une fois encore* le Secrétaire général de porter le programme, ainsi que la note mentionnée au paragraphe 13 ci-dessus, à l'attention des États et des organisations et institutions internationales qui s'occupent de droit international;

17. *Prend note avec satisfaction* des activités entreprises par le Comité international de la Croix-Rouge dans le domaine du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement en période de conflit armé;

18. *Prend note avec intérêt* des manifestations qui auront lieu en 1999 pour commémorer le centième anniversaire de la première Conférence internationale de la paix et marquer la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international¹⁹;

19. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Décennie des Nations Unies pour le droit international» et de se réunir en séance plénière le 17 novembre 1999 pour marquer la clôture de la Décennie.

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/101. Principes devant guider la négociation internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant les dispositions de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies²⁰ et de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux²¹,

Ayant à l'esprit les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Considérant que la négociation internationale offre un moyen souple et efficace notamment de régler pacifiquement les différends entre États et de créer de nouvelles normes de conduite internationales,

Considérant également que les États devraient être guidés dans leurs négociations par les principes et les règles du droit international applicables,

Sachant qu'il existe divers moyens de règlement pacifique des différends, énoncés dans la Charte et reconnus par le droit international, et réaffirmant dans ce contexte le droit au libre choix de ces moyens,

Consciente du rôle important que des négociations constructives et efficaces peuvent jouer dans la réalisation des buts énoncés dans la Charte en facilitant la conduite des relations internationales, le règlement pacifique des différends et la création de nouvelles normes internationales appelées à régir le comportement des États,

Notant que la formulation des principes devant guider la négociation internationale pourrait aider à rendre le comportement des parties plus prévisible, à réduire l'incertitude et à créer une atmosphère de confiance lors des négociations,

Considérant que les dispositions ci-après pourraient offrir un cadre de référence non exhaustif pour les négociations,

1. *Réaffirme* les principes de droit international ci-après qui s'appliquent à la négociation internationale:

a) L'égalité souveraine de tous les États, nonobstant les différences d'ordre économique, social, politique ou autre;

b) Les États ont le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un État, conformément à la Charte des Nations Unies;

c) Les États ont le devoir d'exécuter de bonne foi leurs obligations en vertu du droit international;

d) Les États ont le devoir de s'abstenir de recourir dans leurs relations internationales à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

e) Est nul tout accord dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes du droit international incorporés dans la Charte;

f) Les États ont le devoir de coopérer, quelles que soient les différences existant entre leurs systèmes politiques, économiques et sociaux, dans les divers domaines des relations internationales, afin de maintenir la paix et la sécurité internationales et de favoriser le progrès et la stabilité économiques internationaux, ainsi que le bien-être général des nations et une coopération internationale qui soit exempte de discrimination fondée sur ces différences;

g) Les États règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger;

2. *Affirme* qu'il importe de conduire les négociations conformément au droit international d'une manière qui soit compatible avec la réalisation de leur objectif déclaré et favorable à cette réalisation, et en suivant les principes ci-après:

¹⁹ Voir A/C.6/53/11, annexe.

²⁰ Résolution 2625 (XXV), annexe.

²¹ Résolution 37/10, annexe.

- a) Les négociations doivent être menées de bonne foi;
- b) Les États doivent tenir dûment compte du fait qu'il importe de faire participer, de manière appropriée, aux négociations internationales les États dont les intérêts vitaux sont directement touchés par les questions en jeu;
- c) Le but et l'objet de toutes les négociations doivent être pleinement compatibles avec les principes et les normes du droit international, notamment les dispositions de la Charte;
- d) Les États doivent respecter le cadre mutuellement convenu pour la conduite des négociations;
- e) Les États doivent s'efforcer de maintenir une atmosphère constructive durant les négociations et s'abstenir de tout comportement qui pourrait compromettre les négociations et leur progrès;
- f) Les États doivent faciliter la poursuite ou la conclusion des négociations en restant, d'un bout à l'autre, concentrés sur les principaux objectifs de ces négociations;
- g) Les États doivent tout faire pour continuer à rechercher une solution mutuellement acceptable et juste en cas d'impasse dans les négociations.

*83^e séance plénière
8 décembre 1998*

53/102. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session²²,

Soulignant qu'il importe de poursuivre le développement progressif du droit international et sa codification pour atteindre les buts et appliquer les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies²³,

Soulignant également le rôle de la Commission du droit international dans la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le droit international,

Consciente qu'il est souhaitable de renvoyer à la Sixième Commission les questions d'ordre juridique et celles qui concernent la rédaction des textes, y compris les sujets qui pourraient être soumis à la Commission du droit international

pour un examen plus approfondi, et de permettre à la Sixième Commission et à la Commission du droit international de contribuer davantage encore au développement progressif du droit international et à sa codification,

Rappelant la nécessité de maintenir à l'étude les sujets de droit international qui, compte tenu de l'intérêt nouveau ou renouvelé qu'ils présentent pour la communauté internationale, peuvent fournir matière au développement progressif et à la codification du droit international et en conséquence être inscrits au programme de travail futur de la Commission du droit international,

Soulignant qu'il est utile que la Sixième Commission structure le débat qu'elle consacre au rapport de la Commission du droit international de façon telle que les conditions soient réunies pour qu'elle concentre son attention sur chacun des grands sujets traités dans le rapport,

Désireuse de resserrer les relations entre la Sixième Commission en tant qu'organe constitué de représentants des gouvernements et la Commission du droit international en tant qu'organe constitué de juristes indépendants, en vue d'améliorer le dialogue entre les deux commissions,

Notant que la Commission du droit international a scindé sa session en deux parties en 1998,

1. *Prend acte* du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session²², et rend hommage à la Commission pour le travail qu'elle a accompli à cette session, en particulier pour avoir achevé la première lecture des projets d'article sur le sujet de la «Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international» qui constituent la partie consacrée à la prévention;

2. *Appelle l'attention* des gouvernements sur le fait qu'il importe qu'ils communiquent à la Commission du droit international leurs vues sur tous les points recensés au chapitre III de son rapport, et invite ceux-ci à soumettre par écrit, le 1^{er} janvier 2000 au plus tard, leurs commentaires et observations concernant les projets d'article sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses);

3. *Recommande* à la Commission du droit international de poursuivre ses travaux sur les sujets actuellement inscrits à son programme de travail, en tenant compte des commentaires et observations que les gouvernements auront présentés par écrit ou qui ont été formulés oralement lors des débats à l'Assemblée générale;

4. *Prend note avec satisfaction* du travail fort utile que la Commission du droit international a accompli sur le sujet de la «Responsabilité internationale pour les

²² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 10 et rectificatif (A/53/10 et Corr.1).

²³ Résolution 2625 (XXV), annexe.

conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international», et la prie d'examiner, tout en poursuivant ses travaux sur la prévention, d'autres aspects du sujet, en tenant compte des observations formulées par les gouvernements soit par écrit soit à la Sixième Commission, et de soumettre à celle-ci ses recommandations concernant les travaux futurs sur ces aspects;

5. *Invite* les gouvernements à communiquer les textes législatifs et les décisions des tribunaux nationaux relatifs à la protection diplomatique les plus importants et à faire connaître la pratique étatique en la matière, en vue d'aider la Commission du droit international dans ses travaux futurs sur le sujet de la «Protection diplomatique»;

6. *Note* que la Commission du droit international a examiné son programme de travail à long terme²⁴, et l'encourage à choisir de nouveaux sujets pour la prochaine période quinquennale;

7. *Accueille avec satisfaction* les mesures que la Commission du droit international a prises en ce qui concerne ses affaires internes, qui sont exposées aux paragraphes 543 et 544 de son rapport, et l'encourage à continuer d'améliorer son efficacité et sa productivité, en tenant compte du débat qui a eu lieu à l'Assemblée générale à la cinquante-troisième session;

8. *Fait sienne* la décision de la Commission du droit international concernant la durée de sa session en 1999, telle qu'elle est exposée au paragraphe 562 de son rapport;

9. *Prend note* des paragraphes 562 et 563 du rapport de la Commission du droit international concernant la tenue de sessions en deux parties à partir de l'an 2000, prie la Commission d'examiner les avantages et les inconvénients de telles sessions, et décide de revenir sur cette question à sa cinquante-quatrième session;

10. *Souligne* qu'il est souhaitable de renforcer le dialogue entre la Commission du droit international et la Sixième Commission, et dans ce contexte prie la Commission du droit international de soumettre des recommandations en ce sens;

11. *Prie* la Commission du droit international de continuer à veiller tout spécialement à indiquer dans son rapport annuel, pour chaque sujet, les points sur lesquels il pourrait être particulièrement intéressant que les gouvernements expriment leurs vues, soit à la Sixième Commission, soit par écrit, afin de la guider utilement dans la poursuite de ses travaux;

12. *Prie également* la Commission du droit international de continuer à appliquer l'alinéa e de l'article 16

et les paragraphes 1 et 2 de l'article 26 de son statut en vue de renforcer davantage encore la coopération entre la Commission et les autres organes s'occupant de droit international, compte tenu de l'utilité de cette coopération, et l'invite à informer la Sixième Commission à la cinquante-quatrième session des faits nouveaux en la matière;

13. *Note* que les gouvernements pourraient consulter des organisations nationales s'occupant de droit international et des spécialistes du droit international pour les aider à décider s'ils doivent faire des commentaires et observations sur les projets présentés par la Commission du droit international ainsi qu'à formuler de tels commentaires et observations;

14. *Réaffirme* ses précédentes décisions concernant le rôle de la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat ainsi que celles qui ont trait aux comptes rendus analytiques et au reste de la documentation de la Commission du droit international;

15. *Note* que la Commission du droit international diffuse des informations sur ses travaux sur son site Web²⁵;

16. *Exprime une fois de plus le vœu* que des séminaires continuent d'être organisés à l'occasion des sessions de la Commission du droit international et qu'un nombre croissant de participants originaires de pays en développement se voient offrir la possibilité d'y participer, demande aux États qui sont en mesure de le faire de verser les contributions volontaires indispensables à l'organisation des séminaires, et prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de ces séminaires des services adéquats, y compris, si besoin est, des services d'interprétation;

17. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du droit international les comptes rendus des débats qui ont été consacrés, à la cinquante-troisième session, au rapport de la Commission, ainsi que les déclarations écrites que les délégations ont pu distribuer à l'occasion de leurs déclarations orales, de faire établir et distribuer un résumé thématique des débats, conformément à la pratique établie;

18. *Note avec satisfaction* le cinquantenaire de la Commission du droit international, qui a été dûment marqué par un séminaire tenu à Genève les 21 et 22 avril 1998 et par d'autres manifestations;

19. *Recommande* qu'à la cinquante-quatrième session, le débat sur le rapport de la Commission du droit international commence le 25 octobre 1999.

83^e séance plénière
8 décembre 1998

²⁴ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 10 et rectificatif* (A/53/10 et Corr.1), chap. X, sect. C.

²⁵ Adresse Internet: <http://www.un.org/law/ilc/index.htm>.

53/103. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente et unième session

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, par laquelle elle a créé la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international en lui donnant pour mandat d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international et, ce faisant, de prendre en considération l'intérêt qu'ont tous les peuples, particulièrement ceux des pays en développement, à un large développement du commerce international,

Réaffirmant sa conviction que l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international, en réduisant ou en supprimant les obstacles juridiques aux courants d'échanges internationaux, notamment ceux auxquels se heurtent les pays en développement, contribueraient de façon appréciable à la coopération économique universelle entre tous les États, sur la base de l'égalité, de l'équité et de la communauté d'intérêts, ainsi qu'à l'élimination de la discrimination dans le commerce international et, partant, au bien-être de tous les peuples,

Soulignant qu'il importe que des États se trouvant à tous les niveaux de développement économique et appartenant à des systèmes juridiques différents participent à l'harmonisation et à l'unification du droit commercial international,

Ayant examiné le rapport de la Commission sur les travaux de sa trente et unième session²⁶,

Consciente de la précieuse contribution qu'apporte la Commission dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, en particulier en ce qui concerne la diffusion du droit commercial international,

Craignant que les activités entreprises par d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine du droit commercial international sans coordination avec la Commission n'aboutissent à un gaspillage d'efforts, allant ainsi à l'encontre de l'objectif d'efficacité et de cohérence dans l'unification et l'harmonisation du droit commercial international énoncé dans sa résolution 37/106 du 16 décembre 1982,

Soulignant qu'il importe de poursuivre l'élaboration du Recueil de jurisprudence relative aux instruments de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international afin de promouvoir l'application uniforme des textes juridiques résultant des travaux de la Commission et d'accroître leur utilité pour les administrations, les praticiens et les universitaires,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente et unième session²⁶;

2. *Félicite* la Commission de l'avancement de ses travaux sur le financement par cession de créances, le commerce électronique, les projets d'infrastructure à financement privé et la transposition dans les législations nationales de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères faite à New York le 10 juin 1958²⁷;

3. *Félicite également* la Commission d'avoir organisé la «Journée de la Convention de New York» pour commémorer le quarantième anniversaire de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et un Colloque d'information sur le droit commercial uniforme pour fournir des informations sur des thèmes d'actualité et susciter un débat de spécialistes pouvant être utile pour l'examen de ces thèmes par la Commission;

4. *Engage* les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait à répondre au questionnaire sur le régime juridique régissant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères qui leur a été adressé par le Secrétariat;

5. *Invite* les États à désigner des personnes qui collaboreraient avec la fondation privée créée pour encourager le secteur privé à apporter un appui à la Commission;

6. *Réaffirme* que la Commission, en tant que principal organe juridique des Nations Unies dans le domaine du droit commercial international, a pour mandat de coordonner les activités juridiques dans ce domaine et, à cet égard:

a) *Engage* tous les organismes des Nations Unies et invite les autres organisations internationales à garder à l'esprit le mandat de la Commission et la nécessité d'éviter tout gaspillage d'efforts et de favoriser l'efficacité et la cohérence dans l'unification et l'harmonisation du droit commercial international;

b) *Recommande* à la Commission de continuer, par l'intermédiaire de son secrétariat, à coopérer étroitement avec les autres organes et organismes internationaux, y compris les organismes régionaux qui s'occupent du droit commercial international;

7. *Réaffirme également* l'importance, en particulier pour les pays en développement, de l'œuvre que la Commission accomplit en matière de formation et d'assistance technique dans le domaine du droit commercial international, pour l'élaboration de législations nationales fondées sur les textes juridiques issus de ses travaux;

8. *Affirme* qu'il est souhaitable que la Commission s'efforce de parrainer un plus grand nombre de séminaires et

²⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 17 (A/53/17).

²⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 330, n° 4739.

de colloques afin de fournir cette formation et cette assistance technique et, à cet égard:

a) Remercie la Commission d'avoir organisé des séminaires et des missions d'information en Afrique du Sud, à Chypre, en Colombie, dans les Émirats arabes unis, en Équateur, en Grèce, à Malte et au Pérou;

b) Remercie les gouvernements dont les contributions ont permis l'organisation des séminaires et des missions d'information, et invite instamment les gouvernements, les organes, organismes et institutions des Nations Unies compétents et les particuliers à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour les colloques de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et, le cas échéant, à financer des projets spéciaux, à aider de toute autre manière le secrétariat de la Commission à financer et organiser des séminaires et des colloques, en particulier dans des pays en développement, ainsi qu'à accorder des bourses à des candidats de pays en développement pour leur permettre de participer à ces séminaires et colloques;

9. *Engage* le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres organismes responsables de l'aide au développement, tels que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que les gouvernements, dans le cadre de leurs programmes d'aide bilatérale, à appuyer le programme de formation et d'assistance technique de la Commission, à coopérer avec celle-ci et à coordonner leurs activités avec les siennes;

10. *Invite instamment* les gouvernements, les organes, organismes et institutions des Nations Unies compétents et les particuliers à verser des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale pour l'octroi d'une aide au titre des frais de voyage aux pays en développement qui sont membres de la Commission, sur leur demande et en consultation avec le Secrétaire général, pour assurer la pleine participation de tous les États Membres aux sessions de la Commission et de ses groupes de travail;

11. *Décide*, afin d'assurer la pleine participation de tous les États Membres aux sessions de la Commission et de ses groupes de travail, de continuer à envisager, dans le cadre de la grande commission compétente au cours de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, d'octroyer une aide au titre des frais de voyage aux pays les moins avancés qui sont membres de la Commission, sur leur demande et en consultation avec le Secrétaire général;

12. *Prie* le Secrétaire général de veiller à l'application effective du programme de la Commission;

13. *Souligne* qu'il importe, pour l'unification et l'harmonisation au niveau mondial du droit commercial

international, de donner effet aux conventions issues des travaux de la Commission, et, à cette fin, invite instamment les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer et de ratifier ces conventions ou d'y adhérer.

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/104. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Comité des relations avec le pays hôte²⁸,

Rappelant l'Article 105 de la Charte des Nations Unies, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies²⁹ et l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies³⁰, ainsi que les responsabilités du pays hôte,

Considérant que les autorités compétentes du pays hôte devraient continuer à prendre des mesures efficaces, en particulier pour prévenir tout acte portant atteinte à la sécurité des missions et à la sûreté de leur personnel,

Notant l'esprit de coopération et de compréhension mutuelle qui a présidé aux délibérations du Comité sur les questions touchant la communauté des Nations Unies et le pays hôte,

Tenant compte de l'intérêt croissant que de nombreux États Membres portent aux travaux du Comité,

Notant que le Comité a revu le nombre de ses membres et sa composition avec la pleine participation d'observateurs, comme elle le lui avait demandé dans sa résolution 52/159 du 15 décembre 1997,

1. *Fait siennes* les recommandations et les conclusions du Comité des relations avec le pays hôte qui figurent au paragraphe 50 du rapport du Comité²⁸;

2. *Entérine* la recommandation du Comité tendant à admettre en son sein quatre nouveaux membres, qui seraient choisis par le Président de l'Assemblée générale conformément à la résolution 2819 (XXVI) en date du 15 décembre 1971, en consultation avec les groupes régionaux, à raison d'un nouveau membre pour le Groupe des États d'Afrique, un pour le Groupe des États d'Asie, un pour le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et un pour le Groupe des États d'Europe orientale;

²⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 26 (A/53/26).

²⁹ Résolution 22 A (I).

³⁰ Voir résolution 169 (II).

3. *Considère* que le maintien de conditions permettant aux délégations et aux missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies de travailler normalement est dans l'intérêt de l'Organisation et de tous les États Membres, et prie le pays hôte de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute entrave au fonctionnement des missions;

4. *Se félicite* des efforts déployés par le pays hôte, et espère que les problèmes évoqués lors des réunions du Comité continueront d'être réglés dans un esprit de coopération et conformément au droit international;

5. *Note* que, durant la période à l'examen, les restrictions précédemment imposées par le pays hôte aux déplacements du personnel de certaines missions et de fonctionnaires du Secrétariat possédant la nationalité de certains pays sont demeurées en vigueur, prie le pays hôte d'envisager de lever ces restrictions, et à cet égard prend note des positions exprimées par les États affectés, le Secrétaire général et le pays hôte;

6. *Demande* au pays hôte de continuer à prendre des mesures pour résoudre le problème du stationnement des véhicules diplomatiques de façon équitable, équilibrée et non discriminatoire afin de répondre aux besoins croissants de la communauté diplomatique, et à mener des consultations avec le Comité sur cette importante question;

7. *Sait gré* au Comité de chercher des plans d'assurance maladie abordables pour la communauté diplomatique;

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à s'occuper activement de tous les aspects des relations de l'Organisation des Nations Unies avec le pays hôte;

9. *Prie* le Comité de poursuivre ses travaux conformément à la résolution 2819 (XXVI);

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Rapport du Comité des relations avec le pays hôte».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/105. Création d'une cour pénale internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 47/33 du 25 novembre 1992, 48/31 du 9 décembre 1993, 49/53 du 9 décembre 1994, 50/46 du 11 décembre 1995 et 51/207 du 17 décembre 1996,

Rappelant également sa résolution 52/160 du 15 décembre 1997, dans laquelle elle a décidé que la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale se tiendrait à Rome du 15 juin au 17 juillet 1998,

Se félicitant que le mandat énoncé dans cette résolution ait abouti à l'adoption, le 17 juillet 1998, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³¹, notant l'ouverture du Statut à la signature à Rome du 17 juillet au 17 octobre 1998, puis à New York, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, jusqu'au 31 décembre 2000, et prenant note de l'Acte final de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale fait à Rome le 17 juillet 1998³²,

Notant qu'un grand nombre d'États ont signé le Statut de Rome,

Soulignant qu'il faut prendre les dispositions nécessaires pour que la Cour pénale internationale devienne opérationnelle et fonctionne de manière efficace,

Notant en particulier que la Conférence a décidé de créer une Commission préparatoire pour la Cour, composée de représentants des États qui ont signé l'Acte final de la Conférence et d'autres États qui étaient invités à participer à la Conférence³³,

Notant que la Conférence a prié le Secrétaire général de convoquer la Commission préparatoire au Siège aussitôt que possible, à une date qui serait arrêtée par l'Assemblée générale³³,

Considérant que la Commission préparatoire a pour mandat d'élaborer des propositions concernant les dispositions pratiques à prendre pour que la Cour puisse être instituée et commencer à fonctionner, et notamment de mettre au point, avant le 30 juin 2000, le projet de règlement de procédure et de preuve et le projet de définition des éléments constitutifs des crimes³³,

Consciente que la Commission préparatoire, pour s'acquitter efficacement et rapidement de ses fonctions, doit disposer de ressources et services de secrétariat adéquats,

1. *Reconnaît* l'importance historique de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale³¹;

2. *Exprime ses remerciements et sa profonde gratitude* au Gouvernement italien pour avoir accueilli à Rome la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale;

3. *Demande* à tous les États d'envisager de signer et de ratifier le Statut de Rome, et encourage les efforts visant à faire connaître les résultats de la Conférence et les dispositions du Statut de Rome;

³¹ A/CONF.183/9.

³² A/CONF.183/10.

³³ Ibid., annexe I.

4. *Prie* le Secrétaire général de convoquer la Commission préparatoire, conformément à la résolution F adoptée par la Conférence³³, du 16 au 26 février, du 26 juillet au 13 août et du 29 novembre au 17 décembre 1999, afin qu'elle s'acquitte du mandat défini dans cette résolution et, dans le cadre de ce mandat, qu'elle recherche des moyens propres à assurer le fonctionnement efficace de la Cour et à faire en sorte que celle-ci soit largement acceptée;

5. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission préparatoire les services de secrétariat nécessaires pour permettre à celle-ci de s'acquitter de ses fonctions, à l'exception des services destinés à l'établissement des documents de travail;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général d'inviter aux réunions de la Commission préparatoire, en qualité d'observateurs, des représentants des organisations et autres entités auxquelles elle a adressé, dans ses résolutions pertinentes³⁴, une invitation permanente à participer, en cette qualité, à ses sessions et à ses travaux, et aussi d'inviter, en qualité d'observateurs aux réunions de la Commission préparatoire, des représentants des organisations intergouvernementales régionales intéressées et d'autres organes internationaux intéressés, notamment les tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda;

7. *Note* que les organisations non gouvernementales peuvent participer aux travaux de la Commission préparatoire, en assistant aux séances plénières et aux autres séances publiques de la Commission conformément au règlement intérieur que celle-ci adoptera, en recevant les documents officiels et en mettant leur documentation à la disposition des délégations;

8. *Prie* le Secrétaire général de faire le nécessaire pour élargir le mandat du fonds d'affectation spéciale qu'elle a créé par sa résolution 51/207, de sorte qu'il serve à contribuer au financement de la participation des pays les moins avancés aux travaux de la Commission préparatoire, et encourage les États à y verser des contributions volontaires;

9. *Prie également* le Secrétaire général de faire le nécessaire pour élargir le mandat du fonds d'affectation spéciale qu'elle a créé par sa résolution 52/160, de sorte qu'il serve à contribuer au financement de la participation aux travaux de la Commission préparatoire des pays en développement qui n'entrent pas dans la catégorie des bénéficiaires du fonds d'affectation spéciale visé au paragraphe 8 ci-dessus, et invite les États à y verser des contributions volontaires;

10. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa cinquante-quatrième session, sur l'application de la présente résolution;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Établissement de la Cour pénale internationale».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/106. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3499 (XXX) du 15 décembre 1975, par laquelle elle a créé le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, et les résolutions qu'elle a adoptées par la suite sur le même sujet,

Rappelant également sa résolution 47/233 du 17 août 1993, relative à la revitalisation de ses travaux,

Rappelant en outre sa résolution 47/62 du 11 décembre 1992, relative à la représentation équitable au Conseil de sécurité et à l'augmentation du nombre des membres de celui-ci,

Prenant acte du rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner les questions de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre des membres de celui-ci, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité³⁵,

Prenant acte également du rapport du Secrétaire général sur les conclusions du groupe spécial d'experts réuni conformément à sa résolution 52/162 du 15 décembre 1997³⁶,

Rappelant les éléments de sa résolution 47/120 B du 20 septembre 1993 qui concernent les travaux du Comité spécial,

Rappelant également sa résolution 51/241 du 31 juillet 1997 sur le renforcement du système des Nations Unies et sa résolution 51/242 du 15 septembre 1997, intitulée «Supplément à l'Agenda pour la paix», portant adoption des textes y annexés relatifs à la coordination et à la question des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant en outre que la Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies, organe dont elle réaffirme l'autorité et l'indépendance,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général contenant les commentaires et observations de la Cour internationale de

³⁴ Résolutions 253 (III), 477 (V), 2011 (XX), 3208 (XXIX), 3237 (XXIX), 3369 (XXX), 31/3, 33/18, 35/2, 35/3, 36/4, 42/10, 43/6, 44/6, 45/6, 46/8, 47/4, 48/2, 48/3, 48/4, 48/5, 48/237, 48/265, 49/1, 49/2, 50/2, 51/1, 51/6, 51/204 et 52/6.

³⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément n° 47 (A/52/47).

³⁶ Voir A/53/312, sect. IV.

Justice et des États sur les conséquences qu'a l'augmentation du nombre des affaires portées devant la Cour sur le fonctionnement de celle-ci³⁷,

Considérant qu'il est souhaitable de trouver des moyens pratiques de renforcer la Cour,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* et le *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité*³⁸,

Rappelant sa résolution 52/162 du 15 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Comité spécial sur les travaux de sa session de 1998³⁹,

1. *Prend acte* du rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation³⁹;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur les conclusions du groupe spécial d'experts réuni conformément à sa résolution 52/162³⁶;

3. *Décide* que le Comité spécial tiendra sa prochaine session du 12 au 23 avril 1999;

4. *Prie* le Comité spécial, agissant à sa session de 1999 en conformité avec le paragraphe 5 de sa résolution 50/52 du 11 décembre 1995:

a) De continuer à examiner toutes les propositions concernant la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales sous tous ses aspects du point de vue du raffermissement du rôle de l'Organisation et, dans ce contexte, d'examiner les autres propositions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui ont déjà été soumises au Comité spécial ou qui pourraient l'être à sa session de 1999, y compris la proposition révisée sur le raffermissement du rôle de l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales⁴⁰, le document de travail révisé intitulé «Renforcer la fonction de l'Organisation et la rendre plus efficace»⁴¹, le document de travail révisé intitulé «Réflexions sur les normes et principes fondamentaux régissant l'adoption et l'application de sanctions et d'autres mesures de coercition»⁴² et le document de travail sur le projet de déclaration concernant les normes et principes fonda-

mentaux régissant les activités des missions et mécanismes de rétablissement de la paix de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention et du règlement des crises et conflits⁴³;

b) De continuer à examiner, à titre prioritaire, la question de l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers qui subissent le contrecoup de l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte, en prenant en considération les rapports du Secrétaire général⁴⁴, les propositions présentées sur ce sujet, le débat qui a eu lieu sur cette question à la Sixième Commission lors de sa cinquante-troisième session et le texte sur la question des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies figurant à l'annexe II de sa résolution 51/242, ainsi que l'application des dispositions de ses résolutions 50/51 du 11 décembre 1995, 51/208 du 17 décembre 1996, 52/162 du 15 décembre 1997 et 53/107 du 8 décembre 1998;

c) De poursuivre ses travaux sur la question du règlement pacifique des différends entre États et, dans ce contexte, de continuer l'examen des propositions relatives au règlement pacifique des différends entre États, y compris celle qui tend à créer un mécanisme pour le règlement des différends offrant ses services, de sa propre initiative ou sur demande, à un stade précoce des différends et celles qui concernent le renforcement du rôle de la Cour internationale de Justice;

d) De poursuivre l'examen des propositions concernant le Conseil de tutelle, à la lumière du rapport présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution 50/55 du 11 décembre 1995⁴⁵, du rapport du Secrétaire général intitulé «Rénover l'Organisation des Nations Unies: un programme de réformes»⁴⁶ et des vues formulées sur la question par les États à ses sessions précédentes;

e) De continuer à envisager, compte tenu des observations présentées par la Cour internationale de Justice et les États conformément à la résolution 52/161 du 15 décembre 1997, les moyens pratiques de renforcer la Cour tout en respectant son autorité et son indépendance, étant entendu qu'aucune mesure prise à l'issue de cet examen n'appellera de modification de la Charte des Nations Unies ou du Statut de la Cour internationale de Justice;

³⁷ A/53/326 et Add.1.

³⁸ A/53/386.

³⁹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 33 (A/53/33).*

⁴⁰ *Ibid.*, cinquante et unième session, Supplément n° 33 (A/51/33), par. 56.

⁴¹ *Ibid.*, cinquante-deuxième session, Supplément n° 33 et rectificatif (A/52/33 et Corr.1), par. 59.

⁴² *Ibid.*, cinquante-troisième session, Supplément n° 33 (A/53/33), par. 45.

⁴³ *Ibid.*, cinquante et unième session, Supplément n° 33 (A/51/33), par. 128.

⁴⁴ A/48/573-S/26705 (voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*), A/49/356, A/50/60-S/1995/1 (voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément de janvier, février et mars 1995*), A/50/423, A/50/361, A/51/317, A/52/308 et A/53/312.

⁴⁵ A/50/1011.

⁴⁶ A/51/950 et Add.1 à 7.

5. *Prend note* des alinéas *a, b, c, d* et *f* du paragraphe 32 du rapport du Secrétaire général³⁸, et prie celui-ci de continuer à rechercher des ressources pour élaborer des suppléments au *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* et au *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité* et, en particulier, pour achever les travaux préalables à la publication des deux derniers volumes du Supplément n° 5 au *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies* et de lui présenter un rapport intérimaire à sa cinquante-quatrième session;

6. *Invite* le Comité spécial à continuer, à sa session de 1999, à rechercher les nouveaux sujets qu'il pourrait étudier à l'avenir afin de contribuer à la revitalisation des travaux de l'Organisation des Nations Unies, à s'interroger sur les modalités du concours qu'il pourrait prêter en cette matière aux groupes de travail de l'Assemblée générale et, à cet égard, à chercher comment améliorer la coordination avec les autres groupes de travail qui s'occupent de la réforme de l'Organisation, et notamment à étudier le rôle que son président pourrait jouer à cette fin, et à continuer d'envisager les moyens d'améliorer ses propres méthodes de travail;

7. *Prie* le Comité spécial de lui présenter un rapport sur ses travaux à sa cinquante-quatrième session;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation».

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/107. Mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions

L'Assemblée générale,

Préoccupée par les difficultés économiques particulières que peuvent rencontrer certains États en raison de l'application de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de sécurité contre d'autres États, et tenant compte de l'obligation faite aux Membres des Nations Unies par l'Article 49 de la Charte des Nations Unies de s'associer pour se prêter mutuellement assistance dans l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil de sécurité,

Rappelant que, selon l'Article 50 de la Charte, les États tiers qui rencontrent des difficultés économiques particulières de cette nature ont le droit de consulter le Conseil de sécurité pour qu'une solution soit trouvée à leurs difficultés,

Considérant qu'il est souhaitable d'étudier d'autres procédures de consultation appropriées permettant de traiter avec plus d'efficacité les difficultés mentionnées à l'Article 50 de la Charte,

Rappelant:

a) Le rapport du Secrétaire général intitulé «Agenda pour la paix»⁴⁷, en particulier le paragraphe 41 dudit rapport,

b) Sa résolution 47/120 A du 18 décembre 1992, intitulée «Agenda pour la paix: diplomatie préventive et questions connexes», sa résolution 47/120 B du 20 septembre 1993, intitulée «Agenda pour la paix», en particulier la section IV de celle-ci, intitulée «Difficultés économiques particulières dues à l'exécution de mesures préventives ou coercitives» et sa résolution 51/242 du 15 septembre 1997, intitulée «Supplément à l'Agenda pour la paix», en particulier l'annexe II de celle-ci, intitulée «Question des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies»,

c) Le rapport de situation du Secrétaire général intitulé «Supplément à l'Agenda pour la paix»⁴⁸,

d) La déclaration du Président du Conseil de sécurité, en date du 22 février 1995⁴⁹,

e) Le rapport du Secrétaire général⁵⁰ établi conformément à la déclaration du Président du Conseil de sécurité⁵¹ concernant les difficultés économiques particulières que connaissent des États par suite de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte,

f) Les rapports du Secrétaire général sur l'assistance économique aux États touchés par l'application des résolutions du Conseil de sécurité imposant des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie⁵² ainsi que ses résolutions 48/210 du 21 décembre 1993, 49/21 A du 2 décembre 1994, 50/58 E du 12 décembre 1995, 51/30 A du 5 décembre 1996 et 52/169 H du 16 décembre 1997,

⁴⁷ A/47/277-S/24111; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-septième année, Supplément d'avril, mai et juin 1992*, document S/24111.

⁴⁸ A/50/60-S/1995/1; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquantième année, Supplément de janvier, février et mars 1995*, document S/1995/1.

⁴⁹ S/PRST/1995/9; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1995*.

⁵⁰ A/48/573-S/26705; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1993*, document S/26705.

⁵¹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-septième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1992*, document S/25036.

⁵² A/49/356, A/50/423, A/51/356 et A/52/535.

g) Les rapports du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation sur les travaux de ses sessions tenues de 1994 à 1998⁵³,

h) Les rapports du Secrétaire général sur la mise en œuvre des dispositions de la Charte relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte⁵⁴,

Prenant acte du rapport présenté tout récemment par le Secrétaire général conformément à sa résolution 52/162 du 15 décembre 1997⁵⁵,

Rappelant que la question de l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions a été examinée récemment par plusieurs instances, notamment par l'Assemblée générale et ses organes subsidiaires, et par le Conseil de sécurité,

Rappelant également les mesures prises par le Conseil de sécurité, conformément à ce qu'avait déclaré son président le 16 décembre 1994⁵⁶, à savoir que, dans le cadre des efforts déployés par le Conseil pour améliorer la circulation des informations et les échanges d'idées entre les membres du Conseil et les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, il faudrait recourir davantage aux séances publiques, en particulier au début de l'examen d'une question,

Soulignant que, dans la formulation des régimes de sanctions, il convient de tenir dûment compte des effets que ces sanctions peuvent avoir sur des États tiers,

Soulignant également, dans ce contexte, les pouvoirs que le Conseil de sécurité tient du Chapitre VII de la Charte et la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe, en vertu de l'Article 24 de la Charte, afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation,

Rappelant que, aux termes de l'Article 31 de la Charte, tout Membre de l'Organisation qui n'est pas membre du Conseil de sécurité peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question soumise au Conseil, chaque fois que celui-ci estime que les intérêts de ce Membre sont particulièrement affectés,

Considérant que les sanctions imposées en vertu du Chapitre VII ont provoqué dans des États tiers des difficultés économiques spécifiques et qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts pour résoudre ces problèmes,

Prenant en considération les vues des États tiers qui pourraient être touchés par l'application des sanctions,

Considérant que l'assistance à des États tiers touchés par l'application de sanctions inciterait la communauté internationale à considérer les sanctions imposées par le Conseil de sécurité sous l'angle de l'efficacité et dans une perspective globale,

Considérant également que la communauté internationale dans son ensemble et, en particulier, les institutions internationales chargées de l'assistance économique et financière devraient continuer de tenir compte des difficultés économiques particulières auxquelles se heurtent des États tiers du fait de l'application de mesures préventives ou coercitives imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte, et s'employer plus efficacement à y parer, étant donné l'ampleur de ces difficultés et les répercussions qu'elles ont sur l'économie de ces États,

Rappelant les dispositions de ses résolutions 50/51 du 11 décembre 1995, 51/208 du 17 décembre 1996 et 52/162 du 15 décembre 1997,

1. *Invite à nouveau* le Conseil de sécurité à envisager de mettre en place de nouveaux mécanismes ou procédures, selon qu'il conviendra, pour la tenue le plus tôt possible de consultations, conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, avec les États tiers qui se trouvent ou risquent de se trouver en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil en vertu du Chapitre VII de la Charte, au sujet de la solution de ces difficultés, notamment des moyens appropriés d'accroître l'efficacité des méthodes et procédures qu'il applique pour l'examen des demandes d'assistance présentées par ces États tiers;

2. *Se félicite une fois de plus* des nouvelles mesures que le Conseil de sécurité a prises depuis qu'elle a adopté sa résolution 50/51 en vue d'accroître l'efficacité et la transparence des comités des sanctions, l'invite à appliquer ces mesures, et lui recommande de façon pressante de poursuivre ses efforts pour améliorer encore le fonctionnement de ces comités, rationaliser leurs méthodes de travail et permettre aux représentants des États qui se trouvent en présence de difficultés économiques particulières dues à l'application de sanctions de s'adresser plus facilement à eux;

3. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'application des résolutions 50/51, 51/208 et 52/162 et de veiller à ce que les services compétents du Secrétariat mettent en place les capacités voulues et adoptent les modalités, moyens techniques et directives appropriés pour continuer de recueillir et de coordonner régulièrement les renseignements

⁵³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément n° 33 (A/49/33); *ibid.*, cinquantième session, Supplément n° 33 (A/50/33); *ibid.*, cinquante et unième session, Supplément n° 33 (A/51/33); *ibid.*, cinquante-deuxième session, Supplément n° 33 et rectificatif (A/52/33 et Corr.1); et *ibid.*, cinquante-troisième session, Supplément n° 33 (A/53/33).

⁵⁴ A/50/361, A/51/317 et A/52/308.

⁵⁵ A/53/312.

⁵⁶ S/PRST/1994/81; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1994*.

relatifs à l'assistance internationale dont peuvent bénéficier les États tiers touchés par l'application de sanctions, de continuer à mettre au point des méthodes pour évaluer les répercussions effectivement subies par les États tiers et de rechercher des mesures novatrices et pratiques pour prêter assistance aux États tiers qui pâtissent de l'application de sanctions;

4. *Prie également* le Secrétaire général de solliciter les vues des États, des organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales et autres organisations internationales au sujet du rapport de la réunion du groupe spécial d'experts sur l'élaboration d'une méthode d'évaluation des répercussions sur les États tiers de l'application de mesures préventives ou coercitives et sur la recherche de mesures novatrices et pratiques d'assistance internationale aux États tiers touchés⁵⁷;

5. *Réaffirme* l'importance du rôle que jouent l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Comité du programme et de la coordination en mobilisant et en supervisant, le cas échéant, les efforts déployés par la communauté internationale et les organismes des Nations Unies en vue d'apporter une aide économique aux États qui rencontrent des difficultés économiques particulières dues à l'exécution de mesures préventives ou coercitives imposées par le Conseil de sécurité, ainsi qu'en trouvant, le cas échéant, des solutions aux difficultés économiques particulières de ces États, et décide de transmettre au Conseil économique et social, à sa session de fond de 1999, le rapport de la réunion du groupe spécial d'experts;

6. *Invite* les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les autres organisations internationales, les organisations régionales et les États Membres à s'attaquer de façon plus spécifique et plus directe, selon qu'il conviendra, aux difficultés économiques particulières que rencontrent les États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte et, à cette fin, à envisager d'améliorer les procédures de consultation pour maintenir un dialogue constructif avec ces États, notamment au moyen de réunions régulières et fréquentes et, le cas échéant, de réunions spéciales entre ces États et la communauté des donateurs, avec la participation d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales;

7. *Prie* le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, à sa session de 1999, de continuer à examiner, à titre prioritaire, la question de la mise en œuvre des dispositions de la Charte relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte, en prenant en considération tous les rapports pertinents du Secrétaire général, en particulier le rapport le plus récent contenant un résumé des délibérations et des principales conclusions de la réunion du groupe spécial d'experts

convoquée conformément au paragraphe 4 de la résolution 52/162 de l'Assemblée générale, les propositions présentées sur ce sujet, le débat qui a eu lieu sur cette question à la Sixième Commission lors de sa cinquante-troisième session et le texte relatif à la question des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies figurant à l'annexe II de sa résolution 51/242, ainsi que l'application des dispositions de ses résolutions 50/51, 51/208, 52/162 et de la présente résolution;

8. *Décide* de continuer d'examiner, à sa cinquante-quatrième session, au sein de la Sixième Commission ou, le cas échéant, d'un groupe de travail de cette dernière, les nouveaux progrès enregistrés dans l'élaboration de mesures efficaces en vue de mettre en œuvre les dispositions de la Charte relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

83^e séance plénière
8 décembre 1998

53/108. Mesures visant à éliminer le terrorisme international

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant toutes ses résolutions sur le sujet, notamment sa résolution 49/60 du 9 décembre 1994, par laquelle elle a approuvé la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, et ses résolutions 50/53 du 11 décembre 1995, 51/210 du 17 décembre 1996 et 52/165 du 15 décembre 1997,

Rappelant également la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies⁵⁸,

Profondément préoccupée par le fait que des actes de terrorisme continuent d'être commis partout dans le monde,

Soulignant qu'il faut encore renforcer la coopération internationale entre les États et entre les organisations et institutions internationales, les organisations et accords régionaux et l'Organisation des Nations Unies afin de prévenir, de combattre et d'éliminer le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quel que soit le lieu où les actes de terrorisme sont commis et quels qu'en soient les auteurs,

Considérant qu'il faut renforcer le rôle que jouent l'Organisation des Nations Unies et les institutions

⁵⁷ Voir A/53/312, sect. IV.

⁵⁸ Voir résolution 50/6.

spécialisées compétentes dans la lutte contre le terrorisme international, et ayant à l'esprit les propositions du Secrétaire général visant à renforcer le rôle de l'Organisation à cet égard,

Rappelant que dans la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à sa résolution 49/60, elle a invité les États à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question,

Gardant à l'esprit la possibilité d'envisager dans un avenir proche l'élaboration d'une convention portant sur tous les aspects du terrorisme international,

Considérant que la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998 a réaffirmé sa position collective sur le terrorisme et a récemment pris l'initiative de demander qu'une conférence internationale au sommet soit convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour formuler une réponse concertée de la communauté internationale au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations⁵⁹,

Consciente qu'il est urgent de renforcer la coopération internationale pour empêcher le financement du terrorisme et d'élaborer un instrument juridique approprié,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁶⁰,

1. *Condamne énergiquement* tous les actes et toutes les méthodes et pratiques de terrorisme qu'elle juge criminels et injustifiables, où qu'ils soient commis et quels qu'en soient les auteurs;

2. *Réitère* que les actes criminels qui, à des fins politiques, sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans la population, dans un groupe de personnes ou chez des individus sont injustifiables en toutes circonstances et quels que soient les motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou autre invoqués pour les justifier;

3. *Demande de nouveau* à tous les États d'adopter de nouvelles mesures conformément aux dispositions pertinentes du droit international, y compris aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, en vue de prévenir le terrorisme et de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et, à cette fin, d'envisager en particulier la mise en œuvre de mesures telles que celles qui sont

énumérées aux alinéas *a* à *f* du paragraphe 3 de sa résolution 51/210;

4. *Demande également de nouveau* à tous les États, en vue de mieux assurer l'application effective des instruments juridiques pertinents, d'intensifier, selon qu'il conviendra, l'échange d'informations sur les faits liés au terrorisme, en veillant à ne pas diffuser des informations inexacts ou non vérifiées;

5. *Demande de nouveau* aux États de s'abstenir d'entraîner des terroristes ou de financer ou d'encourager des activités terroristes ou d'apporter un autre soutien quelconque à de telles activités;

6. *Réaffirme* que la coopération internationale ainsi que les mesures prises par les États pour lutter contre le terrorisme devraient être mises en œuvre dans le respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, le droit international et les conventions internationales pertinentes;

7. *Engage* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager, à titre prioritaire, de devenir parties aux conventions et protocoles pertinents visés au paragraphe 6 de la résolution 51/210 ainsi qu'à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif⁶¹, et demande à tous les États d'adopter, comme il conviendra, la législation nationale nécessaire pour donner effet aux dispositions de ces conventions et protocoles, d'établir la compétence de leurs tribunaux pour juger les auteurs d'actes terroristes, et de coopérer à cette fin avec les autres États et les organisations internationales et régionales compétentes ainsi que de leur apporter aide et soutien;

8. *Réaffirme* la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à sa résolution 49/60 et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à sa résolution 51/210, et demande à tous les États de les appliquer;

9. *Prend note* des mesures visant à renforcer les moyens dont dispose le Centre de prévention de la criminalité internationale du Secrétariat pour développer la coopération internationale et faire en sorte que les gouvernements intensifient leur lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

10. *Décide* d'examiner à sa cinquante-quatrième session la question de la convocation en l'an 2000, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau pour formuler une réponse concertée de la communauté internationale au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations;

11. *Décide également* que le Comité spécial créé par sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996 poursuivra

⁵⁹ Voir A/53/667-S/1998/1071, annexe I, par. 149 à 162; voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-troisième session, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1998*, document S/1998/1071.

⁶⁰ A/53/314 et Corr.2 et Add.1.

⁶¹ Résolution 52/164, annexe.

l'élaboration d'un projet de convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire en vue d'achever cet instrument, élaborera un projet de convention internationale pour la répression du financement du terrorisme afin de compléter les instruments internationaux existants portant sur le terrorisme et examinera ensuite les moyens de développer le cadre juridique offert par les conventions traitant du terrorisme international de façon que tous les aspects de la question soient couverts, l'un de ces moyens étant d'envisager, à titre prioritaire, l'élaboration d'une convention portant sur tous les aspects du terrorisme international;

12. *Décide en outre* que le Comité spécial se réunira du 15 au 26 mars 1999, étant entendu qu'il devra consacrer suffisamment de temps à l'examen des questions non résolues concernant l'élaboration d'un projet de convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et commencer à élaborer un projet de convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, et recommande que les travaux se poursuivent pendant sa cinquante-quatrième session, du 27 septembre au 8 octobre 1999, dans le cadre d'un groupe de travail de la

Sixième Commission, et que le Comité Spécial se réunisse en l'an 2000 pour reprendre ses travaux comme indiqué au paragraphe 11 ci-dessus;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mettre à la disposition du Comité spécial les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

14. *Prie* le Comité spécial de lui faire rapport à sa cinquante-troisième session s'il a achevé le projet de convention pour la répression des actes de terrorisme nucléaire;

15. *Prie également* le Comité spécial de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des progrès qu'il aura réalisés dans l'accomplissement de son mandat;

16. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Mesures visant à éliminer le terrorisme international».

*83^e séance plénière
8 décembre 1998*

ANNEXE I

RÉPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES À L'ORDRE DU JOUR

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de l'Ukraine (point 1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2).
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale (point 3):
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale (point 4).
5. Élection des bureaux des grandes commissions (point 5).
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale (point 6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (point 7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux: rapports du Bureau (point 8).
9. Débat général (point 9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (point 11).
12. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I à VII, VIII (sections A à C), IX et X] (point 12).
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (point 13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 14).
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (point 15):
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social.
16. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (point 16):
 - a) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Élection du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 17):
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection;
 - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
 - j) Nomination du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 18).
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (point 19).

20. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale (point 20):
 - a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions;
 - c) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre;
 - d) Assistance au peuple palestinien.
21. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains (point 21).
22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique (point 22).
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes (point 23).
24. Application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, y compris les mesures et recommandations convenues lors de l'examen à mi-parcours (point 24).
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain (point 25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique (point 26).
27. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes (point 27).
28. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire (point 28).
29. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique (point 29).
30. Réforme de l'Organisation des Nations Unies: mesures et propositions (point 30).
31. Culture de paix (point 31).
32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (point 32).
33. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (point 33).
34. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique (point 34).
35. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (point 35).
36. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (point 36).
37. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social (point 37).
38. Les océans et le droit de la mer (point 38):
 - a) Droit de la mer;
 - b) La pêche hauturière au grand filet dérivant; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer; prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux.
39. Question de Palestine (point 39).
40. La situation au Moyen-Orient (point 40).
41. La situation en Bosnie-Herzégovine (point 41).
42. Assistance au déminage (point 42).
43. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (point 43).

44. La situation en Amérique centrale: processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (point 44).
45. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (point 45).
46. Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (point 46):
 - a) Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme;
 - b) Cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.
47. Élection de juges du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (point 47).
48. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (point 48).
49. Question des îles Falkland (Malvinas) [point 49].
50. Rapport du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (point 50).
51. Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique (point 51).
52. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (point 52).
53. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (point 53).
54. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït (point 54).
55. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (point 55).
56. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (point 56).
57. Question de l'île comorienne de Mayotte (point 57).
58. Renforcement du système des Nations Unies (point 58).
59. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes (point 59).
60. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (point 60).
61. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (point 61).
62. Réunion commémorative du vingtième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement (point 99).
63. Bethléem 2000 (point 157).
64. Le Programme solaire mondial 1996-2005 (point 158).
65. Octroi à l'Association des États des Caraïbes du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (point 159).
66. Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 (point 160).

67. Octroi à l'Organisation de coopération et de développement économiques du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (point 162).
68. Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (point 164).
69. Élection de juges du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (point 166).
70. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (point 85).
71. Développement durable et coopération économique internationale (point 93):
 - d) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat.
72. Dialogue entre les civilisations (point 168).
73. Agression armée contre la République démocratique du Congo (point 167).

Première Commission

(COMMISSION DES QUESTIONS DU DÉSARMEMENT ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE)

1. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes (point 63).
2. Maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États (point 64).
3. Réduction des budgets militaires (point 65):
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.
4. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement (point 66).
5. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (point 67).
6. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud (point 68).
7. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (point 69).
8. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (point 70).
9. Désarmement général et complet (point 71):
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol: rapport du Secrétaire général;
 - c) Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925;
 - d) Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
 - e) Transparence dans le domaine des armements;
 - f) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères;
 - g) Relation entre le désarmement et le développement;
 - h) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
 - i) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

- j) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement;
 - k) Contributions à l'interdiction des mines terrestres antipersonnel;
 - l) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - m) Armes légères;
 - n) Désarmement nucléaire;
 - o) Hémisphère Sud et zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires;
 - p) Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*;
 - q) Désarmement régional;
 - r) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
 - s) Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;
 - t) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.
10. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (point 72):
- a) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
 - b) Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique;
 - d) Mesures de confiance à l'échelon régional: activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale;
 - e) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires.
11. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (point 73):
- a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - d) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.
12. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient (point 74).
13. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (point 75).
14. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (point 76).
15. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) [point 77].
16. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (point 78).
17. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (point 79).
18. Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission (point 80).

**Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation
(Quatrième Commission)**

1. Effets des rayonnements ionisants (point 81).
2. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (point 82).
3. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 83).
4. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (point 84).
5. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (point 85).
6. Questions relatives à l'information (point 86).
7. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (point 87).
8. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (point 88).
9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (point 89).
10. Rapport du Conseil économique et social [chapitre VIII (section D)] (point 12).
11. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (point 90).
12. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 18).
13. Question des îles Falkland (Malvinas) [point 49].

**Deuxième Commission
(COMMISSION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)**

1. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I à V, VIII (sections A à C et E à H) et X] (point 12).
2. Questions de politique macroéconomique (point 91):
 - a) Commerce et développement;
 - b) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés;
 - c) Produits de base;
 - d) Crise de la dette extérieure et développement.
3. Questions de politique sectorielle (point 92):
 - a) Les entreprises et le développement;
 - b) Coopération pour le développement industriel.
4. Développement durable et coopération économique internationale (point 93):
 - a) Application et suivi des principaux arrangements ayant fait l'objet d'un consensus en matière de développement:
 - i) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
 - ii) Application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;

- b)* Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale;
 - c)* Application des décisions de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II);
 - d)* Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat;
 - e)* Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés;
 - f)* Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement;
 - g)* Développement culturel.
5. Environnement et développement durable (point 94):
- a)* Mise en œuvre et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, y compris les résultats de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre d'Action 21;
 - b)* Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures;
 - c)* Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement;
 - d)* Convention sur la diversité biologique;
 - e)* Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.
6. Activités opérationnelles de développement (point 95).
7. Formation et recherche (point 96):
- a)* Université des Nations Unies;
 - b)* Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
8. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (point 97).
9. Mise en œuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) [point 98].

Troisième Commission

(COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES, HUMANITAIRES ET CULTURELLES)

- 1. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, III, V, VI, VIII (sections A, C et I) et X] (point 12).
- 2. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (point 100).
- 3. Prévention du crime et justice pénale (point 101).
- 4. Contrôle international des drogues (point 102).
- 5. Promotion de la femme (point 103).
- 6. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (point 104).
- 7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés: questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (point 105).
- 8. Promotion et protection des droits de l'enfant (point 106).
- 9. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones (point 107).
- 10. Élimination du racisme et de la discrimination raciale (point 108).

11. Droit des peuples à l'autodétermination (point 109).
12. Questions relatives aux droits de l'homme (point 110):
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;
 - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Cinquième Commission

(COMMISSION DES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES)

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (point 111):
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - h) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains;
 - j) Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;
 - k) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.
2. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (point 112).
3. Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999 (point 113).
4. Planification des programmes (point 114).
5. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies (point 115).
6. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 116).
7. Plan des conférences (point 117).
8. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (point 118).
9. Gestion des ressources humaines (point 119).
10. Régime commun des Nations Unies (point 120).
11. Régime des pensions des Nations Unies (point 121).
12. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (point 122):

- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
- 13. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (point 123).
- 14. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (point 124):
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
- 15. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (point 125).
- 16. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (point 126).
- 17. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du Quartier général des Forces de paix des Nations Unies (point 127).
- 18. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II (point 128) .
- 19. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (point 129).
- 20. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (point 130).
- 21. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (point 131).
- 22. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti (point 132).
- 23. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (point 133).
- 24. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (point 134).
- 25. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (point 135).
- 26. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (point 136).
- 27. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (point 137).
- 28. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (point 138).
- 29. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile (point 139).
- 30. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (point 140).
- 31. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (point 141).
- 32. Financement du Groupe d'observateurs militaires de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (point 142).
- 33. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (point 143):
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Reclassement de l'Ukraine dans le groupe des États Membres visé à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale.
- 34. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (point 144).

35. Examen de l'application de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale (point 145).
36. Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (point 161).
37. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (point 163).
38. Corps commun d'inspection (point 165).
39. Rapport du Conseil économique et social [chapitres I, VIII (sections B et C) et X] (point 12).
40. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 17):
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Commission de la fonction publique internationale:
 - i) Nomination de membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Président et du Vice-Président de la Commission;
 - k) Nomination d'un membre du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Sixième Commission

(COMMISSION DES QUESTIONS JURIDIQUES)

1. État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (point 146).
2. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires (point 147).
3. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (point 148).
4. Décennie des Nations Unies pour le droit international (point 149):
 - a) Décennie des Nations Unies pour le droit international;
 - b) Progrès réalisés en ce qui concerne les mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix et la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international;
 - c) Projet de principes devant régir la conduite des négociations internationales.
5. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session (point 150).
6. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente et unième session (point 151).
7. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (point 152).
8. Création d'une cour pénale internationale (point 153).
9. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (point 154).
10. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (point 155).
11. Examen du statut du Tribunal administratif des Nations Unies (point 156).

ANNEXE II

RÉPERTOIRE DES RÉSOLUTIONS

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/1	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale: assistance économique spéciale à certains pays ou régions				
A.	Assistance au Bangladesh dévasté par les inondations	20, <i>b</i>	23 ^e	1 ^{er} octobre 1998	4
B.	Assistance d'urgence à Antigua-et-Barbuda, Cuba, Haïti, la République dominicaine et Saint-Kitts-et-Nevis	20, <i>b</i>	28 ^e	5 octobre 1998	4
C.	Assistance d'urgence au Belize, au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama	20, <i>b</i>	50 ^e	2 novembre 1998	5
D.	Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua: séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles	20, <i>b</i>	59 ^e	16 novembre 1998	6
E.	Assistance au Niger gravement touché par les inondations	20, <i>b</i>	59 ^e	16 novembre 1998	7
F.	Assistance économique spéciale d'urgence aux Comores	20, <i>b</i>	59 ^e	16 novembre 1998	7
G.	Assistance au Mozambique	20, <i>b</i>	59 ^e	16 novembre 1998	8
H.	Coopération et coordination internationales en vue du rétablissement de la santé de la population, de la régénération de l'environnement et du développement économique de la région de Semipalatinsk au Kazakhstan	20, <i>b</i>	59 ^e	16 novembre 1998	9
I.	Assistance pour le relèvement et la reconstruction du Libéria	20, <i>b</i>	59 ^e	16 novembre 1998	9
J.	Assistance pour la reconstruction et le développement de Djibouti	20, <i>b</i>	81 ^e	7 décembre 1998	10
K.	Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité au Tadjikistan et le relèvement de ce pays	20, <i>b</i>	81 ^e	7 décembre 1998	11
L.	Assistance spéciale pour le relèvement économique et la reconstruction de la République démocratique du Congo	20, <i>b</i>	81 ^e	7 décembre 1998	12
M.	Assistance humanitaire à la Somalie et soutien au relèvement économique et social du pays	20, <i>b</i>	82 ^e	8 décembre 1998	13

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
	N. Assistance spéciale aux pays d'Afrique centrale et orientale accueillant des réfugiés, des rapatriés et des déplacés	20, <i>b</i>	82 ^e	8 décembre 1998	15
	O. Assistance d'urgence au Soudan	20, <i>b</i>	92 ^e	17 décembre 1998	16
53/2	Cinquantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	85	29 ^e	6 octobre 1998	17
53/3	Analyse des économies résultant de l'amélioration de l'efficacité globale obtenue à la suite de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, grâce notamment à la restructuration du mécanisme intergouvernemental et à la réforme du secrétariat, conformément à la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997, et propositions présentées comme suite à la décision 52/462 de l'Assemblée, en date du 31 mars 1998 ..	113	36 ^e	12 octobre 1998	326
53/4	Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique	29	37 ^e	14 octobre 1998	17
53/5	Octroi à l'Association des États des Caraïbes du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale	159	38 ^e	15 octobre 1998	18
53/6	Octroi à l'Organisation de coopération et de développement économiques du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale	162	38 ^e	15 octobre 1998	18
53/7	Le Programme solaire mondial 1996-2005	158	39 ^e	16 octobre 1998	18
53/8	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes	27	42 ^e	22 octobre 1998	19
53/9	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains	21	42 ^e	22 octobre 1998	21
53/10	Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique	51	43 ^e	26 octobre 1998	22
53/11	Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités	112 et 119	43 ^e	26 octobre 1998	327
53/12	Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	143, <i>a</i>	43 ^e	26 octobre 1998	327
53/13	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire	28	47 ^e	28 octobre 1998	22
53/14	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique ...	22	48 ^e	29 octobre 1998	23

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/15	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique	34	48 ^e	29 octobre 1998	23
53/16	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique	26	48 ^e	29 octobre 1998	25
53/17	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes	23	49 ^e	29 octobre 1998	26
53/18	Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	125	50 ^e	2 novembre 1998	328
53/19	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan	136	50 ^e	2 novembre 1998	330
53/20	Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies	140	50 ^e	2 novembre 1998	331
53/21	Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique	14	51 ^e	2 novembre 1998	27
53/22	Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations	168	53 ^e	4 novembre 1998	29
53/23	Pouvoirs des représentants à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale				
	Résolution A	3, <i>b</i>	54 ^e	10 novembre 1998	30
	Résolution B	3, <i>b</i>	80 ^e	7 décembre 1998	30
	Résolution C	3, <i>b</i>	92 ^e	17 décembre 1998	30
53/24	Année internationale de la montagne, 2002	12	54 ^e	10 novembre 1998	30
53/25	Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)	31	55 ^e	10 novembre 1998	31
53/26	Assistance à l'action antimines	42	60 ^e	17 novembre 1998	32
53/27	Bethléem 2000	157	61 ^e	18 novembre 1998	34
53/28	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social	37	62 ^e	19 novembre 1998	35
53/29	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone	163	64 ^e	20 novembre 1998	332
53/30	Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes	59	66 ^e	23 novembre 1998	39
53/31	Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies . .	33	67 ^e	23 novembre 1998	39

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/32	Les océans et le droit de la mer	38, a	69 ^e	24 novembre 1998	40
53/33	La pêche hauturière au grand filet dérivant; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, prises accessoires et déchets de la pêche, et autres faits nouveaux	38, b	69 ^e	24 novembre 1998	42
53/34	Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud	32	70 ^e	25 novembre 1998	45
53/35	La situation en Bosnie-Herzégovine	41	72 ^e	30 novembre 1998	46
53/36	Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies				
	Résolution A	118	72 ^e	30 novembre 1998	334
	Résolution B	118	93 ^e	18 décembre 1998	334
	Résolution C	118	93 ^e	18 décembre 1998	334
	Résolution D	118	93 ^e	18 décembre 1998	335
	Résolution E	118	93 ^e	30 novembre 1998	335
53/37	Jérusalem	40	76 ^e	2 décembre 1998	50
53/38	La situation au Moyen-Orient: le Golan syrien . . .	40	76 ^e	2 décembre 1998	51
53/39	Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	39	76 ^e	2 décembre 1998	52
53/40	Division des droits des Palestiniens (Secrétariat) . .	39	76 ^e	2 décembre 1998	52
53/41	Programme spécial d'information sur la question de Palestine du Département de l'information (Secrétariat)	39	76 ^e	2 décembre 1998	53
53/42	Règlement pacifique de la question de Palestine . .	39	76 ^e	2 décembre 1998	54
53/43	Cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide . .	46, b	77 ^e	2 décembre 1998	55
53/44	Effets des rayonnements ionisants	81	78 ^e	3 décembre 1998	130
53/45	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace	82	78 ^e	3 décembre 1998	130
53/46	Aide aux réfugiés de Palestine	83	78 ^e	3 décembre 1998	134
53/47	Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	83	78 ^e	3 décembre 1998	135
53/48	Personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités postérieures	83	78 ^e	3 décembre 1998	135

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/49	Offres par les États Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine	83	78 ^e	3 décembre 1998	136
53/50	Opérations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	83	78 ^e	3 décembre 1998	137
53/51	Revenus provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine	83	78 ^e	3 décembre 1998	138
53/52	Université de Jérusalem (Al Qods) pour les réfugiés de Palestine	83	78 ^e	3 décembre 1998	139
53/53	Travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	84	78 ^e	3 décembre 1998	139
53/54	Applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés	84	78 ^e	3 décembre 1998	140
53/55	Les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et le Golan syrien occupé	84	78 ^e	3 décembre 1998	141
53/56	Pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, y compris Jérusalem	84	78 ^e	3 décembre 1998	142
53/57	Le Golan syrien occupé	84	78 ^e	3 décembre 1998	143
53/58	Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects	85	78 ^e	3 décembre 1998	143
53/59	Questions relatives à l'information				
A	L'information au service de l'humanité . . .	86	78 ^e	3 décembre 1998	144
B.	Politique et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information . .	86	78 ^e	3 décembre 1998	145
53/60	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	87	78 ^e	3 décembre 1998	148
53/61	Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes	88 et 18	78 ^e	3 décembre 1998	149

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/62	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	89 et 12	78 ^e	3 décembre 1998	150
53/63	Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes	90	78 ^e	3 décembre 1998	152
53/64	Question du Sahara occidental	18	78 ^e	3 décembre 1998	153
53/65	Question de la Nouvelle-Calédonie	18	78 ^e	3 décembre 1998	154
53/66	Question des Tokélaou	18	78 ^e	3 décembre 1998	155
53/67	Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, de Pitcairn, de Sainte-Hélène et des Samoa américaines				
	A. Situation générale	18	78 ^e	3 décembre 1998	156
	B. Situation dans les différents territoires	18	78 ^e	3 décembre 1998	158
53/68	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	18	78 ^e	3 décembre 1998	56
53/69	Diffusion d'informations sur la décolonisation	18	78 ^e	3 décembre 1998	57
53/70	Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale	63	79 ^e	4 décembre 1998	83
53/71	Maintien de la sécurité internationale – prévention de la désintégration des États par la violence	64	79 ^e	4 décembre 1998	83
53/72	Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires	65	79 ^e	4 décembre 1998	84
53/73	Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement	66	79 ^e	4 décembre 1998	85
53/74	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient	67	79 ^e	4 décembre 1998	86
53/75	Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes	69	79 ^e	4 décembre 1998	88
53/76	Prévention d'une course aux armements dans l'espace	70	79 ^e	4 décembre 1998	89

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/77	Désarmement général et complet				
A.	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale	71, s	79 ^e	4 décembre 1998	90
B.	Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères	71, f	79 ^e	4 décembre 1998	91
C.	Interdiction de déverser des déchets radioactifs	71, l	79 ^e	4 décembre 1998	92
D.	Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie	71	79 ^e	4 décembre 1998	94
E.	Armes légères	71, m	79 ^e	4 décembre 1998	94
F.	Réduction du danger nucléaire	71	79 ^e	4 décembre 1998	95
G.	Essais nucléaires	71	79 ^e	4 décembre 1998	96
H.	Désarmement régional	71, q	79 ^e	4 décembre 1998	96
I.	Décision de la Conférence du désarmement de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat y figurant, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires	71	79 ^e	4 décembre 1998	97
J.	Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements	71, h	79 ^e	4 décembre 1998	98
K.	Relation entre le désarmement et le développement	71, g	79 ^e	4 décembre 1998	98
L.	Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925	71, c	79 ^e	4 décembre 1998	99
M.	Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement	71, j	79 ^e	4 décembre 1998	99
N.	Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction	71, d	79 ^e	4 décembre 1998	100

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
O.	Désarmement régional	71, <i>q</i>	79 ^e	4 décembre 1998	100
P.	Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional	71, <i>r</i>	79 ^e	4 décembre 1998	101
Q.	Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires	71, <i>o</i>	79 ^e	4 décembre 1998	102
R.	Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction . .	71, <i>t</i>	79 ^e	4 décembre 1998	102
S.	Transparence dans le domaine des armements	71, <i>e</i>	79 ^e	4 décembre 1998	103
T.	Trafic d'armes légères	71	79 ^e	4 décembre 1998	104
U.	Désarmement nucléaire en vue de l'élimination définitive des armes nucléaires	71	79 ^e	4 décembre 1998	105
V.	Transparence dans le domaine des armements	71, <i>e</i>	79 ^e	4 décembre 1998	106
W.	Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la <i>Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires</i>	71, <i>p</i>	79 ^e	4 décembre 1998	107
X.	Désarmement nucléaire	71, <i>n</i>	79 ^e	4 décembre 1998	108
Y.	Vers un monde exempt d'armes nucléaires: nécessité d'un nouvel ordre du jour	71	79 ^e	4 décembre 1998	110
Z.	Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires et désarmement nucléaire	71	79 ^e	4 décembre 1998	112
AA.	Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement	71, <i>i</i>	79 ^e	4 décembre 1998	113
53/78	Examen et application du document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale				
A.	Mesures de confiance à l'échelon sous- régional: activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale	72, <i>d</i>	79 ^e	4 décembre 1998	114
B.	Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique	72, <i>c</i>	79 ^e	4 décembre 1998	116
C.	Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique	72	79 ^e	4 décembre 1998	116

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
D.	Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires	72, e	79 ^e	4 décembre 1998	117
E.	Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement	72, a	79 ^e	4 décembre 1998	118
F.	Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement	72	79 ^e	4 décembre 1998	119
G.	Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement	72, b	79 ^e	4 décembre 1998	119
53/79	Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire				
A.	Rapport de la Commission du désarmement	73, a	79 ^e	4 décembre 1998	120
B.	Rapport de la Conférence du désarmement	73, b	79 ^e	4 décembre 1998	121
53/80	Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient	74	79 ^e	4 décembre 1998	122
53/81	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination	75	79 ^e	4 décembre 1998	122
53/82	Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée	76	79 ^e	4 décembre 1998	123
53/83	Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) . .	77	79 ^e	4 décembre 1998	125
53/84	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction	78	79 ^e	4 décembre 1998	126
53/85	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	36	80 ^e	7 décembre 1998	58
53/86	Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000	160	81 ^e	7 décembre 1998	60
53/87	Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies	20	81 ^e	7 décembre 1998	61
53/88	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies	20, a	81 ^e	7 décembre 1998	63

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/89	Assistance au peuple palestinien	20, d	81 ^e	7 décembre 1998	63
53/90	Application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90	24	81 ^e	7 décembre 1998	64
53/91	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine	35	81 ^e	7 décembre 1998	65
53/92	Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique	164	81 ^e	7 décembre 1998	67
53/93	Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala	44	81 ^e	7 décembre 1998	69
53/94	La situation en Amérique centrale: processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement	44	81 ^e	7 décembre 1998	70
53/95	La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti	43	82 ^e	8 décembre 1998	72
53/96	État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés	146	83 ^e	8 décembre 1998	377
53/97	Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires	147	83 ^e	8 décembre 1998	378
53/98	Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens	148	83 ^e	8 décembre 1998	379
53/99	Mesures destinées à marquer le centenaire, en 1999, de la première Conférence internationale de la paix et la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international	149	83 ^e	8 décembre 1998	380
53/100	Décennie des Nations Unies pour le droit international	149	83 ^e	8 décembre 1998	381
53/101	Principes devant guider la négociation internationale	149	83 ^e	8 décembre 1998	383
53/102	Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquantième session	150	83 ^e	8 décembre 1998	384
53/103	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente et unième session	151	83 ^e	8 décembre 1998	386
53/104	Rapport du Comité des relations avec le pays hôte	152	83 ^e	8 décembre 1998	387
53/105	Création d'une cour pénale internationale	153	83 ^e	8 décembre 1998	388

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/106	Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation	154	83 ^e	8 décembre 1998	389
53/107	Mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions	154	83 ^e	8 décembre 1998	391
53/108	Mesures visant à éliminer le terrorisme international	155	83 ^e	8 décembre 1998	393
53/109	Année internationale des personnes âgées, 1999 ..	100	85 ^e	9 décembre 1998	212
53/110	Préparatifs du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	101	85 ^e	9 décembre 1998	213
53/111	Criminalité transnationale organisée	101	85 ^e	9 décembre 1998	215
53/112	Entraide judiciaire et coopération internationale en matière pénale	101	85 ^e	9 décembre 1998	216
53/113	Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants	101	85 ^e	9 décembre 1998	220
53/114	Renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique	101	85 ^e	9 décembre 1998	220
53/115	Coopération internationale permettant de faire face au problème mondial de la drogue	102	85 ^e	9 décembre 1998	222
53/116	Traite des femmes et des filles	103	85 ^e	9 décembre 1998	226
53/117	Pratiques traditionnelles ou coutumières affectant la santé des femmes et des filles	103	85 ^e	9 décembre 1998	229
53/118	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	103	85 ^e	9 décembre 1998	231
53/119	Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat	103	85 ^e	9 décembre 1998	233
53/120	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration de Beijing et du Programme d'action	104	85 ^e	9 décembre 1998	234
53/121	Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	105	85 ^e	9 décembre 1998	238
53/122	Assistance aux enfants réfugiés non accompagnés	105	85 ^e	9 décembre 1998	239

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/123	Suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins	105	85 ^e	9 décembre 1998	240
53/124	Nouvel ordre humanitaire international	105	85 ^e	9 décembre 1998	241
53/125	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	105	85 ^e	9 décembre 1998	242
53/126	Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique	105	85 ^e	9 décembre 1998	244
53/127	Les petites filles	106	85 ^e	9 décembre 1998	246
53/128	Les droits de l'enfant	106	85 ^e	9 décembre 1998	249
53/129	Décennie internationale des populations autochtones	107	85 ^e	9 décembre 1998	257
53/130	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	107	85 ^e	9 décembre 1998	259
53/131	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	108	85 ^e	9 décembre 1998	260
53/132	Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	108	85 ^e	9 décembre 1998	262
53/133	Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée	108	85 ^e	9 décembre 1998	266
53/134	Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination	109	85 ^e	9 décembre 1998	267
53/135	Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination	109	85 ^e	9 décembre 1998	269
53/136	Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination	109	85 ^e	9 décembre 1998	270
53/137	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	110, a	85 ^e	9 décembre 1998	270
53/138	Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre	110, a	85 ^e	9 décembre 1998	271

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/139	Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	110, <i>a</i>	85 ^e	9 décembre 1998	275
53/140	Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	277
53/141	Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	278
53/142	Renforcement de l'état de droit	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	280
53/143	Respect de la liberté universelle de circulation et importance capitale du regroupement familial	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	281
53/144	Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus . .	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	281
53/145	Situation des droits de l'homme au Cambodge	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	285
53/146	Droits de l'homme et extrême pauvreté	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	287
53/147	Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	288
53/148	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	290
53/149	Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	292
53/150	Question des disparitions forcées ou involontaires	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	293
53/151	Suivi de l'Année des Nations Unies pour la tolérance	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	295
53/152	Le génome humain et les droits de l'homme	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	295
53/153	Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, 1995-2004, et information dans le domaine des droits de l'homme	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	296
53/154	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	299
53/155	Droit au développement	110, <i>b</i>	85 ^e	9 décembre 1998	302
53/156	Situation des droits de l'homme au Rwanda	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	302
53/157	Situation des droits de l'homme en Iraq	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	304
53/158	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	306
53/159	Situation des droits de l'homme en Haïti	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	307

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/160	Situation des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	308
53/161	Situation des droits de l'homme au Nigéria	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	310
53/162	Situation des droits de l'homme au Myanmar	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	311
53/163	Situation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	313
53/164	Situation des droits de l'homme au Kosovo	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	317
53/165	Situation des droits de l'homme en Afghanistan . .	110, <i>c</i>	85 ^e	9 décembre 1998	320
53/166	Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne	110, <i>d</i>	85 ^e	9 décembre 1998	322
53/167	Question des ressources du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme	110, <i>e</i>	85 ^e	9 décembre 1998	323
53/168	Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	46, <i>a</i>	86 ^e	10 décembre 1998	74
53/169	Rôle de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir le développement dans le contexte de la mondialisation et de l'interdépendance	91	91 ^e	15 décembre 1998	166
53/170	Commerce international et développement	91, <i>a</i>	91 ^e	15 décembre 1998	167
53/171	Situation en matière de transit dans les États sans littoral d'Asie centrale et les pays en développement de transit qui sont leurs voisins	91, <i>a</i>	91 ^e	15 décembre 1998	170
53/172	La crise financière et son impact sur la croissance et le développement, en particulier dans les pays en développement	91, <i>b</i>	91 ^e	15 décembre 1998	172
53/173	Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental . .	91, <i>b</i>	91 ^e	15 décembre 1998	174
53/174	Produits de base	91, <i>c</i>	91 ^e	15 décembre 1998	175
53/175	Renforcement de la coopération internationale en vue de résoudre durablement le problème de la dette extérieure des pays en développement	91, <i>d</i>	91 ^e	15 décembre 1998	176
53/176	Lutte contre la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales	92, <i>a</i>	91 ^e	15 décembre 1998	180
53/177	Coopération pour le développement industriel	92, <i>b</i>	91 ^e	15 décembre 1998	181

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/178	Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement	93, <i>a</i>	91 ^e	15 décembre 1998	182
53/179	Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale	93, <i>b</i>	91 ^e	15 décembre 1998	183
53/180	Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat	93, <i>c</i>	91 ^e	15 décembre 1998	184
53/181	Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat	93, <i>d</i>	91 ^e	15 décembre 1998	185
53/182	Mise en œuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés . .	93, <i>e</i>	91 ^e	15 décembre 1998	186
53/183	Application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement	93, <i>f</i>	91 ^e	15 décembre 1998	186
53/184	Développement culturel	93, <i>g</i>	91 ^e	15 décembre 1998	187
53/185	Coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño	94	91 ^e	15 décembre 1998	188
53/186	Arrangements institutionnels internationaux relatifs à l'environnement et au développement	94	91 ^e	15 décembre 1998	189
53/187	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement	94	91 ^e	15 décembre 1998	189
53/188	Mise en œuvre et suivi des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et des résultats de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale . . .	94, <i>a</i>	91 ^e	15 décembre 1998	190
53/189	Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement	94, <i>c</i>	91 ^e	15 décembre 1998	191
53/190	Convention sur la diversité biologique	94, <i>d</i>	91 ^e	15 décembre 1998	193
53/191	Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique	94, <i>e</i>	91 ^e	15 décembre 1998	195

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/192	Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies	95	91 ^e	15 décembre 1998	196
53/193	Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu en 2001 pour mesurer le degré de réalisation des buts du Sommet mondial pour les enfants	95	91 ^e	15 décembre 1998	201
53/194	Université des Nations Unies	96, a	91 ^e	15 décembre 1998	201
53/195	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	96, b	91 ^e	15 décembre 1998	203
53/196	Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles	97	91 ^e	15 décembre 1998	204
53/197	Année internationale du microcrédit (2005)	98	91 ^e	15 décembre 1998	204
53/198	Activités au titre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté . .	98	91 ^e	15 décembre 1998	205
53/199	Proclamation d'années internationales	12	91 ^e	15 décembre 1998	208
53/200	Proclamation de 2002 Année internationale de l'écotourisme	12	91 ^e	15 décembre 1998	208
53/201	Administration publique et développement	12	91 ^e	15 décembre 1998	208
53/202	L'Assemblée du millénaire	30	92 ^e	17 décembre 1998	74
53/203	Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays ravagé par la guerre; et la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales				
	A. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales	20, c et 45	93 ^e	18 décembre 1998	75
	B. Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays ravagé par la guerre	20, c et 45	93 ^e	18 décembre 1998	77
53/204	Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes	111	93 ^e	18 décembre 1998	335
53/205	Budgétisation axée sur les résultats	112	93 ^e	18 décembre 1998	336
53/206	Esquisse budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2000-2001	112	93 ^e	18 décembre 1998	337

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Séances plénières</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
53/207	Planification des programmes	114	93 ^e	18 décembre 1998	337
53/208	Plan des conférences				
	Résolution A	117	93 ^e	18 décembre 1998	342
	Résolution B	117	93 ^e	18 décembre 1998	344
	Résolution C	117	93 ^e	18 décembre 1998	346
	Résolution D	117	93 ^e	18 décembre 1998	347
	Résolution E	117	93 ^e	18 décembre 1998	347
53/209	Régime commun des Nations Unies: rapport de la Commission de la fonction publique internationale	120	93 ^e	18 décembre 1998	347
53/210	Régime des pensions des Nations Unies	121	93 ^e	18 décembre 1998	354
53/211	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola	123	93 ^e	18 décembre 1998	360
53/212	Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	135	93 ^e	18 décembre 1998	362
53/213	Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994	137	93 ^e	18 décembre 1998	365
53/214	Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999	113	93 ^e	18 décembre 1998	365
53/215	Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999				
	A. Ouverture de crédits révisée pour l'exercice biennal 1998-1999	113	93 ^e	18 décembre 1998	372
	B. Prévisions de recettes révisées pour l'exercice biennal 1998-1999	113	93 ^e	18 décembre 1998	374
	C. Exécution du budget pour l'année 1999 ..	113	93 ^e	18 décembre 1998	374